ANNALES
DU DIOCÈSE DE SOISSONS.

TOME TROISIÈME.

SE TROUVE A PARIS :

—

CHEZ DUMOULIN, LIBRAIRE-EDITEUR,
Quai des Augustins.

SOISSONS. — IMPRIMERIE DE FOSSÉ D'ARCOSSE PÈRE ET FILS,
Rue Saint-Antoine, n° 15.

ANNALES

DU

DIOCÈSE DE SOISSONS

PAR L'ABBÉ PÉCHEUR,

ANCIEN CURÉ DE FONTENOY,

MEMBRE ASSOCIÉ DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE,

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE, ARCHÉOLOGIQUE ET SCIENTIFIQUE DE SOISSONS.

—

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.

TOME TROISIÈME.



SOISSONS,

CHEZ DEMONCY, LIBRAIRE,

PLACE SAINT-GERVAIS.

1875.

AVERTISSEMENT

SUR LE TOME TROISIÈME.

Dans l'avertissement de notre deuxième volume, nous ne dissimulions pas à nos lecteurs les obstacles qui entravaient la publication de ces Annales. Les choses n'ont guère changé depuis. D'autres difficultés se sont présentées à leur tour, les unes générales, les autres personnelles. Parmi les premières, nous rangerons les malheurs publics, les désastres inouïs qui ont pesé sur la France et qui ont eu leur contre-coup jusque dans les plus humbles existences. Parmi les secondes, nous compterons un changement de résidence sur lequel il ne sera pas inutile de nous expliquer un jour ; il suffit souvent d'un seul trait pour peindre toute une situation.

Quoique il en soit, après plusieurs années écoulées, grâce à une nouvelle subvention du Conseil général de l'Aisne, à laquelle s'en est venu joindre une autre du ministère de l'instruction publique et des cultes, il nous a été possible de mettre au jour un nouveau volume de l'étendue des premiers. Ajouterons-nous que l'honneur d'une médaille d'or décernée à ceux-ci par l'Académie des inscriptions et belles-lettres et les éloges modestes et sincères de confrères en qui une noble indépendance se joint à la supériorité des lumières, ont été pour

nous un puissant préservatif contre des découragements bien naturels ?

Le volume que nous livrons aujourd'hui au public embrasse le XIII^e^ siècle, l'un des plus beaux de notre passé historique et l'un des plus intéressants de nos Eglises particulières. Nous continuerons de faire en sorte que chaque volume se ferme ainsi avec un siècle.

On nous a fait quelquefois observer, dans l'intention la plus louable à coup sûr, qu'il serait bon, au point de vue de l'intérêt religieux, de passer sous silence certains sujets délicats, de voiler, ou au moins d'adoucir certaines peintures de mœurs. Il nous a paru impossible de nous ranger de cet avis. « La première loi de l'histoire, a dit Cicéron *(De Oratore,* II, 15), est de ne rien dire de faux ; la seconde est de ne rien taire de ce qui est vrai. » Les abus, les désordres même qui se rencontrent à diverses époques dans l'Eglise, dans quelqu'une de ses parties, ou de ses institutions, ne sont que des taches dues aux faiblesses de l'humanité et propres à mieux faire ressortir l'éclat de ses fastes glorieux. N'en tire-t-on pas d'ailleurs une preuve très-lumineuse de sa divinité, qui lui fait braver le déchaînement des passions terrestres ?

Quant à ces détails minutieux dans lesquels on pourra nous reprocher aussi d'être descendu, nous nous contenterons de répondre que ce sont des *Annales* que nous écrivons, et que ces détails forment l'histoire de nos grands monastères, tels que Saint-Médard, Saint-Crépin le Grand, Longpont, Braine, Orbais et autres, que nous donnons aussi complète que possible. Enfin nous avons cru qu'en mettant en action sur un coin

de la France tous ces chevaliers, toutes ces familles féodales qui couvraient notre sol de leurs rameaux, dans leurs rapports avec nos établissements religieux, nous servirions mieux la vérité qu'en les négligeant pour l'agrément d'une classe de lecteurs qui cherchent avant tout leur propre satisfaction.

Le 2 octobre 1874.

L.-V. Pécheux.

ERRATA DU TOME III.

Page 27, ligne 7, *lisez :* Bouillant *au lieu de* Bouillaut. — Page 1re, ligne 1re de la 3e remarque, *lisez :* Dutour *au lieu de* Dufour. — Page 84, ligne 6, *lisez :* et de l'impossibilité. — Page 87, ligne 10, *lisez :* pour *au lieu de* par. — Page 90, ligne 6, *lisez :* éléphantine *au lieu de* éléphantide; et *id.*, page 93, ligne 21. — Page 92, ligne 6, *lisez : de* italiq. — Page 97, ligne 13, *au lieu de* plusieurs *lisez :* quelques-unes. — Page 112, ligne 19, *lisez :* Salisbury. — Page 121, ligne 16, *au lieu de* « la suivante, » *lisez :* l'année suivante. — Page 127, ligne 12, *lisez :* Coucy *au lieu de* Coincy. — Page 174, ligne 19, *lisez :* adressés *au lieu de* dressé. — Page 189, ligne 1re, *lisez :* aux evêques de Soissons *au lieu de* à leur évêque; et ligne 7, rencontre *au lieu de* recontre. — Page 190, *lisez :* poussant *au lieu de* poussaient. — Page 192, avant dernière ligne, *au lieu de* celui, *lisez :* le fief. — Page 210, ligne 23, *au lieu de* domaine, *lisez :* douaire. — Page 211, ligne 23, *lisez :* puisqu'il la nomme, etc. — Page 211, ligne 31, *lisez :* Helvide était la troisième sœur. — Page 225, *lisez :* une *au lieu de* la prébende... — Page 226, ligne 9, *lisez :* cet autre acte héroïque. — Page 229, Marie Goigelin doit être la même personne dont il est parlé page 214 et qui s'était faite recluse. — Page 237, ligne 25, *lisez :* le couvent étant encore sorti. — Page 246, ligne 3, *lisez :* auraient *au lieu de* aurait. — Page 260, ligne 23 de la remarque, *lisez :* se borna. — Page 275, ligne 7 de la remarque, *lisez :* mais, *au lieu de*, et ne paraissent pas. — Page 276, ligne 15, *lisez :* autre *au lieu de* antre; et ligne 28, années *au lieu de* ans. — Page 280, ligne 6, *lisez :* de Launoy; et ligne 12, Corey *au lieu de* Coucy. — Page 281, ligne 1re, *ajoutez :* par Jean. — Page 284, ligne 19, *lisez :* Bélocères. — Page 294, ligne 15, *lisez :* de ce monument *au lieu de* ce bel édifice. — Page 321, au titre, *lisez :* synode. — Page 333, ligne 12, *lisez : en* la Brognerie ou Burie? (rues de Soissons). — Page 334, ligne 18, *lisez :* le monastère put prêter *au lieu de* fut en état de prêter; et ligne 23, vendue *au lieu de* vendu. — Page 351, ligne 15, *au lieu de* comme, *lisez :* pour. — Page 367, ligne 6, *lisez : aveyne* pour *avegne*. — Page 388, ligne 14, *lisez :* restriction. — Page 418, ligne 10, *mettez :* raconte *au lieu de* rapporte. — Page 420, *lisez :* lever *au lieu* d'élever. — Page 424, ligne 9, *lisez :* cellérerie *au lieu de* celleric. — Page 435, ligne 15, *lisez :* acquit *au lieu de* acquis. — Page 450, ligne 3, *lisez :* convers *au lieu de* convertis. — Page 456, ligne 14, *lisez :* chartes *au lieu de* chartres.

ANNALES

DU

DIOCÈSE DE SOISSONS.

PÉRIODE FÉODALE.

LIVRE CINQUIÈME.

Treizième siècle.

(Première partie.)

DEPUIS LA PRÉDICATION DE LA CROISADE PAR FOULQUES DE NEUILLY, EN 1199-1200, JUSQU'A L'ÉPISCOPAT DE JACQUES DE BAZOCHES, EN 1218.

SOMMAIRE. — I. Coup d'œil sur le XIII^e^ siècle : poésie, beaux-arts, établissements religieux, siècle de saint Louis. — II. Pierre le Chantre et Foulques de Neuilly. Prédication de la Croisade par Foulques. — Suite du divorce de Philippe-Auguste. Le royaume mis en interdit. Miracle arrivé à des chanoines de Saint-Jean des Vignes. L'évêque Nivelon ménage la soumission du roi. Concile ou assemblée tenue à cet effet à Notre-Dame de Soissons en 1201. Philippe quitte l'assemblée, emmenant Ingelburge. — III. Notre-Dame au commencement du XIII^e^ siècle. Démêlés avec la commune de Soissons. Assemblée des croisés à Soissons, à Compiègne et à Notre-Dame de Soissons en 1202. Nivelon se prépare à la Croisade, ses donations à ce monastère. — IV. Départ des croisés. Prise de Constantinople. Exploits des croisés soissonnais. Anecdote sur le tombeau de saint Drausin. Baudouin, comte de Flandre, proclamé empereur par Nivelon, en 1204. Lettre de Nivelon au chapitre de Soissons. Reliques envoyées par lui à Soissons, sa mission auprès du pape et distribution de ces reliques. Il établit une fête à cette occasion. Il fait de nouveaux dons à Notre-Dame. Vraies et fausses reliques. — V. Nivelon assiste à une assemblée tenue à Viviers. Philippe-Auguste se rend en ce château et y préside une nouvelle assemblée. Collégiales de Saint Jacques et de Saint-Sulpice de Pierrefonds, au XIII^e^ siècle. Guillaume de Bérogne, évêque de Senlis. — VI. Mort de Nivelon en 1207, à Bari en Italie. Assemblée de prélats à Compiègne. La mémoire de Nivelon à Notre-Dame. L'abbesse Helvide affranchit Aisy ; sa mort. Concours de sujets à Notre-Dame. — VII. Haymard de Provins, 60^e^ évêque. Saint-Léger de Soissons, au XIII^e^ siècle. Don de la collégiale de Saint-Prince à l'abbaye ; réforme de cette collégiale ; règlement pour la nourriture à Saint-Léger. Exemption des droits de gîte dans ses fermes. — VIII. Mouvement architectural aux XII^e^ et XIII^e^ siècles. L'art ogival.

Cathédrale de Soissons selon les données archéologiques et historiques. Intérieur et extérieur; croisillon de droite; vitraux. Architectes soissonnais. Dispositions intérieures et dépendances extérieures de la cathédrale. Autels, chapelles et chapellenies. Chapelles de S. Gervais, des Fonts, du Sépulchre, et de Notre-Dame du Bean Pignon. Chapelains et clercs du chœur. Collégiale de Thorote. — IX. Etablissements hospitaliers. Fondation de l'Hôtel-Dieu Saint-Gervais, son administration, ses revenus; bâtiments, bienfaiteurs. Maladreries; leurs biens. La lèpre. Séquestration des lépreux; adoucissement au cérémonial de cette séquestration. Malgré les défenses, ils se répandent au dehors. Disparition de la lèpre. Maladreries du diocèse, leur annexion aux hospices. Maladreries de Lhuys, de Château-Thierry, de Compiègne, de Soissons; celles de l'évêque, du chapitre, de Saint-Jean. — X. Fermeté d'Haymard de Provins. Les écoles au XIII^e siècle. Collége de Saint-Nicolas ou « hôpital des pauvres clercs; » ses revenus, son administration. Violences d'Enguerrand III, sire de Coucy, envers le chapitre de Laon. Lettre de *consolation* d'Haymard. Enguerrand converti bâtit la chapelle du Collége. — XI. Philippe-Auguste tient un parlement à Soissons. Bataille de Bouvines; Milon de Bazoches, abbé de Saint-Médard, s'y trouve avec ses vassaux. Saint-Médard au commencement du XIII^e siècle. Réforme du monastère; ses bienfaiteurs de la maison de Bazoches. Mort de l'abbé Milon. Constitutions de Raoul de Braine et de Regnault, abbés de Saint-Médard. — XII. La poésie au XIII^e siècle. Poëtes soissonnais; Gauthier et Aymar de Châtillon, Hugues de Berzy ou Brecy, Gauthier de Coincy. Gauthier étudie à Saint-Médard; il est nommé prieur de Sainte-Léocade de Vic sur Aisne; il y compose ses poëmes de Notre-Dame et de sainte Léocade. Les reliques de cette sainte perdues et retrouvées. Gauthier offre son livre à plusieurs personnages. Jugements sur ses poëmes; leurs divers manuscrits. La chronique du monastère de Saint-Médard. — XIII. Saint-Yved de Braine. Hérétiques exécutés à Braine. Fin de Philippe de Dreux, évêque de Beauvais. Hôtel-Dieu de Braine. Le monastère au XIII^e siècle. Procès divers; dons de Robert II de Dreux. Achèvement et consécration de l'*église* de Saint-Yved. Description de l'édifice, vitraux. Mort d'Agnès, comtesse de Braine, son tombeau. Robert II et Robert III, bienfaiteurs du monastère, leur mort, leurs tombeaux. — XIV. Haymard de Provins lève un interdit. Ses derniers actes. Sa retraite à Saint-Jean des Vignes, sa vie édifiante, sa mort. L'abbé Raoul construit le chœur de l'église; son administration. Différends avec Raoul de Soissons et Thibauld, comte de Champagne. Priviléges des papes. Affection de l'évêque Jacques de Bazoches, successeur d'Haymard, pour Saint-Jean. — XV. Saint-Corneille de Compiègne au commencement du XIII^e siècle. Confirmation de ses priviléges et exemptions. Hommes de corps et affranchissements. Eglises et édifices de Saint-Corneille; trésor et objets précieux. Puissance spirituelle et temporelle de l'abbaye. Fiefs. Les huit barons et les huit fiefs de la Verge. Cure du Crucifix. La Trésorerie et la Contrerie.

I. — Le XII^e siècle avait été un siècle de réorganisation sociale; le XIII^e fut un siècle de perfectionnement. Les institutions commencées s'achèvent, le système féodal, encore vacillant, se fixe et devient une phase importante de la civilisation chrétienne. Les arts, les sciences, les lettres franchissent les murailles des cloîtres; la poésie, qui n'avait guère brillé que dans les chaudes contrées

du Midi, vient s'épanouir dans la zone septentrionale, y fleurit bientôt de toutes parts et sous des formes diverses ; les langues s'élaborent et s'épurent ; les ménestrels et troubadours, poëtes ambulants, parcourent la France et chantent en vers les vieilles légendes rajeunies, les exploits des chevaliers, leurs aventures amoureuses et guerrières. A leur tour, les châtelains prennent goût à ces plaisirs de l'imagination et de l'esprit ; Thibauld de Champagne et de Navarre, Raoul de Soissons, Raoul de Cœuvres, Raoul de Coucy chantent les tribulations du cœnr, et Gauthier de Coincy les miracles de la Vierge et de sainte Léocade, dont les moines déposent le récit poétique en des manuscrits qu'ils couvrent de délicates enluminures et de ravissantes miniatures. Aux précieuses, mais arides chroniques des monastères, succèdent ces mémoires historiques si curieux par la naïveté du langage, et que composent les Joinville, les Villehardoin et tant d'autres.

De son côté, l'architecture subit une révolution complète. L'abandon du plein-ceintre roman qui, après avoir lutté avantageusement au XIIe siècle avec l'ogive, est détrôné par elle au XIIIe, fait remplacer les vieilles basiliques par d'autres édifices où celle-ci, dégagée de tout mélange, acquiert cette grâce, cette pureté incomparables qu'elle n'a jamais retrouvées dans les siècles postérieurs, et porte à son plus haut degré de perfectionnement notre art national. Dès lors, tout dans les églises, colonnes, chapitaux, tours, voûtes semblent s'élancer vers le ciel avec une harmonie et une hardiesse inouïe. Notre-Dame de Paris et Amiens sont les chefs-d'œuvre de cette époque. Près d'eux se range Saint-Gervais de Soissons, où l'on retrouve dans le style nouveau une empreinte fortement accusée de l'ancien, et autour de Saint-Gervais de Soissons, se groupent Saint-Léger, Saint-Jean, Saint-Ived de Braine, le Mont-Notre-Dame, Essomes, Orbais, Longpont, merveilleuses abbatiales dont les pavés se couvrent de tombes, dont les vitraux resplendissent des plus riches couleurs, dont les parois, les autels supportent des chasses précieuses, merveilles de l'art de la sculpture et de l'orfévrerie enfantées par l'arrivée de nombreuses reliques enlevées aux pays d'outre-mer.

Il y avait eu, dès la fin du XIIe siècle, une sorte d'affais-

sement dans l'Eglise; saint Bernard était mort, les Suger, les Pierre le Vénérable, les Joslein de Vierzy n'existaient plus ; l'Occident avait été vaincu par l'Orient à Tibériade ; Thomas Becket avait été victime de sa lutte pour la défense des *libertés* religieuses ; Richard Cœur-de-Lion était prisonnier; Philippe-Auguste, son rival, obscurcissait sa gloire par la violence qu'il portait dans son divorce avec Ingelburge ; l'hérésie des Albigeois faisait d'inquiétants progrès; enfin les ordres religieux subissaient les atteintes du relâchement. Une grande réaction ne tarda pas à se faire sentir au XIIIe siècle. Innocent III lutte avec un indomptable courage, sur le trône pontifical, pour la défense de l'Eglise et de tous ceux qui souffrent ; Honorius III y emploie, au contraire, une charité toute apostolique ; Grégoire IX, neveu d'Innocent, hérite de sa fermeté et devient à son tour le tuteur des opprimés et des faibles ; Innocent IV, Alexandre IV, Urbain V, fils d'un cordonnier de Troyes, lequel institua la fête du Saint-Sacrement, combattent avec une égale énergie contre les ennemis de l'Eglise ; l'hérésie des Albigeois, immorale et anti-sociale, est poursuivie avec vigueur, et si trop souvent, hélas ! des cruautés réciproques ensanglantent la lutte, les catholiques n'en sauvent pas moins la foi et les saintes lois de la morale dans le midi de la France.

Dans l'ordre religieux, même mouvement, même enthousiasme pour le bien. Les grandes fondations de Cluni, de Citeaux, de Prémontré, des Chartreux ne suffisant plus pour combattre les hérésies aux formes multiples, saint Dominique fonde les *Frères prêcheurs,* saint François d'Assises les *Frères mineurs,* auxquels se joignent les Carmes, confirmés par Honorius III ; puis les deux saints, fondant des *Tiers-Ordres,* affilient à leur institut, et par conséquent à leur œuvre, une immense quantité d'individus des deux sexes, de tous les âges et de toutes les conditions. Clara Scissé (sainte Claire) établit, sous la règle du dernier, l'ordre des *Pauvres Claires,* ou *Clarisses,* qui est une branche du sien. Le XIIIe siècle vit naître aussi les ordres des Trinitaires, des Célestins, du Val des Ecoliers et des Béguines. Saint Louis rétablit l'Université de Paris ; de nombreux colléges se pressent autour de la montagne Sainte-Geneviève. Albert le Grand, Vincent de Beauvais, saint Thomas

d'Aquin, saint Bonaventure deviennent la haute personification de la science la plus élevée comme la plus pure.

Les institutions politiques elles-mêmes joignent leur éclat à celui des ouvrages de la pensée, de la poésie et des arts, et font du XIII^e^ siècle l'un des plus beaux de la nation française. Il a pu être appelé *le siècle de saint Louis*, comme le IX^e^ a été appelé *le siècle de Charlemagne*, comme le XVII^e^ devait être appelé *le siècle de Louis XIV*, parce que le saint roi résume en lui seul, ainsi qu'en un type touchant et majestueux, tout ce que le moyen âge eut de grand, de chevaleresque, de littéraire, de civilisateur, de religieux. Ce beau siècle s'ouvrit par une brillante croisade, dont les dernières dispositions se firent à Soissons, et qui parait même avoir été inspirée non loin de ses murs, au monastère de Longpont.

II. — Après le départ des rois de France et d'Angleterre, les affaires d'Orient étaient retombées dans le plus pitoyable état ; mais il s'éleva en France un nouveau Pierre-l'Hermite qui entreprit de les rétablir : c'était Foulques, curé de Neuilly, près de Paris. Voici quelle aurait été l'origine de sa mission extraordinaire. Pierre le Chantre retiré à Longpont, se livrait, dans cette solitude, aux exercices communs de la prière et de la pénitence, lorsqu'on y vit arriver des messagers du Saint-Siége porteurs de lettres enjoignant au célèbre docteur, « toutes affaires cessantes, de prêcher dans le royaume de France le pélerinage de Jérusalem. » Ayant eu connaissance de cette missive, Pierre, « craignant que l'affaire de la Sainte-Croix ne demeurât imparfaite, » appela près de lui un de ses anciens disciples nommé Foulques, « jeune d'âge, il est vrai, mais distingué par sa science et ses mœurs, quoique non comparable à lui quant à la science (1). » Après sa mort, maître Foulques, se croyant capable de lui succéder, continua sa mission. Et en effet, ajoute l'auteur qui fournit

(1) Malgré la haute réputation qui avait consacré son enseignement, Pierre le Chantre aurait été accusé d'avoir cru que l'acte de la consécration des deux espèces, à la messe, était indivisible, en sorte que le changement du pain au corps de Jésus-Christ n'avait lieu qu'après l'énoncé des paroles sacramentelles sur le vin De là serait venu l'usage de l'élévation de l'hostie, puis du calice, pour proposer l'un et l'autre successivement à l'adoration des fidèles et détruire ainsi cette erreur

cette particularité peu connue, la réputation de Foulques s'étendit par tout le royaume, au point que le peuple, oubliant son nom, ne l'appelait que le *Saint-Homme*. D'après ce texte, il paraîtrait que Pierre le Chantre prêcha la croisade jusqu'à sa mort ; mais, outre que son auteur peut n'avoir pas été bien renseigné sur sa rentrée dans le cloître de Longpont, il est certain qu'il mourut dans cette abbaye en 1197 et que c'est alors seulement que Foulques put se regarder comme le successeur de sa mission. Selon l'historien Fleury, Pierre n'aurait eu que le rôle secondaire dans la prédication de la croisade et aurait été adjoint à Foulques ; c'est le contraire qui est la vérité. D'ailleurs, le respect que Foulques avait pour la vertu et la science de son maître ne laisse pas supposer qu'il en put être autrement. « Désirant s'abreuver à cette source limpide, dit Jacques de Vitry, Foulques était entré humblement dans son école avec des tablettes et un burin, et méditait certaines paroles morales et populaires qu'il recueillait avec soin de la bouche de son maître. » Ayant remarqué ce zèle et cette assiduité du jeune disciple, Pierre le força de prêcher en sa présence devant beaucoup d'écoliers bien lettrés de la ville de Paris, dans l'église de Saint-Séverin. Or, le Seigneur donna à son nouveau chevalier tant de grâce et de force que son maître et ceux qui l'entendirent, frappés d'étonnement, attestèrent que le Saint-Esprit parlait en lui et par lui ; on accourut de toutes parts pour entendre sa prédication simple et nouvelle ; on le donna bientôt comme un nouveau Paul (1). »

Quoi qu'il en soit, redoublant de zèle, Foulques se mit à parcourir le royaume, surtout en 1199, pour prêcher la croisade et pousser de nouveau l'Orient contre l'Occident. Sa réputation de sainteté, l'éclat de ses miracles, joints à une éloquence vive et passionnée, enflammèrent tous les esprits. Il visitait les provinces, les villes, les châteaux, entraînant le clergé, le peuple et les nobles à la délivrance du Saint-Sépulcre. Il apparut au milieu d'un tournoi que

(1) Muldrac, *Chronic.* — Cocheris, *Catal. des mss. pour l'Hist. de la Picardie.* — Vie de saint Bernard, *Bibl. impér. mss. fond S. Germain latin, ex* abb. de Corbie. — Fleury, *Hist. ecclésiastiq.* — Jacq. de Vitry, *Hist. des Croisades* (collect. Guizot), liv. II, p. 294.

Thibauld IV, comte de Champagne, avait ouvert à Ercry (Escly sur Aisne), non loin de Château-Porcien. Ce comte et Louis, comte de Blois et de Chartres, parents des rois de France et d'Angleterre, se croisèrent aussitôt, à la voix ardente de Foulques, et avec eux *dui mult alt barons de France*, Simon de Montfort et Renaud de Montmirail, ainsi que Geoffroy de Ville-Hardoin, maréchal de Champagne et historien de cette croisade. Mais la malheureuse affaire du divorce de Philippe-Auguste vint retarder l'expédition qui n'eut lieu qu'en 1202.

Innocent III, défenseur intrépide de tous les opprimés, peuples et individus, qui avaient recours à lui de toute la chrétienté, soutien inébranlable de la faiblesse et du malheur, ne montra pas, à l'égard de Philippe, la même longanimité que son prédécesseur. Il envoya en France son légat Pierre de Capoue, avec ordre de pousser vigoureusement les choses, puisque le prince n'avait pas eu plus d'égards pour les monitions que pour les voies de droit qu'on lui avait ouvertes en vue d'une procédure juridique. Le légat, après un délai convenable, mit le prince et ses états en interdit, dans une assemblée générale du clergé. L'évêque de Soissons, que le roi avait choisi pour plaider sa cause auprès du pape, s'opposa à cette mesure avec plusieurs prélats, entre autres Roger de Rozoy, évêque de Laon, lesquels se plaignirent ensuite à Innocent de la sentence rendue par son légat; mais celui-ci l'approuva avec ordre aux évêques de l'observer, sous peine de suspense. Ceux de Paris, de Senlis, de Soissons, d'Amiens, d'Arras et autres l'observèrent scrupuleusement *(ferventissime)*, dit le continuateur de la chronique d'Anchin. Aussi le pape leur écrivit-il des lettres où il les comblait de louanges, tandis qu'il prononçait des menaces terribles contre les contempteurs de ses ordres. Dans les diocèses de ces prélats, la sentence fut en effet exécutée avec une telle rigueur qu'on n'y conférait que le sacrement de baptême aux enfants et la communion aux mourants.

Philippe, exaspéré par ce coup de vigueur, « bouta hors de leurs siéges » tous les prélats du royaume qui y avaient consenti, « tollit tous leurs biens » aux chanoines et aux clercs, et les fit chasser de ses domaines. Il en agit de même envers les prêtres qu'il fit aussi expulser de leurs paroisses

et dépouiller de leurs biens. Toute la France tomba dans une horrible confusion : chevaliers, bourgeois et paysans ressentirent également les terribles effets de la colère du roi. Il enleva aux chevaliers et à leurs hommes la « tierce partie » de leurs biens et leva sur les bourgeois « tailles et exactions qu'ils ne pouvaient souffrir. » Ce fut un deuil universel qui dura huit mois entiers (1).

Soissons, comme tout le reste de la France, était plongé dans la tristesse par la cessation des divins offices dans ses nombreuses églises. « J'ai vu, dit Thomas de Cantimpré, la ville de Soissons en Gaule soumise à *l'excommunication* », et il rapporte dans son livre intitulé : *Bonum universale de Apibus,* un miracle qui eut un grand retentissement dans la cité et le pays.

Jean, prieur du monastère de Saint Jean des Vignes, s'était rendu avec trois des plus vertueux religieux de la communauté sur une montagne voisine, la veille de l'Assomption, pour y passer la fête, dans l'ermitage ou prieuré de Sainte-Geneviève. Après avoir chanté les premières Vêpres dans ce lieu solitaire, ils prirent une légère collation de pain et d'eau, dirent les complies et se couchèrent par terre pour prendre un peu de repos. A minuit, ils se levèrent pour réciter les Matines, *selon l'observance* invariable de Saint-Jean ; mais, après que le prieur eût lu la neuvième leçon, un chœur d'anges parut tout à coup au-dessus des pieux chanoines et entonna distinctement le répons *Felix namque es sacra Virgo,* que tous les esprits célestes chantèrent en entier jusqu'au verset que quatre seulement chantèrent avec le *Gloria Patri.* Le concert angélique ne cessa qu'après la reprise ordinaire du répons jusqu'au verset ; puis le prieur entonna le *Te Deum* que les religieux continuèrent et qui fut suivi de Laudes. Ce fut avec une joie ineffable que les religieux avaient uni leurs

(1) Hist. eccléS. et de France.— *Auctuarium Aquicinctinum, ad ann.* 1200 *ab Aub. Mireo edit.*

Il paraîtrait, d'après D. Bouquet (*Histor. de France*, t. XVI), que c'est pour éviter le ressentiment du roi que Nivelon, évêque de Soissons, aurait pris le parti de se joindre à d'autres mécontents du royaume, en 1201, pour aller en Palestine ; mais il faut remarquer que ce prélat s'était opposé à la sentence d'excommunication, et que, lorsqu'elle avait été confirmée, il n'avait plus eu qu'à s'y soumettre.

voix à l'harmonie de ces divins concerts. Pour en conserver le souvenir on établit la coutume à Saint-Jean qu'aux Matines de l'Assomption, quatre des plus vieux chanoines vinssent, revêtus de chappes, à l'aigle placé au bas des degrés du sanctuaire, chanter le répons *Felix namque es* au son de toutes les cloches. Depuis cet événement merveilleux, la dévotion à la Sainte-Vierge prit aussi une nouvelle extension en l'abbaye, où la récitation quotidienne du petit office avait été en usage dès son institution par Urbain II, et les chanoines eurent en la Reine des Anges la plus grande confiance (1).

Nivelon de Chérisy, qui s'était rendu à Rome en 1198 avec l'évêque de Noyon pour suspendre les foudres apostoliques, ne discontinua pas, lorsqu'elles furent lancées, à son grand regret, son rôle de médiateur qu'il fondait sur l'estime égale qu'avaient pour lui le roi et le pape. Il amena enfin Philippe à déclarer qu'il était prêt à se soumettre à l'autorité du Saint-Siége. Le légat Octavien tint un concile à Nesle en Vermandois, et, après la promesse qu'y fit le roi de recevoir en reine Ingelburge, qu'il avait fait enfermer au château d'Etampes, Nivelon obtint du légat que l'église de France cesserait d'être « muette », c'est-à-dire que l'interdit fut levé. On reprit donc la célébration des offices divins et « la liesse » du peuple fut aussi grande que l'avait été sa douleur pendant leur interruption. Un autre concile fut néanmoins indiqué à Soissons pour le mois de mars suivant, afin de terminer l'affaire du divorce. Dans l'intervalle des deux assemblées, Agnès de Méranie mourut au couvent de Poissy.

Au jour indiqué pour le concile, le légat Octavien, les archevêques et évêques, suivis d'une foule immense de clergé et de peuple, se rendirent à Soissons, ainsi que Philippe-Auguste avec des barons et des docteurs en droit. La reine Ingelburge attendait son sort depuis plusieurs mois dans le monastère de Notre-Dame, où l'abbesse Hel-

(1) *Chronicon. S Joannis*, p. 123 à 125. — *Hist. de S. Jean*, par de Louen. — Le moine Thomas de Cantimpré, *De apibus, Lib.* 7, *cap.* 4, 3ª *part.* — Dormay, t. II, p. 226. Cet auteur s'efforce de prouver que l'interdit dont parle Thomas de Cantimpré est celui de 1234. Il est réfuté victorieusement sur ce point par H. Martin, t. II, p. 66, *Remarq.*

vide de Chérisy et ses religieuses, édifiées de sa piété, l'encourageaient dans son malheur et priaient pour le succès de sa cause. On se rassembla sans doute à la cathédrale, selon l'usage assez ordinaire des conciles.

Des envoyés du roi de Danemark, frère d'Ingelburge, se présentèrent devant le roi et lui demandèrent la parole. C'étaient des évêques « et de discrets personnages. » Ayant obtenu ce qu'ils demandaient, ils déclarèrent qu'ils tenaient pour suspects les juges de ce concile, notamment le légat Octavien, et qu'ils en appelaient au Pape en personne. Octavien ne voulut pas se prononcer sur cet appel avant l'arrivée du second légat, Jean, cardinal de Saint-Paul, à qui le Saint-Siége avait principalement confié cette cause célèbre. Celui-ci fit son entrée à Soissons trois jours après et fut conduit pompeusement au concile, en l'église de Saint-Gervais. Le roi, aussi bien que les prélats, le reçut avec joie, et lui offrit même des présents qu'il refusa (1). Le concile s'étant réuni de nouveau, le roi y parut avec un cortége d'avocats; la reine s'y rendit seule et sans autre défenseur que Dieu. Philippe déclara à haute voix qu'il prétendait maintenir son divorce fondé sur des raisons de parenté. Personne dans une si grande assemblée n'osa élever la voix en faveur de la reine. Soudain, au milieu du silence général, un pauvre clerc inconnu se leva, et, avec la permission du roi et des cardinaux, se mit à éclaircir la cause d'Ingelburge si éloquemment que toute l'assistance en fut frappée d'admiration. On dit que ce clerc n'avait jamais été vu à Soissons et qu'il disparut comme un être surnaturel.

Philippe ne crut pas devoir rester plus longtemps en jugement. Prévoyant la sentence qui le menaçait, il se retira pendant que le concile délibérait. Il n'attendit même pas la séparation de l'assemblée pour quitter Soissons. Ayant fait sortir Ingelburge de Notre-Dame, il monta à cheval, la prit en croupe derrière lui et sortit brusquement le matin de la ville. Il mena ainsi la reine jusqu'à Etampes, où il la garda prisonnière au lieu de la remettre sur le trône, et néanmoins il fit dire aux légats qu'il la reconnaissait comme

(1) *Auctuarium Aquicinctinum, ad ann.* 1201.

son épouse et ne demandait plus à en être séparé. Le concile de Soissons, qui dura depuis la mi-mars jusqu'à la fin d'avril, fut donc dissous sans rien conclure (1). Le pape Innocent III n'en légitima pas moins, par une bulle de 1202, les enfants que Philippe avait eu d'Agnès de Méranie, et Nivelon de Chérisy, à l'exemple de plusieurs évêques, donna, la même année, des lettres par lesquelles il excommuniait ceux qui viendraient à l'encontre de la bulle papale (2).

III. — Helvide ou Avoye de Chérisy, qui avait eu l'honneur de recevoir Ingelburge à Notre-Dame, avait succédé dans l'abbatiat de ce monastère à Marguerite, première du nom, morte à la fin du XIIe siècle. Elle était fille de Gérard, comte de Chérisy et de Muret, qui se distingua dans les croisades, et petite-fille de Gérard de Chérisy, châtelain de Laon. Sa mère, Pétronille, était une dame distinguée par sa piété et sa charité. Devenue veuve, elle fut la mère des pauvres et la bienfaitrice de l'abbaye de Notre-Dame, où ses deux filles, Helvide et Béatrix, s'étaient consacrées à Dieu, et où on lui fonda un anniversaire solennel. Celles-ci étaient nièces de Nivelon de Chérisy, évêque de Soissons. Helvide signala son gouvernement par un esprit de prudence et d'économie qui n'excluait pas une noble générosité et une fermeté à toute épreuve. Elle avait eu dès la première année de son abbatiat, c'est-à-dire en 1190, l'occasion de déployer ce grand caractère.

Tandis que Philippe-Auguste et le comte de Soissons guerroyaient contre les infidèles et assistaient au siège d'Acre, le monastère, qui avait déjà été harcelé par la commune sous l'abbesse Julienne et que le roi avait dû défendre, malgré les vives réclamations des jurés, en l'exemptant de fournir en certains cas des gens de guerre, ainsi qu'ils l'exigeaient, eut un autre combat à soutenir contre

(1) Labbe, *Conc.*, t. XI, col. 22. — Hardouin, t. VI, col. 1963. — *Histor. de France*, t. XIX, p. 336 et 366. — Rigord, *Vie de Philippe-Auguste*, collect. Guizot, t. XI, p. 153. — Cardin. Gousset, *Actes de la province*, t. II, p. 331. — Rousseau, mss., t. I, p. 144. — H. Martin, t. II, p. 60.

(2) Léop. Delisle, *Act. de Philippe-Aug.*, p. 163. *Ex.* Trésor des Chart., n° 10-14 j. 362, *Légitimations*.

les *communiers*. Ceux-ci conservant rancune aux religieuses à cause de ce privilége qu'elles avaient obtenu de Philippe, se refusèrent de payer une redevance que l'abbaye réclamait « pour sa justice » sur une terre située dans les limites de la juridiction communale. Helvide la fit saisir « contre la coutume », du moins « les hommes de la commune l'assuraient ». Les bourgeois irrités formèrent une sorte de blocus autour du monastère pour empêcher les vivres d'y arriver. Les religieuses furent obligées de quitter la ville. Pour comble d'audace, ils allèrent jusqu'à soutenir, après cet acte de violence, que « selon la teneur de leur charte » ils ne devaient à celles-ci aucune satisfaction. Helvide s'adressa directement à la reine-mère, Adèle de Champagne, régente du royaume pendant la croisade. Cette princesse courroucée de tant d'excès, voulut d'abord tirer un châtiment exemplaire de l'outrage fait à l'abbaye et à l'autorité royale, mais ensuite, par amour de la paix, elle consentit à différer, pour cette fois seulement, la punition qu'elle avait résolu d'infliger aux *communiers*. Elle se contenta donc de leur faire faire satisfaction au monastère et de leur défendre, sous peine d'un châtiment certain, de se rendre désormais, sous couleur de liberté, coupables d'outrages pareils envers Notre-Dame, tout autre maison ou personne ecclésiastique (1).

C'est en 1190, sous l'abbesse Helvide, que Raoul, comte de Soissons, partant pour la croisade, donna à Notre-Dame une rente de six besans d'or qui devait durer tant que les juifs habiteraient la ville; que Robert, abbé de Nogent sous Coucy, promit de servir une pension pour la nourriture de deux religieuses, dont l'une était sa nièce, laquelle pension serait convertie, après leur mort, en une rente de 2 muids de blé. C'est aussi vers la fin du XII[e] ou au commencement du XIII[e] siècle que Robert de Ressons donna à l'abbaye 30 esseins de terre sur la montagne de Ressons, moyennant quoi Helvide lui accorda, sa vie durant, la jouissance de la maison qu'elle possédait à Troly-Breuil (2). En 1242, messire Jean de Cuise, Jean, son fils aîné, et messire Roger

(1) *Hist. de N.-D.*, charte d'Adèle, de 1190. *Preuves*, p. 444.

(2) *Archiv. du Collég. héraldiq. de France* (Picardie). Charte d'Helvide, donnée sous le sceau de l'évêque Nivelon

de Vouties transigèrent aussi avec Notre-Dame, de l'approbation de Guillaume de Silly, beau-frère de Roger, sur des différents concernant des terres et maisons de Troly et Breuil dont ils avaient l'avouerie (1).

Cependant on ne perdait pas de vue la guerre sainte à laquelle chacun se préparait de son mieux. Une foule de noblesse avait répondu à l'appel de Foulques de Neuilly, et les rangs des croisés n'avaient pas cessé, depuis 1199, de recruter de nouveaux combattants. On indiqua un parlement à Soissons pour savoir quand il faudrait « mouvoir » et de quel côté il faudrait « tourner ». L'assemblée dut être nombreuse, mais malheureusement l'histoire n'a point enregistré tous les noms des vaillants chevalièrs qui prirent la croix. Ceux qui ont échappé à l'oubli, parmi les nobles qui doivent surtout intéresser dans ces Annales, sont : Jean de Nesle, châtelain de Bruges, frère du comte de Soissons; Matthieu Ier de Montmorency, seigneur d'Attichy, revenu de la dernière croisade; Guy, châtelain de Coucy; plusieurs seigneurs alliés ou membres de la maison de Montmirail, le comte de Saint-Paul, les comtes Gauthier et Jean de Brienne, Manassès de Lisle, Renaud de Dampierre, parent d'Helvide de Dampierre, femme de Jean de Montmirail; Hugues et Robert de Boves, comtes d'Amiens; Bernard de Montmirail, qui se joignit à son frère Renaud (2). « En France se croisa aussi li évêque de Soissons, » dit Villehardouin, avec une foule d'autres seigneurs du pays qui s'étaient rendus à Soissons. Toutefois, on ne put encore prendre de décision en cette assemblée « pour ce qu'il sembla qu'ils n'avoient mie assez gens croisiés. » (3).

On tint un autre *parlement* à Compiègne où l'on donna le commandement de l'expédition à Thibauld, comte de Champagne, le roi ayant refusé de se mettre à la tête des

(1) *Archiv. du Collége héraldiq. de France* (Picardie). Charte d'Helvide, donnée sous le sceau de l'évêque Nivelon.

(2) Un autre chevalier, Robert de Montmirail, se croisa aussi en 1205.

(3) Voici les noms de quelques chevaliers du pays portant bannières (chevaliers bannerets) du temps de Philippe-Auguste : Enguerrand de Coucy, Thomas et Robert de Coucy, le châtelain de Coucy, Foucault de Berzy, Jean de Montgobert, Hervé de Buzancy, Guy de Villers, Raoul du Château (de

croisés, et où l'on convint d'envoyer des *messagers* au duc de Venise pour aviser aux moyens de transporter par mer les croisés en Palestine. Villehardouin, maréchal de Champagne, fut mis à la tête de cette ambassade d'où il revint après s'être assuré d'une flotte moyennant 5,000 besans d'or. A son retour, Thibauld V, comte de Champagne, était mort et il fallut chercher un autre chef à l'expédition. Les ducs de Bourgogne et de Bar ayant refusé le commandement qu'on leur offrit, il fut dévolu à Boniface, marquis de Montferrat, dans un autre *parlement* qui eut lieu à Soissons, dans un jardin de Notre-Dame, en 1202, par les conseils de Villehardouin dont voici le texte :

« Ainsi vint, dit l'écrivain champenois, à un parlement à Soissons qui nommé (assigné) fut, et illec fut grand foison des comtes et des barons et des croisiés. Comme ils oïrent que le marchis (de Montferrat) venait, si allèrent à l'encontre lui, si l'honorèrent mult. Al matin si fut le parlement en un vergier à l'abbaye Madame Sainte-Marie de Soissons; en qui requirent le marquis qu'ils avaient mandé, et li prient par Dieu qu'il preigne la croix et soit el lieu le comte Thibaut de Champagne et preigne son avoir et ses hommes; et l'en chaïrent as piés (tombèrent à ses pieds) moult plorant : et lor rechiet as piés et dit qu'il le fera mult volontiers. Ainsi fit li marchis leur prière et reçut la seigneurie de l'ost. Maintenant li évêque de Soissons et messire Folques (de Neuilly) li bon homme et dui blancs abbés (de l'ordre de Citeaux qui avait la robe blanche) qu'il avait amenés de son pays, l'emmenèrent à l'église Notre-Dame et li attachent la croix à l'épaule. Ainsi fina ce parlement : en lendemain se prit congé pour s'aller à son pays. »

Nivelon de Chérisy cherchait depuis longtemps cette occasion de faire éclater son ardeur chevaleresque et de déployer son zèle pour la défense de l'Eglise. Ayant, dans sa

Soissons?), Albéric de Bucy, Pierre de Milly (village ruiné près de Tartiers?), Jean de Coudun (*de Colduno*), le comte de Soissons, le seigneur de Montmirail, le comte de Braine, Nicolas de Bazoches, le seigneur de Chérisy, Jean de Bazoches, Clérembault de Capy (ou des Chappes, *de Cappis*). C'est peut-être de cette famille que sortit l'évêque de Soissons, Pierre de Chappes. (DUCHESNE, *Histor.*, t. V, p. 265.)

jeunesse, porté l'armure de fer et manié la lance, toute sa vie porta comme l'empreinte de ce caractère militant. Animé d'une foi vive, qui paraît dans ses écrits comme dans ses actes épiscopaux, il avait toujours été tourmenté du désir d'aller défendre les chrétiens d'Orient « et de combattre pour la cause de la justice et de la vérité. » « Qui donnera l'eau à ma tête et à mes yeux une source de larmes, écrivait-il en 1192, pour que je pleure, non sur les meurtriers de mon peuple, mais sur le prince des pasteurs ! Déjà ce juge à qui l'on dit souvent : *Tes yeux voient l'iniquité!* entre sur la terre (de S. Pierre) par deux voies et boite dans chacune d'elle. » Ses souhaits furent accomplis dans sa vieillesse (1).

Une taxe ayant été imposée sur le clergé pour subvenir aux frais de l'expédition, le pape Innocent III, par une lettre de l'an 1200, adressée aux prélats du royaume, avait chargé l'évêque de Soissons, l'évêque de Paris, les abbés de Vaux-Cernay et de Saint-Victor de Paris de la faire payer et de veiller à l'exécution de ses autres ordonnances concernant la croisade (2). Nivelon, prélat aussi pieux que valeureux, en même temps qu'il mettait tous ses soins à ces grandes affaires, s'appliqua à sanctifier son voyage par des dons aux églises et surtout à Notre-Dame de Soissons. En 1202, il concéda au monastère de Saint-Denis ses droits sur l'église de Longmont, près de Verberie, et à celui de Notre-Dame, qui avait déjà reçu de lui, en 1200, la cure de Sommelans avec l'approbation du pape Innocent III, les novales de tous les lieux du diocèse où le couvent avait des dîmes, don qu'il renouvela à Berlette en Italie, où il s'embarquait pour la croisade. L'abbesse Helvide, sa nièce, aux prières de laquelle il se recommandait, ayant fait, de son agrément, un accord avec la comtesse de Valois touchant un bois à défricher pour y bâtir un village dont la seigneurie appartiendrait à l'abbaye, il lui en donna la cure avec les menues dîmes, moyennant une redevance de quatre muids de blé et

(1) H. Martin, t. II, p. 51.

(2) Villehardouin, *Conquête de Constantinople.* — Dormay, t. II, p, 171 — H. Martin, t I, p. 62. — Michaud, *Histoire des Croisades*, t. III, p. 318. — *Hist. litt. de France*, t. XVII, p. 238. — Dutheil, *Dipl. Epist. collect. Innocentii III.*

deux d'avoine, et la réserve de la moitié de la petite dîme et des offrandes en faveur du curé. L'abbaye ayant obtenu en 1200, de Blanche, comtesse de Troyes, l'autorisation de faire essarter 50 arpents de bois à Charly, il parvint, de son côté, à lui faire assurer par des arrangements la forêt de Vauxaillon. Ce fut peut-être aussi pour attirer la protection de la Sainte Vierge sur un oncle qui s'occupait avec tant d'empressement des intérêts du monastère, qu'Helvide, à l'exemple de l'abbesse Marsilie, donna le revenu de deux muids de blé qu'elle avait hérités de sa famille sur le moulin de Pont-Archer près d'Ambleny, pour faire brûler un second cierge devant la relique du *Saint Soulier* (1).

IV. — L'ARMÉE des croisés partit pour Venise, vers la Pentecôte de l'an 1202, avec le dessein d'aller droit en Egypte, pour ne pas rompre la trêve faite par les chrétiens de la Palestine avec les infidèles de la Syrie. Mais beaucoup de croisés français ayant pris une autre route, ceux qui arrivèrent à Venise ne purent fournir toute la somme convenue pour la flotte. En compensation du reste, ils durent aider les Vénitiens à assiéger Zara en Dalmatie, qui avait été enlevée à ceux-ci par le roi de Hongrie. Les croisés, malgré la défense du pape et leur propre répugnance, mais forcés par la nécessité, emportèrent cette place sur des chrétiens. Excommuniés pour ce fait, ils envoyèrent au pape deux chevaliers et deux *clercs*, Jean, évêque de Noyon, et Nivelon, évêque de Soissons. Innocent III se montra satisfait de ce message et écrivit aux barons qu'il les absolvait « comme ses fils, » à l'exception des Vénitiens, et donna à Nivelon le plein pouvoir « de lier et de délier les péchés » jusqu'à l'arrivée d'un cardinal légat en l'armée des chrétiens (2).

Tandis que Jean de Nesle, châtelain de Bruges, qui s'était embarqué en Flandre, cinglait vers la Syrie, l'armée, après la prise de Zara, marchait sur Constantinople à la demande du jeune Alexis, fils d'Isaac l'Ange, qu'un autre Alexis, frère d'Isaac, retenait dans une dure captivité. Le siége de

(1) *Hist. de N.-D.*, p. 163. — *Gall. christ.*, t. IX, col. 364.

(2) VILLEHARDOUIN, *ubi supra*. — *Hist. de N.-D.*, p. 165. — DORMAY, t. II, p. 182. — *Epist. Innocentii III*, 10e et 132e. — *Hist. littér*, t. XVI, p. 494.

cette capitale de l'Orient, entrepris au commencement de l'été, fut poussé avec une telle vigueur qu'Alexis s'enfuit et que les Grecs ouvrirent leurs portes aux Latins. Isaac fut délivré et son fils Alexis couronné empereur le 1er août 1203; mais celui-ci n'ayant pas rempli les promesses qu'il avait faites aux croisés, et ayant été étranglé le 8 février 1204 par Musulphle, l'un de ses parents, on recommença le siége de Constantinople. Le 12 avril, la flotte vénitienne s'approcha des murailles baignées par la mer pour y appliquer des échelles. Deux galères nommées le *Paradis* et la *Pèlerine,* ayant à bord les évêques de Soissons et de Troyes, arrivèrent avant les autres au pied des tours sur lesquelles les assaillants s'élancèrent du haut des huniers ou des machines, entre autres un chevalier nommé André Dureboise de la *famille* de Nivelon; il fut suivi de Jehan de Choisy. L'étendard de Nivelon fut le premier qui flotta sur les créneaux de la cité conquise et livrée ensuite au pillage. Les richesses qu'y trouvèrent les Latins en or, en argent, en pierreries, meubles précieux, furent immenses. Il y avait surtout dans les églises une quantité prodigieuse de reliques que les empereurs s'étaient étudiés à faire transférer dans leur capitale et qui se répandirent dans tout l'Occident.

Matthieu de Montmorency, seigneur d'Attichy, se trouva à ce siége célèbre où il avait été choisi pour conduire la cinquième bataille (1). Renaud de Montmirail envoyé en ambassade en Syrie, y resta jusqu'à l'année suivante, revint ensuite à Constantinople rejoindre l'armée des croisés et fut tué à la bataille d'Andrinople, en 1205. On voit aussi que Bernard de Montmirail, Renaud de Dampierre et plusieurs chevaliers ayant, en 1204, quitté la Palestine pour suivre la bannière du prince d'Antioche en guerre avec le roi d'Arménie, négligèrent de prendre des guides, furent surpris par les Sarrasins envoyés contre le prince d'Alep et jetés dans les fers, la plupart de leurs compagnons ayant péri. On cite encore parmi les croisés morts à cette époque, Guillaume et Villain de Neuilly (2).

(1) *Ubi supra.* — *Gall. christ. carta anni* 1205, t. X, col. 129 *Instrum.*

(2) Anne Commène, *Alexiade.* — *Hist. des Croisades,* par Michaud, t. III, p. 318, et l'*Estoire des Eracles impereur* (*Histor. orientaux des Croisades,* t. II.

C'est à cette croisade que se rapporte une anecdote curieuse concernant le tombeau de saint Drausin. Les chefs de l'armée des croisés étant allé saluer, avant de passer en Asie, l'empereur Alexis, ce prince les reçut assis sur son trône au milieu de toute la pompe orientale. Un chevalier français nommé Robert, prévôt royal de Paris, osa se placer sur le trône à côté de l'empereur. Comme on voulait le faire retirer : « Voilà, s'écria-t-il, en parlant d'Alexis, un plaisant rustre que cet homme-là, de s'asseoir seul pendant que des gens comme nous sont debout. — Et, qui êtes-vous donc? lui demande le monarque étonné. — Qui je suis? répondit le chevalier. Il y a dans mon pays un moutier où tous ceux qui doivent se battre en champ clos vont passer la nuit en oraisons. J'y suis allé et pas un homme d'armes de toute la France n'a osé se présenter contre moi. Voilà qui je suis. » Or, ce moutier, selon Ville-Hardouin, était celui de Notre-Dame de Soissons (1).

Une fois maîtres de Constantinople, les croisés songèrent à nommer un empereur. Ils choisirent, à cet effet, douze électeurs, au nombre desquels fut l'évêque de Soissons. Les votes s'étant portés sur Baudouin, comte de Flandre, Nivelon sortit de la chapelle où ils s'étaient réunis, le dimanche *Misericordia Domini*, et s'adressant aux chefs croisés : « Seigneurs, leur dit-il, nous nous sommes accordés, Dieu merci, à faire un empereur, et vous avez tous juré que celui que nous élirons à empereur, vous le tiendrez pour empereur; et, si nul en voulait être encontre, que vous le seriez aidant; nous vous le nommerons donc à l'heure que Dieu fut né : le comte de Flandre et de Hainaut. » Des cris de joie accueillirent la parole du prélat, et Baudouin fut couronné solennellement à Sainte-Sophie, le dimanche suivant, 16 mai 1204, par l'évêque de Soissons qui avait proclamé son élection, à laquelle il avait eu beaucoup de part (2).

Nivelon fut nommé, l'année suivante, évêque de Thessalonique, mais l'empereur voulut le retenir auprès de lui jusqu'à ce qu'il eût rétabli l'empire de Constantinople. Aussi entra-t-il pour une large participation dans la distribution

(1) Anne Commène, *Alexiade*.
(2) *Mandat.*, p. 268.

du butin et surtout des reliques dont il dirigea une grande quantité vers son diocèse. « Quoique nous soyons séparés de corps, » disait-il dans sa lettre d'envoi adressée « à ses chers fils, frères et amis, » le prévôt Raoul, le doyen Jean et les autres chanoines de Soissons, « Dieu, qui connaît les cœurs, m'est témoin que je suis près de vous par la pensée et que je vous suis très-étroitement uni par le lien de la charité ; et quoique je ne croie pas le mériter, je mets ma confiance en votre bonté qui a jusqu'ici supporté mes faiblesses et enduré mes défauts avec un esprit de douceur. Je reconnais ingénument, mes très-chers, que tout ce que j'ai dépensé en ces régions éloignées ne vient pas de mes parents, ni de mon patrimoine, mais de celui de la sainte Eglise de Soissons qui m'a reçu dès le berceau, qui m'a formé le corps et l'esprit dans ma jeunesse et m'a élevé jusqu'au point où vous me voyez. J'ai donc résolu de ne point laisser à ma famille tous les biens que j'ai reçus en ces pays, lesquels sont sans doute fort grands si on me fait justice, mais de les léguer à la Mère-Eglise de Soissons, à qui je dois tout ce que je suis ; je vous en donne ma parole, et je la tiendrai, pourvu que je puisse obtenir cette grâce de l'empereur de Constantinople qui m'est tellement obligé que, tout grand et tout riche qu'il soit, il ne pourra jamais me payer les services que je lui ai rendus. »

« Quant à ma santé, grâce à Notre-Seigneur, elle est bien meilleure que par le passé, et j'espère, en sa miséricorde, que quoique j'aie été jusqu'ici presque accablé de diverses peines, il m'en délivrera par vos prières et celles de nos amis. Présentement, je vous envoie de très-précieuses reliques, souhaitant avec passion qu'elles arrivent jusqu'à vous, afin d'exciter votre dévotion et celle des autres, savoir : la couronne du chef de saint Marc, *évangéliste* ; le chef de saint Etienne, premier martyr ; le doigt de saint Thomas, dont Notre-Seigneur parlait lorsqu'il dit : *Mets ton doigt en mon coté ;* une épine de la couronne de Jésus-Christ ; du linge dont il se ceignit en la cène, et du voile de la bienheureuse Vierge. Vous pouvez croire que je ne me priverais pas de ce trésor, si l'affection que j'ai pour vous ne m'engageait à vous en donner un témoignage par ce présent. » Selon les désirs du pieux prélat, toutes ces

reliques arrivèrent heureusement à Soissons. Elles y furent reçues le 5 des calendes de juillet 1205, au pied du mont Maquerel (ou Macret), par la foule du clergé et du peuple, et portées à l'église cathédrale où plusieurs miracles éclatèrent, notamment sur un vieillard d'Attichy qui fut guéri sur-le-champ de la cécité qui l'affligeait depuis de longues années.

Vers le même temps, un second *trésor* de reliques fut déposé au monastère de Saint-Jean des Vignes par Lambert de Noyon, prévôt de Saint-Étienne de Constantinople et chapelain de l'empereur Baudouin, qui était revenu en France avant 1206, année de la mort de ce prince. Ce trésor, qu'il avait acquis à son service, comprenait une grande croix du bois de la vraie croix, un vase d'or contenant du sang de Notre-Seigneur, un vase d'argent où il y avait de celui de saint Démétrius, un autre vase d'argent renfermant un os du même martyr, un bras de saint André, un de saint Pantaléon, une grande partie de celui de saint Blaise, une partie de celui de saint Nicolas, deux demi-côtes de saint Clément, pape et martyr, deux dents de saint Timothée, disciple de saint Paul, de la robe et du lit de la Sainte Vierge, de la manne, du tombeau de saint Jean l'Évangéliste. (1).

Cependant les Occidentaux eurent besoin de nouvelles forces pour soutenir l'empire naissant de Constantinople. Après la prise de l'empereur, cette ville fut assiégée, et, dans une assemblée de barons, l'évêque de Soissons qui, de l'aveu de tous, « avait travaillé aussi fidèlement que constamment pour l'aide de la Terre-Sainte et l'affaire de l'Église romaine, » fut nommé pour aller demander ce secours au seigneur pape et au roi de France, « afin d'arracher l'héritage du Seigneur assiégé par les payens. » Nivelon, malgré son grand âge, accepta cette mission pénible et revint en Italie. Innocent III lui donna toutes les marques d'une grande estime et lui confirma le titre d'évêque de Thessalonique, tout en lui permettant de conserver son siége de Soissons, jusqu'à ce que l'empire d'Orient fût consolidé. Il demanda

(1) Dormay, t. II, p. 185. — *Gall. christ.*, t. IX., col. 365,—Rousseau, *mss.*, p. 148. — H. Martin, t. II, p. 74. — *Mandat. Eccles. Sues.*, p. 289 et 268.

même à Philippe-Auguste et au chapitre de Soissons de trouver bon qu'il repassât à Constantinople où sa présence « était fructueuse en beaucoup de choses, » et qu'il y demeurât encore quatre années pour l'accomplissement de son vœu. « Il reviendra vers vous, disait le souverain pontife dans ses lettres, Dieu aidant, et il rapportera du champ de ce monde les mandragores spirituelles qui ont déjà exhalé à nos portes la plus suave odeur. » Ces mandragores étaient sans doute les nombreuses reliques que Nivelon avait rapportées en Europe et qu'il distribuait dans son diocèse.

Nivelon, dans le voyage « heureux et rapide » qu'il fit pour remplir sa mission, arriva a Châlons où il fut reçu avec grand honneur par Hugues, doyen du chapitre « de la grande église » de Saint-Étienne. Aussi lui donna-t-il un os du bras de saint Étienne, auquel elle est dédiée, « qu'il avait conservé longtemps avec vénération et dévotion, » et dont l'authenticité lui avait été garantie par le témoignage des Grecs et des Latins. Il le déposa solennellement sur l'autel, en un vase de cristal, au milieu des actions de grâces unanimes du clergé et du peuple. Ce dépôt précieux devait, dans son intention, devenir une source de dons pieux applicables à la cathédrale et à un objet d'utilité publique. Il exhorta en effet les pèlerins qui voudraient vénérer la relique de saint Étienne à donner à cette église des aumônes dont la moitié reviendrait à *l'œuvre* et dont l'autre moitié servirait, avec le consentement du chapitre, à construire le pont de la ville, « dans la confiance, disait-il en terminant la charte qu'il donna à cet effet en 1205, que les bienfaiteurs de ladite église seront participants et confrères de la croix que nous portons et de la pérégrination à laquelle, avec la permission du Seigneur, nous retournerons » (1).

Arrivé dans son diocèse, Nivelon fit une nouvelle distri-

(1) *Gallia christiana*, t. X, col. 129, *Instrum.* — Selon l'Ordinaire, les reliques apportées par Nivelon consistaient en cinq grandes croix *du bois du Seigneur*, en une partie du roseau dont il fut frappé, avec la verge de Moïse ; les chefs de saint Jean-Baptiste, de saint Thomas, de saint Thaddée, apôtres ; de saint Blaise, avec une côte de ce dernier ; de saint Jacques et de saint Denis l'Aréopagite, p. 290.

bution de reliques aux abbayes et aux paroisses. La cathédrale eut encore le chef de saint Thomas, apôtre, la couronne du chef de saint Blaise avec une des côtes du saint et deux croix du bois de la vraie croix. Les religieux de Saint-Jean des Vignes, qui avaient déjà reçu du bras de saint Jean-Baptiste, eurent cette fois le chef de saint Jacques, martyr, et ceux de Longpont le chef de saint Denis l'Aréopagite avec l'une des croix. Nous laisserons aux savants, avec l'historien Dormay, à juger comment ce chef fut porté à Constantinople, si le saint mourut à Paris.

Nivelon se montra surtout généreux en ce genre envers le monastère de Notre-Dame, auquel il avait déjà destiné de la ceinture de la Vierge parmi les reliques adressées au chapitre. « Comme, par certain privilége spécial de notre affection, » disait-il à sa très-chère nièce la vénérable abbesse Helvide et au couvent de Notre-Dame, dans une charte de 1205, « nous embrassons spirituellement vous et votre église du fond des entrailles de la plus sincère charité ; impatients d'accroître votre honneur et celui de votre église, parmi les très-précieuses reliques que nous avons rapportées de notre pèlerinage en la cité de Constantinople, nous vous offrons la ceinture de la bienheureuse Vierge et une image d'elle avec une parcelle de sa chemise ; le chef de saint Thaddée, apôtre, le bras de saint Eustache, martyr ; du lange dont fut enveloppé le Seigneur Jésus enfant ; des sandales et du linceul du Seigneur ; du bois de la croix merveilleuse *(mirifice crucis)* de saint Clément, du lit de la Sainte Vierge, des cheveux de saint Grégoire, de saint Pantaléon, de saint Basile, du manteau du prophète Élie ; et ayant la ferme confiance en Dieu que la dévotion des fidèles sera excitée par la vue de ces reliques, nous avons délivré ces présentes sous le témoignage de notre scel, afin qu'on y ait foi indubitable. » L'entrée de toutes ces nouvelles reliques avait eu lieu à Soissons, le 3 des ides d'octobre 1205, sans doute sous la présidence de Nivelon lui-même, et y produisit encore des miracles. Elles avaient été reçues en dehors de la porte de Crise, derrière Saint-Lazare, par un grand cortége d'évêques, de moines, de religieuses, de clercs, de chevaliers et de peuple (1).

(1) *Hist. de N.-D., Preuves*, p. 445. — *Mandatum*, p. 270.

Imitant la dévotion de Nivelon envers le monastère de Notre-Dame, les seigneurs qui l'avaient accompagné dans ce voyage et qui croyaient sans doute devoir leur retour à la protection de saint Drausin, y déposèrent aussi diverses autres reliques qu'ils avaient apportées dans ces belles bourses qu'on suspendait alors à sa ceinture et qui étaient les ex-voto de leurs pèlerinages. On avait conservé de ces bourses à Notre-Dame, dans le trésor, jusqu'au siècle dernier. Nivelon donna également des reliques à d'autres églises conventuelles et paroissiales, même en dehors de son diocèse. Il accorda « en pleine libéralité et saine disposition, du précieux sang de Jésus-Christ » à la prière du prince Philippe, marquis de Namur, à l'église de Saint-Alban de cette ville (1).

Le dépôt du chef de saint Thomas à la cathédrale fut pour l'évêque et le clergé une occasion d'élever à un rite supérieur la fête de la Translation de ce saint dans tout le diocèse (1205). Plusieurs, « poussés par un esprit diabolique, » s'insurgèrent contre cette disposition liturgique, notamment une femme qui fut frappée à la fois de folie, de surdité et de cécité, et qui ne dut sa guérison qu'aux prières qu'on fit pour elle à Saint-Gervais ; et un charpentier qui, en dépit du précepte de l'Église, s'étant mis à travailler ce jour-là, fut frappé de mort et n'eut que le temps de réparer sa faute par la confession. Ces exemples et plusieurs autres effets évidents de la colère divine firent cesser les murmures, et la fête de la Translation de Saint-Thomas reçut toute sa solennité par le concours du peuple. On célébra également à l'avenir, d'une manière plus spéciale, les fêtes des saints dont on avait reçu des reliques à Saint-Gervais, et même on en établit une en mémoire de leur réception à Soissons, qu'on placa, afin de lui donner plus d'éclat, le premier dimanche après la Saint-Denis, quoique les reliques eussent été apportées la première fois, le lendemain de Saint-Jean et Saint-Paul, et la seconde fois la veille de Saint-Calixte, pape (2).

L'abbesse de Notre-Dame, pleine de reconnaissance pour

(1) *Hist. de N.-D.*, p. 395. — MARLOT, t. II, p. 469. — H. MARTIN, t. II, p. 76. — *Mandatum*, ibid.
(2) *Mandatum*, ibid.

la libéralité de son oncle, fonda au couvent un repas le jour de son anniversaire, pour lequel on prendrait dans le grenier du blé provenant des acquisitions faites à Charly et le meilleur vin du cellier. Le couvent donna en retour à l'abbesse la prébende d'une religieuse dans l'hospice du monastère. L'évêque eut aussi son anniversaire à Saint-Pierre au Parvis, avec Guillaume, archidiacre de Brie, à la prière duquel il avait donné, en mars 1206, à cette église, l'autel de Vincelles, afin qu'on y chantât en l'honneur des nouvelles reliques une hymne et une *sequence* sur ces saints martyrs (1).

La même année, Nivelon confirma au monastère les dîmes de Charly, de Coupru, de Chouy et de Troësne, et assoupit un débat violent entre le monastère et le chapitre de la cathédrale. Helvide avait osé s'opposer à l'ancienne prétention de ce dernier, de frapper d'interdit ceux qui lui ravissaient son temporel et d'obliger toutes les églises du diocèse à fermer leurs portes, lorsque la cathédrale fermerait les siennes. Le chapitre, vivement blessé, parvint à prévenir Nivelon contre sa nièce, et le prélat conseilla à l'abbesse de se raccommoder, par toutes les concessions que ne désavouerait pas sa conscience, avec ces intraitables chanoines, puis comme ses infirmités ne lui permettaient pas de traiter à fond cette affaire, il la renvoya aux abbés de Saint-Jean et de Saint-Léger, qui mandèrent pardevant eux l'abbesse et le chapitre dans la cathédrale même. Helvide eut gain de cause et même, dans la crainte que sa démarche ne devînt pour le chapitre une occasion de se croire en droit d'usurper quelque juridiction sur les églises de Saint-Pierre et de Notre-Dame, l'évêque déclara dans une charte de 1206, que tout s'était fait par son autorité et non par celle du chapitre, et il confirma l'exemption du monastère. Lui-même, dans la crainte d'avoir consacré un précédent en logeant dans les fermes de l'abbaye et en usant des choses qui lui appartenaient, lorsqu'il avait été obligé de parcourir son diocèse pour les affaires de la croisade et pour organiser le subside de la Terre-Sainte, déclara, par une charte de 1206, que s'il en avait agi ainsi à l'égard de sa chère nièce Helvide, c'était non par droit de

(1) *Gall. christ.*, t. X, *carta anni* 1206, col. 130.

prélature, mais par droit de parenté, que cela ne tirait à aucune conséquence pour l'avenir et que les granges de l'abbaye étaient exemptes du droit de procuration (*giste*) à l'égard des évêques de Soissons (1).

L'authenticité des reliques venues à Soissons peut être plus que suspectée par les esprits sages en qui une religion éclairée n'exclut pas une saine critique; mais il est vrai de dire qu'il dut s'en trouver une foule de véritables dans cette ville de Constantinople, la première du monde, où Constantin et ses successeurs s'étaient étudiés à réunir tout ce qui pouvait contribuer à en relever l'éclat religieux et artistique. L'empereur s'était vanté devant les croisés de posséder la tête de saint Jean-Baptiste que prétendaient posséder aussi les moines de Saint-Jean d'Angély. Guibert de Nogent, qui avait fait déjà un traité spécial contre les fausses reliques, saisit encore cette occasion pour s'élever contre les nombreux abus auxquels elles donnaient lieu à cette époque où l'enthousiasme religieux n'était pas toujours dirigé par les règles de la foi. « Tandis que les uns, dit-il dans le livre 1^er^ de son *Gesta Dei per Francos*, se targuent de posséder le corps d'un martyr ou d'un confesseur de la foi, les autres prétendent avoir ce même corps. Cependant, un corps entier ne saurait être en deux endroits simultanément. Ces prétentions contradictoires viennent toujours de ne pas laisser les saints jouir en paix du repos qui leur est dû dans une tombe immuable. Je suis bien persuadé que ce n'est que par un sentiment de piété qu'on est dans l'usage de recouvrir leurs corps d'argent et d'or; mais l'étalage que l'on fait de leurs ossements et l'habitude où l'on est de colporter leurs cercueils pour ramasser de l'argent sont des preuves trop certaines d'une coupable avidité, et ces inconvénients n'existeraient pas si l'on avait soin, ainsi qu'il fut fait pour le sépulcre du Seigneur Jésus, de sceller solidement les tombeaux qui renferment les corps des saints. » Ces observations sont pleines de sens, mais elles ne suffisent pas pour infirmer l'usage universel, et maintenu par l'Eglise, d'exhumer les restes vénérables des saints canonisés par elle, de les placer dans des vases précieux et

(1) *Hist. de N.-D., Preuves.*

de les exposer à la vénération des fidèles. L'abus qu'on a fait des reliques ne détruit pas leur valeur spirituelle. S'il y en a de fausses, il y en a de vraies, comme il y a de vrais et de faux miracles.

VI.— NIVELON était revenu à Soissons en 1205, et, la même année, il faisait partie d'une commission nommée par Philippe-Auguste sur la demande d'Eléonore de Valois, à l'effet de procéder à une enquête sur certains délits dont Raoul, comte de Soissons, s'était rendu coupable dans la forêt de Retz au préjudice de la comtesse, et de rétablir les anciennes bornes qui séparaient les bois du comté de Soissons de ceux du Valois. Cette commission se réunit au château de Viviers. Elle se composait d'Anzel, évêque de Meaux; de Barthélemy de Roye, grand chambrier de France; de Nivelon, évêque de Soissons; de Pierre de Béthisy, prévôt d'Amiens; de Guy et de Renaud de Béthisy, ses frères, et de plusieurs autres personnes notables auxquelles on avait adjoint, en qualité de témoins, des sergents du roi, d'anciens gardes de la forêt, des prud'hommes du château de Pierrefonds, instruits dans les droits et coutumes concernant la matière. On accorda au comte Renaud le droit d'usage pour son chauffage, des échalas pour ses vignes dans le bois de Sec-Aunois, le droit de chasse et du bois abattu jusqu'à la fontaine *Flory*.

Malgré cette décision, les sergents de la comtesse, peu de temps après, prirent les chevaliers Roger et Renaud de Morienval et Raoul de Puiseux chassant à l'arc, par ordre de Renaud, au-delà des limites marquées par la commission, les appréhendèrent au corps et les enfermèrent dans la tour (ou donjon) de Viviers; ensuite on leur fit grâce. Bientôt ce furent des bûcherons qu'on surprit coupant du bois pour bâtir dans un lieu appartenant encore à la comtesse. Ils furent saisis et mis aussi en la tour de Viviers. Cette fois on commença un procès, mais il fut arrêté par Eléonore, sur les instances du comte de Soissons. Pour toute reconnaissance, les gens de Raoul, sous prétexte que le bornage avait été mal établi, commirent de nouvelles dévastations.

Philippe-Auguste, instruit de ces excès réitérés et connaissant la faiblesse d'Eléonore en fait de répression, in-

diqua une nouvelle assemblée au château de Viviers et vint la présider en personne. Il avait fait réunir autour de lui les seigneurs du pays les mieux au courant des usages, Guillaume, dit *Doyen*, Pierre, doyen de Crépy en Valois, Thibauld et Odon de Puiseux, Thibauld l'Archer, Barthélemy de Morienval, Guérin et Arnoul de Mortefontaine, Adam et Eustache de Bouillaut, le prévôt Renaud, Robert de Charreton, Oudard de Torote, Renaud de Villers, Hugues le Bègue, Gerbet de Boursonne, Enguerrand d'Ambleny, Guermond ou Wermond de Buzancy, Milon de Vauciennes, Robert et Raoul de Largny. Le roi ayant pris l'avis de chacun, il fut constaté que, du temps de Raoul le Jeune, du comte et de la comtesse de Flandre, Ives de Nesle, comte de Soissons, avait le droit d'annoncer, le jour de Noël, l'ouverture de ses corvées, pendant lesquelles un nombre fixé de ses hommes pouvaient abattre pendant une journée, du lever au coucher du soleil, la quantité de bois nécessaire à son usage exclusif, pour son chauffage et ses vignes. Quant à la chasse, il pouvait l'exercer comme ses ancêtres, jusqu'à la fontaine *Flori* et jusqu'au lieu appelé *Bucton* et *Bucon (San-bucum)*, situé dans la forêt de Retz, auprès de Billemont, hameau du village d'Autheuil. Ces dispositions de l'assemblée furent rédigées en forme et signifiées au comte avec défense de la part du roi d'y contrevenir. Raoul, n'osant pas se heurter contre l'autorité royale, laissa enfin la comtesse Eléonore jouir en paix de ses domaines du Valois jusqu'à sa mort (1).

Prévoyant qu'une fois parti, il ne reverrait peut-être plus son diocèse, Nevelon s'était efforcé d'y régler toute chose. Il restitua, en 1206, à Saint-Jean des Vignes, les dîmes de Pargny, près de Montlevon. Il fonda même une collégiale dans le château de Pierrefonds, berceau de sa famille, lequel avait été rebâti dans le cours du XII[e] siècle, auprès de l'ancienne forteresse tombée en décadence, et qu'il ne faut pas confondre avec celui dont on vient de relever les pittoresques ruines. Cette forteresse, plus puissante par sa masse toute féodale que par sa commodité, était occupée en grande partie par les religieux de Saint-Mesme. Mais, outre cette

(1) Carlier, t. II, p. 9 et suiv.

chapelle de Saint-Mesme, les seigneurs y avaient bâti près de la place (*juxta forum castri*) une autre chapelle sous le vocable de Saint-Jacques dont ils avaient le patronage, qu'ils conféraient à un prêtre séculier, et qu'ils avaient fait exempter de tout droit paroissial par l'autorité du souverain pontife.

Le noble homme Nivelon de Pierrefonds, frère de l'évêque de Soissons, ayant concédé à ce dernier tous ses droits sur Saint-Jacques, le prélat y établit douze chanoines séculiers, prit ce chapitre sous sa protection, l'exempta du droit de procuration et de toute servitude, à la charge de célébrer à perpétuité son anniversaire et de fournir ce jour-là, à la cathérale, un cierge de trois livres. Le doyen de Saint-Jacques, élu par le chapitre, devait jurer fidélité à l'évêque de Soissons, et avait, « selon l'usage et la coutume de la cathédrale, » juridiction sur les membres du chapitre et sur leurs gens, hormis dans les causes majeures et affaires épineuses qui restaient du ressort de l'autorité épiscopale. Nivelon accorda aussi à la collégiale le droit d'avoir des cloches et un cimetière près de l'église pour la sépulture des chanoines, sauf le droit paroissial ; en un mot, il lui donna à peu près les mêmes constitutions qu'à Saint-Vaast et à Notre-Dame des Vignes de Soissons. Le nombre des chanoines, fixé à douze, s'éleva jusqu'à treize; mais, dès 1269, la modicité des revenus fit réduire les prébendes au nombre de six qui n'a plus varié. L'évêque nommait et confirmait le doyen, dont le revenu était séparé de la mense canoniale. Un bourgeois de Béthisy, Pierre de Verrines, rendit à Saint-Jacques, en 1233, seize mines et un setier d'avoine de rente. C'est tout ce qu'on sait de cette collégiale au XIII[e] siècle (1).

On ne sait aussi que très-peu de chose sur les religieux de Marmoutiers, de Saint-Sulpice de Pierrefonds. Nivelon fit approuver une convention passée entre ces moines et leur prieur par Hervé, abbé de Marmoutiers, qu'il appelle « son ami et parent » (*amicus noster familiaris et consanguinitatis nobis propinquus*) (2). Quand Philippe-Auguste devint maître de Pierrefonds, il leur abandonna une partie

(1) D. Dachery, *Notæ ad Opera Guiberti de Novigento.*

(2) Carlier, t. II, p. 48.

du château, comme pour effacer les traces du pouvoir considérable des anciens seigneurs. Les religieux de Saint-Sulpice firent aussi, en 1228, avec les chanoines réguliers de Saint-Crépin en Chaye, un accord touchant des bois, dans lequel ils prirent pour arbitre Renaud, curé de Laversine, Jean, chanoine de Soissons, et Pierre de Soissons. Le sceau des arbitres devant être apposé aux sentences arbitrales, Jean apposa le sien à celle qui intervint, mais le curé de Laversine déclara que n'ayant pas de sceau, il avait emprunté celui de l'archidiacre de Soissons (1),

Le château de Bérogne, appelé aussi *Bron*, *Béron* ou *Béronne*, qui paraît avoir été, comme Pierrefonds, un ancien démembrement du *palatium Casnum* carlovingien, avait aussi sa chapelle et était occupé par de bons chevaliers qui donnèrent un évêque à Senlis. C'étaient, en 1122, Baudouin de Bérogne; en 1183, Philippe de Bérogne; en 1223, Robert de Bérogne (*de Borogniis*); en 1231, Renaud de Bérogne, bailli de Vermandois; en 1273, Raoul de Bérogne, qui épousa Marguerite de Pierrefonds, mourut en 1286, et fut peut-être le même que Raoul de Morienval, qui vendit, en 1277, sa part de la vicomté de Pierrefonds; Guillaume de Bérogne, doyen de Senlis, qui fut élu, en 1308, évêque de cette ville, et eut pour successeur dans le décanat Jean de Pierrefonds, lequel fut envoyé en députation à Reims, avec Jean de Bérogne et Etienne de Boussay, pour faire confirmer cette élection. Guillaume mourut en 1312 (2). Un autre ecclésiastique, Barthélemy de Bérogne, fut titulaire d'une chapelle de la collégiale de Saint-Thomas de Crépy, fondée par Guillaume le Sellier. Philippe-Auguste accorda en 1215, après la mort de la comtesse Eléonore de Valois, le droit de commune aux habitants de *Béron*, qui lui devaient, dit la charte de concession, celui d'*ost* et de *procuration* (3). La famille seigneuriale de Bérogne s'éteignit au XIV^e^ siècle; le bourg et le château furent ruinés par les

(1) Carlier, t. I, p. 48.

(2) *Gall. christ.*, t. X, col. 1423.— *Vauberon*, *Banru*, près de Moutigny-Lengrain, et peu éloignés de Béron ou Bérogne, paraissent avoir la même origine que celui-ci. Le chevalier Henri de Banru fut contemporain et voisin de Baudouin de Bérogne (aujourd'hui hameau de Chelles) et de Dreux de Courtieux (*Cartul. de Morienval*).

(3) *Cartul.* de Philippe-Auguste, t. II, f° 57.

Anglais et les Bourguignons, sous le règne de Chrrles VI. La chapelle elle-même fut démolie au XVII[e] siècle, sans égard pour ses souvenirs et pour « les effigies de chevaliers qu'on voyait peints, dit Bergeron, « avec la cotte blanche jusqu'aux talons ès vitres de cette chapelle (1). »

VI. — Cependant Nivelon préparait activement son nouveau voyage de Constantinople. Ayant recruté un grand nombre de clercs, de moines, de chevaliers, dans toute la France pour aller au secours des Latins d'Orient, il se mit en marche à leur tête et les conduisit d'abord à Viterbe, au printemps de l'an 1207. S'étant arrêté pendant un mois avec eux dans cette ville, et étant ensuite tombé malade dans la Pouille, il mourut à Bari, le 13 septembre. Sa dépouille mortelle, déposée d'abord en l'église de Saint-Nicolas de Bari, fut ensuite ramenée à Soissons par son neveu Jacques de Bazoches, trésorier du chapitre, et depuis évêque de cette ville, et inhumée sans doute à Notre-Dame. On célébrait ses funérailles à la cathédrale, le 13 septembre, avec exposition des reliques qu'il y avait déposées (2). Il avait disposé par testament de celles qu'il possédait encore et de ses autres biens au profit de plusieurs églises, surtout de la cathédrale, à laquelle il avait déjà fait des dons nombreux en rentes, terres et meubles. En effet, le chapitre avait reçu de lui les dîmes de Nampteuil sous Muret, qui étaient son patrimoine; les paroisses de *Boissuère* (ou Bussiares), de Pommiers, de Montron, de Comblisy et de Ventuel; la moitié des offrandes de la cathédrale, de riches ornements, des livres pour la bibliothèque capitulaire et les annuels de ses *prébendes* qu'il destina à la construction de Saint-Gervais, qu'il n'eut pas le bonheur de voir achever. Il avait même cédé une partie de son palais pour bâtir l'aile droite et la chapelle de Saint-Martin ou du Sépulcre, la petite sacristie actuelle (3).

Après la mort de Nivelon, il se tint à Compiègne une sorte de concile au mois d'octobre 1207. Cette Assemblée paraît

(1) Bergeron, *Valois Royal*, p. 24.

(2) *Gall. christ.*, t. IX, col. 365. — Suivant Albéric, Nivelon mourut en 1205.

(3) Dormay, t. II, p. 172. — Cabaret, *mss.*, t. II, *Ex*-Obitier de la Cathédrale.

indiquée dans une charte datée de cette ville et par laquelle les chanoines se reconnaissent tenus à certaines obligations pour le service du roi. Cette pièce est en effet signée par l'archevêque de Reims, Albéric de Humbert; par les évêques Philippe de Beauvais, Etienne de Noyon, Gosvin de Tournai, Guillaume de Nevers, et Renaud, évêque élu de Laon (1). Il n'y figure pas d'évêque de Soissons.

Ce fut une perte sensible pour l'abbesse Helvide et pour l'abbaye de Notre-Dame que celle de Nivelon de Chérisy. Son nom fut incrit au nécrologe, on célèbra en son honneur un service magnifique, et sa mémoire resta en vénération dans le monastère. On y lisait au chapitre, le jour de son anniversaire, sa *calende*, qui énumérait ses donations au couvent; ensuite l'abbesse faisait son éloge, et la communauté prosternée récitait des psaumes et des oraisons choisis pour la circonstance. Helvide, après la mort de son oncle, sembla redoubler d'ardeur pour laisser une mémoire digne de lui en travaillant sans relâche à la prospérité d'une maison qu'il avait tant aimée. Dès 1203, elle avait pris, dans un but de paix, avec Raoul de Nesle, comte de Soissons, un arrangement sur la justice de meurtre dans le domaine de l'abbaye (1). L'année d'après, Jean, comte de Chartres, seigneur de Montmirail et d'Oisy, renonça en sa faveur au droit de gruerie qu'il possédait sur 30 arpents de bois de l'abbaye, près de la grange de Beaurepaire. Mais en 1209 elle acheta, en présence de Barthélemy de Roye, chambrier de France, au chevalier Jean de Cerny et à sa femme Sarrasine, tout ce qui leur appartenait à Laffaux (2).

Pleine d'humanité pour les serfs de l'abbaye, Helvide accorda en 1210, aux habitants d'Aisy, des avantages fort précieux pour le temps, et qui furent un acheminement vers de plus grandes franchises. Ils consistaient à pouvoir acquérir des biens sur le terroir du village avec exemption de droits de main-morte, moyennant la cession à l'abbaye de la moitié du four banal qu'ils possédaient, des droits de roage, de chargeage? de poulins (de *pullenis*).

(1) MARLOT, t. III, p. 78, *Pièces justificatives*.

(2) D. GRENIER, *Comté de Soissons*, Paquet 20, art. 6.

Béatrix de Chérisy, qui succéda à Helvide, renchérissant sur l'exemple que celle-ci lui avait donné, permit aux mêmes habitants d'Aizy-Jouy de s'annexer à la commune de Vailly et Condé, établie par Philippe-Auguste sur le modèle de celle de Soissons. Elle mit pour condition à cet affranchissement, qu'ils paieraient à l'abbaye 44 livres parisis de cens annuel, 31 muids de vin de rente, un essein d'avoine de redevance par habitant vivant de son bien propre, 4 deniers, monnaie de Soissons, par arpent de jardin, de prés ou d'aunaie, ou bien la dîme et le terrage au cas qu'on les convertît en terres labourables ; que lesdits habitants seraient banniers aux four, pressoir et moulins de Notre-Dame, avec amende de 7 sous et demi en cas de contravention ; que le mayeur et les trois échevins qui devaient administrer le village, seraient à la nomination de l'abbesse et lui prêteraient serment; que si celle-ci venait à séjourner à Aisy, on lui fournirait les matelas et oreillers nécessaires à elle et aux gens de sa suite. Le roi confirma ces dispositions, mais avec cette restriction qu'il conserverait à Aisy ses droits d'ost et de chevauchée, et la connaissance du rapt, de l'émeute et de l'incendie.

Helvide de Chérisy survécut neuf ans à son illustre parent. Se voyant sur le point de mourir, elle ordonna que chaque année, le jour de son décès, on ferait aux religieuses une bonne réfection du produit de ses dernières acquisitions, avec une aumône générale, comme à l'Assomption, et voulut que la rente de 2 muids de blé que ses parents lui avaient donnée fût employée à acheter des voiles aux religieuses. Celles-ci, en reconnaissance de ses bienfaits, célébrèrent solennellement son anniversaire. Helvide décéda le 31 janvier 1216 (ou 1217), avec la réputation de l'une des femmes les plus estimables de l'époque par sa piété, la politesse de son esprit et les services qu'elle avait rendus à son monastère.

L'augmentation des revenus sous l'abbatiat d'Helvide et l'ordre qu'elle avait établi dans la gestion du temporel, lui avait permis de faire lever par le pape Célestin III le serment fait par l'abbesse Marsilie de ne plus recevoir de postulantes, jusqu'à la réduction des religieuses à un nombre convenable, mais l'inconvénient qui l'avait amené et mo-

tivé ne tarda pas à reparaître, c'est-à-dire que l'affluence recommença. Celles qu'on refusait, loin de se décourager, avaient quelquefois recours au pape, ou à ses légats, pour en obtenir des lettres de recommandation. A la fin, l'abbesse obsédée s'adressa à Innocent III qui lui défendit de déférer à aucune de ces lettres, qu'elle devait regarder comme subreptices, si elles ne faisaient mention de la bulle de son prédécesseur. Un autre règlement du même pontife acheva de mettre Helvide en repos.

Au milieu de toutes ces difficultés d'admission, les portes de Notre-Dame s'étaient ouvertes aux filles des plus nobles races, comme à celles des plus humbles conditions. Robert, abbé de Nogent, y fit entrer sa nièce et une autre fille moyennant deux pensions viagères qui se réduiraient à leur mort à une rente de deux muids de blé (1). La famille de Courtenay-Champigneulles y fit entrer Jeanne de Courtenay, nièce de Jean de Courtenay et de Robert de Courtenay, archevêque de Reims ; celle de Clamecy, deux Mathildes, comtesses ou vidamesses de Laon, dont l'une y avait déjà sa fille (1213). Vinrent ensuite Marie de Bazoches, fille de Nicolas de Bazoches, et Agnès de Bazoches, femme du vidame de Châlons, laquelle étant morte en se rendant au couvent, voulut recevoir l'habit avant d'expirer ; Marie Frelin, illustre converse ; Béatrix, dame de Branges ; Marguerite, comtesse de Soissons ; Elisabeth de Châtillon, sans compter toutes celles qui se faisaient religieuses *ad succurendum*. Ces admissions étaient toujours accompagnées de quelques dons, mais les dots n'étaient pas assez considérables pour subvenir à l'entretien de filles dont souvent peut-être on cherchait à se débarrasser. Une dame de Châtillon donna l'argent nécessaire pour bâtir des boutiques qui appartenaient au couvent ; Agnès de Bazoches, dont le corps y fut transporté, lui avait donné une terre au Mont-Livoy pour le repos de son âme et de celle de son fils Lysiard, chanoine de Soissons, et une rente de 20 sous parisis pour donner du poisson à la communauté le jour de son anniversaire. Marie Frelin lui fit présent de deux draps précieux pour servir le jour du Saint-Sacrement et d'une

(1) D. Cotron, *Chroniq.*, p. 136 du manuscrit.

rente considérable dont on devait distribuer 16 sous parisis par an aux religieuses de chœur et 8 aux *sœurs rendues*. Hélinde, fille de la comtesse Mathilde, dame de Chimay et vidamesse de Laon, lui apporta un domaine à Urcel, en 1213 (1).

VII. — CEPENDANT, un nouveau prélat avait succédé à Nivelon de Chérizy : c'était Haimon ou Haymard de Provins, ainsi nommé du lieu de sa naissance. Chanoine et chantre de l'Eglise de Reims, la renommée de son mérite et de ses vertus l'avait recommandé aux suffrages du chapitre de Soissons, qui l'élut en 1207. Il est juste de dire que son élection fut aussi vivement appuyée par la puissante médiation d'un homme considérable de ce temps, Odon ou Eudes de Sully, proche parent de Philippe-Auguste, et qui avait succédé, en 1197, à Maurice de Sully sur le siége de Paris. Odon, diversement jugé par Rigord qui dit de lui « qu'il était bien différent de son prédécesseur dans ses mœurs et dans sa vie, » et par d'autres auteurs qui le donnent, au contraire, comme un prélat recommandable, avait fait aussi nommer, selon Albéric de Trois-Fontaines, d'autres évêques « d'un savoir éminent » *(insigniores doctrina viros)*. Odon travailla d'ailleurs à l'abolition de la fête des Fous et des excès scandaleux de la fête de Saint-Etienne, fit la visite de Saint-Médard en 1202 et fonda Port-Royal en 1204 ou 1206. De pareils actes n'annoncent guère un évêque scandaleux, et, en tout état de cause, l'élection d'Haymard à Soissons ne pouvait que faire honneur à Odon, posé qu'il y avait eu part (2).

Quoique il en soit, on a tout lieu de croire que l'humilité d'Haymard le fit balancer à accepter cette haute dignité, car au mois de juin de l'année qui suivit son élection, il n'était pas encore sacré. C'est ce qui paraît par un accord passé entre l'abbé de Saint-Jean et le prieuré du Charme au mois de juin 1208 et concernant la ferme de Harondroy, où il est qualifié *Suessionensis Electus*. Mais il ne tarda pas à l'être ensuite, puisque dans une charte de la même année, selon laquelle il avait partagé entre Saint-Jean des Vignes et Essomes la cure de Crouttes jusque-là indivise entre les

(1) *Hist. de N.-D.*, p. 159 à 168.
(2) *Hist. littér. XIII^e siècle*, t. XVI, p. 574.

deux abbayes, il prend le titre d'évêque de Soissons. C'est aussi à la même date et en la même qualité qu'il fut appelé à porter la réforme chez les chanoines réguliers de Saint-Léger de Soissons.

Le relâchement qui s'était introduit dans ce monastère paraît avoir eu pour cause la négligence ou la faiblesse de l'abbé Henri, lequel se porta de lui-même à réparer sa faute. En effet, ce fut sur sa demande, aussi bien que sur celle des chanoines, que Haymard de Provins se transporta l'an 1208, en l'abbaye, pour la réformer dans son chef et dans ses membres. Il procéda à cette opération délicate avec l'aide « d'hommes sages et prudents. » Henri fut destitué et on nomma en sa place Lambert, prieur de Saint-Crépin en Chaye, à la suite d'un compromis passé entre l'abbé et le couvent et mentionné dans une charte du prélat, afin qu'il fût constaté qu'on n'avait voulu porter aucune atteinte à la liberté des élections abbatiales garantie par les souverains pontifes (1).

L'année d'après, Haymard faisait abandonner à Saint-Léger et au nouvel abbé par le chevalier Gérard d'Arsi le Ponsart, sa femme Marguerite et ses enfants, Jean et Pierre, les prétentions que ce chevalier élevait sur des terres à Epagny dont il ne retint que la justice (2). Le prélat ayant été choisi en 1211 avec Raoul, abbé de Saint-Jean, et Guillaume, doyen du chapitre, par les couvents de Saint-Léger et de Val-Chrétien, pour accorder un différend élevé entre eux au sujet des dîmes de Cramailles, il fut décidé que Val-Chrétien les aurait toutes moyennant une rente de 9 muids de méteil et de 6 muids d'avoine qui seraient transportés par ses voitures à Saint-Léger (3). La même année, Jean, écolâtre de Soissons (*magister scholarum*), et le chanoine Hugues de Saint-Germain, mirent fin, comme délégués du saint-siége, à une dissension survenue entre l'abbaye et Guillaume, prêtre de

(1) Cette charte est de 1208, et la liste des abbés de Saint-Léger place la destitution de Henri en 1200. C'est une erreur. De plus, elle donne pour abbé après Henri, Fulbert en 1203, tandis que Lambert est désigné dans la charte de 1208 et dans une autre de 1209. La liste est donc fautive en cet endroit. (Voyez notre édition du *Cartulaire de Saint-Léger*, pp. 7 et 118.)

(2) *Ibid.*, f° 52, v° du *Cartulaire.*

(3) *Ibid.*, f° 48, v°.

Cramailles, au sujet de dîmes sur quelques essarts et novales dont l'un était situé à la *Pierre-Sanolt*, en assignant une part au curé (1). Enfin en 1213, Saint-Léger fit une convention avec Jean, abbé d'Ourscamp, au sujet d'un cens (2).

Raoul, comte de Soissons, continua, dans les premières années du XIII^e siècle, le cours de ses générosités envers Saint-Léger. En 1202, selon une charte émanée de lui, Pierre, fils de Gérard le *Sicaire? (sicarius)*, donna à l'abbaye, de son consentement et de celui de la comtesse *Aëlide*, tout ce qu'il tenait en fief du comté de Soissons, pour l'acquit d'une somme de 100 liv. qu'il lui devait, sauf le service féodal et les droits seigneuriaux (3). Le comte et sa seconde femme Yolende donnèrent en 1210 à Saint-Léger, avec exemption de cens, roage et forage, une maison près de leur marché de Soissons, où il y avait eu des *estales* de bouchers, ne se réservant que la haute justice et les droits sur ce qu'on y vendait ou achetait (4). Cinq ans après, Raoul donna une confirmation de l'abbaye *vidimée* en 1239 par Jean son fils. D'après une autre charte, il se constitua *plège* de Wiard Bugnons, lorsque celui-ci remit à Saint-Léger des rentes que l'abbaye lui devait sur ses vignes de *Pontvert*, et comme elle était tenue d'en faire presser le vin à un pressoir appartenant à lui, au seigneur Pierre de *Triecot* et à la dame Joie, il l'exempta de tout *ban* et exaction, sauf la part de cette dame pour laquelle il donna à Saint-Léger 2 setiers de vinage sur une autre vigne au-dessous de *Pontvert*. De plus, le comte confirma à l'abbaye 4 s. de cens que Wiard lui avait donnés « pour l'aumône de Berthe Audent (*Bertæ ad dentem*), » sur le bac de Pommiers et 6 sur une maison près du pont de Soissons qui provenait d'Hersende sa sœur (5). Vers le même temps, l'abbaye abandonna à un nommé Jean Maret une vigne à *Palye*, lieudit *le Fournel*, devant le bac de *Pontvert*, dont elle avait reçu une partie d'Adam Maret,

(1) *Cartul.*, f° 51, v°.
(2) *Ibid.*, f° 61, v°.
(3) *Ibid.*, f° 44.
(4) *Ibid.*, f° 50.
(5) *Ibid.*, f° 24.

son père, à condition qu'il renoncerait à ses droits sur une maison du marché de Soissons, près de celle de Gauthier *le Pelletier* (1).

Mais le don le plus signalé que le comte Raoul fit à Saint-Léger fut celui de la collégiale de Saint-Prince dans la Tour du château de Soissons. Cette collégiale, comme celles de tous les grands manoirs de Braine, d'Oulchy, de Fère, de Château-Thierry et de Coincy, aux XI[e] et XII[e] siècles, se composait de chanoines et de chapelains occupant des prébendes et des chapellenies. Elle paraît remonter aux premiers temps de la monarchie, ainsi qu'on a pu le voir dans ces Annales. Quatre de ses chanoines, Jean, Ebroïn, Thibauld et Drogon figurent dans une charte de 1166, du comte Yves, en faveur de Saint-Léger. Robert, chapelain de Raoul, y fonda une chapellenie dotée de vignes à Bucy, dans les vinages du comte, lieuxdits à la Praële, Mombèse, *Dessous Braye* et près du chemin de la Chapelle Sainte-Marguerite; des maisons à Soissons qu'il tenait en fief de Garnier du cimetière de Bucy et de Geoffroy de Juvigny, d'une vigne à Margival, lieudit *Coupe-Voie*, de 4 esseins de terre à Pommiers, de la maison d'Haymard tenue de Saint-Crépin en Chaye à 4 deniers de cens, de l'étal de boucher au marché de Soissons tenu du comte.

Cette fondation faite en faveur du prêtre Renaud, frère de Gerbert, ancien chapelain du comte, fut confirmée par Raoul en 1227. Sept ans après eut lieu la réforme de la collégiale elle-même. Les prébendes et les chapellenies étaient conférées par le comte à des prêtres séculiers, mais telle était la modicité de leurs revenus que les titulaires avaient fini par ne plus célébrer l'office, ni observer la résidence, tout en percevant les fruits de leurs bénéfices. Raoul, voulant ramener les choses à leur ancien état, c'est-à-dire qu'on fît l'office canonial dans la collégiale et qu'on y célébrât deux messes quotidiennes, donna en 1234, à perpétuité, les chapellenies et les prébendes à Saint-Léger qui les ferait occuper, à titre de patron, par ses chanoines. L'annexion fut approuvée par l'évêque Jacques de Bazoches et par une bulle du pape Clément IV, datée de

(1) *Cartul.*, f° 47, v°.

Pérouse, le 12 des calendes de décembre et la 8e année de son pontificat (1).

Sous l'épiscopat de Jacques de Bazoches, Saint-Léger fit encore diverses acquisitions approuvées par ce prélat et consignées dans des chartes émanées de lui. L'abbaye échangea, en 1233, avec l'abbesse de Saint-Etienne de Soissons, des rentes à Cuffies, contre celle de 50 sous nérets qu'elle lui devait sur la maison d'Huart le *Bourguignon*, près de la porte du monastère. La même année, elle reçut une vigne de Jean de Dreux et de Braine, comte de Mâcon du chef de sa femme, Alix de Mâcon; racheta de Jean de Billy, chevalier, et d'Elisabeth, sa femme, fille de Jean de Trugny, au prix de 40 liv., une rente de 21 setiers et demi de vinage qu'elle leur devait sur des vignes de Coucy; acquit, sur le *Vieux-Marché* de Soissons, une masure qui avait appartenu au chevalier Wibauld de Saint-Pierre Aigle (*de Aquila*), et était tenue de Jehan de Billy par Adam de Bruyère et Raoul de Juvigny, *citoyens* de Soissons, sous un surcens de 40 s. nérets sur lequel ceux-ci payaient à Saint-Léger 6 deniers de *droit cens*. Comme le tout mouvait de l'héritage d'Elisabeth de Trugny, celle-ci, devenue veuve, en approuva la vente en 1239. Saint-Léger ayant reçu en aumône, du chevalier Nicolas d'Ostel, un muid de vin de rente sur les vinages d'Ostel, « pour le remède de son âme, » son frère Milon confirma cette donation en 1235, après la mort de Nicolas (*viam universæ carnis ingressus*). Le couvent acquit encore de Foucart de Saint-Pierre Aigle, écuyer, une masure auprès de celle qu'il y possédait déjà à *Chafosse*, près de ce village, et Jean, prêtre de Saint-Pierre Aigle, voulut bien qu'on transportât sur une autre maison une rente d'avoine et de 12 deniers que son église percevait sur celle-ci. Trois ans après, Pierre Gargate de Vaurezis, et Adèle, sa femme, gratifièrent l'abbaye de 15 setiers de vinage sur les vignes de ce lieu (2).

Vers cette époque, les religieux de Saint-Léger paraissent avoir voulu profiter de la vacance du siége abbatial pour régler l'ordinaire de la maison. En effet, l'an 1239, le jour

(1) *Cartulaire de Saint-Léger*, pp. 59 et 64.

(2) *Ibid.*, pp. 56, 60 v° et 54; 62 v°, 60, 55, *Carta Jacobi archid. Sucssion.*

même de l'élection du nouvel abbé, qui fut Haymard, ils arrêtèrent avec le prieur les dispositions suivantes : *Li celleriers* donnera à chaque chanoine *4 wez* (œufs) avec du fromage le matin, et 2 au souper avec du fromage en temps ordinaire, et 2 *hérens* en temps de jeûne. Quand il y aura pitance le matin, « le chanoine ne prendra mie au soir ses deux wez et son fromage. » Il y aura ordinairement pitance trois fois la semaine, mais jamais en dehors du couvent si ce n'est par le *congié* de l'abbé ou du prieur. « Si li abbé menjue en chambre, » avec des convives, ils auront leur pitance; de même s'il mange seul avec un seul hôte. — « Li pitancier fournira les sainiez (les saignés) et les malades de viandes, et li abbé porverra les malades de fisicien (médecin) et de tout ce qui à fisique monte. » — Si le couvent « voloit avoir pitance le ior que elle ne deveroit mie estre, le celériers l'accorderait de son général (sur sa recette générale) au pitancier par le mandement li prieuz. » Ce dernier et le couvent établieront un pitancier différent du cellerier, lequel « achetera la pitance et drécera. » Pour former ces pitances, le pitancier recevra 60 liv. nérets sur les revenus du prêtre de la *parroiche* Saint-Léger, « ainsi com metier sera, » et si la paroisse ne les peut fournir, il aura recours au prévôt. — « Li célériers porverra les hostes et les mainies (les gens de la maison) de viande et se porverra le couvent de potages et de saveurs et lare et de sain. » — L'abbé fera faire pitance à Noël, « à Quaresme prenant, » à Pâques, à la Pentecôte, à la fête de « monseigneur Saint-Légier, » à la Toussaint, à l'anniversaire du comte Renaud; et au cas qu'on ne donnât plus rien au couvent pour faire des pitances, on ne pourra jamais appliquer les anciennes à aucun autre usage, si ce n'est pour les besoins pressants de l'église et du consentement de l'abbé et de la communauté. Le pain et le vin blanc seront de bonne qualité. On distribuera les robes et le linge à Pâques, « et les cotes et les chauces et li chauçon à la feste saint Remy. » L'abbé ne pourra vendre de rentes, ni donner à bail des maisons à vie ou à long terme, ni dépenser pour les édifices au-delà de 20 livres sans l'aveu du couvent (1).

(1) *Cartulaire*, f° 48, v°

Telle était la vie sobre et mortifiée que menaient les chanoines réguliers de Saint-Léger au XIII^e^ siècle, et comment la puissance abbatiale était réglée par de justes tempéraments. Les droits de chacun étaient savegardés avec soin tant à l'intérieur qu'à l'extérieur dans ces communautés trop longtemps si décriées. Aussi, à la même époque, comme on craignait qu'un séjour, que le comte Raoul et sa femme avaient fait en 1192 à Chavigny, ferme de Saint-Léger, ne créât un précédent, Jehan *cuens* de Soissons, son fils, qui avait déjà confirmé l'annexion des prébendes de Saint-Prince au monastère, reconnut en 1238 qu'il ne pouvait « ne hébergier, ne séiorner, ne boivre, ne mangier, » ni lui, ni ses sergents, ni sa femme, ni ses enfants dans les maisons de Chavigny, d'Epagny et autres que les religieux auront dans son domaine et dont il ne retenait que la *warde* (garde) avec la justice et la défense en cas de violence envers eux, leurs convers et leurs *mainies*, ainsi que les *aubaines*. Il « justifierait » tout meurtrier qui y serait pris, et s'il arrivait qu'il y séjournât et mangeât à leurs frais ce serait sans conséquence pour l'avenir. Le comte promit de remplir ces engagements, devant l'abbé et son « seignor l'évesque de Soissons Jakes cui hom lieges (il est) et di cui ces choses mueunt. » Le chevalier Raoul de Soissons, vicomte de Cœuvres, sa femme Marie, ses filles *Aalez* et *Iolens* s'engagèrent de leur côté à les observer, Raoul pardevant l'évêque et les autres pardevant l'official, son représentant. Jean consentit même que si ses *hoirs* y contrevenaient, l'évêque les « escommuniast par droit après la monicion de diz jors et interdit *sa* terre et *sa* maisnie (1). » Jacques de Bazoches reproduisit en 1239 la charte du comte et l'approuva « com évesque et com sires terriens cui hom liges li devant diz cuens est des choses devant nommées. » C'était affirmer d'une manière fort explicite la mouvance, si mal à propos controversée, du comté de Soissons de l'évêché. Le même prélat confirma aussi, en juin 1239, une donation faite à l'abbaye par Raoul de Clermont, sire de Montgobert, pour le salut des âmes de sa femme Marguerite, du seigneur Jean et de dame Pélerine, père et mère de celle-

(1) *Ex* Archives du Collége héraldique de la France, Picardie.

ci (1). Enfin, il intervint dans un arrangement entre Saint-Jean des Vignes et Saint-Léger au sujet de cens sur une vigne sise à Coucy et d'une pièce de terre au terroir d'*Escornebuf* (2).

L'abbaye de Saint-Léger conserva longtemps sa régularité, mais son existence fut peu brillante jusqu'au XVII^e siècle où elle entra malgré elle dans la congrégation de Sainte-Geneviève de Paris, pour se relever ensuite par la gloire littéraire. Un de ses abbés, Etienne, ayant reçu pour lui et ses successeurs le droit de porter les habits pontificaux, Jean de Mareuil, qui gouverna de 1271 à 1280, fut représenté sur la dalle funéraire qui recouvrait son corps dans le chapitre, la mitre en tête et la crosse en main. On croit que l'église de Saint-Léger reçut aussi sous ses voûtes les dépouilles mortelles de Renaud le Lépreux et d'Ives de Nesle, ses fondateurs et bienfaiteurs. Elle dut être achevée par les soins de leurs successeurs. Les comtes de Soissons regardaient alors cette maison religieuse comme leur sanctuaire de prédilection.

VIII. — HAYMARD de Provins fut contemporain de l'achèvement d'une partie de l'église cathédrale et célébra le premier dans le chœur de ce grand édifice, auquel on travaillait depuis un certain nombre d'années. Une impulsion étonnante, on se le rappelle, avait été donnée à l'architecture religieuse au XII^e siècle ; l'introduction de l'ogive dans les constructions et son mélange heureux avec le plein-cintre avait permis d'élever de superbes églises, de vastes cloîtres; aussi partout alors se faisait sentir un ardent désir de remplacer les vieux et massifs édifices romans par des constructions d'un style plus pur et plus élégant. Là où l'on se trouvait dans la nécessité de se contenter des églises romanes, dans les paroisses pauvres, les petits monastères, les prieurés, les prévôtés, on les embellissait néanmoins à l'envi par des réparations partielles, des additions dans le goût nouveau. De là ces nombreux édifices où l'on voit un

(1) *Cartul*, f° 54. — CABARET, *mss.*, t II, pp. 384 et 400. — *Histoire de N.-D.*, p. 149. — DORMAY, t. II, p. 245. — *Gall christ.*, t IX et X.

(2) *Lettres* de Jean de MARTAIS, chanoine de Béthune, et de JEHAN LANGLOIS, clerc, avocat, de 1288, confirmées en mars de la même année par l'official de Soissons.

sanctuaire, un chœur, se greffer à une nef byzantine. Mais là où les ressources abondaient, c'était des églises complètes qu'on aspirait à créer; chaque monastère, chaque grande abbaye ou collégiale, chaque ville et notamment les villes épiscopales s'efforçaient de surpasser ses voisines et ses rivales par la belle ordonnance du style et surtout par l'immense proportion de l'édifice. La cathédrale n'était-elle pas, en effet, la grande église du diocèse, la *Mère-Eglise*, le lieu des assemblées conciliaires, synodales, le siége de l'évêque et de son chapitre ou sénat, la gloire du pays? Aussi, le prélat et les chanoines, les seigneurs et les populations redoublaient-ils de zèle et d'efforts pour contribuer à sa construction, les uns de leurs bras, les autres de leurs deniers et de leurs biens.

Ce grand mouvement, à la tête duquel marchaient les évêques, les chapitres et les abbés, se développa encore au XIII^e^ siécle et conduisit l'art chrétien à l'apogée de sa splendeur par le triomphe définitif de l'ogive sur le plein-cintre. Ce triomphe, toutefois, ne se fit pas sans tâtonnements, sans bouleversements même. Une cathédrale était-elle rebâtie sur un plan nouveau? Tandis qu'on la construisait, on la modifiait, on l'amplifiait lorsqu'elle était à peine achevée. On l'avait entreprise selon l'art roman arrivé à son plus haut degré de perfectionnement, ou selon cet art heureusement mélangé de l'art ogival; on la rebâtissait en partie ou tout entière selon l'art gothique pur. Quelquefois elle est romane par sa base et ogivale dans son développement. On a remarqué, non sans raison, que ces étonnantes révolutions architecturales se manifestèrent dans les provinces du nord de la France, et notamment dans le Laonnois, le Soissonnais, le Beauvaisis, le Noyonnais, la Champagne, etc.; ce serait là peut-être la véritable patrie de l'art ogival, de ce style admirable que l'on peut regarder comme la plus merveilleuse création du génie chrétien. C'est sur ce sol heureux qu'il aurait eu son premier épanouissement dans les cathédrales de Laon, de Noyon, de Senlis, les plus rapprochées de nous, dans le croisillon droit de celle de Soissons. Ces monuments et d'autres moins connus, mais non moins curieux, offrirent les premiers une expression complète d'un système qui, en se modifiant, en s'épurant, devait atteindre les plus hautes

destinées. Il est certain qu'on peut les regarder comme le type de la génération de l'ogive qui devait bientôt produire, lorsqu'elle aurait rejeté tout mélange, les cathédrales d'Amiens, de Reims, de Paris, de Chartres, de Soissons (1).

Il est toutefois facile de comprendre que de pareilles entreprises, des œuvres si colossales, ne pouvaient être que l'ouvrage des années et même des siècles. Souvent interrompues, soit par le malheur des temps, soit par le manque de fonds, plusieurs même ne reçurent pas d'achèvement complet, témoin la cathédrale de Soissons qui manque d'une des deux tours qui devaient couronner son portail. Néanmoins, il faut remarquer que la plupart furent achevées, quant à leurs membres principaux, avec une rapidité prodigieuse. Notre-Dame de Paris fut terminée en cinquante ans, la Sainte-Chapelle du Palais en huit ans, et c'est dans les dernières années du XII^e^ et dans les premières du XIII^e^ que s'élevèrent les cathédrales de Chartres, de Bourges, de Laon, de Meaux, de Noyon, d'Amiens, de Senlis, de Reims, de Soissons et tant d'autres (2).

Cette dernière sur laquelle on appellera naturellement ici l'attention, non-seulement parce qu'elle est l'un des plus remarquables édifices de la France, mais encore parce qu'elle eut pour contemporaines les églises abbatiales de Longpont, de Saint-Jean des Vignes, de Saint-Léger, de Braine, d'Orbais, d'Essômes, du Mont Notre-Dame qui, sauf ses proportions moindres, semble avoir été copiée sur elle, a donné lieu à d'intéressantes dissertations archéologiques. On a cherché, en l'absence de dates bien précises, à découvrir son acte de naissance que l'anomalie de son croisillon sud, dont l'architecture tranche sur le reste si correct de l'édifice, a longtemps obscurci. Peut-être arrivera-t-on à résoudre ce problème artistique en consultant les données historiques échappées au temps et en les comparant avec celles que nous fournit l'archéologie moderne. Mais avant de glaner dans l'histoire, il importe de jeter d'abord un coup d'œil attentif sur l'édifice; il sera ensuite plus facile

(1) *Diction. d'archit.* de VIOLLET-LEDUC. *Passim.*

(2) Reims fut commencée en 1212.

de fixer, au moins approximativement, l'époque de sa construction.

L'unité du style de la cathédrale de Soissons, abstraction faite du croisillon de droite, de l'extrémité de celui de gauche et des étages supérieurs de la tour, la simplicité extrême de sa structure, qui exclut à peu près toute ornementation, la pureté de ses lignes, la grâce toute primitive de ses ogives, en un mot, tous ses caractères architectoniques indiquent tout d'abord une construction de la fin du XII^e^ et du commencement du XIII^e^ siècle; une construction poussée avec une grande activité et presque non interrompue. Ici tout porte encore ce caractère de force, de solidité qui distinguait l'époque romane expirante, et qui, tout en laissant la place à un nouveau système, ne la quitte pas sans imprimer à celui-ci comme son cachet. La cathédrale de Soissons forme donc l'extrême limite de deux styles également glorieux, dit un célèbre architecte, quant à leurs principes et à leurs évolutions, mais dont le dernier semblait être la raison et le couronnement de l'autre. Romane par sa structure, elle est ogivale dans ses formes; elle réunit la force et la grâce. A l'extérieur de puissants contreforts du XIII^e^ siècle, avec arcs-boutants doubles venant s'appuyer contre des piles portées par de de fortes colonnes engagées, contrebuttent les hautes voûtes du chœur. La nef se distingue de celui-ci par une galerie supérieure, ce qui indique une postériorité de construction; une longue corniche allonge sous les toitures sa simple floraison. Ainsi, le chœur en entier aurait été rebâti ou achevé à la fin du XII^e^ siècle ou au commencement du XIII^e^, et la nef, par cette galerie, ses fenêtres géminées surmontées de roses, par son ornementation plus grande, s'avancerait vers le milieu de ce même siècle. Quant au portail, conçu dans de belles proportions, il ne s'éloigne pas du reste de l'édifice; mais sa seule tour achevée, à mesure qu'elle s'élève, se charge d'ornements et de statues qui la font fleurir et vivre, gagne l'extrémité du XIII^e^ siècle et touche peut-être au XIV^e^. Le croisillon septentrional ne diffère essentiellement de la nef que par son extrémité où l'on voit apparaître le XIV^e^ siècle. Celui du sud, roman dans ses parties inférieures et dans son ornementation, ogival

dans les supérieures, ne dut précéder le chœur que de quelques années.

L'examen des détails ne détruit en rien l'idée qu'a fait concevoir l'ensemble de l'édifice. De quelque côté qu'on l'envisage, on ne pourra s'empêcher d'en remarquer la gravité et même la majesté. L'ornementation y a travaillé, mais avec une grande sobriété; et, malgré les injures du temps et les outrages des hommes, on peut encore admirer aujourd'hui la symétrie pittoresque des parties principales. La perspective du portail et des flancs est également imposante et grandiose. Le système employé dans la construction et les accessoires qui viennent se grouper à l'entour sont aussi bien conçus que bien exécutés. Le monument situé au centre de la ville, la domine et il en est avec les flèches de Saint-Jean le plus bel ornement. On regrette que la seconde tour ne soit point achevée et que la flèche légère qui s'élevait du milieu des transepts n'existe plus.

Les mêmes beautés et les mêmes anomalies se représentent à l'intérieur. La nef et le chœur offrent à l'œil je ne sais quoi de pur, de correct, d'élégant, d'heureux, depuis le porche jusqu'à son abside circulaire, qui l'a fait placer parmi les plus belles cathédrales de France. La longueur totale de l'édifiee étant de 108 mètres 60 centimètres et la hauteur des voûtes de 33 mètres, l'effet de ce vaste ensemble le rend comparable à ce que nos monuments religieux offrent de plus riche et de plus solennel. Ses travées bien ordonnées, les fenêtres et les voûtes parfaitement caractérisées peuvent être prises pour modèles dans les constructions de ce style. Nulle part le système gothique ne s'est exprimé plus purement et plus gracieusement. Les cathédrales de Soissons et de Chartres sont les premières grandes églises de cette époque où, par la suppression de la grande galerie du premier étage, les bas-côtés en s'élevant permirent d'éclairer les nefs par de vastes fenêtres prises dans les collatéraux, tout en conservant, dans la petite galerie, une de leurs principales décorations (1).

Dans le croisillon de gauche aux longues fenêtres tourmentées, s'offre au spectateur l'art gothique penchant vers

(1) *Diction. d'archéologie*, par VIOLLET-LEDUC. *Passim.*

son déclin, mais faisant taire l'expression de ses regrets en étalant devant les yeux une élégante rosace. Dans celui de droite, au contraire, il reconnaît le XII^e^ siècle arrivé à sa perfection. Produit d'un art ingénieux et savant, qui rappelle les absides circulaires de la cathédrale de Noyon, il peut être considéré comme un type architectural à peu près unique en son genre. Tandis que la hauteur que prennent les voûtes des bas-côtés fait supprimer, au commencement du XIII^e^ siècle, la grande galerie de la nef et du chœur, pour ne conserver qu'un simple *triforium*, ou passage, pris dans l'épaisseur du mur, il garde non seulement cette galerie, comme à Paris, à Reims, mais comme à Laon le *triforium* qui se rattache heureusement à celui du reste de l'édifice. Trois rangs de fenêtres superposées, les inférieures à plein-cintre, laissent pénétrer largement la lumière à travers les trois galeries, jusque dans le vaisseau central. Partout l'élégante ogive y est supportée, tantôt par le chapiteau roman ouvragé, tantôt par le chapiteau à crosses du XIII^e^ siècle. Il doit être l'œuvre d'un savant architecte, car il se distingue à la fois par sa légèreté élégante et par une solidité qui le fit résister au temps et aux violentes secousses occasionnées en 1815 par l'explosion d'une poudrière qui l'ébranla sans le détruire (1). Tel est l'aspect sous lequel la cathédrale de Soissons se présente aux yeux des archéologues même les moins habiles. Il importe de voir si leurs observations scientifiques sont en harmonie avec les données de l'histoire.

On ne peut guère douter qu'après l'incendie de la *Maison de la Mère-Eglise* par Hugues de France en 948, incendie qui put endommager la cathédrale elle-même, celle-ci ne fût réparée, sinon reconstruite, sous les évêques Guy d'Anjou et Guy d'Amiens, car aux temps désastreux où vécurent ces prélats, il n'est pas possible d'admettre l'érection d'un édifice de ce genre. D'un autre côté, tout porte à croire qu'après l'an mil, on éleva une cathédrale dans le grand style roman du XI^e^ siècle, ou au moins qu'on agrandit l'ancienne dans ce genre, et que c'est celle où Renaud de Bellay, archevêque de Reims, fit en 1087 une translation

(1) VIOLLET-LEDUC, *Diction. d'archéologie*, *Passim*.

de reliques sous l'épiscopat d'Hilgot, et que peut-être il consacra. Avec le XII[e] siècle naquit la résolution de rebâtir la cathédrale conformément aux idées nouvelles. Elle dut être prise par Joslein de Vierzy, homme pieux, savant et lettré, qui fit tant de choses dans son diocèse. Quoique il en soit, dès la fin du XI[e] siècle commence la série des renseignements qui concernent l'augmentation ou la restauration de la cathédrale. En 1098, Enguerrand de Coucy, trésorier du chapitre, depuis évêque de Laon, acheta un terrain situé entre la rivière de Crise, qui passait alors par la rue de Panleu et la nef de cathédrale, un terrain pour servir de cimetière aux chanoines qu'on enterrait ailleurs, donna de l'argent pour l'acquisition de verrières et fit faire le chapitre. A partir de cette époque, les offrandes continuèrent à affluer de la part des évêques, des chanoines, du clergé, du peuple et des bourgeois. Elles étaient consignées dans un registre commençant ainsi : *Sequuntur nomina eorum qui bonis ecclesias compleverunt*, qui a été perdu, mais qui peut être suppléé par les textes extraits de l'Obituaire du chapitre, par l'historien Dormay (1).

Joslein de Vierzy avait reçu de Louis le Gros et légué à son église des bijoux et six besans d'or pour la reconstruction du grand autel, et, sur 60 livres qu'il donnait à la fabrique, il en destinait 10 pour la voûte ou quelque autre ouvrage appelé *celatura*, qui pourrait bien être la clôture du sanctuaire. Il mourut en 1152 et fut d'abord inhumé dans la nef (*in medio ecclesiæ*), devant l'autel de saint Pierre et saint Paul (2). Ancoul de Pierrefonds légua aussi en mourant, l'an 1158, diverses pièces d'orfévrerie d'un prix considérable, et quatre chevaux de ses écuries, dont le prix de vente serait destiné à la construction de la grosse tour; aussi croit-on voir sa statue entre deux fenêtres ogivales du côté septentrional de la tour achevée (3). Le doyen du chapitre, Guillaume, légua à son tour, en 1160, cinq marcs d'argent pour faire la couronne de l'autel, c'est-à-dire l'abside, et fit faire l'orgue, peut-être le premier de Saint-Gervais;

(1) Dormay, t. II, *Passim.*
(2) *Ibid.*, p. 158, *ex Obit S. Gervasii*
(3) *Ibid.*, p. 161.

il vivait encore en 1182 (1). Nivelon de Chérizy, qui, n'étant encore que prévôt, avait donné le terrain nécessaire pour l'agrandissement du chœur, donna de plus, étant évêque, c'est-à-dire de 1176 à 1207, « une partie de sa *cour*, sur laquelle est située la croix méridionale de l'église avec la chapelle Saint-Martin (2), » abandonnant en faveur de cette construction, les *annuels*, ou vacances des prébendes, pendant son voyage en Palestine. Jacques de Bazoches, chanoine, puis évêque, l'archidiacre Raoul de Vailly, le chantre Hugues Legay, donnèrent des sommes considérables.

Haymard de Provins poursuivant activement l'œuvre que lui avaient léguée ses prédécesseurs, céda à la fabrique une place de l'évêché pour bâtir la maison des gardiens du trésor, les *secours*, ou droits épiscopaux qu'il avait sur certaines paroisses du diocèse, depuis 1207, époque de son intronisation, jusqu'à sa retraite à Saint-Jean des Vignes en 1219. La comtesse Eléonore de Vermandois qui achevait en 1214 ou 1215 sa carrière pleine de bonnes œuvres, fournit le bois nécessaire pour la charpente du chœur *(de super caput ecclesiæ)* et tout le merrin pour les stalles, que l'on tira de la forêt de Retz (3). En outre, elle donna une des vitres, Haymard en donna deux du prix de 30 livres et 100 liv. pour la main d'œuvre des stalles (4). Le roi Philippe-Auguste, qui mourut en 1223, voulant être du nombre « des personnes qui à cette époque faisaient du bien à cette église » lui donna surtout trois *palles* ou parements d'autel et 30 livres parisis « pour la grande vitre du chevet» *(ad faciendam majorem vitream in ecclesiæ capite)* qu'il fit venir d'Angleterre. Les autres verrières, dont les historiens s'accordent à louer la beauté et le coloris, et qu'ils regardent comme étant des meilleurs produits de l'art, furent données par des chanoines. Deux de ces verrières du côté droit du chœur, qu'en ce temps-là on appelait O, et qui portent aujourd'hui le nom de *rosaces*, furent un présent du chanoine Cugnières lorsqu'il partit, sans

(1) Dormay, t. II, p. 200, *ex. Obit. de S. Gervasii.*

(2) « Concessit etiam (Nivello), nobis quamdam partem curiæ suæ in qua sita est dextera crux ecclesiæ nostræ cum capella Sancti Martini. » *Ibid.* p. 172.

(3) Ex *Obit. Capit.*, Dormay, t. I, p. 194 et suiv.

(4) Legris, *Chronic. S. Joan.*, p. 134.

doute en 1202, pour la Syrie où il mourut; quelques-unes aussi, du chanoine Raoul de Cramailles.

Enfin, on voit par une inscription gravée sur une pierre rougeâtre placée d'abord au côté droit du jubé (1), qui séparait le chœur de la nef, et qui est aujourd'hui reléguée dans l'une des chapelles latérales vers la sacristie, qu'en 1212 « l'ordre des chanoines commença d'entrer dans le chœur » pour y faire l'office. ANNO : MILLENO : BISCENTENO : DUODENO : HUNC : INTRARE : CHORUM : CEPIT : GREX : CANONICORUM : TERCIO : IDUS : MAII (1). Il est bon de remarquer que c'était peut-être là une sorte de formule pour indiquer l'achèvement du chœur d'une église, car on retrouve dans la Chronique d'Anchin des expressions à peu près semblables à l'occasion de l'inauguration du nouveau chœur de l'église de ce monastère : *Anno 1218, Monachi aquicinctenses intraverunt novum chorum, præsente venerabili episcopo ambianensi, Everardo, in vigilia Natalis Domini* (2).

Il s'agit maintenant de concilier ces textes fournis par l'histoire avec les caractères architectoniques portés par l'édifice. Ainsi en 1212 le chœur est achevé, il est complet, les chanoines y font leur entrée pour l'office. Dans les édifices religieux, dans ceux surtout dont la construction doit demander de longues années, on commence par bâtir le chœur comprenant le sanctuaire, l'abside et ses chapelles; puis on entreprend la nef et ses annexes, c'est-à-dire les transepts, les bas-côtés et le portail. C'est ce qui se fera au XIV^e^ siècle, à Beauvais; c'est ce qui s'est fait à Soissons au XIII^e^; car ici, la nef ne se distingue du chœur que par un peu plus d'ornementation à l'extérieur, preuve qu'elle a été entreprise immédiatement après celui-ci et montée d'un seul jet, le portail compris, dans le cours du XIII^e^ siècle. En effet, dans l'Ordinaire de Nivelon sont décrites les cérémonies qui se faisaient à la chapelle des Saints-Martyrs dans la tribune de l'orgue. Or, cet Ordinaire peut à juste titre remonter à l'époque de Philippe le Hardi, qui régna de 1270 à 1285, et à Nivelon II, qui siégea à

(1) Il s'agit ici du *jubé* qui précéda celui que l'on a abattu il y a quelques années, et dont on a dispersé les débris. (Voyez la brochure de l'auteur sur ce *jubé*.)

(2) *Auctuarium aquicinctinum*, *ad ann.* 1218.

Soissons de 1252 à 1261, aussi bien qu'à celle de Philippe-Auguste et de Nivelon I, puisque ces personnages, ainsi que la reine Isabelle, y figurent sous la simple désignation de *Philippus*, *Nivelo*, *Isabella*. Aussi la nef entière et le portail s'offrent-ils sous l'aspect du XIII^e^ siècle. Enfin, on s'occupe des tours qui doivent s'élever sur les porches. Une seule est menée à bonne fin, et toujours dans le même style, sauf aux étages supérieurs où l'art est venu jeter un luxe d'ornementation qui contraste avec la simplicité du reste de l'édifice.

Mais quand le chœur fut-il commencé? C'est à quoi il est plus difficile de répondre. D'après nos textes, le désir d'embellir, d'augmenter, de compléter ou même de rebâtir la cathédrale, se fit jour dès la fin du XI^e^ et au commencement du XII^e^ siècle. N'est-ce pas en 1098 qu'Enguerrand de Coucy achète un terrain pour le cimetière des chanoines entre la nef et la rivière de Crise, qu'il fait ensuite bâtir le chapitre et donne de l'argent pour des verrières, et peut-il s'agir ici d'une autre église que l'église romane où se fit la grande translation des reliques de 1087? En 1152, meurt Joslein de Vierzy qui lègue de l'argent et des bijoux qu'il a reçus de Louis le Gros pour bâtir le grand autel et la voûte et tout autre objet appelé *cælatura*, qui est peut-être la clôture dont on environnait l'autel et à laquelle on attachait des voiles pour le cacher. En 1158, Ancoul lègue ses chevaux pour l'achèvement de la *grosse tour*, et non des tours ou de l'une des tours. En 1160, le doyen Guillaume donne de quoi bâtir la couronne de l'église ou l'abside. Enfin, en 1175, Nivelon de Pierrefonds donne, étant prévôt, du terrain pour agrandir le chœur et étant évêque, de 1176 à 1207, une partie de la cour de l'évêché sur laquelle est bâti le croisillon droit avec la chapelle de St-Martin, et abandonne des revenus pour cette construction pendant son voyage en Palestine, de 1202 à 1207; or, comme l'ogive fit son apparition vers 1150, que dès lors on la voit jusqu'à la fin du XII^e^ siècle mélangée avec le plein cintre et qu'on ne trouve aucune trace de celui-ci dans le chœur de Soissons, il faut conclure que les donations qui précèdent ne le concernent pas, mais plutôt une autre église reconstruite, réparée ou agrandie dans le système de transition

et dont le croisillon de droite serait un débris. N'est-il pas probable en effet que Joslein de Vierzy, que les chanoines de son temps conçurent, comme tous leurs collègues, le projet de rebâtir l'*Eglise-Mère*, que des plans furent dressés, arrêtés, exécutés en partie, que les donations eurent dès lors pour objet certaines portions de l'édifice projeté, lequel devait remplacer l'édifice roman où ce prélat fut inhumé, et qu'on ait bâti d'abord soit une abside, soit même des transepts et une nef.

Personne n'ignore avec qu'elle rapidité le style ogival succéda au style de transition, dès que celui-ci fut abandonné après un règne d'un demi-siècle. On a donc pu bâtir à Soissons un édifice dans ce style du XII^e^ siècle, qui vint expirer dans la construction du transept méridional; mais déjà ce style est remplacé partout; l'ogive l'emporte, les voûtes s'élancent; on veut une cathédrale plus vaste et dans le style nouveau pur de tout mélange; on renverse tout, sauf le croisillon de droite, le chœur est d'abord bâti, puis la nef avec son portail. Cela est même si vraisemblable que si l'on examine les points de suture qui unissent le croisillon au reste de l'édifice, les pierres d'attente de la naissance des voûtes en cet endroit, on verra que tout était disposé pour le cas prévu du renversement de cette partie et qu'elle ne dut sa conservation qu'au regret d'abattre un chef-d'œuvre et peut-être au manque de fonds et aux bouleversements politiques qui entravèrent l'achèvement complet de cette grande construction. Il paraît enfin hors de doute que l'on n'abattit l'ancienne église que par portions et que c'est dans la nef et les transepts anciens qu'eurent lieu les divers événements qui se rapportent à la cathédrale de Saint-Gervais, antérieurement à Haymard de Provins, que c'est là que fut enterré Joslein, que le légat du pape fut reçu en 1201 et que se fit l'office canonial.

Toute la difficulté se réduit donc, à l'heure qu'il est, à examiner si le chœur put être bâti de 1207 environ, époque de la mort de Nivelon I^er^, donateur du terrain où fut élevé le croisillon de droite, à 1212, époque où les chanoines y entrèrent, c'est-à-dire en sept années. Or, il semble qu'on ne doive pas hésiter à l'admettre puisqu'alors tout s'accorde, les caractères du style de l'édifice avec les donations qui

concernent sa construction. Ainsi, Raoul d'Oulchy, prévôt du chapitre, de 1193 à 1208, fonde la chapelle de St-Sébastien; Guy de Chézy, doyen de 1207 à 1228, construit deux chapelles et les garnit de vitraux; Haymard, évêque, de 1207 à 1219, fait bâtir la maison des gardiens du trésor placé à l'étage supérieur de la chapelle de Saint-Martin, élevée sous son prédécesseur, donne deux vitres et paie la main-d'œuvre des stalles dont le bois fut donné par Eléonore de Valois, morte en 1215, ainsi que celui de la charpente. Philippe-Auguste, mort en 1223, donne la grande vitre du chevet. Grâce à toutes ces donations qui le concernent évidemment, le chœur se trouva donc en 1212 couvert d'une solide charpente, clos de riches vitraux, orné de stalles sculptées et les chanoines en y entrant purent abandonner la nef aux constructeurs et maîtres de l'œuvre. La Sainte-Chapelle du Palais à Paris, si délicate et si élégante dans sa structure, fut, avec ses statues, ses sculptures, ses vitraux, ses peintures, bâtie en huit années; ne peut-on admettre que le chœur de la cathédrale de Soissons, d'une construction simple et forte, ait été élevé en un peu moins de temps? (1).

On a dû remarquer dans l'historique de la cathédrale, que l'on a exposé plus haut, diverses donations de vitres qui lui furent faites par de hauts personnages, tels que Philippe-Auguste, la comtesse Eléonore, l'évêque Haymard et plusieurs chanoines. Ce qui en reste aujourd'hui mérite d'attirer l'attention des artistes et des connaisseurs (2). Un célèbre archéologue cite « la brillante rosace du transept nord et neuf grandes fenêtres ogives qui éclairent les chapelles placées au fond de l'église derrière le chœur. » Ces vitraux, dit-il, « peuvent soutenir la comparaison avec ceux de Reims, il y en a même trois (ceux du nord) qui sont exactement du même style; ils sont certainement contemporains de l'église, c'est-à-dire du XIII^e^ siècle. Les

(1) Pour tout ce qui concerne la cathédrale, voyez le *Dictionnaire d'architecture* de VIOLLET LE DUC; — BOURASSÉ, *Cathédrales de France;* — DE CAUMONT, *Abécédaire;* — DUSOMMERARD, t. V, pp. 30, 365 et 358; — DORMAY, t. II, pp. 193, 161 et 172; — CABARET, mss. *Passim*, *Chronic. S. Joannis*, p. 134; — ROUSSEAU, *mss.*, t. I, pp. 150 et 158; — D. GRENIER, *mss.*; — LEBEUF, *Dissert.*

(2) On remarque de nombreux fragments des belles grisailles du XIII^e^ siècle aux hautes fenêtres du nord.

autres qui appartiennent aussi à la même époque, ont pourtant un caractère un peu plus mignard; ce sont de petits sujets, de petites figures; mais la qualité des couleurs est aussi belle et aussi éclatante. » M. Vitet ignorait qu'une partie de ces vitraux provient de l'église de Braine dont il sera bientôt question, et qu'ils furent apportés et placés sans beaucoup de goût à la cathédrale de Soissons, après l'abandon de l'abbatiale de Saint-Ived, pour réparer les pertes de ce grand édifice (1).

Quant à la charmante rose du croisillon nord dont l'effet est si gracieux et si élégant, et qui date, comme le pignon où elle est percée, du XIV^e siècle, ses vitraux sont de la même époque. Sans doute, ceux-ci n'ont pas, ainsi qu'on l'a remarqué, la même vigueur de tons, la même puissance de couleur que ceux des siècles précédents; mais ils ont l'avantage de laisser pénétrer dans la vaste croisée une vive et étincelante lumière, laquelle, venant se fondre avec le jour tamisé par les vitres plus opaques du croisillon sud, devait produire, dans les triples galeries de celui-ci, des effets d'un mystérieux incomparable. La rose se compose d'un médaillon central autour duquel gravitent, à l'extrémité des rayons, douze autres médaillons représentant les mystères de la Vierge : l'Annonciation, la Visitation, la Nativité de Jésus-Christ, la Vision des Bergers, l'Adoration des Mages et la Vision de l'étoile, leur voyage, leur présence devant Hérode, la fuite en Egypte, la mort de la Vierge; son couronnement est dans le médaillon central. On remarque un certain déplacement dans ces tableaux et celui qui représente Jésus apaisant les flots est certainement étranger à la composition générale. La place importante qu'y occupe l'histoire des Mages trahit chez l'artiste ou chez l'ordonnateur le désir de faire ressortir la vocation des Gentils à la foi et la glorification de la Vierge, patronne principale de la cathédrale, dont la dédicace par l'évêque, Jean Milet, suivit de près l'achèvement du transept du nord (2).

De quel atelier de peinture sur verre sont sortis ces

(1) *Rapport* adressé au ministre de l'Intérieur par Ludovic Vitet, inspecteur général des monuments historiques, p. 42.

(2) *Note* sur cette rosace, par M. de Laprairie, *Bulletin* de la Société historique de Soissons, t. I, p. 95.

vitraux? on l'ignore. On sait seulement que Philippe-Auguste fit venir d'Angleterre la grande vitre du chevet et que ceux de Saint-Ived de Braine, œuvre d'un artiste normand, avaient été envoyés à la comtesse Agnès par la reine d'Angleterre, sa parente. Il ne paraît donc pas qu'il y eût alors de peintres verriers dans le Soissonnais. C'est également en vain qu'on s'évertuerait à découvrir les noms de ces *maîtres de l'œuvre*, de ces habiles architectes qui crayonnèrent les plans de l'église de Soissons et en dirigèrent l'exécution. Celle de Reims, plus heureuse, connaît ceux qui l'ont élevée, parmi lesquels se trouvent des artistes soissonnais. On est porté à croire qu'un labyrinthe, placé en 1240 dans la nouvelle cathédrale commencée en 1211, représentait Robert de Coucy, son plus ancien architecte, et que quatre portraits qui l'accompagnaient étaient ceux de quatre architectes employés après lui à ce grand ouvrage, savoir : Jean Leloup, mort en 1256; Gaucher de Reims, mort en 1274; Bernard de Soissons, mort en 1309; et Jean d'Orbais, dont l'époque du décès est inconnue. Aussi ces portraits auraient été insérés postérieurement à ces dates. Amiens, commencé en 1223, avait également un labyrinthe où une inscription rappelait le nom de Robert de Luzarches et de ses deux successeurs dans cette œuvre merveilleuse. Soissons pouvait avoir un de ces labyrinthes, assez communs alors, mais il aura été brisé à l'époque des Huguenots, et avec lui auront disparu les portraits ou les noms de nos architectes (1).

Quoiqu'il en soit, il importe d'examiner quelles étaient les dispositions intérieures et extérieures de la cathédrale en ces temps reculés. C'est ce à quoi l'Ordinaire de Nivelon servira merveilleusement. Les diverses particularités qu'il renferme à cet égard s'appliquent à une église complète et achevée. Rien n'y trahit un édifice en voie de construction. Aussi plusieurs critiques n'hésitent pas à rapporter la rédaction de l'Ordinaire, non au règne de Philippe-Auguste et à l'épiscopat de Nivelon Ier, mais au règne de Philippe le Hardi et à l'épiscopat de Nivelon II, époque où la cathédrale était certainement terminée.

(1) *Hist. littér.*, t. XX, p. 21.

Le sanctuaire circonscrit par la couronne absidale était plus élevé que le chœur de plusieurs degrés et en était ainsi parfaitement distinct (1). Le grand autel était isolé et il y en avait un autre derrière, sur lequel on préparait le pain, l'eau et le vin pour la messe. Il était aussi élevé de plusieurs degrés puisqu'il est question dans le cérémonial du premier de ces degrés (2), mais il n'était pas surmonté de gradins, ni de tabernacle comme ceux d'aujourd'hui. C'était une forte table ayant ses quatre faces et coins libres et qu'on garnissait de chandeliers; au-dessus pendait la *suspense* portant le vase en forme de colombe où l'on renfermait l'eucharistie. Aux fêtes solennelles on le revêtait des ornements les plus précieux (3). Il avait sa piscine particulière et était dominé par une construction en arcade au haut de laquelle on arrivait par vingt-quatre degrés et dont le couronnement était entouré d'une grille en fer; elle servait peut-être à exposer des reliquaires, comme celle qu'on remarque à la Sainte-Chapelle du Palais à Paris, et couvrait l'autel secondaire où l'on déposait l'eau et le vin (4). Sur le devant du sanctuaire et au haut de ses degrés on plaçait, le Samedi-Saint, un grand candélabre à sept branches portant autant de cierges. Il y avait des solennités où l'on n'allumait pas moins de quatre-vingt-dix cierges autour de l'autel seul. On tendait un grand voile entre celui-ci et le

(1) « .....Usque ad ascensum præsbyterii super gradum altiorem..... In angulo chori et extra presbyterium... Presbyterium et chorum .. » (Ordin,, pp. 84 et 168,)

(2) *Ubi supra.*

(3) « ....Ante majus altare... retro majus altare... » — « Super quoddam altare retro magnum ministret subdiaconus diacono panem, vinum et aquam. » (*Mandat.*, pp. 72, 87 et 172) — « .....Omnia cornua altaris incenset et Eucharistiam quæ super altare dependet... » (p. 174). — « .....Altare auro et argento omni modo vestiatur. » (pp. 90 et 173).

(4) Voici quelques exemples qui serviront à justifier la destination que nous donnons à cette construction. La châsse de saint Firmin était placée derrière l'un des autels de l'abbatiale de Saint-Denis. Derrière le grand autel de Notre-Dame de Paris, « *sur un large rétable* de cuivre soutenu de quatre gros et forts piliers de mesme estoffe, (était) la châsse de saint Marcel, neuvième évesque de Paris. » A droite, sur l'autel même de la *Trinité des Ardents*, était la châsse de Notre-Dame d'argent doré, où il y avait du lait de la Vierge. Enfin, à Amiens, dans un bas-relief du tympan de la porte dite de la *Vierge dorée*, on remarque derrière un autel une grande châsse en forme de coffre, celle de saint Honoré. (Mobilier français, par M. VIOLLET LE DUC, t. I, p. 68.) — A Soissons, cette espèce d'estrade ne fut renversée qu'à la fin du XVIII^e^ siècle. (CABARET, *mss.*)

chœur, et un autre entre le chœur et la nef qu'on appelait proprement l'église; il y avait des jours où l'édifice tout entier était couvert de tapis et de courtines et garni de cierges dans tout son pourtour aux offices de la nuit (1). Le siége de l'évêque *(sedes episcopi)* n'était plus au fond de l'abside et derrière l'autel, mais il s'élevait toujours dans le sanctuaire ou *presbyterium*.

Il est vraisemblable que le chœur était plus élevé que la nef et les bas-côtés. Il communiquait avec la nef par une grande porte appelée *Majus ostium chori*. C'est par cette porte que l'évêque, dans les solennités, y entrait en grande pompe *(pompatice)*, environné de ses officiers et précédé d'un nombreux clergé, lorsqu'il quittait la sacristie, ou terminait les processions. Un grand crucifix, placé sur un autel spécial, se trouvait au milieu de l'église en avant de cette porte; on y faisait des encensements et des stations en certaines circonstances (2). La grande porte du chœur était pratiquée dans l'ambon ou *jubé*, au haut duquel on chantait l'épître et l'évangile, et où l'évêque montait revêtu de ses habits pontificaux, le bâton pastoral à la main et la mitre en tête, pour adresser la parole au peuple répandu dans la nef (3). Cet ambon était coupé en deux parties par la grande porte du chœur. Lors de la démolition du dernier jubé, on a découvert dans sa maçonnerie et employées comme moëllons, des pierres sculptées de celui du XIII[e] siècle. Le chœur était donc fermé de ce côté comme il le fut jusqu'à ces derniers temps. Il l'était également sur les autres côtés par des boiseries à dossiers et couronnées de dais surmontant les stalles. C'est sur ces dossiers qu'on appliquait des tapis-

(1) « ...Candelabrum deauratum, habens septem cereos ponant ad ascensum presbyterii. » (pp. 57 et 63). — « Aufertur cortina intus chorum et altare... Aufertur cortina intra chorum et ecclesiam. » (pp. 57 et 63). — « Sabbato Sancto tota ecclesia cortinis et palliis vestiatur. » (pp. 90 et 104).

(2) « Statio fiat in claustro ad ostium templi..... et tunc intret processio et faciat stationem in medio ecclesiæ ante crucem... intret processio chorum. » (p. 123). — « Ante crucifixum et ejus altare incenset diaconus... » (p. 174). — « Ad missam... episcopus veniat pompatice de sacrario per majus ostium chori. » (pp. 40 et 65).

(3) « Dominus præsol cappam de pallio induat, tenensque baculum pastoralem, mitratus in altum (in ambonem) ascendat, faciatque sermonem ad populum... » — « Diaconus ascendit in ambonem, id est lectorium..... » (*Mandat.*, pp. 85, 86, 52 et 98.)

series à personnages le jour des grandes fêtes, selon un usage général au moyen âge. Le *jubé*, les boiseries du chœur avec leur dais peu accusé que l'on vient de renverser étaient des imitations dans le goût moderne, de ces constructions anciennes dont elles avaient conservé les dispositions. La sacristie ou sacraire *(sacrarium)*, où l'on faisait l'eau bénite à certains jours, et qui servait aux mêmes usages qu'aujourd'hui, se trouvait nécessairement à proximité du chœur et du sanctuaire pour y donner accès (1). Elle occupait l'emplacement de la grande sacristie d'aujourd'hui. On la trouva plus tard insuffisante et on lui adjoignit la chapelle de Saint-Martin, ou du Sépulcre, avec laquelle on la fit communiquer par un couloir ornementé dans le style du XV^e^ siècle, où l'on voit une vierge en marbre blanc donnée au XVI^e^ siècle par le cardinal de Bourbon. Il n'y avait ni siéges ni bancs dans la nef pour les fidèles qui entendaient l'office debout et à genoux; mais il régnait le long des bas-côtés un banc de pierre faisant corps avec la muraille et tel qu'on en voit encore dans beaucoup de vieilles églises des paroisses rurales.

Les dépendances extérieures de la cathédrale comprenaient le cloître des chanoines, de la même époque que la nef avec laquelle il communiquait par deux portes à l'extrémité des galeries, et dont les traces existent encore; il ne différait pas des cloîtres monastiques; la partie occidentale, la seule conservée, sert aujourd'hui de chapelle au collége; la salle capitulaire ou chapitre *(capitulum*, expression qui s'applique souvent aussi au chœur de la cathédrale); le réfectoire où l'on recevait les pauvres à certains jours, dont le portier du chapitre gardait l'entrée et qui doit être le vieux bâtiment avec lequel communique à gauche la partie conservée du cloître (2); la bibliothèque, divisée en partie d'hiver et en partie d'été; la maison de la *Chartre* où s'exerçait la justice temporelle

(1) « .....Exeant de sacrario et accedant ad altare. » (*Ibid.*, p. 85.) « .... Exit processio de sacrario. » — « Episcopus vadit ad sacrarium .... » (*Ibid.*, pp. 37 et 38.)

(2) « .....Tres lectiones accipe de virga Moïsi in bibliotheca hyemali, in libro Exodi. » (pp. 74 et 288).

Il n'est pas invraisemblable que le vieux bâtiment que nous appelons le réfectoire ne soit plutôt le chapitre lui-même.

du chapitre, où se trouvaient ses prisons et qu'on croit être la maison à pignon gothique que l'on remarque sur la place du Cloître. Autour et aux environs de cette place étaient les maisons canoniales. On n'y aboutissait que par des ruelles étroites dont l'entrée était, à cette époque, fermée pendant la nuit. On se souvient encore de la porte cintrée de l'une de ces ruelles, celle qui communique de la place à la rue du Collége. Vers cet endroit se trouvait aussi la *Maison de l'Aumône* avant qu'elle fût transformée en Hôtel-Dieu.

Quant à la maison de l'évêque, où le clergé se rendait souvent en procession *(vadit processio ad domum episcopi)*, c'était l'évêché actuel, sauf que celui-ci a été complètement défiguré par des retranchements, des additions, des réparations successives. Le principal corps de logis faisait face à la cathédrale, c'est celui qui est conservé; il se reliait en formant équerre avec un autre bâtiment remplacé par des maisons particulières et terminé par le presbytère actuel. Dans la façade du premier on aperçoit des vestiges d'une ancienne galerie en forme de cloître donnant, comme celle de l'évêché de Laon, dans la cour intérieure. D'autres édifices, séparés du palais par des cours, contenaient le secrétariat, l'officialité, le siége de la justice temporelle de l'évêque, ses prisons. L'enceinte générale s'avançait jusqu'aux murs de la cathédrale dont elle était séparée par un fossé soutenu par une terrasse, et comprenait la place Mantoue jusqu'à la rue de Panleu, ou plutôt de la Grande-Burie, et toute la ligne d'habitations qui bordent de ce côté les rues des Minimes, Saint-Antoine, de l'Hôtel-Dieu et la place Saint-Gervais. Dans cette enceinte il y avait des jardins et un verger. Au chevet de la cathédrale et sur la place Saint-Gervais s'élevait la grande porte d'entrée surmontée de tourelles et renfermant, à sa partie supérieure, une assez vaste salle (1). Dans la suite, l'entrée principale du palais fut reportée sur la rue de la Grande-Burie. De l'évêché pour aller à la cathédrale on descendait, au moyen d'un escalier, dans le fossé terrassé, et par une porte pratiquée dans le côté droit

(1) Il est question de la porte de l'Evêché donnant sur la place Saint-Gervais, dans le livre de Gervais de Tournai, sur les énergumènes guéris à Soissons sous Charles de Roucy, au XVI^e^ siècle. (Voyez les plans de Soissons.)

de la nef, vis-à-vis celle du cloître des chanoines, la plus rapprochée du transept nord, et près de laquelle s'éleva plus tard l'élégante chapelle de Saint-Louis. C'est aussi près de cette porte qu'un jugement fut prononcé l'an 1300. Du reste, on aura soin de signaler en son lieu les changements apportés au palais épiscopal à mesure qu'ils s'opèreront.

Le jour de la Dédicace, la procession sortait par la grande porte s'ouvrant sur le Cloître, faisait le tour de la cathédrale, revenait par la cour de l'évêché et rentrait dans le chœur sans doute par la même porte (1), preuve évidente que l'édifice était isolé de toute habitation laïque et formait toujours le centre du grand quartier que l'on pourrait appeler ecclésiastique; qu'il avait dès lors, outre les grandes portes du porche, ornées de statues, et dont il est souvent question sous le nom de *fores ecclesiæ*, *ostium ecclesiæ* donnant sur le parvis ou *atrium*, celles du cloître des chanoines, celle de la place du Cloître et de l'Evêché (2). On ignore quel était le nombre des cloches qui retentissaient sans cesse dans la haute tour de la cathédrale, selon le degré de solennité des diverses fêtes qu'on y célébrait, mais on sait qu'il y en avait de grosses et de petites. La première des grosses s'appelait indistinctement : *Gloriosa*, *Signum gloriosum*, *Campana gloriosa*, *Campana major*, et l'autre *Letarda*. Les petites, *Minutæ campanæ*, sonnaient pour les offices ordinaires (3).

Des clercs-gardiens (*custos*, *custodes ecclesiæ*) étaient chargés du soin général de la cathédrale et surtout du trésor, des vases sacrés, des reliques, des ornements de la sacristie. Ils avaient un logement particulier que leur fit bâtir Haymard de Provins près du croisillon de droite où ils entraient par la porte dite du *Coutre*, ou gardien (*custos*). Toutefois, le jeudi-saint, les serviteurs des chanoines devaient laver pieds nus et au chant des répons, le pavé de l'édifice et le faire sécher avec du sable (4).

(1) « .... Per majorem januam qui aperit in Claustro et redeat per curiam episcopi, circumeundo ecclesiam.... intret processio chorum... episcopus vero eat ad sacrarium ut ad sancta se preparet (*Ibid.*, 189.)

(2) « Statio fit in Claustro ad ostium templi. » (P. 123, *ibid.*)

(3) *Ibid.*, p. 157.

(4) *Idid.*, p, 73.

L'Ordinaire de Nivelon contient un office de la Dédicace, mais sans indication d'aucun vocable. Toutefois, il paraît hors de doute que la cathédrale, dédiée anciennement à la Sainte Vierge et aux saints Gervais et Protais, fut encore consacrée sous cette double dénomination ou patronage, quoi qu'elle portât plus souvent le nom des saints martyrs que celui de Notre-Dame, ainsi qu'il arrive encore aujourd'hui. Si l'on en croit Dormay, Nivelon ne lui aurait pas procuré en 1205 des parcelles des reliques de ces saints, dont elle portait le nom depuis des siècles, quoi qu'elle ne possédât qu'un peu de leur sang; mais on regarde comme plus probable qu'elle en reçut vers 1228 ou 1230 de Jean d'Abbeville ou Jean Algrin, doyen d'Amiens, lequel, devenu archevêque de Besançon, avait obtenu quelques ossements de Grégoire IX, qui l'avait créé cardinal (1). Selon le Bréviaire de Soissons, un miracle, représenté sur une tapisserie du chœur, eut lieu peu après cette translation. Un aveugle de Strasbourg, après s'être fait conduire dans tous les lieux de pèlerinage, et même à Rome, fut averti en songe d'aller à Soissons. Il y arriva le jour de leur fête, alla à la cathédrale entendre la grand'messe. Au *Gloria in excelsis*, le malheureux tomba tout à coup par terre sans connaissance. Ceux qui l'accompagnaient le portèrent à l'autel à l'évêque officiant pour lui demander ce qu'il convenait de faire; mais l'aveugle ne fut pas plutôt arrivé qu'il recouvra la vue au grand étonnement de tous les assistants. De tels prodiges étaient bien propres à augmenter la dévotion aux saints patrons de la *Mère-Eglise* et furent cause sans doute qu'on la désigna spécialement sous leurs noms. La Sainte Vierge n'avait-elle pas d'ailleurs à Soissons un sanctuaire privilégié au grand monastère de Notre-Dame (2)!

Lorsque la cathédrale fut édifiée, ou plutôt à mesure

(1) DORMAY, t. II, p. 195.

(2) Un historien de Soissons, H. MARTIN, s'autorisant de plusieurs chartes, prétend que la cathédrale de Soissons ne portait, avant 1110, que les noms de Saint-Gervais et Saint-Protais, et qu'elle fut dédiée à ces martyrs et à Notre-Dame, « vraisemblablement dans le court séjour que Nivelon fit à Soissons en 1206, lorsque la collection des reliques apportées de Constantinople permit de prêter à cette dédicace une solennité qui fut perpétuée par un anniversaire. » Quant à nous, nous soutiendrons l'opinion que nous avons déjà émise à cet égard, à savoir : que la cathédrale fut d'abord, comme le dit Dormay, consacrée à Notre-Dame, puis à saint Gervais et saint Protais, et qu'elle a porté

qu'elle s'édifiait, elle acquit de nouvelles richesses mobiliaires. Le trésor, le vestiaire virent arriver de toutes parts les étoffes précieuses, les chappes de soie et de brocart rehaussées d'or et de pierreries, les chandeliers, les croix enrichies d'ambre et de matières de grand prix, les reli-

dans le cours des siècles, tantôt le nom de la Sainte Vierge, tantôt ceux des saints martyrs, tantôt les trois réunis. En effet, on lit dans la bulle d'Eugène II que le privilége de Saint-Médard reçu par Saint-Bandry fut placé *in archivis S. Mariæ* et *SS. Gervasii et Protasii*. Or, quoiqu'on dise de cette pièce, on ne peut lui refuser une haute antiquité. Deux chartes : l'une d'Eudes de Beauvais et l'autre de Rothade, conservées à Saint-Médard, où il est question de la translation des reliques de saint Sébastien, prouvent que la cathédrale était dédiée à saint Gervais en 815, mais sans exclure la Sainte Vierge. On se rappelle le miracle cité par Lysiard, d'une femme nommée Manna guérie à Soissons, et qui s'était fait porter *ad ecclesiam videlicet B. Dei Genitricis et SS. Gervasii et Protasii*. Dire que ce miracle, arrivé au X^e^ siècle, fut recueilli avec inexactitude par le copiste, et que cette femme avait demandé sa guérison à l'abbaye de Notre-Dame en même temps qu'à celle de Saint-Gervais, c'est ce que rien ne prouve et ce que repousse le texte même de Lysiard, entendu dans son sens naturel. Il est vrai que Hugues de Pierrefonds, dans une charte de 1100 (*Cartul. S. Joannis in Vineis*) nomme la cathédrale *ecclesia BB. martyrum Gervasii et Protasii*; que Lysiard parle du chapitre sous ces seuls noms : *in capitulo BB. martyrum Gervasii et Protasii*, dans une charte de 1118 ; que Joslein de Vierzy s'exprime dans les mêmes termes dans la charte de fondation de St-Léger de 1139, mais cela prouverait seulement que le vocable de St-Gervais avait déjà prévalu, ou que le chapitre l'aurait adopté de préférence, à cause de l'éclat dont rayonnait l'église de Notre-Dame, ainsi que le feraient croire beaucoup de chartes du Cartulaire de Saint-Jean, où on lit toujours : *capitulum BB. martyrum Gervasii et Protasii*. « On peut fixer, ajoute le même historien, avec certitude, le moment où la cathédrale, formée de la réunion des deux églises (l'église neuve rattachée à une partie de la vieille, le croisillon méridional) fut consacrée sous le double titre de Notre-Dame et de Saint-Gervais, car on ne trouve pas de charte qui établisse ce changement d'une manière bien authentique avant 1204, c'est-à-dire vers l'époque où s'en fit la dédicace. » Et il cite une charte de cette année tirée des archives de Saint-Jean, et commençant ainsi : *Radulphus, præpositus, et Joannes decanus, totumque B. Mariæ Suessionensis capitulum*. Mais les successeurs de ces deux dignitaires s'intitulent à leur tour, dans une charte de 1222 : *Simon præpositus* et *Guido decanus S. Gervasii Suessionensis*. Enfin, l'Ordinaire de Saint-Gervais est intitulé : *Mandatum Ecclesiæ S. Mariæ et BB. martyrum Gervasii et Protasii*, et le sceau du chapitre porte l'effigie de la Vierge, accompagnée des deux martyrs; preuve que, comme par le passé, on désignait alors la cathédrale sous ces deux vocables indistinctement. Il est même des auteurs, et nous nous rangeons volontiers de leur côté, qui pensent que la cathédrale primitive, bâtie sous Constantin et ses enfants, fut dédiée à la Sainte Vierge, et que ce ne fut qu'après la découverte et la translation des corps de saint Gervais et de saint Protais par saint Ambroise, que la grande célébrité qu'eurent alors ces martyrs dans l'Italie et les Gaules, fit adjoindre leurs noms glorieux à celui de la Sainte Vierge. C'est ainsi que la cathédrale du Mans, consacrée d'abord à Notre-Dame, le fut ensuite aux mêmes saints. Quant à la dédicace de celle de Soissons à l'époque indiquée par H. Martin, nous dirons seulement que nous n'en avons pas trouvé de traces. (DORMAY, t. II, p. 195.)

quaires de métal ciselé et *figuré*. Enfin l'orgue, dont le doyen Guillaume lui avait fait présent à la fin du XII^e^ siècle, put résonner dans sa vaste enceinte et relever encore par ses notes harmonieuses l'éclat des cérémonies. Le chapitre surtout, qui voyait son œuvre dans ce bel édifice, ne négligeait rien de ce qui pouvait contribuer à son embellissement. Au moyen âge, nos cathédrales ne ressemblaient pas à ce qu'on voudrait les faire aujourd'hui, sous le prétexte faux de les ramener à leur état primitif, en les dépouillant de tout ce que les siècles divers y avaient déposés, au lieu de les débarrasser seulement des superfétations de mauvais goût qui nuisent réellement à l'harmonie générale de l'édifice. Alors, sous leurs voûtes immenses, dans leur forêt de colonnes, on plaçait des tombeaux, des statues, des ex-voto, des reliquaires; on construisait partout où on le pouvait des chapelles, ou du moins des autels. L'édifice, le vaisseau, restait le même dans son ensemble; il se modifiait dans ses accessoires. Il était ogival ou roman, mais il finissait par offrir à l'œil émerveillé des échantillons des styles divers que les siècles y avaient greffés, soit en progressant, soit en dégénérant.

Jusqu'au milieu du XIII^e^ siècle environ, il n'y eut dans nos cathédrales de chapelles proprement dites que les chapelles absidales, encore étaient-elles peu profondes. A Soissons, elles étaient au nombre de cinq et communiquaient entre elles par des ouvertures pratiquées dans les murs de séparation. Chacun des chanoines s'empressa d'adopter l'une d'elles et d'y fonder des *chapellenies* ou revenus pour l'entretien d'un chapelain chargé de l'acquit de certaines fondations, et sans doute après avoir payé sa construction et surtout érigé son autel (1). Dans les enfoncements des travées des bas-côtés autour du chœur, il dut y avoir aussi des autels et des tombeaux. On établit plus tard d'autres chapelles dans les bas-côtés de la nef, dont on creva malheureusement les gros murs aux dépens de la régularité extérieure de l'édifice.

(1) Il ne faut pas confondre les chapelles bâties avec les *chapelles* ou *chapellenies*, qui signifiaient les charges et les revenus d'un chapelain, placés sous le vocable d'un saint, et qui souvent s'acquittaient dans des chapelles ou à des autels dédiés sous un vocable tout différent.

Les autels mentionnés par l'Ordinaire de Nivelon sont ceux de saint Etienne, de saint Thomas, de sainte Marie-Magdelaine, de saint Jean-Baptiste, de saint Gervais, de saint André, de saint Rufin et saint Valère, de saint Pierre, de saint Jacques, de saint Corneille et saint Cyprien, de saint Michel, de saint Blaise, de saint Marc, du Saint-Sépulcre, et des Fonts ; ce sont, par conséquent, les plus anciens connus avec celui qui portait le nom de *in Silicio Sacro*. L'autel de saint Pierre, devant lequel Joslein de Vierzy fut inhumé en 1152, et qu'il avait peut-être fondé, était situé, selon l'Ordinaire, au milieu de la nef, et fut doté par le prévôt et archidiacre Pierre, qui mourut à la croisade en 1249 (1). La chapelle de saint Martin, on l'a vu, fut élevée avec le croisillon septentrional sur un terrain de l'évêché donné par Nivelon avant 1208. Le prévôt, Raoul d'Oulchy, fonda la chapelle de saint Corneille, saint Cyprien et saint André, et donna un vase d'argent pour recevoir le chef de saint Etienne que son oncle, l'évêque Nivelon, avait envoyé de Constantinople, et qu'on plaçait sur l'autel de ce saint le jour de sa fête (2). Du reste, la même cérémonie se pratiquait sur l'autel de divers autres saints, et on y venait en procession (3). Celui de saint Etienne était derrière le chœur (4).

On lit dans les anciens *Pouillés* que le doyen Guy de Chézy construisit deux chapelles qu'il décora de vitraux, et dont l'une, dédiée à saint Jean-Baptiste, était derrière le chœur (1207 à 1228). Le doyen Michel de Fère fonda, vers 1269, une chapelle dont le titre est demeuré inconnu. Le

(1) « Vadit processio in medio ecclesiæ ad altare apostolorum Petri et Pauli. » (*Mandatum*, p. 201.)

(2) « Vadit processio ad altare ipsius (S. Stephani) ...ponitur super altare ejus caput ejusdem martyris. » (*Ibid*, pp. 44 et 272.)

(3) « .....Vadit processio in medio ecclesiæ ad altare Apostolorum (Petri et Pauli) (*Ordin.*, p. 201). — « Vadit processio ad altare ipsius. » (S. Stephani,) « Ponitur super altare ejus caput ejusdem martyris. » (*Ibid.*, 44 et 272.) — Même cérémonie aux autels de saint Thomas, apôtre (pp. 45 et 271), de sainte Marie-Magdelaine (p. 205), de saint Jean-Baptiste (p. 279). — « Itur ad S. Gervasium. » (*Ibid.*, p. 122 et *Passim.*) — « Va it processio ad altare ipsius (S. Jacobi). » (p 206). — *Id.* aux autels de saint Corneille et saint Cyprien, de saint Michel (pp. 215 et 216), de saint Blaise et de saint Marc (p. 274).

(4) Deux chanoines du nom de Dufour furent inhumés, l'un entre les chapelles de Saint-Claude et de Saint-Etienne, derrière le chœur, et l'autre près de celle de Saint-Claude (1688).

chantre Raoul de Cramailles fonda la chapelle de saint Thomas, apôtre, et la décora aussi de vitraux. Le chanoine Brice fonda celle de saint Étienne, premier martyr; Regnault de Chézy celle des Fonts, en 1276; Jean de Belleu celle de saint Martin, dans le Sépulcre; Hugues de Bonnay dota celle dédiée par le chapitre à saint Guillaume, aussitôt sa canonisation, en 1218 (1); le doyen Guillaume Terreins (Testein ou Tatin) celle de Notre-Dame; le bourgeois Allard, marchand drapier, celle de saint Nicolas; l'évêque Guy de la Charité celle de saint Martin et saint Louis, nouvellement canonisé, en dehors et près de la porte de l'évêché donnant dans la nef, avec un revenu de 20 liv. tour. pour le chapelain, une autre rente pour dire la messe dans la chapelle de l'évêché, dédiée à *Sainte Anne aux Ecoliers*, et 500 liv. pour l'amortissement. Il fonda, en outre, celle de la Trinité, avant 1313. L'un de ses successeurs, Jean Milet, fonda aussi deux chapellenies dont les titres ont été perdus. Un Italien, Nicolas Scule ou Seucule, fonda, en 1342, une chapelle de la Sainte Vierge, une autre de saint Sébastien, et une autre de saint Pierre de Mouron, avec un don de 400 florins d'or du coin du roi Jean, et celui d'une coupe de vermeil du poids de 7 marcs. Renaud de Villers fonda une chapelle de *Notre-Dame du Beau Pignon* ou du *Beau Pimade*, et Pierre de Latilly une de saint Sébastien.

Les autres chapelles ou chapellenies furent fondées à diverses époques, mais les noms des fondateurs sont tombés dans l'oubli. Leur nombre montait jusqu'à trente et une avec des charges et revenus divers ; toutes étaient à la nomination du chapitre. Les rentes de douze de ces chapelles furent affectées aux enfants de chœur (*clericuli*) et à leur maître de chant, dès l'an 1393, par une bulle de Clément VII. Il y avait quelquefois deux chapellenies sous l'invocation du même saint, et plusieurs étaient annexées au même autel. Les fondations ne s'acquittèrent même pas toujours à l'autel de qui elles dépendaient. Dans la suite, chaque chapelain desservit la sienne, soit à la cathédrale, dans la chapelle du Sépulcre, soit au dehors en diverses églises, telles que celles de l'Hôtel-Dieu et du collége Saint-Nicolas.

(1) Dormay, t. II, p. 174, *ex Obit.* du chapitre.

La situation de plusieurs de ces autels et des chapelles bâties de la cathédrale mérite d'être recherchée aujourd'hui que tout y a été changé, modifié par suite des bouleversements qu'elle a éprouvés dans les guerres de religion, dans la révolution de 1793 et même quelquefois de la part d'un vandalisme que l'on décore du nom de restaurateur.

La chapelle de Saint-Gervais et de Saint-Protais, ou des Martyrs *(Oratorium martyrum)*, était dans la tribune de l'orgue. On rattachait sa fondation au souvenir de l'église primitive de saint Gervais dont on aurait retrouvé des vestiges, lors de la reconstruction de la cathédrale, depuis le grand pilier de la tour jusqu'à la troisième colonne vers la chapelle actuelle du Sacré-Cœur. Une partie de la procession s'y rendait le Samedi-Saint après la bénédiction des fonts : *Itur ad Sanctum Gervasium... subdiaconi ascendunt ad Sanctum Gervasium*, est-il dit dans l'Ordinaire de Nivelon. Le chapitre y célébrait plusieurs fois la messe dans le cours de l'année. A la messe de l'Aurore du jour de Noël, le sous-chantre y allait entonner ces mots : *Lux fulgebit hodie.* Le jour de la fête des Saints Martyrs on y chantait matines et les feudataires assistaient à la procession (1). Pendant tout l'octave on y disait chaque jour une messe basse et cet usage subsista jusqu'en 1752 (2). L'Oratoire des Saints Martyrs, ajoute l'Ordinaire, doit être alors partout revêtu de *palles* et de tapis et leur autel entièrement orné par la trésorière des religieuses de Notre-Dame, « des plus précieux ornements d'or et d'argent. » (3). L'autel exista jusqu'en 1789. Au bénéfice de la chapelle de Saint-Gervais étaient attachées deux maisons sur lesquelles le chapelain percevait encore un surcens au XVIII[e] siècle, et un autre surcens de 4 liv. à Morsain. Ce chapelain, quoique anciennement du corps du chapitre, ne participait ni à ses droits, ni à ses revenus (4). Indépendamment de l'autel

(1) Il est bon d'observer que le célébrant et les diacres seuls montaient à la chapelle, et que tout le reste du clergé se tenait dans la nef en face de l'autel de Saint-Gervais qu'il devait apercevoir, l'orgue n'étant pas encore établi en ce lieu.

(2) *Ordin.*, pp. 38 et 166

(3) « Oratorium Martyrum debet palliis et tapetis omnino vestiri. Altare eorum debet a Thesauraria sanctimonialium pretiosissimis ornamentis auro et argento totum adornari. » (*Ordin.*, p. 193.)

(4) CABARET, *mss.*, t. II, p. 254.

des Saints Martyrs, il y avait encore en ce lieu élevé deux autres autels, l'un de Saint-Laurent à droite des orgues dans la tour, et l'autre de Saint-Michel à gauche dans la tour commencée (1).

A l'entrée du chœur, probablement de chaque côté de la grande porte et contre l'ambon ou *jubé*, se trouvait à droite un autel de la Vierge et à gauche un autel de Saint-Pierre et Saint-Paul qui doit être l'autel de ce titre, placé, selon l'Ordinaire, *in medio ecclesiæ* et devant lequel Josselein fut inhumé, mais rapporté en cet endroit lorsqu'on rebâtit la nef. L'autel de Sainte-Magdelaine devait être dans le sanctuaire puisqu'on étendait jusque-là les tapis le jour du Vendredi-Saint, et que deux prêtres y allaient prendre en cérémonie la grande croix d'or qui servait à l'adoration et devant lequel ils la posaient. L'autel de Saint-Jacques était dans le trésor, c'est-à-dire dans l'étage supérieur de la chapelle de Saint-Martin. Il y avait dans la nef à droite et à gauche deux autels de *Saint-Nicolas aux Ecoliers*, pour les habitués de l'église, un de Sainte Geneviève, un de Saint-Quentin, dont on ne sait pas au juste l'emplacement, non plus que de celui *In Silicio sacro*, ainsi appelé sans doute parce qu'on y déposait la pierre dont on tirait le feu nouveau le Samedi-Saint.

Les chapelles des Fonts et du Sépulcre méritent surtout une mention spéciale. La première était dans le croisillon droit où son autel était placé à gauche du Sépulcre, ou chapelle Saint-Martin. Cet autel, dédié à saint Jean l'Evangéliste, était le titre de la paroisse des Fonts qui comprenait dans sa circonscription toutes les maisons situées dans le cloître, et dans sa juridiction les domestiques de l'évêque, de l'Hôtel-Dieu, des chanoines habitant des *maisons canoniales* et non de ceux habitant des maisons de la *Fabrique;* encore fallait-il qu'ils fussent au service personnel des chanoines. Les autres personnes demeurant chez eux, en qualité de parents ou d'amis, avec leurs domestiques propres, étaient de la paroisse de la ville sur laquelle était située la

(1) On voit encore les vestiges de l'emplacement de ces autels, plusieurs crédences et une sorte d'armoire pratiquée dans les murs, sans doute pour serrer des vases sacrés.

maison du chanoine, et non de la paroisse des Fonts. Le chapitre desservait anciennement cette paroisse par lui-même; plus tard il la conféra au clerc, chapelain de Saint-Jean l'Evangéliste, qui devait surtout prendre soin des fonts. Ce vicaire chapelain, amovible jusqu'en 1686, époque où il fut ordonné par un édit que les cures unies aux chapitres auraient des curés en titre, devint dès lors inamovible. L'évêque seul avait juridiction supérieure sur cette paroisse à l'exclusion de l'archidiacre (1).

Si l'on s'en rapporte aux plus anciens *pouillés*, il y eut successivement trois chapelles du Sépulcre. Ainsi, d'après l'obitier de Saint-Gervais cité par Dormay (2), Ancoul de Pierrefonds, qui mourut en 1158, fonda une chapelle au Sépulcre. Cette première chapelle du Sépulcre fut détruite ou abandonnée lorsque sous Nivelon, mort en 1207, on bâtit la seconde en même temps qu'on élevait le croisillon de droite, et qui n'est autre que la chapelle où se trouvait l'autel de Saint-Martin, où Regnault de Chézy fonda aussi une chapellenie. C'est cet autel dont les pouillés disent qu'il « était autrefois dans le Sépulcre lorsque la chapelle fut transformée en sacristie » et le Sépulcre transféré une troisième fois ailleurs, comme on va le voir. Le clergé se rendait souvent en ce lieu, surtout au temps de Pâques. Le Samedi-Saint, le Sépulcre était enveloppé à l'extérieur d'une courtine blanche *(Sepulchrum vero a munda cortina a foris circumdetur)* selon l'Ordinaire de Nivelon, c'est-à-dire qu'on fermait d'une draperie qui se relevait à volonté, les trois arcades ogivales par lesquelles la chapelle communiquait avec le transept. Et l'Ordinaire ajoute qu'on devait laver les fonts *(fontes abluantur)*, ce qui indique que ceux-ci étaient près du Sépulcre ou à peu de distance. Une partie du clergé venait se ranger autour des fonts où l'on administrait ce jour-là le baptême solennel; le reste se tenait au milieu de la nef *(in medio ecclesiæ)*. L'évêque se plaçait aux fonts, sur une estrade, tourné vers l'autel *(in loco eminentiori versus altare)*. Après Pâques, le clergé se rendait

(1) *Ordin.* ibid. — *Pouillés manuscrits*, dont l'un de 1666, et *Etat du Diocèse.*

(2) Dormay, t. II, p. 161.

encore souvent « aux fonts, devant le crucifix, et au Sépulcre (1). »

La troisième chapelle du Sépulcre fut bâtie pour servir aux mêmes usages que les premières et en outre pour servir d'église aux chapelains de la cathédrale qui y acquittèrent les fondations de leurs chapellenies attachées souvent à un même autel, ce qui pouvait créer des difficultés. Dès lors, la seconde chapelle du Sépulcre dut servir de sacristie (2). La nouvelle fut construite contre le pignon et entre les deux contreforts d'angle du transept de gauche et quelque temps après lui, par conséquent à la fin du XIVe siècle. Quoique appuyée contre la muraille, cette chapelle formait un édifice à part et complet. Elle communiquait avec le transept par l'une des deux charmantes ouvertures ogivales qu'on remarque encore de ce côté, et dont l'autre donnait accès par un escalier à de petits réduits. Ces deux portes viennent d'être malencontreusement cachées par un autel qu'on eut dû, pour être logique, placer du côté opposé dans l'abside du croisillon méridional. Ce troisième Sépulcre a laissé des traces visibles de son existence par trois des arcades du mur qui le fermait et par celles qu'on voit sur le grand pignon du transept et auxquelles correspondaient de vastes fenêtres à meneaux du même style et de même dimension donnant sur la ruelle Jaulzy. L'ouverture ogivale qui existe au fond de l'aile gauche du transept communiquait avec l'étroit espace qui séparait le cloître canonial du pignon de la chapelle, et celle qui existe au fond de l'aile droite conduisait par un escalier au comble de cette chapelle. Celle-ci fut démolie après la Révolution pour l'élargissement de la ruelle et fit place à une habitation particulière qui, avec celles du même genre élevées sur les ruines du cloître, disparaîtront aussi à leur tour lors-

(1) *Mandat. seu Ordin.*, pp. 100, 118, etc. — « Altare quod est in Sepulcro, » p. 86, *ibid.* — « Itur ad Sepulcrum. » *ibid.*, p. 206 — Les trois arcades qui mettaient le Sépulcre en communication avec le transept, et celles qui unissaient son étage supérieur avec la galerie ont été bouchées, parce que la solidité de cette partie était compromise. — « Ad fontes et ante crucifixum et ad Sepulchrum... »

(2) Dormay parle de la chapelle *de saint* Martin, « où *est*, *dit-il*, la sacristie, » mais il paraît certain que cette chapelle servait de sacristie bien avant le XVIIe siècle, et même dès la fin du XIVe. (Dormay, t. II, p. 34.)

qu'on voudra opérer le dégagement de la cathédrale de ce côté. La chapelle dite du Collége pratiquée dans un reste du cloître des chanoines sert aujourd'hui de Sépulcre.

Par suite de la confusion que l'on a faite entre une chapelle bâtie et une *chapelle* ou *chapellenie* fondée, on a cru que la chapelle du dernier Sépulcre était la chapelle dite de Notre-Dame du *Beau Pimade* ou du *Beau Pignon*. C'est à l'autel de Saint-Rufin et Saint-Valère que le chanoine Renaud de Villers avait établi cette chapelle ou chapellenie. Il lui donna le titre du *Beau Pignon,* parce que cet autel était placé près du petit portail latéral qui s'ouvre sur la place du Cloître en cet endroit et qui est surmonté d'un élégant fronton du XIV^e^ siècle. Le bénéfice de cette chapelle se composait entre autres revenus, d'un surcens de 60 sous sur une maison de la rue Saint-Christophe chargée en outre d'un autre surcens envers le chapitre et provenant sans doute du fondateur. Rien ne prouve que Notre-Dame du Beau-Pignon ait été le titre d'une confrérie (1).

Indépendamment des chapelles de la cathédrale, il y en avait d'autres dans différents endroits de la ville, telles que celle du *Chef Saint-Denis*, rue de la Bannière, qui appartenait à une confrérie ; celle de Saint-Antoine, rue de ce nom, réunie ensuite à la cure de Saint-Martin; celle de *Saint-Nicolas aux Savetiers,* dans la Grande-Rue *(in vico magno)* et devant le grand portail de l'église du monastère de Notre-Dame, laquelle n'avait d'autres revenus que la maison où était son titre ; enfin, celle de la Trinité ou de *Six heures,* fondée avant 1313 par l'évêque Guy de la Charité, dans la rue de la Trinité, qui prit son nom et où l'on voit encore les restes très-apparents de son abside enclavés dans une maison particulière. On l'appelait aussi chapelle de *Six heures* parce qu'on y célébrait chaque jour

(1) Parmi d'autres fondations analogues qui s'acquittaient aussi à la cathédrale, on remarque celles du chanoine Claude Quinquet ; de Gérard Gobaille, chanoine-trésorier du chapitre ; du prévôt Christophe Raquet, et d'un Jean Sconin, aussi chanoine, peut-être celui qui fut, au XVII^e^ siècle, principal du collége de Saint-Nicolas, et oncle paternel de Racine. — *Pouillés du Diocèse* — *Notice historique* manuscrite de Soissons, par Brayer et Mezurolles, p. 147. — *Bulletin* de la Société archéologique de Soissons, t. II, p. 139. — *Notice sur N.-D. du Beau-Pignon*, par M. Laurendeau : actes de vente de la maison de la rue Saint-Christophe, de 1622, 1659 et 1734.

une messe à six heures du matin pour la commodité des ouvriers et des voyageurs. L'évêque Jean Milet confirma cette obligation en lui attribuant de nouveaux revenus, lorsqu'il la réunit à celle de Saint-Martin-Saint-Louis qu'il fit rebâtir (1). Jean de Conflans, fils de Louis de Châtillon, comte de Soissons, fut inhumé dans la chapelle de la Trinité. On lisait sur son cénotaphe : *Hic jacet Dominus de Conflans hujusce urbis princeps.* Ce seigneur avait ratifié en 1365 une rente de blé que son frère Jean avait laissée pour son anniversaire sur le domaine de Saint-Pierre Aigle. Lors de la réunion de la chapelle de la Trinité à celle de Saint-Martin-Saint-Louis, sa dépouille mortelle dut être transportée dans cette dernière avec son épitaphe ajourd'hui cachée sous la boiserie d'une chapelle du bas-côté droit. Jean Milet ayant érigé un canonicat formant la sixième prébende du chapitre, on l'attribua au titulaire de la Sainte-Trinité, lorsque la chapelle fut réunie à ce corps (2).

Les chapelains de la cathédrale formaient une communauté ayant ses règlements et ses revenus particuliers. Haymard de Provins leur attribua, en 1213, les dîmes de Rully et leur confirma les donations que leur avait faites en 1212, Faremoutier, chanoine-diacre, lequel avait déjà fondé de l'encens pour brûler dans deux encensoirs depuis la Préface jusqu'à la Communion de la Grand'Messe à la cathédrale. Ce généreux chanoine, qui était leur procureur, voulant qu'ils participassent aux distributions de pains et de vin qui se faisaient aux chanoines à certains jours, comme aux vigiles et messes de *Requiem*, et dont ils étaient exclus, fit tant par ses économies et par son adresse à intéresser à leur sort des personnes charitables, qu'il créa un premier fond destiné à cet usage. Ensuite, il amena l'évêque Haymard, le prévôt Simon, le doyen Guy et tout le corps capitulaire à les prendre sous leur protection; à décider qu'un anniversaire commun serait célébré pour tous ceux qui doteraient cette *association*, avec part

(1) Les anciennes chapellenies de Saint-Martin, du Sépulcre, de la Trinité et de Saint-Louis s'acquittèrent aussi dans la chapelle de Saint-Louis de l'Evêché.

(2) CABARET, *mss.*, t. II, p. 256. — *Etat du Diocèse.*

aux prières de la cathédrale et inscription de leur nom au martyrologe, pourvu que la somme donnée par eux montât au moins à 40 sous de monnaie forte.

La communauté des chapelains ne tarda pas sans doute à ressentir les effets de cette mesure, car on la voit dès lors agir comme corps propriétaire. Selon le Cartulaire de l'Eglise de Soissons, l'abbé de Chézy fit restituer en 1232 par le procureur Guillaume de Charly à Guy de Tartiers, chapelain de la cathédrale, des agneaux de l'année précédente qu'on lui avait retenus sur la dîme de Bussiares (1). En 1240, D. Jean de Vaurezis et Hugues de Morienval, chapelains du Sépulcre, obligèrent les deux frères et chevaliers, Gilbert et Pierre de Hautevesne à construire hors de leur pourpris une grange pour recevoir la dîme de ce lieu dont ils avaient la moitié (2), et en 1244, les chapelains et clercs du chœur achetèrent de Pierre *li Jais*, chevalier, un muid de blé sur sa part de la même dîme (3). Comme celui-ci se refusait aussi, faute de terrein, à construire hors de son pourpris une grange pour contenir toute la dîme de Hautevesne d'une année à l'autre, ainsi qu'il y était obligé, les deux chapelains du Sépulcre, après bien des altercations, finirent par accepter, en 1249, pour *grange dîmeresse* celle que *li Jais* avait dans son pourpris (4). En 1257, Milon, archidiacre de Brie, et Enguerrand, chanoine de Soissons, arrangèrent aussi un différend concernant les dîmes novales de Hautevesne entre Guillaume, *recteur* (curé) de ce village, et Hugues de Morienval et Jean de Mondésir, chapelains du Sépulcre (5). Enfin, selon une charte de Pierre *li Jais* de 1275, maître Anselme de Florigny, seigneur de Hautevesne, vendit à Hubert et à maître Regnauld de Damery, chapelains du Sépulcre, un grenier qu'il avait en ce lieu entre sa grange et le *monastère* (la prévôtée); et Jean d'Ardenne vendit aussi aux *chapelains perpétuels* de l'Eglise

(1) *Charte* de l'abbé de Chézy, où est nommé D. Jacques, curé de Saint-Crépin de Château-Thierry. (*Cartul.* de l'Eglise de Soissons.)

(2) *Charte* de R. bert de Vailly, official, *ibid.*

(3) *Charte* de Raoul, évêque, et de Robert, official de Sens, *ibid.*

(4) *Charte* de Me Albéric de Fontenoy, official. — *Cartul.* de l'Eglise de Soissons.

(5) *Charte* de Jean de Paris, official, *ibid.*, — et de Pierre *li Jais*, ibid.

de Soissons tous ses droits au terroir de Chelles (*de Kala*). Cette qualification de *perpétuels* indique assez que les titres de ces chapelains étaint inamovibles (1).

Après les chapelains venaient au dernier rang, dans le clergé de la cathédrale, les *pauvres clercs du chœur* qui furent également l'objet de la commisération des personnes pieuses et riches. Dès 1210, le chevalier Pierre de Vic sur Aisne leur assurait la 20e partie de la grosse dime d'Autrêches en blé, en vin, et une part égale à celle que l'église percevait sur les revenus d'Ade de Boloire à Autrêches, dont il leur vendit les deux tiers pour 30 liv. de forts et leur donna l'autre, du consentement de Michel de Vic, son frère, du chevalier Ives de Vauxbuin, de Pierre, chanoine de Roye, frère de Pierre de Vic, de Jean et Robert, ses parents. Pierre de Vic vendit encore à Jean de Faremoutier, pour les clercs du chœur, et d'accord avec Lora, sa sœur, des terrages dont le prix devait servir à la rédemption de Guillaume d'Armentières (*de Hermenteriis*), captif chez les Sarrazins. Guillaume ayant ensuite prétendu que les terrages de Saint-Sulpice n'avaient pas été compris dans ceux d'Armentières, ce fut, en 1217, avec Jean de Faremoutier, l'objet d'un litige apaisé par le doyen Guillaume et Raoul de Cramailles. Le sceau qu'Haymard de Provins fit attacher aux deux chartes de 1210 et 1217, concernant cet arrangement, représentait un évêque en habits pontificaux avec cette légende : *Sigillum Haymardi Suessionensis episcopi*, et le contre-sceau la figure d'un agneau ayant un nimbe autour de la tête et une croix d'or sur le dos en forme de bannière avec ces mots : *Secretum meum michi* (2). La comtesse Eléonore de Valois donna à la cathédrale une vigne, quelques autres biens et 30 liv. nérets pour acheter des revenus aux pauvres clercs (3); et, en 1222, Blanche de Champagne concéda au chapitre des rentes pour leur faire des distributions après les obsèques des morts; aussi fut-elle admise en participation aux prières qui se font pour les bienfaiteurs du chapitre et à l'office « qui se

(1) Bibl. nationale, fonds Saint-Germain latin, liasse 1163, n° 486.
(2) *Chartes* d'Haymard de Provins, *ibid.*
(3) *Chronic. Longip. ex Obit.*, 177.

célèbre jour et nuit à la cathédrale, » et son nom fut-il inscrit au martyrologe avec un obit à perpétuité (1).

Les chapelains et clercs du chœur de la cathédrale acquirent aussi des droits sur les revenus de la collégiale de Torote, dont la fondation fut approuvée en 1218 par Haymard de Provins. Cette paroisse était la seule de son diocèse située au-delà de l'Oise. La fondation de la collégiale était due à Jean de Torote, archidiacre et official de Soissons, lequel était issu de la noble lignée des seigneurs de Torote, châtelains de Noyon, de laquelle sortirent aussi, au XIII^e^ siècle, Raoul de Torote, évêque de Verdun, et son frère Robert de Torote, évêque de Laon, qui, selon la Chronique d'Albéric, assistèrent au supplice des Bulgares brûlés près de Vertus en 1231. Jean fut aidé dans cette fondation par Nivelon de Chérizy, prédécesseur d'Haymard, sous l'épiscopat duquel elle avait été commencée. Dès 1163, les dîmes de la paroisse de Torote avaient suscité de vifs débats entre Saint-Ived de Braine et Saint-Léger au Bois. Le pape Alexandre III, à qui l'on avait eu recours, nomma pour juges Henri, évêque de Senlis, et Pierre, abbé de Saint-Remy de Reims, qui adjugèrent la dîme à Saint-Ived. Quoique le pape eût approuvé leur sentence, les moines de Saint-Léger n'en recoururent pas moins de nouveau au saint-siége. Lucius III renvoya la cause à R....., abbé de Saint-Nicaise à R....., doyen de Reims, et à Guillaume, doyen de Soissons. Celui ci n'ayant pu se rendre à la réunion au jour indiqué, les deux autres commissaires entendirent les parties. Le prieur de Saint-Léger exhibant des lettres de l'abbé de Sauve-Majeur, dont son prieuré était membre, soutint que les dîmes lui appartenaient de droit. L'abbé de Braine invoqua l'*exception* de la chose jugée et exhiba les lettres des premiers juges et du pape Alexandre où il était dit : « que si les moines de Saint-Léger produisaient des lettres contre la sentence et la confirmation apostoliques, on les tînt pour de nulle valeur devant quelque tribunal que ce fût. Après avoir examiné « ces monuments si nombreux et si importants, » les juges s'en

(1) *Gall. christ.*, t. X, *Instrum.*, p. 131. — *Hist. du Valois*, t. II, p. 174.

tenant aux lettres apostoliques déboutèrent les moines de Saint-Léger de leur demande et donnèrent aux chanoines de Saint-Ived des lettres testimoniales. Ceux-ci furent moins heureux dans une autre question de dîmes qui eut lieu en 1213 avec l'église de Torote. Il s'agissait de celle d'un nouveau défrichement *(cujusdam intersepii)*. G., chapelain de la cathédrale, et J., chanoine de Notre-Dame des Vignes, pris pour arbitres, assignèrent à l'église la dîme des anciens défrichements (*antiquorum intersepiorum*) et les deux tiers de la dîme des nouveaux, tant sur les animaux que sur les fruits.

Ce fut à raison de ces dîmes que les habitants de Torote voulurent forcer en 1211 les religieux de Braine à contribuer aux frais de construction de leur église. Le pape, à qui ils avaient encore eu recours, renvoya l'affaire devant trois chanoines de Noyon et il fut convenu que « pour le bien de la paix et par horreur des procès » les religieux accorderaient une subvention aux habitants de Torote (*Torotensibus*) (1). Leur église fut reconstruite ou au moins restaurée en partie. C'est celle qu'on voit encore aujourd'hui au-dessous du village, sur le bord de la rivière d'Oise, vis-à-vis du château du Plessis-Brion. Elle offre à l'antiquaire un intéressant sujet d'études et conserve des traces de son titre de collégiale (2).

Le chapitre de Torote se composait de six prébendes à la nomination du doyen de Saint-Gervais de Soissons, hors une seule dont la nomination fut dévolue au chapelain de Saint-Pierre et Saint-Paul, sur la réclamation du chapelain Roger, alors titulaire de ce bénéfice et à qui Nivelon avait

(1) Ce nom latin est celui sous lequel sont également cités les hommes de la châtellenie de Torote lorsqu'ils marchèrent, en 1071, dans l'armée de Philippe Ier, au secours de la comtesse de Flandre. (*Rerum Franci. script.*, t. XI, p. 391.)

Pour ces différends, voir au Cartulaire de Braine les chartes de R., abbé de Saint-Nicaise; de R., doyen de Reims; de Th., chantre; de Th., écolâtre, et de Drogon de Cerseuil, chanoines de Noyon.

(2) L'église de Torote est un édifice roman plein d'intérêt. Néanmoins, le chœur et le clocher se rapprochent de la fin du XIIe siècle ou du commencement du XIIIe. Ce dernier paraît avoir été bâti contre l'ancien portail en plein cintre. On voit dans cette église des autels et des boiseries remarquables du temps de Louis XIII, mais on y admire surtout un charmant rétable en bois peint et doré, du XVe siècle, représentant en relief les mystères de la naissance et de la passion de Jésus-Christ.

accordé antérieurement des droits considérables sur les églises de Torote et de Saint-Crépin au Bois. Roger et ses successeurs devaient nommer à cette prébende un clerc du chœur et toucher 8 livres parisis de rente sur l'église de Torote, avec le droit d'interdire les chanoines de la collégiale s'ils ne payaient pas cette rente aux termes fixés. Dans la suite les prébendes furent réunies à la cure de Torote, dont l'évêque devint le collateur, et la chapelle, du titre de Saint-Jean l'Evangéliste, dont le chapitre de Torote avait la collation, au décanat de la cathédrale en 1769, à la charge de deux messes par semaine à Torote et d'une rente de 25 livres en faveur du maître d'école, tant pour servir ces messes que pour instruire gratuitement six enfants indigents du village.

Ce lieu fort médiocre fut l'objet de la charité des seigneurs du château et sans doute aussi du chapitre. Ils y fondèrent un hôpital qui fut réuni à celui de Compiègne, à condition de fournir six livres de pain par semaine à cinq pauvres désignés par le curé, sans compter qu'il restait encore dans les derniers temps d'autres redevances en grains pour les indigents et une rente de 50 livres pour doter chaque année une fille pauvre. Saint-Ived possédait à peu près toutes les dîmes de Torote; celles du petit canton de *Lessigny* seules se partageaient avant 1789 entre le prieuré de Saint-Thibauld de Bazoches et le curé qui se trouva réduit à la portion congrue tout successeur de l'ancien chapitre qu'il était (1).

IX. — Le chapitre de Saint-Gervais ne pouvait rebâtir la cathédrale sans s'occuper en même temps de donner une plus vaste extension à la *Maison de l'Aumône* qui en était l'annexe obligée. Du reste, il ne fit que suivre en cette voie le mouvement pieux qui, au XIII^e siècle, porta surtout aux fondations hospitalières comme il avait porté au XII^e aux fondations monastiques et dont il faut suivre d'abord la marche. Lorsque les anciennes basiliques furent dotées,

(1) *Cartul. Bran.* (*ubi supra*). — Dormay, t. II, pp. 142 et 290, *Etat du Diocèse.* — Rousseau, *mss.*, t. I, p. 153.

J., doyen de Torote, est nommé dans un acte de 1223, concernant les dîmes de Jonquières et de Canly (*Cartul. Bran.*) — Il y avait à Torote une chapelle de Saint-Lazare qui fut celle de la maladrerie du village.

une part de leurs revenus fut consacré au soulagement des pauvres immatriculés, c'est-à-dire inscrits sur les listes des nécessiteux qui étaient à leur charge. Ce fut la première origine des *aumôneries* annexées aux cathédrales, aux églises des paroisses considérables et sur ce modèle aux collégiales des châteaux. Les pèlerinages avaient amené la création de marchés et de foires en attirant dans ces lieux de dévotion une multitude de personnes à qui le commerce dut fournir d'abord les denrées nécessaires à la vie; l'obligation de pourvoir à l'éducation des jeunes enfants consacrés dans les cloîtres avait amené celle des écoles monastiques des abbayes, des prieurés et par suite des églises de villages; le précepte de l'aumône et des œuvres de miséricorde créa des hospices pour le soulagement de la pauvreté et de la misère. Ces derniers établissements exigeant plus de fonds étaient en moindre nombre que les premiers, mais l'extension que prirent les transactions commerciales en augmentant le nombre des voyageurs obligea cependant à les multiplier.

Les aumôneries des cathédrales et des paroisses administrées par les prêtres ou les diacres faisaient des distributions; celles élevées par les seigneurs près des collégiales de leurs châteaux, près des lieux de dévotion, et où de célèbres reliques avaient créé des pèlerinages, étaient au contraire des maisons de refuge où les pèlerins et voyageurs pauvres trouvaient un gîte pour la nuit et une aumône pour continuer leur route; les malades, les personnes âgées et infirmes un asile. On les reçut d'abord dans certains bâtiments des établissements religieux, mais ensuite on en bâtit de spéciaux ayant cette unique destination. Ceux-ci étaient souvent vastes, spacieux et modelés sur les édifices claustraux et avaient leur chapelle ou église. Des maîtres ou administrateurs, des infirmiers, le plus souvent des *frères* et des *sœurs* y étaient chargés du soin des malheureux et de l'administration des revenus.

Les aumôneries ou hospices des monastères étaient situés près de l'entrée principale de ces établissements, et jamais les pauvres passants et les malades ne frappaient en vain à la porte de l'abbaye où les moines leur donnaient l'hospitalité la plus généreuse. Chaque communauté avait un

religieux aumônier chargé spécialement de les recevoir. Dans les grandes abbayes cet office était même une dignité claustrale comme celles d'infirmier, de cellérier; il était souvent uni à celui de portier. L'aumônerie avait ses revenus particuliers. Les aumôneries des collégiales et des autres églises détruites en partie au XI^e^ siècle, reparurent aux XII^e^ et XIII^e^ avec le rétablissement de celles-ci sous le nom de *Maisons-Dieu*, d'*Osteleries*, d'*Hospices* et d'*Hôpitaux*. Ce furent ces lieux de refuge, dotés pendant ces deux siècles, qui donnèrent naissance à ces grands établissements hospitaliers que nous admirons aujourd'hui et qui attesteront à jamais la charité de nos ancêtres. Ceux de Soissons, de Compiègne, de la Ferté-Milon, de Verberie, de Béthisy, de Braine, d'Oulchy, de Pierrefonds, du Mont Notre-Dame, de Bazoches, de Morienval, d'Orouy, de Choisy et autres, dont plusieurs ont disparu, n'eurent point d'autre origine que celle qu'on vient d'indiquer. Longtemps ces hospices restèrent dans l'enceinte des monastères bénédictins ou des cloîtres des chanoines réguliers fondés en ces siècles, mais ils formèrent dans la suite des établissements distincts et séparés sur lesquels ceux-ci n'eurent plus que certains droits.

Il sera question de chacun de ces établissements hospitaliers en leur lieu, mais il importe de parler dès maintenant de celui de Soissons comme le plus important, et parce que sa transformation en *Hôtel-Dieu* proprement dit date de l'époque où l'on construisait la cathédrale. En effet, c'est vers 1210 que cette *Hostellerie*, qui faisait partie des bâtiments dépendants du cloître canonial, devint l'Hôtel-Dieu de Saint-Gervais et fut élevé à l'endroit même où on le voit aujourd'hui. La *Maison de l'Aumône* était de temps immémorial le lieu des charités du chapitre, où l'on faisait le *Mandat* et les distributions de pain aux pauvres, où on logeait les pèlerins, comme cela se pratiquait dans les monastères.

Depuis longtemps il ne mourait guère de chanoine qui ne laissât à cet hospice des meubles quelquefois précieux, de l'argent, des lits complets, du linge, des couvertures fourrées de peaux d'écureuil, de lapin, de marte, ou qui ne lui léguât de quoi faire traiter les malades, le jour de sa mort

ou de son anniversaire, recevoir ce jour-là tous les pauvres qui se présenteraient, ou faire un repas aux frères et aux sœurs qui s'y consacraient à l'œuvre des malades. Il est question de ces frères dans l'Ordinaire de Nivelon, où il est dit que les chanoines donnaient « aux frères de l'Aumône » *(fratribus eleemosinæ)* une somme de 4 livres et le tiers du vin qu'ils recevaient, le jour qu'ils allaient faire la station à l'église de Saint-Remy, pour être distribués aux pauvres réunis ce jour-là en leur réfectoire; et que, le Jeudi-Saint, tandis que l'on préparait dans le chapitre ce qu'il fallait pour la cérémonie du lavement des pieds, l'évêque, le prévôt, le doyen, le semainier, le sous-prévôt, « avec ceux qui dirigent la Maison de l'Aumône » *(cum illis qui Domui eleemosinæ provident)*, se ceignaient d'un linge pour procéder au lavement des autels (1).

Dès 1164, selon une charte de Nivelon, alors prévôt, et du doyen Guillaume, le monastère de Saint-Léger destina un demi-muid de vinage qu'il prélevait sur une vigne de l'archidiacre Jean et sur une autre sise près de Saint-Pierre à la Chaux, à l'acquittement de celle de 8 setiers de vin à Roche (Bucy le Long) et de 6 à Soissons dans la Petite-Rue *(in stricto viculo)*, qu'il devait à l'hospice de la cathédrale (*Xenodochio*) (2). De plus, l'an 1187, Guy de Branges affranchissait cet hospice d'un droit de vinage qu'il lui devait sur les vignes de Billy et lui permettait de tirer de ses carrières les pierres nécessaires pour bâtir la cense de Sainte-Geneviève qui lui appartenait déjà et qu'il ne faut pas confondre avec le prieuré de ce nom que le monastère de Saint-Crépin le Grand possédait au même lieu (3).

Mais c'est à partir du XIII[e] siècle que presque tous les évêques et chanoines se souvinrent de l'hospice Saint-Gervais dans leurs dispositions testamentaires, qu'il fut l'objet de la générosité charitable des seigneurs du Soissonnais et des bourgeois de la ville et des environs et que l'on put songer à en élever les bâtiments. On remarque

(1) *Mandatum seu Ordinarium*, p. 73.

(2) *Cartul. de Saint-Léger*, f° 21, v°.

(3) CABARET, *mss.*, t. I, p. 348, *ex* charte de Guy de Branges.

que depuis les premières années de ce siècle, il porte toujours, au lieu de la dénomination de *Maison de l'Aumône*, celle d'*Hostellerie* ou *Hôtel-Dieu Saint-Gervais*, d'où l'on peut présumer que l'antique *Aumônerie* était changée dès lors en hospice proprement dit. La première bulle connue en faveur de celui-ci est d'Honorius III, créé pape en 1216. On acquit pour l'agrandir, en 1223, plusieurs maisons, notamment celles de Jean de Septmonts et de Béatrix, sa sœur, dont on fit la chapelle; celle de Wautier ou Gauthier *le-Riche*, en 1226, laquelle fut amortie par Milon de Bazoches. D'après une bulle d'Innocent IV, l'évêque Guy de Château-Porcien, pour augmenter le logement des pauvres ou des frères qui le desservaient, fit élever des bâtiments sur l'emplacement de la maison de *l'Ouche*, donnée par Gauthier *le Cirier*, bourgeois de Soissons, regardé à tort comme fondateur, tandis qu'il ne fut réellement que bienfaiteur, et en bénit le cimetière vers l'an 1247. Ce cimetière était situé auprès de la Porte-Neuve. En cette même année, le prélat déclarait la maison de l'*Ouche* grevée d'une rente d'un muid de méteil envers Saint-Pierre au Parvis. En 1239, un nommé Durand, boucher sur le pont de Soissons, vendit pour 100 livres et donna en partie la maison qu'il avait près de l'Hôtel-Dieu pour son agrandissement, auquel contribua beaucoup Baudoin de Hesdin, doyen de Saint-Gervais, ainsi que le roi Louis VIII qui donna, en 1225, pour la fondation de la maison, 60 liv. parisis. C'est à cette époque que doit remonter le corps de bâtiment renfermant une salle des malades soutenue par des arcades ogivales. Barthélemy de Villers, chanoine et chantre de Saint-Gervais, y fonda des services annuels pour lui et ses père et mère, après lesquels l'argentier du chapitre délivrerait 10 s. aux pauvres. Gauthier *le Cirier* et sa femme Marie fondèrent aussi, en 1243, une chapellenie de Sainte-Magdeleine, et le chevalier Guillaume de Monthiers, en avait déjà fondé une autre en 1204, dont il laissa au chapitre le droit de nomination.

Les premiers actes du XIII^e siècle concernant l'Hôtel-Dieu de Soissons sont de 1203; ils émanent de Guy, archidiacre et official, et sont rendus au nom de l'évêque Nive-

(1) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, par MATHON, p. 32 et suiv.

lon, alors à la croisade. Ils regardent la ferme de Sainte-Geneviève et le domaine de Monthiers, et sont suivis d'une foule de pièces où sont relatés les achats et les donations qui vinrent successivement les arrondir. On y voit figurer toute la noblesse féodale du pays. Donc, en 1203, l'Hôtel-Dieu acquiert pour la ferme de Sainte-Geneviève, bâtie à la fin du XIIe siècle, d'Eudes de Septmonts, et du consentement des chevaliers Gérard et Nivelon de Billy, ses suzerains, sous la caution de Gervais de Septmonts, 4 esseins de terre à la *Croix de Bois :* en 1206, reçoit d'Emmeline, veuve de Hugues de Louâtre et de Drogon, clerc, son fils, 5 autres esseins au Mont-Sainte-Geneviève « pour la rémission de leurs péchés ; » en 1215, acquiert en présence de l'évêque Haymard, de Gérard, chevalier d'Ecuiry, et de Gertrude sa femme, 8 esseins de terre à Belleu, dont fut sur-le-champ investi Thomas, *maître* de l'Hôtel-Dieu; en 1219, d'Ebale, chevalier d'Ecuiry, pour 39 liv. nér., une terre sous le bois de Billy, du consentement de ses frères Jean et Guy, d'Agnès leur sœur, de Pierre de Septmonts son cousin, sous la garantie de Guibert de Kaniac, de Jean de Bucy, de Nivelon de Billy, tous chevaliers, et de Wermond de Septmonts, frère de Pierre ; en 1221, de Gobert de Launoy (*de Alneto*), ses droits de terrage sur un champ de l'hospice, avec ratification de sa femme Helvide, de Gaucher son frère et de Renier de Cramailles, son suzerain ; pour 120 livres, du chevalier Gervais de Ronchères, le pré Goillan, près de Coupaville, avec ratification des chevaliers Thomas et Pierre ses frères, des deux chevaliers du *Castel* frères et du chevalier Robert de Vaux ; en 1222, de Henri de Billy, de sa femme Lucie et de leurs enfants Roger, Pierre et Jean, 6 esseins de terre à Sainte-Geneviève, près des terres de Saint-Crépin le Grand. En 1238, il reçoit en aumône d'Agnès, fille de Dupuis, citoyen de Soissons, 13 esseins de terre au même lieu, deux maisons en la rue *Arse* ou Brûlée (*in vico combusto*), à Soissons, deux vignes à *Val-Raoul* (Vaux-rot) et au *Colombier ;* des religieux d'Ourcamp, en la personne des frères et procureurs, des vignes à Belleu et à la Tournelle (*ad Torniculam*), en la censive de Robert, chapelain de Saint-Nicolas, à la cathédrale ; de Martin Lévêque de Belleu, et de Marie sa femme,

3 pichets de terre à Sainte-Geneviève. En 1241, il achète de Sibille Dupuis, veuve de Gillon *le Diable,* du bourg Saint-Crépin, 2 arpents de terre à Coupaville pour 30 livres parisis données par Enguerrand de Mairy, chanoine de Saint-Gervais, avec l'agrément de Hugues, curé de Saint-Martin de Béthisy, son frère; de Gérard *le Diable* et de Renaud de Bætan (*Boeton* ou Bauton), citoyens de Soissons; en 1244, de l'abbé de Notre-Dame de Grâce, pour 24 livres, 8 esseins de terre au Mont Sainte-Geneviève, avec remise de 4 livres aux pauvres infirmes de la maison. L'établissement s'assura en 1247 la possession de ses prés de Coupaville et de Pasly que lui disputaient les héritiers de Hélon de Villers, sous prétexte qu'ils étaient dans leur censive, moyennant une compensation de 8 livres envers Milon, l'un d'eux, et 20 sous qu'on donna à sa femme pour acheter un joyau *(pro uno jucello emendo),* d'après l'arbitrage de Hoyau, écolâtre, et du chevalier Gilles de Matz. On fit taire par le même moyen les prétentions de Guyard de *Roseel* (Rozet), écuyer, frère de Jean, chevalier de Rozet, vicomte d'Oulchy, sur des terres sises en la censive du Mont Sainte-Geneviève. Déjà, en 1218, lorsque l'Hôtel-Dieu, à cause de l'agrandissement du domaine, avait fait faire des murailles, une porte neuve et une maison en la censive de Simon, vicomte d'Oulchy, il avait fallu entrer en arrangement avec celui-ci, parce que ces constructions avaient privé ses hôtes de l'accès à une fontaine.

Les achats et donations continuèrent au Mont Sainte-Geneviève dans la seconde moitié du XIII[e] siècle. En 1250, c'est Gilles de Septmonts, écuyer, et Emmeline, sa femme, qui vendent à l'Hôtel-Dieu des terres près de celles de Thierry, chevalier de Billy, avec garantie de Guillaume de l'Echelle, de Guillaume Maupetit de Noyant, de Wermond, père d'Emmeline, et de Guy de Rozet, tous écuyers. En 1252, c'est Gérard Estancelin de Billy et Aveline, sa femme, qui lui vendent une autre terre sous la garantie de Huard doyen et de Wermond *au bâton,* de Saint-Crépin, maire de Guy de Rozet. En 1253, c'est le chevalier Raoul de Soissons, vicomte de Cœuvres, et son frère Jean, comte de Soissons et de Chartres, sire d'Amboise, qui amortissent comme suzerains les terres, vignes, carrières

acquises « entour Sainte-Geneviève » dans la censive du chevalier Pierre de *Vraigne* (Vregny), de Jean de Courbetin et de Guy de Rozet. Viennent ensuite d'autres donations de terres et vignes au même lieu, par Renard, fils de Martin, chevalier de Belleu, pour l'usage des infirmes « qui reposent » à l'Hôtel-Dieu, en 1261 ; par Robert Anglos, dans la censive de Guy de Rozet, devenu chevalier, et par différentes personnes en reconnaissance des bienfaits qu'elles avaient reçus de la maison, dans la censive de Bourguignon de Mercin, écuyer, entre les fourches patibulaires de Saint-Crépin, de 1269 à 1305; par Nivelon de Belleu, notamment *aux Maladiaux* et près des mêmes fourches, en 1390. Les acquisitions de l'Hôtel-Dieu à Sainte-Geneviève paraissent se terminer pour les temps anciens à 1469 par l'achat d'un fief entre Billy et Belleu, qu'il acquit pour 68 écus sol d'or, de Hugues de Muyrancourt, dit l'*Envieux,* écuyer, et de Marguerite de Cuise, sa femme, fille de Ferry, chevalier de Cuise. De ce fief dépendait une masure dite autrefois *Grange aux terrages*, où les religieux de Saint-Crépin avaient élevé une retraite qu'ils nommaient *le Hangar*, près de la chapelle du prieuré. Il fut prouvé par une déclaration faite à la requête de Guye de Vatine, *procuresse* de l'Hôtel-Dieu, par des habitants de Billy et de Soissons que la place en devait appartenir à l'établissement, dont les jardins touchaient à la cour même du prieuré. En 1496, la ferme de Sainte-Geneviève, comprenant 18 muids de terre, rapportait à l'Hôtel-Dieu 9 muids de grains de fermage, 1 essein de pois, 2 porcs, sans compter les charrois du vin ou des vendanges, le lierre pour semer à la procession des Matines, à la Cathédrale, « devant le corps de Notre-Seigneur, » depuis le Sépulcre jusqu'au grand autel, le jour des *Paques communiaulx* (1).

Un des plus ardents bienfaiteurs de l'Hôtel-Dieu au XIIIe siècle fut sans contredit Raoul de Cramaille, chantre de Saint-Gervais. Ce vénérable chanoine lui acheta en 1226 du chevalier Pierre de Ronchères et d'Aélide, sa femme, un pré à Pasly pour 40 livres nérets, avec obligation pour eux d'acquérir les droits qu'y avait Robert, chevalier de *Noveroi*

(1) Archives, *ubi supra*, p. 33.

(Nauroy), parti pour la guerre des Albigeois, et la garantie de Barthélemy d'Ancienville, de Jean et Adam de Villers. Il y eut en 1320 entre l'Hôtel-Dieu et Jean de Retonviller, écuyer, un arrangement pour l'irrigation de leurs prés respectifs en ce lieu où le premier avait acquis en outre d'autres revenus (1). Mais ce fut surtout au village de Monthiers, non loin de Neuilly Saint-Front, dans l'Orceois, que Raoul de Cramaille s'efforça de créer à l'Hôtel-Dieu un véritable domaine. Il commença par y acheter des dîmes « pour les pauvres » de cette maison ; mais le chevalier Guillaume de Monthiers *(de Monasteriolo)* ayant soulevé des difficultés au sujet des novales des défrichements opérés par lui et son père, on dut, pour les faire cesser, recourir au pape, qui nomma pour arbitres Adam, doyen de Saint-Pierre au Parvis; Renaud, doyen de Saint-Vaast; et Etienne, doyen de Notre-Dame des Vignes, lesquels convinrent que Guillaume les abandonnerait pour une somme de 80 livres qu'il recevrait « de la charité » de l'Hôttel-Dieu. Guy, doyen et archidiacre de Soissons, représentant de l'évêque Nivelon, parti pour la croisade, approuva cet arrangement en décembre 1203, ainsi qu'Aëlide de Sablonnières et ses enfants Etienne et Marie, en 1208. Les mêmes juges apostoliques en arrêtèrent un autre par lequel le couvent du Charme servirait à l'Hôtel-Dieu une rente de 4 esseins de blé pour ses dîmes de Monthiers. A partir de ce moment, Raoul racheta par fractions les autres dîmes et novales de ce village : d'abord d'Eudes de Cuvergnon et de Marie, sa femme, en 1217; ensuite d'Eudes de Monthiers, chevalier, en 1224; de Matthieu de Monthiers, chevalier; de Robert Cosset et de sa femme Emmeline, en 1226; de Robert, chevalier d'Aconin, avec garantie de Matthieu de Monthiers, son suzerain, et devant Erard, archidiacre de Tardenois; de Henri de Monthiers, chevalier, avec l'approbation d'Odon ou Eudes de Monthiers, frère de ce dernier; du même Henri, avec le consentement de Gilles, chevalier de Belleu, son suzerain, en 1231 et 1232. A chacun de ces achats, les évêques Haymard de Provins et Jacques de

(1) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, par MATHON, pp. 25 et 26. — Chartes de G., official, et de Jacques de Bazoches, 1226 et 1232.

Bazoches avaient laissé à Raoul la faculté d'en disposer en faveur de Saint-Gervais ou de l'Hôtel-Dieu.

Ces affaires amenèrent en 1233 le dédoublement de la cure de Monthiers, où un seul prêtre n'était pas suffisant, à cause du grand nombre de paroissiens disséminés à de longues distances de l'église et l'impossibilité où l'on était d'y en entretenir deux « pour le service de Dieu et le repos des âmes. » On établit donc, du consentement de Jacques de Bazoches, une cure à Belleau *(de Baliolo)*, avec Lucy le Bocage, Torcy et Givry pour dépendances, et dont le nouveau curé percevrait les dîmes (1). On assigna au curé de Monthiers une rente fixe de 4 muids et 8 setiers de blé, 2 muids et 1 setier d'avoine, 3 setiers de pois, 300 gerbes de paille de blé sur la grange dîmeresse de Monthiers. En cette même année, Elisabeth de Sommelans vendit encore pour 100 livres ses dîmes de Monthiers, avec l'assentiment de Jacques, son frère, de Mathieu de Monthiers et de Gilles de Belleau. On voit en 1251 un chevalier de Sommelans, Raoul, nommé arbitre par Nivelon II, évêque élu de Soissons, avec l'archidiacre de Brie et un autre Raoul, chapelain de Saint-Jacques, à la cathédrale, pour régler des droits de cens et de ventes entre l'Hôtel-Dieu et Jean de Marcy, écuyer (2). Dans les siècles suivants, les dîmes de Monthiers donnèrent lieu à des difficultés de la part des curés de ce village. Ainsi, en 1237 et 1238, après un procès renvoyé par le pape devant le doyen de Meaux, le curé et l'Hôtel-Dieu prirent pour arbitres le sous-chantre de Soissons, Gilles, Godefroy, ancien official, et Pierre de la Burie (ou de Bruyères, *de Buera)*, qui obligèrent le premier à se contenter de ce qui lui avait été assigné en 1233 par le chantre Thomas et l'official Gérins. Un autre curé, Pierre Chiennet, fut condamné par l'officialité à rendre les dîmes novales qu'il avait perçues indûment et à se contenter aussi de sa rente; ensuite on lui loua, moyennant redevances, les trécens et les dîmes entières. En 1386, il fallut au contraire donner à Anscher, curé de Monthiers et cha-

(1) Selon un accord de 1301, relaté par Guillaume, doyen de Saint-Gervais, le curé de Belleau jouirait du quart d'un verger de l'Hôtel-Dieu pour une redevance de 3 *quarterons* de blé (*Ibid.*, p. 17).

(2) *Archives*, p. 21 et suiv.

pelain perpétuel de la cathédrale, 22 muids de grains d'arrérages qu'on lui devait de 1384 à 1386, à 7 muids par an. Pour éviter d'autres ennuis, on loua en 1505, pour 4 sous parisis de rente, les deux parts des oblations de Monthiers qui revenaient à l'Hôtel-Dieu, et encore fallut-il en 1510 faire maintenir par la prévôté de Château-Thierry les droits de la maison à Monthiers contre un autre curé nommé Jean de Châtillon (1). Outre sa prestation, le curé de Monthiers, présenté par le chapitre, conserva toujours une rente de 30 pichets de grains sur les dîmes du Charme à Courchamps, son annexe, sans compter des vignes et des terres, exemptes de toute charge (2).

Indépendamment des revenus et biens de Monthiers, l'Hôtel-Dieu en acquit d'autres dans les environs, de Gille, de Torcy, à Belleau en 1231 ; à Clignon, hameau qui a donné son nom au ruisseau sur lequel il est situé ; de Bernard, curé de Priez et autres en 1280 et 1295, consistant en maisons, jardins, droits d'hostises en l'*atre* (*atrium*) ou cimetière de ce village ; de Roger, curé de Chivres et doyen de la chrétienté, qui lui légua, en 1264, ses biens à Givry et à Estrepilly, lesquels furent amortis par Thibauld, roi de Navarre ; d'Oudard de Givry, père de Roger, en 1271, en reconnaissance d'un prêt d'argent et de la réception de son fils parmi les frères de la maison ; de Lambert de Givry, dit *Loliers*, et de sa femme Eremburge, en 1277, au terroir du seigneur de Barres.

Dans la Brie, à Nanteuil sur Marne près de Charly, l'Hôtel-Dieu ne fut pas moins bien doté. Simple succursale de Drachy ou Drechy, ce village ayant pris de l'importance se vit attribuer le titre de la cure de laquelle dépendirent également les hameaux et fiefs de Porteron et Porrigot, et de Pisseloup ; puis on finit par abandonner l'église de Drachy, dédiée à Saint-Aignan. L'évêque de Fitz-James, dans sa visite de 1745 réunit même par ordonnance Pisseloup à Pavant, Drachy et Porteron à Charly. L'Hôtel-Dieu avait alors la seigneurie à Drachy et Pisseloup et partageait les dîmes avec le curé. Il avait au XIII[e] siècle, à Pisseloup, une

(1) *Ubi supra*,
(2) *Ubi supra*, p. 14. — Etat du diocèse.

ferme dite la *Grange-Rouge*, exploitée par des convers et serviteurs et ayant une pêcherie. En 1238, le seigneur Guillaume de Pavant et cette maison, selon un arbitrage de Gauthier, doyen de Montfaucon, de Simon de Thiégicourt et de Gauthier, doyen de Chézy, avaient aussi le droit de pêche dans les fossés de leurs censives. De plus, l'établissement acquit en 1250, du chevalier Guillaume Dubois et d'Agnès sa femme, à Drachy, où il avait une grange dîmeresse, des rentes et terrages, ainsi qu'à Porteron et Nanteuil, et leur part du bois de Frenoy, avec l'agrément de Guyot, frère du chevalier; en 1251, de Geoffroy le Comte et d'Ameline, sa femme, des terres de la mouvance du chevalier Robert de Cacherel et d'Helvide sa femme, du consentement de Thomas leur fils, clerc, de Geoffroy de Chailly, écuyer, de Henri du Pont de Drachy, etc.; en 1261, de Robert de Chailly, une saussaie à Pisseloup, derrière le jardin de la maison; en 1269, de Girard, curé de Matz, de terres à la Varenne, près Drachy; de Huard de Chailly, père du chevalier Godefroy de Chailly, et de Marguerite sa femme, un bois de *Fraoy* au-dessus de Courcelles, sans compter des droits sur le moulin Cochon à Pisseloup, des biens dans ses censives et celles de Pavant, de Saint-Jean des Vignes et de Saint-Médard, données par diverses personnes de 1211 à 1277; des terres, prés, vinages, terrages, dîmes novales à Drachy, Pavant, Citry, Saulchery, Romeny, la plupart achetés par les frères de la maison et amortis par le roi Philippe le Bel en 1295, et enfin les deux tiers des offrandes et des dîmes de Drachy (1).

Trois autres villages de la Champagne et du Tardenois, Aiguisy, Passy-Grigny ou Passy Sainte-Gemme, situés sur la petite rivière de Sémoigne qui se jette dans la Marne, entre Châtillon et Dormans, fournirent aussi des rentes à l'Hôtel-Dieu Saint-Gervais. Il y acquit même une cure, celle d'Aiguisy, que Gervais, archidiacre de Soissons, résigna en 1210 entre les mains d'Haymard de Provins en sa faveur, et un an après, le chevalier Adam Racker remit aussi une partie de la dîme du village au prélat qui la transféra au prêtre André, desservant de la cure, et de qui elle passa à l'Hôtel-Dieu

(1) *Ubi supra*, p. 14. — Etat du diocèse.

avec un hôte nommé Martin et son hostise. Toutefois, de graves dissentiments s'étant élevés entre l'archidiacre Jean de la Tournelle et le chapitre sur cette cure, Jean l'abandonna au chanoine Nivelon, moyennant une compensation envers l'Hôtel-Dieu. Gilbert, chevalier d'Aiguisy et Esmengarde sa femme ayant aussi donné, en 1239, 3 muids de blé de rente sur leur dîme de Forsy, hameau voisin, avec le consentement de leur fils Gaucher, à Maurice, curé d'Aiguisy, celui-ci abandonna la rente aux curés ses successeurs et à ceux de Vezilly et de Coulonges par des anniversaires ; mais elle paraît avoir été attribuée au chapitre en 1243, moyennant un service annuel auquel les chanoines assisteraient et recevraient de l'argent, la *jouise* d'un pain et d'une quarte de vin (*quarte vini*). Le maître, les frères et sœurs virent terminer en 1306 pour Nicolas de Sainte-Solenge, chanoine, et Gilles de Corrobert, un procès sur un pré au Plessier et une terre à Aiguisy que leur disputait Guillaume *la Brebis*, écuyer, et firent d'autres acquisitions en ce lieu, à Forsy et Berthenay, dont l'Hôtel-Dieu avait les dîmes. Aussi, en qualité de décimateur d'Aiguisy, la maison devait contribuer à fournir l'église de vases, ornements, linges et livres nécessaires au culte et pourvoir à ses réparations. Il partageait, au XVIII[e] siècle, les dîmes d'Aiguisy, Berthenay et Forsy, avec l'abbé d'Orbais, le seigneur du lieu, les religieuses de Longuau de Reims, et le curé qui était présenté par le chapitre. A Passy-Grigny il dîmait aussi avec le chapitre, le curé et le prieur de Sainte-Gemme. C'est en 1224 que Raoul de Cramaille, au nom de l'église de Soissons, avait acheté une partie de ces dîmes du chevalier Guy de Dormans pour l'Hôtel-Dieu ou pour la cathédrale à sa volonté, avec la garantie de Milon de Troissy, chevalier. L'Hôtel-Dieu en acheta encore d'autres dont le curé Arnauld réclama sa part en 1496. Par un accord assez singulier arrêté en l'an 1237, en présence de Hubert de Cerseuil, sergent de l'abbé de Hautvillers, d'Erard de Verneuil, sergent du comte de Champagne, sous la caution de Raoul de Coudun, archidiacre de Brie, et de Pierre de Charleville, prieur de la Chapelle de Hurlay, Enguerrand de Grigny abandonna, d'accord avec Jean son frère, à l'Hôtel-Dieu, le tiers des maisons du village et une partie de

ses biens, à condition que celui-ci répondrait de ses dettes jusqu'à concurrence de 36 liv. prov., et qu'il pourrait circuler sans empêchement de la part du comte, de ses baillis et de ceux de l'abbé qui, sans doute, le tenaient sous le coup d'une saisie (1). Enfin l'Hôtel-Dieu possédait, au XIII[e] siècle, une ferme à Champvoicy avec des droits de justice sur lesquels Raoul, prieur de Sainte-Gemme, approuva un accord en 1300, des hostises, des masures, des jardins, des censives ainsi qu'à Sainte-Gemme et à la chapelle Hurlay, dépendance de l'abbaye de Rebais, dont le prieur transigea vers cette époque avec l'établissement ; un pressoir et le quart d'une grange à Passy Sous Sainte-Gemme, une rente sur le moulin de Champvoicy, achetée en 1254, d'Oudet de Châtillon et de sa femme Aélide. Il conserva sa portion de seigneurie et de dîmes en ce lieu jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle.

Telles furent les acquisitions et donations faites au XIII[e] siècle, et qui constituèrent les véritables domaines de l'Hôtel-Dieu. Ainsi qu'on a pu le voir, il était gouverné par un maître, des frères et des sœurs, et ce régime subsista jusqu'au XV[e] siècle. Chose assez étrange, ces frères et sœurs, qui s'occupaient du soin matériel des malades et de l'administration du temporel, n'eurent, dès l'origine de l'établissement, qu'un même réfectoire et un dortoir communs aux deux sexes, les lits des hommes n'étant séparés de ceux des femmes que par un simple rideau. Il est vrai que cette vie de communauté, joint à un service actif et public, était un véritable préservatif contre tout désordre. En effet, si une délibération du chapitre, qui avait la haute surveillance de la maison et eut plus tard celle de son personnel, vint mettre un terme à cet état de choses, en prononçant l'expulsion des frères, cette mesure fut justifiée, non par des désordres de mœurs, mais par une accusation portée contre ceux-ci de se régaler aux dépens de la maison. C'est de 1226 que datent les premiers statuts qui leur furent donnés. Quant au service spirituel des malades, il était exercé sous l'autorité du chapitre par des chapelains de la

(1) Archives, *ubi supra*.

cathédrale, dont les bénéfices ou chapellenies étaient alors d'un revenu assez considérable.

Après les hôpitaux, les maladreries, comme établissements hospitaliers, méritent d'attirer notre attention. La lèpre était en Europe bien antérieure aux croisades, mais on ne peut nier que les pèlerinages d'outre-mer ne lui aient donné un grand développement; c'est en effet à cette époque qu'elle amena la création d'une autre sorte de *Maisons-Dieu*, en multipliant le nombre des *ladres* ou lépreux. Ces malheureux avaient d'abord été reçus dans les hôpitaux, mais bientôt ils en furent expulsés par la crainte de la contagion, et on les mit dans des lieux isolés qu'on établit dans les plaines, en dehors des châteaux, des bourgs et des villages, et des faubourgs des villes, sous le nom de *léprosies, ladreries,* ou *maladreries*. Il y avait dans l'enclos de ces hospices, qui ne formaient pas un corps d'édifices réguliers, mais qui se composaient d'un amas de cellules séparées les unes des autres, une chapelle dédiée à Sainte-Magdelaine, à Saint-Lazare, ou Saint-Ladre. On redoutait les lépreux comme les pestiférés et c'est de leur triste maladie qu'est venu le nom de *lazaret* donné aux loges où ces derniers se retiraient dans la campagne au temps de la contagion.

La plupart des maladreries qui ne se soutinrent d'abord que par des aumônes volontaires ou par des taxes fixées par des ordonnances royales, furent dotées dans la suite, et plusieurs même eurent de bons revenus au point qu'elles devinrent comme de véritables domaines ayant dans leurs dépendances des métairies, des terres, des dimes, des rentes en grains et en argent. Quelques-unes avaient des aumônes de fondation sur des maisons royales. Ainsi, lorsque la cour séjournait à Béthisy, Verberie, Crépy, ou dans d'autres châteaux voisins de maladreries, la paille, le pain, les viandes et denrées qui restaient après son départ leur appartenaient. De plus, les lépreux étaient exempts des corvées, voiturages et autres contributions, et leurs biens revenaient à la maladrerie où ils décédaient. Seulement, dans certains lieux, l'archidiacre pouvait s'en emparer, surtout du mobilier. Chaque maladrerie était gouvernée par un *maître* et des *frères* auxquels succédèrent

des administrateurs lorsque leur dotation fut augmentée.

Tels étaient les asiles où l'on confinait les malheureux lépreux et le sort déplorable qui leur était réservé par suite de la triste maladie qui les dévorait. Il y avait deux sortes de lèpres, la *cutanée*, qui n'était pas sans remède, et *l'éléphantide*. Celle-ci, que les croisés avaient rapportée d'Orient, était un mal affreux, et malheur à ceux qui en étaient atteints. « Les pieds, dit Falcon, ainsi que les mains, enflent à tels gens; la peau de leur corps s'en va par écailles, les cheveux et la barbe tombent de leur tête, leur bouche s'empuentit; leurs dents branlent; toutes les parties de leur corps ne sont qu'un ulcère qui engendre des pustules grosses comme des chataignes d'où flue continuellement un pus infect. De plus, cette peste les porte aux excès des passions les plus brutales et leur donne la fureur de se mêler aux sains, d'où est venu le proverbe : « Ladres et larrons veulent tout le monde pour compagnons.»

L'épouvante qu'inspirait ce mal hideux obligea de faire des règlements sévères contre ceux qui en étaient attaqués, et on les exécuta d'abord avec une rigueur extrême. Dès que quelqu'un était soupçonné d'en être atteint, les médecins le visitaient, et si l'état du malade donnait des craintes sérieuses ou que le mal eût résisté aux premiers remèdes, on lui interdisait tout commerce avec le reste des humains; on lui jetait sur les épaules une casaque ou robe caractéristique; on lui donnait des cliquettes qu'on le forçait de sonner à l'approche des voyageurs pour les avertir de s'éloigner; et du reste on fuyait les lépreux comme des spectres ambulants, comme des cadavres corrompus qui exhalaient des vapeurs pestilentielles. « Quant aucuns devient mesiaus, dit Beaumanoir en 1283, par quoi il convient qu'il laisse compagnie des gens sains; il n'a puis droit en nule propriété d'éritage, ne qui fust siens ne qui li peust venir de son lignage... car sitost comme i est pris de cele maladie, est mort quant au siècle. » Il y avait au XIV[e] siècle, et jusqu'au XV[e] à Laon, à Soissons et Noyon, une sorte de commission ou jury médical chargée « de mestre à l'épreuve ceux qui étaient *battus du mal de saint Ladre* (1). »

(1) *Bulletin de la Société académique de Laon*, t. VI, p. 64.

Cependant il fallait procéder à la séquestration du malheureux. On commençait par lui bâtir une cellule dans la maladrerie et lui former une espèce de pacotille d'objets propres à son usage. La cérémonie religieuse qui présidait à son exclusion avait quelque chose de sombre et d'effrayant. Celle qui se pratiquait dans le diocèse de Soissons était lugubre et déplorable comme la mort, et indique quel degré d'épouvante inspirait la crainte de la contagion. Le curé, revêtu d'ornements noirs et suivi de son clergé, se rendait, comme pour les funérailles, à la maison du ladre, qui l'attendait à la porte, couvert d'un drap lugubre ou d'un poêle noir. Après les exorcismes, il lui jetait de l'eau bénite sur la tête, faisait le signe de la croix; ensuite il lui déclarait, qu'étant désormais mort au monde et retranché de la société, Dieu et l'Eglise lui défendaient, sous les peines de l'enfer, tout commerce avec les hommes sains, et il l'exhortait à se considérer comme un cadavre au tombeau auquel Dieu voulait bien conserver encore un souffle de vie pour lui donner le temps d'expier ses fautes par ses souffrances. On le conduisait ensuite processionnellement à l'église où il entendait sous le porche et au mlieu d'une chapelle ardente une messe des morts. La messe achevée, ainsi que les encensements et l'aspersion de l'eau bénite, on le conduisait à la léproserie où on l'enfermait dans sa loge, après lui avoir réitéré la défense de sortir, de quitter jamais l'habit de ladre, lui avoir recommandé d'être toujours nus pieds, de ne boire, ni manger dans d'autres vases ou écuelles que les siens, de ne toucher qu'à ce qui lui appartenait, de ne rien donner aux enfants et lui avoir fait d'autres prohibitions semblables. Peut-être que les hauts personnages qui pouvaient se séquestrer eux-mêmes dans leurs domaines n'étaient pas soumis à ces rigoureuses prescriptions, témoin Renaud le Lépreux et Raoul, comtes de Soissons, qu'on obligea seulement à se renfermer dans leurs châteaux, mais ils n'en étaient pas moins un objet d'horreur pour tous ceux qui les approchaient (1).

Ce funèbre cérémonial fut modifié dans la suite par les

(1) Cabaret, t. I, p. 527. — H. Martin, t. II, p. 240. — Dormay, t. II, p. 188. — Carlier, t. II, p. 280. — *Rituel de Nivelon.*

évêques. En 1414, les vicaires de la cour de Reims rendirent, au nom de l'archevêque, Renaud Dubellay, une ordonnance qui supprimait la messe de *Requiem* et ce qui ressemblait aux funérailles. On laissait aux lépreux la faculté de ne pas venir à la messe, qui était celle du dimanche ou de *Spiritu sancto*, avec l'oraison *Pro infirmis*. Il était recommandé au prêtre de lui tenir des discours pieux et consolateurs. Que s'il veut venir à la messe, celui-ci, revêtu d'un surplis et d'une étole, ira avec l'eau bénite le prendre à sa maison. Il la quittera revêtu d'une tunique ou *clamyde* de lépreux et suivra la procession. Ayant été aspergé d'eau bénite au sortir de la maison et à l'entrée de l'église, il assistera à la messe en un coin du chœur séparé de l'assistance, mais sans chapelle ardente « parce que le corps n'est pas mort » et sans qu'on chante pour lui les recommandaces et le *Libera*. S'il désire se confesser, le prêtre l'entendra de loin et pour cette fois seulement *(pro hac vice)* (1).

Les prohibitions que le prêtre devait faire au lépreux à l'entrée de la maladrerie étaient encore bien sévères. Il lui défendait d'entrer « en l'église ou en moutier, en foire, en moulin ou en marchié, ne en compagnie de gens; » d'aller hors de sa maison sans son « habit de ladre et sa tartarelle » afin qu'il fut reconnu (2), ni à pieds *déchaux;* de se laver « en rivage ne en fontaine, » ni d'y boire, mais d'y puiser seulement en son écuelle ou baril; de toucher à ce qu'il pourrait marchander ou acheter avant d'avoir conclu; d'entrer « en taverne, » mais de faire entonner le vin dans son baril; d'habiter avec une autre femme que la sienne; de parler avec qui que ce soit par les chemins sans se mettre « au-dessous du vent; » d'aller « par étroites ruelles » de peur de communiquer son mal à ceux qu'il rencontrerait; de ne toucher point « au puit ou à la corde » sans ses gants; de ne pas toucher « à enfans » ni leur rien donner; de ne boire ni manger avec personne « si non avec méseaulx. »

(1) Carlier, t. III, *Pièces justif.*, p. 106.

(2) Gaucher de Nantheuil donna au monastère d'Igny 30 liv. de rentes qui devaient être employées à acheter des pelisses aux religieuses de Longueau et des tuniques à l'usage des lépreux. (Marlot, t. II, p. 426, édit. franc.)

Le prêtre pouvait lire ces défenses à la porte de l'église, lorsque, pour quelque raison, il ne jugeait pas à propos d'aller « aux champs. » Après avoir donné de l'eau bénite au lépreux, il l'exhortait à supporter son mal « en bonne patience et charité, en exemple de Jésus-Christ et de ses benoits saints, » car pour avoir souffert « moult de tristesses, tribulations, maladies, méselleries » on parvient en paradis où tous sont « purs, nets, sans ordures, plus resplendissants que le soleil. » Puis, il recommandait le lépreux au peuple, l'engageait à lui faire l'aumône et à le *réconforter* en Dieu. Quand le mézel venait à trépasser de ce monde, il devait être enterré « en sa maisonnette et non pas au cimetière. »

Malgré ces précautions et ces rigueurs, les lépreux, éprouvant une sorte de besoin de communiquer aux autres leur mal, se répandaient dans les campagnes et dans les villes afin d'augmenter le nombre des *mésaulx*. Ils se baignaient dans les fontaines, dont ils corrompaient l'eau, de sorte que ceux qui venaient à en boire contractaient de hideuses maladies. Les lépreux attaqués de l'éléphantide, se réunissant par troupes dans les lieux écartés, raclaient le pus desséché qui tombait de leurs ulcères comme des écailles et jetaient ces tristes et dégoûtants débris dans les puits dont l'eau causait la mort aux animaux. Cette sorte de rage qui avait saisi les lépreux, surtout sous le règne de Philippe le Long, venait non-seulement d'un désir effréné de propager l'infection, mais encore de la mauvaise gestion des préposés aux léproseries. Ces administrateurs, dominés par l'avarice et la cupidité, donnaient sur les revenus une somme minime aux ladres et gardaient pour eux le reste. Le roi, informé de tels désordres, en ordonna la saisie et se les fit adjuger. Il se trouva que, parmi ces établissements, les uns étaient déserts, les autres occupés par des gens sains, et un certain nombre par des lépreux dont les administrateurs retenaient les rentes. Les premiers furent confisqués, les autres furent vuidés de ceux qui s'en attribuaient les biens *(qui solebant vivere de bonis leprosiarum)* et on fit une pension alimentaire à ceux qui languissaient dans les troisièmes et que la misère avait chassés hors de leurs quartiers pour chercher la subsistance.

Cette exécution violente souleva de vives réclamations de la part de ceux qui avaient intérêt à la conservation des biens des maladreries et parmi lesquels il y avait des prélats et des seigneurs puissants. Sur leur représentation que c'était là une usurpation du bien des pauvres; qu'on pouvait corriger les abus des léproseries, sans anéantir des établissements si nécessaires au bien public et unir les revenus des maisons vacantes à celles qui étaient occupées, le roi donna, le 16 août 1321, main-levée de la saisie générale qu'il avait ordonnée. Depuis lors, les administrateurs reprirent leurs fonctions, qu'ils exercèrent avec plus d'équité, mais ce régime n'en devint pas moins la première origine des maladreries en commende. Les lépreux s'agitèrent encore vers l'an 1370, surtout en l'Ile de France, et sortant par troupes des maladreries se répandirent dans les villes et les campagnes; mais le roi Charles V, secondé par les évêques et les prélats, qui firent des règlements sévères pour réprimer cette licence, rendit en 1371 une ordonnance qui obligeait les lépreux de se retirer sans retard dans leurs hôpitaux respectifs. L'article IV des statuts donnés aux barbiers, la même année, par ce prince, leur défend de raser ou de recevoir dans leurs officines *mésel et méseulx*. Cette fermeté jointe aux cérémonies et aux prescriptions, dont les évêques accompagnaient leur séquestration, les obligea enfin de rentrer dans leurs retraites (1).

Ces précautions de salubrité, résultat nécessaire de l'horreur qu'inspirait la lèpre, furent maintenues avec sévérité pendant trois cents ans; aussi finit-elle par disparaître complètement au XVI^e^ siècle ou à peu près, et avec elle dépérirent les maladreries et leurs biens, soit par la négligence, soit par les usurpations tolérées des administrateurs. François I^er^ rendit, en date du 19 décembre 1543, une ordonnance par laquelle il était enjoint aux juges ordinaires, baillis, sénéchaux, de faire une enquête sur l'administration de ces établissements et de dénoncer les administrateurs infidèles au grand aumônier de France qui en nommerait d'autres en leur place. Enfin, la lèpre devint tellement rare au XVII^e^ siècle que les léproseries et leurs

(1) CARLIER, *ubi supra*. — Ordonn., t. IV, p. 460, et t. I, p. 814.

biens furent, par un édit de Louis XIV, annexés aux églises, aux hôpitaux les plus voisins, et à l'ordre de Saint-Lazare, qui en fit des commanderies (1). Les autres se changèrent en fermes. La plupart sont aujourd'hui ruinées.

La réunion des maladreries aux hôpitaux emportait presque toujours pour charges incombant à ces établissements d'acquitter les fondations de leurs chapelles et de recevoir les malades du lieu. C'est dans ces conditions par exemple que les biens de celle du Mont Notre-Dame furent attribués à l'Hôtel-Dieu de Château-Thierry, ceux de la maladrerie d'Autrêches à l'Hôtel-Dieu de Soissons, qui possédait une ferme en ce village, ceux de Brassoire, près Morienval, à l'Hôtel-Dieu de Verberie, ceux de la maladrerie d'Oulchy en partie à l'Hôtel-Dieu de Neuilly Saint-Front, ceux des maladreries d'Essises, Montfaucon et Montlevon à l'Hôtel-Dieu de Château-Thierry; mais beaucoup de localités où il y avait des maladreries ont laissé périmer leurs droits à cet égard.

Si les bienfaiteurs des abbayes ont mérité que leurs noms fussent enregistrés par l'histoire à cause des services que celles-ci ont rendus à la société par les effets de leur générosité, ceux des maladreries, qui ont offert des asiles aux malheureux atteints de la lèpre, ne doivent pas tomber dans l'oubli. Les papes Honorius III et Grégoire IX ne dédaignèrent pas d'autoriser par des bulles la maladrerie établie en 1220 sur la paroisse de Presles lès Boves. Ce fut peut-être autant la triste situation de Raoul le Lépreux, comte de Soissons, que sa propre générosité qui porta la comtesse Eléonore à doter plusieurs ladreries dans le Soissonnais et le Valois. Les lépreux de la Ferté-Milon reçurent en 1184 et 1194 de cette noble dame 4 muids de blé de rente, 21 pour leur chapelain sur le moulin de Pont de Val, 2 voitures de bois par semaine et un pré près du château; ceux de Ressons, 10 muids de blé, ceux de Largny, 6 muids sur le moulin du lieu et 100 sur le péage du château. La maladrerie de Largny avait été fondée au retour de la première croisade et

(1) Fontanon, liv. 4, p. 574; — dans Carlier, t. II, p. 586. — Dormay, t. II, p. 217. — Cabaret, mss., t. II, p. 278. — H. Martin, t. II, p. 220.

pour plusieurs villages, dans le *Champ des Closeaux*. La maladrerie de Brassoire à Morienval fut dotée, ainsi que l'abbaye, de 2 muids de blé sur le moulin du lieu, par la charte-aumônière de la même comtesse, de 1194. Lors de la réunion de ses biens à l'hospice de Verberie, on en attribua une partie aux pauvres de la paroisse. La même charte d'Eléonore attribua également une rente de 2 muids de blé à la maladrerie de *Houillon* à Marolles. La maladrerie de Verberie se composait encore au XVI^e^ siècle de sa chapelle de Sainte-Magdelaine, d'une ferme, et d'une maison ou infirmerie pour les ladres, le système des loges séparées ayant disparu. Celle de Montmirail, qui avait eu pour bienfaiteurs les opulents seigneurs de ce lieu, fut cédée à des religieuses bénédictines qui s'y établirent au nombre de douze environ. Celle de Montgobert, dotée en 1239, sous le nom de *Maladrerie de Montgobert*, par Raoul de Montgobert, avec l'agrément de sa femme Marguerite et de la « dame Pélerine, » mère de celle-ci, de droits sur un moulin et de 4 esseins de terre pour le luminaire de la chapelle (1). Celle de Rethondes, construite à la place de l'hôpital d'Aneth, fut cédée aux religieuses de Sainte-Claire de Berneuil par Saint-Louis, leur bienfaiteur, et plus tard la ferme d'Aneth réunie à l'Hôtel-Dieu de Soissons.

On comptait un grand nombre de maladreries dans le diocèse de Soissons qui paraissent toutes dater du XII^e^ et du XIII^e^ siècle. Il y en avait une à Saint-Lazare, près de Soissons. Il y en avait à Verberie, à Oulchy, à la Ferté-Milon, à Pierrefonds, à Château-Thierry, à Bucy Sainte-Marguerite, à Courtieux, à Chelles, à Bonneuil, à Chézy en Orxois, à Charly, au Mont Notre-Dame, à la Motte (*Cuise*), à Cauroy, à Muret, à Acy et Ambrief, à Chézy-l'Abbaye, près du Breuil; à Nogentel, à Lhuys, à Hartennes, à Tigny, à Pontarcher, près d'Ambleny; à Vic sur Aisne, à Autrêches, à Bazoches, à Coyolles, à Housse (Cuiry), à Largny, à Ressons le Long, à Braine, à Fontenoy et Osly, près de Châtillon; à Compiègne, à Morienval, dite de Brassoire; à Jaulzy, à Sermoise, à Presles les Boves, à Thorote,

(1) *Cartul.* de Saint-Léger, f° 47.

à Choisy au Bac, sur le chemin de Plessis-Brion ; à Vassens, à Essises, à Montfaucon, lieudit la Magdelaine; à Montlevon, à Nogentel; à Wadon, au hameau de Vaux-Mercin; à Mareuil ou Marolles, dite de *Houillon;* à Montmirail, à Montgobert, à Rethondes, à Attichy.

La plupart de ces maladreries furent réunies aux hôpitaux des villes prochaines au XVII^e^ siècle, par ordonnance royale du 30 août 1676, surtout à ceux de Soissons, de Château-Thierry et de Verberie. Plusieurs, comme celles de Viviers, de Cauroy, de la Motte, de Chelles, de Pontarcher, de Housse, du *Puy* d'Ambrief, de Vassens, de Blérancourt, d'Oulchy, furent données à l'ordre de Saint-Lazare qui nommait à leurs chapelles. Plusieurs de ces chapelles des maladreries devenues des fermes existaient encore au XVIII^e^ siècle. Celles des maladreries de Vassens, de Compiègne, de Choisy, de Montfaucon étaient dédiées à Sainte-Magdelaine. La première fut annexée à l'Hôtel-Dieu de Soissons à la charge de douze messes par an et d'un service le jour de la fête de la patronne. La seconde, réunie à l'hôpital de la ville, était à la collation de l'abbé de Saint-Corneille, la troisième à celle de l'abbé de Saint-Médard. Les chapelles des maladreries de Pierrefonds, d'Attichy étaient sous le vocable de Saint-Jean Baptiste. La première, à la collation de l'évêque, vit ses revenus attachés à la commanderie de Maupas; elle était chargée d'une messe par semaine. Les chapelles des maladreries de Housse, d'Oulchy, du *Puy* d'Ambrief étaient dédiées à Saint-Nicolas. Celle d'Ambrief était à la collation alternative de l'évêque et du grand-archidiacre et devait deux messes hautes. Les chapelles des maladreries de Béthisy, de Thorote, de Soissons portaient le titre de Saint-Lazare.

La maladrerie d'Acy, dite du *Puy d'Ambrief* ou *d'Ambriers,* ainsi appelée de sa situation entre ces deux villages, apparaît historiquement en 1239 et en 1269, année où Jean, comte de Soissons, lui donna 20 s. par son testament. Elle était régie par des frères, puisque le chapitre de Saint-Gervais affranchit en 1339, en présence de l'official, Herbert, fils de Pierre Doubret, afin qu'il y pût prendre l'habit parmi eux. Cette léproserie paraît avoir été fondée ou dotée

par les habitants d'Acy, qui exerçaient sur elle un grand pouvoir. Ceux-ci ayant refusé d'y admettre comme frère un nommé Marion de Bucy, sous prétexte que ses lettres étaient subreptices, ce dernier les cita au parlement qui, à la suite d'une enquête, rendit divers arrêts en 1342 et 1343, ordonnant qu'il serait reçu provisoirement, et décidant que les droits de nomination et de destitution des frères et sœurs resteraient aux habitants. La maison ayant été démolie dans les guerres de la fin du XV^e^ siècle, ils y firent pour 200 livres de réparations, selon un arrêt du 10 juin 1482, et défrichèrent plus de 80 arpents de terre. Il leur fallut néanmoins aliéner ce domaine pour acquitter 540 écus 58 sous de taille et se libérer envers André Séguin, homme d'armes du duc de Chartres, qui les avait avancés pour eux au temps des guerres de religion. Ils rentrèrent sans doute en possession des biens du *Puy d'Ambrief*, car les revenus de la maladrerie donnèrent lieu à une adjudication le 4 janvier 1659. L'ordre de Saint-Lazare la revendiqua ensuite contre Pierre Leboitel, vicomte d'Ambrief, et dame Florimonde Bonnet, sa veuve, puis contre Claude Leboitelle, aussi vicomte d'Ambrief, et malgré l'avis de l'évêque Fabio Brulart de Sillery, sur l'union de cette maladrerie et de celles de Pontarcher, du Cauroy et Condé sur Aisne, demandée par l'Hôtel-Dieu de Soissons, le conseil d'Etat maintint Leboitelle en sa possession (1). La léproserie de Bazoches se composait encore au XVIII^e^ siècle d'une maison avec chapelle, grange, cour, écuries, bergeries et avait dans son domaine des terres, des prés, des vignes, des bois. Elle finit par être assurée, ainsi que celle de Pontarcher, à l'Hôtel-Dieu de Soissons, à l'exclusion des commandeurs et hospitaliers de l'ordre du Mont-Carmel, par arrêt du conseil du 7 septembre 1779 (2). La maladrerie de Houillon, située près de la Ferté-Milon, mais sur le terroir de Mareuil ou Marolles sur Ourcq, était sous la garde ou protection de l'évêque de Meaux. Les frères, qui y vivaient régulièrement, portaient l'habit clérical, faisaient en y entrant vœu de chasteté et de renoncement au siècle. Il y avait

(1) *Archives de l'Hôtel-Dieu*, par MATTON, pp. 1 et 4.
(2) *Ibid.*, p. 7.

au même terroir une chapelle de Sainte-Marguerite à la présentation du même évêque (1).

La maladrerie de Lhuys, l'une des plus riches du pays, fut dotée en 1404 par Gilles Lequin de la Morlière, d'Oulchy la Ville, de plusieurs arpents de terre. La même année, un vigneron nommé Collinet lui donna aussi une terre de huit arpents, avec l'obligation d'une messe le premier jour de l'an pour lui et ses amis, du droit de champart et de terrage et d'une de ces redevances bizarres qui étaient dans les habitudes du moyen-âge. Il autorisait les gens de Lhuys et de Tannières à prendre tous les ans avant cette messe un roitelet vivant pour le porter à l'administrateur de la maladrerie, lequel était tenu en retour de leur bailler un quartier de lard, un pichet de pois et 40 sous paris., sous peine de voir enlever de la maison « du bien pour être vendu à l'instant. » Lors de la réunion de cette maladrerie à l'Hôtel-Dieu de Château-Thierry en 1695, la redevance du facétieux vigneron fut changée en une rente annuelle de 6 livres. Le fermier qui la délivrait devait en outre distribuer aux habitants de Lhuys et de Bruys qui assistaient aux Rogations, du fromage mou et du pain qu'il déposait, avant la distribution, au pied de la croix de la station ; fournir au seigneur du lieu, lorsqu'il était en chasse, des rafraîchissements pour lui et sa suite, du foin et de l'avoine pour ses chevaux, du pain pour sa meute ; et, s'il plaisait audit seigneur de lever lui-même, au temps de la moisson, le terrage et le champart qui lui étaient dus sur les terres de la maladrerie, il lui devait donner pour s'asseoir une gerbe qu'il pouvait faire enlever. La réunion de la maladrerie à l'Hôtel-Dieu de Château-Thierry emportait pour les habitants de Lhuys le droit d'y envoyer leurs malades (2).

La maladrerie de Château-Thierry, située au nord de la ville entre les deux chemins de Soissons, à l'extrémité du faubourg de la Barre, appartenait, selon un titre de 1326, aux habitants qui en avaient fourni l'emplacement après

(1) *Histoire de Meaux*, par Toussaint Duplessis, t. II, p. 647, — et Inventaire des documents du Parlement de Paris, par Boutaric, t. I, p. 346, année 1277.

(2) Carlier, t. III, p. 425.

leur érection en commune. Thibauld V, comte de Champagne, lui donna 22 setiers de blé sur le hallage de Château-Thierry et 4 livres de rente. La reine Blanche de Navarre lui donna aussi des biens à la condition de délivrer aux gens de la ville qui viendraient le jour de Pâques faire une station dans sa chapelle, selon une coutume alors fort répandue, deux œufs rouges ou roulets et un échaudé en forme de demi-cercle appelé depuis *dauphin*. Cette maladrerie, l'une des plus riches du pays, avait son chapelain quoiqu'elle n'eut habituellement que deux lépreux. Les autres maladreries voisines, à l'exception de celle d'Essômes, étaient au contraire si pauvres qu'il fallait le revenu de plusieurs d'entre elles pour nourrir un seul ladre. La crainte exagérée de la contagion, plutôt qu'une nécessité réelle, avait sans doute présidé à la création d'établissements si multipliés et si peu rentés. Les habitants de Château-Thierry, en leur qualité de fondateurs, eurent de temps immémorial le droit « d'élire et instituer le maître » de la maladrerie, de recevoir ses comptes de gestion et de régler l'administration de la maison. Aussi, le bailli de Vitry ayant voulu le revendiquer pour le roi, ils s'adressèrent directement à Charles IX pour lui demander que, par « grâce espécial » il le leur conservât. S'étant alors « appareillés » d'y mettre un « preud'homme bon et convenable » le prince les maintint dans leur privilége d'élire le *maître* en une assemblée convoquée par le bailli auquel ils le devaient présenter pour qu'il lui accordât l'institution après lui avoir fait jurer de gouverner « bien et loiallement et profitablement à son pouvoir. » Cette formalité remplie, le *maître* ne pouvait être destitué que pour des raisons graves. Chaque année il rendait ses comptes aux habitants et au bailli qui réglaient conjointement les dépenses « pour le vivre souffisant du maistre et de la mesnie et serviteurs, avec les solucions de cens, redevances, cultivemens de terre, défensions des droits... » Quant à l'ancienne gestion, dont les défauts avaient sans doute amené le conflit, le roi ordonna qu'à partir de son avènement au trône, les *maîtres* rendraient leurs comptes au bailli et que le reliquat, s'il y en avait un, serait appliqué à l'augmentation de l'établissement. La léproserie de Château-Thierry fut l'ori-

gine du grand hôpital de la Charité de cette ville (1).

Compiègne avait des maladreries à Saint-Germain, à Margny, à Clairvoix. Celle de Saint-Germain « bâtie en dehors de la ville, de crainte de la contagion et distribuée en plusieurs maisons avec une chapelle de Saint-Lazare » sur le domaine royal, fut exemptée de tout droit par Louis VII et soumise à Saint-Corneille. Le roi lui permit en 1193 de ne recevoir que les seuls lépreux de Compiègne (2). Le premier *maître* connu de cette maladrerie était, en 1237, Etienne de Margny, et après lui, en 1393, D. Robert de Gambart qui entra à Saint-Corneille. Les *maîtres, frères* et *sœurs* étaient nommés par cette abbaye qui, d'après un arrêt du parlement de 1277, avait sur la maison la juridiction spirituelle, tandis que le maire et les échevins en avaient la juridiction temporelle. Cette maison avait un sceau particulier. Ayant dégénéré en bénéfice simple d'un revenu de 1,800 livres, elle fut détachée de Saint-Corneille par le cardinal de Bourbon. Il n'en restait plus au XVIII[e] siècle qu'une petite chapelle de Saint-Lazare. C'était l'une des plus anciennes maladreries du diocèse de Soissons puisqu'elle avait été confirmée au monastère dès 1162 par Alexandre III, ensuite par le concordat fait en 1284 avec l'évêque de Soissons, et enfin par deux arrêts du parlement de 1295 et de 1328. Elle comptait un bienfaiteur dans la maison royale, en la personne de Philippe le Hardi, qui permit au *maître*, en 1275, de placer tous les ans 20 porcs en paisson dans la forêt de Cuise et, en 1276, d'y tenir 12 chevaux ou poulains et d'y prendre l'usage du bois (3).

La maladrerie de Soissons, appelée aussi *Hôpital Saint-Lazare*, était reléguée auprès du faubourg de Crise. Elle existait au XIII[e] siècle, car en 1206 on voit Ingrann, *maître* de Saint-Lazare de Soissons, et ses religieux céder à Saint-Jean des Vignes un pré auprès de la chaussée de l'étang de Gournay, ce qui suppose un établissement déjà

(1) HÉBERT, *mss.*, t. I, p. 369, et t. II, p. 343. — *Archiv. impér.*, Trésor des Chartes, J. Y. regist. 64, PIÈC. 221.

(2) D. GILLESON, *Mss. sur Compiègne*, t. II, p. 217.

(3) *Ibid.*, t. II, pp. 72 et 217.

ancien. Les donations qui arrivèrent à cet hospice depuis 1211 jusqu'à la fin du XIII[e] siècle ne suffisaient sans doute pas à l'entretien du nombre toujours croissant des ladres de la ville et de ses environs, puisqu'en 1236 il fallut faire en sa faveur un appel général à la charité publique. Dans une réunion composée des abbés de Saint-Médard, de Saint-Jean, de Saint-Crépin, de l'abbesse de Notre-Dame, des chapitres de Saint-Pierre au Parvis, de Saint-Vaast, de Notre-Dame des Vignes, du *maître* et des frères de Saint-Lazare, qui eut lieu cette année-là, il fut arrêté qu'une circulaire serait adressée à tous les doyens, prieurs, curés, pour leur faire part de l'état de détresse de l'hospice de Soissons et les prier d'autoriser une quête à son profit dans tous les lieux de leur juridiction. On leur rappelait que le pape avait octroyé à ses bienfaiteurs dix ans d'indulgence, l'archevêque de Reims trente jours, l'évêque de Soissons et les évêques de la province chacun vingt, et qu'en outre les abbés, l'abbesse de Notre-Dame et les chapitres les admettaient en communion de toutes les prières de leurs communautés. On recevait à Saint-Lazare de Soissons des malades des deux sexes qui étaient servis par des frères et des sœurs converses séparés sans doute par des logements spéciaux et ayant pour chef le *maître* de l'hospice. En 1272, le couvent de Saint-Crépin le Grand remit aux frères des lépreux de Saint-Lazare des droits de dîmes et de terrage sur un champ situé près du jardin de la maladrerie et de la Croix-Lévêque, et fermé de murailles. En 1278, le *maître* et les frères intentèrent un procès pardevant l'official, Jean de Essenlis, à Jean de Noue *(de Noa)*, écuyer, fils du chevalier Mathieu de Noue, au sujet d'une rente de blé sur un moulin qu'il refusait de payer (1) ; et en 1362, Isabelle de Châtillon permit à Jacques de Chacrise, « son homme de corps, » d'entrer parmi les frères de l'hospice. L'acte d'Isabelle et une charte de Milon de Bazoches indiquent qu'à la fin du XIV[e] siècle telle était l'organisation de cet hospice : le *maître* nommé par l'évêque *jure patronatus*, c'est-à-dire en qua-

(1) *Cartul. Eccles. Suession.*, par D. Muley, charte de Jean de Essenlis offic. de 1278.

lité de patron, exerçait un grand pouvoir sur tout le personnel de la maison, laquelle était séparée du reste du monde par de hautes murailles et presque environnée de vignes, excepté du côté du faubourg de Crise. Cet hospice fut véritablement une fondation de la ville qui, à diverses reprises, lui donna de l'argent pour les constructions et des biens-fonds pour l'entretien des religieux et les besoins des malades (1).

Non-seulement les habitants des villes, bourgs et villages, mais encore les maisons religieuses avaient leurs léproseries particulières, ou bien se réservaient des droits pour leurs sujets dans celles des premiers. C'est ainsi qu'Helvide de Chérisy, abbesse de Notre-Dame de Soissons, avait donné en pure aumône aux lépreux de Pont-Archer, près d'Ambleny, du vin et sept pains par semaine de la même nature que ceux des converses, à condition que les religieuses et les converses de son abbaye frappées de la lèpre seraient admises dans cette maladrerie (2). Le monastère de Saint-Jean des Vignes en avait même deux, l'une à Belleu, séparée par une épaisse muraille de la maison voisine, destinée à recevoir les religieux sains en récréation; l'autre au faubourg de Crise, en la maison dite la *Buerie de Saint-Jean* (3). Le chapitre de la cathédrale en avait également deux pour ses membres, l'une à Bucy le Long, en la maison du *fief de la Tournelle,* dans le jardin de laquelle on voyait encore au XVIII[e] siècle, selon le chanoine Cabaret, un long banc de pierre scellé dans le pignon du corps de logis, sur lequel, si l'on en croit une tradition conservée au chapitre, les chanoines ladres pouvaient venir se reposer. Enfin, l'évêque lui-même avait une maladrerie à Berzy le Sec destinée à recevoir les ecclésiastiques lépreux de son diocèse. Une croix et un champ voisin qui

(1) Dormay, t. II, p. 188. — H. Martin, t. II, p. 82. — Cabaret, *mss.*, t. II.

(2) *Hist. de N.-D.*, p. 167.

(3) *Hist.* et *Chronique* de Saint-Jean. — Cabaret, t. I, p. 527.
Dans un dénombrement et amortissement des biens de Saint-Jean, fait au XVI[e] siècle, figure une maison avec cour, grange, jardins de près de six arpents tenant à la Crise, avec cette mention : « Et est le lieu où anciennement estoient les religieux de nostre maison malades de la lèpre. »

leur servait de lieu de sépulture, conformément à l'ordonnance de Charles V, laquelle défendait d'inhumer les lépreux dans les cimetières des paroisses, en ont conservé jusqu'aujourd'hui le nom de *Croix* et de *Champ des Pestiférés*. On sait que les évêques de Soissons avaient à Berzy une ferme composée d'une chapelle, d'un beau corps de logis défendus par des murailles solides surmontées de créneaux avec une porte fortifiée, nommée la *Cour-l'Evêque*. Il en reste encore quelques vestiges.

X. — Tandis que la construction de la cathédrale s'avançait avec rapidité, que l'Hôtel-Dieu se fondait, Haymard de Provins gouvernait le diocèse avec une rare prudence, car c'était, selon des lettres de Gervais, abbé de Prémontré, « un saint personnage craignant Dieu. » La douceur faisait le fond de son caractère; toutefois il n'en savait pas moins déployer beaucoup de vigueur quand le bien de l'Eglise de Soissons l'exigeait. L'an 1213, où il donnait à Epernay la chapelle de Rugny, il obligeait un puissant suzerain, Gérard de Châtillon, sans doute en réparation de graves délits, à fonder au village de Mareuil sur Marne, en faveur de Saint-Jean des Vignes, une chapelle dont le titulaire aiderait le curé dans ses fonctions pastorales, sans préjudicier au droit paroissial appartenant à Saint-Jean et à celui de l'église du lieu (1). Honorant de son estime la comtesse Ade, femme de Raoul, comte Soissons, dont il approuvait les donations en faveur de Longpont, il ne soutint pas moins avec fermeté ses droits contre son noble époux dans un différend qu'il eut avec lui pour un moulin qu'il avait fait construire près du pont de Soissons et une garenne qu'il avait fait faire à Clamecy et qu'il voulait soustraire au relief de l'évêché. Haymard, cependant, dans un esprit de conciliation, consentit à ce qu'il fût terminé par trois arbitres choisis par les deux parties, lesquels furent Simon, prévôt de la cathédrale, Raoul de Cramailles et Hugues d'Ambleny, qui décidèrent en 1215 que le comte tiendrait

(1) Legris, *Chronic. S. Joan.*, p. 130. — Selon Carlier, t. II, p. 29. Il s'agirait ici d'une chapelle à Mareuil ou Marolles, près la Ferté-Milon, approuvée par Haymard. Il est certain qu'il faut entendre ici Mareuil sur Marne, à une lieue de Châtillon, et dont la cure était à la présentation de l'abbé de Saint-Jean (Etat du Diocèse).

le moulin de l'évêché. L'enchevêtrement des domaines du comté et de l'évêché était la source de toutes ces difficultés. Ainsi, on vit une vente faite en 1242 par Gilon *li papelarz* de Septmonts d'une maison sise vis-à-vis de celle de Saint-Crépin le Grand, rue de la *Brognerie (in vico Brognerie obpositum domui Santi-Crispini magni)*, à la charge de payer au comte et à l'évêché 11 setiers de vinage, une poule et 2 sous de Châlons (1). On dira bientôt comment, après avoir déployé une égale fermeté dans une affaire plus importante qu'il eut avec Enguerrand III, sire de Coucy, Haymard de Provins sut mettre à profit le repentir de ce seigneur puissant pour compléter la fondation du collége de Saint-Nicolas de Soissons, dont il seconda le développement de tout son pouvoir.

L'enseignement, depuis le XII^e siècle, ayant franchi l'enceinte des cloîtres, on établit dans les villes épiscopales des écoles sous la direction et l'inspection des écolâtres, et dans les grands centres des Universités où l'on envoyait les jeunes gens des provinces pour y faire un cours d'études qui n'était pas moins de huit années consécutives. Près de ces Universités on fonda, comme à Paris, des colléges qui portaient le nom de la ville ou de la province qui avaient droit d'y envoyer des écoliers. La plupart même des grands établissements religieux eurent de ces maisons où des clercs de leur choix venaient se former à l'enseignement des lettres et des sciences qu'ils devaient ensuite professer dans les écoles de l'ordre et de ses dépendances, où se recrutaient les religieux dont elles formaient la principale pépinière. C'est ainsi que l'ordre de Cluny fonda le collége de Cluny, sur la place de la Sorbonne, l'abbaye de Clairvaux celui des Bernardins, vers 1244, et que des colléges soissonnais y furent aussi établis au XIV^e siècle, comme on le verra en son lieu.

Outre l'école publique de la cathédrale qui se tenait sous les auspices de l'évêque et des chanoines, et, à ce qu'on croit, dans deux grandes salles de la *Chartre* du cloître qui servirent depuis à recevoir les grains de redevance du chapitre, il y avait toujours à Soissons les écoles de Saint-Médard, de Saint-Crépin le Grand, de Saint-Jean des Vignes, où l'on

(1) *Bibl. nation.*, liasse 1163, fonds Saint-Germain latin, n° 486.

enseignait la théologie et la rhétorique, et qui étaient encore florissantes. Mais l'entraînement général faisait aller à Paris un grand nombre de jeunes gens, pour suivre les cours de la célèbre Université de cette ville. On songea donc, afin de faciliter la diffusion de l'instruction, en même temps qu'on fondait des bourses à Paris pour les étudiants pauvres, à établir des colléges dans les villes avec les mêmes avantages. La première institution de ce genre créée à Soissons fut le collége de Saint-Nicolas.

Ce collége, appelé aussi *Hôpital des Pauvres Clercs*, fut fondé en 1214, *sur la terre du chapitre*, par Me Pierre de Faremoutier, ou Fermoutier, chanoine-diacre de la cathédrale. Il commença par donner deux maisons qu'il possédait, rue Saint-Nicolas, auxquelles le chapitre ajouta une troisième, qu'il distribua de manière à loger soixante clercs en dix chambres garnies de lits et des meubles nécessaires. Faremoutier devant bientôt quitter le monde pour se faire religieux à Longpont, ne négligea rien pour assurer l'entretien des écoliers et des maîtres. Il fut secondé dans son dessein par plusieurs personnes charitables, entre autres par Baudoin de Hesdin, Helvide de Dampierre, dame de Montmirail, femme de Jean de Montmirail, retiré déjà à Longpont. Le chapitre admit la fondation en 1214, à la condition qu'il aurait la surveillance et la juridiction du collége, et que le procureur qui en administrerait les biens serait du corps du chapitre, ou du moins un ecclésiastique choisi par lui, et rendrait compte tous les ans de sa gestion, le lendemain de la Saint-Nicolas, devant le prévôt, le doyen ou autres chanoines désignés par le chapitre. Celui-ci donna la permission de construire une chapelle particulière aux écoliers, devant la porte de leur cloître, où l'on acquitterait les prières dont les bourses étaient chargées, d'y avoir des cloches et un cimetière, mais encore à la condition que les chanoines et le curé de Saint-Victor (alors nommé Wermond) auraient trois parts dans les offrandes faites à la messe et le prêtre chapelain l'autre part; que les autres offrandes appartiendraient aux écoliers pour l'entretien du luminaire et que le curé aurait la charge des âmes. La maison avait donc un chapelain particulier pour le desservice de la chapelle. Le chapelain de Saint-Nicolas était,

en 1241, un clerc nommé Guillaume, qui achetait au mois de février de cette année trois pièces de terres à Acy, de Gilo de Beugneux (1).

Ce collége fut d'abord nommé *Hôpital des Pauvres Clercs de Saint-Nicolas* pour indiquer le but de sa fondation, qui était de fournir l'éducation et l'instruction à des jeunes gens studieux, mais pauvres. On croit que le chapitre contribua à l'élévation des bâtiments du collége, mais on ignore la nature de ses revenus. Le chanoine Faremoutier lui légua sans doute ses biens; on croit aussi qu'on y annexa ceux de l'hôpital de Saint-Vaast, dont la ville percevait encore les rentes au XVII^e^ siècle, sous la direction de l'évêque, et dont elle affectait une partie à l'entretien des professeurs du collége. Le chapitre administra toujours les revenus de Saint-Nicolas et en conférait les bourses *pleno jure*. On y ajouta, sous l'épiscopat de Jean Milet, une prébende de la cathédrale, dite *Préceptoriale* (2).

Sur ces entrefaites arriva donc la grave affaire d'Enguerrand de Coucy, qui devint une source de bienfaits pour le collége de Saint-Nicolas. Le noble homme s'était mis à ravager en vrai *larron* des villages du Laonnois, du domaine de la cathédrale de Laon. Le doyen de cette église, Adam de Courlandon, qui était issu de noblesse, fit à son tour saisir et incarcérer quelques pillards des bandes du seigneur de Coucy. Enguerrand, hors de lui, vient à Laon avec ses hommes d'armes, fait briser les portes de la cathédrale, arrache le doyen du milieu de ses collègues et le fait jeter en prison. L'évêque de Laon excommunia cet audacieux baron, et les chanoines envoyèrent une lettre circulaire à tous les chapitres de la province contre « l'impie, le scélérat, l'infracteur des lois divines et humaines, l'excommunié. » Ceux-ci témoignèrent de leurs sympathies pour des confrères affligés, et promirent tous de les appuyer auprès du métropolitain. Les chanoines de Reims dénoncèrent l'anathème porté contre le sire de Coucy, firent descendre les corps saints sur le pavé de leur église jonché d'épines, et

(1) *Bibl. nation.*, fonds Saint-Germain latin, liasse 1163, n° 486.

(2) DORMAY, t. II, p. 201 et suiv. — CABARET, *mss.*, t. I, p. 363. — ROUSSEAU, t. I, p. 161. — *Gall. christ.*, t. IX, col. 366. — H. MARTIN, t. II, p. 85.

ceux de Soissons, unis à leur évêque, leur écrivirent une lettre touchante avec cette épigraphe : « Défense inébranlable de la liberté de l'Eglise et courage dans l'adversité. » Dans cette épître, où l'évêque de Soissons s'appelle Haimon, ils exprimèrent au chapitre de Laon toute la part qu'ils prenaient à l'affliction d'une Eglise « d'un si grand renom, d'un si haut rang, et qui d'ordinaire portait aux autres Eglises ses conseils et ses secours, » ils lui offraient leurs cœurs, leurs corps et leurs biens, et ils ajoutaient : « S'il vous plaît de venir près de nous, nous sommes disposés à aller à votre rencontre, à vous recevoir avec honneur et respect dans nos maisons, et à vous y traiter généreusement. »

Tous les chapitres, les abbayes, les prieurés de la province excommunièrent Enguerrand. A son tour le pape Honorius III le frappa d'anathème et écrivit aux archevêques de Reims, de Sens et de Rouen, de dénoncer sa sentence. Haymard de Provins et le chapitre de Soissons mandèrent à ceux de Laon qu'ils avaient mis à exécution les ordres du pape. Tant de foudres éclatant à la fois sur le sire de Coucy portèrent la terreur dans son âme et l'amenèrent à jurer de s'abstenir de toute violence à l'égard du clergé de Laon ; aussi fut-il absous des censures portées contre lui. L'évêque de Soissons mit à profit le repentir du sire de Coucy condamné à la pénitence par les évêques de la province, en l'engageant à bâtir la chapelle de Saint-Nicolas. Enguerrand avait épousé en troisième noces Marie de Montmirail, fille du B. Jean de Montmirail et d'Helvide de Dampierre, bienfaitrice de cet établissement, ce qui explique comment on fit entrer cette bonne œuvre dans sa pénitence. On croit qu'il fut inhumé dans la chapelle et que ce fut à cette occasion que sa veuve y fonda une chapellenie, lui donna des ornements, un calice d'or et 20 liv. paris., et à la cathédrale 20 autres livres (1).

(1) « . . . Quæ fundavit de suo capellaniam in capella Sancti Nicolai et dedit nobis 120 libras paris. *Item*, dedit calicem aureum et 20 libras paris. » (*Obitier* de la cathédrale. DORMAY, t. II, p. 206).

Lorsqu'en 1727, M. Legras, Soissonnais, seigneur de Serches, voulut faire ajouter un chœur et un portail à la chapelle de Saint-Nicolas, on abattit l'autel adhérant à l'abside, on découvrit un tombeau de pierre renfermant un corps de forte stature. Le P. Regnault, professeur de physique au collége, en fit un

Malgré ces bienfaits et ceux que lui accordèrent plus tard Yolande, comtesse de Braine, et Enguerrand IV de Coucy, le collége de Saint-Nicolas finit par languir et par tomber ensuite dans un tel état de dépérissement et de misère que les soixante bourses de Pierre de Faremontier furent réduites à treize, et encore chaque bourse ne produisait plus que 40 à 50 liv. qui devinrent plus tard insuffisantes pour « héberger » un pauvre clerc. Les sommes allouées dans la suite par la ville, les gratifications des évêques et des chanoines, les taxes qu'on levait quelquefois sur les écoliers aidèrent à remettre et à soutenir le collége de Saint-Nicolas dans un état assez florissant. Le principal présenté par la ville au chapitre et à l'évêque, et confirmé par ce dernier, recevait ces subsides et se chargeait de l'entretien des maîtres et de l'instruction des élèves Cette fondation changea l'ancienne dignité de l'écolatrerie en un titre à peu près honorifique, conférant toutefois encore le droit d'examen des livres et de contrôle sur le choix des professeurs. Du moins, il paraît que l'*écolâtre*, aussi bien que le *maître* et le *théologal*, bornèrent leurs leçons aux jeunes clercs que l'on continua de former dans le cloître canonial pour la prêtrise. Le grand rôle de cette dignité dans l'enseignement au moyen âge, était donc terminé (1).

XI. — Un an avant la fondation du collége de Saint-Nicolas, c'est-à-dire en 1213, Philippe-Auguste était venu tenir à Soissons, le lendemain de Pâques Fleuries, un *parlement* et concile auquel assistèrent tous les barons de France.

très-beau squelette. Le sarcophage ne renfermant pas d'inscription, les savants s'ingénièrent à trouver le nom du personnage auquel ce corps avait appartenu, et s'accordèrent à l'attribuer à Enguerrand III, fondateur de la chapelle. Duchesne dit bien, dans son *Histoire de Coucy*, que ce seigneur fut inhumé à Foigny, mais comme il ajoute que les religieux firent de grandes difficultés pour le recevoir, parce qu'il avait été frappé d'excommunication et qu'il ne les avait guère ménagés pendant sa vie, on est autorisé à croire que Marie de Montmirail l'avait fait déposer, par suite de ces difficultés, dans la chapelle bâtie par lui et qu'elle dota à cette occasion. On sait d'ailleurs que c'était alors l'usage d'inhumer les fondateurs dans les églises qu'*ils* avaient fait bâtir, et qu'on n'accordait la sépulture dans le coffre même de l'autel qu'aux plus grands seigneurs. La chapelle du collége existe encore avec ses additions du XVIII^e^ siècle, mais elle a été transformée en remise.

(1) Cabaret, t. I, p. 363.— Rousseau, *mss.*, t. I, p. 166. —H. Martin, *Histoire de Soissons*, t. II, p. 85.

Dans cette assemblée, le roi accorda la main de sa fille Marie, veuve du comte de Namur, à *Henri, duc de Brabant*, et le mariage fut célébré en grande solennité, sans doute à Soissons même, dans le chœur de la nouvelle cathédrale, après l'octave de Pâques. De plus, Philippe annonça à ses barons que Jean sans Terre, roi d'Angleterre, et l'empereur Othon, ayant été excommuniés par le pape, il avait résolu d'envahir l'Angleterre pour en chasser le premier et y rétablir le service divin suspendu depuis sept ans; car la France, leur dit-il, a coutume de réduire les schismatiques et tous les ennemis du clergé, et de châtier les rebelles qui refusent d'obéir aux ordres de l'Eglise. « Jamais, ô compagnons de guerre, ajouta-t-il, vous n'avez dénié vos armes à nos entreprises. » A ces mots tous les assistants levèrent les mains au ciel, applaudirent aux desseins du roi et s'engagèrent par serment à le seconder avec un zèle unanime. Ferrand, roi de Portugal et comte de Flandre, s'opposa seul aux desseins de Philippe, refusa toute composition avec lui « et se départit du concile ». Alors Philippe s'écria : « Par les saints de la France, ou la France sera Flandre ou la Flandre sera France ! »

Cette grande assemblée peut être regardée aussi bien comme un concile que comme un parlement, puisqu'on y débattit les intérêts de l'Eglise en même temps que ceux de l'Etat, et qu'elle était composée de la plupart des évêques et archevêques de France et des grands vassaux de la couronne. Parmi ces derniers, Guillaume Lebreton énumère, dans sa *Philippide*, Louis, fils du roi; les ducs de Bourgogne et de Louvain; Robert II, comte de Dreux et de Braine; Philippe de Dreux, son frère, évêque de Beauvais; Pierre de Dreux, duc de Bretagne; Robert de Dreux, le jeune, dit Gateblé, comte de Braine; Jean de Dreux, leur frère, tous fils de Robert I et cousins du roi; la comtesse de Troyes; les comtes de Namur, de Bar le Duc, de Soissons, de Poitiers, de Vendôme, Guy de Dampierre, le comte Hervé. Les prélats et les seigneurs siégèrent séparément les uns à la droite, les autres à la gauche du roi (1).

Jean sans Terre, plus surpris qu'effrayé de l'orage que

(1) Guill. Bret., *Philippide*, t. III. — Robert Gaguin. — Dormay et les historiens de Soissons.

Philippe-Auguste avait formé contre lui à Soissons, le détourna en se mettant habilement sous la protection du Saint-Siége, et il alla gronder sur la tête du comte de Flandre. Philippe débarqua à Gravelines, et, l'année suivante, gagna la célèbre bataille de Bouvines où les Soissonnais se distinguèrent par leur valeur. Le comte Raoul, les milices des communes de Soissons, de Vailly, de Compiègne, se trouvèrent à cette expédition. Ce furent même les vassaux de l'abbaye de Saint-Médard qui eurent l'honneur d'engager le combat. Ces braves sergents d'armes « nés de la vallée de Soissons, pleins de grandes prouesses et de grand hardement ne se combattaient pas moins vertueusement à pied qu'à cheval ». Ils étaient au nombre de 150 montés sur de grands chevaux et armés de lances et d'épées. Ils se précipitèrent contre la cavalerie flamande qui les reçut « moult aigrement » et tua la plus grande partie de leurs montures, « mais nul n'y ot qui à mort fu navré fors que dui tant seulement. » La commune de Soissons prit dix chevaliers et celle de Vailly douze, dont un de la famille de l'empereur. L'évêque de Beauvais, Philippe de Dreux, son frère Robert de Braine, et le fils aîné de celui-ci qui fut fait prisonnier des Anglais, firent des prodiges de vaillance, ainsi que Renaud de Béthisy, bailli de Pierrefonds, et Pierre Tristan, seigneur de Pacy en Valois. Ce dernier voyant le roi étendu par terre et courant risque de la vie, sauta à bas de son cheval et relevant son souverain il l'y fit monter, tandis que lui opposait aux ennemis qui l'entouraient des efforts héroïques. Pierre Tristan fut nommé, en récompense de ce service, grand chambellan et mourut en 1244. Les bienfaits de Philippe-Auguste s'étendirent aussi sur la famille de Tristan ; il donna à son frère Gervais Tristan, seigneur d'Ambleny, son chambrier, par une charte datée de Compiègne, sa terre labourable, ses terrages d'Ambleny et ses vignes de Jaulzy. Cette famille, dont il a été déjà question à la fin du XII[e] siècle, donna également le jour à Gentian Tristan, seigneur d'Ambleny, grand échanson de France et amiral vers 1324, lequel mourut en 1328, avec la réputation du meilleur homme de mer de son temps (1).

(1) *Cartul.* du chapitre de Soissons par D. Mulet, f° 12. — L. Delisle, *Cartul.* de Philippe-Auguste, p. 413.

Renaud de Béthisy, qui avait été de l'assemblée de Viviers en 1205, devint bailli royal de Pierrefonds. Pour le récompenser de la bravoure qu'il avait déployée à Bouvines, Philippe-Auguste lui donna la terre de Vez. Renaud fonda en 1220 une chapelle dans sa seigneurie de Puiseux, dont le château, rebâti au XVIII[e] siècle, fut entouré d'un parc orné d'eaux jaillissantes (1).

Un autre personnage, Philippe de Dreux, évêque de Beauvais, qu'on retrouvait toujours là où il y avait à faire quelque action d'éclat, servit aussi le roi à Bouvines avec son courage ordinaire. Il suivit à l'aile gauche de l'armée la bannière de son frère Robert II; mais comme le pape, ayant appris qu'il guerroyait toujours, lui avait écrit une lettre fort vive où il lui défendait de porter l'épée, prenant cette défense dans son sens le plus strict, il se servait d'une masse d'armes garnie de pointes de fer qu'il avait fait fabriquer exprès, et qu'il maniait avec autant de force que de dextérité. Il abattit avec ce redoutable instrument de guerre Etienne Longue-Epée, comte de Salisburg, frère naturel de Jean sans Terre, qu'il fit prisonnier et qu'il livra à Jean de Nesle. Il assomma un grand nombre d'Anglais de la suite du prince et qui l'aidaient à renverser les gens du comte Robert et autres braves chevaliers. Afin qu'on ne sut pas qu'il avait encore combattu à Bouvines, il avait soin de faire faire prisonniers par d'autres ceux qu'il abattait ainsi (2).

L'abbé de Saint-Médard, Milon de Bazoches, frère de Nicolas, seigneur de Bazoches, et de Guy, chantre de Saint-Etienne de Châlons, chevauchant à la tête de ses vassaux, les avait conduits lui-même au combat, selon l'obligation qui pesait sur les abbés de ce monastère de fournir au roi 200 hommes de pied équipés à leurs frais et de payer 400 livres tournois levées sur ses vassaux, toutes les fois que le roi allait en personne à la guerre. Philippe-Auguste l'avait exempté de la milice sous Nivelon de Chérisy, avant le concile de Latran de 1179, mais cette exemption ne fut que transitoire, car en 1388 l'abbaye fut

(1) CARLIER, t. II, p. 9 et suiv.
(2) *Hist. eccl.*

condamnée à payer au roi cette contribution de guerre, pour n'avoir pas rempli ce devoir féodal dont elle fut encore exemptée dans la suite, d'abord, toujours provisoirement, par Charles IX et ensuite définitivement par Henri IV et ses successeurs. Milon de Bazoches était de trop noble race pour n'avoir pas mieux aimé marcher à la guerre avec les siens que de se racheter du service militaire dans une circonstance où il s'agissait de l'honneur de la couronne, de l'intégrité du domaine royal et du territoire du royaume (1).

Mais avant de parler davantage de l'abbé Milon de Bazoches, il faut reprendre l'histoire de Saint-Médard depuis le commencement du XIIIe siècle. Roger Faucillons avait succédé dans l'abbatiat à Gauthier Balena, ou Balène. Roger donna en 1202, pour la réfection des frères, le jour de son anniversaire, 5 muids de blé de rente sur le moulin de la porte du bourg d'Aisne, à la condition qu'ils nourriraient trente pauvres ce jour-là. La charte de donation désigne ainsi ce moulin : « un noble moulin situé à la porte de Géralme (Jérôme), du bourg d'Aisne, où, comme en un lieu stérile et ignoble, avaient lieu les choses vilaines de la ville (2). » Roger ajouta aux revenus de ce moulin, qu'il avait fait rebâtir, 24 sous de rente tant sur une maison du moulin du château de Saint-Médard que sur trois autres de la rue du Vieux-Moulin (3), et tout le revenu du moulin *Bateran*, à Crouy, qui venait d'être aussi reconstruit. L'année précédente, Roger de Rozoy, se soumettant aux ordres de Philippe-Auguste, s'était engagé à réparer les torts qu'il avait faits aux monastères de Saint-Denis et de Saint-Médard (4).

Au commencement du XIIIe siècle, l'abbaye avait besoin d'être retrempée dans la rigueur primitive de la discipline monastique. Odon, ou Eudes, évêque de Paris, fut délégué

(1) D. Grenier, *paquet* 8, n° 1. — *Ex* Archives de Saint-Médard. — Rousseau, *mss.*, t. I, p. 159. — H. Martin, t. II, p. 90 à 96.

(2) « . . . de porta de burgo de Axonæ » . . . nobile molendinum ad portam scilicet Geralmi de burgo Axonæ, ubi tanquam in loco ster li plurimum indigni, vilia civitatis solebant exerceri. »

(3) « . . . De vico veteris molendini. »

(4) *Actes de Philippe-Auguste*, par L. Delisle.

au mois de mai 1204 pour la réformer « tant dans son chef que dans ses membres » par le pape Innocent III, qui lui adjoignit Jovin, écolâtre d'Orléans. Celui-ci s'étant fait excuser, Eudes ne se rendit pas moins à Saint-Médard pour exécuter les ordres du pape. Après avoir pris tous les renseignements nécessaires près de l'abbé Roger et de la communauté réunie en la salle du chapitre, il constata que d'antiquité tels étaient les revenus de chaque office ou obédience : L'*obédience* de l'Aumône (l'Aumônerie) était composée des revenus du village de Violaine *(de Villenis)*, de la grange et rentes de Champs *(gaenagium de Cans)*, du four du bourg d'Aisne, des cens du *Champ-Bouillant*, des vignes dites de l'Aumônerie, des vinages et dîmes de la Perrière *(de Perriera)*, de Confrécourt, de Mouflai, de Forest, de Touvent, de Couvrelles, toutes fermes appartenant à l'abbaye (1), du reste des pitances de vin lorsque les moines ne mangent qu'une fois par jour, et des restes de celles du soir lorsqu'ils font deux repas; de ceux du jour de la mort de chaque religieux et des principaux anniversaires; de la prébende entière des moines défunts durant trente jours, et quand c'est l'abbé qui meurt, de sa prébende entière pendant l'année; de la prébende entière des moines profès le jour où l'on annonce leur mort et d'autant de prébendes que de lieux où elle est annoncée.

Passant à l'*obédience* de l'Infirmerie, Eudes trouva qu'on lui avait toujours attribué les revenus des villages de Chivres, de Missy sur Aisne et de leurs dépendances, les chapons des *assises* de Rivière *(de assisia Rivieræ)*. En conséquence, il ordonna, par l'autorité apostolique, sous peine d'anathème, qu'ils fussent conservés à ce service et que les hôtes fussent bien reçus et bien traités. Il confirma à l'*obédience* de la Chambrerie, qui pourvoit le couvent de chemises et d'étamines *(camisiis et staminis)*, la prévôté de

(4) On voit ici ce qu'il faut penser de l'attribution aux Templiers de ces belles fermes fortifiées au XIII[e] siècle, qui ont toujours appartenu à Saint-Médard. Ces fermes étaient exploitées par des frères convers et avaient une chapelle où un religieux prêtre faisait l'office. Celle de Confrécourt était dédiée à sainte Sophie, comme la collégiale de ce nom en l'abbaye. On visite avec curiosité les vieux remparts de cette ferme et sa vaste grange, ainsi que la belle porte d'entrée de la Perière.

Couvreilles, à la Chambrerie qui lui fournit les lits, les chaussures et les autres vêtements les prévôtés d'Essômes, d'Epieds et de Marisy. Il recommande aux trois camériers de rendre leurs comptes tous les ans à l'abbé et d'en mettre le reliquat à sa disposition. Enfin, il confirma la charte de fondation de l'anniversaire de l'abbé Roger. Ces particularités sont consignées dans les deux chartes ou procès-verbaux de visite du prélat, dont l'une fut scellée de son sceau et des sceaux de l'abbé et du couvent, dans la salle capitulaire de Saint-Médard, en présence de Robert, abbé de Saint-Germain des Prés; de Jean, abbé de Sainte-Geneviève de Paris; de Hugues, abbé de Saint-Vincent de Laon; de Raoul, abbé de Saint-Jean des Vignes; de Baudoin, abbé d'Ourscamp; de Robert, abbé de Valsery; de Pierre, abbé de Saint-Crépin en Chaye; de Fulbert, abbé de Saint-Léger de Soissons; de Simon, abbé de Saint-Eloi-Fontaine, et d'un grand nombre d'autres témoins formant une imposante assistance (1).

Ce fut sans doute à la suite de cette réforme que Roger donna la même année sa démission. Son successeur, Albéric de Braine, obtint une bulle du pape Innocent III et ne tint la crosse abbatiale que deux ans à peine, car il mourut en 1206. Il fut remplacé par Milon de Bazoches, que nous avons vu assister à l'affaire de Bouvines et qui avait été six mois seulement abbé de Saint-Remy de Reims. L'ancien abbé Roger lui restitua 50 livres pour acheter des rentes au couvent (2) et donna au nouvel hôpital *(hospitalariæ novæ)* le four de Soucy *(de Susciaco)* et des maisons à cens, à condition que cet établissement rendrait au couvent 100 sous et un demi-muid de vin pour son anniversaire. Cet hôpital des pauvres avait été reconstruit et agrandi en 1200, et des sœurs rendues y étaient chargées du soin des malades.

L'année d'après l'installation de Milon de Bazoches,

(1) *Cartul.* de Saint-Médard. — Chartes d'Odon, de 1203, et charte de Roger, de 1202.

(2) *Ibid.* Charte de Milon, de 1214. — La charte de R., abbé de Saint-Médard, concernant l'hôpital, est sans date. Elle doit être de Robert. Elle se trouve au cartulaire, entre la charte d'Eude de Paris, de 1203, et une de Milon, de 1214.

Raoul, comte de Soissons, affranchit, à l'occasion de son second mariage, une femme de corps de l'abbaye. Le même seigneur lui abandonna en 1208 un homme de corps en litige entre lui et les religieux avec lesquels il échangea encore en 1214 deux femmes de la même condition (1). Milon reçut en l'année 1208 au nombre de ses moines Gobert de Coucy, qui n'était âgé que de sept à huit ans, et dont la famille avait déjà donné à Saint-Médard les deux abbés Bertrand et Gauthier III. Ce Gobert de Coucy fit profession au mois de juin 1222, reçut le sous-diaconat la même année, à Valsery, la prêtrise à Noyon, au mois de septembre de l'année suivante, et s'en vint avec ses hardes *(cum pannis)* le 3 des nones de décembre demeurer à Vic sur Aisne (2).

Milon de Bazoches sut naturellement exciter la générosité de sa famille envers son abbaye. Nicolas II, fils aîné de Nicolas Ier, sire de Bazoches, qui avait fait une transaction avec elle en 1202 pour la terre de Dhuizel, entre Cergy et Chamery, et approuvé en 1203 le don des terrages de Vauxcéré, que lui avait fait Havide, son aïeule, pour son anniversaire, accorda, quinze ans après, à la prière de Milon, son oncle, pour la réfection des frères le jour de son anniversaire, *4 muids de blé sur les terrages de* Ciry (Salsogne) que délivrerait son bailli. Les frères de Nicolas II, Jean de Bazoches, chevalier; Gauthier de Bazoches, alors écuyer, donnèrent en 1221 leur agrément à cette donation, qui reçut aussi celui de Geoffroy, chevalier d'Arcy, et d'Helvide, sa femme, fille de Nicolas. La charte qui la contenait fut scellée des sceaux de Nicolas, du chapitre de la *Mère-Eglise*, de la cour épiscopale et de celle de l'archidiacre, avec les seings de Jacques, trésorier; de Gervais, archidiacre; de ses frères, Nivelon, chanoine, ainsi nommé en mémoire de Nivelon de Chérizy, son grand oncle, et encore chanoine en 1231, et de Gérard, aussi chanoine, puis évêque de Noyon, dont on parlera plus tard. Jean de Bazoches, quatrième fils de Nicolas, donna également à Saint-Médard 2 muids de blé de rente

(1) D. Grenier, *Paquet* 20, art. 6.
(2) *Chronic. S. Medardi.* — D'Achery, *Spicil.*, t. II.

sur ses revenus de Loupeigne pour son anniversaire, qui devait se célébrer le lendemain des Morts (1).

Ce fut sous Milon de Bazoches, et en 1210, par conséquent au commencement du XIII[e] siècle, que furent relevés les murs de clôture et les fortifications de Saint-Médard, sans doute alors bien détériorées. Il mourut en 1219 et son nom fut inscrit dans les nécrologes des abbayes de Fontaines et de Collinances, qui le regardaient comme l'un de leurs plus grands bienfaiteurs. La première avait reçu de lui, en 1212, la somme de 60 livres parisis et la seconde des bienfaits signalés qui témoignaient de sa vive affection pour l'ordre de Fontevrault, auquel elles appartenaient. Le prieur de Saint-Médard, Geoffroy, et la communauté durent se faire autoriser par Philippe-Auguste pour procéder à l'élection de son successeur, laquelle eut lieu l'année de sa mort (2).

Raoul de Braine, qui avait réuni les suffrages, vit augmenter le domaine que l'abbaye possédait à Bétencourt, près de Noyon, où elle avait une maison. Selon une charte d'Alaïs, *receveuse* du tonlieu de Beauvais, fille de Jean, châtelain de Noyon et de Torote, son frère, Guillaume de Torote, vendit à Saint-Médard, en 1205, à Bétencourt, 36 setiers de terre, mesure de Torote, qu'il avait acquis par échange avec elle, et il reconnut cette vente devant le doyen de Saint-Paul au Bois, que Raoul de Coudun, archidiacre de Soissons, « empêché par les grandes et difficiles affaires du diocèse » *(magnis et arduis Ecclesiæ nostræ negotiis impediti)*, avait délégué à cet effet. La vente fut approuvée la même année par Gaucher, fils de Jean de Torote, par Raoul, son autre fils, évêque élu de Verdun, par Eustache de Conflans, mari d'Helvide, leur sœur, et par Hugues, fils de Jean, seigneur de Coudun, parent de Guillaume, en 1227 (3).

Raoul mit tous ses soins à affermir la réforme introduite

(1) Duchesne, *Hist. de Châtil.*, p. 688.

(2) *Actes de Philippe-Auguste*, par Delisle, p. 425.

(3) *Cartul.* de Saint-Médard, chartes d'Aleïs, de Raoul de Coudun, archid.; de Raoul, doyen de Saint-Paul; de Gaucher, fils de Jean, châtelain de Torote; de Raoul, élu de Verdun; d'Eustache de Conflans et de Hugues de Coudun, de 1226 et 1227.

à Saint-Médard par Eudes de Paris. Il fit lui-même un règlement concernant la mense abbatiale et la mense conventuelle, lequel est resté comme un monument de sa sagesse et de sa sévérité. Selon cette constitution, l'abbé pouvait employer le surplus des 300 liv. prov. que le prévôt de Damery devait fournir au cellier de la cuisine *(cellario coquinæ)* pour la nourriture des moines, mais il ne pouvait rien réclamer sur cette somme, que sa part lorsqu'il serait à la maison, et rien du tout, pas même le surplus, lorsqu'il serait dehors. S'il mange au réfectoire, il aura la même pitance que le prieur qui réside à l'école *(ad scholam residens)*, c'est-à-dire que le religieux directeur de l'école monastique. S'il mange dans sa chambre, il n'aura pas plus qu'un simple moine. Le couvent n'ayant pas de vêtements suffisants, quoique l'*obédience* à ce destinée pût les fournir, on donnera aux religieux, une année des pelices *(pelliceas)*, une autre année des tuniques de drap de *saie*, et tous les ans à Pâques des bottines aussi de drap. Le seigneur abbé ne pourra conférer de prébende à perpétuité à aucun moine ou convers, à aucune converse ou autre personne sans le consentement de la communauté. Comme il arrive souvent que les abbés condamnent et chassent leurs moines sans cause raisonnable, ils ne pourront désormais conférer de prébende qu'aux frères résidents, ni condamner un accusé qu'en chapitre, et lui présent. Ils n'enverront personne dans une abbaye étrangère qu'en cas de refus d'obéir à la règle. Le produit des anniversaires sera appliqué exclusivement et sans réserve au couvent (1).

Raoul obtint du pape Honorius II une bulle pour affermir son autorité; mais, malgré tous les soins qu'il se donna pour le rétablissement de la discipline monastique à Saint-Médard, Matthieu, abbé de Foigny, n'en dut pas moins être délégué, en 1232, par Grégoire IX, pour réformer encore l'abbaye. Il est vrai de dire que la commission donnée à Matthieu, qui était regardé comme l'un des hommes les plus savants et les plus distingués du XIII[e] siècle, ne concernait pas seulement Saint-Médard, mais encore tous les monastères exempts des provinces de Reims et de Rouen,

(1) *Cartul.*, titre *Soissons*.

Saint-Vaast d'Arras, Saint-Pierre de Corbie, Saint-Corneille de Compiègne, Saint-Valery, Saint-Riquier, Fécamp, Jumièges, Saint-Vandril et Cormel. Matthieu donna à toutes ces maisons des règles de réformation qu'il appela *Institutions*. Raoul d'ailleurs se montra le défenseur intrépide des droits de son abbaye contre Henri de Vignoy, mais il ne put l'empêcher d'éprouver bien des dommages dans une guerre soulevée contre le comte de Champagne, qui suivait le parti du roi et où elle eut des villages et des maisons de ses domaines dévastés par le fer et par le feu, tandis qu'on avait épargné ceux des chevaliers. En 1236, il eut encore à la défendre, non-seulement contre une grande inondation de la rivière d'Aisne, mais encore contre une nouvelle entreprise des communiers soissonnais, lesquels, oubliant qu'une bulle de 1209 donnait au monastère le pouvoir d'excommunier ceux qui lui nuiraient, tentèrent une fois encore d'étendre leur juridiction sur le bourg d'Aisne et firent irruption sur son domaine. L'année d'après, il racheta du chevalier Simon de Verneuil et de sa femme Ermine, pour 25 livres, une rente de 11 setiers d'avoine et de 7 sous et demi de forts qu'ils avaient sur une maison de Saint-Médard à Vasseny, appelée la *Chieze* ou la Siége, et tenaient en fief de l'abbaye. L'abbé Raoul avait obtenu du pape Innocent IV, en 1243, le droit de porter les habits pontificaux (1).

Regnault de Nanteuil (sur Ourcq), appelé ainsi du lieu de sa naissance, qui succéda au mois de septembre 1237 à Raoul de Braine, renchérit encore sur les dispositions prises par ce dernier et Eudes de Paris, pour le bien-être de la communauté et la réception des étrangers. Comme il y avait insuffisance à la cuisine surtout pour le repas du soir, insuffisance au vestiaire pour fournir les habits aux moines, insuffisance au grenier pour les distributions des prébendes d'avoine et de ce qui était nécessaire aux hôtes religieux et séculiers, l'abbé, d'accord avec le chapitre, prit les dispositions suivantes : la cuisine, outre les 40 livres des prévotés de Damery et de Favières, tout le revenu de celle de Rugny et de ses dépendances, Foufry, Cergy et Soilly,

(1) *Chronic. S. Medardi, Spicil.*, t. II, p. 795.

la dime dite de Boniface achetée par l'abbé Raoul à Geoffroy, chevalier de Vic sur Aisne, 60 livres sur le droit d'avalage de ce bourg, 30 livres sur les *assises* de Fontenoy, 118 sur celles de la prévoté de Vic sur Aisne. L'*obédience* des vêtements distribuera par les mains du prieur ou du chambrier, le 1er août de chaque année, des tuniques de drap, des chaussures, des frocs, des cucules de panne et autres vêtements qui seront remplacés dès qu'ils seront usés. Le monastère ayant été *diffamé* au sujet des prébendes destinées aux chevaux des étrangers, on en fera quatre de la grande mesure de la maison et on recevra les hôtes avec honneur. Les vinages de Crouy, dont la grosse dîme fut, en 1239, donnée à Saint-Médard moyennant une pension de 12 muids de blé (1), 20 tonneaux du meilleur vin de la dîme de Crouy et les vinages de Fontenoy, seront déposés dans le cellier commun pour le réfectoire, et si les vins ne sont pas assez bons on les remplacera par de meilleurs. L'abbé rendra ses comptes tous les ans devant le prieur, représentant le chapitre, et sept religieux d'une sagesse éprouvée. Ceux-ci jureront de ne révéler à personne la situation du couvent, et si elle est mauvaise de le déclarer au chapitre. Tous les prieurs, prévôts et administrateurs qui demeureront en dehors du monastère jureront d'y venir tous les ans en personne le lendemain de la saint Grégoire pour rendre les comptes de leurs bénéfices à l'abbé, au prieur et à douze religieux désignés par le chapitre. La vente des bois dans ces bénéfices ne se fera que du consentement du chapitre, et l'emploi de l'argent en provenant sera réglé par lui. Lorsque les religieux seront saignés, il y aura pour eux trois jours de repos pendant lesquels ils seront exemptés des heures canoniques et demeureront derrière le chœur selon l'usage, à moins d'une dispense du prieur, tandis qu'elles seront chantées par les autres frères. Enfin, on décida que le jour de l'obit de l'abbé Renaud, il y aurait réfection pleine au couvent pour laquelle on assigna un muid de vin du cellier de l'abbé à Crouy et 12 livres de forts prélevées sur les prévotées de Damery, de Chivres et de Rugny, et envoyées par leurs prévôts respectifs dont

(1) *Cartul.* de Saint-Médard (Archiv. de l'Aisne).

20 s. de forts seraient distribués en aumône ce jour-là et 5 s. pour les sonneurs (1). Renaud, la même année où il prenait ces dispositions, entra en arrangement avec les nobles hommes Guy et Gaucher d'Autrèches, qui avaient eu de violents débats avec Saint-Médard au sujet du *droit d'entre cours*. Ensuite Guy ayant mis en vente ses biens de Bitry, cause principale de la difficulté, l'abbé les acheta 300 liv. Renaud mourut le 4 juin 1246 et fut inhumé au milieu du chapitre.

Jean Ier de Mirecourt, qui fut élu dans le cours de l'année, n'obtint pas moins de quatre bulles d'Innocent IV, dont la dernière lui déléguait, ainsi qu'à l'abbé de Compiègne, la charge assez difficile de défendre l'abbé de Sainte-Colombe contre la juridiction de l'archevêque de Sens. Ayant ensuite donné sa démission en 1253, il mourut la suivante, après avoir mérité qu'on gravât sur sa pierre sépulcrale dans le chapitre cette inscription qui renferme un grand éloge :

« *Sub mausolæi hujus mole Johannes*
Qui cum Martha foret non desiit esse Maria;
Gleba regendus ei locus hic septem fuit annis.
Qui legit huic oret, requiem det vera Sophia. »

XII. — Sous ces derniers abbés, Saint-Médard fut illustré par plusieurs écrivains, surtout par le moine-poëte Gauthier de Coincy; mais il importe, avant de parler de ses ouvrages, de jeter un coup-d'œil rapide sur ceux qui furent ses contemporains ou ses émules, et sur l'état de la poésie dans cette première partie du XIIIe siècle, surtout dans le Soissonnais.

La reconstruction des cathédrales, des grandes églises monacales et collégiales, loin d'avoir trouvé un obstacle dans les croisades qui poussaient vers l'Orient l'élite de la France, semble plutôt y avoir puisé une nouvelle activité. Comme l'architecture, la peinture, la sculpture, la poésie, toutes les branches de l'art y trouvèrent de nouveaux éléments, de puissantes aspirations. La poésie che-

(1) *Cartul.* de Saint-Médard. — *Carta Renaldi*, 1227.

valeresque surtout fut alimentée, dans ces aventures d'outre-mer, par le sentiment religieux, par l'amour des dames qu'il fallait quitter, par les exploits guerriers exécutés sous le ciel admirable de l'Orient, par un retour inespéré au château où l'on avait laissé ses plus chères affections. Aussi vit-on s'élever de glorieuses pléïades de poëtes sous les noms pittoresques de troubadours, de trouvères, de ménestrels, de jongleurs, qui tressaient jusque dans les cloîtres leurs glorieuses couronnes. La devise du chevalier étant *Dieu et ma Dame*, les uns sacrifiaient à la muse profane, les autres à la muse sacrée, souvent à toutes les deux, au milieu des fêtes, dans les tournois, dont les nobles châtelaines étaient l'ornement, dans ces châteaux où les plaisirs faisaient trève aux travaux de la guerre, et jusque sous la tente plantée sous les murs de Gaza ou de Damiette. Les premiers, en petit nombre dans le Soissonnais, appartiennent à ces récits; les seconds doivent y être au moins mentionnés.

Parmi les plus éminents poëtes du XIII^e siècle brillent Chrétien de Troyes, Rutebeuf, Raoul, châtelain de Coucy, célèbre par ses amours avec la dame de Faïel; Gauthier de Coincy; Hugues de Berzy; Raoul le Bon, comte de Soissons, qui se fit remarquer par son dialogue rimé (sa 59^e chanson) avec Thibauld IV, comte de Champagne, dont la poésie parvint à une grande perfection, et qui fit aussi des chansons pieuses; Raoul de Soissons, vicomte de Cœuvres, second fils de Raoul le Bon, qui laissa quelques pièces; Robin ou Robert de Compiègne, lequel, dans un jeu parti, demandait à Jean Bretel, si, devenu amoureux d'une femme dont le mari lui avait confié la garde, il doit cacher ou découvrir à la dame ce qu'il éprouve, et se fit aussi connaître par ses *dits moraux et styriques* en quatrains et ses autres *jeux partis* ou questions problématiques; Courte-Barbe, qui composa un *fabliau des trois aveugles de Compiègne*; Gauthier de l'Isle, dit de Châtillon; Nicole de Margival (1); Robert de Dommart ou Dammart, de l'un des deux villages de ce nom en Picardie, auquel on attribue une chanson attribuée aussi à Gasse-Brulé, et surtout à Thibauld de

(1) *Hist. littér.*, t. XXIV.

Champagne et de Navarre ; Gauthier de Nailli ou Neuilli, qui chantait ses vers à un certain Raoul de Laon ; Pierre de Vieils-Maisons, Jean et Gilles son frère, auteur de cinq ou six chansons agréables, et tous trois de la famille noble de ce nom ; Philippe de Nanteuil le Haudoin croisé en 1226, fait prisonnier à Gaza, et qui fut ensuite dirigé sur le Caire où il composa plusieurs chansons pour relever le courage des siens. Thibauld de Navarre, avec lequel il était revenu en France, adressa au « bon chevalier » une de ses pièces en ces termes :

Chançon va à Nanteuil sans faillance,
Ne remanoir (1)

Quelques-uns de ces poëtes profanes assez peu connus méritent une attention particlière, ne fut-ce que pour opposer le genre de leur talent à celui de nos poëtes religieux du pays. Le premier en date nous paraît être Hugues de Berzy, né vers la fin du XII^e^ siècle, probablement au village de Berzy, près de Soissons. Il s'était croisé en 1192 avec son fils et fut de l'expédition de Constantinople, ville « qui tant es bel, riche et noble, » dit-il dans une de ses pièces. Après avoir beaucoup couru et pratiqué le monde, Hugues s'en dégoûta et le prit en haine :

« Hugues de Bersil qui tant a
« Cherché le siècle çà et là
« Quil a vu quil ne vaut rien. »

Il le combattit donc en vrai chevalier. Il fit contre lui de virulentes satyres. On lui a attribué le livre connu sous le nom de *Bible* (ou Livre) *de Guyot*, dont l'auteur flagelle hardiment les vices qui de son temps rongeaient les états chrétiens ; mais il est plus vraisemblable qu'il est d'un moine de Provins nommé Guyot, avec lequel on l'a confondu. « Nous eumes, dit Pasquier, un Hugues de Bercy, religieux de Cluny, qui fit la *Bible de Guyot*... et quelques autres, lesquels quelques-uns des nôtres ont voulu comparer à Dante, poëte italien, et moi je les opposerois volontiers à tous les poëtes d'Italie. » Revenu de ses expéditions, Hugues composa sa *Bible*, où, tout en flétrissant

(1) *Hist. litt.*, t. XXIII, pp. 749, 773, 587, 675 et *passim*.

son siècle il fait l'aveu de ses propres fautes et exprime ses craintes (1) :

« D'un péchier qu'on apèle amor
« Me prend sovent molt grand por (2). »

On a cru que ce poëte s'était fait religieux. Or, Hugues déclare lui-même qu'il n'est « ni clercs, ni lettrez, » aveu qu'il n'eut sans doute pas fait s'il eût été du clergé séculier ou régulier. C'était plutôt un chevalier que l'âge et le remords avaient détaché du monde et qui consacra désormais son talent à la culture d'un poésie moins profane. S'étant lié avec un troubadour provençal, il adresse à cet ami et en son idiome méridional, auquel par conséquent il n'était pas étranger, une pièce de vers où il l'exhorte à la sagesse (3). Une autre chanson, datée de 1228, et où il parle de sa vieillesse, fait voir qu'il fréquenta les muses dans un âge avancé. Ces pièces ne forment pas un recueil, mais se trouvent dispersées dans divers manuscrits, telles que la romance de Hugues, avec la musique (4), un dialogue entre Gilles de Viels-Maisons, Hugues et le roi de Navarre, le livre appelé la *Bible* de

(1) Hugues étant désigné dans les auteurs sous la dénomination de Hugues de *Bercy*, *Berssi*, *Brecy* ou *Bersil*, et même de *Bregi*, du lieu de sa naissance, on peut donc hésiter entre Bercy ou Brecy, village près de Coincy (canton de Fère) et Berzy le Sec, près de Soissons. Hugues s'intitulant lui-même *Hugues de Bersil*, il semble qu'on doive se prononcer en faveur de Berzy. Toutefois, l'auteur de l'*Histoire de Coincy*, qui habite Brecy, se déclare pour cette localité. Il s'étaie surtout de la Chronique grecque de Morée, dont il a découvert un texte où Hugues est appelé seigneur de *Bersie* ou *Berisie*, et qu'il traduit par Bercy ou Brecy, quoiqu'on puisse le traduire aussi bien par Berzy. Crescembini, auteur de l'*Histoire de la poésie italienne*, l'appelle, dit-il, *Ugo de Bersia*, autre texte qui ne lui laisse aucun doute à l'égard de Brecy, *quoique en somme* on le traduise aussi bien par Berzy. D'un autre côté, Pasquier, dans ses *Recherches sur la France* (1530), appelle le poëte Hugues de Bercy; Méon, dans ses *Vieux poëtes français*, l'appelle Hugues de *Berse*, qui équivaut assez bien à Berzy. Il semble même qu'un titre de 1282, cité dans les *Archives impériales* de M. Boutaric (t. I, p. 37), tranche la question par analogie, puisqu'un autre personnage y figure sous le même nom de *Mo Hugues de Bersi*, *chevalier*. Somme toute, il y a lieu de se prononcer aussi bien pour Berzy que pour Brecy. (*Annales* de la Société historique de Château-Thierry, 1866, 1er trimestre, art. de M. DE VERTUS.)

(2) PASQUIER (Etienne), t. I, pp. 4 9, 689, 763, 770 et 805; et MÉON, t. II, cités par M. DE VERTUS. — *Hist. littér.*

(3) Cette pièce fut découverte vers 1720, par Crescembini, dans la Bibliothèque du Vatican, sous le no 3,207. (DE VERTUS, *ibid.*)

(4) Selon M. DE VERTUS, la romance d'Hugues se trouve avec la musique au mss. 844, fonds français, Bibl. nationale. Dans ce manuscrit, dit-il, le

Hugues (1), ainsi que d'autres chansons (2). On ignore l'époque de la mort de Hugues; on sait seulement qu'il eut plusieurs enfants qui occupèrent divers emplois à la cour de Constantinople, sous l'empereur latin Baudoin II (3). Un autre Gauthier de Bregi (Barsi, ou Bresil), était sans doute de la même famille que Hugues. L'*Histoire littéraire* le dit auteur de la *Bible au seignor de Berze*, qui n'est peut-être autre que celle de Hugues de Berzy, et on lui attribue deux chansons dont l'une commence ainsi :

Quant voi la fleur et l'erbe périr
M'estuet chanter par ma dolor covrir (4)

Non-seulement beaucoup de nobles seigneurs cultivaient la poésie, mais encore protégeaient ceux qui la cultivaient. C'est ainsi que Guy de l'Isle, qui fut à la fois théologien, philosophe, bibliographe et poëte héroïque, acquit la faveur de Guy II de Châtillon et de Gaucher II, son fils. Guy était né à Lille, mais il prit aussi le nom de Guy de Châtillon, parce qu'il en dirigea les écoles. C'est ce qu'il exprime dans ce vers latin : « *Insula me genuit, rapuit Castilio nomen.* » Il étudia ensuite le droit à Boulogne et revint à Reims où il professa la rhétorique et où il devint secrétaire et prédicateur de l'archevêque Guillaume aux Blanches-Mains, quatrième fils de Thibauld II, comte de Champagne, lequel occupa le siége de Reims de 1176 à 1202, et le fit chanoine de sa métropole. Gauthier, qu'il ne faut pas confondre avec d'autres poëtes du même nom, mourut chanoine de Tournai, au commencement du XIII^e^ siècle.

L'œuvre capitale de Gauthier est un poëme intitulé : *Alexandreis seu Gesta Alexandri magni*, qu'il dédia à Guillaume de Champagne. Il la divisa en autant de livres

copiste écrit Hugues de Bregy ; mais à la fin du *Dialogue* de Gilles de Viels-Maisons, etc, il l'appelle Hugues de Bregy, et de Brecy (*ubi supra*).

(1) Dans le mss. franç., n° 7218 (ancien), se trouve la *Bible* de Hugues. M. de Coussemaker dit, selon le même auteur, avoir vu quatre chansons de Hugues, dans un manuscrit de la bibliothèque d'Arras et qu'en tête de l'une d'elles se trouve une miniature représentant le chevalier poëte (*ubi supra*).

(2) Une autre satire de Hugues a été publiée par Méon (*ubi supra*).

(3) *Chronique* de Morée

(4) *Hist. litt.*, t. XXIII, p. 573. — Lacroix Dumaine, t. I, p. 38[illegible], édit. Rigoley.

qu'il y a de lettres dans le nom latin de l'archevêque, chaque livre commençant par l'une d'elles. Comme dans le VII[e] chant Darius prédit en mourant le meurtre de Thomas Becket, qui eut lieu en 1173, il en résulte que le poëme a du être composé entre cette année et 1200. Dans cet ouvrage, Gauthier a suivi le récit de Quinte-Curce, auquel il a ajouté des circonstances merveilleuses de son invention. Les critiques y trouvent de la facilité dans le vers, mais peu d'originalité. Néanmoins Jean de Salisbéry et Guillaume le Breton en faisaient grand cas, ce dernier sans doute parce qu'il y trouva un modèle pour sa *Philippéïde*. Bergier donne des éloges à sa poésie; Buselin assure qu'on la lisait dans les écoles, et il est certain qu'on préféra en son temps ce poëme aux modèles fournis par l'antiquité et même au texte de Quinte-Curce, dont l'*Alexandréïde* n'est guère qu'une paraphrase rythmée en latin du moyen âge. Aussi fut-il conservé par de nombreux manuscrits qu'on en tira, et imprimé onze fois, tant au XVI[e] qu'au XVII[e] siècle, et une fois au XIX[e] On a encore de Gauthier de Châtillon un traité *contra Judæos*. C'est une sorte de compilation en trois livres de tous les textes de l'Ecriture appliqués aux dogmes niés par les juifs, composée sous forme de dialogue entre Gauthier et Baudoin de Valenciennes, religieux prémontré de l'abbaye de Saint-Ived de Braine, où l'ouvrage se conservait dans la bibliothèque conventuelle (1).

Dans l'*Histoire littéraire de la France* figurent deux Geoffroy de Châtillon sur Marne, et de la maison même de Châtillon. Le premier vivait vers 1187, et le second, qui mourut vers 1250, paraît être l'auteur d'une chanson d'amour, conservée dans deux manuscrits, et qu'il aurait adressée à sa femme Félicité de Retesl (ou Rethel) (2). Ils ont eu pour contemporain Aymer de Varannes ou de Châtillon, trouvère qui avait composé en 1228? un poëme pour une noble demoiselle dont il était amoureux. Le fonds historique

(1) L'abbé Migne le réédita d'après l'édition de S. Gall.

(2) Cet ouvrage a été aussi réimprimé par l'abbé Migne. — *Hist. de Châtillon*, par Duchesne, p. 38. — Marlot, t. III, p. 503. — *Introduction à l'Histoire de Picardie*, par D. Grenier. — *Mém. de la Société des sciences, etc.*, de Lille, année 1858. — *Revue des Sociétés savantes*, 2[e] série, t. IV, septembre 1860.

de cette pièce remplie de prodiges et de folles aventures avait été vu par lui dans la Grèce :

Il l'avoit en Grèce véue
Nès n'étoit pas partout sené
A Filipopole la trouva
A Chastillon la rapporta (1).

Gauthier de Coincy fut le contemporain de tous ces poëtes. Né en 1177, il se fit moine à Saint-Médard de Soissons en 1193, à l'âge de quinze ou seize ans, sous l'abbatiat de Bertrann. Plusieurs biographes, trompés par ces expressions de la Chronique latine du monastère, *Galterus de Coussiaco* (2), font naître Gauthier l'un à Coincy, l'autre à Coingny, et quelques-uns à Saint-Amand, même à Amiens, où « si l'on en juge par quelques vers disséminés dans ses poëmes, sa famille avait occupé des places éminentes (3). » L'éditeur de la Chronique de Saint-Médard ayant lu dans le manuscrit *Coussiaco* au lieu de *Consciaco,* l'un des noms latins de Coincy, a été la première cause de cette erreur. Gauthier naquit donc à Coincy, diocèse de Soissons. Lui-même s'appelle *Gautier de Coinci*, ce qui doit faire disparaître toute difficulté.

Notre poëte dut entrer encore enfant à Saint-Médard, puisqu'il y prit l'habit dans un âge encore si peu avancé. Il y suivit certainement les cours de l'école monastique qui était encore très-florissante, ainsi que l'attestent plusieurs lettres du pape Innocent III qui y fit admettre, malgré l'abbé, le fils d'une pauvre veuve, avec injonction de l'instruire et de l'entretenir jusqu'à l'âge de quinze ans, et de le recevoir ensuite à la profession religieuse. On se faisait aussi gloire à Saint-Médard, comme dans toutes les grandes

(1) *Hist. littér.*, t. XIX, p. 678, et t. XV, p. 486. — *Ibid.*, t. XXIII, p. 577.

(2) « 1193. Galterus de Coussiaco monachus factus est, tempore Bertranni abbatis et erat quindecim vel sexdecim annorum, » (*Chronic. S. Medardi Spicil.*, t. II, p. 790.)

(3) *Hist. littér. de la France*, t. XIX, p. 843, article de M. Amaury Duval. L'abbé Corblet a adopté le sentiment de cet académicien. Racine fils dit Gauthier originaire de *Coinfi*, au lieu de Coincy qu'il a mal lu. (Mémoire adressé à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.) — Lebas (*Diction. encyclop.*) et Didot (*Biographie univers.*) adoptent S. Amand, on ne sait pourquoi.

abbayes, d'augmenter les anciennes bibliothèques. En 1217 Philippe de Dreux et de Braine donnait à celle de sa cathédrale de Beauvais de nombreux ouvrages *(librariam suppellectilem copiosam)*. Dans le même temps, Gauthier de Coincy écrivait qu'il y avait à *Saint Maars el biau librairie*. On avait sans doute fait entrer beaucoup d'ouvrages en langue vulgaire dans celle de Saint-Nicolas aux Bois, près de Coucy, puisque les étrangers venaient étudier le français dans ce monastère. Saint Louis, par son testament, légua la sienne aux jacobins de Compiègne et à l'abbaye de Royaumont (1). Du reste, Gauthier avait trouvé à Saint-Médard en y entrant un protecteur naturel dans la personne de Gauthier Balena, son parent, qui, après avoir été prieur de Vic sur Aisne, et prieur claustral, devint abbé de Saint-Médard en 1196.

Tandis qu'un autre moine, aussi du nom de Gauthier, devenait en 1214 prieur de Marizy-Saint-Mard, Gauthier de Coincy était nommé, au mois d'août de la même année, au prieuré de Vic sur Aisne, du titre de Sainte-Léocade, et dont la chapelle était située dans l'intérieur du château. En l'an 1196 on avait établi une petite communauté de moines dans ce prieuré où il n'y avait sans doute eu jusque-là qu'un seul prêtre et des convers, à cause du développement qu'y avait pris le culte de cette sainte martyre (2). Gauthier était alors âgé de trente-sept ans, et par conséquent encore à la fleur de l'âge et du talent. Il vécut heureux et tranquille dans ce lieu protégé par une imposante forteresse, et qui, par la beauté d'un site plein de fraîcheur, portait l'âme à de douces méditations. Il y consacra à la poésie le temps que lui laissaient le chant des saints offices et l'accomplissement des exercices monastiques. C'est à Vic, en effet, qu'il composa son livre des *Miracles de la Sainte-Vierge*, où se trouve un poëme de sainte Léocade, patronne de son prieuré, et une foule d'autres pièces de vers comprenant des légendes, des traités moraux, des complaintes, des cantiques avec la musique, des épîtres

(1) *Hist. littér.*, t. XVI, pp. 34, 39 et 40. — Dans une charte de 1145 paraît le nom de Foulques *armarius*, c'est-à-dire bibliothécaire de Saint-Médard. (*Cartul. antiq.* Laon.)

(2) « 1196. Monachi positi sunt apud Vicum. (*Chronic. Ubi supra.*)

ave, prières, *salus* de Notre-Dame, ayant tous pour but la dévotion et le culte de la Sainte Vierge ou s'y rapportant. Le livre des *Miracles* forme un superbe manuscrit qui existe encore à Soissons. Des maux de tête dont il souffrait beaucoup et qui entravaient souvent ses travaux littéraires, mais surtout l'enlèvement des reliques de sainte Léocade, troublèrent seuls la vie si calme, si régulière et si studieuse de Gauthier. Il quitta Vic sur Aisne pour aller occuper le grand priorat à Saint-Médard, au mois de juin 1233, le jour de saint Gervais. Gobert de Coucy le remplaça le même jour à Sainte-Léocade. Gauthier était resté vingt ans à Vic. Il mourut trois ans après, le 25 septembre 1236, jour de saint Prince (1).

Le caractère de Gauthier se reflète dans tous ses écrits. C'était un bon religieux, humble, pieux, chaste, et instruit dans les lettres divines et humaines. Il cite les auteurs ecclésiastiques et les auteurs profanes; Virgile, sous le nom de Maro; Juvénal, etc. Il portait jusqu'à une extrême tendresse sa dévotion à la Sainte Vierge et à sainte Léocade. Elles étaient comme les dames de ses pensées; il était leur chevalier spirituel. Il flagellait avec vigueur et sans ménagement les mœurs dépravées des gens du monde et n'épargnait pas davantage les gens d'Eglise. Il conserva toute sa vie une vive affection pour les religieuses de Notre-Dame de Soissons, dont l'église avait été témoin de miracles signalés opérés par la Sainte Vierge, et qui l'honoraient d'une manière particulière. Il était en relations avec Raoul de Nesle, ou le Vieux, comte de Soissons, qui cultivait aussi les muses; avec la comtesse de Blois, qui habitait quelquefois le château de Villeneuve, situé sur la rive gauche de l'Aisne, en face de Saint-Médard, et Robert de Dives, prieur de Saint-Blaise, ensuite abbé de Saint-Eloi de Noyon en 1230, pour lequel il éprouvait une sainte et vive amitié. Raoul de Nesle mourut la même année que

(1) « 1233. Galterus de Coussiaco, prior de Vico, magnus prior ecclesiæ S. Medardi efficitur, mense junio, in die sanctorum Gervasii et Protasii. »

« 1236. Galterus de Coussiaco, magnus prior S. Medardi, obiit mense septembri in die festivitatis S. Principii. » (*Chronic. S. Med. Spicil.*, t. II. — *Hist. littér.*, XIII^e^ siècle. — *Bibliothèque des Ecrivains de l'ordre de Saint-Benoît.*)

son émule en poésie, quoique dans un genre bien différent.

Tandis que Raoul et ses confrères, tandis que les troubadours, ménestrels et trouvères se livraient au genre érotique et romanesque, chantaient la beauté, les grâces et les conquêtes amoureuses des dames et des demoiselles, et se divertissaient avec Thibauld de Champagne à faire des dialogues, des jeux-partis, des poëmes satyriques, Gauthier composait des poésies plus en rapport avec sa sainte profession, quoique conçues dans le goût de son époque, c'est-à-dire dans un langage dont la naïveté dégénère trop souvent pour nos oreilles, plus délicates que nos mœurs, en accents plus que profanes. Vivant pour sa *douce Dame* et non pour le monde, ses poésies sont une traduction libre des légendes de la Sainte Vierge, tirées d'auteurs anciens qu'il trouva dans la bibliothèque de Saint-Médard, des récits de Siméon le Métaphaste, de saint Grégoire, de Marbode, de Hugues de Cluny, de Hermann de Laon, de Guibert de Nogent, de *Mestre Hue li Farsi* (Hugues Farsit) *qui haut et clers fut—qui les ardents vit et le fut* (1). Ces miracles opérés de leur temps dans la cathédrale de Notre-Dame de Laon et dans l'église de Notre-Dame de Soissons, lors de l'épidémie du *Feu des Ardens*, il les fondit en plusieurs livres où il intercalla la légende de sainte Léocade. Gauthier ne rapporta donc pas ces faits le premier, mais il les tira des auteurs qu'on vient de nommer et d'un livre qu'il trouva avec eux dans la *belle librairie* de Saint-Médard. Il en fit des extraits choisis, les mit en vers pieux et spirituels en y ajoutant des digressions et des considérations morales :

« A S. Maart où biau livraire
« Trui un biau livre donc bien traire.
. . . . . .
« Que je ne sai ne je ne puis
« Les plus plaisans choisir ne lire
« Quand a la foiz le preing à lire
. . . . . .
« De beauz, de genz et de granz pris
« Plus y en lais nen ai pris. »

Tous ces ouvrages, qui faisaient l'ornement de la riche

(1) Manuscrit de Soissons, édité par l'abbé Poquet, p. 190.

bibliothèque de Saint-Médard, étaient écrits en langue latine, laquelle n'était déjà plus guère entendue que du petit nombre; Gauthier crut devoir les mettre à la portée des personnes pieuses et même des gens du monde, par une traduction en langue vulgaire, c'est-à-dire en cette langue romane secondaire que l'on parlait au XII^e^ siècle et de laquelle se dégagea notre langue française dans le cours du XIII^e^, ainsi qu'à la même époque notre architecture ogivale se dégageait du plein-cintre roman du XI^e^ siècle en passant au XII^e^ par un régime de transition. C'est le poëte lui-même qui en avertit son lecteur :

« Et ce latin es biaus et genz
« Mais pour ce que toutes les gens
« N'entendent pas très-bien la lettre
« Ici vueil en roman mettre (1). »

Outre ce but qu'on peut appeler littéraire, Gauthier s'en proposa encore un autre plus religieux, celui de propager la piété pleine de tendresse qu'il éprouvait pour la Sainte Vierge, sa noble dame, et d'opposer des chants moraux aux poésies profanes, surtout à ces chants érotiques qui éclosaient alors de toutes parts :

« De Tibergon et d'Amelot
« Laissiez ester chançonnettes
« Quar ne sont leurs chançons nettes. »

C'était le temps, a-t-on déjà fait remarquer, où les troubadours et les trouvères, les jongleurs et ménestrels ou ministrels *(li menestrous, li ministerix)* parcouraient les cours des rois, des ducs, des comtes, pour charmer, après le retour de la chasse ou de la guerre, les soirées d'hiver dans ces nombreux châteaux répandus au milieu des bois, dans de vastes plaines, dans des marais profonds, sur des hauteurs escarpées. Ils y apportaient les nouvelles, ils chantaient les exploits des preux dans les guerres féodales, dans les combats d'outre-mer. Ils répétaient les vers

(1) Ailleurs notre poëte insiste encore sur le dessein qu'il se propose :

Miracles que truis en latin
Translater vueil en rime et mettre,
Que cil et celes que la lettre
N'entendent pas puissent entendre.

des poëtes en vogue qui étaient souvent de nobles châtelains, de puissants suzerains, tels que les Raoul de Coucy, les Raoul de Nesle, les Thibauld de Champagne.

Mais si les vers des grands seigneurs et damoisels étaient, au rapport de Gauthier, compassés, ciselés et frappés au coin de la prosodie, ils ne l'étaient pas toujours à celui de la morale. Ils préféraient, ces hauts seigneurs, ces hautes dames, aux excellents préceptes et exemples de l'Ecriture, aux vies des saints, les « atroperies, risées, gas, truferies, sonz et sonnez, longues fables et sermons courts, larges mensonges, bordes amples. » Quant à lui, s'il s'est fait trouvère, ce n'est pas pour avoir « pris, ne por robes, ne por avoir, » mais « por l'amor de la dame avoir; » encore ne sera-t-il capable que de peu de chose si elle ne l'inspire. Que les *trouveurs* portent leurs robes de vaire et ne s'occupent pas de lui, car, ajoute-t-il,

« .... Trouverres ne sai-je mie
« Fort de ma dame de m'amie
« Ne menetiex ne suis pas.

Après avoir parlé des chants profanes des ménestrels, Gauthier donne l'histoire d'un *jugleur* d'un autre genre, lequel était fort dévot aussi à Notre-Dame, Pierre de Syglar, « ménestreus de grand renom, qui chantait « le lai moult » volontiers quand il venait par les couvents. Pierre fit le pèlerinage de Roc-Amadour, et là, devant l'image de la Sainte Vierge et en présence d'un grand nombre de pèlerins, il prend sa *vielle*, véritable violon à archet, et en tire des sons si merveilleux qu'il ravit tous les assistants, « si bien viële, que parler veille sa viële » (qu'il semblait que sa vielle parlât) (1). Du reste, Gauthier avait pour émule dans cette voie, nouvelle peut-être, Rutebeuf qui, outre des poëmes profanes, versifia des miracles de la Sainte Vierge, fit la pièce intitulée de son nom : l'*Ave Maria de Rutebeuf*, dont un morceau rapporte la fameuse légende de Théophyle, la *Chanson de Notre-Dame*, *les Neuf Joies de Notre-Dame*, le *Miracle de Théophyle*, un *Diz de Notre-Dame* (2).

(1) *Miracles*, etc., de GAUTHIER, pp. 375 et 106.
(2) *Hist. littér.*, t. XX, p. 67.

Certains auteurs pensent que Gauthier composa à Saint-Médard, en 1230, son poëme des *Miracles de la Vierge*, mais il est certain qu'il commença à chanter dès avant 1219, époque de l'enlèvement des reliques de sainte Léocade à Vic sur Aisne, qu'il continua jusqu'en 1222, et que ses compositions furent faites lorsqu'il était prieur de Vic sur Aisne, car quand il parle de lui-même, c'est toujours en cette qualité (*le prieur de Vi Danz Gauthiers*), et l'on sait qu'il resta à Vic de 1214 à 1233.

Or, comme il se mettait à « rimoier » les miracles de la Vierge, étant à *Vi sur Esne*, un horrible démon lui apparut qui lui fit mille menaces pour le détourner de ce dessein. Il avait « cros aigus et pates, » et de sa gueule sortait du feu. Le poëte invoqua Notre-Dame et le monstre infernal disparut. Mais voici que pour lui faire « li cuer crever et tormenter toute la vile, » il inspira à de « mauvaises gens » le projet d'enlever « le cors de la sainte damoiselle » Léocade, déposé en la chapelle de son prieuré. Léocade, née en Espagne, vers l'an 304, avait cueilli la palme du martyre à Tolède, sa ville natale, dont elle devint la patronne, et où l'on célébrait sa fête le 9 décembre. On venait en foule prier à son tombeau. Un jour que saint Ildefonse, archevêque de Tolède depuis 508, y vint prier à son tour, le tombeau s'ouvrit soudain, l'église devint étincelante de lumière, et la sainte sortit toute éblouissante de son cercueil qui exhala une odeur suave. L'archevêque, hors de lui-même, voulut saisir la sainte, mais en même temps qu'il entonnait une antienne qu'il avait composée en son honneur, elle échappa de ses mains, et tout ce qu'il put faire fut de lui prendre un peu de sa robe qu'il plaça dans une châsse de vermeil (1).

(1) Une miniature du manuscrit de Soissons, rappelant ce miracle, représente saint *Ildefonse à genoux*, saisissant la robe de la sainte qui semble s'adresser à lui, et soutenant la pierre soulevée de son tombeau. Derrière lui est le roi d'Espagne, la couronne en tête, et suivi de moines et de courtisans. Celle du manuscrit de la Bibliothèque impériale *le représente sur son trône*; *la reine est à genoux*, l'archevêque arrive avec son clergé, et la sainte paraît sortir du tombeau. Enfin, dans un tableau provenant de l'abbaye de Longpré, on voit une femme à genoux sur un tombeau, la couronne sur la tête, une palme à la main, et deux religieuses portant une châsse et s'acheminant de l'église d'un monastère vers cette sépulture. Ce tableau, dont il sera encore question plus tard, appartient au musée de Soissons.

Lorsque les Maures envahirent l'Espagne, les reliques de sainte Léocade durent être soustraites à leur impiété, et furent transportées jusqu'au monastère de Saint-Guilain, près de Mons en Hainaut. Ce monastère avait sous sa dépendance le prieuré de Saint-Guilain d'Allemans, ou Petit Saint-Guilain, entre Soissons et Laon. On pourrait croire que ce fut par cette voie qu'elles parvinrent jusqu'à Saint-Médard, mais elles avaient été données en présent à cette abbaye par Louis le Pieux :

« Qui à ce temps m'étoit grant peine
« A réédifier Saint Maart,
« Que le Wandle plein de mal art
« Avoient ja ars et destruit. »

Mais, à quelle occasion advint-il que cette « pucèle glorieuse », cette « esméraude précieuse », ce limpide saphir, cette « escarboucle » fut portée à Vic sur Aisne? C'est ce qu'a conté souvent à Gauthier, un sien oncle, un grand sire, qui avait été prieur de Saint-Médard et de Vic, et qui fut enterré près de l'*huis* (la porte) *Saint-Benoît*. Cet oncle l'avait appris lui-même d'un vieux moine qui vivait lors des incursions des *Wandles* (Vandales). On cacha d'abord les reliques en un puits. Dans la suite, l'abbé Milon, « li plus douz clers que jonques vi, » afin « d'amender ses lieus et croistre, » envoya avec l'assentiment de son « cloistre des cors sains par ses chatiaus et par ses viles, » c'est-à-dire dans ses domaines pour les relever, en y attirant des pèlerinages comme à Saint-Florent, à Donchery, etc. Quant à la « savoureuse Léocade, li bons abbés » l'envoya « en la ville où il fu norris et nez, » c'est-à-dire à Vic sur Aisne, le jour de la fête de l'Ascension, et après une mémorable procession à travers la ville et le château, il la fit placer dans la chapelle du prieuré.

Si l'on en croit Gauthier, les habitants de Tolède conservaient l'espérance de recouvrer le corps de sainte Léocade, mais cette espérance devait être trompée. Il demeura toujours « au douz païs de douce France, » à Vic sur Aisne « moust aimé » où elle voulait être honorée. Et la preuve, c'est que des larrons, a-t-il ouï raconter, ayant voulu l'enlever, furent frappés de cécité et de paralysie; qu'en mémoire de ce miracle on éleva une croix

qu'on voyait encore de son temps; qu'une foule d'autres prodiges s'y accomplirent par son intercession, et que de plus riches dons abondèrent en sa chapelle et « en son petit cloitre » qu'au « grant moutier à Saint-Maart; » c'est donc inutilement qu'on aurait voulu qu'elle fût portée en un cloître plus digne d'elle. Au moyen de ces présents, Gauthier lui fit faire une « fierte nouvele, riche cyboire, riche lit, » et il ressentait pour sa sainte patronne une dévotion si ardente qu'elle se trahissait par les plus douces expressions de la tendresse :

« Ha! Léochade, douce suer,
« Douce vierge, douce pucèle,
« Rose esmerée, fleur nouvèle
« De moi ardier ne te feing mie
« Se par toi a si haute amie
« Posie avoir com Nostre-Dame,
« Seurement s'en iroit m'ame
« Devant celui qui la cria
. . . . . .
« Clère esmeraude, clère gemme
« Sa pucèle es, elle est ta dame.
. . . . . .

L'abbé de Saint-Médard ne s'était pas trompé lorsqu'il envoya « en ses châteaux » des reliques comme moyen d'en augmenter l'opulence. Il se forma à Vic un pèlerinage célèbre qui subsiste encore, quoique la châsse qui contenait les reliques de sainte Léocade ait subi bien des vicissitudes. L'abbé Gauthier dut ériger la chapelle du château en prieuré l'an 1196 et y mettre des religieux qui, vivant en communauté, célébraient l'office canonial et rendaient un culte spécial à leur patronne (1).

Cependant les menaces faites à Gauthier par le démon aux pieds crochus et à la gueule enflammée qui lui était apparu, allaient se réaliser. Pour les conjurer, il adressait maintes prières à Notre-Dame, dont il avait fait « entailler une image et paindre du mies qu'il savoie. » Cette statue était même si « belle et délitueuse » que beaucoup de gens « cuidoient qu'elle fust toute d'or et d'argent; » mais rien ne put détourner l'orage. Des voleurs enlevèrent la châsse

(1) *Ubi supra* et *Gall. christ.*, t. IX. — *Chronic. S. Medardi*, *Spicil.*, t. II, p. 789. — Carlier, t. I, pp. 361 et 365.

de sainte Léocade et la statue de la Vierge un jour qu'il était sorti de la ville. Ce fut un deuil général, et les petits enfants eux-mêmes « leur poinz et leur paumes bâtoient » tandis que « les pucèles se lamentoient. » Gauthier, à son retour, apprend ce malheur. Pendant quatre jours et quatre nuits il se prosterne en prières, la face contre terre, et dans son désespoir, exalté par la crainte des reproches qui lui seraient adressés pour une perte si grande, il s'écriait :

« Là! là! touz jours mes gémirai
« Noïer en Aisne je m'irai
« Se Diex ne me ravoye. »

Heureusement, au bout de cinq jours, la veille de la Pentecôte, les reliques furent retrouvées dans la rivière, où les voleurs les avaient jetées. Ce fut Gauthier lui-même qui les tira de l'eau; mais la châsse avait disparu. L'endroit où elles furent déposées sur la rive devint un lieu de dévotion où les malades se rendaient en foule et se baignaient même pour être guéris de la fièvre. La croix qu'on y planta passait pour avoir la vertu de guérir aussi des maux de dents et d'oreilles. L'image de Notre-Dame fut retrouvée dans un champ voisin de Sacy Saint-Christophe et déposée dans l'église de ce village, où on alla la chercher processionnellement pour la réintégrer au prieuré. La charrue n'avait pu passer sur l'endroit où les voleurs l'avaient enfouie, ce qui avait amené sa découverte.

L'abbé de Saint-Médard, Milon, après avoir fait les informations nécessaires pour constater l'authenticité des reliques, « envessella le chief » dans un reliquaire « en clair argent et en or fin » en forme de buste. La translation se fit le jour de Sainte-Magdelaine, et le lendemain de la Pentecôte on porta la châsse nouvelle en procession au *Pré Herbout*. L'aumônier de Saint-Médard fit le sermon, et Raoul, abbé de Saint-Eloi de Noyon, revêtu de son costume abbatial, montra le chef au peuple qui faisait éclater sa joie, et en emporta une dent. Aux habitants de Tolède qui revendiquaient la possession des reliques de sainte Léocade, on répondait, pour leur fermer la bouche, par le récit des miracles opérés à Vic sur Aisne, composé par Gauthier de Coincy. Quoiqu'il en soit, c'est à la suite de

ces événements, arrivés en 1219, année de la prise de Damiette, que le poëte fit sa complainte. C'est aussi en 1219 que mourut l'abbé Milon qui fut inhumé devant l'autel de l'église de Saint-Médard, et dont Gauthier fait l'éloge en disant qu'il n'y avait pas en son temps plus honnête, « ne plus gentils clercs, ne plus humain, ne porte croce (1). »

Ces nombreuses citations du livre de Gauthier font connaître à la fois le genre de talent de ce poëte, son genre de vie et les mœurs de son temps. Il avait de nobles relations dans le monde religieux et dans le monde profane. Sa réputation ne se renfermait pas dans les limites d'un cloître. On sait déjà qu'il portait une amitié tendre aux religieuses de Notre-Dame de Soissons, à l'abbé de Saint-Eloi de Noyon, au comte Renaud et à la comtesse Ade, sa femme. Il adressa aux « demoiselles et cloistrières de Nostre-Dame » son Epitre sur la chasteté, en leur disant qu'il leur envoyait un des poissons qu'il avait « peschié à Vi sus Aisne, » et que ces « biaus livres » leur parleraient mieux qu'aucune autre page. Puis, s'adressant à son livre même, il lui recommanda, quand il partirait de Soissons, d'aller cinq cents fois saluer l'abbesse de Fontevrault « que moult aim et qui moult vaut. » Enfin, il engage « toutes rendus, toutes dames, noires et blanches » qui ont quitté le monde pour conserver leur âme pure, de bien entendre la présente page du « prieur de Vi Dant Gautiers. » La description que fait ensuite du monde notre poëte, et les expressions dont il se sert pour cette peinture, en parlant des belles dames aux « tresses blondes » coupées en entrant au couvent, des beaux barons et chevaliers, des châteaux à tourelles, des riches palais, des tables somptueuses, était peut-être plus propre à le faire aimer qu'à le faire mépriser dans ces cloîtres austères où l'on cherchait un abri contre ses séductions.

Gauthier offrit son ouvrage « au bon prieur » de Saint-Blaise, Robert de Dives, abbé de Saint-Eloi de Noyon, pour qu'il en fît faire la transcription, après quoi il devait voyager ailleurs pour être également copié et recopié :

« Li livres, or tost, va-t-en, va-t'en
« Va à Noion, plus n'y aten

(1) *Ubi supra*, pp. 13, 133 et 134.

« Bien sai-je que jor et nuit l'abbée
« Robert qui m'a m'amour
« Mil fois fois le me salueras.
. . . . . .
« Salue mie roys et roynes
« Dus, duchesses, contes, contesses,
« Evêques, abbez, abbesses,
« Moines et clercs, rendus, provoires,
« Toutes nonains blanches et noires
« Et tretouz ceux communément
« Qui de cuer aimment doucement
« La douce dame de pitié. »

Il sera bien reçu partout, à la cour des rois et des seigneurs, mais il lui recommande surtout de saluer « ses deus dames » les comtesses de Blois et de Soissons quand elles reviendront au pays habiter le *châtel* de Villeneuve, où il les avait visitées, et qu'elles l'auront pris en l'église de Notre-Dame. Enfin, Gauthier reporte les manuscrits à Saint-Médard, dans les *armoires*, où les prieurs et les bibliothécaires les tenaient renfermés et où ceux qui voudraient y lire de « biaux » miracles iront les consulter, car il en a laissés plus qu'il n'en a pris. Toutefois, voulant encore composer une Epître à ses amis, il les « rocrochera un peu et un peu les vorra reprendre, » allusion évidente à la manière dont on enchaînait dans les monastères les livres précieux pour assurer leur conservation.

On a porté dans la république des lettres, sur la valeur des poëmes du trouvère religieux, des jugements bien différents et plus ou moins exagérés, selon les passions auxquelles les critiques obéissaient. Les uns y ont trouvé de la naïveté et de la grâce et les ont regardés, avec Moréri, « comme un des plus beaux monuments qu'on puisse vanter pour la poésie de cette espèce du règne de Philippe-Auguste et de Louis IX » Ils pensent même que le langage en est plus ancien que celui des poésies de Thibauld de Champagne. Les autres se sont montrés d'une sévérité outrée envers le moine-poëte, sans avoir égard aux mœurs, aux goûts, aux croyances, aux préjugés du temps où il écrivait. Ils ont jugé la poésie des XII[e] et XIII[e] siècles comme d'autres jugeaient l'architecture gothique.

Dom Germain, en son *Histoire de Notre-Dame*, publiée en 1695, dit avec vérité qu'il avait composé son ouvrage

peu de temps après les prodiges arrivés à Soissons, à l'occasion du *mal des ardens*, et qu'ils en forment la meilleure partie. Ainsi, parlant de la guérison miraculeuse de Gondrée d'Audignicourt, dont le nez avait été dévoré par l'affreuse maladie, et des milliers de personnes qui en avaient été les témoins, Gauthier ajoute, pour confondre d'avance ceux qui l'accuseraient de raconter, comme témoin oculaire, des prodiges qu'il n'avait pas vus :

« Et je meisme qui écrit
« En rommans met et le latin
« Vi en m'enfance, en m'en matin,
« Une nonnain de Nostre-Dame,
« Qui Gondrée, la povre femme
« Dont je vous cont baisa et vit;
« Et le bon cuens Raoul m'a dit
« De Soissons qu'assez li conta
« Li cuens Ives qui la baisa
« Le nez plus de cinquante fois (2). »

D. Germain trouve que la poésie de Gauthier est difficile à entendre, à cause du changement arrivé en notre langue, mais il avoue qu'elle contient de la doctrine et qu'il y rapporte des passages de quelques Pères et d'autres auteurs qu'on ne retrouve plus. Quoiqu'il ait extrait la plupart des sujets de ses chants d'ouvrages connus, l'abbé Lebeuf, suivi par plusieurs autres, traite de fabliau le poëme de sainte Léocade et de contes dévots les autres légendes. Louis Racine, pendant le séjour qu'il fit à Soissons, vit le livre de Gauthier et composa une dissertation qu'il adressa à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, dont il faisait partie, le 28 juillet 1744. Il trouve facile l'intelligence du texte que D. Germain trouvait difficile à entendre. Il réforme le nom de Coinsi en celui de *Coinfy* et prouve par ses interprétations erronées qu'en somme il entendait assez mal le français du commencement du XIII^e^ siècle. Selon lui, le poëme est très-*long*, les faits sont singuliers, les termes inconvenants, et tout a été puisé dans « mestre Hugues li *Farsi.* » Il fallait, dit-il, avoir d'étranges idées

(1) *Ubi supra*, p. 686.

(2) Voyez ce miracle t. II de cet ouvrage. C'est par erreur que l'on a mis en cet endroit *Oignoncourt* pour Audignicourt (canton de Coucy).

pour composer ce livre où règne « une étonnante simplicité, » qui est une production d'un siècle d'ignorance et qui eut pour auteur et pour traducteur deux des plus ignorants écrivains qui fussent dans ce siècle. Les miracles sont tous absurdes ; la superstition peut seule les avoir accrédités dans un siècle où on se faisait de la plus sainte religion une idée aussi contraire à sa pureté qu'à sa grandeur. L'écrivain, trompeur de bonne foi, se donne pour témoin oculaire de presque tous les miracles qu'il raconte, et place dans le Soissonnais la plupart d'entre eux. La relique du Saint-Soulier, dont il est souvent question, est moins en vogue aujourd'hui qu'alors, parce que le peuple est moins ignorant. Quatre de ces prétendus miracles qu'il cite particulièrement « doivent faire juger de ces pieuses extravagances qu'on pourrait, à la rigueur, traiter de blasphèmes, si l'on ne faisait grâce à l'intention du poëte et à l'ignorance de son siècle. » Ces opinions absurdes, « en substituant des pratiques faciles et superstitieuses aux lois générales de la morale, entretenaient dans les cœurs corrompus une dangereuse sécurité. Aussi ces siècles, qu'on représente parfois comme l'âge d'or de la nature, furent-ils le règne du désordre et de la violence ; » il n'en faut pas regretter « la vicieuse simplicité. » Cependant, il avoue « qu'au travers d'une infinité de traits ridicules et bizarres, de récits bas et puérils, » on y rencontre quelquefois des morceaux écrits avec élégance, peints avec grâce et qu'on pourrait citer comme des exemples du style simple et naturel ; » il y a fait « des rencontres agréables, » mais le fond « lui a paru si absurde, qu'il n'a pas eu la patience d'achever une lecture si fatigante. » Et, en somme, tout le prix du livre consiste dans son antiquité et la beauté de ses peintures auxquelles il doit sa conservation.

En poussant ainsi à l'extrême la sévérité janséniste de l'abbé Lebeuf, en appliquant à de légers poëmes les règles d'une critique ultra-théologique, Louis Racine ne vit pas qu'il se trompait à son tour, lorsqu'il rejette les vices de la copie sur l'original, et qu'il impute à Hugues Farsit « les extravagances de Gauthier, » jugement d'autant plus surprenant que l'éminent académicien avait l'une et l'autre pièce entre les mains, et qu'il déclare en avoir fait la com-

paraison. On eût pu le défier de citer de la première les exemples scandaleux qu'il cite de la seconde. Encore Gauthier n'a-t-il pas imaginé ces derniers, mais c'est de Gauthier de Compiègne, et non de Hugues de Soissons qu'il les a tirés.

Les Bénédictins, auteurs de l'*Histoire littéraire de la France*, se sont aussi montrés bien sévères à l'égard de Gauthier de Coincy, qui avait fait passer dans ses chants, disent-ils, le récit de Hugues Farsit, « heureux s'il eût eu la discrétion de s'en tenir à ce texte, au lieu d'y ajouter, comme il fait, quantité de fables qui choquent le bon sens, blessent la pudeur et déshonorent la religion. » Ils trouvent aussi que son ouvrage, « malgré la piété affectueuse qui le caractérise, » est semé de traits de satyre contre les gens d'Eglise, surtout contre les cardinaux ; qu'il emploie bien plus de temps à déclamer contre les *papelards*, la *papelarderie*, le *béguinage*, qu'à célébrer les vertus de la sainte (1). Ces savants oubliaient, eux aussi, qu'en jugeant un poëme du XIII^e^ siècle avec les lumières théologiques du XVIII^e^, ils s'exposaient à émettre un jugement erroné, et qu'en blâmant dans Gauthier les traits satiriques qu'il lance contre les désordres du clergé de son temps, ils blâment en même temps les justes reproches que de saints papes, de saints évêques, de courageux écrivains, adressaient aux gens d'Eglise du leur, sous des formes plus polies peut-être, mais non moins énergiques.

Mais c'est surtout dans un article d'Amaury Duval, qui se ressent de l'époque où il a été publié (1838), que Gauthier de Coincy a été le plus maltraité. Ce ne sont dans son livre que de continuels et insipides jeux de mots revêtus de rimes, en ces récits de miracles tirés de Hugues Farsit et du poëte Hermann, « contes dévots » auxquels il ajoute d'autres « traits de son imagination exaltée » et quelques traditions fabuleuses. La Vierge, selon le critique prévenu, est pour le poëte une véritable femme qu'il aima d'un amour passionné et à laquelle il adressa des vers érotiques, et il répète les appréciations souvent exagérées de Louis Racine. Helvétius, ajoute-t-il, cite aussi dans son livre de l'*Esprit* un de ces contes absurdes, et quelques autres sont

(1) *Hist. littér.*, t. XVI, p. 226.

mentionnés également par Legrand d'Aussy en termes moins blessants pour la pudeur. Lui-même semblait sentir qu'il la blessait souvent, puisqu'il cherche en un endroit à s'excuser. Ces histoires étaient sans doute pour les religieuses de Notre-Dame. Ici Duval oublie que si elles possédaient au siècle dernier un des manuscrits de Gauthier de Coincy, cela ne prouve pas que c'était pour elles que le poëme avait été composé. Ne l'adresse-t-il pas aussi à des femmes du monde, à un abbé pieux et éclairé pour le faire copier? Quant à la légende de sainte Léocade en particulier, il la trouve tellement bizarre qu'il ne la rapporte pas. Il lui reproche également d'y faire la satire des gens du monde et de ceux qui tenaient le premier rang dans la société, les évêques, les cardinaux, le pape même, auxquels il reproche leurs mauvaises mœurs en termes vraiment crus et obscènes. Et pourtant on ne voit pas que l'évêque de Soissons plus que les autres prélats, les cardinaux, le pape, son propre abbé, l'aient jamais inquiété pour ces hardiesses. Est-ce qu'on était alors plus tolérant qu'aujourd'hui en ces sortes de matières?

Duval s'étend davantage sur le poëme intitulé l'*Empereis qui garda sa chasté par moult temptacions* et aussi de *l'Empereis qui fut chacie de Rome par son soroge* (frère) et trouve dans ce poëme, qui forme à peu près la deuxième partie des *Miracles de Notre-Dame*, mais qu'on trouve séparément dans d'autres manuscrits, un véritable roman de chevalerie distinct des autres sujets et qui ne manque pas d'intérêt. En somme, au jugement d'Amaury Duval, ces nombreux poëmes sont fatigants à lire, d'un style recherché, sans variété, et Gauthier est un poëte fécond, ou plutôt un moine qui, dans son pieux délire, ne fait preuve ni d'imagination, ni de goût, n'a que des idées communes et triviales sans avoir la naïveté des poëtes de son temps. Il avoue pourtant qu'il eut, même hors des cloîtres, où il pouvait surtout plaire, une assez grande célébrité, mais il est inférieur aux plus médiocres trouvères de l'époque; et si son poëme mérite quelque attention, c'est plutôt au point de vue de l'art de la peinture, qui a déployé ses richesses sur ses manuscrits (1).

(1) *Hist. littér.*, t. XIX.—*Diction. pittoresq. de la France*, t. VIII, p. 665.

En dépit de ces critiques amères, le livre de Gauthier de Coincy n'en reste pas moins un monument curieux de la poésie française au commencement du XIII^e^ siècle, telle surtout qu'elle pouvait être cultivée dans les cloîtres. La vogue dont il fut honoré est attestée par les manuscrits qui en restent encore et méritent presque tous notre admiration. Le plus beau paraît être celui de Soissons, de tout temps admiré par les artistes et les hommes de goût, et même par les dépréciateurs les plus acerbes de ses poésies. Cet ouvrage précieux échappa aux désastres qui dispersèrent les bibliothèques conventuelles de Soissons et resta dans cette ville, tandis que l'Evangéliaire de Louis le Pieux et l'Ordinaire de Nivelon prenaient la route de Paris, la ville absorbante par excellence. Après avoir traversé le moyen âge, survécu à l'invention de l'imprimerie, il faisait partie, au XVIII^e^ siècle, comme livre rare, de la bibliothèque de Notre-Dame de Soissons (1). Il est écrit avec soin et orné de miniatures et d'enluminures d'un grand mérite, où l'éclat des couleurs le dispute à la naïveté et à la pureté relative du dessin. De quel atelier monastique de peinture et de calligraphie est-il sorti? On l'ignore; mais il est vraisemblable que ce fut plutôt de celui de Notre-Dame même où il demeura que de celui de Saint-Médard, car voici comment les manuscrits se multipliaient, selon un passage de Gauthier lui-même. L'auteur communiquait le sien à ses amis; ceux-ci le faisaient copier et orner, puis le passaient à d'autres qui le multipliaient à leur tour. Ainsi Gauthier envoya son manuscrit à Robert de Dives, abbé de Saint-Eloi de Noyon, qui devait le lui renvoyer après l'avoir fait transcrire. Robert était un véritable artiste, puisqu'il déclare qu'il ne connaît personne qui,

> Plus volontiers que lui ne le lise
> Ne plus tost le contrescrive
> Ne qui mieux le sache a tourner
> Flourir, ne paindre, n'aourner.

Gauthier envoie aussi son livre trouver les religieuses de Notre-Dame, la comtesse de Soissons, l'abbesse de Fonte-

(1) Ce monument précieux, petit in-f° en parchemin de 246 folios, à doubles colonnes, appartint, en 1635, à Henriette de Lorraine, puis à

vrault, les rois, princes, ducs, qui sans doute imitèrent l'abbé de Noyon, en le faisant copier et enluminer. C'est ce qui explique sa présence dans un grand nombre de bibliothèques du moyen âge, royales, châtelaines, conventuelles. Il était indiqué en ces termes dans l'inventaire des livres du roi Charles VI, du mois d'avril 1423, deux cents ans après la mort de l'auteur : « *Item* le *Livre des miracles de Notre-Dame,* en françois rimé, en ung volume bien escript en picart, de lettres déformes en deux colonbes, prisé XV livres parisis (1). »

Les critiques se sont partagés sur l'âge positif du manuscrit de Soissons. Selon l'auteur de l'*Histoire de Notre-Dame de Soissons,* il serait de la fin du XII[e] siècle et contemporain de Gauthier (2). Selon les modernes historiens

M[me] d'Harcourt, abbesses de Notre-Dame. Vendu, à la Révolution, il demeura à Soissons et fut racheté par Mgr de Simony qui le donna à la bibliothèque du Séminaire. Les travaux dont il a été l'objet, surtout pour la reproduction des miniatures dans l'édition qu'en a donné l'abbé Poquet, en altérant la pureté du vélin et la fraîcheur des peintures, en a diminué la valeur.

(1) D. Grenier, *Introduction à l'Histoire de Picardie,* p. 48. Cet article portait le n° 6.

(2) On voit encore à la Bibliothèque impériale « un très-beau volume qui contient, dit Amaury Duval, d'après l'abbé Lebeuf, tous les ouvrages de Gauthier de Coincy; mais quelques-uns lui attribuent à tort des chansons qu'ils comparent, pour leur mérite, à celles de Thibauld, comte de Champagne. Ce manuscrit ne contient d'autres chansons que celles en très-grand nombre intercalées dans les légendes ou contes qui forment une partie intégrante de son poëme des *Miracles de la Vierge.* Il y a en outre, à Paris ou ailleurs, de nombreux recueils où les poëmes de Gauthier se trouvent soit seuls, soit mélangés.

Il existe aussi, à la Bibliothèque de l'Arsenal, un manuscrit in-f° sous le n° 298, et dont il y avait un très-ancien exemplaire en Sorbonne, intitulé : *Les Vies des Pères hermites*, attribué à Gauthier de Coincy. Ce manuscrit, lit-on sur la première feuille de garde (v°), est parfaitement beau; les miniatures qu'il contient sont aussi curieuses que les histoires. On voit par les armoiries demi-effacées qui sont à la première page, qu'il a été fait pour Anne de Bretagne. Il est étonnant, ajoute l'auteur de la note, que du temps de cette princesse on trouvât ces histoires édifiantes et qu'on les ornât comme un bon livre. Peut-être était-ce par une sorte de vénération qu'on les copiait encore. On n'a pas été du moins jusqu'à l'imprimer. Le même avait en sa possession un autre manuscrit de cet ouvrage in-4°, plus simple, moins ancien et moins bien écrit, à la fin duquel se trouvaient les *Miracles de la Sainte Vierge*, et un troisième en 2 vol. in-f°, contenant d'abord ces miracles, et ensuite la vie des hermites. Il estime que les originaux de ces manuscrits sont du XIII[e] siècle, et que le livre qui figure dans le catalogue de la bibliothèque du roi Charles V, sous le titre de *Vie des Pères hermites*, était le même que celui-ci. Il croit enfin qu'il y aurait dans ce manuscrit beaucoup d'histoires à extraire et à publier, « car elles sont singulières, » mais qu'il serait plus aisé de faire ce

de Soissons, il remonterait à la première moitié du XIII[e] (1). L'éditeur du poëme de Gauthier le rapproche de la seconde. Il appuie ce sentiment sur la netteté de l'écriture, la perfection des dessins, les caractères de l'architecture qui y est peinte, sa ressemblance avec d'autres œuvres du même genre que plusieurs savants assurent être de cette époque. Si l'on considère le temps où composa Gauthier, 1214 à 1223, c'est-à-dire pendant son séjour à Vic sur Aisne, l'empressement qu'il mit à envoyer son poëme à Notre-Dame, où l'on dut se hâter d'en faire la copie, la naïveté de la pose dans les personnages des miniatures, ces réminiscences même du plein cintre qu'on y trouve mêlé à l'ogive, on admettra que ce monument est de la première moitié du XIII[e] siècle (2).

Il n'est pas inutile, après s'être arrêté si longtemps sur la plus grande illustration littéraire de Saint-Médard au XIII[e] siècle, de faire mention du chroniqueur anonyme du monastère, lequel survécut d'un certain nombre d'années à ce poëte. Il parle en effet, non-seulement de vacances *(inducieæ)* qui lui furent accordées pendant treize ans au mois de juillet, le lendemain de la Saint-Benoît,

travail sur d'autres copies plus modernes qu'il avait aussi en sa possession.

Les titres des deux ou trois premiers chapitres feront connaître le genre de ce livre : « Ci commaincet la vie des Pères et premièrement de deux hermites qui faisoient paniers, dont l'un fit fornication, puis fit grant pénitance. » — « De l'hermite qui s'ényvra et fist par yvresse homicide et fornication par tentation. » — « De l'hermite qui renie Dieu pour une femme sarrazine... » Le manuscrit se termine par ces mots (fol. 136[e] et dernier, v°) qui sont, à n'en pas douter, de la main du copiste,

« Explicit vita patrum.
« Deo dicamus gratias,
« Amen.
« Scriptori pro pena
« Sibi dentur plurima bona. »

Dans la même bibliothèque se trouvaient encore d'autres manuscrits de la *Vie des Pères hermites*, dont un renfermait aussi les *Miracles de la Vierge*.

Le poëme de Gauthier fut traduit en vers, c'est-à-dire dénaturé, au siècle dernier, par un religieux de Marchiennes exilé à Soissons, nommé Blandecq, sous ce titre : *Les Miracles de la sacrée Vierge Marie, tant anciens que modernes, advenus en la ville de Soissons, en l'église dédiée au nom de tadite Vierge, monastère de religieuses de l'ordre de S. Benoist*, le tout mis en vers français par D. Charles Blendecq, religieux de Marchiennes. (Paris, M.D.XII. Bibliothèque du Séminaire de Soissons, provenant de celle de M. Jardel, de Braine.)

(1) *Hist. de N.-D.*, p. 62.—D. Grenier est du même avis que D. Germain.

(2) *Bibl. des Ecrivains* de l'ordre de S. Benoît, et Lacroix Dumaine.

à partir de 1240, mais encore de la construction de la merveilleuse Sainte-Chapelle du Palais à Paris, et de la translation qu'y fit saint Louis des reliques de la vraie croix. En outre de Gauthier de Coincy, il cite dans sa Chronique plusieurs des grands prieurs de Saint-Médard, tels que Pierre de Milly, sans doute originaire du village de ce nom, dans la vallée de Tartiers, aujourd'hui détruit, et donné à Saint-Médard par le roi Eudes avec le fisc de Cuisy en Almont; Guillaume de Missy, Jean de Clamecy, sous l'année 1252; Jérôme et Gobert de Coucy, le premier mort abbé en cette dernière année, et le second successeur de Gauthier à Sainte-Léocade de Vic sur Aisne; enfin Gérard de Coucy, qui vécut en grande réputation de vertu parmi ses contemporains, et qui est cité aussi dans le poëme de Gauthier (1). La Chronique de Saint-Médard a été publiée par D. Luc d'Achery dans son *Spicilegium* (2).

XIII. — Si de Saint-Médard de Soissons on se transporte à Saint-Yved de Braine, on y verra cette fille de Prémontré arriver à l'apogée de sa gloire et devenir le témoin de plusieurs événements intéressants. Henri I^er de France, frère de Robert I^er de Dreux et de Braine, et archevêque de Reims, était mort en 1175 et avait eu pour successeur, en 1176, Guillaume I^er de Champagne, qui mourut à son tour en 1202. On songea pour le remplacer à Philippe de Dreux et de Braine, évêque de Beauvais, neveu de Henri et fils de Robert I^er, mais l'humeur guerrière de ce prélat fit échouer son élection. Celles de Baudoin, prévôt de Reims, et de Miles, ou Milon de Nanteuil, fils de Gaucher de Châtillon et d'Hélinde, dame de Nanteuil, chanoine de Beauvais et de Reims, qui devint dans la suite prévôt de Reims, et évêque de Beauvais en 1217, eurent le même sort du fait de l'archidiacre Thibauld du Perche, qui parvint à faire se élire à leur place. Mais le pape Innocent III coupa court à ces intrigues en nommant à Reims Guy Paré, ou de Paray, cardinal-évêque de Palestrine, « homme lettré, » qui avait été abbé de Citeaux et légat du Saint-Siége.

Quoiqu'il en soit, Gui Paré se rendit à Braine un mois après son intronisation, qui eut lieu en 1205. Il s'agissait

(1) *Poëme de Gauthier*, p. 16.
(2) *Spicil.*, t. II, p. 799.

de juger des hérétiques qui étaient, selon toute apparence, de la filiation des sectaires manichéens de Bucy, brûlés à Soissons en 1114, sous l'épiscopat de Lysiard de Crépy. Ces hérétiques, au nombre desquels se trouvait Nicolas Perrot, peintre renommé par toute la France, comparurent devant le métropolitain, en sa *cour d'Eglise* tenue à Braine, en présence du comte Robert II, de la comtesse Yolande, sa femme, et de beaucoup de personnages de distinction. Ils furent examinés sur la Foi et trouvés *infidèles*. On prononça contre eux une sentence de mort, et peu de jours après, ils furent conduits hors de la ville et livrés aux flammes. Les excès d'immoralité dont on accusait ces sortes d'hérétiques et leur endurcissement dans leurs erreurs peuvent seuls expliquer un pareil châtiment (1).

Du reste, la guerre des Albigeois ne pouvait manquer d'exalter les esprits contre ces malheureux. Robert II de Braine, son frère Philippe de Dreux, évêque de Beauvais, se rendirent à la croisade prêchée contre eux en 1212 avec une foule de pèlerins armés et relevèrent le courage du comte de Montfort en déployant eux-mêmes la plus grande valeur. Au retour du Languedoc, il eut une querelle avec le comte de Boulogne, Renaud de Dammartin, qui détruisit en 1212 une forteresse qu'il avait bâtie à Bresle, sur les limites du comté de Clermont, sous prétexte qu'elle était nuisible à la comtesse de Clermont, sa cousine. Philippe quitta encore la crosse et la mître pour le casque et l'épée, et alla raser un château que le comte avait construit

(1) *Gall. christ.*, t. IX, col. 101; Ex *canonici Laudunensis chronico*.
Une erreur grave a été admise sur ce fait lamentable par les auteurs du tome XVI de l'*Histoire littéraire de la France*, p. 66. « Guy Paré, disent-ils, à peine installé dans l'archevêché de Reims, condamna au même supplice (celui du feu) Robert, comte de Braynes, la comtesse Yolande et plusieurs habitants de Braynes, y compris un peintre dont le talent était renommé. » Et ils citent le *Gallia christiana*, t. IX, p. 110. — Cette erreur est reproduite à la page 502 du même volume, où il est dit que Guy, peu de jours après son installation, « fit brûler quelques habitants de Braine qu'il avait, *du premier coup d'œil*, reconnus hérétiques ou infidèles, et du nombre desquels se trouvait un peintre nommé Nicolas, dont le talent était renommé par toute la France. » Le *Gallia christiana* dit expressément qu'ils furent jugés par le métropolitain en sa *cour d'Eglise*, et en présence de grands personnages. Il ne les avait donc pas, *du premier coup d'œil*, reconnus hérétiques.

en 1187 à la Neuville en Haie. Ensuite, ayant engagé dans sa querelle les enfants de Robert, ses neveux, Gatebled, Mauclerc et Jean, et même le roi, qui vint au secours de l'évêque, son fidèle allié, il obligea le comte à quitter le royaume. Mais, pendant ces troubles, le prélat ayant voulu avoir les clefs de la ville de Beauvais, la commune les lui refusa. De là force difficultés entre lui et les bourgeois, auxquelles Philippe-Auguste mit fin en décidant que les clefs devaient lui appartenir avec d'autant plus de raison que le le prélat avait contribué, en 1190, et d'après ses ordres, à l'agrandissement des fortifications de la ville. En revanche, Philippe accorda aux bourgeois le droit de battre monnaie et celui d'élire un maire, que la commune n'avait pas, l'évêque, en sa qualité de comte de Beauvais, y ayant seul la justice. Il agit ainsi malgré les vives réclamations du chapitre, qui prétendait que le roi diminuait les droits de l'évêché.

Philippe assista en 1216, en sa qualité de pair du royaume, au fameux jugement de Melun concernant la comtesse de Champagne et mourut en 1218, regretté pour ses vertus civiles, son courage chevaleresque, sa bienfaisance, son caractère obligeant et son dévouement au roi. Il légua, par son testament, au chapitre de Beauvais ses dîmes de Chevrières, et à l'abbaye de Saint-Germer une pièce de vaisselle d'or provenant de la comtesse de Braine, sa mère. Les papes Alexandre III et Innocent III lui adressèrent plusieurs rescrits, qu'on peut voir au Recueil des Décrétales, concernant des questions matrimoniales. Par l'établissement des publications de mariage dans son diocèse, mesure utile qui se répandit ensuite partout, il parvint à diminuer le nombre des unions clandestines. Malgré ses défauts on doit rendre à Philippe cette justice qu'il montra une grande docilité aux avis du souverain pontife et qu'il déploya un zèle ardent pour le maintien de la discipline ecclésiastique à laquelle il ne se soumettait pas toujours lui-même. Il fut enseveli dans le chœur de la basse-œuvre à Beauvais (1).

(1) *Gall. christ.*, t. IX. — Carlier, t. I, p. 476 à 480. — *Monographie de Saint-Yved de Braine*, par Prioux, p. 47.

La généreuse comtesse de Braine ne s'était pas contenté d'ériger pour le repos de l'âme du comte Robert de France, son mari, mort en 1188, le prieuré de Saint-Remy de Braine; elle fonda dans le même but pieux, en son château même, l'an 1201, un Hôtel-Dieu avec une église dédiée à Saint-Antoine. Elle donna à cet établissement charitable ses fours banaux du château, ses vignes de Courcelles et d'un lieu appelé *Orpheniis;* 10 arpents dans les prés Gwailles, une charretée de bois mort par jour en ses forêts, telle qu'un chariot à quatre roues tiré par quatre chevaux peut en contenir; 10 livres provin. de rente sur le péage d'Arcy *(Arseti)*, dont 4 livres pour le chapelain et 6 pour lui créer une rente de 3 muids de grains et de 3 muids de vin. Ce chapelain était nommé par le seigneur de Braine et installé sur ses provisions, comme on le voit par une charte du mois de février 1249, expédiée au nom de Marie, comtesse de Braine, donnant à son cher et fidèle Adam, clerc de la chapelle d'Igier, en pure aumône, la chapellenie de sa *Maison Dieu* de Braine, que possédait le clerc Roger, décédé en Terre-Sainte *(in partibus transmarinis)*. Cet établissement hospitalier fut d'abord gouverné par un maître, des frères et des sœurs. En 1287, frère Guillaume, *maître de l'hostellerie* de Braine, est nommé dans une charte de Jean, abbé de Saint-Yved, et, en 1331, on voit que les frères et les sœurs de l'*ostellerie* de Braine, appelée *Maison Dieu*, louaient des vignes qu'ils avaient à Limé (1). Dans la suite le maître ou frère fut remplacé par des administrateurs laïques nommés par le comte de Braine jusqu'en 1506, époque où la reine Marguerite de Valois voulut, à la persuasion de ses officiers, s'attribuer cette prérogative en sa qualité de duchesse de Valois (2).

Pendant que Philippe de Dreux se livrait à son humeur guerrière, sa mère Agnès, son frère Robert II, comte de Braine, et Yolande de Coucy, donnaient tous leurs soins à la prospérité de Saint-Yved. En 1200, le pape Innocent III renouvela la défense aux évêques de prendre gîte dans les

(1) *Archiv. impér.*, L. 1168, collection PRIOUX. — COCHERIS, t. I, p. 334.
(2) CARLIER, t. I, pp. 469 et 476. — PRIOUX, *Histoire de Braine.*

maisons de l'ordre de Prémontré, et en 1202 il confirma à l'abbaye les rentes de blé qu'elle avait reçues de Pierre, chevalier de Braine, de Willard son fils, et de Beaudoin son petit-fils, sur la grange de Cuiry; de Pierre et de Robert, frères de Beaudoin, et de leur mère Adélaide à Dhuizel; de Robert Balène à Lesges; de Gauthier de Dusi, en sa grange de Dusi; de Jean, frère de Robert Balène en celle de Perrote; de noble homme Robert de Coucy, à Coucy; de Gaucher de Châtillon à Ciry; le muid de sel donné par les comtes de Soissons et les biens de Saint-Aubin donnés par Albéric Pillet.

L'abbaye eut à subir plusieurs procès en 1213 et en 1216, au sujet de ses dîmes. Quoique Hugues de Guni eût renoncé, en 1197, à ses droits sur celle de Guny, le curé et les habitants y élevèrent des prétentions. Les parties furent renvoyées par l'autorité apostolique par-devant G. et R. de Béthune, chanoines de Laon, qui leur firent accepter l'arbitrage de Guérard, chapelain de la *Grande Eglise*, et de Me Lambert, chanoine de Notre-Dame des Vignes, lesquels décidèrent que les dîmes de ce terroir appartiendraient à Saint-Yved, hormis celles que le curé et les habitants percevaient depuis quarante ans. Une autre dime réclamée par le prieur et les moines de Saint-Paul aux Bois fut adjugée à Saint-Yved, comme faisant partie de sa grande dîme de Saint-Aubin, par S., prêtre de Camelin, et R., prêtre de Saint-Aubin, « hommes de bon témoignage, » en présence de Mathieu, clerc et official, et de Gérard de Bazoches, archidiacre de Soissons. Enfin, une sentence arbitrale de Me Lambert et de Jean de Laon, autre archidiacre de Soissons, décida que les dîmes de Cuiry et de Lesges seraient perçues par le prieur de Saint-Thibaut et le monastère de Saint-Yved selon l'ancienne coutume, à moins que, d'un côté ou de l'autre, on ne pût invoquer une prescription (1).

Innocent III, par une bulle de 1216, datée de Latran, sur les plaintes que lui avaient portées les religieux de Sainte-Marie de Braine, prit leur défense contre les « malfaiteurs et rapineurs, » en ordonnant aux évêques de leur

(1) *Cartul. de Braine*, chartes de 1213 et 1214; — de Gérard de Bazoches, de 1216; — de Jean de Laon, etc.

porter un prompt secours, « afin qu'ils puissent être délivrés des angoisses et oppressions qu'ils endurent; » d'employer l'arme de l'excommunication, s'ils sont laïques, et celle de la suspense, sans appel, de leurs offices et bénéfices, s'ils sont moines ou chanoines réguliers, peines canoniques dont on ne pourrait être relevé qu'en se rendant auprès du Saint-Siége. Réglant ensuite le régime pénitencier du cloître, Innocent ordonna que les voies de fait commises par les religieux dans le couvent seraient punies par l'abbé, et celles commises entre des religieux de couvents différents par les abbés respectifs, tandis que celles commises par des laïques le seraient par le Saint-Siége. Enfin, il frappait d'interdiction les biens des religieux et de leurs hommes lorsqu'ils seraient envahis par la violence.

D'autres confirmations vinrent encore, dans les premières années du XIII[e] siècle, assurer le domaine de Saint-Yved. En 1202, la comtesse Agnès de Braine lui confirma la rente d'un muid de blé que lui avait faite pour son anniversaire le chevalier Gérard, frère de Robert, chevalier de Cuiry, sur la dîme de ce village, qui se partageait entre Saint-Remy et Saint-Yved de Braine, et le chevalier Cholard, selon un accord de 1204 passé entre Gérard, prieur de Saint-Remy, et l'abbaye, en présence de Guy, archidiacre de Soissons, et de son frère, abbé de Saint-Jean. Nivelon de Pierrefonds en fit autant pour des terrages donnés à Hermer, abbé de Saint-Yved, par Geoffroy de Margival, de l'agrément de ses frères Gérard, Vermond et Ponsard, et de Nicolas de Bazoches. En 1215, Nicolas, chevalier de Dhuisel, ratifia ces donations et celles de Oilard ou Wilard, son père; de Wautier, son oncle; de Baudoin et Pierre, ses frères, et y en ajouta d'autres sur la dîme de Cuiry et de Lesges. Robert Balène, chevalier de Lesges, sa femme Elisabeth, son fils Jean, donnèrent à Saint-Yved des terres à terrages à Lesges et une rente de blé sur la grange de dame Perrote, leur mère, de l'agrément de Renier, chevalier de Dhuisel, et à la louange du chevalier Baudouin, son frère, des rentes sur la dîme de ce village. Gauthier Balène, chevalier de Chassemy, donna aussi une rente de grains à Saint-Yved sur la grange du

seigneur Godefroy à Ciry, mais ce ne fut qu'en 1224 qu'il parvint à la faire agréer du chevalier Oilard, frère de Godefroy, qui l'avait eu sa mouvance. Enfin, la même année, Haymard approuva la donation que Baudoin de Tréloup lui fit, à la prière de Nicolas de Dhuisel, de sa part de dîme à Dhuisel, pour être divisée entre l'église de Longueau et les abbayes de Saint-Remy et de Saint-Yved; et celle de deux muids de blé sur la dîme de Chassemy faite par Enguerrand de Courcelles et Aubert, chevalier de Courcelles, son frère. Le prélat couronna ces diverses confirmations auxquelles les moines attachaient tant de prix, en permettant à ceux de Saint-Yved de frapper publiquement d'excommunication tous ceux qui useraient de violence contre leurs droits et revenus.

Beaucoup de ces libéralités qui venaient enrichir Saint-Yved, se faisaient sous les auspices et à l'exemple de Robert II et de la comtesse Yolande, sa femme, qui, en avril 1208, opérèrent avec l'abbé Hermer et ses chanoines un échange aussi considérable qu'utile au couvent. A la place des biens qu'il avait reçus de leurs ancêtres, sur leurs domaines d'entre l'Aisne et la Marne, ils donnèrent, sans rien changer à la dîme du chanvre qu'il avait sur le moulin *Baterez* à Braine pour faire les cordes des cloches, 34 muids de grains de redevance, tant sur l'abbaye de Chartreuve que sur les moulins de Braine et de *Quinquenpoyk*, sur les terrages de Cerseuil ou sur le grenier de Braine; 30 muids de vin sur les terrages de Paars, de Vaussetin ou Vautin, de *Vaubellin* (Vaubertin ou Villeblin), de Courcelles, de Saint-Mard, Presles, Rhu et Cerseuil, auxquels ils ajoutèrent, pour le salut de leur âme, 10 liv. de forts, pour les âmes de leurs fils, Jean et Pierre, 104 s. de forts; pour l'entretien d'une lampe perpétuelle en l'église de Notre-Dame Braine, 20 sur le tonlieu de la ville. Après avoir approuvé la donation d'Agnès de Braine à Violaine, ils donnèrent encore à l'abbaye un pré situé entre celui de Saint-Yved et celui des frères du Temple à Courcelles, trois chariots de foin à deux chevaux sur leur pré de l'arbre de Saint-Ived appartenant au *fidèle* Jean de Courlandon. Haymard de Provins approuva en 1209 ces donations et échanges faits au mois d'avril 1208 en la ville de Braine, et la comtesse

Iole les approuva aussi d'une manière spéciale à Fère en Tardenois à la même époque (1). L'abbé Hermer reçut encore de Jean de Rocourt, en 1208, le tiers de la culture de Ciergy, au terroir de Barbonval, et lui acheta le reste pour 100 livres provinoises. Il eut pour successeur Etienne, à qui Gervais, abbé de Prémontré, écrivait en 1214, après le départ de son prédécesseur pour l'abbaye de Moncel, pour le prier de recevoir en religion un clerc séculier qu'il ne pouvait admettre à Prémontré, à cause de la surcharge de l'abbaye-mère (2).

Cependant l'église de l'abbaye de Saint-Yved marchait avec célérité vers son achèvement qui était surtout l'objet des préoccupations de la comtesse Agnès et de son fils Robert. Commencée vers 1180 par Robert Ier de Dreux, lequel, quittant « sa bonne épouse » pour faire le pèlerinage de Jérusalem, « avait laissé abondamment, dit Mathieu Herbelin, or et argent, rentes et revenus à la digne Agnès pour faire et parfaire icelle église, » elle avait été continuée par elle après sa mort et par Robert II, son fils. Agnès et Robert bâtissaient aussi vers cette époque, sur un roc escarpé, le château du Haut, ou de la *Folie de Braine*, les murs du parc de Braine et le moulin de Quincampoix, qui en est proche. Si l'on en croit Herbelin, d'après les Chroniques de l'abbaye, ce merveilleux édifice « fust faict et accomply en sept ans et sept jours. » Douze « maîtres maçons » étaient occupés à surveiller les ouvriers « tout en taillant les images et ouvrages somptueux d'icelle église comme à conduire le dict œuvre; » et, chose non moins extraordinaire, « combien, ajoute le même auteur, que en faisant et conduisant le dict ouvrage par chacun jour se trouvoient continuellement et journellement treize maîtres, néanmoins au soir et en payant et salariant les dicts ouvriers ne se trouvoient que les dicts douze maîtres. » Quoiqu'il en soit, il paraît certain qu'on employa quarante ans à l'achever et perfectionner. Elle n'était donc peut-être pas terminée lorsque la comtesse en voulut faire faire la consécration.

(1) *Cartul. de Braine*, chartes d'Hermer, de 1208; d'Haymard de Provins, etc.

(2) *S. Antiquit. monumenta*, Hugues, abbé d'Estival, p. 114 du t. Ier.

La cérémonie eut lieu le dernier jour d'août de l'an 1216. Voulant lui donner le plus grand éclat, la comtesse et l'abbé Etienne y invitèrent Albéric de Humbert, ou de Hautvillers, archevêque de Reims, et Haymard de Provins, évêque de Soissons. Ils n'eurent pas plus tôt achevé « la litanie, dit toujours Herbelin, en invocantz l'ayde de Dieu, de la Vierge Marie et des benoictz saincts du paradis » qu'un ange apparut « qui prist de la main du dict archevesque l'aspersoir à l'eaue benoicte et accomplit et paracheva la consécration. » A la suite de ce miracle, les deux prélats accordèrent « grands pardons et indulgences à tous vrais repentans de leurs péchez qui au jour de la dicte dédicace assisteront en la dicte église. » Celle-ci fut consacrée sous le vocable de Notre-Dame et de saint Yved, dont les reliques y furent transférées par les deux prélats tandis que celles de saint Victrice restèrent à Saint-Remy. Le saint archevêque de Rouen fut toujours à Braine l'objet de la confiance et de la vénération des peuples qui venaient en grand nombre l'invoquer dans les calamités publiques surtout et dans les épidémies. Le naïf Herbelin rapporte deux exemples curieux de sa puissance.

Un jour, la fierte de saint Yved fut placée « sur ung nœuf chariot avec huict chevaulx fors et puissans pour l'aller quester (porter) par les champs. » Le cortége arrivé près d'un grand arbre, « le dict chariot demeura tout court et n'y eust cheval qui lors le sceust bougier ne mouvoir. » La comtesse, qui était présente, comprit bien « que ce sainct homme estoit yssu de sang royal et ne se vouloit point faire pourchasser ; » elle résolut d'y mettre bon ordre désormais et aussitôt les chevaux partirent. L'arbre fut appelé l'*Arbre de Saint-Yved,* et la terre où il s'élevait fut donnée à l'abbaye. Un autre jour, comme la peste sévissait à Braine et aux environs, tout le peuple se rassemblant vint prier l'abbé d'aller en procession à Soissons avec le corps de « monsieu saint Yved » à cause des miracles qu'il opérait, et que « de toutes les maladies dont il estoit réclamé, il estoit de Dieu exaucé. » On le mit donc encore sur un chariot neuf à six chevaux et on partit pour Soissons. Quand on fut à mi-chemin, le chariot s'arrêta tout à coup, et impossible de faire marcher les chevaux. Alors « toute l'assemblée, tant ecclé-

siastique que séculière, nudz piedz, avec une dévotion singulière le portèrent en la dicte cité sur leurs espaules dont ils furent merveilleusement chargés. Mais au retour plusieurs dévottes femmes le rapportèrent en sa propre église, aussy aysément que si elles n'eussent ryens porté, en louant Dieu et les mérites du benoict confesseur (1). »

L'église de Saint-Yved de Braine, que des dates précises jointes au caractère général de son architecture donnent comme un produit de la fin du XII^e^ et du commencement du XIII^e^ siècle, est donc de cette belle époque qui enfanta Saint-Gervais de Soissons, Saint-Féréol d'Essomes, Orbais, Longpont, et le Mont Notre-Dame. Elle fut construite d'un seul jet; aussi se distingue-t-elle par son style simple et homogène, sévère et harmonieux. De savants archéologues de notre temps ont remarqué de grandes analogies entre Saint-Yved et l'église de Kassovie, en Hongrie, et pensent que l'une a servi de modèle à l'autre (2). Sa longueur était de 214 pieds sur 66 de largeur en sous-œuvre. Le dôme du transept en forme de tour carrée fut surmonté au XIV^e^ siècle d'une de ces hautes flèches qui, par leur hardiesse et leur légèreté, firent la gloire de l'architecture d'alors; elle fut achevée en 1501 par l'abbé Jacques de Bachemont. C'était, selon un vieux registre cité par l'historien du Valois, « un ouvrage plein d'admirables artifices, et pour le moins aussi haute pardessus la tour que le bâtiment d'icelle est élevé jusqu'à la tour. » Cette flèche gracieuse fut détruite par la foudre, le 17 avril 1718.

L'église tout entière, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et le dôme lui-même sont décorés de galeries qui règnent dans tout son pourtour. Des vitraux représentant des scènes bibliques laissaient pénétrer dans l'intérieur cette lumière aux teintes variées qui donne aux édifices un caractère si profondément religieux. Sur celui du fond de l'abside on voyait le comte Robert I^er^ et sa femme, Agnès de Braine, offrant la nouvelle église à la Sainte Vierge. Trois roses s'épanouissaient dans tout leur éclat aux extré-

(1) Mathieu Herbelin, *mss.*

(2) MM. Lassus et Quicherat (*Revue archéologique*, mai). — *Notice* sur Villars de Honnecourt, architecte du XIII^e^ siècle, par M. Lassus. — *Monographie de S. Yved de Braine*, par S. Prioux, p. 16.

mités des transepts et de la nef. Sur cette dernière était retracée une scène terrifiante du jugement dernier. Sur celle du transept gauche on avait figuré les douze apôtres et les quatorze vieillards de l'Apocalypse. Enfin, celle du transept droit présentait un véritable calendrier où l'on distinguait les signes célestes et les constellations, le triomphe des vertus sur les vices et celui de la religion sur l'hérésie. Les fenêtres qui s'ouvraient sur un double rang autour de la nef et du chœur étalaient également aux yeux émerveillés leurs richesses d'or et d'azur et ces tons puissants et vigoureux dont il semble que le secret soit perdu aujourd'hui. Ces beaux vitraux de la fin du XII[e] siècle, ainsi que le témoignaient « le caractère de la composition, le dessein raide et grossier, les couleurs éclatantes et la petitesse des morceaux de verre épais qui forment une mosaïque extrêmement compliquée » indiquaient un art encore à ses premiers essais sérieux quoique déjà bien éloigné de ses débuts. Œuvre d'un peintre normand, ils auraient été, selon le Cartulaire de l'abbaye et l'*Index cœnobiorum Ordinis Præmonstratensis*, envoyés par la reine d'Angleterre à la comtesse de Braine, sa parente. Les mêmes scènes douces ou terrifiantes étaient reproduites sculptées, peintes et dorées, sur les parties ornementées de l'édifice, et notamment au portail principal où les artistes avaient creusé fortement dans la pierre à l'intérieur une effroyable scène de l'enfer, et à l'extérieur le Christ et la Vierge mise au tombeau par les douze apôtres. Ainsi une église de cette époque était une Bible imagée où chacun pouvait lire à livre ouvert (1).

Agnès de Braine avait eu la douleur de voir descendre dans la tombe, outre son mari Robert I[er], plusieurs de ses dix enfants, entre autres Pierre de Braine, pour l'âme duquel, elle et son mari avaient remis à Longpont, où il était inhumé, quelques droits de mouvance, à condition qu'on y ferait, à son intention, les mêmes prières que

(1) Carlier, t. II, p. 64. — *Gall. christ.*, t. IX.
Le portail de l'église de Saint-Yved a été démoli avec plusieurs travées par un architecte indigne de ce nom, et le bas-relief du *Jugement dernier* transporté à Soissons, où on peut le voir au musée de la ville. Une partie des vitraux a servi à la restauration de plusieurs fenêtres de la cathédrale, mais ils ont été placés sans ordre et sans intelligence. (*Mss.* de M. Brayer.)

pour un abbé décédé, plus 10 livres de rente à Saint-Yved sur le tonlieu de Braine pour faire pitance au couvent. Toutefois, la noble dame n'en était pas moins parvenue au comble de ses vœux. Elle avait pu faire consacrer l'église de Saint-Yved, l'œuvre capitale de toute sa vie; il ne lui restait plus qu'à mourir. Se voyant donc « vieille et ancienne, » et sentant que le temps était arrivé « de payer le tribut à la nature, » elle fit mander Robert, son fils aîné et son successeur dans la seigneurie de Braine, et lui donna, en présence de plusieurs barons et seigneurs, « plusieurs beaux enseignements. » Elle lui recommanda la crainte de Dieu, l'observance de ses commandements, le soin à choisir « et eslir confesseurs preudhommes » qui sachent discerner et corriger ses défauts, l'amour de l'Eglise et le respect de ses ministres, « Et si te prie de bon cœur, ajoutait-elle, de eslargir de tes biens et aymer icelle abbaye de Braine que j'ai faict bâtir et édifier, » et où s'étaient opéré de leur temps de signalés miracles. « Pareillement ayez le cœur piteux et charitable aux povres gents et les conforte et ayde de tes biens. Mon fils, sy tu fais ces choses, tu auras en ce monde Dieu favorable et pour toy en tes affaires, et seras cause de donner bon exemple à tous tes subjets, et en la fin de tes jours Dieu te rétribura sa gloire éternelle. »

Agnès n'attendit pas pour recevoir les derniers sacrements. Ne pouvant plus supporter son mal, elle les demanda elle-même et les reçut « en grande dévotion et révérence, » répondant « à tous les vers aux prélats quy luy administroit, ayant toujours la croix en la main et les yeulx vers le ciel, pour appeler en son ayde le vrai corps Dieu et tous les saincts du paradis auxquels elle avoit eu en son vivant sa singulière affection et dévotion; puis mist ses mains en croix sur son sein et leva les yeux en hault au ciel et *obdormivit in Domino.* »

Telle fut la fin édifiante d'Agnès de Braine. Sa dépouille mortelle fut déposée, selon ses dernières volontés, au milieu du chœur de l'église de Saint-Yved, « dont elle fust fondatresse. » Elle avait été embaumée et mise en un cercueil de plomb. Ses funérailles furent célébrées « en grande dévotion » par Robert II, son fils aîné. Sa tombe en pierre

était élevée « sur laquelle sépulture, au rapport de Mathieu Herbelin, se sont vues et apparues de grandz lumières plusieurs fois et aultres signes demonstrans par grand évidence la dicte comtesse estre glorifiée. » Elle était sans date ni inscription, mais la tête de son *effigie* en ronde bosse était d'une grande beauté. Seulement le bas de la figure n'était qu'ébauché. La juive, sa prosélyte, fut enterrée entre sa tombe et celle de Robert II, son fils. Outre l'abbaye de Saint-Yved, Agnès avait fondé, au moins en partie, celles de Chartreuve et d'Igny, bâti le prieuré de Saint-Remy de Braine, répandu ses bienfaits sur toutes les églises de son domaine et laissé partout des marques d'une inépuisable charité (1).

Robert II s'efforça de suivre les « beaux enseignements » qu'il avait reçus de sa mère mourante et chercha de plus en plus à faire oublier ses erreurs passées et ses révoltes contre Philippe-Auguste, son souverain légitime, avec lequel il s'était ensuite réconcilié. Il avait épousé Yolande, fille de Raoul de Coucy. Pour soutenir ses prétentions à la couronne, pendant la minorité du roi Philippe, il avait fait bâtir les châteaux de Coucy, de Dreux, de Frémicourt, fortifié la ville et le château de Braine et embelli celui d'en Haut, « nouvellement fait et fort somptueux; » et en chacune de ces forteresses il avait mis « des gens de guerre preux et hardys avec vivres et toutes aultres choses appartenantes pour résister à l'encontre de ses adversaires. » Quant à lui, ligué contre le roi avec les plus grands vassaux du royaume, il avait été un chevalier « preux et hardy, grand entrepreneur de pays. »

La consécration de l'église de Braine, loin de mettre fin aux donations dont le monastère était l'objet, paraît plutôt les avoir multipliées. Toutefois, il fallut, dès cette même année 1216, mettre fin à des tracasseries dont elles étaient l'origine. Le successeur d'Haymard, Hugues de Pierrefonds, força juridiquement Robert, chevalier de Bérogne, à lui rendre une rente qu'il tenait de Raimond, chevalier de Remini (ou *Bremin*), sur une terre à *Lacèles,* dont Robert avait hérité. Plus tard, il fallut encore user de rigueur pour le

(1) MATHIEU HERBELIN, *mss.*

même objet à l'égard de Philippe de Bérogne, son fils, qui fut cité en 1230 par l'autorité apostolique pardevant Guillaume, doyen, et maître Simon, chanoine du Mont Notre-Dame, lesquels, après avoir amené le récalcitrant à s'exécuter, retinrent le droit de le forcer par censures ecclésiastiques à remplir sa promesse au cas qu'il vint à y manquer. Le maïeur de Braine s'étant à son tour imaginé de détourner l'eau qui alimentait le moulin de Vermerie, près de Braye, donné en 1145 à l'abbaye, pour arroser son pré, le Saint-Siége nomma pour juges en cette affaire trois chanoines de Soissons qui décidèrent que Raoul ne pourrait détourner l'eau que pendant les mois de février et de mars, le samedi, depuis six heures du soir jusqu'à six heures du dimanche (1).

Robert II, qui ne vécut que deux ans après la dédicace de l'église de Saint-Yved, signala l'année de sa mort (1218) par de nouveaux bienfaits. Il lui donna 15 livres 10 sous de rente sur le tonlieu d'Arcy pour faire pitance au couvent le jour de son anniversaire, pour dire une messe quotidienne à son intention et ajouter un cierge aux autres fondés par la comtesse Yolande, lesquels devaient brûler à Vêpres, à Matines, aux messes conventuelles et à celles de la Sainte Vierge, qu'on disait chaque jour après le chapitre. La même dame donna aussi en 1218 une rente de 6 livres 13 sous 6 deniers sur les revenus de Fère et de Monceaux pour faire deux pitances le jour de saint Gervais, en reconnaissance de ce qu'on y avait établi une fête double de ce saint, avec l'approbation d'Enguerrand de Coucy, de qui elle tenait cette rente en fief (2). Quant à Robert, résolu de n'emporter avec lui en mourant aucun méfait, il chargea la comtesse et le chevalier Pierre de Cohan *(Cay)*, son *fidel*, du soin de réparer les torts *(forisfacta)* dont il aurait pu se rendre coupable depuis sa prise de possession de la terre de Braine. Après un mur examen, Yolande ayant

(1) Chartes de Hugues de Pierrefonds, de Simon et de Guillaume. *Archiv. impér.*, L. 1166, collect. PRIOUX. — *Cartul. de Braine*, charte de G., archid.

(2) Yolande acheta, en 1221, de Raoul de *Valbellen* (Villeblin), une vigne qu'elle donna à l'abbaye pour *parfaire* le luminaire qu'elle y avait établi.

découvert qu'il avait lésé l'église « de Sainte-Marie et de Saint-Yved » dans les droits de main-morte et de for-mariage que lui devaient les *hommes* de Braine, demanda humblement à l'abbé « indulgence et pardon » pour elle et pour son mari et lui rendit ces droits. L'abbé voulut bien absoudre de ce péché l'âme de Robert et la comtesse, sa veuve.

Yolande ne resta pas en si bon chemin; elle réclama encore pour l'abbaye de Saint-Yved les mêmes droits et ceux de capitation qu'elle avait à Bazoches et que Nicolas de Bazoches lui déniait. Jean de Paris, chanoine de Laon, et d'autres juges nommés pour traiter cette affaire mirent les parties d'accord à l'aide des bons offices de Jean de Bazoches et du seigneur Nicolas de Dhuizel. Les *capitaux (capitagia)* furent abandonnés à Saint-Yved avec la moitié des main-mortes et for-mariages, en 1218. Il fallut encore transiger sur bien des points avec le sire de Bazoches. L'abbaye réclamait la justice, les investitures et ventes de ses terres à cens de Coulonges et de Chamery; on lui laissa ses revenus, cens, trécens et leurs investitures, et Nicolas partagea la justice avec elle. Elle demandait au sire de Bazoches la quantité de ses terres provenant de Hugues de Rome, de Raoul Revel et de Gervais de Bazoches sur le rû d'Oreillon; il fallut céder sur ce point, mais Nicolas dut s'exécuter pour les terres, prés et cires qu'elle avait à Courteaux. Elle réclamait de lui dans les bois de ce lieu le pieu, la perche, le feu et autres *aisances*, telles que le pâturage pour ses animaux; mais, comme la charte de donation laissait indéterminée les lieux où elle devait les prendre, on assit ces usages sur le bois de *Mesdemaine*, depuis le chemin public de Courteaux à Goussancourt jusqu'aux bois de Cierge et d'Audiment, etc., et on stipula que la voiture à deux chevaux qui enlèverait le bois pourrait s'arrêter à Courteaux et y passer la nuit; qu'on prendrait le *mérain* pour les trois fermes d'Epritel, de Blanzy et de Bruyères; que le pâturage n'était accordé que pour les animaux de celle de Courteaux, brebis, veaux, vaches, chevaux, juments et poulains nourris dans tous ses bois du Tardenois, à condition qu'ils n'entreraient dans les bois coupés qu'après trois ans et demi de pousse et à l'excep-

tion des chèvres et cavales forestières *(sylvestres)*; que les autres animaux auront le passage dans ses bois pour se rendre en ceux de l'abbaye, sauf le paiement des dégâts et même d'une amende si ses gardes les y voient conduire pour paître; que, dans tous les pâturages communs de ses domaines du Tardenois, les religieux pourront les faire paître librement et y avoir même jusqu'à 20 porcs, s'il y a *pasnage*, sans payer de droits de pacage; qu'ils pourront conserver ou défricher les terres et le bois d'Audiment, qu'ils ont achetés de Robert de Braine, et garder paisiblement celui qu'ils ont acheté dans la forêt à Nicolas, son père. Toutefois, en compensation des terres abandonnées par les religieux et des restrictions apportées à leurs usages dans ses bois « plus que de justice, » le sire de Bazoches leur donna en aumône 20 arpents de bois près de ce qui leur restait dans la forêt, et eux-mêmes, pour obtenir plus pleinement l'amitié du noble homme, lui assurèrent une rente de 2 muids de blé sur cette terre. Jacques de Bazoches, évêque de Soissons, approuva cet accord de son père en 1219. Nicolas, après avoir ainsi réglé ses intérêts avec Saint-Yved, s'offrit de régler ceux de Saint-Yved avec l'abbaye d'Igny, en 1221 et 1222, concernant des portions d'usage que celle-ci prétendait dans le bois d'Audiment.

Robert II fut inhumé dans l'église abbatiale de Saint-Yved par les soins de la comtesse Yolande de Coucy, sa veuve; il avait fait sculpter de son vivant le mausolée de bronze qui devait recouvrir son tombeau. On y voyait sa « pourtraicture » relevée en ronde bosse, tenant à la main une fleur de lys « démonstrant d'où il estoit descendu. » Il fut placé au bas du sanctuaire, au pied de celui d'Agnès, sa mère. Son épitaphe latine, fort simple, indiquait l'année de sa mort, son origine royale, et rappelait sa douceur, son humanité et sa fidélité à observer les lois. Robert II laissait trois fils: Robert III, comte de Dreux et de Braine; Jean, seigneur de Vyenne; Pierre, surnommé Mauclerc, et cinq filles. Robert III épousa *Aénor* (Eléonore), fille du seigneur de Saint-Valéry, et fut, comme son père, « un chevalier preux et hardy et de grande science, » lequel devint « ung des conseillers du roy saint Louis, qui ne fust jamais re-

pris de luy et estoit fort aymé du dict roy. » Jean épousa Alix, comtesse de Mâcon, et, n'ayant pas de postérité, il vendit avec elle son comté à saint Louis pour 10,000 livres comptant et 1,000 livres de rente en Normandie. Jean, qui assista au siége de Damiette en 1249, avait fondé l'année précédente, à Saint-Yved, une chapelle d'un revenu de 6 muids de blé sur sa grange de la Roche et à Cerseuil, sans compter un pré et une rente au principal de 100 livres parisis qu'Alix y ajouta. Pierre Mauclerc épousa Alix de Bretagne et devint titulaire de ce duché. Tout le monde connaît ses exploits ; après avoir aussi aspiré à la couronne, il fit hommage à Philippe-Auguste. Son fils Jean, dit le comte Roux, épousa Blanche de Navarre, puis Marguerite, fille de saint Louis ; sa fille Yolande épousa Hugues de la Marche, en 1238. L'aînée des filles de Robert II épousa le seigneur de Salines ; la seconde, Henri de Bar ; la troisième, Regnault, comte d'Eu, dont la fille, Marie, fut mariée à Alphonse, fils de Jean, roi de Jérusalem ; la quatrième devint abbesse de Fontevrault, et la cinquième épousa le comte de Roucy. Quant à Robert III, l'aîné de toute cette famille, il mourut le 3 mars 1233. Son corps gisait à Saint-Yved, sous une tombe plate en cuivre, devant le crucifix, à la chapelle Sainte-Catherine, qu'il avait fondée. Son épitaphe, après avoir rappelé son origine royale, ses titres, ajoutait en style payen :

Hic in amicitia Theseus ; fuit alter in armis
Ajax ; consilio pollens, fuit alter Ulixes.
Anno Domini M.CC.XXXIII.

La comtesse Elénore, femme de Robert III, vint prendre place auprès de lui devant la même chapelle. Leur mère et belle-mère, Yolande de Coucy, après sa mort, avait été déposée au même lieu sous une tombe sur laquelle on grava un éloge de sa foi, connue de la ville de Braine, et de sa postérité, qui la rendait « brillante comme le soleil. »

Celle de son fils aîné, Robert III, se composa de Jean, seigneur de Dreux et de Braine, qui épousa Marie de Bourbon ; de Robert, qui épousa Clémence de Châteaudun, et d'Yolande. On verra encore dans la suite tous les seigneurs

de cette royale maison de Dreux et de Braine venir reposer dans l'église de Saint-Yved, véritable nécropole, dont les riches et silencieux sarcophages firent pendant de longs siècles une des principales décorations (1).

XIV. — Cependant, Haymard de Provins touchait à la fin de son épiscopat et même de sa carrière. Un de ses derniers actes fut une absolution d'interdit dont voici l'occasion. Henri II, comte de Champagne, avait épousé la sœur de Beaudoin, roi de Jérusalem, dont il avait eu deux filles, Alix, qui fut reine de Chypre, et Philippe, qui épousa Erard, comte de Brienne, seigneur de Rameru. Henri, après avoir été nommé roi de Jérusalem lors de la croisade de Philippe-Auguste et de Richard Cœur de Lion, c'est-à-dire en 1192, mourut en 1197. Thibauld III, son frère cadet, lui succéda dans le comté de Champagne et mourut lui-même en 1202. Thibauld IV, dit le *Posthume*, ou le Grand, son fils, encore en bas âge, devint comte de Champagne sous la tutelle de Blanche de Navarre, sa mère. Mais Erard de Brienne, voulant saisir le comté du chef de sa femme Philippe, fit une guerre acharnée à Blanche et à son fils, et entraîna dans son parti plusieurs vassaux de la Champagne qui leur refusèrent l'hommage qu'ils leur devaient. Non content d'excommunier ces derniers par ordre du pape, Guillaume, évêque de Langres, et ses officiaux avaient mandé à celui de Soissons, par commission apostolique, d'excommunier à son tour, de concert avec Raoul, abbé de Saint-Jean des Vignes, et Guy, doyen du chapitre de la cathédrale, le comte Simon de Château-Vilain, et de lancer l'interdit sur ses terres pour refus d'hommage et pour avoir fait cause commune avec Erard et sa femme dans cette guerre contre la comtesse, et pour laquelle il les avait excommuniés. L'affaire ayant été ensuite examinée à Melun en 1216, en présence du roi et des pairs ecclésiastiques et laïques, et le comté assigné à Thibauld, à l'exclusion des filles, Erard dut revenir à résipiscence. C'est au retour de l'assemblée de Melun qu'Albéric, arche-

(1) Matthieu Herbelin, *mss.* — *Histoire du Valois*, t I, pp. 469 et 476. — On peut voir dans cet ouvrage et dans la *Monographie de Braine*, par S. Prioux, la description de ces tombeaux.

vêque de Reims, s'arrêta à Braine pour la consécration de l'église de Saint-Yved.

Lorsqu'Erard de Brienne eut fait satisfaction à la comtesse, l'évêque de Langres en donna avis à Haymard, lequel manda, de son côté, à son collègue et à ses officiaux, par une lettre du vendredi d'après la Saint-Barnabé, de l'an 1218, et où il s'intitule encore évêque de Soissons, de lever l'interdit à condition que le comte cesserait de suivre le parti d'Erard de Brienne; que quant à lui, il n'en conserverait pas moins le pouvoir qu'il avait sur Simon, à cause du peu de confiance qu'il lui inspirait et contre lequel, en effet, son successeur dut agir de nouveau, même avant son intronisation (1).

Haymard, avant de réaliser ses projets de retraite, paraît être resté pendant quelque temps à la maison épiscopale de Septmonts, car il y expédia, cette même année 1218, une charte par laquelle la dame Helvide, veuve du chevalier de Montgobert, « pour sa nécessité très-urgente, » vendit à l'abbaye de Prémontré une rente de blé qu'elle lui devait sur sa maison de *Vaudepriers* (Valpriez), avec l'assentiment de ses frères, Hugues et Oudard, et de son fils Régnier. Cette pièce offre un exemple extrêmement clair de la manière dont la propriété se transmettait alors par vente. Ainsi, Helvide se *dévêtit* entre les mains de Hugues, son frère, de ce blé qui mouvait de lui; Hugues s'en *dévêtit* à son tour en la main d'Adam de Villers, dont il était *l'homme* à cause de ce blé, et Adam, enfin, s'en *dévêtit* dans les mains de l'official de Soissons, qui en *investit* Prémontré, lequel en investit Engebrand, *proviseur* (procureur) de l'abbaye (2). Vers le même temps, Haymard écrivit encore, conjointement avec Guillaume de Joinville, archevêque de Reims, et Gervais, abbé de Prémontré, en faveur de Philippe, chancelier de l'Université de Paris, au pape Honorius III, qui le délégua avec Gervais pour remettre le pallium à Guillaume, mais il était déjà mort avant que les lettres du pape lui fussent parvenues, comme

(1) D. Martène, *Ampliss. collect.*, t. I, col. 1134. — Marlot, t. III, p. 543, et *Actes de la province de Reims*, t. II, p. 348.

(2) *Cartul. Præmonst.* (Bibl. de Soissons). La charte porte : « Fait à la maison de Septmonts, la veille des ides de mars 1218. »

on le voit par la réponse de Gervais à Honorius, où cet abbé l'appelle « un saint homme craignant Dieu, » et où il le regrette, non-seulement comme un père et un collègue, mais encore comme son seigneur et directeur (1).

Pour se recueillir avant d'aller rendre compte au souverain juge de son administration, Haymard, chargé d'ans et d'infirmités, quitta son siége épiscopal et se fit, en 1218, chanoine régulier à Saint-Jean des Vignes, après avoir donné aux églises et à tous les couvents de la ville et des environs des marques signalées de sa munificence. Il laissa à sa cathédrale des ornements de grand prix et une boule d'argent destinée à réchauffer les mains du prêtre à la messe pendant les froids de l'hiver (2). Saint-Jean était un des lieux privilégiés des évêques de Soissons. Sa proximité de la ville faisait qu'ils s'y rendaient souvent, soit pour encourager les religieux par les exemples d'humilité qu'ils leur donnaient, soit pour s'y édifier eux-mêmes par le spectacle de la vie régulière, soit enfin pour y prendre avec eux la récréation aux temps marqués par les constitutions, c'est-à-dire quand on faisait la *minution*, ce qui arrivait cinq ou six fois l'an. Cette coutume des évêques d'aller se faire ainsi saigner à Saint-Jean s'observait encore en 1380 (3).

Haymard de Provins surtout avait montré pour Saint-Jean une tendre affection, qu'il avait puisée dans les visites qu'il y faisait fréquemment aux religieux. Aussi ne crut-il pas pouvoir se mieux préparer à la mort qu'en s'y retirant. Il y trouvait son ami « espécial, » l'abbé Raoul, frère de Guillaume, doyen de la cathédrale, auquel il se soumit entièrement ainsi qu'à toutes les observances régulières, se

(1) « .. Licet igitur ante susceptionem præsentium (litterarum) de morte præfati episcopi, qui erat, in quantum humano patebat judicio, vir sanctus et timens Deum, plurimum dolaissem, in susceptione tamen vestri mandati dolui acrius, eo scilicet, quod in executione commissa duobus, habere non potui tantum patrem, non solum collegam, sed et dominum et rectorem... » (Hugo, *abba Stivagii*, *Sacræ antiquitatis monumenta. Gervasii abbatis Epist.*, t. I, pp. 11, 12 et 15.)

(2) Dormay, t. II, p. 270. — Cabaret, t. II, p. 136 — H. Martin. t. II, p. 100.

(3) Ancien Pouillé du XVIe siècle, écrit par les ordres de Simon de Bucy, évêque de Soissons.

montrant le plus humble de toute la communauté devant un abbé dont il avait été naguère le supérieur. Mais la joie qu'avait ressentie le couvent de la retraite dans son sein d'un si pieux personnage ne fut pas de longue durée ; il y mourut le 20 mai 1219. Il fut inhumé dans le sanctuaire de l'église, où, quelques années après, Raoul devait prendre place à côté de lui. Ainsi, les deux amis, l'évêque et l'abbé reposèrent côte à côte, le premier sous un monument de bois doré portant cette inscription fort courte : *Hic jacet Reverendus in Christo Pater Haymardus episcopus suessionensis*, et l'abbé sous une simple dalle. Lorsqu'on fit des travaux dans l'église, en 1580, on découvrit leurs deux cercueils en pierre et l'on trouva le corps de l'évêque avec la crosse, la mître, la chasuble, les gants, l'anneau et autres ornements pontificaux. On reconnut celui de Raoul à sa crosse abbatiale et à ses vêtements de religieux. Entre les deux corps il y avait un calice qui semblait être tenu par les deux prélats, touchant symbole de l'amitié qui les unissait en Jésus-Christ. Haymard avait été précédé dans sa retraite à Saint-Jean par le doyen Bernard, un archidiacre de Soissons, un chanoine, chantre de Reims, dont l'exemple fut encore imité par dix ou douze chanoines de Soissons (1).

L'abbé Raoul était un de ces moines, comme il y en avait beaucoup au moyen âge, en qui le goût des arts se joignait à la piété, et qui mettaient leur gloire à élever à Dieu des édifices qui rivalisaient de grandeur et de beauté avec les plus nobles cathédrales. Tandis que l'évêque Haymard achevait le chœur de celle de Soissons, Raoul élevait celui de l'église de Saint-Jean. Un fragment de son épitaphe où on le compare pour ses qualités éminentes au lion, au serpent et à la colombe, y faisait allusion en ces termes :

Hæc loca purgavit, renovans simul ædificavit
Rugitu que suo claustrum que domus que tremebat.
Ergo sub hac tomba leo, serpens, atque columba
Conditur..... (2).

(1) *Chronic. S. Joan.*, p. 127.—*Hist. de S. Jean.*—*Gall. christ.*, t. IX. — CABARET, t. 2, p. 134. — H. MARTIN, t. II, p. 100. — Cet auteur dit que le tombeau d'Haymard fut encore ouvert au XVII[e] siècle, et qu'on y trouva son cadavre à demi-consumé, excepté les pieds, renfermés dans des brodequins très-brillants, dorés encore.

(2) *Chronic.*, pp. 61, 82, 128, 133. — DORMAY, t. II, p. 228.

Il fit aussi réparer les bâtiments du monastère et conduire dans le cloître les eaux de la montagne de Sainte-Geneviève. Ce ne fut pas sans de grandes dépenses que Raoul vint à bout de cette entreprise, car ces eaux lointaines étaient amenées dans des canaux de plomb, distribuées dans tous les offices du monastère et dégorgées par des bouches ornées de statues et d'autres morceaux de sculpture. Le comte de Soissons lui permit, en 1227, de faire passer l'aquéduc sur ses terres, et il obtint la même concession du chevalier Hervé de Buzancy, du maître et des frères de Saint-Lazare, de l'écuyer Renaud et de plusieurs autres propriétaires.

L'administration de Raoul fut remplie d'une multitude d'affaires importantes tant au dedans qu'au dehors du monastère. Ce furent des arrangements à ménager dans les bénéfices ruraux ou prieurés-cures, des procès à terminer, des commissions à exécuter. Il arrangea en janvier 1211 un procès entre l'évêque de Soissons et l'abbé de Rebais sur la juridiction, fut délégué par le Saint-Siége en 1217 pour en apaiser un autre entre les abbayes de Saint-Nicaise de Reims et Saint-Martin de Laon, et en juin 1219 pour en terminer un troisième entre l'évêque de Meaux et la comtesse de Champagne. Il exerça des arbitrages en 1221 entre Philippe, doyen de Saint-Nicolas, et le prieur de Saint-Julien de Sézanne, sur le droit de cimetière de cette dernière église ; en 1224, avec le doyen de Saint-Gervais, son frère, et le grand prieur de Saint-Jean, dans une autre affaire entre Gérard de Bazoches, évêque de Noyon, et le chapitre de Saint-Quentin, et en 1226, entre les monastères d'Igny et de Braine. Mais rien n'égala l'activité de Raoul dans les affaires de son abbaye, comme on le verra à propos des divers prieurés-cures de la campagne. Il faisait confirmer les donations qui leur étaient faites par les évêques et surtout par Haymard de Provins. Il entra en accord avec ce prélat sur un procès soulevé entre l'évêque et l'abbaye sur le droit de procuration que celle-ci devait à l'évêque le jour de la Saint-Jean. A la suite d'une contestation avec l'abbé d'Orbais, il acquit le patronage de Courboin et de Morenselle. Mais Raoul eut à engager d'autres débats très-vifs qu'il n'apaisa pas aussi facilement.

Celui qu'il eut en 1224 avec Raoul, comte de Soissons,

s'était élevé au sujet d'un nommé Girard, que les officiers de ce dernier avaient saisi pour cause de maléfice sur le domaine et la justice de l'abbaye, dont les bornes avaient été fixées par les bulles de plusieurs papes, et que l'abbé prétendait être son *homme*. Le comte, malgré les observations qui lui furent faites, ne retint pas moins le criminel en prison. Enfin, après maintes contestations, on eut recours à un arbitre. Le comte choisit Gaucher de Châtillon, seigneur de Nanteuil la Fosse et de Faverolles, son cousin, et l'abbé, Simon, prévôt de la cathédrale. Il était assez naturel qu'en ce conflit Gaucher penchât du côté de son parent et le prévôt du côté de l'abbé ; c'est ce qui arriva. Il fallut avoir recours, ainsi qu'on en était convenu, à un troisième arbitre ayant voix prépondérante, lequel fut Adam de Broilard, ou Builard, chevalier, qui se joignit au prévôt. On arrêta que la juridiction abbatiale s'étendait depuis *Panleu* jusqu'à la croix qui s'élevait alors au carrefour des rues de Crise, de Panleu, des Capucins et Royale, et depuis la *saulsaie* du chemin de Saint-Remy jusqu'à une autre *saulsaie* située sur le chemin de Vauxbuin, sur la haute rive de la Crise et sur la grève. En conséquence de cette délimitation, le criminel fut déclaré justiciable de l'abbaye et rendu à l'abbé. L'évêque de Soissons, Jacques de Bazoches, successeur d'Haymard, présent au jugement, le fit sceller de son sceau en 1225. La perte de ce procès ne paraît pas avoir altéré l'intérêt que le comte de Soissons portait au monastère de Saint-Jean, car, non-seulement il céda à l'abbé Raoul une vigne à Bucy pour une somme d'argent qu'il lui devait, mais encore il approuva et amortit, en 1235 et en 1262, diverses acquisitions que l'abbé avait faites à Bucy, en vinages, sur le *clos du comte*, à Droizy, Violaine, Louâtre, Villers-Hélon, Chaudun et Branges, dont le chevalier Le Turc avait déjà, de son agrément, engagé la dîme à Saint-Jean, et lui céda une redevance de blé sur la ferme de Rommières.

Malgré toute sa sagacité, l'abbé Raoul ne vint pas si facilement à bout de Thibauld, comte de Champagne, à qui il avait toujours demandé en vain la permission de défricher un terrain dans le bois de Brécy, donné autrefois par sa mère à Guy de Chézy, doyen de Soissons, et par celui-ci à

Saint Jean. Faisant un dernier effort auprès de Thibauld, qui résistait toujours, Raoul « accumule prières sur prières, » lui rappelle la fidélité du doyen envers lui, les services qu'il avait rendus à sa mère et à lui-même, ainsi qu'à Etienne de Provins, dont il avait aussi épuisé le crédit près de lui ; mais on ignore si le comte se rendit à tant de motifs propres à le toucher (1).

Plus heureux auprès du Saint-Siége, Raoul obtint des papes Innocent III, Honorius III et Grégoire IX une foule de priviléges, un notamment de ce dernier où, à la prière des religieux, il était défendu aux abbés de recevoir désormais de chanoines avant l'âge de vingt ans, conformément aux constitutions approuvées par Urbain II. En effet, malgré la décision de Célestin III de ne pas donner l'habit avant quinze ans et fixant le nombre des chanoines à quatre-vingt-dix, Raoul se trouvait obsédé de demandes par les seigneurs du pays pour l'admission de leurs enfants. Il mourut le 27 novembre 1234, laissant la maison de Saint-Jean dans l'état le plus prospère (2).

Sous l'abbatiat de Raoul fleurit maître Jean, chanoine de Saint-Jean des Vignes, que Jean de Borbone, ou de Belleville, dit avoir connu vers 1220 et qu'il appelle « grand prédicateur et grand clerc » *(qui tunc temporis erat maximus predicator et clericus in Francia)*. Quetif en fait aussi mention dans l'Histoire de l'ordre des frères prêcheurs, mais sans doute à tort, puisqu'il était chanoine de Saint-Jean. Montfaucon parle d'un opuscule intitulé : *Libellus de claustro animæ editus a magistro Joanne Sancti Joannis in Vineis priore et egregio prædicatore,* qui existait manuscrit à Saint Martin de Tours. Or, ne voit pas qu'il puisse s'agir ici d'un autre monastère que de celui de Saint-Jean des Vignes de Soissons. Quoique il en soit, Jean doit être compté parmi les auteurs ascétiques et les sermonaires contemporains de Philippe-Auguste. Malheureusement on ne peut former la liste des prieurs de Saint-Jean, comme celle des abbés, et cet auteur n'est pas mentionné que l'on sache dans les Annales de l'abbaye. En tout état de cause il

(1) *Gall. christ.*, t. X, *Instrum.*, p. 135.
(2) *Ibid.*, t. IX, *Hist. de S. Jean.*

ne faut pas le confondre avec Jean des Vignes, chancelier de l'empereur Frédéric II (1).

Le successeur de Raoul à Saint-Jean fut Jean de Muret. Il ne fut pas plutôt installé que le grand-archidiacre lui réclama le palefroy, ou cheval de voyage, qu'il prétendait lui être dû à chaque mutation d'abbé. Jean de Muret s'appuyant d'une défense faite autrefois à se sujet par le Saint-Siége en faveur de l'abbaye, se refusa de le donner et appela l'archidiacre en justice ; ensuite, pour en finir plus vite, il s'en remit à la décision de Godefroy, chanoine de Reims, lequel condamna le réclamant et le débouta de ses prétentions. Ce privilége, toutefois, n'était rien en comparaison de ceux que Saint-Jean obtint encore du Saint-Siége. Innocent IV fit défense à tout prélat et légat de lancer aucune sentence d'interdit, de suspense et d'excommunication contre ses religieux sans un mandement exprès émané du Saint-Siége. Le même pape conféra, par une bulle du 11 décembre 1246, datée de Lyon, au chapitre de Saint-Jean, le privilége de n'être jamais contraint de vendre ses biens par qui que ce soit, sous peine d'encourir l'indignation de Dieu et des apôtres, les bienheureux Pierre et Paul. Clément IV, allant plus loin, défendit à l'évêque de Soissons et à ses archidiacres de rien exiger d'eux dans la visite de l'abbaye et de ses bénéfices, à moins qu'ils ne la fissent en personne. De plus, pour encourager les fidèles à contribuer à la construction de l'église, il accorda des indulgences à ceux qui viendraient la visiter le jour de la Nativité et de l'octave de Saint-Jean Baptiste. Enfin, le chapitre de Saint-Gervais ayant voulu obliger l'abbé à officier personnellement aux Matines à la cathédrale, à cause de la prébende qu'il y possédait, Odon, évêque de Tusculum, légat du Saint-Siége, pris pour arbitre, décida, en 1245, en présence de Guy de Château-Porcien, successeur de Jacques de Bazoches, qu'il pourrait se faire remplacer, mais qu'en ce cas il paierait au chapitre 3 sous, dont deux seraient attribués au chanoine qui aurait rempli sa fonction.

Jacques de Bazoches n'eut pas moins d'affection pour Saint-Jean que son prédécesseur, Haymard de Provins.

(1) *Hist. littér. de la France*, t. XVII, p. 397.

Non content d'avoir soutenu l'abbé Raoul dans ses débats avec le comte de Soissons, il accorda, en 1230, au monastère, le droit de placer ses chanoines dans les églises qui lui appartenaient, à l'exclusion des prêtres séculiers. Il se montra également favorable à ses successeurs. Jean de Muret étant mort en 1257, Richard de Villers (en Tardenois), qui tint après lui la crosse abbatiale, donna en 1268, à Thibauld, roi de Navarre et comte Champagne, la maison de l'abbaye à Neuville, moyennant 60 livres tournois que lui devait le monastère d'Orbais. Guy de Châtillon fonda en ce lieu une chapelle en 1286. Sous son abbatiat, le pape Nicolas IV permit à ceux qui prendraient l'habit de chanoine à Saint-Jean d'hériter des biens de leurs parents qui ne seraient pas des fiefs. Richard, « homme prudent, pudique et très-estimé des hommes et encore plus agréable à Dieu, » mourut en 1291.

XV. — Avant d'entrer dans le récit de l'épiscopat du successeur d'Haymard de Provins, Jacques de Bazoches, il est bon de reprendre l'histoire d'un monastère qui, par sa puissance et ses immunités, échappait de plus en plus à l'autorité de l'évêque de Soissons, celui de Saint-Corneille de Compiègne, qu'on peut appeler l'abbaye royale par excellence, surtout depuis que celle de Saint-Médard avait cessé d'être visitée par les monarques francs des deux premières races. Tout semblait concourir à rehausser la gloire de ce grand établissement religieux. Philippe-Auguste y avait été baptisé ; il y avait armé chevalier son fils Louis et cent des plus grands seigneurs du royaume. Plus tard, en 1233, saint Louis y célébra le mariage de son frère Robert, comte de Clermont, souche de la maison de Bourbon, avec Mathilde, comtesse de Boulogne.

D'ailleurs, Saint-Corneille était toujours gouverné par des abbés qui se montraient jaloux au suprême degré d'augmenter leur autorité avec l'opulence et les priviléges de la maison ; et Richard, qui tenait alors le siége abbatial, continuait de déployer une sagesse vraiment remarquable. Après avoir été témoin d'une sentence rendue par Odon, évêque de Paris, et Pierre de Corbeil, en faveur des moines de Foigny, contre ses propres moines, qui accusaient les premiers de leur avoir enlevé des fiefs au lieudit *Ad fage-*

tum Sancti-Cornelii, Richard fut lui-même pris pour arbitre entre ceux du prieuré de Choisy au Bac, membre de Saint-Médard, et Jean, châtelain de Torote. En 1211, il céda au monastère d'Igny 6 journaux de bois, moyennant un cens de 3 sous.

Richard eut plusieurs conflits avec la commune de Compiègne, mais toujours la bonne harmonie fut rétablie par des concessions réciproques. Ainsi, l'abbaye réclamait le droit de rivage *(de ripario)* sur toute sorte de marchandises; l'abbé d'Ourscamp lui conseilla, en 1206, de ne le lever que sur le vin. Le maïeur, Jean d'Estrées, ayant fait construire une cour sur le fond de l'abbaye sans son aveu, Richard finit par la lui concéder pour un cens de 20 sous avec les droits de roage et de forage. Ce fut aussi cet abbé qui permit aux Templiers de s'établir à Compiègne. Ayant cédé aux hommes de la *commune* de Verberie pour 11 liv. 6 sous de rente 66 arpents de savarts couverts de broussailles qu'ils voulaient défricher et convertir en pâturages, il y mit cette clause bizarre : que, le mardi des Rogations, l'un d'eux viendrait à Compiègne offrir aux religieux un cierge de neuf livres cinq onces, et recevrait en retour un dîner composé d'un *flais* (poisson de mer), d'un pain et de deux lots de vin « de la bouche de l'abbé. » Cette coutume s'observait encore au XVIII[e] siècle, alors que le terrain défriché était converti en une belle prairie (1). On lisait sur la pierre sépulcrale de l'abbé Richard cet éloge payen : *Vir prudens, humilis, moderatus, mitis, honestus.... Tullius ore, meritis Cato, pectore Cesar* (2).

Gauthier, successeur de Richard, n'est connu que par la donation qu'il fit aux religieuses de Saint-Jean au Bois, du *fief Lambert*. C'est néanmoins sous cet abbé que Philippe-Auguste donna, en 1216, à la collégiale de Saint-Clément, 40 sous de rente sur la prévôté de Compiègne pour « l'œuvre du luminaire en cire et en huile, et 40 autres au chapelain de sa chapelle de Compiègne, également pour le luminaire (3). »

(1) CARLIER, t. II, p. 655.

(2) DE GAYA, p. 185. — *Gall. christ.* t. X, *Instrum.*, col. 129. — D. GILSON, t. II, p. 149, *Carta communiæ Compendii de ripagio et carta J. d'Estrées maïoris*, ibid.

(3) L. DELISLE, *Cartul. de Philippe-Auguste*. — *Cartul.* de Royal-Lieu, n° 35, Bibl. nationale.

Il semble que le siége abbatial vaqua quelque temps après la mort de Gauthier, car on a une bulle de 1217, d'Honorius III, adressée aux prieur et religieux de Compiègne, « le siége abbatial vacant, » par laquelle il est défendu aux archevêques et évêques, ou tout autre ecclésiastique, d'excommunier ou interdire leurs serviteurs tant que ceux-ci pourront se faire rendre justice contre eux à leur propre tribunal, à moins que le crime ne fût tellement notoire qu'il n'y eût lieu à aucun doute, ou si énorme que la connaissance ne leur en appartînt pas, ou que le châtiment n'exigeât aucune des formes de la justice. Ce privilége, étendu encore par les successeurs d'Honorius III, devait regarder surtout, ce semble, l'évêque de Soissons. Un autre fait rendra encore plus sensible les effets de l'exemption de Saint-Corneille à l'égard de ce siége. Une femme du diocèse de Soissons veut, dans une affaire matrimoniale, éviter la juridiction de l'abbé. L'official évoque la cause devant son tribunal ; l'abbé réclame et la porte par appel devant l'official métropolitain de Reims, qui n'admet pas davantage l'abbé à faire valoir son droit. Il recourt à Rome, et le pape, par une bulle datée de Lyon, l'an VII de son pontificat, ordonne au prieur de Corbie, qu'il a nommé juge en cette affaire, d'examiner le jugement, de voir si l'évêque de Soissons ou ses officiaux et vicaires, « sans prendre garde combien il est téméraire de mettre la faulx dans la moisson d'autrui, » n'avaient pas fait arrêter, emprisonner, ou excommunier de fait les religieux de Compiègne ou quelques-uns d'entre eux, ne le pouvant pas de droit, puisque l'abbaye était affranchie, tant au spirituel qu'au temporel, de la juridiction épiscopale ; et que, s'il en était ainsi, il casse la sentence, la déclare nulle et de nul effet, et avertisse l'évêque et ses officiaux de cesser leurs poursuites, de donner toute satisfaction aux religieux et de les y contraindre par l'autorité du Saint-Siége, nonobstant toute appellation.

Arnoulf, qui succéda à Gauthier en 1218, et qu'on voit établir, en 1219, un chapelain dans la chapelle de Canny, s'entendit l'année suivante avec l'évêque et le chapitre de Soissons pour régler les limites de leur juridiction réciproque, afin d'éviter des conflits toujours regrettables. On

le voit aussi approuver en 1221 une sentence rendue entre l'abbaye de Corbie et les *hommes* de Magny en sa qualité de délégué du pape en cette affaire.

Quoique Gauthier eût obtenu du pape Honorius III pour les abbés de Sainte-Corneille le pouvoir de donner la tonsure à leurs moines et de bénir les *palles* de l'autel, il n'en fut pas moins déposé en 1225 par le cardinal de Saint-Ange, légat du Saint-Siége ; et ce fut en vain qu'il appela au pape, qui confirma la sentence. Raoul de Ronvilliers, allié à la famille d'Estrées, fut élu la même année pour le remplacer. Cet abbé admit, en 1229, les Franciscains dans la banlieue de Compiègne et établit une association de la Sainte Vierge dans l'église de Saint-Clément. Il fut, en 1231, nommé par le pape arbitre entre les moines de Saint-Denis et les chanoines de Saint-Paul, puis entre le seigneur de la Bove et les moines de Lihons. Grégoire IX confirma des statuts concernant le chantre, les chanoines de Saint-Corneille et l'usage de la mître et de l'anneau pour les abbés, qu'il lui avait dressés au mois de juillet de la même année. L'un des exécuteurs testamentaires de Jean de Nesle, Raoul, assigna, en janvier 1239, au prieuré de Beaulieu, dépendant de Saint-Crépin le Grand, les 20 sous de rente que lui avait légués le testateur.

Jean de Pons, prieur de Saint-Pierre, qui succéda en 1241 à Raoul de Ronvilliers, mort l'année précédente, tint à peine un an la crosse abbatiale, qu'il quitta pour rentrer dans les rangs des simples religieux. Jean II, de Méricourt sur Somme, élu en 1242, obtint en 1243, du pape Innocent IV, la faculté de donner, outre la tonsure, les ordres mineurs à ses moines et aux clercs soumis à la juridiction de l'abbaye, de bénir les ornements et de donner la bénédiction solennelle. Il fit terminer par Renaud, abbé de Corbie, un différend qu'il avait avec Ourscamp. En 1246, la *cour* de Reims obligea, par l'entremise du prêtre de Cuise, Guillaume et Jean, son frère, chevaliers de Cuise, de payer à Saint-Corneille, sous peine d'excommunication, une rente en grains qu'ils lui devaient sur le bois de Goumart, près de Goussencourt (en Tardenois ?) Après un compromis où parurent Nicolas de Bazoches, Raoul d'Oulchy, archidiacre de Soissons, l'évêque de Senlis, délégué par le pape, fit reconnaître en 1247,

par Robert de Bazoches, que la grurie de la forêt de Mainicie appartenait au monastère (1). Celui-ci acquit, en 1254, du bien de Simon, maïeur de Marest sous Coudun *(maïor de Maresco supra Coudunum)*. L'année d'après, à la suite d'un litige avec Raoul de Coucy sur un alleu à Ahérie *(Aherias)* qu'il revendiquait, ce seigneur consentit à ce que les habitants de ce domaine ne lui payassent que ce que lui payaient ceux d'Estraon et d'*Aheries*, laissant tout le reste, droits de roage, de forage, à l'abbé, sauf la haute justice sur l'incendie, le rapt et le meurtre, la moitié des meubles des délinquants, tous les immeubles, qu'il sera tenu, toutefois, au bout d'un an, de remettre à quelque hôte de la *poëste* ou seigneurie d'Estraon, d'Ahéries ou de l'alleu, l'avouerie à Estraon, sauf aussi qu'il n'y pourra établir de maïeur et d'échevins pour le jugement des causes, lesquelles seront portées devant les maïeur, doyen et échevins du monastère en sa maison d'Estraon et jugées selon la coutume du lieu (2).

Saint-Corneille, comme toutes les grandes abbayes et les chapitres, avait un certain nombre d'hommes et de femmes de corps. On lui en vit échanger quelques-uns au XIII[e] siècle avec d'autres abbayes, ou avec des seigneurs, souvent en des lieux éloignés. Ainsi, en 1215 et 1220, Gauthier de Nanteuil échangeait deux femmes de corps qu'il avait à Baluevre, Marie, femme d'Odon Morel et sa fille, contre deux autres que l'abbaye avait à Reims. Nicolas de Bazoches, du consentement de son frère Gauthier, lui en donna une autre nommée Mathilde, femme de Baudoin de *Concentor* avec ses enfants; l'abbé Arnoulf échangea la femme de Foucon de *Corhou* et la fille d'Haganon de Sainte-Gemme avec le prévôt de Reims, et Nicolas de Bazoches accorda la fille d'Haganon contre la femme de Foucon Leroi. Le chapitre de Soissons échangea Marie, fille de Lamfrid, et Berthe de Marcuil avec Saint-Corneille contre Helvide, fille de Baudoin et de Mathilde de Goussencourt. De pareils échanges eurent lieu avec Mathilde, abbesse de Notre-Dame de Soissons.

(1) *Cartul.* de S. Corneille., *cartæ ann.* 1239 et 1240.
(2) D. Grenier, t. X, *Ex* Archiv. de S. Corneille.

Cette coutume que la distance des temps nous fait paraître si étrange n'était pas évidemment particulière aux établissements religieux, mais, outre que c'était moins la personne que l'on échangeait ainsi, que les services et redevances qui y étaient attachés, ce qui en ceci distinguait les abbayes des seigneurs laïques, c'est la douceur dont elles usaient en général à l'égard de ces sujets de la servitude. L'abbé Jean de Méricourt abandonna, en 1247, aux hommes de Longueuil, la mainmorte et le for-mariage et la corvée des prés, à la seule condition que les hommes de corps qui quitteraient le village en acquitteraient les droits, et que, conformément à leur demande, chaque masure paierait 45 deniers parisis en plusieurs termes, 2 mines d'avoine, 2 pains à Noël et à Pâques dans l'église du village, 2 chapons, et chaque individu la capitation. Ces contributions, qui formaient sans doute tout l'impôt prélevé à Longueil, prouvent que chaque habitant était possesseur ou détenteur d'une petite métairie. Jean affranchit aussi, en 1263, deux bourgeois de Crépy en Valois, ses hommes de corps, et l'on voit dans une charte de 1256 que l'abbaye, par un motif de religion *(intuitu pietatis)*, donna la liberté à un grand nombre de ses hommes et femmes de corps et à leurs enfants, en quelque lieu qu'ils se transportassent, moyennant 30 livres, avec la promesse de se déclarer *hommes capitaux* (sujets à la capitation) de Saint-Corneille (1).

Voici des anecdotes judiciaires concernant le droit de mainmorte que fournissent les annales de ce monastère. Le droit de mainmorte était inhérent à la personne et la suivait partout où elle allait se fixer, à moins que ce ne fût dans une localité jouissant de certaines franchises communales. Un nommé Thierry, de Lagny, mainmortable de Saint-Corneille, s'en va demeurer et meurt à la Ferté-Milon; l'abbé réclame, en 1259, ses biens de mainmorte, mais les habitants de cette ville déclarent que, selon leurs coutumes, tout homme venant se fixer à la Ferté, y demeurant un an et un jour sans avoir été réclamé par son seigneur, devenait par-là même exempt des droits de mainmorte, de

(1) *Cartul. de S. Corneille. Cartæ A. abbatis Compendii, Nicolaï de Bazochiis et Galteri*, ann. 1215 et 1220.

for-mariage et de toute redevance de servitude (1). Une femme nommée Mathilde, veuve de Gilon de Goussencourt en Tardenois, et les enfants nés de son mariage, refusaient de payer ce droit à l'abbé et aux collecteurs des mainmortes pour le roi. Or ceux-ci soutenaient qu'ils le devaient parce que Gilon était homme de corps, né d'une femme de corps de Saint-Corneille, et s'était reconnu comme tel, non-seulement en lui payant son for-mariage et autres redevances dus par ceux de cette condition, mais même en justice et ailleurs. De plus, disaient-ils, les églises qui avaient dans le Rémois des hommes de corps « couchant et levant » en tiraient, le cas échéant, leurs mainmortes et for-mariages. En conséquence, ils réclamaient de Mathilde et de ses enfants la moitié des biens meubles et immeubles qu'ils possédaient au temps de la mort de Gilon. Mathilde, comme tutrice de ses enfants, soutenait, au contraire, que son mari avait été personne libre, né de femme libre, avait fait en cette qualité un testament, avait hérité avec ses frères qui, eux aussi, s'étaient regardés comme libres, faisant des testaments et des mariages avec des femmes libres, et enfin avait hérité de personnes libres. D'ailleurs, en admettant que les prétentions de l'abbé et des collecteurs fussent vraies, c'était la coutume à *Scuves* et aux environs, où étaient les immeubles de Gilon, que la mainmorte ne tombât pas sur les immeubles d'un homme de corps décédé, et que ces biens revinssent pacifiquement à ses enfants. Une enquête eut lieu en 1289, laquelle prouva que Gilon était réellement homme de corps de Saint-Corneille, mais que la coutume invoquée existait, et que, par conséquent, la moitié des meubles de Gilon seulement revenait à l'abbaye à raison de sa mainmorte (2).

Mais si le puissant monastère réclamait ses droits acquis, il ne s'en montra pas moins ami d'un progrès sage et mesuré et sut concilier, en temps opportun, avec ses intérêts, l'amélioration du sort de ses sujets. Au mois de mai 1222, un personnage nommé N..... et qui s'intitule « humble maître » *(magister humilis)* de l'église de Compiègne, concéda en propriété aux hommes de Verberie des terres qu'ils

(1) *Archiv. impér.*, par BOUTARIC, t. I, 29.
(2) *Ibid.*, p. 425.

avaient reçues du couvent pour en faire des pâturages, moyennant un cens de 12 deniers par arpent, payables en la *Maison du Bois,* et à condition que le domaine et la justice resteraient à Saint-Corneille ; que les parties cultivées ne lui paieraient que la dîme ; que la male-mer *(malum mare),* c'est-à-dire l'eau stagnante (1) lui appartiendrait, l'espace de dix pieds, tant qu'elle resterait; que les hommes de Saint-Corneille à Verberie en auraient aussi leur part, et qu'une petite prairie qu'il ajoutait au reste servirait à la pâture après la récolte des foins. La même année 1221, à la suite de difficultés qui avaient eu leur source dans des usages que les gens de Verberie possédaient sur les bois et terres de Saint-Corneille, on arrêta, pardevant Gilles de Versailles et Renaud de Béthisy, bailli du roi, le règlement suivant : L'église conservera son bois entouré de fossés, en dehors du marais *(extra malum mare),* les terres et prés qu'elle a de tout temps possédés, les terrains qui s'étendent entre le Meux *(Melonoam)* et Longueil jusqu'au bois de Rivecourt *(de Riverii).* Les gens de Verberie auront la *malemer,* en dehors du bois de Saint-Corneille, pour les pâturages. Le bailli Renaud de Béthisy, non content de régler les affaires de l'abbaye, lui donna en 1222 un muid de blé et 10 sous de rente pour son anniversaire, avec inscription de son nom au Martyrologe (2). Ensuite, de concert avec sa femme Emmeline et le chevalier Jean de Béthisy, son fils, il concéda aux mêmes fins à Corbie ses droits sur les moulins de Venette, en présence de Baudoin, doyen de la chrétienté de Compiègne ; de Milon, *prêtre paroissial* de Saint-Martin de Béthisy, du chevalier Henri de Cuise (3). On voit encore, en 1262, l'abbé de Saint-Corneille abandonner, d'accord avec le roi, aux hommes de la Croix Saint-Ouen, 800 arpents de terre, jadis en bois, pour être essartés, moyennant la faible redevance de 1 denier de cens de rente annuelle pour chaque arpent (4).

(1) *Malum mare* signifie ici marais, eau stagnante, *eau morte.* Sur les rives de l'Oise, il y a beaucoup de lieux qui portent le nom de *Marais, Marest.* Il y a au-dessus de Maumaques, qui lui-même peut venir de *Malæ aquæ,* le bois de la *Malemer* (de *malomare.*)

(2) CARLIER, t. III, *Pièces justificatives,* pp. 36, 171.

(3) *Ibid.,* pp. 181 et 153.

(4) *Archiv. impér.,* par BOUTARIC, t. I, p. 58.

Les édifices du monastère de Saint-Corneille devaient répondre en grandeur et en richesses aux événements qui s'y succédaient et à l'opulence de ses revenus. Il embrassait dans son enceinte presque tout le quartier circonscrit actuellement par la place de l'Hôtel de Ville, le Marché aux Herbes et la rue des Bonnetiers. Sous les édifices régnaient, comme dans les grands châteaux du moyen âge, de vastes souterrains auxquels l'imagination populaire avait attaché toutes sortes de légendes. A l'angle de la place du Marché au Blé et de la rue des Bonnetiers, dite aussi *Sallabé (Salle-l'Abbé)* était *l'audience de Saint Corneille,* vieux bâtiment flanqué à cet angle d'une tour ronde désignée autrefois sous le nom de *Tour de la Monnaie,* ou *Tour de César.* C'était là que s'exerçait la justice temporelle de l'abbaye.

L'église de Saint-Corneille ayant entièrement disparu, il est impossible d'en assigner l'âge et les dispositions. Les dessins incomplets qui en restent nous l'offrent sous l'aspect d'une vaste basilique romane remaniée dans les siècles suivants et d'un effet peu satisfaisant. Le fond devait être du commencement du XII^e^ siècle, mais elle était ogivale dans plusieurs de ses parties. Elle était flanquée sur les bas cotés, contre le sanctuaire, de deux tours d'inégale hauteur, à fenêtres à plein cintre avec colonne médiane, et surmontées de flèches aiguës. Entre ces tours et le portail, les transepts se terminaient par des porches latéraux. On admirait la rose de celui qui donnait sur la place du Marché aux Herbes. Le grand portail menaçant ruine au XV^e^ siècle, Louis de Vendôme, abbé commendataire de Saint-Corneille, en fit commencer la reconstruction en 1516 et répara le reste de l'église. Ce portail, dans le style de celui de Saint-Jacques, quoique grandiose, était sans harmonie avec la nef primitive. Il se composait de deux tourelles aux angles avec statues et ornements tourmentés de l'époque, et d'un fronton au-dessous duquel était une grande rose bouchée et percée de quatre croisées cintrées et une vaste porte aussi bouchée et percée au bas de deux petites entrées accolées. Sur la tourelle de gauche on avait sculpté les armes de France, et sur celle de droite les armes de l'abbaye, surmontées du chapeau de cardinal,

On arrivait au portail par une rue bordée de bâtiments de l'abbaye; à gauche était celui qu'on appelait la *Pannetière de Saint-Corneille*, et à droite la grande porte de l'abbaye surmontée d'écussons. Contre le flanc droit de l'église aboutissait le cloître ogival, décoré de dorures et de peintures. Au fond du préau on remarquait comme une curiosité architecturale un puits s'arrondissant, à dix mètres de son ouverture, en forme de voûte sphérique tombant sur un rond-point de près de quatre mètres de diamètre. Cette voûte à sa base était percée de niches correspondant aux quatre points cardinaux et au-dessous desquelles régnait une marche circulaire que l'eau effleurait. Il reste encore trois côtés de ce cloître. La rue Saint-Corneille passe sur la longueur du sanctuaire et de l'église, et des maisons ont été construites sur l'emplacement des bas-côtés dont on voyait encore il y a quelques années des colonnes enclavées dans leurs murailles (1).

L'église du monastère renfermait des objets du plus haut prix et des richesses incomparables (2). Le maître autel, composé de deux grandes tables d'argent doré, était orné de filigranes dans lesquelles s'entrelaçaient des figures d'animaux et décoré de pierreries. Au milieu du rétable d'en bas paraissait la figure du Sauveur, de deux pieds de hauteur, entourée de celles des douze apôtres. Le rétable d'en haut, où l'on voyait représentés des mystères de la vie de Jésus-Christ, était surmonté d'une grande croix *patée* de larmes d'or, et dont le Christ en or n'avait pas moins de trois pieds de hauteur. Le piédestal de la croix contenait plusieurs reliques renfermées dans du cristal, et de chaque côté il y avait deux grandes châsses d'ébène d'un beau travail, semées de fleurs de lys d'argent, contenant les corps de saint Pantaléon, de saint Spérat, de saint Balzème, de saint Erme, etc. Dans la nef, au-dessus d'un jubé dont il n'est plus possible d'assigner l'époque, il y avait une grande croix portant un Christ de grandeur naturelle, tout en argent. Au-dessous du

(1) *Compiègne historique et monumental*, par LAMBERT DE BALLYER.

(2) Les descriptions suivantes sont empruntées au *Pouillé mss.* du diocèse de Soissons, conservé à la Bibliothèque de cette ville.

jubé, à droite, on voyait une statue de la Sainte Vierge, très-vénérée à Compiègne, et qu'on appelait *Notre-Dame du Pied-d'Argent.* Dans la nef, du côté droit, étaient les fonts baptismaux, d'un très-beau travail, et qui servaient à tous les enfants de la ville qu'on présentait au baptême la veille de Pâques et de la Pentecôte et dans leurs octaves. Du côté opposé se trouvaient ceux de la paroisse du Crucifix, taillés dans un seul bloc de pierre et qui avaient été érigés par les fieffés ou feudataires de l'abbaye.

Mais rien n'égalait la richesse du trésor de Saint-Corneille en objets précieux pour le chrétien fervent et pour l'artiste enthousiaste. L'or, l'argent, le bronze, le cuivre ouvragés, les pierreries étincelantes, les cristaux, y resplendissaient de toutes parts, monuments de la piété de nos plus grands rois, produits des siècles longtemps réputés barbares. En première ligne, c'était une croix d'or d'un pied de hauteur, renfermant un morceau considérable de la vraie croix, donnée par Charlemagne; au bas de la croix, dans un cristal entouré de pierreries, on voyait un morceau de la robe sans coutures de Notre-Seigneur, qui se conservait à Argenteuil. Venait ensuite un magnifique reliquaire d'or en filigrane, dans lequel on avait artistement enchâssé un grand et beau morceau de cristal de roche renfermant un cercle d'or qui contenait une partie considérable de la couronne de Jésus-Christ. Sur le soubassement, soutenu par trois dragons, étaient huit figures d'anges. Dans le cercle d'or était enchâssée une branche de la couronne portant cinq grosses épines dont on voyait chacune au moyen d'autant d'ouvertures. Au-dessus du cercle était déposée une bourse brodée contenant une partie de la sainte éponge. Dans la croix double et environnée de pierreries, qui surmontait le reliquaire, il y avait la pointe d'un des clous de la passion. C'étaient autant de présents de Charles le Chauve. Le même prince avait aussi donné à l'abbaye, en 876, un des saints suaires de Notre-Seigneur, qu'il avait apporté d'Aix la Chapelle. Enfermé d'abord dans un vaisseau d'ivoire fait en forme d'église surmontée d'un clocher et que l'on conservait dans le trésor, on l'avait mis, au bout de deux cents ans, dans une châsse d'or massif donnée par Mathilde, reine d'An-

gleterre. Autour de ce petit édifice on voyait les figures des douze apôtres ; il était surmonté d'un crucifix d'or porté sur un piédestal orné de chérubins en mosaïque. La couverture, en forme de toit, représentait, sur un relief émaillé d'or, Notre-Seigneur reçevant les petits enfants. Suivant un inventaire de 1507, il y avait tant de pierreries semées sur toute la châsse qu'on en fit une couronne de plus de 100,000 livres. C'est aussi avec ces dépouilles qu'on fit le portail et les premières travées d'une nouvelle église demeurée inachevée. Le reliquaire contenait, outre le saint suaire, un morceau de soie ou de coton fort blanc, d'une demi-aune en tous sens, paraissant porter des taches de sang; un petit paquet de soie de plusieurs couleurs, bleue, rouge et jaune, qui serait une partie d'un autre suaire de Jésus-Christ, lequel aurait contenu des bandelettes ayant servi à l'enveloppement du sacré corps.

Parmi les objets les plus antiques, il y avait encore dans le trésor deux croix de deux pieds de hauteur et fort larges, ornées de filigranes, d'agates, rubis, saphirs, etc., provenant de Charlemagne ; un beau morceau de cristal de roche, taillé à facettes, contenant de la crèche ; un reliquaire d'or entouré de pierreries et couvert d'une grande agate contenant une portion considérable de la pierre de la Circoncision ; un plat d'argent au milieu duquel on conservait sous un cristal des fragments du plat dans lequel Notre-Seigneur mangea l'Agneau pascal ; un cristal garni d'argent où il y avait de la colonne et du saint sépulcre ; une châsse en vermeil émaillé, contenant des ossements des saints Innocents. Venaient ensuite un vaisseau de vermeil richement exécuté en forme de chapelle, avec une grande quantité de pierreries, dont trois beaux saphirs, contenant le chef de saint Jacques le Mineur portant l'impression du coup qu'il reçut de la main d'un foulon après avoir été précipité du Temple, et plusieurs crânes des saints Innocents ; il avait été donné par Charles le Chauve, ainsi que deux bras d'argent de deux pieds de haut, avec bordure en vermeil, filigrane, pierreries, contenant, l'un, deux os considérables de saint Philippe, apôtre, et l'autre, des reliques de saint Tiburce, ce dernier tenant à la main un doigt de saint Jean-Baptiste dans un cristal garni d'argent.

Charles le Chauve avait aussi donné à Saint-Corneille une image d'argent de Notre-Dame, haute de trois pieds, dans le piédestal de laquelle il y avait un voile de la Sainte Vierge, de deux aunes de long sur deux pieds de large, d'une toile claire ressemblant à une toile d'ortie, et portant ces lettres brodées : I. P.M. I. N. I. R. V., qu'on interprétait ainsi : *Id proprium Matris Jesu Nazareni judeorum regis velum.* Il y avait aussi deux autres images de Notre-Dame, l'une en ivoire, d'un pied et demi de haut, d'un très-beau travail, contenant, dans le piédestal, de ses vêtements ; l'autre en or finement ouvragé, où il y avait de son lait, et un cristal rond, garni de vermeil, où il y avait de sa tunique. Les corps de saint Corneille et saint Cyprien, donnés à Charles le Chauve par le pape Jean VIII; le chef de saint Pantaléon, donné à Charlemagne par Aron, roi de Perse, avec le corps de saint Spérat, et apportés de Lyon à Saint-Corneille par Charles le Chauve, en 877, furent transférés, au commencement du XII[e] siècle, dans une grande et magnifique châsse d'argent doré, de quatre pieds de long et d'un pied et demi de large, ornée de filigranes et d'une infinité d'émaux et de pierreries. Autour du reliquaire on voyait les douze apôtres et on lisait ces vers :

Par César de Corneille est la teste enlevée,
Cyprien de Galère eut un semblable sort ;
Leurs corps au même lieu sont mis après leur mort,
Et des mêmes honneurs leur gloire est relevée.
De Charles le Chauve, roi, des libéralités
De Rome et de Carthage en France transportés.

A l'un des bouts de la châsse, au-dessus des figures des deux martyrs, on lisait aussi :

Ces grands pontifes saint Corneille et saint Cyprien
Sont renfermés dans cette belle châsse
Comme dans un tombeau.

Enfin, à l'autre bout était l'inscription suivante : « Cette châsse a été faite en l'an de l'Incarnation du Verbe 1219, du temps de l'abbé Arnoul et de Pierre, trésorier. » Un bras de vermeil de deux pieds de hauteur avec bordure semée de pierreries, et un riche rubis au doigt, contenait un fragment de l'un des bras de saint Corneille, et un reli-

quaire d'argent, que l'on trempait dans l'eau pour les malades atteints de la descente, contenait un de ses os.

On pouvait voir ensuite une foule d'autres reliquaires de moindre importance, mais non moins précieux sous le rapport de la matière et de l'art : un reliquaire de vermeil en forme de miroir, avec des pierreries, contenant au centre, sous un cristal, des vêtements de saint Simon, apôtre, et du linge teint du sang de saint Sébastien ; un reliquaire en vermeil en forme de ciboire avec des reliques de saint André, saint Jacques, saint Philippe, apôtres ; un cœur de cristal taillé en relief, garni en vermeil, avec des reliques de saint Pierre, apôtre ; deux plaques de vermeil ciselées, de forme octogone, renfermant, sous des cristaux, des dents des apôtres, des os de saint Matthieu, de saint Vaast, de sainte Barbe, de la pierre dans laquelle fut plantée la croix du Sauveur ; un petit ciboire d'argent contenant des reliques de saint Marcel, pape et martyr ; un reliquaire d'argent en forme de clocher, dans lequel était enchâssé un cristal contenant des ossements de saint Vincent, diacre et martyr ; un reliquaire en vermeil, orné de filigrane, ayant du cou de saint Blaise, des cheveux de sainte Madeleine, des ossements de saint Crépinien ; un cristal carré taillé en forme de lanterne, contenant du sang de saint Georges et un morceau de son cilice ; un reliquaire en vermeil et filigrane en forme de rose, avec pierreries, contenant un morceau d'une côte de saint Balseme, martyr ; un bras d'argent de deux pieds de haut, avec bordure en vermeil, filigrane, pierreries, contenant des ossements de saint Loup, archevêque de Sens ; un reliquaire en vermeil ciselé avec bordure, filigrane et pierreries, recouvrant une omoplate de saint Gilles, abbé ; une plaque d'argent en forme de rose dont le centre contenait un morceau de côte de saint Algis, compagnon de saint Fursy ; un petit cristal garni d'argent avec reliques de saint Remy de Reims ; un autre enchâssé dans l'argent avec ossements de saint Eloi ; une image d'argent de saint Benoît, d'un pied et demi de haut, portant dans son piédestal des restes du saint ; une châsse d'ébène semée de fleurs de lys d'argent, renfermant des reliques de saint Maur, saint Blaise saint Hombert ; une image d'argent de sainte Marguerite,

de trois pieds et demi, compris le piédestal d'ébène garni d'argent, tenant un reliquaire de vermeil doré, avec filigrane et pierreries, où il y avait des reliques de la sainte; dans le piédestal un beau cristal recouvrait le chef de sainte Ursule ; une autre sorte de chapelle en cristal garni d'argent, avec les ossements de sainte Agnès, vierge et martyre ; une plaque en vermeil ciselé, de forme ovale, soutenant une partie de la mâchoire inférieure et une dent de sainte Appolline, vierge et martyre ; une image en vermeil de sainte Madeleine, tenant un de ses propres os enchâssé dans du cristal, exposée dans une niche de cuivre dorée en forme de clocher, de deux pieds de haut ; un reliquaire en vermeil avec des os de saint Anastase, martyr ; une petite châsse, couverte de lames d'or, avec quelques os de sainte Pauline, dame romaine.

Tous ces objets, comme on le voit, étaient destinés à contenir de précieuses reliques. D'autres servaient au culte et n'avaient pas moins de valeur. On citera une croix de trois pieds de hauteur, d'un travail magnifique, ouvrage fait en 1646 par Pierre Boucher, de Compiègne ; une exposition du Saint-Sacrement en cristal de roche taillé, de forme hexagonale, porté sur un pied d'argent ciselé et surmonté d'un chapiteau mobile. Il se trouvait aussi dans le Trésor des antiquités du plus grand prix. En première ligne, nous mettrons un Missel à l'usage des abbés, et auquel on attribuait au XVII^e^ siècle plus de neuf cents ans. Ce manuscrit, d'un prix inestimable, était protégé par une riche couverture. Un des côtés, enrichi de lames d'or et enchâssé dans une bordure, était orné d'émaux très-anciens représentant le Christ, la Vierge, saint Pierre et saint Jean, et semé de pierreries, saphirs, émeraudes et perles orientales. Sur les lames d'or étaient gravés en gros caractères latins et grecs les commencements des quatre évangélistes ; Mabillon les faisait dater de près de mille ans. L'autre côté, couvert de vermeil, représentait un portail d'église; au haut, dans une rose, étaient la Sainte Vierge, saint Corneille et saint Cyprien. Autour et sur les bords de la couverture on avait gravé les vers suivants, d'une date récente :

Dom Jean de Méricourt cet ouvrage a fait faire

En l'an mil deux cent cinquante-deux ;
Il servira sans doute à nos derniers neveux.
Saints patrons que votre aide à jamais nous prospère.

Ainsi, l'un des deux couverts remonterait, avec le manuscrit, jusqu'au temps de la fondation du monastère, l'autre au XIII^e^ siècle. Venait ensuite un autre manuscrit du même temps, ayant une couverture en or, avec filigranes et une quantité de pierreries et d'émaux. Au milieu de l'un des côtés, il y avait une *médaille,* ou plutôt un camée d'une très-belle agate, portant « en relief une figure très-ancienne, » dans un cercle d'or orné de petites pierreries, et ces mots en vieux caractères : *Karolus Pius Rex.* On lisait sur les bords cette inscription :

« L'an de l'Incarnation de Notre-Seigneur 1252, Jean de Méricourt, abbé de Compiègne, a fait raccommoder cette couverture, que le roi Charles le Chauve avait fait faire. »

Après ces livres rares, on admirait, au Trésor, une mitre abbatiale, à fond de perles, et enrichie d'un grand nombre de pierres très-précieuses enchâssées dans l'or ; une couronne royale d'argent, de 3 marcs 5 onces et 5 gros, servant au couronnement de la Vierge, dite *Notre-Dame au Pied-d'Argent,* et pour les services des rois de France ; deux masses d'argent, semées de fleurs de lys, et ornées d'une couronne impériale, que deux sergents de l'abbaye portaient aux solennités, et une main de justice, que portait le diacre ; une boîte, de forme octogonale, couverte de plaques d'ivoire, représentant les *Quatre-Saisons,* très-bien ouvragées ; elle avait renfermé le voile de la Vierge lorsque Charles le Chauve le donna à l'abbaye ; une tasse du bois de Tamaris, qui avait servi à saint Thomas de Cantorbery.

C'est ici le lieu de faire connaître, avec plus de détails qu'on n'en a donnés dans le premier volume de ces Annales, les tablettes, ou dyptiques consulaires en ivoire, présent de Charles le Chauve à Saint-Corneille, et qu'on y conservait précieusement. Les consuls, du temps de l'empire romain surtout, inauguraient leur entrée en charge par de grandes réjouissances, des largesses et des jeux publics. Ils faisaient aussi faire à cette occasion des tablettes, ou dyptiques, sur lesquelles étaient gravés les

noms du consul, ses dignités, et la date des actes publics qu'on faisait dans l'année; ils jetaient au peuple les plus communes et envoyaient, comme souvenir, les plus belles et les plus grandes à leurs amis ou à des personnes de marque. Celles de Saint-Corneille avaient été offertes au Sénat par Philoxène, lorsqu'il fut consul, l'an de Jésus-Christ 525, sous l'empereur Justin Ier. Au XVIIe siècle, on calculait donc qu'elles avaient mille trois cents ans. On y voyait représentées deux figures, l'une d'homme, l'autre de femme. La figure d'homme était sans doute celle du consul. Il tient à la main gauche le sceptre consulaire et à la droite une toile qu'il semble jeter comme pour donner le signal des jeux. Celle de femme, portant de longs cheveux, représente le Sénat, selon la coutume des Grecs de le représenter ainsi, probablement comme étant l'expression de la *République*. L'inscription est ainsi conçue :

FL. Theodoricus Philoxenus, Sotericus,
Philoxenus, vir illustris, comes Domesticorum
Ex magistro militum per Thraciam
Et Consul ordinarius (1).

Cette antiquité était d'autant plus estimée qu'elle passait pour être l'unique que l'on connût en France (2).

La puissance temporelle et spirituelle de l'abbaye de Saint-Corneille s'étendait sur toute la ville. Ses abbés étaient de véritables prélats jouissant de droits quasi-épiscopaux. Ne reconnaissant d'autre supérieur que le pape, ils échappaient de toutes manières au pouvoir diocésain. C'était de lui qu'ils devaient recevoir la bénédiction abbatiale; encore furent-ils dispensés par Clément III de se rendre à Rome, avec la faculté de s'adresser à un évêque de leur choix. Ils portaient la crosse, la mitre et l'anneau, officiaient en habits pontificaux, et conféraient la tonsure et les ordres mineurs à leurs moines et autres clercs séculiers de leur juridiction, bénissaient les *palles* de l'autel et autres ornements ecclésiastiques, et donnaient la bénédic-

(1) Mabillon, *Annal. benedict.*, lib. XXXVIII, p. 202.

(2) Trésor de Saint-Corneille, *Louillé ms.* de la Bibliothèque de Soissons, p. 639.

tion solennelle, comme les évêques, après les offices (1). Héritiers des droits des anciens prévôts et doyens, ils nommaient à un grand nombre de bénéfices, aux offices de prévôt, de trésorier, de censivier, d'infirmier, dans l'abbaye; ils conféraient le décanat de Saint-Clément et ses cinq prébendes, l'écolâtrerie avec sa demi-prébende et ses six vicariats, le titre de la chapelle de Saint-Leu, les six prébendes de Saint-Maurice et ses six vicariats, la chapelle de Saint-Laurent, en l'église de Saint-Pierre, et celle de Saint-Corneille aux Bois. Dans le seul évêché de Soissons, ils avaient la présentation et la collation des églises de Saint-Germain, Saint-Jacques, Saint-Antoine, à Compiègne; de la chapelle du Crucifix, établie dans la nef de Saint-Corneille, des cures de Jaulzy, de Crotoy, de Choisy, de Rethondes, sans compter une foule de chapelles et un grand nombre de cures dans les évêchés d'Amiens et de Beauvais. En somme, ils avaient à leur nomination deux prieurés, quatorze prébendes canoniales, six autres prébendes, dix-sept chapelles et trente-trois cures. Aussi avaient-ils un grand-vicaire, un official, un pénitencier, un aumônier, un chapelain, un chambrier, ou chambellan, un prévôt et un bailli. Ce dernier était, dès les premiers temps, de race noble. Ainsi, en 1338, le bailli de Saint-Corneille était messire Vallerand de Vaux, bailli d'Amiens et de Vermandois pour le roi, de la maison de Longueval, laquelle donnait alors pour abbé au monastère Gilles de Longueval, et pour prieur D. Jean de Vaux, son frère (2).

L'abbé de Saint-Corneille exigeait que les clercs qui desservaient les églises et chapelles de l'abbaye lui fissent serment de fidélité, comme à un évêque, sous peine de se voir retenir les fruits de leur bénéfice. En revanche, le roi lui-même, selon une charte de Louis le Gros, de 1118, ne pouvait revendiquer de droits, même sur un de ses *familiers,* s'il avait été chanoine de Saint-Corneille, pendant cinq ans, parce qu'il avait acquis par là la

(1) Bulle d'Innocent IV, de 1243.

(2) *Des huit barons ou fiefffés de S. Corneille*, par Louis de Gaya, Noyon, M.D.C.L XXXVI. Livre assez rare. M. Peigné-Delacour en possède un exemplaire. — Ourscamp (Oise).

liberté (1). Le Saint-Siége avait défendu à l'évêque de Soissons d'excommunier les religieux comme ils le faisaient souvent, à l'occasion des *procurations* qu'ils exigeaient d'eux et qu'on leur refusait toujours. En cas d'interdit général, on pouvait célébrer l'office à Saint-Corneille, portes closes et sans cloches. Le Saint-Siége soutenait en toute recontre l'autorité des abbés de Saint-Corneille. Innocent III désigna même aux religieux l'évêque de Senlis pour qu'ils eussent recours à lui en toute matière spirituelle ou temporelle lorsqu'il leur serait difficile de s'adresser à Rome. S'étant plaint à ce pape qu'on n'observait pas les interdits qu'ils lançaient sur Compiègne en cas de violation d'églises et de cimetières, de voies de fait commises sur des religieux et des clercs, de vexations exercées sur leurs servants de la part des hommes de la ville, il leur renouvela le droit d'interdire la ville, « en suspendant, comme les Israëlites à Babylone, leurs lyres aux saules du fleuve. » Le pape Honorius III défendit aux archevêques et évêques d'excommunier leurs serviteurs et les moines de leurs prieurés et monastères, et Grégoire ... les exempta de donner aux prélats qui les réclamaient des *procurations* dans les granges et maisons de leur domaine, avec défense à ceux-ci de les excommunier, ni eux, ni leurs hommes, ou hôtes habitant leurs fours, cuisines, moulins, etc., et ordre aux curés de Compiègne d'observer les excommunications lançées par eux et dont ils avaient le droit de relever leurs moines. L'abbé et le prieur de Corbie étaient chargés spécialement de l'exécution des bulles et des commissions concernant le monastère ; et Philippe-Auguste avait permis, en 1220, à l'abbé de Corbie, de bâtir une maison à Compiègne pour leur servir de résidence lorsqu'ils y seraient appelés par les devoirs de cette charge (2).

Saint-Corneille jouissait d'une multitude d'exemptions, non-seulement de droits féodaux, comme de péage, vinage, roage pour les blés, vins, laines, bois et pierres, exigés par les séculiers, mais surtout de droits ecclé-

(1) Charte de Louis VI, donnée à Compiègne en 1118.

(2) *Collect.* D. Grenier. — Léopold Delisle, *Actes de Philippe-Auguste*, pp. 454 et 438.

siastiques, comme celui de *provisions*, à l'égard de l'évêque diocésain. Les religieux avaient bien obtenu de Rome la permission de porter des chapeaux, et Innocent IV, après avoir exprimé le désir qu'ils reçussent honorablement ses légats *à latere* et ses autres envoyés, voulut aussi qu'on hébergeât, mais au monastère seulement, certains courriers inférieurs; et ceux-ci, non contents de demander leur nécessaire, poussaient l'insolence à un tel point qu'ils pouvaient passer pour des voleurs et des exacteurs plutôt que pour des courriers, il veut que l'abbé ne leur donne que ce qu'exigera le nombre de chevaux indiqué dans leurs lettres, rien de plus (1).

Les prélats, évêques, abbés, devaient au roi, comme on sait, le service militaire, en leur qualité de vassaux. On les exempta de le remplir en personne, mais ils devaient fournir des hommes et de l'argent. L'abbé de Saint-Corneille, dont la seigneurie et la justice s'étendait sur la rivière d'Oise et sur la ville, et dont les bourgeois de Compiègne se regardaient comme les vassaux et lui faisaient hommage, était tenu à ce service pour vingt mairies, fiefs, ou seigneuries temporelles relevant du roi de France. Les principales étaient le marquisat de Chevincourt, réuni depuis à l'abbaye par suite du décès de D. Jean-François Ladvocat, grand prieur de Saint-Corneille; les vicomtés de Longueil et de Sacy; les prévôtés de Becquigny, de Borteaux, possédées par Robert, frère de Louis IX, lequel reçut à Saint-Corneille l'ordre de chevalerie, de Rumigny en Tardenois; les seigneuries de Goussancourt, de Sarcy, de Jonchery, de Ville, également en Tardenois; de Pierrepont, qui appartint à Jean de Hangest, grand arbalétrier de France; d'Alnoy, de Canly, possédée autrefois par Hector de Chartres, Raoul de Roye et Raoul de Flavy; de Roye sur le Matz, de Margny, de Choselve, possédées dès le XIII^e^ siècle par les seigneurs Renaud et Ansolde, de la maison de Fayel, et dont le dernier faisait hommage, en 1231, à D. Raoul de Ronvillers, à condition qu'il serait exempt de le suivre à la guerre; de Mévillers, que posséda Jacques de Hangest; de Crotoy, de Faverolles, de la Motte,

(1) *Cartul. de S. Corneille.*

qui appartint à Louis le Féron, prévôt des maréchaux, à Compiègne; de la Tour, en la même ville; de la Tour de Verberie, et plusieurs autres, qui furent perdus dans la suite par négligence, par usurpation et par le malheur des des temps, ou unis à la mense abbatiale.

Mais si les possesseurs ecclésiastiques de seigneuries laïques étaient tenus à certaines obligations envers le roi, les barons des évêchés et des monastères étaient aussi astreints à des services féodaux envers leurs titulaires. Ceux de l'évêché de Soissons devaient porter les prélats à leur entrée solennelle dans la ville épiscopale. Les maires féodaux de Saint-Corneille devaient porter la verge, aux processions des grands jours, « après le Révérend Père en Dieu, Monsieur l'abbé de Saint-Corneille, ou celui qui chante la Grand'Messe, et à la fin des dites processions mener icelui Révérend Père en Dieu en son oratoire, là où il a coutume de soi vêtir, et icelui revêtu, au grand autel de la dite église, ramener au dit oratoire. » La verge, symbole de commandement et de juridiction, indiquait qu'ils étaient préposés à la garde de l'abbé et des religieux, leurs seigneurs. Les fiefs soumis à cette obligation s'appelaient *Fiefs à la Verge*. Ils étaient au nombre de huit et avaient été créés par Guillaume de Flogni, deuxième abbé de Saint-Corneille, en faveur de huit barons, sous la garde desquels l'abbaye s'était mise pour se défendre des vexations incessantes auxquelles elle était exposée. La tour qui avait été élevée près de la porte principale par des séditieux fut la première cause de cette institution, que Louis le Jeune approuva. La charge de ces barons, que Guillaume avait dotée de revenus et d'hôtels considérables, ne consistait pas seulement à garder la personne de l'abbé lorsqu'il officiait, et à veiller au bon ordre et à la conservation de la maison, mais, de plus, ils devaient aller « as sermonses et as ajournements de l'église, quand l'église leur fera savoir, si come la coustume le donne (1). » Ces huit fieffés *(octo feudati)* s'appelaient aussi indistinctement, au XIII^e^ siècle, les *huit pairs*, les *hommes-liges et de serment*, les *casés (casati, casatici, casieci)* de l'abbaye de Saint-Corneille.

(1) Titre de 1282, cité par De Gaya.

Les huit fiefs de la Verge étaient ceux de la *Porte-Rouge*, des *Pilliers*, de la *Cloquette*, du *Criage*, de l'*Exemption*, dit *Henri Aucher;* de *Lihu*, dit de *Jehan de Charmoulüe;* de *Jean Héron* et de *Jean le Boucher*. Le *fief de la Porte-Rouge* tirait son nom de la couleur de la porte de son vaste hôtel, peinte en rouge, et était situé près du *Temple* et de l'endroit où l'on bâtit depuis le couvent de la Visitation. L'hôtel du *fief des Pilliers*, ou de la *Geôle*, dit aussi le *fief de Jaux*, avait dans son domaine, outre la *mairie* de Jaux, toutes les maisons du *tour* ou quartier des *Pilliers*, à Compiègne, avec la direction des prisons abbatiales et le droit d'y établir des geôliers. Le *fief de la Cloquette* s'appelait ainsi de la rue où son hôtel était situé et comprenait dans sa juridiction une partie des seigneuries de Cambronne, de Drelincourt et de Ribécourt. Le *fief du Criage* dut son érection au droit de criage que l'abbaye s'était réservé, afin que la *Commune* ne fît rien crier par la ville qui lui portât préjudice. La *Commune* payait même une rente annuelle de 24 sous parisis à son possesseur. Le *fief de l'Exemption*, ou de *Henri Aucher*, s'appelait ainsi parce qu'il était exempt des droits de forage, de *rouage* et de *viautrage* que les autres maisons devaient à Saint-Corneille, et parce qu'il avait été longtemps possédé par la famille Aucher. Il consistait en un hôtel, rue Saint-Pierre, de qui relevaient plusieurs maisons voisines. Le *fief de Lihu*, situé au bois de *Lihu*, comprenait 144 arpents de bois et de terres chargés d'une rente de 22 mines de grains envers l'abbaye. De 1207 à 1520, il fut possédé par la fameuse maison d'Estrées, qui fournit un abbé à Saint-Corneille en la personne de Pierre d'Estrées. A cette époque, le bois fut dégradé par un abbé commendataire et mis en terres labourables qu'on vendit pour une rente de 12 livres, représentant les 22 mines de grains dont le fief qui en avait été distrait, dès 1330, était chargé. Ce fief étant échu, par succession, à Jean Charmoulüe, riche bourgeois de Compiègne, s'appela *fief de Charmoulüe*. Le *fief de Jean Héron* était une maison située rue Saint-Pierre, touchant d'un côté au fief de l'*Exemption* et de l'autre à l'hôtel de l'*Estauf d'Argent;* enfin, celui de *Jean le Boucher*, dont on ne connaît pas le domaine,

avait pris son nom de celui qui le possédait en 1343 (1).

Autrefois, les barons de Saint-Corneille jouissaient de plusieurs notables priviléges. Ainsi, l'abbé leur devait un grand festin, toutes les fois qu'ils étaient de service auprès de lui dans les cérémonies, en une salle particulière appelée le *réfectoire de la Cène*, et qui était sous la direction du *cénier*, office claustral auquel était annexée la seigneurie de Mongerain; mais, dans la suite, certains abus firent convertir la *cène* en un présent en nature qu'on portait à l'hôtel de chaque baron (1284) et qui équivalait à la portion d'un moine. On leur donnait aussi autrefois pour leur service auprès de l'abbé un habit de diverses couleurs, espèce de dalmatique appelée cotte d'armes, et telle que les gentilshommes la portaient à la guerre.

On avait même érigé pour ces huit barons, dans la nef de Saint-Corneille, une paroisse dont l'autel était placé à gauche de l'entrée du chœur, sous le nom de *Cure du Crucifix*, parce qu'elle était près du grand crucifix du jubé. Ils se regardaient comme n'étant justiciables au spirituel que de l'abbé de Saint-Corneille, et comme étant exempts de la juridiction de tout évêque ou archevêque. Quoique peu importante, cette paroisse n'avait pas moins ses fonts baptismaux distincts de ceux de l'abbaye où l'on baptisait les enfants qui naissaient dans les octaves de Pâques et de la Pentecôte sur les paroisses Saint-Jacques et Saint-Antoine, usage qui se conserva dans la suite par l'obligation où étaient encore les curés de ces paroisses de présenter dans ces octaves un seul enfant pour y être baptisé (2). Le curé du Crucifix, nommé par l'abbé, avait droit à la pitance d'un religieux, consistant en deux miches conventuelles, deux pintes de vin, dix-huit deniers de viande et deux sous les jours maigres. Il pouvait aussi aller souper au couvent quatre jours par semaine, mais il ne prenait place au réfectoire qu'après les novices. Il pouvait également occuper la dernière « chambrette » au dortoir, « encore cela, dit D. Gilson, n'était pas très-pressant, attendu que ces chambres (qui avaient été faites par D. Laurent, prieur de

(1) De Gaya.

(2) La cuve baptismale du Crucifix se trouve aujourd'hui dans l'église Saint-Antoine.

l'abbaye) ressemblaient à des cellules de prison, ayant des fenêtres très-élevées qu'il fallait fermer avec de longues perches de dix à quinze pieds. » Telle était, du moins au XVII[e] siècle, la situation assez triste de la cure du Crucifix.

Quant à la prétention des huit barons à l'exemption de l'évêque, elle leur fut vivement disputée, mais les religieux, prenant leur défense, eurent recours à Innocent III qui, à la suite d'une enquête faite en son nom par les abbés de Lagny et de Châlis et le doyen de Senlis, décida qu'ils appartenaient « à la cure du prêtre qui célèbre à l'autel du Crucifix dans la grande église. » Dans une sentence arbitrale rendue en 1220, par Jean, abbé d'Ourscamp, Robert, prévôt de Saint-Corneille, Hugues Germain, chanoine de Soissons, et confirmée par le pape en 1221, on les déclara même exempts avec toute leur famille « de la cure et juridiction de l'évêque, » ainsi que tous ceux qui « vivaient du pain et du sel des moines. » Une nouvelle contestation s'étant élevée en 1282, à l'occasion des religieuses de Saint-Jean des Vignes de Compiègne, que Saint-Corneille voulait aussi englober dans sa juridiction, Simon de Matifart, archidiacre de Reims, Pierre de Pontpoint, religieux de l'abbaye, et Guillaume d'Amiens pris pour arbitres, déclarèrent de nouveau les barons exempts de la juridiction épiscopale, ainsi que les convers ou moines *ad succurrendum*, nobles pour la plupart et de la paroisse du Crucifix. Celle-ci, sans être d'aucun diocèse, s'étendit, jusqu'aux derniers temps, sur les trois diocèses de Soissons, Senlis et Beauvais, dans les domaines appartenant à Saint-Corneille. Elle comprenait encore à la fin du XVIII[e] siècle, les maisons dites « anciennes hostises, » situées autour de l'abbaye (1).

Indépendamment des fiefs des huit barons, Saint-Corneille avait encore d'autres fiefs dépendant du trésor de l'église, appelés *Fiefs de la Coustrerie*, qui donnaient à leurs possesseurs la qualité de *coustres* ou *coustilliers*, dénomination qui vient de *custos*, *custodes*, *custodia*, garde, gardiens, ou de *cultrum*, *cultellum porte glaives;* ils gardaient, en effet, le trésor à certains jours et accom-

(1) De Gaya, *passim.* — D. Gilson, *mss.*, t. I, p. 108. — *Etat du Diocèse.*

pagnaient les religieux dans les processions publiques. Jacques Grévon s'intitulait, en 1277, homme d'armes ou écuyer du trésorier *(armiger thesaurarii)*. Un de ces fiefs, tenu au XIII[e] siècle, par Perron le Maréchal, de la maison de Clermont, ne lui rapportait pas moins de 5 muids et 7 mines de blé de rente sur les granges de l'abbaye. Ses enfants ayant voulu le diviser, lors du partage de sa succession, l'abbé s'y opposa à cause du service auquel ce fief était tenu. Des princes de la maison royale s'honorèrent de porter le titre de trésorier de Saint-Corneille. Saint Ezelein en était revêtu lorsque le pape Léon IX le tira du monastère pour le faire évêque de Suteri en Italie et son légat en Espagne. Ce pieux personnage mourut au monastère de la Réole en Languedoc où l'on conserva ses reliques. Tous les ans, le prévôt de l'abbaye prenait possession pour le trésorier, pendant les trois jours de foire de la mi-carême, de la seigneurie de la ville que le roi Philippe I[er] avait donnée à la trésorerie pour ces jours-là, en mémoire de la translation du Saint Suaire (1). Un des coutres de Saint-Corneille, dit Richard le *Coustre*, légua à l'abbaye 20 livres de rente et quatre vaisseaux d'argent. De tous ces maires et coutres il ne restait plus que le souvenir au XVII[e] siècle, leurs fiefs ayant été réunis à la censive de l'abbaye, mais les gouverneurs de la ville se firent toujours honneur de les remplacer dans leur fonction de garder le Saint Suaire aux processions (2).

(1) Cette foire se tenait sur la place appelée *Cour du Roi*. Pour la tenue des autres foires, les *communiers* étaient convenus, en 1201, avec l'abbé, d'enlever les étaux et échoppes qu'on y avait construits, et de payer à l'abbaye 100 s. de rente annuelle. Ils n'avaient pas le droit de tenir la halle fermée pendant la foire de la mi-carême. (*Archiv. impér.*, Actes du Parlement, par Boutaric, t. II, p. 1, arrêt de 1300.)

(2) De Gaya.

LIVRE SIXIÈME.

Treizième siècle.

(Deuxième partie.)

DEPUIS L'ÉPISCOPAT DE JACQUES DE BAZOCHES ET LA CROISADE DE 1218, JUSQU'A LA PREMIÈRE CROISADE DE SAINT LOUIS, EN 1245.

SOMMAIRE. — I. Jacques de Bazoches, 60e évêque, son sacre. Croisade de 1218; croisés du Soissonnais. — II. Longpont dans la première moitié du XIIIe siècle; *reliques données par Nivelon. Chef de saint* Denis l'Aréopagite, son authenticité. Dons divers; sagesse de l'abbé Gaucher d'Oulchy. Jean de Montmirail, moine de Longpont; sa famille, sa jeunesse, son mariage, ses enfants. Jean change de vie; il fonde l'hermitage de Beaumont; on croit qu'il fut connétable de France. Sa confiance en Dieu; il sauve un supplicié par ses prières, miracle contesté. Il fonde le Mont-Dieu à Montmirail; description de cette abbaye. Hôtel-Dieu de la même ville, son église; Helvide, femme de Jean, le favorise; le pape confirme ses biens. Autres bienfaiteurs. Jean y sert les malades, sa charité héroïque; il secourt les lépreux; il visite une recluse à Notre-Dame de Soissons; il se prépare à la croisade contre les Albigeois, et songe à quitter le monde. Il consulte les docteurs de Paris et se retire à Longpont. Fondation de Cerfroi; ministrerie des Trinitaires de Verberie. Réception de Jean à Longpont; ses vertus dans le cloître, sa mortification, son humilité; ingratitude de sa famille. Mort de Jean de Montmirail. Première translation de ses reliques; miracles à son tombeau. Deuxième translation; magnificence de son mausolée. Troisième et quatrième translations. On *songe à sa canonisation*; témoignage de l'abbé Gaucher d'Oulchy sur sa canonisation. On brûle des cierges devant son tombeau; culte qu'on lui rend, titres qu'on lui donne, invocations qu'on lui adresse. Historiens de Jean de Montmirail. — III. *Mort d'Eléonore de Valois*; elle est inhumée à Longpont. Mort de Gaucher d'Oulchy. Jacques de Bazoches, bienfaiteur de Longpont. Philippe-Auguste et Louis VIII le protégent. Mort de Philippe. Honneurs dévolus à Jacques de Bazoches; il *soutient la prééminence* de son siége et sacre Louis IX; Louis vient à Septmonts. Gérard de Bazoches, évêque de Noyon. Henri de Dreux et de Braine, archevêque de Reims, est sacré par Jacques. Achèvement de l'église de Longpont, sa dédicace en présence de Louis IX; festin donné à la cour. Le pape défend le monastère contre l'official. Réconciliation de Longpont avec le chapitre de Saint-Gervais. — IV. Consécration de l'église de Valsery en présence du roi. Acquisitions du monastère au XIIIe siècle. Le marché de Viviers. Fondation de Notre-Dame d'Argensolles, sa dotation. Yda, première abbesse, sa vie sainte. Sainte Euphrosine, autre abbesse. Saint-Etienne (Saint-Paul) de Soissons reçoit des Augustines. Etablissement des Cordeliers à Soissons; Jacques de Bazoches les favorise. — V. Domaine du cha-

pitre, au XIIIe siècle, à Ambleny; château et église de ce lieu. Le chapitre possède la vicomté de Pernant, les seigneuries d'Ambleny, de Chelles, Bérongne; son domaine à Château-Thierry, Crouy, Bucy. Testament d'Albéric, curé des Fonts. Le chapitre lance des excommunications; ses démêlés avec la commune de Soissons; violences de celle-ci; arrêt du roi contre elle. — VI. Notre-Dame au XIIIe siècle (première moitié). Jugement en sa faveur. Reconstruction du monastère et de l'hôtellerie. L'archevêque de Reims le protége. Charte de commune accordée à Aisy. Interdit lancé par le chapitre; il est bravé par Notre-Dame. Violences pendant sa durée; troubles à Beauvais et à Reims. Conciles provinciaux de Saint-Quentin, en 1231, et de Noyon. La province mise en interdit, troubles à Reims et à Soissons Nouvel interdit. Election d'une abbesse à Notre-Dame; le roi y intervient. Conciles de Saint-Quentin et de Compiègne, de 1235. Levée de l'interdit; nouveaux troubles à Reims. Jacques de Bazoches remplit les fonctions de premier suffragant. L'abbesse Agnès de Chérisy résiste à l'évêque. Achèvement de la reconstruction du monastère. Concordat entre Notre-Dame et Saint-Pierre au Parvis. Usages bizarres à Notre-Dame et à Saint-Pierre. — VII. Saint-Crépin le Grand au XIIIe siècle (1re moitié). Activité de l'abbé Renaud. Nouveaux bienfaiteurs; augmentation du temporel. Renaud défend ses droits. Il traduit devant lui le maïeur de Celles. Annexion de Jouy à la commune de Vailly. Le duel judiciaire en usage à Saint-Crépin. Augmentation de la mense conventuelle par l'abbé Albuin. L'autorité de l'abbé est limitée. Faveurs d'Innocent IV. — VIII. Administration de Jacques de Bazoches; ses bienfaits envers le chapitre. Fondation de la Joie ou Sainte-Claire à Berneuil. Louis IX et Philippe IV ses bienfaiteurs. Ses acquisitions; bulles en sa faveur, sa seigneurie à Berneuil. Fondation de l'Amour-Dieu à Troissy. Fondation de la Barre à Château-Thierry. Reconstruction de l'église Notre-Dame du Château par Blanche de Navarre. Elle fonde le collége de Château-Thierry et le soumet à Valsecret. Jeux bizarres en ce collége; hommages des écoliers à l'abbé de Valsecret. Souvenirs de la reine Blanche à Château-Thierry; elle est bienfaitrice de Valsecret. Aventure arrivée en ce monastère. — IX. Prieuré de Coincy au XIIIe siècle. Augmentation des bois; arrangements divers et amortissement par Philippe le Bel. Libéralités d'Alix de Nanteuil. Prieurs remarquables. Reconstruction de l'église. L'abbaye d'Essomes au XIIIe siècle. Description de son église. L'abbaye de Chézy au XIIIe siècle. Acquisition de la seigneurie de ce bourg. Orbais au XIIIe siècle. Reconstruction de son église. Description de cette église et de son mobilier. Le château abbatial. L'église paroissiale d'Orbais. Thibault IV, comte de Champagne, bienfaiteur d'Orbais. Troubles pour la démission de l'abbé Gilles, et convention pour la nomination de l'abbé. La régle est mitigée. Divers abbés d'Orbais. Droits des évêques de Soissons à Orbais. Société de prières avec la Charité sur Loire. — X. Fin de l'archevêque Henri de Braine. Croisade de 1238. Raoul de Soissons, vicomte de Cœuvres, prend la croix. Assemblée de Vertus; supplice des Bulgares de la Champagne. L'inquisition dans le diocèse de Soissons. Fin de Jacques de Bazoches. Raoul de Coudun, 61e évêque. Sa mort.

I. — Le successeur d'Haymard de Provins fut Jacques de Bazoches, neveu de l'évêque Nivelon de Chérisy, qui l'avait fait chanoine et trésorier de la cathédrale. La maison de Bazoches était une branche de la grande et noble lignée de Châtillon sur Marne qui fournissait à la France tant

d'hommes distingués et à l'Eglise tant de prélats éminents. Jacques fut le premier évêque de cette branche qui pendant plus de cent ans demeura comme en possession du siége de Soissons. Il était fils de Nicolas Ier, ou Nivelon, seigneur de Bazoches, Vauxceré et Coulonges. Il avait pour frères Gérard, trésorier de Saint-Gervais, puis évêque de Noyon de 1222 à 1228; Gervais et Nivelon, archidiacres de Soissons; pour oncles Milon, abbé de Saint-Médard, et Nivelon Ier, évêque de Soissons. Plein de vénération pour ce dernier prélat, il avait fait revenir, à ses frais, ses restes de Bari, où il était mort, afin que l'église, qu'il avait édifiée par ses vertus et enrichie de tant de précieuses reliques, possédât aussi sa dépouille mortelle.

Dès qu'Haymard eût résolu de quitter sa dignité pour aller sanctifier ses derniers jours à Saint-Jean des Vignes, on jeta les yeux sur Jacques de Bazoches pour le remplacer. Elu par le chapitre vers le milieu de l'année 1219, surtout par l'influence de son prédécesseur, il ne fut sacré qu'en 1220. En effet, au mois de juillet de cette année 1219, il est appelé *Elu* dans des lettres de Gobert de Chérisy, son oncle, en faveur de Saint-Crépin en Chaye et dans des chartes de la même abbaye, du mois de septembre. De plus, le V des calendes de novembre, le pape Honorius III lui mandait, par lettres datées de Viterbe, que, quoique il ne fut pas consacré, il n'hésitât pas à procéder, avec l'abbé de Saint-Jean et le doyen de Soissons, contre certains hommes qui étaient en discorde avec la comtesse de Champagne et Thibauld, son fils, ainsi qu'il l'avait ordonné déjà à son prédécesseur, retiré du monde (*humanis rebus exempto*). L'année suivante, il jouissait de tous ses droits épiscopaux, ainsi que le prouve cette interminable affaire de Champagne. Simon de Clermont, l'un de ces hommes désignés par le pape, lui écrivait alors pour le supplier, lui, le doyen et l'abbé, de lever l'excommunication qu'il avait encourue pour son refus de faire hommage à la comtesse, l'assurant qu'il avait juré, en présence du roi et de l'évêque de Langres, sur les saintes reliques, de se soumettre à tout ce que l'Eglise exigerait de lui (1). D'un

(1) *Ampliss. collect.*, t. I, p. 1140.

autre côté, il mandait, à la Toussaint de 1220, au doyen de Saint-Maur, par l'autorité apostolique, d'excommunier publiquement Erard de Chatenay, s'il s'obstinait à refuser son hommage au comte de Champagne. Le même mois il reconnaissait le droit d'exemption du monastère de Notre-Dame de Soissons, et il entrait en arrangement avec le comte de Champagne, dont il avait mis la terre en interdit parce qu'un des juifs de ce prince avait frappé un clerc. Le vidame d'Amiens, choisi pour arbitre, obligea le juif à jurer sur le Livre de la loi de réparer l'injure faite à l'homme d'Eglise et à ne plus user de violence envers lui, hors le cas de légitime défense et celui où il le surprendrait en commerce honteux avec sa femme ou sa fille, et déclara que l'évêque devait lever l'interdit.

Jacques de Bazoches avait été sacré à Reims, avec deux autres prélats, les évêques de Thérouane et de Cambrai, Gauthier de Marvis et Godefroy de Condé, le dimanche d'avant les Cendres (9 février 1220), par Guillaume de Joinville, son métropolitain, lequel avait été lui-même sacré six mois auparavant. Cette triple consécration avait donné lieu à Reims à des réjouissances conformes à ces solennités. A son retour de Reims, le nouvel évêque, descendu à Saint-Jean des Vignes, avait fait son entrée solennelle à Soissons, puis dans les autres villes du diocèse (1). En 1220, Jacques eut un assez grave différent avec Saint-Yved de Braine au sujet de la cure de Cerseuil, qui avait déjà causé de l'embarras à Hugues de Champfleury, l'un de ses prédécesseurs. Il avait donné cette cure vacante depuis six mois à maître Gérard d'Igny. Les religieux de Saint-Yved prétendant avoir le droit, selon leurs priviléges, d'y placer un des leurs, obtinrent contre lui des lettres apostoliques et le citèrent en justice. Ensuite, la décision de l'affaire fut confiée à Me Baudoin et à Me Evrard, official de Soissons, qui amenèrent une transaction d'après laquelle frère Gervais, procureur de l'abbaye, présenterait, sans porter atteinte à ses priviléges, Gérard à l'évêque pour la cure de Cerseuil, et qu'après sa mort ou

(1) *Gall. christ.*, t. IX. — Dormay, t. II, p. 210. — *Chronic.*, p. 132, et *Hist. de S. Jean*, p. 77. — Rousseau, mss., t. I, p. 165.

sa résignation du bénéfice, ce serait à l'abbé de présenter désormais un prêtre régulier ou séculier pour la remplir. Depuis lors jusqu'à la fin du XIV^e^ siècle, le curé de Cerseuil fut toujours un prémontré de Saint-Yved ou un prêtre séculier nommé par l'abbé. Ainsi, on voit en 1309 Jehan, curé de Cerseuil, chanoine de Braine, acheter à Oudin, fils de la *Rosse* de Cerseuil, une masure attenante au presbytère, pour 60 sous; et, en 1392, Clément VII donner, par une bulle, des provisions pour cette cure à Gilles de Jouaignes, chanoine de Braine (1).

Tandis que Jacques de Bazoches s'occupait de ces affaires diocésaines, celles bien plus importantes de l'Orient préoccupaient toute la chrétienté. Il ne restait plus guère aux chrétiens de Palestine, après tant d'efforts désespérés, que les villes de Tyr et de Ptolémaïde. Ils y avaient alors pour chefs Jean de Brienne, comte de la Marche et roi titulaire de Jérusalem, comme l'avait été avant lui Amaury de Lusignan, dont la famille continua de posséder le royaume de Chypre. Jean de Brienne, désigné par Philippe-Auguste aux barons députés de la Terre-Sainte, y avait amené avec lui un grand nombre de chevaliers, et la croisade publiée au concile de Latran commença d'agiter de nouveau l'Europe. Après divers exploits et bien des revers, on résolut de faire le siége de Damiette, en Egypte, où toute la croisade se concentra. La ville fut emportée, mais bientôt la défection s'étant mise parmi les croisés, beaucoup d'entre eux retournèrent en Europe, prétextant qu'ils avaient accompli leur vœu.

Parmi les croisés de la suite de Thibauld IV, comte de Champagne, qui conduisit à Damiette une belle troupe de chevaliers, il convient de signaler les plus illustres, originaires du Soissonnais, tels que Jean d'Arcy, Guillaume d'Armentières et autres, vassaux de Champagne. Jean d'Arcy *(Johan d'Arcie)*, seigneur de *Lua*, ou *fief des Broces*, près de Coincy, duquel mouvaient plusieurs fiefs de Nanteuil Notre-Dame, était parti avec son frère, Guy de *Pigi* (Pringy). Jean d'Arcy mérita de figurer dans l'histoire des croisades. C'était un chevalier très-valeureux.

(1) *Cartul. de Braine*, édité par S. Prioux, *ex* Archiv. nation., L, 1168.

Un jour que les croisés faisaient paître leurs chevaux devant Damiette, les Turcs les ayant aperçus, sortirent de la place pour les attaquer. Dès qu'il les vit, « il lor corut sus et les mit parmi la porte ens, et partout où il voioit troupaus il lor coroit sus. Cil des murs de la ville le connoissoient, ajoute le vieil historien de cette croisade, partout là où il passoit, par une penne de paon que il portoit sur son heaume, si que il l'apeloient *Berris*, » mot qui chez les Musulmans signifiait un champion portant une plume au turban. Enfin, il fut fait prisonnier en 1219, après le siége de Damiette, avec Milon, évêque de Meaux, et André de Nanteuil le Haudouin, Philippe de Planci et *Mile* de Saint-Florentin. Ce dernier avait été excommunié par l'évêque de Soissons pour avoir aussi tenu le parti d'Erard de Brienne contre la comtesse de Champagne, et absous à condition qu'il irait se battre en Terre-Sainte (1).

Jean d'Arcy avait deux enfants de sa femme Cécile, Ade et Robert. Il avait obtenu, avec Raoul, ou Renaud de Cramailles, son cousin, seigneur de la *Tournelle*, près Coincy, du comte Thibauld IV, le droit de chasser dans ses bois. Avant de partir pour la croisade, Jean avait donné les bois de *Lua* au couvent de Coincy; il les lui confirma après son retour, au mois de janvier 1227, en présence de Thibauld, qui le désigne en ces termes : *Dilectus et fidelis meus Joannes de Arceio.* Jean de Nanteuil était aussi vassal du comte. Guillaume d'Armentières, leur voisin, qui avait suivi Thibauld en Terre-Sainte, fut pris avec Jean d'Arcy. Pierre d'Armentières et sa sœur Laura vendirent, pour sa rançon, une partie de leurs droits seigneuriaux. Guillaume, dont la femme s'appelait Gila, pouvait être fils de Guy d'Armentières, lequel, en 1197, érigeait en commune le village ou hameau de Lahaie (2). Afin de fixer la population en ce lieu, Guy avait posé pour condition que chaque habitant possédant un arpent de terre y bâtirait une maison, paierait 6 deniers et un pichet de blé de rente au seigneur, lequel se réservait le droit d'y vendre le vin en détail pendant

(1) *Historiens des Croisades*, t. II, Orientaux. — L'*Histoire de Eracles, empereur.* — D. Bouquet, t. 17, pp. 746 et 105; t. XVIII, p. 635, où on lit *de Arceis*, *de Archis*, pour désigner Arcy.

(2) *Hist. de Coincy*, pp. 97 et 387.

quinze jours, mènerait le vin qu'il vendrait à dix lieues au plus de distance, concourrait à la défense du château, sans toutefois pouvoir être conduit à l'ennemi qu'à une distance qui lui permettrait de revenir chez lui chaque soir. En outre, le seigneur devait rendre la justice sur la place de Lahaie, et l'habitant qui en blesserait un autre serait à sa discrétion ; il pourrait le jeter dans ses prisons, mais il aurait le droit de se purger par la preuve de l'eau (1).

II. — Sous l'épiscopat de Jacques de Bazoches, qui paraît n'avoir pris aucune part à cette croisade, Longpont devait parvenir au comble de la prospérité. Le gouvernement de Gauthier ou Gaucher d'Oulchy, successeur d'Adam I^er, et sous lequel mourut Pierre le Chantre, fut surtout brillant pour ce monastère. Gaucher, issu de l'une des plus aristocratiques familles du pays, d'abord simple moine, puis célèbre docteur en théologie, et enfin abbé de Longpont, déploya pour le développement de celui-ci tout ce qu'il possédait de talents et d'influence. Il fit confirmer en 1200, par Raoul, comte de Soissons, les biens qu'il avait acquis dans son domaine, et en 1203, par Helvide de Chérisy, abbesse de Notre-Dame, toutes les terres du couvent qui tenaient à celles de son monastère, sur les montagnes de Corcy, de Chaudun, Courmelles, Saconin, Mercin et Bucy le Long. Dans le même temps, Matthieu de Violaines fut mis en demeure de reconnaître qu'il avait manqué à ses obligations envers Longpont, lesquelles étaient consignées dans des chartes des évêques Joslein et Nivelon, et promit de s'y conformer à l'avenir. D'un autre côté, Hugues de Guny, Jean de Cuisy, chevalier, et Philippe, son frère, Evrard Charlet, Dreux et Adam de Courtil (Osly), Thibauld de Berzy, fils de Jean le Borgne, et d'autres seigneurs confirmèrent en cette circonstance les diverses donations faites par eux au monastère (2). Gaucher fit partie, en cette année 1203, avec l'abbé de Saint-Just, au diocèse de Beauvais, et Guy, archidiacre de Soissons, d'une commission nommée par le pape pour éclaircir et juger une affaire très-engagée et très-embrouillée entre l'évêque de Meaux et l'abbesse

(1) MELLEVILLE, *Dict. historiq.*

(2) *Archiv. du Collége héraldiq.* (Picardie).

de Jouarre, au sujet des priviléges de cette abbaye (1).

Nivelon de Chérisy, prédécesseur médiat de Jacques de Bazoches dans l'évêché de Soissons, témoigna sa vive affection pour Longpont en lui donnant en 1205, à son retour de la croisade, une croix précieuse faite du bois de la vraie croix, une ceinture de la sainte Vierge et le chef de saint Denis l'Aréopagite. Un auteur prétend, il est vrai, que Gauthier de Hardrecourt, abbé du Mont-Saint-Quentin, reçut en 1207, de Hugues de Brumetz, son parent, une portion considérable de la vraie croix, que celui-ci avait lui-même reçue de Baudouin, comte de Flandres et empereur de Constantinople, parent de Hugues, et que c'est de cette maison que les églises d'Amiens et de Soissons en obtinrent à leur tour des portions. Ducange, au contraire, est d'avis que c'est de Nivelon de Chérisy que provenait celle du Mont-Saint-Quentin, ce qui s'accorderait avec la donation qu'en fit ce prélat à Longpont (2). Pour nous l'*Ordinaire* de l'église de Soissons lève toute incertitude sur la transmission directe de la vraie croix à Longpont par Nivelon.

On ne dira rien ici de la ceinture de la Vierge, mais il est impossible de passer sous silence les difficultés produites sur la provenance du chef de saint Denis l'Aréopagite. Une ardente polémique a été soulevée il y a bien des années au sujet de la distinction de deux saints Denis, l'un dit de Paris, ayant vécu au IIIe siècle, selon les traditions parisiennes, et l'autre dit l'Aréopagite, ayant vécu au Ier, tous deux martyrisés à Paris, celui-là à Saint-Denis même et celui-ci à Montmartre. Selon la tradition romaine, au contraire, appuyée sur d'antiques et vénérables monuments et sur les Martyrologes, ces deux saints personnages doivent être confondus en un seul, l'Aréopagite, d'abord évêque d'Athènes, puis dans un âge fort avancé envoyé dans les Gaules par saint Clément et martyrisé à Saint Denis après avoir évangélisé Paris. Cette question qui a vivement préoccupé les partisans et les adversaires de la prédication de l'Evangile dans le nord de la Gaule au Ier siècle, ne

(1) D. Duplessis, *Hist. de Meaux*, t. I, p. 208, et t. II, *Preuv.*, p. 85.

(2) Colliette, *Mém. du Vermandois*, t. I, p. 215. — Ex « *Dissert.* 26 *in Vita S. Ludovici*, f° 314. »

paraît pas encore absolument résolue, malgré les prodiges d'érudition opérés surtout par les premiers, et il serait hors de propos de s'en occuper ici (1).

Quant à la tradition attribuant à saint Denis l'Aréopagite le chef rapporté de Constantinople et donné par Nivelon à Longpont, elle a persévéré depuis le commencement du XIII[e] siècle jusqu'à nos jours. L'*Ordinaire* dit positivement que le monastère reçut de lui *Caput Beati Dionysii Areopagite, cum una cruce de ligno Domini (2).* Au commencement du XVII[e] siècle, Muldrac, chroniqueur de l'abbaye, signalait ce don en ces termes : *Ex parte notabili capitis S. Dionysii Areopagitæ, monasterium Longipontis exornavit.* Dans une vieille prose qu'on peut voir dans le missel de l'évêque Charles de Bourlon, édité en 1656, on trouve ces paroles : *Nostri tenent cœnobitæ caput Areopagitæ (3).* Le 30 janvier 1689, la châsse contenant le coffret où reposait la relique fut visitée régulièrement par D. Charles Cottin, bachelier en théologie de la Faculté de Paris, prieur de Longpont, accompagné de deux religieux, D. Nicolas Quinquet et D. Pierre Lalouette, par l'ordre de l'abbé général de Cîteaux. Il s'agissait d'en tirer des renseignements pour les *Acta Sanctorum* des PP. Bollandistes. L'ouverture de la châsse, placée dans le trésor aux reliques derrière l'autel, se fit avec les cérémonies usitées. En voici les résultats : Elle était « d'ivoire, garni de cristaux et de figures d'argent, » et contenait « un petit coffret argenté, orné de filigranes, long de dix pouces et large d'environ six pouces, » sur le sommet duquel, dit le procès-verbal d'examen, existe une rose ouverte autour de laquelle sont gravés en caractères gothiques ces quatre mots latins :

(1) Le nouveau Propre de Paris, approuvé à Rome en 1872, n'admet plus qu'un seul saint Denis, l'Aréopagite; ce qui fixe désormais la fondation de l'Eglise de Paris au premier siècle. Dejà l'archevêque Darboy, dans son *Introduction* aux OEuvres de saint Denis l'Aréopagite, l'avait attribué à ce dernier, mais en admettant l'existence de l'autre saint Denys au troisième siècle comme évêque de cette ville.

(2) *Ordinarium*, pp. 269 et 290 (1856).

(3) *Missale Suess. a D.* De Bourlon *editum.* (Bibl. de la Société archéologique de Soissons). Cet exemplaire provient de la sacristie de l'église de Cugny les Oulchy. C'est un livre très-rare, peut-être unique.

Caput Sancti Dionysii Areopagite. Autour du couvercle on lit les vers suivants :

Areopagite Longus pons nobilitatur
Felici capite quod in isto vase locatur
Doctrinam vite cujus grex iste sequatur.

Ce joli coffret qu'on voit encore aujourd'hui dans la petite église paroissiale de Longpont, contenait, ajoute le même document, « les os d'une tête humaine renfermée et enveloppée dans un morceau de soie blanche, composée du front, de l'occiput et des pariétaux, sans aucune fracture. » Autour des os de la tête et sans interruption, à partir au-dessus de l'oreille gauche, en contournant vers la partie postérieure, nous avons lu distinctement ces quatre mots grecs faits ou tracés avec une encre antique : *Xephale tov agiov Dionysiov Areopagitov,* que Nivelon avait sans doute fait écrire pour distinguer cette relique des autres qui durent avoir aussi leurs indications respectives.

Cette tradition constante qui est d'accord avec celle du diocèse de Paris pour attribuer à saint Denis l'Aréopagite le chef donné par Baudouin, empereur de Constantinople, à l'évêque Nivelon et rapporté par celui-ci dans le diocèse de Soissons, met à l'abri de toute suspicion la bonne foi de ce prélat. Aussi, disent les Bollandistes, si les rédacteurs de la légende du Bréviaire de Paris pour la fête de saint Denis, le 3 octobre, ont conservé cette tradition, c'est parce qu'ils l'ont crue tout à fait conforme à l'histoire, et en même temps pour que ce qui concerne la tête de saint Denis, antérieurement à la donation à Nivelon par Baudouin, fût regardé comme invraisemblable et par conséquent autorisât la croyance à un autre saint Denis, apôtre de Paris. Quant à cette tête, ajoutent-ils, soit qu'elle ait été conservée dans le seul trésor de la chapelle impériale de Constantinople, avant l'avénement de Baudouin, avec le titre de chef de saint Denis l'Aréopagite, soit qu'on l'ait fait passer faussement dans cette ville, comme tel, toujours est-il que Baudouin, Nivelon et les religieux de Longpont l'ont depuis 1205 regardée comme authentique et se sont crus possesseurs de saint Denis l'Aréopagite. Un historien moderne, espérant donner une solution à cette question très-

probablement insoluble, a essayé d'un autre système. Il prétend qu'il y a eu trois saints Denis, l'Aréopagite, saint Denis de Corinthe et saint Denis d'Alexandrie, lesquels ont naturellement contribué à la confusion de leurs reliques respectives pendant le moyen âge, où ces objets pieux étaient si recherchés. Ainsi, dit-il, dans le Bréviaire de Fitz-James, évêque de Soissons, de 1743, on lit au 3 octobre, fête prétendue de l'Aréopagite, ce passage : *Caput beati martyris in Constantinopolitanæ urbis capella imperiali repositum, sub initium seculi decimi tertii Niveloni, suessionensi episcopo, a Balduino, primo in Latinis imperatore, donatum est, et in Longipontanum, Ordinis Cisterciensis monasterium, in diœcesi suessionensi deportatum.* Cette relique existe encore à Longpont, ajoute-t-il, mais les indications faites à la hâte lors de la conquête de Constantinople par les croisés, dans le partage des reliques, durent être fautives, et c'est sans doute à la faveur des abréviations alors en usage que de l'inscription : *Caput Dionysii Alexandriæ* on aura fait *Caput Dionysii Areopagite*, ce qui aura produit l'erreur accréditée depuis lors au diocèse de Soissons et qui a été reproduite « par le Bréviaire gallican de Soissons. » L'éminent critique va donc, en fait de suppositions, encore plus loin que les Bollandistes. Dormay avait dit : « Je laisse aux savants à juger comment le chef fut porté à Constantinople. » Les savants n'ont pas élucidé ce problème historique, et il reste encore à savoir comment, en effet, on conciliera la mort de saint Denis l'Aréopagite à Paris et l'existence, à Constantinople, de son chef, rapporté à Longpont, au XIII[e] siècle, par un prélat aussi distingué que Nivelon et reconnu authentique par une constante tradition (1).

La même année qu'il gratifiait Longpont de ces saintes reliques, Nivelon lui confirmait ses biens de Montrambeuf

(1) *Bréviaire de Paris*, de 1700. — *Hist. de l'Eglise*, par l'abbé DARRAS, t. IX. — DORMAY, *Hist. de Soissons*, t. II, p. 187. — *Vie de S. Denis l'Aréopagite*, par HALLOIX. — MIGNE, *Patrol. grecq.*, t. II, p. 700. — L'abbé POQUET, *Hist. de Longpont*, p. 63 et suiv. — Un tableau sur cuivre représentant saint Denis en costume épiscopal, et provenant de l'abbaye, se voit aussi à Longpont. Il porte cette inscription : *Dionysius Areopagita Gallorum apostolus, ætate* 90. Il n'y a pas à en tenir compte au point de vue historique.

et de Parcy, et, en 1207, les donations qu'il avait reçues dans la forêt de Retz de Pierre de Aile (Saint-Pierre-Aigle) et de Hélon de Fleury.

Robert II, comte de Braine, et sa femme Yolande, ayant fait enterrer à Longpont, en 1208, leur fils Guillaume, « entré dans la voie où toute chair doit entrer, » lui donnèrent 100 sous parisis de rente sur leurs vinages de Fère et de Monceaux. Raoul d'Oulchy, prévôt de Saint-Gervais de Soissons, lui donnait aussi, en 1208, son clos de *Berleu* (Belleu) et des vignes à Billy. Son successeur, Simon, et Guy, doyen du chapitre, lui donnaient aussi des vignes au même lieu, en 1210, et Helvide, abbesse de Notre-Dame, une terre à *Valbuin* (Vauxbuin), qu'elle avait achetée de Pierre Tristan ; Raoul, abbé de Saint-Jean en 1213, une vigne provenant de Notre-Dame, située « entre la maison des Lépreux de *Wesbon* (ou *Wesdon*, *Wadon*) et le village de Vaux (de *Vallibus*, Vaux-Mercin) ; » Arnoul Tristan, en présence de Jacques de Bazoches, évêque de Soissons, et dans le chapitre de l'abbaye, la vigne Tristan *(Tristanda)*, au faubourg de Soissons, près de la porte Bérard et du fumier d'Eremburge *(in suburbio Suessionis juxta portam Gerardi, prope fimum Eremburgis)* ; en 1218, Jean d'Arcy, *homme* de Raoul, comte de Soissons, sans doute avant de partir pour la croisade, où il fut fait prisonnier, la gruerie qu'il tenait de lui dans le bois de *Marais-Larris*, auprès du monastère, du côté de Violaine, avec le droit d'y faire une clôture de murs, de fossés et palis. Enfin, le prélat lui-même, ayant acheté de sa tante Mélissende, veuve de Jean de *Cardenet*, 18 muids de blé et 16 d'avoine sur une maison de Longpont, pour les *sarts* de Canoi, donna la moitié de cette rente à l'abbaye et moitié à la cathédrale, en 1223. Vers le même temps, l'abbaye achetait au chevalier Barthélemy, seigneur d'*Auvergni*, pour 120 livres parisis, tous ses biens de la chatellenie de Gandelu, et recevait de Nicolas, chanoine de Saint-Pierre au Parvis, la vigne *Argillière*, à Rochemont, près de Pommiers.

Les biens abondaient donc à Longpont avec une sorte de profusion. Les procès même tournaient à son avantage, comme celui que le comte de Soissons régla entre l'abbaye et Saint-Léger de Soissons, en 1209, et qui lui fit attribuer

un bois situé entre le vivier de Chavigny et un pré de Longpont. De plus, les chanoines renoncèrent à leur droit sur le sextrelage de 100 muids de blé provenant du comte Yves, et concédèrent aux religieux les chemins en cet endroit sur une largeur de 20 pieds, afin que deux voitures pussent s'y rencontrer sans obstacle. Le même comte Raoul lui confirma, en 1211, la vente que leur avait faite Anselme de Gernicourt et Marguerite, sa femme, de leurs droits de forage et de roage sur une maison du couvent, située place du Marché, à Soissons (1).

La sagesse de l'abbé Gaucher d'Oulchy devint un grand honneur pour Longpont, en le faisant surtout choisir pour arbitre en maintes circonstances délicates, tandis qu'elle attirait une foule de libéralités sur la maison. Il contribua, en 1210, à un arrangement entre Jean, abbé du Mont Saint-Martin, et Gauthier de Guise, et un an après, la comtesse Eléonore de Vermandois et de Valois le choisissait, avec Pierre, doyen de Saint-Thomas de Crépy en Valois, pour juger un différend qui s'était élevé entre elle et le chapitre de Saint-Quentin, au sujet de la justice des cimetières de cette ville, de celle de la Grange, de *Saint-Pierre du Canal* et de *Saint-Pierre du Milieu (Sancti-Petri Medii)*. La décision qu'il rendit parut si conforme à la justice qu'il fut encore pris, en 1213, par la comtesse Eléonore, avec d'autres personnages, pour apaiser les divisions qui agitaient le chapitre et les bourgeois de Saint-Quentin, dont les rivalités dégénérèrent plusieurs fois en rixes sanglantes (2).

Ces affaires extérieures ne nuisaient en rien à la discipline intérieure du monastère. Telle était la vigilance de Gaucher à la maintenir qu'il demanda au pape Innocent III la faculté d'absoudre les moines coupables du vice de propriété qui, d'après les statuts de Citeaux, entraînait l'excommunication *latæ sententiæ*, à moins que la faute ne fût tellement grave qu'il fût préférable de recourir au saint-siége (2). Cette sévérité, qui donnait au couvent de Longpont une physionomie d'abnégation et d'austérité, loin de

(1) *Chronic.*, p. 201 — *Carta Roberti; Carta Gaufridi, episcopi Meldensis.*

(2) *Gall. christ.*, t. IX. — *Chronic.*, p. 128, *Carta anni* 1211.

rebuter les vocations à l'état religieux, semblait au contraire les attirer et les fortifier. En effet, on y vit venir pour se sanctifier, entre autres sujets éminents, un personnage de haute naissance et du plus grand mérite, Jean de Montmirail, qui fut, au XIII^e^ siècle, le type du chevalier chrétien dans nos contrées, comme Gauthier de Coincy y fut le type du poëte religieux, et Raoul de Cœuvres celui du croisé troubadour. La vie de ce saint personnage est trop liée à l'histoire diocésaine pour ne pas la raconter dans ses plus curieux détails. Elle offre d'ailleurs un tableau complet et animé d'un riche et puissant seigneur passant de la cour et des tournois aux détails de l'administration d'un immense domaine féodal, se livrant ensuite aux exercices de la plus ardente charité dans ses opulents châteaux, et allant enfin tout ensevelir dans un cloître comme dans le port du salut.

Jean de Montmirail était issu d'une ancienne et noble famille du pays mulcien, qui avait dans ses veines du sang royal et qui s'était rendue illustre dans tout le royaume de France. Elle tirait son nom de la seigneurie de Montmirail, au diocèse de Soissons, qu'elle possédait avec celles de la Ferté-Gaucher, de la Ferté-Aucoul, de Crévecœur et d'Oisy, dans le Cambrésis, laquelle ne comprenait pas moins de trente-six villages de la Flandre dans sa circonscription. Vers 1061, vivait Dalmace, allié aux comtes de Champagne, seigneur de Montmirail et de la Ferté-Gaucher, forteresse bâtie par le seigneur Gaucher, dont elle prit le nom, vers le temps de Hugues-Capet, ou plutôt au temps des incursions des Normands. Son fils, Gaucher I^er^ de Montmirail, qui lui succéda, confirma à Saint-Jean des Vignes la donation faite par son père des prieurés de la Ferté-Gaucher et de Saint-Etienne de Montmirail (1). Il eut de sa femme Elisabeth, Hélie et Gaucher II de Montmirail. Ce dernier est appelé *Valtier* dans la vie de saint Bernard (2). Ce saint homme venait souvent visiter son père à Montmirail et donnait des instructions aux châtelains et à tous leurs gens, dans une des salles du manoir. Or, un jour, Elisabeth y assistait, te-

(1) *Chartes* de Burchard et de Manassès, évêque de Meaux, de 1153, et de Lysiard, évêque de Soissons, de 1126. (*Chronic. S. Joannis.*)

(2) *Vie de S. Bernard*, L. I, c. I. *Valterus*, *Gualterus*, ont fait Vautier, Gauthier ou Gaucher.

nant en ses bras le jeune Gaucher encore à la mamelle. Comme le saint, animé par le zèle ardent qui dévorait son âme, gesticulait en parlant, l'enfant voulait à chaque mouvement prendre sa main bénie ; Bernard finit par la lui présenter ; il la saisit et la baisa, et le saint la lui offrit toutes les fois qu'il parut le vouloir. Lorsqu'il fut en âge, Gaucher prit l'habit religieux à Clairvaux ; Hélie, son aîné, épousa Adélaïde de Pleurre et eut pour enfants André et Gaucher. La postérité de celui-ci est restée inconnue.

André, seigneur de Montmirail, épousa Hildéarde d'Oisy, sœur de Hugues III, vicomte de Meaux, châtelain de Cambrai, et de Gilles, seigneur d'Oisy, dont elle fut l'héritière (1). Gilles avait été tué, en 1164, dans un combat contre Thierry d'Alsace, comte de Flandre, père de Philippe d'Alsace, qui lui succéda en 1165, et devint, en 1177, comte de Vermandois. Hugues III mourut sans être marié et sans postérité. Il fonda le monastère de Cantimpré, qu'il enrichit de précieuses reliques rapportées par lui-même de la Terre Sainte. C'est du mariage d'André et d'Hildéarde qu'issit Jean de Montmirail (2). Hildéarde mourut jeune (avant 1169), et André épousa en seconde noces une dame qui se qualifiait comtesse de la Ferté-Gaucher, seigneurie formant son domaine, lorsqu'il était déjà entré dans l'état religieux. André paraissait comme bienfaiteur au Martyrologe de Saint-Jean des Vignes. Les successions de ses père et mère, de son oncle Hugues, constituèrent à Jean d'immenses domaines. Aux titres de ses seigneuries, il joignait ceux de châtelain de Cambrai et de vicomte de Meaux.

Il naquit à Montmirail, en 1165, la même année que le chevaleresque Philippe-Auguste, reçut l'éducation d'un grand seigneur et devint un brillant chevalier. Bien fait de sa personne, d'un esprit élevé, il aimait passionnément les armes, les joutes, les lices, les tournois, si fort en usage alors, et auxquels il consacra sa jeunesse. D'une humeur toute guerrière, il aspira aux plus brillants ex-

(1) *Chartes* accordées par André à Geoffroy de Provins, abbé d'Essômes, et au Charme après la mort d'Hildéarde.

(2) Elle paraît à cette date dans une charte d'André, son mari, concernant Essômes ; et en 1177, André faisait une fondation au Charme pour le repos de son âme.

ploits et n'épargna pour y arriver ni peine, ni dépense, allant même jusqu'à sacrifier mille francs, somme énorme pour ce temps-là, dans un seul tournoi, ainsi qu'il l'avoua plus tard avec larmes. Il déployait dans la distribution de ses faveurs l'âme grande et libérale des nobles d'alors. Il parut à la cour de Philippe, qui était la véritable école des preux et où brillaient les grands vassaux, les princes de Dreux et de Braine, les seigneurs de Mello, de Coucy et de Marle, et autres; il devint même l'un des favoris du roi, qui, plein d'estime pour son ardeur guerrière, sa valeur, et surtout sa générosité bienveillante, l'appelait familièrement *Jean-Bonté (Joannes-Bonitas)*, ou *Jean-Probité (Joannes-Probitas)*. Jean de Montmirail s'attacha à Philippe; il se battit à ses côtés comme un lion, à la bataille de Gisors, où, taillant l'ennemi de sa vaillante épée, il empêcha le prince de tomber aux mains des Anglais. Revenu sur ses terres, il réunit beaucoup de seigneurs et se présenta à lui pour l'accompagner à de nouveaux exploits. Le roi lui donna une robe de toile d'or (1). Il figura parmi les hauts barons au traité qu'il fit avec Blanche de Champagne.

Dans ces conditions, Jean de Montmirail ne pouvait manquer de faire un brillant mariage. Il épousa Helvide de Dampierre (2) avant 1194, puisqu'il nomme sa femme dans une charte de cette année, et que dans une autre de 1202, concernant Cantimpré, il parle du consentement que lui donnèrent alors Hildéarde et trois de ses enfants. Or, pour que ces derniers pussent consentir à une donation, il fallait qu'ils eussent de quinze à dix-huit ans au moins; et, en effet, l'année suivante, la fille aînée de Jean prenait le voile de religieuse. Doù l'on peut induire qu'il se maria vers 1185. Helvide, troisième sœur de Guy de Dampierre et de Bourbon, lequel épousa Marguerite, fille de Baudouin VIII, comte de Flandre, empereur de Constantinople, qui succéda aux comtés de sa sœur Jeanne, morte sans postérité. Guyeut de Marguerite, Archambaud de

(1) *Histoire de Jean de Montmirail*, par P. Machault, jésuite, éditée en 1641, et dédiée à Simon Le Gras, évêque de Soissons, par les religieux de Longpont.

(2) Dans une charte de 1199, concernant Notre-Dame de Soissons, Jean nomme Helvide, sa femme.

Bourbon le Grand, Marguerite de Bourbon, reine de Navarre et comtesse de Champagne et de Brie, Guillaume de Dampierre, comte de Flandre. Ainsi, Helvide était grande tante de Marguerite de Bourbon, femme de Thibauld II, roi de Navarre, et de Guillaume de Dampierre, époux de Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, desquels issit Marie de Bourgogne, alliée à Maximilien Ier, empereur d'Allemagne, dont la race entra dans la célèbre maison d'Autriche, et, de cette sorte, on peut dire que de la souche de Dampierre sortirent, par les femmes, les comtes de Champagne, les ducs de Bourgogne, la maison d'Autriche, les rois de Navarre. Agnès de Bourbon, qui épousa Robert, fils de saint Louis, de qui descendirent Henri IV et les Bourbons, sortit aussi de cette souche. Il n'est donc pas étonnant que des historiens modernes aient donné à Jean de Montmirail le titre de *Prince (du sang)*; il l'était du côté des comtes de Champagne par son père et du côté de ses neveux par sa femme (1).

Jean fut lui-même honoré d'une nombreuse postérité. Il avait déjà plusieurs enfants en 1203 (2), et ce nombre monta jusqu'à six, dont trois garçons et trois filles : Guillaume, mort jeune, Jean et Matthieu, qui furent successivement seigneurs de Montmirail et châtelains de Cambrai ; Elisabeth, Félicie et Marie, laquelle survécut à toute cette lignée et en porta les biens à Enguerrand III, dit le *Grand*, sire de Coucy, qui put, à l'aide de cette riche alliance, reconstruire avec magnificence les châteaux de Coucy, de Marle, d'Assis sur Serre et de Saint-Gobain (3). Marie eut à son tour d'Enguerrand cinq enfants : Raoul, Enguerrand IV, Jean, Marie et Alix. Marie épousa Alexandre II, roi d'Ecosse.

Cependant, un changement de vie n'allait pas tarder à se faire sentir dans les actes de Jean de Montmirail. Dieu se servit pour l'opérer d'un saint religieux, probablement Jobert, prieur joanniste de Saint-Etienne de Montmirail, et porté le second sur la liste des prieurs avec la qualification

(1) Machault, p. 43. — L'abbé Boitel, *Hist. de Jean de Montmirail*, p. 182.

(2) *Charte* de S. Jean des Vignes, où ils sont nommés avec Helvide à propos d'un échange avec le prieuré de Montmirail.

(3) Duchesne, *Hist. de Coucy*, p. 22. — D. Grenier, t. VII, mss.

de *Vir bonæ memoriæ*. Lorsqu'il revenait de la cour, d'une expédition guerrière, d'un tournois, où il avait soutenu des joutes brillantes et fait des dépenses qui mettaient dans l'embarras son argentier et ses receveurs, le saint homme avait coutume d'aller à sa rencontre et de saisir habilement cet instant de son triomphe pour l'arracher aux vanités du siècle en lui montrant la folie de pareilles luttes et de la gloire qu'on en retire.

Touché de ces exhortations de l'homme de Dieu, le chevalier modifia peu à peu ses habitudes et déposa le faste de la milice séculière pour ne plus militer que pour Dieu. Il réforma l'administration de ses domaines, il mit de l'ordre dans sa maison, il voulut que sa cour accomplît, à son exemple, tous les devoirs de la religion, et s'occupa de la décoration des églises et du soin des pauvres. Au dire de Gaucher, abbé de Longpont, « avant même qu'il entrât en religion, il montrait une ferveur singulière. Il était entièrement détaché de lui-même au milieu du monde. Il ne regardait plus que comme de la boue tout ce qu'il possédait, ses châteaux, ses vastes domaines, ses maisons, ses métairies et toutes les pompes du siècle. Il s'appliquait à imiter Jésus-Christ, dont la grâce l'avait prévenu.... Sa conversion fut si remarquable que ceux qui l'avaient connu, lorsqu'il était encore dans le siècle, admiraient, au-delà de tout ce que l'on peut croire ou de ce que l'on peut penser, ce changement subit que venait d'opérer la droite du Très-Haut. » Autant il recherchait les honneurs, autant il rechercha l'abnégation, l'humilité, la mortification ; il avait voulu s'élever au-dessus des autres hommes, il s'appliqua à en être le dernier.

Pour arriver à ce grand résultat, Jean commença par fuir la cour et se retirer dans ses terres, où il s'adonna à toutes sortes de bonnes œuvres. Il ne parut pas au tournoi de 1199 à Ecry sur Aisne, où Foulques de Neuilly prêcha la croisade et où Bernard et Renaud de Montmirail, de la maison de Donzy, ses chevaliers, prirent la croix. L'exercice de la charité devint pour ainsi dire sa principale occupation. Un jour, ses vassaux du Cambrésis s'étant plaints de ce qu'il recevait ses redevances « comme s'il était en expédition, ou s'il allait aux tournois, » il ne l'eut

pas plutôt appris qu'il leur fit rendre l'argent par son prévôt d'Oisy, Angelbert. Se trouvant une fois au château de Crèvecœur, en ces quartiers-là, il fut visité par un si grand nombre de seigneurs, auxquels il dut offrir l'hospitalité pour la nuit suivante, qu'un pauvre petit mendiant qui se tenait dans la cuisine ne put s'empêcher d'en faire des plaintes à un des seigneurs et à la dame Marie de Goignelin, ou de Gonnelieu, en leur disant que leur présence lui était fort désagréable. Et comme le seigneur, dont la curiosité était singulièrement excitée, demanda la cause de cette mauvaise humeur, il lui répondit que sans eux il reposerait mollement cette nuit dans le lit de leur seigneur, comme il avait coutume de le faire. Mais, ajouta-t-il fort surpris : « Le seigneur, lui, où donc couche-t-il ? — Il a l'habitude, répondit l'enfant, de coucher à terre, devant le lit. » Le soir, quand il était retiré dans sa chambre, il allait, en effet, secrètement par la ville chercher les pauvres, les ramenait au château et leur donnait son lit. Mangeant une autre fois en ce même château de Crèvecœur avec beaucoup de nobles chevaliers, il se trouva parmi les pauvres invités, car il en avait toujours à sa table, un aveugle auquel sa justice seigneuriale avait fait crever les yeux pour des crimes notoires. Ce malheureux vint le remercier tout haut de sa charité. Jean, ayant appris qui il était, quitta la table et alla se jeter à ses pieds pour lui demander pardon de cet acte de justice auquel il avait peut-être présidé ; mais celui-ci le remercia d'avoir, en le rendant aveugle, mis fin à sa vie criminelle.

Philippe-Auguste ayant chassé les juifs de ses domaines dès le commencement de son règne, ils avaient reflué sur les seigneuries voisines, qui en possédaient déjà un grand nombre ; mais la nécessité de recourir à eux en cas de détresse financière ayant ramené la tolérance à leur égard, ils étaient bien vite revenus sur les terres royales et abondèrent encore dans la Champagne et dans la Brie. Jean les chassa à son tour de ses seigneuries, mais on doit croire que le mal qu'ils faisaient par leurs usures était bien grand pour qu'un personnage aussi renommé par sa bonté se crût obligé de prendre une pareille mesure. En effet, il donna à chacun d'eux trois pièces d'argent et une faucille pour

moissonner un peu de grain avant de partir, et déclara libres de tout engagement ceux qui étaient victimes de leurs usures. Jean fit détruire le quartier qu'ils habitaient à Montmirail et planta sur ses décombres des ceps de vignes de la Judée, qui y prospérèrent. Cet enclos figura dans un dénombrement de 1590 fait à Henri IV par le comte de la Rochepot, seigneur de Montmirail, sous le nom de *Juifferie,* soit, dit ce monument, parce que les juifs habitèrent autrefois ce terrain, ou que le plant en a été apporté de la Judée. Toujours est-il vrai que cette vigne produit le meilleur vin de la France (1).

On a vu en son lieu, et on verra encore dans la suite, de quels bienfaits Jean combla les monastères et les églises. Il favorisa surtout Essômes, le Charme, Notre-Dame de Soissons, Cerfroid, Saint-Jean des Vignes et Cantimpré, en Cambrésis, fondé par ses ancêtres. Un prêtre nommé Bonnelle lui ayant cédé un ermitage construit avec son secours dans un lieu profond de la forêt de Beaumont, à une demi-lieue de Montmirail, il le donna, en 1200, au monastère de Cantimpré, qui y mit des religieux. Il gratifia, en 1202, cette maison, d'accord avec sa femme Helvide et ses enfants Guillaume, Jean II et Elisabeth, de sa grange de Gilloches, avec les terres qui en dépendaient, en présence de Jean de Bergères, de Gérard de Châtillon, de Jean de Vauchamp, de Simon de Fontenelle, de Guillaume de Villiers, de Nicolas de Brissac, et avec la confirmation de Blanche de Champagne, accordée la même année. *Mahius,* sire de Montmirail, donna aussi, en 1267, « ez hermites du bois de Beaumont lez Montmirel, » 20 arpents de bois, et voulut qu'ils eussent l'usage dans les siens, conformément aux lettres de « monseigneur son chier père (2). » Au milieu de la forêt de Beaumont, il y a une fontaine qu'on appelle encore *Fontaine de l'Ermite ;* mais il ne reste presque plus de traces de l'ermitage (3).

(1) On croit que c'est quelque membre de la famille de Montmirail qui rapporta d'Orient en France l'arbre qui produit les *pruneaux de Montmirail* (Boitel, p. 208). La vigne de l'enclos de la Juiverie n'existe plus (*Ibid.*, p. 247).

(2) *Hist. de Jean de Montmirail*, par Machault, pp. 437 et 438.

(3) Boitel, p. 229.

Si l'on en croit un historien de la maison de Coucy, dans laquelle entra celle de Montmirail par Marie, fille de Jean, celui-ci, qu'il appelle « un hardi et vaillant chevalier, » aurait été connétable de France, et, en cette qualité, serait allé guerroyer en Afrique, contre les Sarrasins. D'un autre côté, si son nom ne figure pas dans les catalogues des connétables, on peut répondre qu'il a pu être omis par les biographes du Bienheureux qui ont raconté ses vertus plutôt que ses qualités mondaines et ses hauts faits, que l'historien en question n'a pu inventer ce fait, quoiqu'il n'en indique pas la source ; que dans les catalogues il y a une lacune de treize ans qui correspond à l'époque de la vie militaire de Jean, entre Raoul Ier, comte de Clermont, mort en juillet 1791, et Dreux IV de Mello, sire de Saint-Bris, nommé en 1204, et qu'enfin saint Vincent de Paul, qui habita pendant cinq années le château de Montmirail en qualité de précepteur des enfants de Gondy, famille issue, par les femmes, de Jean de Montmirail, et avait vécu au milieu de ses traditions nobiliaires, dit, dans une de ses conférences aux Filles de la Charité, que le Bienheureux fut connétable de France.

Quoiqu'il en soit, Jean de Montmirail, depuis sa conversion, montra plus de confiance en Dieu qu'en ses armes. Vers l'an 1200, Baudouin, comte de Flandre, et depuis empereur de Constantinople, s'étant mis du côté des Anglais contre le roi de France, rassemble des troupes et vient mettre le siége devant le château d'Oisy. La garnison, surprise, ne peut espérer résister. Jean, toutefois, ne perd pas courage, il sort du château avec trois hommes d'armes et son chapelain, se rend en l'abbaye de Vaucelles, et, s'adressant à l'abbé : « — Seigneur abbé, dit-il, je vous recommande mon château d'Oisy. — Seigneur, que dites-vous, répondit l'abbé stupéfait. Si vous ne pouvez pas le défendre, comment, moi, le pourrai-je? Je ne puis pas même défendre notre maison contre les atteintes de l'ennemi. — Je veux que vous gardiez mon château, reprit Jean. » Et, comme l'abbé s'étonnait de plus en plus, il continua : « — Je sais que si vous voulez vous pouvez très-bien garder mon château, et même qu'il ne peut être sauvé que par vous. » Enfin, l'abbé comprenant qu'il s'agissait

d'adresser à Dieu de ferventes prières, fait célébrer le lendemain toutes les messes du couvent en l'honneur du Saint-Esprit. Aussitôt il s'élève de la terre un brouillard si épais que les hommes du comte de Flandre, ne pouvant plus se voir entre eux, veulent prendre la fuite, et qu'il a grand peine à les retenir jusqu'à ce qu'une pluie ayant causé une grande inondation, ils se sauvent en criant *Helpe! Helpe!* expression belge qui signifie au secours! au secours! et les domaines du sire de Montmirail furent délivrés des soldats Flamands par l'ardeur de sa foi. Engelbert assure qu'on pourrait invoquer en faveur de ce fait miraculeux le témoignage de plus de mille personnes.

Un autre fait bien plus merveilleux se rapporte encore aux premiers temps de la conversion de Jean de Montmirail. Un bourgeois de Cambrai, nommé Gunther, ayant tué sa femme par accident, fut jugé selon les lois de la commune et condamné à mort. A cette nouvelle, Jean prend avec lui ses deux chapelains, et, s'étant rendu au lieu où avait été rendu le jugement, il se prosterne aux pieds des échevins et leur demande humblement la liberté de l'innocent, mais ceux-ci ne voulurent point revenir sur la sentence. Il n'y avait donc plus qu'à s'occuper du salut de l'âme du condamné, qu'il engagea à se confesser, ce qu'il fit sur le champ au prêtre de sa paroisse, qui se trouvait là. Jean le suivit jusqu'au lieu de l'exécution et ne cessa de lui faire de touchantes exhortations. Les officiers de la commune, craignant qu'il n'eût dressé quelqu'embuche pour délivrer son protégé, le suivaient également, armés de glaives et de bâtons. « — Seigneur, lui dirent-ils, vous êtes notre prince et notre châtelain ; ne nous faites pas de peine, car cela ne tournerait pas à votre honneur. » — « Si j'eusse voulu user de violence à votre égard, répondit le noble chevalier, je ne serais pas venu ici seul avec mes clercs. Seulement, ne pouvant sauver la vie du corps à cet homme, je désire sauver au moins son âme. »

Ayant ainsi parlé, Jean se retira avec ses deux chapelains. Les officiers descendent le malheureux dans une fosse et la remplissent de terre qu'ils font fouler aux pieds par des cavaliers armés, afin de l'étouffer plus sûrement.

Ils firent même garder la tombe pendant trois jours, après quoi ils l'abandonnèrent.

Un clerc étranger, nommé Boissard, étant venu à passer fortuitement par ce lieu, se sentit tout à coup l'inspiration de fouiller la fosse, et il ne fut pas peu surpris de trouver vivant celui que l'on croyait mort. Gunther, délivré miraculeusement de sa triste prison, courut remercier le châtelain aux prières duquel il se croyait redevable de la vie, et Thomas de Cantimpré, connu par son ouvrage *Bonum universale de Apibus*, ainsi que son frère Anglebert, prévôt d'Oisy, qui vivait alors dans l'intimité du bienheureux, assurèrent par serment que Gunther mangea aussitôt avec lui. Et quand on lui demanda dans quelle situation il s'était trouvé dans son tombeau, il répondit qu'il n'avait ressenti aucune douleur, même quand le clerc l'avait retiré de la terre, et qu'il savait que l'humilité du prince l'avait sauvé.

Ce fait miraculeux, quoique attesté par les deux contemporains qu'on vient de citer et qui paraissent en avoir été les témoins, adopté par Manrique, auteur des *Annales de l'Ordre de Cîteaux*, ajouté à la vie primitive de Jean de Montmirail, conservée à Longpont, et que les religieux paraissent avoir toujours admis, a néanmoins été rejeté par l'éditeur Bollandiste de sa légende. Il objecte d'abord que, comme châtelain de Cambrai, Jean devait exercer lui-même la justice, ce qui rend le fait invraisemblable. A cela on peut répondre que la narration fait très-bien entendre que Gunther étant probablement un bourgeois de Cambrai, il était en cette qualité justiciable des officiers de la commune et non de ceux du seigneur, ni du châtelain de la ville, qui avaient leurs justices particulières; que s'il paraît invraisemblable qu'*ils se soient montrés* inexorables aux prières de leur châtelain, cela était néanmoins dans les mœurs du temps. Outre que la qualité de châtelain n'impliquait que la qualité de gouverneur du château pour le seigneur suzerain à qui il appartenait, les *communiers*, adversaires naturels et du seigneur et du châtelain, devaient nécessairement maintenir vigoureusement les arrêts de leur justice. Quant au genre du supplice, il n'était pas plus cruel au fond que celui du bûcher et tant d'autres en usage dans des temps plus modernes. D'ailleurs, Gunther n'y fut

pas condamné quoiqu'innocent, mais parce que les juges le crurent coupable. Ce fait, il est vrai, ne se trouve pas dans le texte de la première biographie conservée à Longpont, mais le moine anonyme, son auteur, a pu l'ignorer à cause de l'éloignement où il était des lieux. Que si l'on trouve impossible qu'un homme enterré, comme le fut Gunther, pût être retiré vivant au bout de trois jours, on devra considérer que le fait est donné comme un miracle dû aux humbles prières du Bienheureux.

Jean de Montmirail, qui avait déjà sans doute conçu le dessein d'entrer dans un monastère, proposa à sa fille aînée, Elisabeth, de se faire elle-même religieuse, lui promettant de construire pour elle un couvent à Montmirail. Elisabeth ayant accédé à la proposition de son père, celui-ci, plein de joie, fonda en 1203, dans la ville basse, sur la place de Champeaux, vis-à-vis de la maison du bailli et non loin de la porte Pommesson, le monastère de Mont-Dieu, ainsi nommé de l'élévation où il était situé et d'où les regards s'étendent sur la vallée occidentale du Petit-Morin. Cette maison prit plus tard le nom de l'Amour-Dieu, à cause de son annexion à l'abbaye de ce nom que l'on verra bientôt fonder à Troissy.

L'existence de l'abbaye de Mont-Dieu de Montmirail a été révoquée en doute dans les *Acta Sanctorum* (1); elle est passée sous silence par le *Gallia Christiana*, et les *Annales de Cîteaux* parlent seules de cet établissement religieux dont il reste encore aujourd'hui des vestiges. On ne sait de quelle maison on tira les religieuses que Jean adjoignit à sa fille, mais il est certain qu'elles suivirent la règle bénédictine; aussi fallut-il établir près du couvent un abbé ou prieur chargé de les desservir avec quelques religieux comme à

(1) Le rédacteur Bollandiste de la *Vie de Jean de Montmirail* fonde ses doutes sur ce que le P. Machault, l'un de ses historiens, le passe sous silence et n'en cite aucun monument, et déclare qu'il n'admettra l'existence du Mont-Dieu qu'autant qu'il y en aura un autre portant le titre d'*Hotel* ou de *Maison-Dieu*. A cela on répond que si le P. Machault fût venu à Montmirail, il eût vu le monastère de Mont-Dieu distinct de l'Hôtel-Dieu de la Chaussée, et en aurait lu les chartes de fondation qu'on ne consentit pas à lui envoyer, de peur qu'elles ne s'égarassent; que si Ange Manrique seul en parle dans les Annales de Cîteaux, c'est qu'il a fait plus de recherches que les autres et a été mieux renseigné. (*Vie de Jean de Montmirail*, par l'abbé Boitel, p. 301.)

Notre-Dame de Soissons et à Morienval. Son habitation avec jardin attenait au monastère du côté de l'est, en était séparée par un grand mur et avait son entrée particulière près de la fontaine du Bourg.

La façade du monastère formée de la maison abbatiale et de l'église, renfermait au premier étage les appartements de l'abbesse, et au rez-de-chaussée le tour, la chambre de la tourrière et le parloir où une grille séparait les religieuses de leurs visiteurs. Une voûte profonde à plein cintre donnait entrée de la rue dans le monastère; elle était fermée à ses deux extrémités de portes dont l'une, celle de la rue, restait seule ouverte le jour afin de laisser passage pour entrer dans l'église qui avait un petit portail sous la voûte. Celle-ci se composait de deux nefs, l'une pour le peuple, l'autre pour les religieuses, aboutissant au sanctuaire sur lequel s'élevait le clocher qui formait une flèche élégante. Dans la nef réservée au peuple on remarquait les statues de saint Benoît et de saint Bernard. Le couvent des religieuses, formant façade au nord le long du rempart de la ville et façade au couchant, renfermait le cloître en aboutissant d'une part au logis abbatial et de l'autre à l'église, et contenait les lieux réguliers. On y remarque encore quarante-huit petites cellules au premier étage donnant sur de vastes corridors intérieurs. Le cimetière des religieuses, où l'on a érigé un petit oratoire à la Sainte-Vierge et qui n'est fermé que d'une haie vive, est dans l'intérieur de la cour le long du mur du jardin de l'abbé. Sous la nef réservée au peuple, on avait ménagé une crypte où il y avait un bassin d'eau limpide pour laver le linge. Les jardins s'étendaient sous les fenêtres du bâtiment de l'ouest et contenaient une pièce d'eau. Un pont de deux arches jeté sur le fossé de la ville donnait accès du couvent à un enclos de 12 arpents fermé de murs, appelé le *Rondeau* et divisé en deux parties, dont l'une supérieure et en terrasse, dite le petit *Rondeau*, forme un verger plein d'arbres fruitiers et d'agrément; et l'autre inférieure est cultivé en blé et reçoit dans un étang les eaux de la fontaine du petit *Rondeau*.

Dans l'abbaye de Mont-Dieu, on élevait, dit-on, du moins dans les derniers temps de son existence, des jeunes filles, témoin Françoise Bernier qui y mourut pensionnaire en

1686 et fut inhumée dans le cimetière de l'église de Saint-Etienne. L'histoire est muette sur les vicissitudes qu'éprouva ce couvent depuis sa fondation jusqu'au XVIII[e] siècle ; mais en l'année 1760 on voit les religieuses de l'Amour-Dieu de Troissy, ordre de Cîteaux, transférées à Montmirail et y remplacer les anciennes religieuses réduites probablement à un très-petit nombre. Aujourd'hui les diverses parties des édifices sont affectées à des services publics et à des usages profanes. La nef de l'église destinée au peuple, le sanctuaire, la sacristie et le clocher furent démolis en 1824 et remplacés par des habitations particulières ; le chœur des religieuses fut converti en grange; les statues de saint Benoît et de saint Bernard furent transportées dans l'église de Gault (1).

Jean contribua à la fondation de la *Maison-Dieu* de Paris qui eut lieu en 1202, en lui donnant avec Helvide, sa femme, une portion de bois mort pour le chauffage des pauvres et une de bois vert pour la construction des cellules (2). Sa charité le porta bientôt à en bâtir une semblable à Montmirail pour y recevoir les pauvres passants, les pèlerins et les malades. Helvide le seconda dans ce pieux dessein; ils l'établirent dans la vallée, au pied de la montagne, en un lieu où les eaux sont abondantes et où aboutissaient les chemins des principales villes de la province, auprès de la chaussée de Montmirail *(in calceia Montis Mirabilis)*. C'est de là qu'est venu à cet établissement le nom d'*Hospice de la Chaussée.* Avec le consentement de leurs héritiers, ils dotèrent la *Maison-Dieu* du terrain sur lequel elle était bâtie, avec l'eau du ruisseau libre depuis le pont du bas de la montagne et depuis le *Pré de la Couture* jusqu'au bout du fossé qui renfermait le pourpris de la maison; d'une terre de deux charrues au lieudit *la Mortière*, près d'Artonges ; de l'usage du bois tant pour la clôture que pour le chauffage à perpétuité, avec aménagement à neuf années, sans compter l'usage dans un seul bois pour l'exercice de l'hospitalité. La charte de dona-

(1) Amour-Dieu (Etat du Diocèse). — *Hist. de Montmirail*, par l'abbé Boitel, p. 295.

(2) L'acte de cette concession fut ratifié par Philippe-Auguste.

tion est de 1208, mais elle suppose que la maison avait été fondée antérieurement; en effet, Jean et Helvide avaient déjà donné, au mois d'octobre 1207, « à la Maison-Dieu de *Montmirail*, *située à la Chaussée* » *(apud Calceiam)*, tout le bois mort dans leurs forêts pour le chauffage des pauvres et des gens de la maison et un bois pour sa construction. Il est à croire que l'hospice avait été d'abord établi dans une grange ou ferme appartenant à leur domaine et qu'ils auront fait reconstruire et approprier à sa destination (1).

On éleva dans l'établissement, sous le vocable de Saint-Jean-Baptiste, une chapelle ou plutôt une véritable église en rapport avec la grandeur des bâtiments qui ressemblaient à ceux d'un monastère. Cette église existe encore, mais dans un déplorable état de délabrement. Elle est surtout remarquable par son porche ogival à trois ouvertures surmontées d'autant de fenêtres allongées et dont les piliers butants sont ornés de quatre figures qui représentent peut-être les quatre enfants des fondateurs. Au fond du porche se reproduisent des ouvertures en tout semblables à celles de l'entrée extérieure. En pénétrant dans l'église, à droite, était la chapelle des Morts. Par une anomalie assez rare, le sanctuaire était tourné au couchant. Derrière l'autel, qui était à la romaine, et dans le mur absidal on voit une grande cheminée bâtie de pierres énormes et destinée à faire du feu aux malades. L'édifice formait, comme dans les abbayes, l'un des quatre côtés des bâtiments qui renfermaient une cour en forme de cloître. L'Hôtel-Dieu est redevenu une ferme; tous les anciens édifices sont détruits; le porche de l'église sert de bergerie, la nef de grange, le sanctuaire d'écurie et d'habitation pour le fermier. La coupe annuelle de deux arpents de bois dans les forêts du château est tout ce qui reste de la dotation de Jean de Montmirail; aussi l'Hôtel-Dieu actuel peut être regardé comme une nouvelle fondation.

La comtesse Helvide de Dampierre confirma seule en

(1) La charte de 1208 l'appelle en effet *maison et grange*. — Jean était représenté sur son sceau, en chevalier, l'épée à la main, et tenant un écu où figurait un lion rempant. Sa femme *Helvide paraît sur le sien, sous l'image* d'une dame tenant un oiseau sur la main gauche, ou bien assise sur une chaise en suzeraine. (*Chartes pour l'Hôtel-Dieu*, MACHAULT, p. 414.)

1210, un demi-muid de blé que Philippe de Mécringes et sa femme Flandrine, avaient donné à cet Hôtel-Dieu qu'elle avait fondé, disait-elle, « avec son très-cher seigneur et époux Jean, » sur leur domaine, « en la chaussée de Montmirail. » Helvide ayant fait construire, du consentement de son mari, un moulin à foulon sur le fossé où se déversait une partie de l'eau du lit naturel du Petit-Morin et qui enveloppait le pourpris de l'Hôtel-Dieu, ne voulut pas que le service des malades souffrît aucune atteinte par suite de ce détournement. En conséquence, elle stipula que la maison pourrait ouvrir la décharge placée à l'ancien cours de la rivière pour y faire écouler toute l'eau nécessaire; que la décharge resterait ouverte depuis les vêpres du samedi jusqu'aux vêpres du dimanche soir, que la pêche du fossé dans lequel la rivière est détournée appartiendrait à la maison; que celle-ci aurait le tiers de tous les revenus du moulin, sans charge aucune, avec le droit d'y faire fouler gratuitement les étoffes pour les vêtements de ses employés. Le détenteur du moulin devait surtout veiller à ce que les couvertures fussent en bon état et bien fermées du côté de l'Hôtel-Dieu, de peur que le grand bruit des maillets n'incommodât les malades. Enfin, elle voulut que, lorsque le moulin serait au repos, la maison pût ouvrir et fermer la décharge à volonté, et, au cas qu'il vînt à être détruit ou à cesser de marcher, faire reprendre à l'eau son cours ordinaire ou la laisser dans le fossé à sa volonté (1).

Le pape Innocent III, par une bulle de 1211 adressée aux *frères et sœurs* qui gouvernaient la maison, et où il est dit que Jean était entré en religion, confirma les possessions que celui-ci leur avait données avec l'approbation de l'évêque diocésain, et les autres biens acquis ou à acquérir, surtout leurs dîmes et novales. Cinq ans après, Helvide et son fils, Jean II, seigneur d'Oisy, confirmèrent aussi à l'Hôtel-Dieu 6 setiers de blé de rente que Fénie, dame de *Rix* (Rieux) lui avait donnés, et l'année suivante la dame Ermen-

(1) Cette pièce fut vidimée par lettres de Guillaume de Champeaux, bailli de Montmirail, garde scel ès contrats de la baillie dudit lieu, le 16 décembre 1402.

garde, ancienne prévôte *(præposita)* de Montmirail, lui donna un muid de blé de rente et y entra pour servir les pauvres. Foulques, seigneur de Villers, vendit en 1233 « à la Maison-Dieu de la Chaussée sous Montmirail, » un revenu de 5 s. dont Jean II se réserva la justice, ainsi que celle de 62 arpents de terres et prés que la maison acheta en 1233 à Chamblon. Ce seigneur lui donna de plus, en 1236, 4 livres de rente sur le tonlieu de Montmirail, comme compensation des injustices dont il pouvait s'être rendu coupable envers elle, avec le droit, pour ses exécuteurs testamentaires, de prendre sur ses biens, meubles et immeubles, de quoi parfaire la rente.

Les autres bienfaiteurs de la Maison-Dieu au XIII[e] siècle furent, en 1234, Agnès, dame des Noyers *(Noeriorum)*, veuve du seigneur Milon; Matthieu de Montmirail, successeur de Jean II son frère. lequel, en 1253 et 1261, approuva une vente faite à l'Hôtel-Dieu par Odars de Chaverion pour l'entretien d'un luminaire; Enguerrand, sire de Coucy et de Montmirail, qui approuva en 1270 une vente de vignes et de terres à « li diz hospitax »; le chevalier Cotard, fils du défunt seigneur Raoul de Montmirail, et damoiselle Isabelle, sa femme (1); Pierre de Montmirail, archidiacre de Brie en l'église de Meaux, qui lui donna, en 1259, 51 setiers de grains, 5 s. de cens, une poule et demie, un demi-arpent de terre et une pièce de pré pour lequel on levait sur le terroir de *Riux* (Rieux), dont il était seigneur, *44* setiers, mesure de Montmirail, au lieudit *les Tuilières*, environ 7 setiers, mesure de Condé, pour la fondation d'un chapelain qui dirait la messe, ferait l'office divin et donnerait aux malades tous les soins spirituels. Ce chapelain était à la nomination du *maître* et des sœurs qui pouvaient le révoquer avec le conseil des gens de bien. Cette charte de fondation fut donnée par Nicolas, évêque de Troyes, qui était originaire de la Brie, et visée en 1289 par Nicolas, prieur joanniste de Saint-Etienne de Montmirail (2).

Pierre de Montmirail, dont il vient d'être fait mention comme bienfaiteur de l'Hôtel-Dieu, s'appelait ainsi, soit

(1) MACHAULT, Copies de Chartes, pp. 411-421.
(2) L'abbé BOITEL, p. 570.

parce qu'il était natif de cette ville, soit parce qu'il était d'une branche de la famille seigneuriale de ce lieu. Il fut archidiacre de Brie dans l'église de Meaux. Dans la collation des bénéfices qui appartenaient au chapitre de la cathédrale, il reçut la prébende de Saint-Saintin. Il établit une officialité que l'évêque Jean de Poincy approuva en 1278. Il légua au chapitre, pour son anniversaire qu'on célébrait le 5 décembre, 30 s. de rente sur une grange, sise près de la porte de Chaage ou de Chaye à Meaux, le revenu de deux étaux sur le marché, montant à 25 s. et une vigne dont Enguerrand III, époux de Marie de Montmirail, fille de Jean, avait retenu la justice (1270).

L'Hôtel-Dieu de Montmirail paraît être resté au bas de la montagne jusqu'en 1704. A cette époque, il fut établi ou plutôt renouvelé par arrêt du conseil du roi du 14 mai et confirmé par lettres-patentes du 6 septembre de l'année suivante. En 1712, on y réunit la maladrerie de Saint-Lazare, fondée près de la ville par les seigneurs de Montmirail. La même année, le curé de Courbetost, Guillaume, lui légua divers biens, une maison et des bâtiments où l'on transféra l'établissement, à la charge d'y recevoir les pauvres de sa paroisse pour lesquels on fonda un lit. Ce lit, avec un autre que l'administration parvint, par son économie, à créer, porta le nombre des lits à quatre, au lieu de deux seulement qui restaient de l'ancienne fondation. Originairement l'Hôtel-Dieu de Montmirail était gouverné par un maître et par une prieure et des sœurs qui, en 1241, achetaient à Me Laurent la terre *des Essarts*, située à Molesme, entre Gemblon et Viffort, selon une charte de Matthieu de Montmorency, sire de Montmirail. Après sa rénovation, et quelques années avant la Révolution, il était desservi par les sœurs de Genlis ou de l'Enfant-Jésus de Soissons, et administré par les officiers de la justice, le maire, les échevins et le curé de la ville.

Jean de Montmirail non-seulement fonda l'hospice et sans doute la léproserie de Saint-Lazare à Montmirail (1), mais il vint s'y livrer lui-même aux œuvres de miséricorde,

(1) On attribue cependant la fondation de Saint-Lazare de Montmirail à l'un de ses descendants.

ensevelissant les morts, les portant souvent seul jusqu'au lieu de la sépulture, servant les pauvres malades avec une douce et pieuse tendresse et pansant les plaies les plus hideuses (1). Ayant recueilli une malheureuse femme qui avait au sein une plaie horrible et d'une puanteur insupportable, il poussa l'héroïsme jusqu'à la baiser à genoux et il en retira ses lèvres couvertes de l'humeur fétide qui en découlait. Vincent de Beauvais, dans son *Miroir moral*, cite de Jean cet acte *héroïque*. Il rencontre un pauvre tout couvert d'ulcères purulents : « Pourquoi ne vas-tu pas à l'Hôtel-Dieu pour t'y reposer? lui dit-il. — Je n'ai pas la force de m'y rendre, répondit le malheureux. — Eh bien! reprit Jean, je t'y porterai moi même. » Et aussitôt il le charge sur ses épaules et le porte à l'hospice. Mais à la vue des pieds dégoûtants et des jambes pleines de sang et d'humeurs qui répandent une odeur infecte, son cœur bondit. « O cœur misérable et superbe, s'écrie-t-il, que ne peux-tu crever. » Et il se met à les laver, puis il saisit des deux mains le vase qui lui a servi à cette triste opération et avale l'eau qu'il contient. Pour mettre en relief un trait aussi admirable, il est inutile de rappeler la position élevée qu'occupait dans le monde le noble homme qui en fut l'auteur. L'héroïsme parle assez lui-même, et ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que ce trait se renouvela plusieurs fois. Un jour il sut qu'une pauvre femme de Montmirail était accouchée chez elle; il la fit placer dans un vaste panier sur ses épaules et la porta ainsi en plein jour à l'Hôtel-Dieu, sans s'inquiéter le moins du monde de ce qu'on pourrait dire ou penser.

Une autre malheureuse femme atteinte au côté d'un mal non moins hideux avait été séparée des autres malades à cause de l'infection qu'elle répandait. Il entra dans sa cellule, mais ne pouvant supporter l'odeur nauséabonde qu'on y respirait, il en sortit précipitamment, le cœur lui ayant manqué, ainsi qu'il le raconta lui-même *(abstulit mihi cor meum fœtor intolerabilis)*. Une femme qu'il avait mise à la

(1) L'abbé Boitel énumère, parmi les établissements de Montmirail, un Hôtel-Dieu bâti par saint Vincent de Paul. (P. 115 de sa *Vie de Jean de Montmirail.*)

tête de l'hospice et qu'il estimait singulièrement pour sa piété, lui dit sur le ton du reproche : « Quel est ce chevalier si vaillant qui se laisse vaincre par cette puanteur! ce sont vos péchés qui sentent mauvais, ajouta-t-elle. — Vous me reprenez avec justice, répondit-il en souriant, car je ne puis nier que je ne sois un lâche. » Puis, indigné contre lui-même, il retourne à la malade, approche la bouche sur le côté infecté et couvrant de ses mains l'espace qui séparait la plaie de ses narines, de peur que l'odeur se dissipant dans l'air, il n'en perdît quelque chose, longtemps il la respira ainsi. Alors celle qui lui avait reproché sa faiblesse, effrayée d'un tel courage, l'en reprit à son tour. « Sachez, ma chère sœur, lui répondit-il, que cette odeur infecte est pour moi un parfum délicieux. Vous disiez la vérité en prétendant que c'étaient mes péchés qui sentaient très-mauvais. » Le bienheureux ne se bornait pas à ces actes partiels de charité dans l'hôpital de Montmirail; il usait habituellement du même peigne que les pauvres et les malades atteints de la gale, et se faisait servir avec la vaisselle et les autres ustensiles à leur usage dans l'Hôtel-Dieu, et laver la tête, selon la coutume de ce temps, par les femmes qui remplissaient près d'eux cet office.

La lèpre même, qui inspirait une si grande terreur au moyen âge, n'effrayait pas son ardente et enthousiaste charité. Il visitait les malheureux qui en étaient atteints, dans leurs loges, partout où il rencontrait des maladreries; il les baisait en leur faisant l'aumône. Sortant un jour d'Oisy, en compagnie de plusieurs seigneurs, pour se rendre à Aclimont, il rencontra à Sancy vingt-cinq ladres sortis de leurs tristes demeures, malgré les défenses qui les y confinaient; il sauta de cheval, leur fit l'aumône, et, fléchissant le genou devant chacun d'eux, il leur baisa les mains. Comme il s'en présentait un vingt-sixième et qu'il n'avait plus d'argent, il fit prendre les devants à son cortége et changea de tunique avec lui. Pendant toute une journée, il rendit la justice à ses vassaux, revêtu de cet habit de ladre, sans toutefois prêter beaucoup d'attention aux débats qui avaient lieu dans l'auditoire, de sorte que si on lui demandait une réponse, il faisait signe à son prévôt de la faire pour lui. On sut plus tard de lui qu'il était alors occupé à contempler une

figure qui lui apparaissait dans l'air et qu'il avait ressenti en cette vision du Fils de Dieu une joie ineffable qu'aucune langue n'aurait pu exprimer. La nuit suivante, il se retira avec un seul chevalier dans l'église d'un monastère voisin, où il se livra toute la nuit aux délices de la contemplation.

Ces actes surhumains il les reproduisit en mainte occurrence. Ayant appris qu'il y avait à Provins un ladre affreux, il l'alla voir dans sa loge empestée, se mit à genoux devant lui, le baisa, lui donna l'aumône et lui adressa de touchantes exhortations. *Une autre fois, il changea un beau cheval qu'il* avait contre un mauvais monté par un lépreux, parce qu'il n'avait pas d'argent à lui donner, et l'aida à le monter. Il fut hué par les enfants de la ville qui le virent sur un aussi pauvre animal. Cette conduite lui attira souvent des observations et des reproches de la part de sa famille ou de ses amis, qui blâmaient ou ridiculisaient sa conduite. Dans une de ses visites aux lieux saints, c'est-à-dire aux hôpitaux et aux maladreries, il rencontra une troupe de chevaliers de sa noble maison qui lui représentèrent combien cette manière d'agir était peu convenable dans le chef de leur race, dans un homme d'un si haut rang ; combien même elle était digne de mépris et de quelle honte elle les couvrait aux yeux du monde. « Plaise à Dieu, mes bien-aimés parents, leur répondit-il, que je puisse parvenir à la possession du Seigneur Jésus par quelque ignominie qu'il faille passer. » Il tint la même conduite lorsqu'il fut religieux à Longpont, à l'égard d'un lépreux qu'il courut embrasser. Il semble que sa vocation spéciale était d'aimer et de soulager ces infortunés repoussés par la société entière (1).

Rien n'égalait la vie austère et mortifiée de ce grand seigneur, de cet illustre et noble chevalier. Quand il n'avait pas de pauvres à loger, il couchait à terre, dormait un peu, se mettait un cilice, prenait une cape, allait à l'église assister à Matines et arrosait la terre de ses larmes. Lorsqu'il était à Montmirail la veille des grandes solennités, il se rendait dans l'ermitage ou couvent de Beaumont, nommé alors le Bois, et y passait la journée en méditation, loin du tumulte

(1) *Ubi supra*, liv. II, ch. 6.

du château et des distractions que lui causaient les visites des seigneurs voisins, ses vassaux. Il aimait aussi à s'entretenir avec les personnages en renom de sainteté.

Dans un voyage à Soissons, s'étant informé près de son hôte s'il n'y avait pas quelqu'un dans la ville avec lequel il pût s'édifier, celui-ci lui indiqua une recluse logée dans une cellule fort étroite au monastère de Notre-Dame, et qui recevait de nombreuses visites à cause de sa grande réputation de sainteté. Jean l'ayant aussitôt prié de l'y conduire. — « Gardez-vous bien, lui dit l'hôte, de traverser les rues et les places de la ville pour vous rendre chez cette pauvre femme; ce serait une honte pour vous; convient-il à un si grand personnage de faire une telle démarche ! » Jean, indigné, lui répondit : « Hélas ! hélas ! qu'est-ce que la gloire du monde? que sont les rois? que sont les princes? qu'est-ce que Jean de Montmirail ? qu'un infect cadavre qui sera bientôt dévoré par les vers. » L'hôte, à ces paroles, n'osa plus s'opposer aux désirs de Jean, dont il connaissait la haute vertu. Celui-ci se rendit d'abord à l'église du monastère, se prosterna devant l'image célèbre de Notre-Dame et lui demanda de lui obtenir le repentir de ses fautes. Sentant néanmoins son cœur demeurer endurci, il leva vers l'image des yeux suppliants et adressa à la Sainte Vierge une fervente prière. A peine l'eut-il prononcée qu'il ressentit au côté une douleur si violente qu'il s'imagina que Dieu l'avait livré au démon, parce que, dans son indiscrète supplication, il avait désiré que la Vierge lui parlât elle-même. Il se retira sans voir la recluse et endura pendant quatre ans d'indicibles douleurs, ne pouvant trouver de soulagement auprès des hommes les plus habiles et les plus vertueux. Au bout de ce temps, il revint à Soissons trouver la recluse, qui existait encore lorsque le moine de Longpont écrivit son Histoire, et qui se nommait Marie de Goignelin, ou de Gonnelieu, d'une famille noble du Soissonnais. « Servante de Dieu, lui dit-il en la saluant, je vous prie de me dire si vous m'avez déjà vu ou connu. » — « Seigneur, répondit la recluse, je ne vous ai jamais vu en corps. » Ces paroles, qui indiquaient assez qu'elle l'avait vu en esprit, lui procurèrent une si grande consolation que, le jour même, la douleur disparut pour ne plus revenir. Un peu d'indiscré-

tion dans une prière lui avait valu ce mal, sa grande humilité le fit disparaître.

Quoique Jean de Montmirail eût renoncé totalement au monde, il ne laissa pas que d'avoir quelques velléités de retour vers le passé. Ainsi, s'étant fait un jour apporter ses armes, il se mit à les manier avec sa force et sa dextérité ordinaires ; mais bientôt, se repentant de cet acte mondain, il les déposa et répandit d'abondantes larmes en expiation de sa faiblesse. Néanmoins, il crut, à l'exemple de tant de chevaliers que la croisade contre les Albigeois appelait dans le Languedoc, qu'il devait, lui aussi, exposer sa vie pour la défense de la foi chrétienne. Il se prépara donc à faire partie, en 1209, de la seconde expédition du Languedoc, qui eut lieu en 1210, et se rendit dans le Cambrésis, afin d'y vendre pour 7,000 livres de bois qu'il destinait au soulagement des pauvres dans cette croisade. Un jour, il passait avec un grand cortége de chevaliers devant une image de la Sainte Vierge placée sur le chemin, sans y prendre garde et sans la saluer ; s'apercevant ensuite de sa faute involontaire, il sauta à bas de cheval, retourna sur ses pas, se prosterna devant la statue et demanda pardon à la mère de Dieu avec une effusion de larmes. La figure de la Vierge parut se tourner vers lui comme pour lui indiquer que sa prière était exaucée. Ceux de sa suite virent le prodige avec admiration, mais lui se releva, comme si rien n'était arrivé et se hâta de se remettre en route. La vente des bois de Flandre n'eut pas lieu, sa femme Helvide ayant refusé d'y donner son consentement. C'est sans doute par erreur que Pierre de Vaucernay semble croire que Jean fit partie de la troisième croisade contre les Albigeois, celle de 1213. Quoique il en soit, après avoir fait d'immenses largesses aux pauvres, aux lépreux, aux lieux pieux, à la suite d'un grand nombre de seigneurs, de prélats et de Louis, fils aîné du roi de France, « le plus doux des jeunes gens » *(mitissimus juvenum)*, il prit la croix contre ces « pestiférés » (1).

Cependant, comme le dégoût du monde entrait pour beaucoup dans ce voyage, un de ses plus dévoués serviteurs l'en

(1) MULDRAC, *Chronic.* — *Hist. de la Croisade*, par Pierre de VAUCERNAY, dont un ancien exemplaire se conservait à la bibliothèque de Longpont.

détourna, lui représentant qu'à son retour son esprit n'en serait pas plus dégagé et lui proposant d'entrer ensemble dans la solitude. — « Va donc, lui dit le chevalier, cherche de pieux ermites, et qu'ils t'indiquent un lieu où nous puissions nous retirer secrètement. » Le fidèle serviteur se mit en route et alla au pays de Liége trouver un solitaire en grand renom de sainteté. L'ayant salué, il lui exposa la mission que lui avait confiée le sire de Montmirail. Le solitaire fut d'avis qu'il entrât dans l'ordre de Cîteaux, ne connaissant pas de chemin plus droit et plus sûr pour aller au ciel, et il assurait que si l'on voulait consulter les théologiens de Paris, ils seraient du même avis. L'envoyé salua le solitaire et se retira. Il revint vers son maître et lui raconta tout. Celui-ci, ne désirant plus rien tant que de se consacrer à Dieu, partit aussitôt pour Paris avec tous ses chevaliers et une foule de serviteurs de sa maison. Arrivé dans cette ville, déjà si renommée par ses écoles, il se présenta dans la grande assemblée des théologiens. Ceux-ci, émerveillés de l'arrivée d'un si grand prince au milieu d'eux, le reçurent avec toutes sortes de témoignages de joie et d'honneur. Après s'être entretenu familièrement avec eux, le sire de Montmirail s'adressant à l'assemblée :

« Il est juste, seigneurs, que notre présence vous soit de quelque utilité; nous vous donnons trente livres pour la dépense commune de demain. » Et, tandis qu'on s'empresse de le remercier : « Maintenant, continua-t-il, il me reste à découvrir à votre discrétion les secrets de mon cœur. Nous vous prions d'abord de choisir dans cette assemblée dix docteurs qui paraissent l'emporter en doctrine et en piété. » Cela ayant été fait, il dit encore : « Que sur dix on en choisisse trois qui l'emportent sur tous par la science et par les mœurs. » On fit encore ce qu'il demandait. Jean, tirant à part ces trois docteurs, se jeta à leurs pieds et leur dit : « Hommes vénérables ! je suis un homme digne de mépris et bien misérable, car j'ai été jusqu'ici dénué de toute justice et je n'ai cessé de faire le mal, mais je veux retourner vers la patrie céleste dont j'ai dévié en commettant beaucoup de forfaits. Je vous prie donc instamment de m'indiquer, dans la sagesse que vous avez reçue de Dieu, le genre de vie que je dois embrasser. » Les docteurs, après

un moment de réflexion, répondirent d'un commun accord qu'il devait entrer dans l'ordre de Cîteaux, si toutefois il croyait pouvoir, avec la grâce de Dieu, en supporter l'austérité. Jean fit introduire les sept autres docteurs et les interrogea. Tous furent du sentiment des trois autres. Le chevalier n'hésita plus et résolut d'entrer dans l'ordre de Cîteaux, et, de l'avis de Gauthier, religieux de Saint-Jean des Vignes, dans le monastère de Longpont.

Après s'être ainsi assuré de la solidité de sa vocation, Jean feignit de partir pour le pays des Albigeois, et ayant assemblé le peuple, il se mit à parler des choses de Dieu et à exhorter la multitude qui l'écoutait à changer de vie. Des pleurs coulaient des yeux de tous les assistants ; il leur fit ses adieux, les embrassa tous avec une douce charité, et partit avec une suite peu nombreuse pour se rendre à Longpont, comme en un port de salut. La retraite de Jean coïncide donc avec la deuxième expédition contre les Albigeois, qui commença en 1209, et, par conséquent, c'est à la date de 1209 ou au commencement de 1210 qu'elle doit être fixée. En effet, des chartes d'Helvide de Dampierre, de 1210, ne font plus mention de son mari, et elle les donne en qualité de dame de Montmirail. De plus, Jean ayant été, selon l'auteur de sa Vie, religieux à Longpont l'espace de sept ans, sous Gaucher, qui en fut abbé, de l'an 1200 à l'an 1219, et sous le prieur Hugues, qui devint abbé après lui, c'est donc entre 1210 et 1217 qu'il faut étendre son séjour dans l'abbaye. C'est aussi en 1212, et peut-être à son exemple, qu'un autre noble chevalier, le seigneur d'Espeville, entra à Longpont comme convers, en lui donnant une rente de 3 muids de blé sur une terre cultivée par Guillaume de Guizancourt. Des critiques s'autorisant d'une charte de Jean de 1212, concernant le couvent de Cerfroid, soutiennent qu'il n'y entra qu'en cette année ; mais il est certain qu'il put la donner, quoiqu'il fût déjà entré à Longpont, surtout si l'on suppose qu'il n'était encore que novice lorsqu'il la signa. Il avait abandonné à sa femme ses biens de Montmirail et des environs, et gardé ceux d'Oisy pour pouvoir continuer l'exercice de la charité envers les pauvres et les églises. D'ailleurs, par cette charte que les religieux de Cerfroid ont toujours attribuée au B. Jean et en titre de

laquelle on lisait ces mots : « *Donation* que *saint* Jean de Montmirail fait aux religieux de Cerfroid, » confirmait simplement des biens que leur avait donnés la comtesse Marguerite de Bourgogne, laquelle avait épousé en premières noces Hugues III d'Oisy, qui n'eut pour héritière que sa propre sœur, mère de Jean. Pour écarter l'objection, on a essayé, mais en vain, d'attribuer la charte de 1212 à Jean II de Montmirail, car elle porte que Jean, son auteur, la donne pour l'âme de ses père et mère, ce que Jean II, leur fils, n'aurait pu dire, son père et sa mère existant encore (1).

C'est ici l'occasion de parler de l'archicouvent de Cerfroid, que dota Jean de Montmirail vers le temps où il entra dans la solitude de Longpont, et dont une merveilleuse apparition avait donné l'idée première. Cerfroid eut pour fondateurs les B. B. Félix de Valois, de l'illustre race de Vermandois, et Jean de Matha, issu, en 1160, d'une famille noble de Faucon en Provence. Après s'être fait ermite, Jean vint étudier la théologie dans l'Université de Paris, fut reçu docteur et ordonné prêtre par Maurice de Sully, évêque de cette ville. Les abbés de Saint-Victor et de Sainte-Geneviève et le recteur de l'Université assistèrent à sa première messe. Ayant entendu parler de Félix de Valois, qui s'était retiré dans un bois, près de Gandelu, sur les confins des diocèses de Meaux et de Soissons, il reprit le goût de la vie érémitique et résolut de se joindre à lui. Un jour, ils aperçurent dans le bois un cerf plus blanc que la neige, portant entre les branches de ses cornes une croix rouge et jaune. Emus de ce prodige, ils furent confirmés dans l'idée que Jean avait déjà conçue de donner à l'Eglise un nouvel ordre religieux, celui de la Trinité, pour le rachat des captifs faits par les Musulmans. Ils se rendirent à Rome en janvier 1198, quoique Félix fût âgé de 70 ans, pour s'entendre avec le Saint-Siége. Innocent III venait d'être installé; ils se présentèrent à lui munis de lettres de l'évêque de Paris. Le pape, qui avait eu de son côté la vision d'un

(1) Cette question a été débattue par les Bollandistes, par D. Toussaint Duplessis (*Hist. de Meaux*), par Machault, Baillet, Longueval, le *Gallia christiana*, le P. Ribadéneira, Muldrac, l'abbé Boitel, etc.

ange portant les mêmes couleurs blanche et jaune, les reçut avec de grands honneurs et les en revêtit sur le champ de sa propre main; puis, il les renvoya à l'évêque de Paris et à l'abbé de Saint-Victor pour en recevoir des règlements.

De retour en France, Jean et Félix rentrèrent dans leur solitude pour y bâtir un monastère. Philippe-Auguste approuva l'établissement de l'ordre et contribua à ses progrès par ses libéralités. Gaucher III de Châtillon donna le terrain nécessaire, que Marie, ou Marguerite de Bourgogne leur concéda en fief avec vingt arpents de bois à l'endroit où l'on avait d'abord élevé le couvent; Jean de Montmirail confirma la donation, comme seigneur de Gandelu, au mois de mars 1212, il y ajouta des terres, des prés, notamment à Brumets, au lieudit Crèvecœur, tout le revenu qu'il avait à Valendois, le larris jusqu'au grand chemin, les marais de Clignon et de Licy. Le seigneur Matthieu de Montmirail, fils de Jean, compléta, en 1253, la dotation par le don de 40 arpents dans ses bois de Cerfroid *(Cerfredum, Cervus frigidus)*. C'est dans ce lieu que l'affluence des sujets obligea de bâtir une nouvelle maison à peu de distance de l'ancienne. Bientôt Jean s'était mis à l'œuvre avec de prodigieux succès, surtout en Afrique. Il finit ses jours à Rome, ayant laissé à Félix le soin du monastère. C'était à Cerfroid que se tenaient les chapitres généraux et que se faisait l'élection du général. Les Trinitaires ou Mathurins s'appelaient aussi parmi le peuple *Frères aux ânes*, parce que la règle leur interdisait tout autre monture que celle des ânes, la plus usuelle en Orient, où leur zèle devait surtout s'exercer (1).

Une des premières filiations de ce chef d'ordre fut la ministrerie des Trinitaires ou Mathurins de Saint-Nicolas de Verberie. Philippe-Auguste, qui favorisa cet ordre dès sa naissance, les y avait appelés en 1206. Trois prêtres, trois frères lais et un procureur ou ministre formèrent la petite colonie qu'il établit dans l'hôpital, dont il remplaça la chapelle par une église destinée à leur usage. On construisit aussi un nouveau corps de logis, avec un cloître et des lieux

(1) *Vie de Jean de Montmirail*, par le P. Machault. — Copies de Chartes, p. 455.

réguliers, dont le roi amortit l'emplacement en 1208. Cet endroit avait fait partie de la place d'armes du palais de Verberie, et les constructions s'étendirent le long d'un grand chemin qu'on appelait *Rue paleuse* (*via paludosa*), parce qu'elle conduisait au marais. Le ministre qui dirigea ces travaux s'appelait Nicolas. Il bâtit l'église en trois ans et en fit faire la consécration par Haymard de Provins, en octobre 1209, sous l'invocation de son patron. Disciple des fondateurs de Cerfroid, Nicolas était un religieux plein de douceur et de piété et d'une angélique pureté de mœurs. Par son esprit insinuant, il sut recueillir d'abondantes aumônes qu'il employait au soulagement des pauvres et au rachat des captifs, selon le but de son institut. Ayant été, au bout de vingt-cinq ans, élu ministre général, il quitta l'hôpital de Verberie, qu'il avait mis dans un état prospère. En 1246, Pierre de Verberie, prévôt de Senlis, donna à l'établissement une vigne et une rente de 40 livres et des terres qui avoisinaient la maison. L'hôpital, renouvelé sous Louis IX et favorisé par Philippe le Hardi, continua de recevoir les pauvres passants et les pèlerins. Lorsque le pape Honorius permit aux Trinitaires de faire gras en voyage et de se servir de chevaux au lieu d'ânes pour monture, ceux de Verberie furent les premiers qui usèrent de cette permission (1).

Cependant, Jean de Montmirail ayant obtenu, on doit le présumer, le consentement d'Helvide de Dampierre, à qui son genre de vie dans le monde déplaisait fort, et avec laquelle il observait vraisemblablement depuis longtemps la continence, arriva au monastère de Longpont, le jour de l'Ascension, pour y ensevelir à jamais ses titres, sa gloire et les honneurs dont il était chargé. Il alla se prosterner devant tous les religieux réunis dans la salle capitulaire et demanda à se faire moine. Le vénérable Gaucher d'Oulchy lui adressa, selon la coutume de l'ordre, avant de l'admettre au noviciat, les paroles suivantes :

« Eh ! comment vous accoutumerez-vous à notre genre de vie, qui est si dur, aux veilles, aux jeunes, aux tra-

(1) *Chronic. Longip.*, ibid. — CARLIER, t. II, pp. 245 et 281. — *Etat du Diocèse*, p. 479.

vaux, à l'obéissance, à la rudesse de nos habits, à la grossièreté de notre nourriture, au joug de la discipline monastique, vous qui avez été élevé avec tant de délicatesse et de somptuosité dès votre jeunesse ; vous surtout qui avez été environné de toute la gloire mondaine, pourrez-vous jamais supporter un régime si sévère. » — « Sachez, répondit l'humble postulant, que je n'ai jamais éprouvé dans le siècle une joie aussi grande que celle d'apprendre que j'ai été jugé digne de manger le pain de son que l'on jette aux chiens. »

Les religieux, édifiés de cette réponse, versèrent des larmes, et l'abbé l'admit avec son serviteur Armand aux épreuves du noviciat, à la grande joie de tout le couvent, à l'âge de quarante-cinq ans. Il n'en fut pas ainsi dans le monde qu'il quittait avec un si grand éclat, quoique ce ne soit pas le seul exemple de ce genre qui lui eût été donné en ces temps de foi. Sa femme, ses enfants, ses amis jettèrent les hauts cris lorsqu'ils surent qu'au lieu d'aller guerroyer glorieusement contre les Albigeois, il s'était, sous ce prétexte, jeté dans le cloître de Longpont. Il n'est pas de termes outrageants dont ils ne se servissent ; Jean ne l'ignora pas et il s'en réjouit.

Les vertus qu'il pratiqua dans le cloître furent surtout l'humilité et la mortification portées jusqu'à leurs extrêmes limites. Il ne fut point promu aux ordres sacrés, mais il crut que ce n'était pas assez se séparer du monde que d'être reçu frère lai, ou convers, ou religieux *ad succurendum ;* « il fut reçu moine, » au témoignage de Gaucher *(factus est monachus),* et il ne se contenta pas des rigueurs que la règle lui imposait en cette qualité. Le riche et délicat seigneur qui, dans ses opulents châteaux, pouvait n'user que de vins fins et de mets recherchés, non-seulement se nourrit maintenant des aliments les plus grossiers, mais se retranche sur la quantité permise, et va jusqu'à les arroser d'eau afin de leur ôter toute espèce de saveur. Un jour, l'abbé le réprimande de l'extrême rigueur de ses abstinences et lui ordonne de manger autant de pain qu'il pourrait. Jean, par obéissance, mange ce jour-là toute sa portion, mais il va trouver l'abbé et le conjure, ou de révoquer l'ordre qu'il lui a donné, ou d'en modérer la rigueur,

pour lui en rendre l'exécution plus facile. L'abbé lui permit alors de ne manger qu'un pain par jour, avec la faculté d'en manger davantage s'il le pouvait. Jean le supplia de ne rien laisser à sa volonté propre, mais de régler tout par la sienne. L'abbé dut y consentir, et Jean observa tout fidèlement. Cependant, Gaucher ayant su encore qu'il ne mangeait que du pain et laissait les mets servis aux religieux, lui envoya un assez gros poisson, avec l'injonction de n'en rien laisser. Jean exécuta cet ordre à la lettre, c'est-à-dire qu'il avala tout, les arêtes, les ouïes, la tête, ce qui fut pour lui un véritable supplice.

Il réitéra dans le cloître des actes de mortification qu'il avait déjà pratiqués dans le monde après sa conversion. Les religieux se rendant au travail du dehors, dans les champs, rencontrent sur le chemin le cadavre d'un animal en putréfaction. Le premier mouvement des moines fut de porter leur main ou leur manche à leurs narines pour se préserver de l'infection ; Jean s'avance vers la charogne et l'entraîne loin du chemin pour qu'ils n'en fussent pas incommodés. Une nuit, un religieux éprouve de violentes coliques, il court auprès de lui pour lui donner quelques soulagements, et comme il voulait enlever ses déjections, il ne le lui permit pas, mais il les ramassa lui-même avec de la paille pour les jeter dans un cloaque. Un jour, le couvent étant sorti pour le travail des champs, un lépreux horriblement défiguré se présente, Jean s'approche de lui, le baise à la bouche et se hâte de cacher cette action, pour n'en pas perdre le mérite, en se couvrant la tête et en se détournant du malheureux.

Jean avait une affection particulière pour Hugues, prieur du monastère, avec lequel il s'entretenait de choses pieuses et propres à se fortifier dans l'humilité. Hugues lui ayant demandé s'il était vrai qu'il eût dépensé 1,000 francs dans un seul tournoi, comme on le disait, il avoua qu'il avait dépensé des sommes considérables en folies honteuses et exprima son regret qu'elles n'eussent servi qu'à l'éclat passager d'un jour. Interrogé aussi par le prieur s'il était content d'être entré dans l'ordre de Cîteaux, il répondit que oui, mais que, s'il était libre encore, il n'y entrerait pas. Il regrettait, en effet, d'être entré à Longpont, à cause

des égards et de la vénération qu'on y avait pour lui. « — Et quel genre de vie prendriez-vous, lui dit le prieur? — Je voudrais devenir ribaud, répondit-il. — Ce que vous dites là est-il bien vrai, reprit le prieur? désireriez-vous être du nombre de ces hommes dignes du mépris du ciel et de la terre, et prendre rang parmi eux? ne savez-vous pas ce que font les ribauds? ne vous faudrait-il pas, suivant leurs habitudes, jurer et vous parjurer sans cesse avec eux; jouer aux dés, porter des tablettes de galanterie, promener une courtisane, vous enivrer souvent? — Non, répondit le serviteur de Dieu, car il y a ribauds et ribauds, et la plupart sont de mœurs toutes différentes. Il en est d'occupés à nettoyer les écuries, à charrier le fumier, à remplir toutes sortes de bas emplois, et qui mangent leur pain à la sueur de leur front. Sans doute leur genre de vie paraît bas et méprisable aux yeux des hommes, mais il est digne de louanges et plein de mérites à ceux de Dieu. Pourquoi donc êtes-vous surpris de ce que je vous ai dit que je désirerais leur ressembler et partager leur destinée? — Mais ils vous persécuteraient à outrance si vous ne vouliez pas imiter leurs mœurs dépravées. — Je me réjouirais d'avoir à endurer leurs mauvais traitements. »

Sa vie à Longpont ne se composait guère que d'actions pleines d'humilité. Voyageant à cheval avec le prieur et un autre religieux dont la monture portait la besace contenant les vêtements, ce qui indiquait que ce moine leur était inférieur en dignité, il descend de cheval et déclare qu'il ne fera pas un pas de plus si on ne la tire de dessus celui du religieux qui, disait-il, est plus digne que lui, pour la mettre sur le sien. Le prieur et le moine résistent, Jean demeure inflexible et force fut aux premiers de se rendre, de peur de contrister l'esprit de Dieu en la personne de son serviteur. Armand, son compagnon de retraite, ayant voulu se rendre encore utile à son ancien maître, enleva secrètement pendant une nuit sa chaussure pour la graisser. Jean, s'en étant aperçu, alla tout ému trouver le prieur et lui dit : « Seigneur prieur, je devais toujours habiter cette maison, mais je serai forcé, je le vois, de changer d'avis. Il ne m'est pas permis, comme vous voyez, d'y atteindre le but pour lequel j'ai quitté le monde, car je ne

suis pas venu ici pour être servi, mais pour servir; et puisqu'il en est autrement, il eût mieux valu que je restasse dans le siècle où j'aurais pu avoir des serviteurs et des servantes. » Le prieur ayant su la cause de son émotion, lui répondit : « Ne vous attristez pas pour cela, je vous prie, et suivez mon conseil. La nuit prochaine, lorsque vous saurez le frère Armand endormi, vous irez à son lit, vous prendrez ses souliers et vous lui rendrez la pareille. » Jean, qui avait grande hâte de se venger de l'injure qu'il croyait avoir reçue, suivit le conseil du prieur, et Armand profita de la leçon que lui avait donnée son ancien maître. Ce trait d'humilité parvint aux oreilles de saint Vincent de Paul, lorsqu'il habitait le château de Montmirail, en 1614, mais tout défiguré dans les traditions locales que n'avaient pas encore rectifiées les publications faites sur la vie du Bienheureux. Il se plut à le rapporter tel qu'il l'avait appris, dans ses conférences aux Filles de la Charité. Pour en rehausser le mérite, il parlait surtout de Jean de Montmirail comme de l'un des plus riches et des plus puissants seigneurs du royaume et de la cour de France, décoré de la dignité de connétable, vainqueur des Anglais devant Compiègne, et dont le fils aîné avait épousé la fille du roi d'Angleterre, récits apocryphes, mais qui montrent la haute idée qu'on avait toujours conservée de l'illustration de Jean de Montmirail.

Quant à lui, il s'efforça de justifier par sa conduite le titre de *Jean l'Humble* qu'on avait substitué à celui de *Jean Bonté,* qu'on lui avait donné autrefois dans les lieux témoins de sa munificence. Se trouvant à Cambrai dont il avait été jadis châtelain, il voulut visiter une recluse en compagnie de Gilon, cellérier de Vaucelles, monastère cistercien fondé par la maison d'Oisy. Comme ils franchissaient les remparts de la ville, ils furent insultés par des gens qui travaillaient aux fossés et qui crièrent : Hauy! Hauy! Le cellérier confus hâta le pas pour échapper à cette espèce d'injure, mais Jean, qui ne cherchait qu'humiliations, se tourna vers les insulteurs et leur cria : « Je suis le misérable Jean de Montmirail, le plus grand pécheur de la terre, qui mérite tous les opprobres et qu'on ne saurait jamais assez couvrir de confusion; je vous en conjure, répétez longtemps contre lui votre cri injurieux. »

Jean dut aussi supporter avec patience, mais non sans une certaine émotion, l'injure la plus grave qu'un époux et un maître puisse essuyer de la part de sa famille et de ses serviteurs. Il se vit refuser un asile au château de son fils, à Montimirail, où il allait quelquefois avec le prieur de Longpont, non-seulement par les domestiques, qui l'accueillirent avec toutes sortes de railleries, mais encore par sa propre femme. S'étant présenté un jour à la porte du château, un des serviteurs alla en avertir Helvide et prendre ses ordres, puis revint avec cette réponse : « Madame est au bain, vous ne pouvez la voir, ni lui parler. » — « Plaise à Dieu, répondit Jean, que ce bain lui soit salutaire. » Et, sans proférer d'autres paroles, il partit pour la Ferté-Gaucher, où sa belle-mère le reçut avec un véritable bonheur. Comme la comtesse lui reprochait d'avoir demandé ailleurs l'hospitalité, il lui répondit agréablement : « Vous, madame, vous n'êtes pas au bain. » Il eut chez elle l'occasion d'exercer sa charité et son humilité. Il y avait alors dans les prisons du château un malheureux condamné par la justice de la comtessse à perdre un membre ou les deux yeux. Jean, qui le sut, conjura sa belle-mère de commuer sa peine en un voyage d'outre-mer. Elle le fit amener en sa présence, les mains liées derrière le dos, et comme il se prosternait à ses pieds, il le releva et lui donna la croix, le délivrant ainsi de la mutilation et lui procurant le moyen d'expier ses crimes.

Le motif de la froideur qu'Helvide témoignait à l'égard de son pieux époux venait de la conduite qu'il avait montrée à son entrée en religion. Non-seulement il avait payé généreusement toutes ses dettes, mais il avait obtenu de l'abbé la permission de se rendre dans ses seigneuries pour réparer les torts qu'il aurait pu avoir à se reprocher ou qui auraient été commis par ses officiers. A Cambrai, il fit faire une enquête sur l'exercice de la justice qu'ils avaient rendue en son nom. Une femme s'étant presentée, après qu'il eut déjà distribué tout l'argent qu'il possédait, pour se plaindre de graves dommages qu'il lui aurait causés, il la supplia, vu l'impossibilité où il se trouvait de la satisfaire, de les lui pardonner. « Sachez, ô femme, lui dit-il, que si je pouvais me procurer de l'or ou de l'argent en vous faisant

le sacrifice de mes yeux, de mon nez et de mes oreilles, je ne différerais pas de vous rendre ce dont vous me prétendez redevable envers vous. »

A cet esprit de justice il joignait une douceur inaltérable. Voyageant un jour avec un des serviteurs de Longpont, pour les affaires de la communauté, celui-ci, pressé par la faim, descendit de cheval auprès d'un monastère qui se trouvait sur leur route et alla demander du pain à la porte. Ayant été éconduit, il revint furieux vers Jean, qui l'attendait, en chargeant de malédictions le couvent inhospitalier. Le saint homme descend aussitôt de cheval, se prosterne devant son compagnon, le conjure de pardonner aux religieux et de cesser de proférer ses imprécations. Celui-ci, touché de tant de douceur et d'humilité, demeure tout confus et se rend à ses touchantes invitations.

Malgré ses largesses qui lui avaient fait distribuer aux nécessiteux tout l'argent qui lui restait, Jean n'en avait pas moins laissé à sa famille et à sa femme des biens immenses. Pour apaiser la comtesse, irritée d'une générosité qu'elle trouvait intempestive, il s'était offert à elle pour qu'elle tirât de sa personne toute la vengeance qu'elle voudrait. Cette conduite fait encore mieux ressortir l'ingratitude des siens envers lui. Il est juste de dire qu'Helvide de Dampierre sut réparer plus tard ses torts à l'égard d'un époux digne de toute son estime. Elle-même se retira dans la solitude, soit à Saint-Etienne de Soissons, soit à Vaucelles, en Cambrésis, où elle fut inhumée. Cette retraite dut avoir lieu après la mort de Jean, vers 1224, car, l'année suivante, dans une charte où elle ne figure plus, son fils aîné, Jean II, prend pour la première fois le titre de seigneur de Montmirail. Le prieur de ce lieu, le pieux Jobert, était mort deux ans avant la retraite d'Helvide (1). Jean II ne se montra pas non plus d'une humeur facile à l'égard de Longpont. Le Bienheureux avait donné aux religieux une maison située dans l'enceinte du château de Gandelu, Jean leur interdit tout acte de propriété sur cette maison, même

(1) Il n'était pas rare de voir alors de nobles dames se retirer dans des abbayes d'hommes. Elles habitaient auprès des lieux réguliers, dans des logis séparés.

d'y faire des réparations. Dès qu'il l'eut appris, il n'hésita pas à prendre des ouvriers pour y aller travailler avec lui, et on le vit porter des tuiles pour recouvrir les toitures. Jean II ayant aussi molesté les moines au sujet des menues dîmes qu'il leur avait attribuées dans la châtellenie de Gandelu, il les recueillit lui-même de maison en maison. Comme il parcourait ainsi les rues et les places de Montmirail, un ribaud le suivit, et lui arrachant les oignons qu'il portait sur son dos, il les lançait dans la boue par-dessus sa tête. Le saint religieux les ramassait sans rien dire et même sans regarder ce misérable (1).

Jean de Montmirail, dont on n'a pu raconter ici que les actes les plus saillants, après avoir donné dans le cloître le spectacle émouvant de toutes les vertus, surtout de celles d'obéissance, de douceur et de charité, s'acheminait vers sa dernière heure, accablé de veilles, de jeûnes et d'austérités ascétiques. Sa mort arriva, selon les uns, vers l'an 1200, selon les autres en 1218, ou même en 1167, c'est-à-dire quatorze ans après celle de saint Bernard; mais ces dates paraissent erronées. L'auteur anonyme de sa vie dit qu'il mourut le jour de saint Michel-Archange, qui est le 29 septembre, sans indiquer l'année, mais il y a une charte de 1218, par laquelle Jean II de Montmirail donne à Longpont une maison de Gaudelu « pour le soulagement de son âme et pour l'âme de son père, » intention qui fait supposer qu'à cette date celui-ci était trépassé. Une autre charte du mois d'avril 1218, en faveur de la même abbaye, et consentie par Matthieu, frère de Jean II, le suppose décédé avant ce mois. Il faut donc nécessairement fixer la mort du Bienheureux à la saint Michel de l'année précédente, qui se rapporte au 29 septembre 1217, date adoptée par les historiens les plus autorisés (2). Il était âgé de cinquante-deux ans, sa naissance ayant eu lieu en 1165, sa conversion en 1199, son entrée à Longpont en 1209 ou 1210.

(1) *Chronic. Longip., Carta anni* 1212, p. 135, et p. 131 à 137.

(2) L'auteur d'une Vie fabuleuse de J. de Montmirail adopte la date de 1167; Manrique, celle de 1200; le P. Machault, celle de 1218; mais le *Gallia christiana* (t. IX, col. 476), le P. Ribadéneira (t. II, p. 681); Baillet (*Vies des Saints*); Longueval (liv. XXX, col. 471); les Bollandistes, suivis par l'abbé Boitel (p. 450) admettent celle de 1217.

La mort de Jean, baron de Montmirail, chevalier, seigneur d'Oisy, de Gandelu, de Crèvecœur, de la Ferté-Gaucher, de la Ferté-Aucoul, de Belleau, de Condé en Brie, de la Chapelle en Brie, châtelain de Cambrai, fut humble devant les hommes, précieuse devant Dieu. Le prieur Hugues en fut averti par une vision. Assistant aux Vigiles de la saint Michel, il se laissa aller à un léger sommeil pendant lequel il lui sembla que tout le chœur était illuminé par un grand nombre de cierges d'or. Et voilà que l'un des cierges, plus haut et plus éclatant que les autres, et qui paraissait éclairer tout le chœur à lui seul, sembla s'élever et pénétrer dans la voûte de l'*oratoire*, le laissant dans une demi-obscurité, parce que les autres n'avaient plus conservé qu'une faible lumière. Le prieur s'étant réveillé de son assoupissement ne savait ce que cela signifiait, mais la cloche ayant sonné le jour même pour Jean de Montmirail, pendant qu'il disait la Messe, il comprit que le cierge qu'il avait vu s'élever représentait l'âme de ce saint religieux qui partait pour le ciel. Pendant le chant de Laudes, un convers, nommé Gérard, eut une vision à peu près semblable ; seulement il crut voir Notre-Seigneur, tel qu'on le peignait alors sur les vitraux coloriés, descendre du ciel, saisir le grand cierge et l'emporter au séjour des bienheureux, ce dont fut fort contristé le bon frère, qui voyait l'éclat resplendissant de l'église bien diminué, et qui le fit sortir de son sommeil. Cependant, un abbé de l'ordre de Citeaux venu à Longpont quelque temps après la mort de Jean de Montmirail, y raconta devant l'abbé général, dans un entretien où l'on parlait de ses vertus éminentes, une troisième vision qui contredirait un peu les précédentes. Une dame d'une haute piété du pays de Normandie avait appris par révélation que l'âme de Jean avait passé trois jours en purgatoire, parce qu'elle avait emporté quelques négligences légères qui n'avaient pas été expiées.

Le corps du Bienheureux fut tiré, trois ans après sa mort, du cimetière des religieux, où il avait été inhumé, et transporté dans le cloître. Cette première translation fut faite par l'abbé de Cercamp. On mit le corps dans une tombe de marbre qu'on enclava dans la muraille, à l'endroit devant lequel les moines s'asseyaient sur des siéges de bois. Cette

première translation fut illustrée par trois prodiges. Un tailleur de pierres du village de Parcy (ou Pacy) ayant entendu dire par ses compagnons qu'il méritait bien, en effet, d'être placé plus honorablement, il répondit, en blasphémant, que les religieux de Longpont feraient mieux de prendre ses os et de les donner à manger aux chiens. Ses compagnons frémissant d'horreur à ces paroles, lui adressent de vifs reproches et le menacent de la colère divine. Le soir même, la bouche de ce malheureux se contracta horriblement et il perdit à peu près l'usage de la vue, ce que chacun regarda comme une punition du ciel. Un mois entier il conserva cette triste difformité. En vain son curé, pour lui apporter du soulagement, agitait quelquefois le corporal devant son visage, en vain il fit beaucoup de pèlerinages aux reliques des saints ; il ne fut guéri qu'en venant deux fois prier au tombeau du Bienheureux et par le contact d'un de ses os.

Le prieur ayant trouvé peu décent que les siéges de bois demeurassent devant le tombeau et qu'ainsi les religieux en s'y asseyant lui tournassent le dos, manda le frère charpentier, nommé Matthieu, pour les lui faire enlever. Ce convers, qui était souffrant du pied, dit au moine que le prieur lui avait envoyé : « Plût à Dieu que son serviteur Jean eût autant de désir de m'obtenir la santé par ses prières, que je mets de bonne volonté à exécuter cet ordre pour son honneur ! » Il n'avait pas fini son ouvrage, qu'il se sentit guéri de ce mal qui était invétéré. Sur ces entrefaites arriva un autre religieux qui, n'ayant pas la permission de parler, désapprouva par signes cette opération. D'autres moines lui ayant fait entendre qu'on coupait les bancs par respect pour le tombeau, il ne se rendit pas à cette observation et continua de blâmer le frère charpentier. Le soir étant venu, il ressentit des douleurs intolérables, dont il n'obtint la cessation qu'en venant prier devant le tombeau et demander au saint, avec larmes, d'obtenir de Dieu sa guérison.

Les prodiges continuèrent d'illustrer le tombeau de Jean de Montmirail. Un religieux de Longpont éprouve une violente migraine, il s'adresse au Bienheureux pour le prier de lui obtenir de Dieu sa guérison, mais ne ressentant

aucun soulagement, il pense en lui-même que désormais il ne se prosternerait plus, comme les autres, devant son tombeau. Cependant, le mal devient si intolérable qu'il demande à Dieu avec ferveur de le guérir, en témoignage de la sainteté de Jean ; aussitôt il est guéri. Au temps de la moisson, les religieux étant sortis pour couper le blé, une femme portant l'habit religieux se présente au prieur et lui dit que, souffrant d'une douleur de tête insupportable, elle est allée appliquer la partie malade contre le tombeau du Bienheureux, avec une grande confiance en ses mérites, et qu'elle se retira guérie. Un vieux religieux prêtre entendant son récit, assure le prieur que lui-même ayant le même mal, a été guéri de la même manière ; mais un autre moine, qui n'avait pas voulu jusque-là croire aux miracles du serviteur de Dieu, se mit à se moquer d'eux en leur disant que le froid du marbre avait tout naturellement rafraîchi leurs têtes malades. Un des assistants fit à son confrère de sévères reproches et lui prédit qu'il serait puni de Dieu pour ce blasphème. La nuit suivante, le moine incrédule se rendant au chœur ressentit tout à coup une vive douleur dans tout son corps ; et comme elle augmentait à chaque instant, il se rappela sa faute au huitième répons de l'office, qui était celui de saint Pierre ès Liens, il en conçut un très-vif repentir, courut au tombeau du Bienheureux, y fit une courte et fervente prière, et revint au chœur, guéri et plein de joie et de reconnaissance.

D'autres faits racontés par l'auteur de sa Vie rendirent encore célèbre le tombeau de notre saint religieux. Un convers affligé d'une tumeur à la gorge se rend au monument, prie avec ferveur, y applique son cou, et le mal disparaît. Un religieux prêtre, qui avait été ami particulier de Jean, auquel il procurait secrètement des cilices, attaqué d'une goutte sciatique, se lève une nuit de son lit de douleur, se traîne comme il peut jusqu'au tombeau, conjure son ami de lui obtenir de Dieu sa guérison, applique chacun de ses membres contre le marbre du tombeau, et voit sa prière exaucée.

Lors de la première translation du corps de Jean de Montmirail du cimetière dans le cloître, présidée par l'abbé de Cercamp, on en détacha un ossement qui fut

porté à Vauciennes, village situé à peu de distance de Villers-Cotterêts. Le culte qu'on lui rendit en ce lieu et les miracles qui s'y opérèrent lui aurait fait donner, dit un auteur (1), le nom de *Vallis-signorum* dans les anciens titres. Il y allait beaucoup de pèlerins ; on trempait l'os dans de l'eau qu'on donnait aux malades. Du reste, cette pratique avait été prise à Longpont même, où elle était aussi en usage. Un homme de Nauroy, village des environs de Neuilly Saint-Front, ayant une maladie qui le privait de l'usage de la langue, vint visiter le tombeau à l'abbaye, but de l'eau où l'on avait trempé un os du Bienheureux, et recouvra la parole.

Il semble, toutefois, par ce qu'on vient de raconter et par ce qui va suivre, que les religieux cisterciens éprouvèrent plus particulièrement les effets de l'intercession de leur bienheureux confrère. Hugues, devenu abbé de Longpont après Gaucher, était tourmenté d'une douleur violente à la jambe, accompagnée de la fièvre. Par le conseil de ses religieux, il fit brûler un cierge devant son tombeau, et cependant conserva un emplâtre qu'on avait appliqué sur la partie malade. Sa douleur paraissait doubler par ce remède, il ôta l'emplâtre au milieu de la nuit et n'eut plus d'espérance de guérison que par l'intercession du saint, qui lui obtint, en effet, la disparition complète de son double mal. L'abbé du monastère des Casteliers, atteint de la fièvre et d'une diarrhée, étant de passage à Longpont, s'adressa dans sa souffrance au Bienheureux, qui lui obtint de Dieu de continuer son voyage complètement guéri.

Les abbés de l'ordre de Cîteaux se trouvant réunis à Longpont, furent témoins de deux miracles opérés sur un malheureux atteint d'une enflure qui lui ôtait la parole et la respiration, et sur un malade atteint depuis longtemps de la fièvre quarte, lesquels étaient venus prier au tombeau de Jean. Les prélats exprimèrent hautement leur admiration et implorèrent pour eux-mêmes les suffrages du saint. Un religieux de l'abbaye, en grande vénération auprès de ses confrères, dont il était le confesseur, ayant été atteint

(1) Boitelle, *Histoire de Jean de Montmirail*, p. 476. Il est bien entendu que nous nous contentons de signaler cette étymologie.

de douleurs d'entrailles, voulut néanmoins assister aux Vigiles ; mais alors elles devinrent si violentes qu'il prit le parti de quitter le chœur, d'aller au tombeau et de s'y mettre en prières. Il obtint aussitôt la délivrance de ses douleurs et revint continuer l'office.

La dévotion qui s'introduisit à Longpont de faire brûler des cierges devant ce monument funèbre fut aussi justifiée par de nombreuses guérisons. L'abbé de la Cour-Dieu étant en voyage, s'arrêta à Longpont pour s'y reposer. Tout à coup il est saisi dans tous ses membres de douleurs atroces et demande instamment qu'on lui procure quelque soulagement. « Seigneur abbé, lui dit un moine qui avait été guéri du même mal par des prières adressées à Jean, si vous voulez m'en croire, laissez-là toutes les médecines et faites-vous porter sur le champ au tombeau du serviteur de Dieu. Lorsque vous y serez, priez avec confiance, parce que, sans aucun doute, vous serez promptement guéri. » Incontinent, l'abbé se traîna vers le tombeau, soutenu par quatre religieux, y offrit un cierge allumé, fit une fervente prière, et retourna à son lit, toujours soutenu par les mêmes religieux. Chemin faisant, sa douleur diminue, ses forces reviennent, il repousse ses conducteurs, s'essaie à marcher seul, et bientôt, s'avançant d'un pas ferme et assuré, il dit aux religieux qu'il n'aurait pas fait, il y a un moment, pour cent marcs, ce qu'ils lui voyaient faire actuellement. Un jeune enfant s'étant rendu aussi au tombeau pour y offrir un cierge, ne savait où le placer ; un religieux, qui avait un bras presque paralysé par une douleur, s'en aperçut et trouva moyen de faire une sorte de chandelier d'un bâton qu'il vit sous sa main. Sur le champ sa douleur disparut.

A mesure que le temps s'écoulait depuis la mort du serviteur de Dieu, il semblait que ses faveurs redoublassent. Un convers et un religieux furent guéris à son tombeau de fièvres violentes. Deux pauvres malades de l'infirmerie des étrangers, située en dehors de l'abbaye, y reçurent la même grâce, ainsi que trois autres moines qui furent délivrés, l'un d'une douleur de genoux si grande qu'il avait obtenu du chapitre de s'asseoir pendant l'office sur les siéges, derrière le chœur, l'autre d'une tumeur qui lui enlevait presque l'usage d'un œil, le troisième de tumeurs aux jambes

qui paraissaient incurables et lui rendaient la marche très-douloureuse. L'auteur anonyme de la Vie de Jean rapporte qu'il voyait très-souvent ce dernier se prosterner, lorsqu'il passait devant le tombeau, pour lui témoigner sa reconnaissance.

Tous ces miracles et tant d'autres que cet écrivain n'a pas jugé utile de rapporter attiraient à Longpont un grand concours de malades qui s'en retournaient toujours guéris et consolés; mais il semblait que les religieux de l'abbaye et les habitants de Montmirail eussent des droits spéciaux à sa protection. Si l'on en croit la tradition, lorsqu'une personne de cette ville se présentait pour visiter le tombeau au religieux sacristain, celui-ci lui demandait : « De quel pays êtes-vous? » — « De Montmirail, » répondait le pèlerin. « Cela suffit, reprenait le sacristain, nous n'avons pas besoin de prendre les clefs. » Et, en effet, il se rendait, sans clefs à l'église, et frappait à la porte en disant : « C'est un habitant de Montmirail qui vous vient visiter. » La porte s'ouvrait aussitôt d'elle-même. Lorsqu'on portait à Longpont et à Hautvillers des châsses où il y avait des reliques du Bienheureux, il fallait qu'il y eût toujours là un habitant de Montmirail ; autrement, on n'eût pu les mouvoir. Aussi, avant la procession, le sacristain allait dans les hôtelleries et les maisons, en disant : « Y a-t-il ici quelqu'un de Montmirail? » et si l'on répondait : « En voici un, j'en suis, » le sacristain ajoutait : « Venez, car sans vous nous ne pourrons pas porter la châsse du bienheureux Jean de Montmirail. » Et, avec l'aide de l'habitant de Montmirail, on la descendait facilement et on la portait en procession (1).

Les merveilles opérées sur la tombe de Jean de Montmirail avaient fait déjà transporter ses restes du cimetière des religieux dans le cloître, elles obligèrent de les transporter du cloître dans l'église. Marie de Montmirail, sa troisième fille, et femme d'Enguerrand de Coucy, lui fit élever un superbe monument dans le chœur, du côté de l'Evangile, vers l'an 1250 ou 1251, temps où l'église fut achevée, car en juin 1252, Matthieu de Montmirail donnait à l'abbaye une rente de 13 livres sur le péage de Tresmes

(1) L'abbé Boitel, *Hist. de Jean de Montmirail*, p. 479.

pour entretenir jour et nuit un cierge allumé devant le tombeau, ce qui suppose évidemment qu'il était déjà élevé. De plus, l'anonyme de Longpont, qui écrivait la Vie de Jean avant 1252, parle et du tombeau érigé dans le cloître et de celui qu'on érigea dans l'église ; ce dernier existait donc déjà avant cette époque.

Quoique il en soit, ce mausolée était construit dans le style pur et délicat de la seconde moitié du XIII^e^ siècle, qui fut celui de la Sainte-Chapelle de Paris. Il était composé de pierres blanches et noires, et avait la forme d'un autel élevé sur un soubassement et dont la table serait supportée par des colonnettes surmontées d'une arcature. Sous la table et à travers ces colonnettes, on apercevait la statue de Jean, en costume de chevalier, armé de toutes pièces, couché et endormi, un chien à ses pieds, la visière du casque relevé, l'épée au côté gauche, et au côté droit l'écu, probablement peint à ses armes, qui étaient « de gueules au lion d'or rampant. » En 1641, elles étaient effacées sur la partie supérieure formant la table. Jean était encore représenté couché, mais vêtu en religieux, avec l'antique cucule de l'ordre, les mains perdues dans les longues manches, la tête chauve, le visage vieilli et ridé. Autour du sarcophage étaient gravés ces mots en lettres d'or :

In Longo Ponte voluit se subdere sponte
Obsequio Cristi, lapidi qui subjacet isti,
Cujus ibi cineres, Montismirabilis hœres
Olim jure, Dei gratia nomen id, ipse Joannes,
Gratia sit Christo, qui nos decoravit in isto.
Ave, Maria, gratia plena (1).

Le tombeau proprement dit était placé dans un monument en forme de chapelle ou de grande châsse voûtée, soutenue aux angles par des contreforts dont les quatre côtés étaient percés d'une sorte de large fenêtre géminée, à colonnettes et meneaux élégants, surmontée d'une rose, le tout encadré dans un fronton ressemblant à celui d'un

(1) D'autres auteurs, au lieu de *id ipse nomen*, ont lu : *nomen ei id est Johannes*, ou bien : *memor id ipse Johannes*. (Ex *Monographie de Longpont*, par l'abbé POQUET, p. 117.)

petit portail. Le couronnement du petit édifice formait une galerie agencée aux angles dans un clocheton. Quatre anges s'élançant des tailloirs des chapitaux, les ailes déployées, portaient au-dessus de la statue supérieure, des palmes et des couronnes. La voûte était semée de fleurs de lys d'or. Ce délicieux spécimen de la plus belle époque architecturale du moyen-âge, a disparu avec la superbe basilique, dont les ruines font encore aujourd'hui regretter amèrement la destruction (1). La seconde translation des reliques de Jean de Montmirail dans ce tombeau se fit au milieu d'une affluence immense de clergé et de peuple, avec les cérémonies usitées en une telle circonstance. Elles furent accomplies par des archevêques et des évêques, avec un appareil des plus imposants que rehaussait surtout la foule religieuse qui remplissait l'édifice. Les particularités en furent consignées dans une charte à laquelle les prélats apposèrent leurs sceaux.

Toutefois, il sembla que laisser reposer dans un tombeau d'une forme trop seigneuriale le corps d'un personnage qu'on regardait comme un saint, c'était encore l'humilier. C'est pourquoi une troisième translation, qui dut être la conséquence d'une sorte de canonisation, fut résolue, et on lui donna une pompe encore plus grande qu'aux deux premières. On plaça les reliques dans une châsse qu'on déposa d'abord sur l'autel même, derrière le tabernacle, ou plutôt au point extrême de l'abside, sur une arcade semblable à celle de la cathédrale de Soissons, et contre lequel l'autel devait être à peu près appuyé. Les archevêques et les évêques présents à la cérémonie voulurent encore apposer leurs sceaux à la charte qui en devait perpétuer la mémoire.

Enfin, dans le dessein de rendre plus accessible à la dévotion des peuples les reliques de Jean, on les déposa, sauf le chef, avec le coffre de bois qui les contenait, dans une armoire sculptée qui se trouvait dans la belle sacristie du

(1) On peut voir dans l'*Histoire de Jean de Montmirail*, du P. MACHAULT, ce tombeau gravé. M. Boitel l'a fait reproduire dans la sienne. Enfin, des fragments du monument ayant été retrouvés, dans une visite à Longpont, par l'auteur de ces Annales, et par M. Truchy, architecte, celui-ci a pu en donner un dessin selon toute la vérité archéologique.

monastère. Ce coffre, en forme de petit cercueil allongé, qu'on montre encore à Longpont, est recouvert d'une lame de cuivre, d'une peau de maroquin, de clous dorés et des armoiries émaillées de toutes les familles nobles alliées à celles de Montmirail. Elles se rapportent aux maisons de France et de Castille, de Valois, de Vermandois, de Chérizy, de Châtillon, de Coucy, et sont celles de Blanche de Castille, de Marguerite de Provence, du comte de Poitiers, frère de Louis IX, des comtes de Flandre, de Dreux, de Braine, de Soissons, des ducs de Bourgogne, des seigneurs de Béthune, de Montmirail, etc. Quant au chef, il fut mis dans un reliquaire en bois, d'un travail remarquable, autour duquel on voyait des images dorées, et qui fut brisé en 1793, mais la relique fut sauvée et est encore vénérée à Longpont. Des archevêques, des évêques, des abbés de l'ordre de Cîteaux assistèrent encore, avec des seigneurs de marque, à cette quatrième translation, et en scellèrent la narration (1).

Les os et la tête furent tirés de ce tombeau et placés dans des châsses, avec les autres reliques, au-dessus de l'autel, mais on ignore à quelle époque. Lors de la translation faite par l'abbé de Cercamp (diocèse d'Amiens), l'un des os fut porté au village de Vouties, près de Longpont, où il attira un grand nombre de malades; on en donna aussi à Notre-Dame de Soissons (2). En mémoire des visions qui eurent lieu le jour de sa mort, on plaça autour du tombeau quatorze chandeliers de fer, dont l'un surpassait les autres en hauteur. Tous les ans, la veille de saint Michel, on y allumait des cierges aux premières et aux secondes vêpres et aux messes conventuelles. Une lampe antique y était suspendue encore au XVIIe siècle, et l'on y voyait un tronc très-ancien pour recevoir les offrandes des fidèles et une tablette en bois où l'on venait lire des antiennes et des oraisons en l'honneur du Bienheureux (3). Du reste, les mi-

(1) Deux des monuments où étaient relatées ces intéressantes cérémonies furent seuls conservés, mais ne présentaient plus que des caractères illisibles. Ils avaient encore les lacs de soie où pendaient jadis les sceaux des prélats et des seigneurs qui en attestaient l'authenticité. Ayant été cachés avec les reliques dans des souterrains, ils avaient été détériorés par l'humidité.

(2) Vouties, hameau du village de Faverolles, canton de Villers-Cotterêts.

(3) Procès-verbal de Simon Le Gras, évêque de Soissons. Le monument y est décrit.

racles qui continuèrent à s'y opérer entretinrent la dévotion pour Jean de Montmirail. Un muet du village de Noroy y vint faire sa prière, but de l'eau dans laquelle on avait lavé un de ses os et recouvra la parole. Plusieurs abbés de l'ordre de Cîteaux passant à Longpont furent témoins de deux autres guérisons et se recommandèrent à son intercession. Marie de Montmirail, morte en 1272, voulut être inhumée aux pieds de son père (1).

Ces merveilles publiées partout firent songer à plusieurs reprises à la canonisation de Jean de Montmirail, et lorsque le pape Innocent IV admit saint Edmond, archevêque de Cantorbéry, au nombre des saints honorés par l'Eglise, Etienne, abbé de Clairvaux, se plaignit hautement de ce que cet honneur n'était pas accordé à Jean, mais ces réclamations et beaucoup d'autres demeurèrent sans résultat. Toutefois, le clergé et le peuple, d'un consentement unanime, le placèrent au nombre des bienheureux et honorèrent toujours comme tel ce pieux personnage.

Les preuves de la canonisation de Jean de Montmirail ayant disparu, ceux qui en maintiennent la réalité sont obligés de recourir à des moyens extrinsèques pour l'établir. Ils invoquent en premier lieu les témoignagnes de sa sainteté éminente laissés par ses contemporains. Celui de Gaucher, abbé de Longpont, sous lequel il vécut et mourut dans ce monastère, est surtout d'un très-grand poids. En voici la partie la plus saillante :

« Pour fouler plus facilement aux pieds toutes les douceurs perfides du monde, il embrassa la vie religieuse, il mortifia son corps par les veilles, les jeûnes, les oraisons. Il fut si fervent et si humble, si plein de la crainte du Seigneur, qu'il était un miroir de sainteté pour tous et qu'il devint un modèle que les autres devaient suivre. Pour nous, qui avons entendu sa confession très-pure et qui avons eu constamment sous les yeux ses actions héroïques, qu'inspirait une foi vive, nous attestons en toute vérité et même avec serment, que pendant quarante-sept ans que nous avons vécu dans l'ordre, et quoique nous ayons vu beaucoup de moines et de convers saints, remplis de piété

(1) *Chronic.*, p. 210. — CARLIER, t. III, p. 427.

et de zèle pour l'ordre, parmi lesquels plusieurs furent fort souvent favorisés de visions divines et de révélations mystérieuses, après avoir comparé tout ce qui brillait avec tant d'éclat dans Jean, savoir : la noblesse, l'opulence, la pompe, la gloire qui l'élevait éminemment au-dessus de tous les grands de la cour, avec son humilité, sa pauvreté, son mépris du monde et de lui-même, son amour de l'abjection, nous croyons qu'aucun de ceux dont nous avons parlé ne peut lui être préféré. D'où, selon les témoignages des Ecritures, nous croyons indubitablement qu'il est entré dans les tabernacles du Seigneur, et que, devenu semblable aux saints, il partage leur gloire. »

A cet éclatant témoignage rendu à Jean de Montmirail par un personnage aussi grave qu'était Gaucher, témoin oculaire des vertus qu'il avait pratiquées, directeur de sa conscience pendant de longues années, et dans le dessein sans doute qu'il servît à sa béatification, il faut joindre les hommages constants que lui rendirent de tout temps le clergé et le peuple. Ils se traduisirent surtout par l'usage de brûler des cierges devant ses reliques et autour de son tombeau, sur les treize chandeliers de fer attachés à la barrière qui l'entourait, et sur plusieurs autres plus bas destinés à les recevoir, et d'y entretenir une lampe perpétuelle. En 1252, par conséquent trente-cinq ans environ après la mort de Jean, son troisième fils, Matthieu de Montmirail donna à Longpont 13 livres de rentes sur les granges de Haurancourt et d'Oisy, pour « un cierge soignir qui ardra toujours mes nuit et jour devant le grand autel Notre-Dame de Longpont et devant la tombe de monseigneur *son* père et vingt livrées de rente ausint por une chapellerie qu'il a fondée sur la porte » de Longpont (1).

Marie de Montmirail, sa fille, approuva cette fondation en 1272, et y ajouta 13 livres qui, avec l'approbation de son fils, Enguerrand IV de Coucy, devait être élevée, en 1277, jusqu'à 33 livres sur les mêmes granges (2). Est-ce sur la porte

(1) Le P. Machault, outre les chartes de cette fondation, cite deux autres pièces de 1347 et 1348 pour le paiement d'arrérages dus à Longont sur ces deux granges par Ysabeau de S. Paul, dame de Coucy.

(2) Le P. Machault, *ubi supra*.

même du monastère ou sur celle qui ferme encore aujourd'hui le village que fut fondée la chapellenie de Matthieu de Monmirail? Il serait difficile de le décider. On sait seulement qu'en 1316 une demoiselle Elisabeth, fille de Jean Fayot, écuyer, vint faire hommage « dans la chambre haute de la porte de Longpont, vers la prairie » *(circa pratellam)*. Quoique il en soit, Enguerrand IV de Coucy, seigneur de Montmirail et d'Oisy, fils de Marie de Montmirail, confirma, en effet, l'an 1277, pour le remède de son âme et de celles de ses *antécesseurs* et successeurs, et pour l'amour qu'il portait à l'abbé et au couvent, outre « les biens, grâces et aumônes » faits par eux au monastère, à Monceaux, la Fère, la Ferté-Ancoul, la rente assise à Oisy et Haurancourt pour le cierge « qui art nuit et jour devant la sépouture *sainct Jehan* et pour une chapellenie de l'aumône de monseigneur Mathiu, son oncle, jadis seigneur de Montmirail, » d'autres rentes à Condé en Brie, « de l'aumône de madame Marie, sa chière mère. »

Or, un tel honneur n'était réservé qu'aux personnages regardés comme étant parvenus à une sainteté éminente. A Longpont, notamment, il ne fut jamais accordé aux tombes, portant si vénérées, de Pierre le Chantre et de Grégoire de Plaisance, morts dans le monastère en odeur de sainteté. Cette observation peut être également appliquée à ses restes précieux. Si on les partagea pour en donner à Notre-Dame de Soissons, à la chapelle de Vouties, au couvent de Hautvillers, si on recueillit religieusement tout ce qui provenait de lui, surtout les chartes, monuments incomparables de sa charité, qu'il a rédigées, touchées, scellées, c'est qu'on avait la conviction qu'il pouvait être honoré du culte réservé aux saints tout seuls (1).

D'après l'auteur des *Annales de Cîteaux*, Ange Manrique, vers l'an 1236, dix-neuf ans depuis la mort de Jean, l'opinion publique, en Gaule surtout, était assez édifiée sur sa sainteté par les nombreux miracles qu'il opérait, pour que le couvent de Longpont s'adressât au Saint-Siége à l'effet

(1) Vers 1855, quelques portions de ces reliques furent données, avec l'autorisation de l'évêque diocésain, à la duchesse de Doudeauville, pour être déposées au château de Montmirail.

d'obtenir l'établissement d'une fête en son honneur. Le pape Grégoire IX, par une lettre datée de Latran, le 4 des calendes de juin, l'an X de sa promotion, chargea l'évêque de Paris et l'abbé de Saint-Victor de faire les informations ordinaires, avec l'adjonction « d'hommes religieux et craignant Dieu, » et « d'examiner avec le plus grand soin les vertus et les mœurs du serviteur de Dieu, la vérité des prodiges, des guérisons et et des miracles opérés à son tombeau et les dépositions des témoins, » et de renfermer le tout sous leurs sceaux jusqu'à nouvel ordre du Saint-Siége. Malheureusement, l'annaliste n'indique pas la provenance de ce monument qui, d'ailleurs, n'existe plus, ce qui lui ôte à peu près toute sa valeur. Il ajoute qu'un procès-verbal constate, avec preuves à l'appui, plus de cent miracles opérés notamment sur des personnes attaquées de la fièvre quarte, et qu'on obtint de Grégoire IX une fête annuelle avec office, ce qui indique une canonisation. Les Bollandistes, aussi sages que savants, ont élevé des doutes sur le récit de Manrique, dont aucun historien ne fait mention, mais ce ne serait pas un motif pour le rejeter entièrement, puisque cet auteur a très-bien pu posséder la bulle parmi les documents qui servaient à la composition de ses Annales. L'auteur de l'*Histoire de l'Eglise gallicane* dit seulement, à ce propos, que l'on trouve le culte de Jean « notoirement établi à Cîteaux. »

En effet, il est compté parmi les saints de l'ordre et sa fête y était célébrée le 23 septembre, comme l'une des principales que les moines devaient observer. Son calendrier, le Recueil de ses priviléges, imprimé dès 1470, à l'origine de l'imprimerie, ses Missels, imprimés en 1556, son Ménologe, les Martyrologes bénédictin et gallican sont tous d'accord sur ce point. Or, aurait-on pu solenniser ainsi la fête d'un personnage non canonisé ? — « A Longpont, dit le calendrier de Cîteaux, au 3 des calendes d'octobre (29 septembre), *saint Jean*, moine, dont les vertus et les miracles sont recommandables par un illustre témoignage. » — « Dans les Gaules, dit Henriquez, au Ménologe, décès du *Bienheureux* Jean, seigneur de Montmirail, qui, dédaignant la noblesse de sa race et les délices du siècle, prit l'habit religieux à Longpont et devint célèbre par ses vertus admirables

et par de nombreux miracles. » — « Au territoire de Soissons, dit Hugues Ménard dans le Martyrologe bénédictin, le *Bienheureux* Jean de Montmirail, homme d'une humilité admirable. » Sigismond d'Albert lui donne le titre de *saint* dans le *Catalogue des saints, bienheureux, serviteurs de Dieu de l'ordre de Cîteaux* (1712) et s'exprime ainsi : « Saint Jean de Montmirail, de la race des rois de France, moine de Longpont, au diocèse de Soissons, le 29 septembre. »

Les autres Martyrologes ne sont pas moins explicites que les Martyrologes monastiques. Philippe de Ferrare s'exprime ainsi, sous le même jour, dans son *Catalogue général des saints* : « A Montmirail, le *Bienheureux* Jean l'*Humble*. » Du Saussaie lui donne le titre de *Pieux*, au 20 janvier, et en fait cet éloge dans le Martyrologe gallican : « Sur le territoire de Paris (l'Ile de France), au monastère de Longpont, Jean, moine, surnommé l'*Humble*, seigneur de Montmirail, brisa les liens du monde ; sa conversion fut admirable, sa vie angélique et sa mort précieuse devant Dieu. En effet, il brilla par de si grands miracles après sa fin bienheureuse, que tous ceux qui accouraient en foule à son tombeau pour implorer son secours s'en retournaient guéris, quelle que fût leur infirmité. »

Des termes aussi précis qu'élogieux impliquent certainement le titre de bienheureux, s'ils ne l'expriment pas toujours explicitement. Chatelain lui donne seulement celui de *vénérable*, mais en le citant parmi les saints et bienheureux de la France. De plus, il faut remarquer qu'il donne ce titre à ceux à qui on rend un culte, mais sans office ecclésiastique, soit par tradition, soit avec la permission de l'Ordinaire, qui ont une messe d'actions de grâce au lieu d'une messe de *Requiem*, dont les sépulcres sont ornés par la piété des fidèles, et dont les images portent un nimbe ou auréole. Aubert le Mire, en sa chronique de Cîteaux (1614), lui conserve le titre de *bienheureux*. « Le *Bienheureux* Jean l'Humble de Montmirail, issu d'une très-noble famille, fleurit à Longpont, où l'on voit encore sa vie composée par un religieux du même temps. » Ce premier historien lui donne le nom de *saint*, et Ribadéneira, dans ses *Fleurs de la vie des Saints*, assure avoir vu à Longpont des chartes

où on le lui donne également. André Duchesne, historien des maisons de Guisnes, de Coucy, de Châtillon, dit de lui qu'il vécut à Longpont avec tant de piété et d'austérité, « qu'enfin il mérita d'être mis au nombre des *saints*. » Enguerrand IV, sire de Coucy, petit-fils de Jean, lui donne sans hésiter le nom de *saint* dans sa charte de 1277, où il approuve la fondation faite en 1271 par son oncle Matthieu, pour le cierge qui « ard jour et nuit devant la sépoulture *saint* Jean. » On lisait en titre d'une charte du monastère de Cerfroid : « Donation que *saint* Jean de Montmirail fait aux religieux de Cerfroid, » et sur une pièce du chartrier de Longpont l'indication suivante : « Extrait des archives de l'abbaye de Notre-Dame de Longpont, où *saint* Jean de Montmirail est inhumé. » Julien Warnier, prieur du monastère, voulant, en 1606, restaurer la maison après sa ruine dans les guerres de religion et y rétablir l'ancienne observance, dit dans un acte du 19 août 1614, qu'il commença cette entreprise, de concert avec les religieux, en invoquant le secours de la Sainte Vierge, de saint Benoit, de saint Robert, de saint Bernard, de *saint* Jean de Montmirail, qu'il appelle « notre père et conservateur, » et de tous les saints de l'ordre. L'*Année bénédictine*, ou *Vie des Saints de l'ordre de Saint-Benoît pour tous les jours de l'année*, par Jacqueline Bouette de Blémur, prieure de la Sainte-Trinité de Caen (1662), l'appelle *confesseur*, ce qui indique que dans l'ordre il était considéré comme *saint*, ainsi que le démontre un autre passage du même ouvrage, au mois de septembre. Enfin, dans un *Abrégé de la fondation de Longpont*, on le qualifie « *Bienheureux saint Jean* de Montmirail (1). »

On doit encore remarquer que si plusieurs ne donnent à Jean de Montmirail que le titre de *Bienheureux*, le seul qui paraisse lui rester aujourd'hui, c'est qu'au moyen âge il équivalait à celui de *saint*, que du reste il n'exclut pas. En effet, ne dit-on pas encore aujourd'hui dans les prières en usage : la *bienheureuse* et la *sainte* Vierge Marie, les *bienheureux* apôtres Pierre et Paul et les *saints* apôtres Pierre et Paul, *etc.* Sainte Elisabeth de Portugal, canonisée vers le

(1) Voyez les divers ouvrages cités.

même temps où Jean a dû l'être, ne porte-t-elle pas dans la liturgie romaine le titre de *bienheureuse : Ora pro nobis beata Elisabeth.* Il semble même qu'alors on préférât ce titre à celui de *saint* comme exprimant mieux l'état heureux des saints au ciel. Et pour apporter de cet usage des preuves plus locales, ne lit-on pas dans une charte de Jean de Montmirail, pour le prieuré de Saint-Etienne de cette ville, le *bienheureux* Etienne, le *bienheureux Jean* des Vignes, et dans une bulle d'Innocent III, pour l'Hôtel-Dieu de la Chaussée, de l'an 1211, le *bienheureux* Pierre, le *bienheureux* Paul. Ainsi, cette qualification était bien loin d'être inférieure à la première. D'ailleurs, la béatification n'existait pas alors, et ce ne fut qu'en 1634 qu'Urbain VIII réserva l'une et l'autre exclusivement au Saint-Siége.

S'il n'existe pas d'office religieux en forme de Jean de Montmirail, il n'en est donc pas moins avéré qu'on lui a donné dans tous les temps les titres de *pieux,* de *vénérable,* de *bienheureux* et même de *saint,* et qu'en conséquence on lui a toujours rendu à Longpont, depuis plus de cinq cents ans, et jusqu'en 1790, avec l'autorité publique des évêques, un culte persévérant ; que son tombeau et ses reliques furent célèbres par les miracles qui s'y opérèrent ; que celles-ci enfin furent honorées de plusieurs translations solennelles. Du reste, à défaut d'office, il est certain qu'il y avait des invocations particulières et publiques fort anciennes, et approuvées ou tolérées par l'autorité ecclésiastique, restes authentiques qui ont sans doute échappé à la perte de l'office accordé par Grégoire IX. Elles étaient écrites sur un antique tableau et se composaient de deux antiennes à *Benedictus* et à *Magnificat* avec les versets et une oraison. Dans ces prières, on s'adressait à lui comme à un *saint* et comme à un *bienheureux : Joannes sanctissime ! Beate Joannes ! Beatum Joannem !* On venait les réciter à genoux sur des prie-Dieu disposés autour du tombeau, auprès duquel le tableau était suspendu, et quand on avait obtenu par elles les guérisons qu'on réclamait, c'était l'usage de suspendre derrière le monument, contre la muraille de l'église, des *ex-voto* en cire correspondant pour leur forme aux membres qui avaient été guéris, bras, jambes, pieds, têtes, oreilles, et même des chaînes de fer.

Le religieux à qui fut confié le soin de rédiger la Vie du bienheureux Jean de Montmirail était sans doute l'un des plus instruits du monastère, où l'on ne négligea jamais l'étude des lettres sacrées. Il n'en était pas l'un des moins humbles, puisqu'il fallut un ordre de son abbé pour l'engager à entreprendre ce travail. Cet historien primitif du saint personnage mérite d'autant plus de confiance qu'il écrivit dans le monastère même où il vécut et mourut, qu'il vit les premiers honneurs qu'on lui rendit, qu'il fut témoin de plusieurs miracles opérés à son tombeau, celui notamment opéré sur un moine qu'il voyait souvent y venir pour l'en remercier; qu'il vécut peu de temps après lui, fut presque son contemporain et entendit raconter les particularités de sa vie par ceux qui l'avaient connu, et surtout par la pieuse Marie Goignelin, que Jean visita avant d'entrer dans le cloître. Comme cet auteur ne parle pas dans son récit du mausolée qu'on lui éleva dans l'église, lequel date d'avant 1252, et que le dernier miracle qu'il raconte a néanmoins eu lieu au tombeau du cloître, il a donc dû écrire avant cette année. Quoique il en soit, ainsi qu'il le déclare lui-même, il n'écrivit malheureusement rien de la vie de Jean dans le monde, voulant raconter seulement ses vertus pour servir à l'édification du lecteur. Il a ainsi privé la postérité du brillant contraste qu'eût présenté la vie mouvementée d'un chevalier valeureux, avec ses exploits, ses aventures, ses faiblesses même, et la vie calme, régulière, silencieuse, mortifiée d'un religieux dans le cloître. La biographie de Jean se divise en trois parties : ses actions avant sa conversion ; comment il renonça au monde ; ses miracles et ses œuvres saintes ; mais dans ces divisions l'auteur ne suit aucun ordre chronologique. Narrateur plein de simplicité et de naïveté, rien dans son récit ne donne lieu de suspecter sa bonne foi, si ce n'est peut-être certaines circonstances accessoires propres aux légendaires, mais qui n'infirment point la vérité du fond du sujet. La biographie de l'anonyme de Longpont servit de base aux diverses histoires qui ont paru de Jean de Montmirail. Elle était conservée dans la bibliothèque de Longpont en un Recueil manuscrit de la vie de plusieurs saints, en parchemin, protégé par une couverture de bois sculptée, et dont

le titre était en lettres rouges. Celle de Jean commençait au folio 130. C'est ce même manuscrit qui fut présenté à l'évêque Simon Le Gras en 1639, vérifié par lui et reconnu authentique, lorsqu'il fut question de poursuivre à Rome l'obtention d'un office du Bienheureux (1).

(1) Il existait autrefois quatre exemplaires manuscrits de cette vie, dont l'un n'était que l'abrégé d'un autre plus étendu. Muldrac, l'auteur de la Chronique de Longpont (1652), fournit, en 1666, le premier exemplaire copié par lui, sur l'autographe, aux Pères Bollandistes, avec ce titre : « Copie de la Vie du B. Jean de Montmirail, moine de Longpont dans le Soissonnais, faite sur le manuscrit original, et qui contient vingt feuilles et demie. » Le second portait aussi une note assurant qu'il a été pris sur l'autographe, mais sans date et sans nom de copiste. Le troisième n'a été l'objet d'aucune remarque. Le quatrième portait qu'il a été copié sur le manuscrit de N. de Beaufort. Les trois premiers différaient quelque peu par l'orthographe et par certains mots. Le P. Suysken, Bollandiste, s'est servi de celui de Muldrac pour les *Acta Sanctorum* (t. VIII, septembre).

Hugues Ménard abrégea l'anonyme pour le *Martyrologium benedictinum*. Baillet s'en servit pour la Vie de Jean, au t. III de ses *Vies des Saints* (27 septembre); mais il prétend à tort qu'on doit se défier de la vie donnée par Ménard, et de celle composée par les autres historiens de Cîteaux, attendu qu'ils n'ont fait que rendre l'anonyme de Longpont, lequel doit inspirer des doutes le premier. Or, la Vie par Ménard n'est qu'un abrégé fait par lui, et non par l'anonyme, sur deux manuscrits. Ange Manrique, dans les *Annales de Cîteaux* (t. III, cap. 3, vers 1184), cite une autre Vie de Jean, mais qui est la même que la précédente, compliquée par d'autres auteurs; et, après avoir promis de donner une Vie du Bienheureux par un moine contemporain, de Longpont, qu'on lui avait envoyée manuscrite de Cîteaux, il se borna à annoter dans ses *Annales*, en marge, les additions qu'il avait recueillies. Parmi les faits qu'il cite et qui sont peut-être tirés d'un procès-verbal que Manrique disait exister de son temps, plusieurs lui furent attestés par des témoins. Henriquez eut aussi entre les mains un abrégé de la Vie de Jean, dont il cite quelques traits en son Ménologe de Cîteaux, qui ne se trouvaient ni dans les exemplaires de Longpont, ni dans celui de Beaufort. L'annaliste de Cîteaux (vers l'an 1200, cap. 5) mentionne une quatrième Vie qui se trouvait à Longpont, et dont il s'est servi. Gonon, célestin de Lyon, dans ses *Vies et sentences des Pères de l'Occident* (liv. 4), donne un abrégé d'une autre Vie, différente de cette dernière, qu'il tenait d'un moine célestin de Soissons. Sur l'indication de D. Jacques Launoy, de Cîteaux, le P. Papebrock, Bollandiste, écrivit le 12 novembre 1765, aux Célestins de Paris, pour les prier de s'informer près de leurs confrères de Soissons, s'il y avait une autre Vie différente de celle de Beaufort, plus étendue, et avec des additions de miracles, mais cette démarche demeura sans résultat, car le P. Suysken n'a rien trouvé en ce genre dans les papiers de son prédécesseur, quoique les Célestins de Soissons se fussent toujours montrés complaisants envers les Bollandistes, auxquels ils transmettaient tout ce qui, dans leur bibliothèque, pouvait leur être utile. Il est possible aussi, ou que cette Vie n'y existât pas alors, ou qu'elle ne valût pas la peine d'être transcrite pour leur être envoyée, ou enfin qu'elle fût celle abrégée par Gonon, laquelle est remplie de contes mêlés de quelques traits pris dans l'anonyme de Longpont. Quant au procès-verbal juridique rapporté à l'an 1200 par Manrique (*Annales*, chap. 5, n° 11),

III. — PENDANT le séjour de Jean de Montmirail à Longpont, le monastère fit des pertes regrettables, d'abord en 1214, dans la personne de Jean de Faremoutier, fondateur du collége de Saint-Nicolas de Soissons, et dans celle de la comtesse Eléonore de Valois et de Vermandois, son insigne bienfaitrice; celle des pauvres, des lépreux, de tous les malheureux et de tous les couvents de ses vastes domaines. Tout le monde connaît le monument de charité qu'elle fit *rédiger en 1194* et qui fut confirmé en 1195, par Philippe-Auguste. On l'appelle la *Charte aumônière de la comtesse Eléonore*. Ses témoins furent entre autres, la reine de France; Martin, abbé de Lieu-Restauré; frère Guillaume, de la Ferté-Milon; Richard, prieur de Longpré; Etienne de Bonneuil; Gilbert de Coyoles; Guy de Braine. Quoique les dispositions de cette charte testamentaire aient déjà été signalées, il n'est pas inutile de les résumer ici en ce qui

sans indication de source, ni de provenance, qui contenait une foule de miracles attestés par des témoins sous la foi du serment, et qui aurait été dressé par ordre de Grégoire IX, les prieur et religieux de Longpont, lesquels avaient tant d'intérêt à en parler, n'en font malheureusement pas mention. Les auteurs du *Gallia christiana* (t. IX., col. 476), parlent d'une Vie du Bienheureux par Gaucher ou Gauthier, abbé de Longpont, sous lequel *il* vécut, mais on n'a réellement de cet abbé qu'un court éloge de Jean, où il témoigne de sa sainteté et de la pureté de ses mœurs, et dont les Bollandistes *pensent qu'on pourrait faire usage pour sa canonisation*. Il leur a été envoyé de Longpont et ils l'ont inséré dans leur recueil, ainsi que Henriquez, dans son Ménologe, au même jour. Jean de Montmirail est porté, dans l'Obitier de Saint-Jean des Vignes, au 3e jour des calendes d'octobre, en qualité d'*ami* du monastère. Le P. Ribadéneira a donné un abrégé de sa Vie dans les *Fleurs de la Vie des Saints* (1659), d'après les manuscrits de Longpont. Le P. Longueval, auteur si judicieux, rapporte, dans son *Histoire de l'Eglise gallicane* (t. XIV, p 267), beaucoup de faits miraculeux de Jean de Montmirail. Il est inutile de revenir ici sur différentes chartes émanées de lui ou concernant sa *sainteté*, et sur le procès-verbal de Simon Le Gras, cité déjà dans ces Annales.

Depuis cette époque parurent deux Vies *in extenso* de Jean de Montmirail. La première est de Jean-Baptiste Machault, jésuite, qui traduisit en français, augmenta et embellit l'ancienne Vie, divisa son travail en quatre livres et y ajouta, comme pièces justificatives, diverses chartes et documents. Elle fut imprimée un an après sa mort, arrivée en 1640, par les soins du prieur et des religieux de Longpont qui la dédièrent à Simon Le Gras. La seconde est de l'abbé *Boitel, curé-doyen de Montmirail*, depuis chanoine de Meaux (Paris, 1859). Cet ouvrage, rempli de hors-d'œuvres, de digressions inutiles, de lieux communs, n'est guère, en somme, qu'une reproduction de l'histoire du P. Machault, quant au fond des choses. On y trouve néanmoins des détails précieux sur les monuments de Montmirail *qui se* rattachent aux actes du B. Jean.

regarde le Valois. Elle y donnait au monastère de Longpré toute sa terre de Fénieux, avec sa grange, 20 muids de blé de rente sur le moulin de Vez, le vivier de ce village, l'usage du bois à brûler ou à bâtir, les pains de coutume de Bargny, de Mareuil (ou Marolles), de Chouy, d'Haramont et de Largny; à Longpont, 10 muids de blé sur le moulin de Largny; à Valsery, 2 muids sur la grange de Villers; à Lieu-Restauré, 2 muids sur la grange de Bargny; à Sainte-Geneviève de Paris, 2 muids sur le moulin de Chouy, et à Saint-Vaast de la Ferté-Milon, qui en dépendait avec le prieuré de Marizy, le vivier près de Saint-Vulgis et un muid de blé sur la grange de la Ferté-Milon; à la maladrerie de la même ville, un pré du château et 2 muids de blé de semence sur la grange de Mareuil, et à celle de Houillon, près de ce village, 2 muids sur la même grange; à l'abbaye et à la maladrerie de Morienval, chacune 2 muids sur le moulin du lieu; aux moines du prieuré de Saint-Georges de Villers-Cotterêts, un muid sur la grange de la ville; aux religieuses de Saint-Jean au Bois, un muid sur le moulin de Morienval; à celles du Charme, 60 setiers de *forts* sur le tonlieu de la Ferté-Milon; à l'hôpital de la Ferté, 4 voitures de bois par semaine, le tout à la charge de célébrer, dans chacune des églises de ces établissements religieux ou charitables, l'anniversaire de la comtesse suivi d'une pitance (1).

Eléonore fut inhumée, selon les uns, au Parc aux Dames, près de Crépy en Valois, ou, selon les autres, à Longpont. D'après ces derniers, son corps y fut placé auprès de celui de son frère Raoul, comte de Vermandois, et on leur éleva à côté de la porte de l'église un tombeau de marbre sur lequel on grava ces deux épitaphes auxquelles il paraît plus sûr d'ajouter foi :

Fratri juncta soror comiti comitissa Radulpho
Nobilis Elienor hic tumulata jacet
Qui cum claruerint altis natalibus, alta
Vicerunt morum nobilitate genus.

(1) *Archiv. nation.*, carton K, 185, pièce 54, copie de 1748, sur papier; et *Bibl. nation.*, carton de Philippe-Auguste, *Cod reg*, f° 120.—D. Grenier, t. XVIII, ex *Cartul. eccl. S. Thomæ Crespeii in Valesio.*

Sed quid honor! quid opes, quid gloria sanguinis alti!
Ecce brevis pariter tegit utrumque lapis.
In speculum lector tibi sint, pro temet et ipsis
Sors tua te moveat fundere vota precum.

L'autre inscription, moins digne d'un cloître où tout rappelait la vanité des choses humaines, mais plus simple, plus historique et plus récente, indiquait les dates précises de la mort de la comtesse et de son noble frère, avec le nom de leur père, fondateur de l'abbaye :

Hic jacet Radulphus junior ejusque soror
Elienor Viromandiæ et Valesiæ comitis Radulphi
Senioris hujus domus fundatoris fili; qui
Obierunt, Radulphus quidem 15 calendas julii 1176
Elienor autem II calendas julii 1214. (1).

Peu d'années après, Longpont perdit son saint et savant abbé, Gaucher d'Oulchy. Conrard, abbé de Cîteaux, ayant été fait cardinal par Honorius III, les cisterciens jetèrent les yeux sur Gaucher qui fut élevé en 1219, par leurs suffrages, à la dignité de chef de l'ordre de Cîteaux, auquel il donna des réglements pour y maintenir la discipline régulière. Honorius faisait tant de cas de Gaucher qu'il lui dédia son *Opus sermonum,* lui adressa des lettres pour Valdemare, fils de Canut, roi de Danemark, devenu moine de Cîteaux après avoir été évêque, et qu'il le pria d'envoyer de ses moines en Prusse et en Lycaonie pour y prêcher l'Evangile. Ce pape le fit ensuite son légat près de Philippe-Auguste pour réconcilier ce prince avec l'évêque de Paris. Gaucher donna l'habit monastique à David, archevêque de Cassel, dans la Hesse, et admit dans son ordre le célèbre monastère d'*Aronca* en Portugal, où des femmes avaient remplacé les hommes, à la prière de Mafalda, reine de Castille, et l'y reçut elle-même comme religieuse. Mais ensuite il fit une ordonnance pour défendre qu'aucun monastère de femmes ne fût désormais incorporé à l'ordre de

(1) *Chronic.*, p. 177.— Selon Carlier, Muldrac assure faussement qu'Eléonore fut inhumée à Longpont, près de Raoul son frère. Il dit que c'est au Parc aux Dames, sous les orgues de l'église, qu'elle fut enterrée. (*Hist. du Valois*, t. I, p. 12). Nous nous en rapportons aux épitaphes.

Cîteaux. Gaucher mourut en 1223, accablé de vieillesse et rempli de bonnes œuvres, avec la réputation d'un des plus illustres abbés de Cîteaux; aussi fut-il placé par l'obituaire de ce monastère, par celui de Longpont et par plusieurs auteurs, parmi les saints et les bienheureux de l'ordre. Son nom est cité au Ménologe de Cîteaux, au 19 janvier. Il y était honoré par ce distique latin :

Doctorum splendor multos superans que coevos
Gualterus veniens confestim transiit annos (1).

Gaucher d'Oulchy eut pour successeur à Longpont, Hugues V dit de l'Oratoire *(de Oratorio*, peut-être *Orouy)*, lequel, de prieur de l'abbaye, était devenu successivement abbé de Signy et de Froidmont. Il prit la crosse abbatiale la même année que Jacques de Bazoches prit la crosse épiscopale, c'est-à-dire en 1219 (2). Ce prélat, descendant des anciens seigneurs de Longpont, se montra en toutes circonstances l'ami de l'abbaye. Entre sa nomination et sa consécration, il approuva un arrangement entre elle et Saint-Jean des Vignes. A peine revenu de son sacre, il avait voulu la visiter et il avait, durant son séjour, approuvé la donation qui lui avait été faite d'une vigne appelée *Tristanda*, dans le faubourg de Soissons, près de la porte Bérard et « du fumier d'Eremburge, » par Arnoud Tristan, avec des conditions qui méritent d'être rapportées. Le vin de cette vigne devait être amené dans les celliers de Longpont et être bu au réfectoire ou à l'infirmerie par les frères, ou à la chambre des hôtes, par les séculiers infirmes et les hôtes, « non toutefois ceux du commun, mais ceux qui sont honorables. » De plus, le prélat donna à Longpont et au chapitre de St-Gervais, en 1223, à la louange de Gobert de Chérisy, son oncle et homme-lige, 18 muids de froment et 16 muids d'avoine, que sa tante maternelle, Mélissende, avait de rente sur l'abbaye, pour le sart de Canoy (3). Un an auparavant, les abbés d'Igny et de Chartreuve

(1) *Chronic. — Series sanct. et beat. ac illust. Sacri ordinis Cisterciensis*, par D. Claude CHALEMOT, p. 25.
(2) MARLOT, *Hist. Metrop. Remens*, t. II, p. 878.
(3) *Chronic. — Cartæ Jacobi episcopi*, 224 et 227.

avaient accordé aux religieux, de l'autorité des chapitres généraux de Prémontré et de Cîteaux, le droit de construire la maison de *Beaumoir*, que ceux de Val-Chrétien leur contestaient. Thibauld, comte de Champagne, leur confirma en 1223 l'acquisition d'une autre maison sur la place d'Oulchy, avec exemption de justice (1).

La faveur royale se joignit toujours à celle des seigneurs à l'égard du monastère de Longpont. Il fut du nombre de ceux que Philippe-Auguste prit en 1221 sous sa garde et protection spéciale, auxquels il concéda l'exemption de tout droit de péage, de tout impôt dans son domaine, et auxquels il confirma tout ce que les rois de France, les barons, les chevaliers et les autres fidèles leur avaient donnés en aumône (2). Louis VIII visitant, après son sacre à Reims, en 1223, les principales villes de ses Etats, vint à Compiègne où il confirma aux religieux un pré et une terre sur le terroir de Mortefontaine, qui leur venaient d'Agathe de Pierrefonds. De plus, il leur donna l'usage du bois dans la forêt de Retz, défendit aux forestiers de les vexer injustement par des charrois et des corvées, et voulut que les cas de forfaiture commis par eux ou leurs gens fussent jugés par les baillis royaux. Matthieu de Violaine et sa famille, après leur avoir contesté une rente de 6 muids de grains sur une terre que Philippe-Auguste leur avait donnée, prétendant eux-mêmes l'avoir reçu de Roger et de Jacques Sauvage, finirent par la payer à l'abbaye et à en faire hommage au roi aux assises de Pierrefonds. Aussi ce prince approuva-t-il les lettres données à cet effet, en 1225, par ses baillis, « pour l'âme de son père de célèbre mémoire. » (3).

Cependant, des événements se préparaient qui devaient mettre en relief l'évêque de Soissons, Jacques de Bazoches,

(1) *Chronic.*, — *Cartæ Jacobi episcopi*, pp. 224 et 227.

(2) *Chronic.*, *Carta Philippi*, p. 225, et *Carta Ludovici*, p. 229.

(3) Philippe-Auguste ayant fait faire une enquête sur les droits des monastères de Longpont et de Valsery dans la forêt de Retz, par Guillaume de la Chapelle, Hugues d'Athies et Aubert de Hangest, la fit notifier à ses forestiers en 1215 (L. Delisle, *Act. de Philippe Aug.*, *Ex* Trésor des chartes et copies, par D. Grenier). En 1216, le même prince leur mandait de laisser prendre par ces deux monastères ce qui leur serait nécessaire dans leur bois de Demencourt ou Dementart. (D. Grenier, *Chartes et Diplom.*, 121, f° 46.)

et couvrir Longpont d'une nouvelle gloire. Ce prélat était chargé de l'administration du diocèse de Beauvais, en l'absence de Milon de Châtillon-Nanteuil, évêque élu de ce siége, et alors prisonnier en Egypte. Il assista, en 1221, à la dédicace de la nouvelle église de Prémontré, qui avait dû remplacer l'ancienne, à la consécration de laquelle Lysiard avait paru cent ans auparavant, et qu'on n'avait plus trouvée assez magnifique pour un grand monastère devenu le chef d'un ordre puissant dont les filiations couvraient toute la France et s'étendaient à l'étranger. Au mois de juin 1222, on le voit confirmer une donation de Gérard de Verneuil à l'abbaye d'Igny. Jacques fut aussi l'un des prélats qui firent partie du concile de Paris, tenu en 1223, contre les Albigeois, avec Guillaume de Joinville, archevêque de Reims, et les évêques de Laon et de Noyon.

C'est en se rendant à cette assemblée que Philippe-Auguste fut saisi par la mort, à Mantes, le 14 juillet de cette année. Les pères du concile assistèrent à ses funérailles. Louis VIII lui succéda en 1223. En 1225, Jacques approuva une vente faite à l'abbaye d'Avenay par Thierry de Vouzy, fils d'Hervé de Pierrepont. Dans cet intervalle, Louis VIII étant allé à la croisade résolue par son père, mourut lui-même à son retour, l'an 1226. En cette année, Jacques de Bazoches fut délégué, avec Pierre de Colmieu, chapelain du pape, demeurant à Paris, et l'archidiacre de Langres, pour faire une enquête sur le mariage de noble homme Guillaume de Dampierre et de la princesse Marie ou Marguerite la Noire, sœur de Jeanne, comtesse de Flandre, et terminer, au nom du Saint-Siége, cette importante cause matrimoniale (1). Ensuite il parut dans un violent démêlé entre l'évêque de Noyon et Enguerrand de Coucy touchant la mouvance de la forteresse de Chérisy ou Quierzy. Enguerrand s'attribuait le haut domaine de ce château, donné autrefois par Philippe Ier à Gérard le Borgne, châtelain de Laon, et dont son père, disait-il, avait fait hommage à l'évêque de Noyon sur les grèves de Bretigny *(in gravia juxta Briteniacum)* avant de partir pour Jérusalem. Cette difficulté avait été portée devant Louis VIII,

(1) *Thes. anecdot.*, t. I, col. 936, *Bulle d'Honorius.*

qui, de son autorité royale et avec l'agrément des deux parties et de Gobert de Chérisy, nomma pour la terminer l'évêque de Soissons, choisi par son collègue de Noyon, et Thomas de Coucy, choisi par son frère Enguerrand, auxquels il adjoignit Matthieu de Montmorency, connétable de France (1).

Ainsi, Jacques de Bazoches s'était acquis, tant par sa haute naissance que par son caractère élevé, un grand crédit à la cour, et une grande autorité dans la province de Reims et dans son diocèse. Ce fut lui surtout qui maintint l'évêché de Soissons au-dessus des autres suffragants de cette province et qui en fit presque un rival de la métropole. Sous son épiscopat on vit paraître pour la première fois sur le sceau de l'évêché un portail d'église fleurdelisé et une main tenant la crosse, avec la légende : *Urbs habet hæc vere post Remos prima sedere,* ainsi que le prouvent des actes émanés de Jean de Thorote, alors official (2). Le sacre de Louis IX, un grand et un saint roi, celui de l'archevêque de Reims, Henri de Dreux, et la dédicace de l'église de Longpont en présence du jeune monarque devaient relever encore la gloire du siége de Soissons.

Louis IX, qui « n'avait pas encore accompli le douzième an de son âge, fut, selon un vieil historien, sacrez et couronnez à Rainz en roy de France, le premier dimanche de l'Avant Notre Seigneur, par la main de monseigneur Jacques, qui alors étoit évesque de Soissons, pource que le siéges de l'arcevesque de Rainz estoit adonc vague. » En effet, l'archevêque Guillaume II de Joinville, mort depuis peu, à son retour du pays des Albigeois, n'étant pas encore remplacé, Jacques de Bazoches dut remplir les fonctions de consécrateur, en sa qualité de premier suffragant de la province. Louis, en se rendant à Reims, s'arrêta à Soissons, où il fut armé chevalier ; puis tout le cortége se dirigea vers la ville du sacre (3). L'évêque se rendit aussi à Reims « à grande compagnie de prélats et de clergé, sacra l'enfant royal, et lui mit la couronne en tête et dit les prières et les

(1) *De Re Dipl.* — CARLIER, t. II, p. 50.
(2) *Carta an.* 1265, D. GRENIER.
(3) *Johan Yperii Chronic. S. Bertini sub anno* 1227 (*Spicil. Acherii*), et *Chronic. Andren.* (Ibid.).

paroles qui affièrent à dire à cette dignité, » le 29 novembre 1226, affirmant ainsi, par un fait éclatant, le privilége des évêques de Soissons de sacrer les rois de France en cas de vacance du siége de Reims (1). A défaut de l'évêque de Soissons, pendant cette vacance, ce droit revenait à l'évêque d'Amiens. Aussi, lorsque l'archevêque faisait la cérémonie, l'évêque de Soissons remplissait la fonction de diacre et l'évêque d'Amiens celle de sous-diacre (2). Toutefois, Jacques de Bazoches crut devoir céder aux exigences du chapitre métropolitain en voulant bien se munir préalablement de son autorisation pour officier dans son église.

L'évêque de Soissons saisit naturellement l'occasion du sacre de Louis IX pour obtenir du jeune monarque quelques grâces pour son évêché, surtout l'exemption du service militaire personnel dû à la couronne de France. Quelque conforme que fût cette coutume à l'organisation du système féodal, dans lequel entraient les évêchés et les abbayes à raison de leurs fiefs, il n'en était pas moins contraire à la discipline ecclésiastique, qui interdit aux clercs le port des armes et la guerre. Jacques de Bazoches en avait sans doute compris les inconvénients lorsqu'il avait été contraint d'aller à Tours, en 1224, remplir ce devoir auprès de Louis VIII. Louis IX voulut donc bien le changer pour l'évêché de Soissons en un subside annuel de 120 livres lorsque le roi irait à la guerre de sa personne.

Au retour de son sacre, le jeune roi vint prendre son droit de gîte avec toute sa cour à Septmonts, château des évêques, dont la reconstruction, attribuée à Jacques de Bazoches, exigea des sommes considérables afin de le rendre un séjour digne des nobles prélats qui gouvernaient l'église de Soissons et des rois de France, qui ne manquaient pas d'y séjourner après leur couronnement à Reims. Louis IX admira sans doute la magnificence de ce manoir formé d'une vaste enceinte crénelée, fortifié de tours de différentes grosseurs, et qui était dominé par un donjon fort

(1) *Hist. d'Amiens*, f° 21, Collect. D. Grenier. Guillaume de Nangis, *Vie de S. Louis* (Histor. de France, t. XX). — *Specul. Vincentii Bellov.* (*Ibid.*, t. XXI, p. 22.)

élevé, dont la tour principale à plusieurs étages *surplombants*, s'élargit à mesure qu'elle s'élève en hauteur et était *ornée intérieurement* de belles peintures à fresque. Cette tour, magnifique autant que gracieuse et hardie, dite *Tour de Saint-Prince*, sans doute parce qu'elle a remplacé un autre édifice de ce nom, fut évidemment construite en même temps que le reste du château. C'est d'elle que mouvaient les fiefs de l'évêché de Soissons, telles que les puissantes seigneuries de Bazoches, de Muret, de Buzancy, de Pierrefonds, etc. *Autrefois, elle était surmontée d'une* flèche très-élevée, couverte en ardoises, et décorée de figures et autres ornements en plomb. L'évêque de Fitz-James, la voyant s'en aller en ruines, la fit démolir en 1738 au lieu de la reconstruire. Il y avait encore au XVI^e^ siècle un capitaine du château de Septmonts qui était, vers 1571, « honorable homme Denis de Malcort, » selon son épitaphe trouvée dans l'église paroissiale du village. Le château était à la fois une forteresse et une maison de plaisance *comprenant* dans sa dépendance immédiate un vaste domaine composé de bâtiments spacieux, de jardins, de vignes, de parcs et d'enclos. L'épaisse muraille d'enceinte était baignée par un fossé profond, plein d'eau vive, sur lequel un pont-levis donnait accès dans le château, du côté du nord. On planta plus tard une longue avenue, laquelle, partant de la façade principale au midi, s'étendait jusqu'au village de Rozières. Une galerie, en forme de cloître, appuyée contre le mur d'enceinte, entourait la cour principale. Plusieurs de ses arcades ogivales étaient ornées de bas-reliefs peints représentant des chasses (1).

L'honneur qui revint à la famille de Bazoches, aussi bien qu'au siége de Soissons, par le sacre de Louis IX, aurait encore été augmenté, s'il eût été possible, par la présence à cette grande cérémonie de Gérard de Bazoches, un autre de ses membres, évêque-comte de Noyon et pair de France, frère de l'évêque consécrateur, et, comme lui, fils de Nicolas, chevalier, seigneur de Bazoches, et d'Agnès de Chérisy. Après avoir été chanoine de Noyon, Gérard en

(1) CABARET, mss., t. II, p. 203.— H. MARTIN, *Histoire de Soissons*, t. II, p. 133.

était devenu évêque en 1221. Il avait assisté aux obsèques de Philippe-Auguste en 1223 et au sacre de Louis VIII, le 3 novembre de la même année. Il avait été du nombre des prélats qui jurèrent à ce prince, le 3 novembre 1226, de reconnaître son fils Louis pour leur roi. Gérard mourut en 1228 et fut inhumé dans le chœur de sa cathédrale, où l'on voyait son épitaphe qui lui donnait la qualité de *pair du royaume*.

Ce ne fut qu'au mois de février de l'an 1227 que le siége archiépiscopal de Reims fut rempli. Hugues de Pierrepont, évêque de Liége, élu d'abord, ayant refusé l'honneur qui lui était déféré, on nomma Henri II de Dreux et de Braine, fils de Robert II, comte de Dreux et de Braine, mort le 28 novembre 1218, et d'Yolande de Coucy, sa seconde femme, morte elle-même le 18 mars 1224. Henri, d'abord archidiacre de Champagne, dans le diocèse de Reims, était devenu trésorier de Beauvais et depuis près d'un an évêque élu de Châlons sur Marne, après la mort de Guillaume du Perche. N'ayant pas encore été sacré, il put opter pour l'archevêché de Reims, qu'avait déjà occupé Henri Ier de France, frère de Robert Ier de Dreux et de Braine, son grand-père. Le frère de Henri, Pierre Mauclerc, duc de Bretagne, étant déjà un ennemi remuant et dangereux pour la régence de Blanche de Castille, ce choix ne dut pas être regardé par elle de fort bon œil. Le sacre du nouvel archevêque eut lieu le dimanche 18 avril 1227. La cérémonie fut faite par Jacques de Bazoches, premier suffragant de la province. Henri reçut successivement, le 5 février 1228, l'hommage des feudataires de son église, et notamment celui de Blanche de Navarre et de Thibaud IV, son fils, comte de Champagne.

La haute naissance de Henri de Dreux, rehaussée par une grande réputation de courage, de justice et de rigidité dans l'observation des canons, lui attirèrent beaucoup d'embarras en lui faisant mépriser les obstacles. Il eut maille à partir avec le chapitre, sur lequel ses officiers s'étaient permis certaines entreprises qui nécessitèrent l'arbitrage de Milon, évêque de Beauvais. Visitant régulièrement sa province, il obligeait les églises par où il passait à payer le droit de gîte. Dans les conciles qu'on lui verra te-

nir, il se montra toujours vigoureux défenseur des droits de son église, soit contre les laïques, soit contre les ecclésiastiques. Il sacra Jean d'Eppes, évêque de Liége, le 9 mars 1229, posa la première pierre de l'église de Saint-Nicaise, le 25 du même mois, transféra les reliques de saint Timothée le 13 mai, et fit, en 1235, la dédicace de l'église du monastère de Vaucelles. Au mois de mars 1236, il fut caution pour son frère Mauclerc auprès de Thibauld IV, comte de Champagne, aux fiançailles de Jean de Bretagne avec Blanche de Champagne ; il signa, en 1237, à Vincennes, un acte où les chanoines de Saint-Mellon de Pontoise reconnurent entre les mains de Pierre de Colmieu la juridiction de l'archevêque de Rouen sur leur chapitre. Les autres actes de Henri de Dreux se confondent avec les affaires considérables qu'on verra bientôt agiter la province de Reims (1).

Malgré les embarras que causaient à la régente les difficultés inséparables d'une minorité, elle n'en devait pas moins revenir, peu de temps après le sacre, dans le diocèse de Soissons pour assister avec le roi et la cour à d'autres cérémonies : celles de la consécration des églises de Longpont et de Valsery. Telles avaient été à Longpont l'abondance des offrandes, l'accroissement des revenus et l'économie dans l'ordre de la maison qu'on avait pu construire une grande église abbatiale en moins d'un demi-siècle. Ce bel édifice fut achevé en 1226, dix ans après Saint-Yved de Braine et quatorze ans après le chœur de la cathédrale de Soissons. Toutefois, un auteur prétend qu'il n'avait fallu que trente-six ans pour la bâtir et explique cette rapidité de construction par la proximité des matériaux, bois, pierres, chaux, qu'on trouvait sur les lieux mêmes et presque sous la main, et par le grand nombre de convers qui s'y seraient employés. Faut-il donc prendre à la lettre ces expressions d'une charte de Raoul IV, comte de Vermandois et de Valois, de 1143 : *Ecclesiam Longipontis pro redemptione peccatorum nostrorum fundavimus*, et reporter à cette date la fondation de l'édifice? Ou bien, regardant comme trop vague le mot *ecclesiam*, qui signifie aussi bien

(1) Marlot, t. III, p. 572 à 597, *passim*. — *Gall. christ.*, t. IX. — La *France pontificale*, archidiocèse de Reims, p. 103.

monastère qu'église proprement dite, faut-il admettre que sans doute Raoul a bâti une partie des lieux réguliers, ce qui est incontestable, mais qu'il n'a pu même commencer un édifice dont les caractères se rapportent évidemment à la fin du XII[e] siècle? c'est ce qui n'est pas bien éclairci. Seulement on peut dire que Raoul n'étant pas le *fondateur* de Longpont, mais son père, Hugues le Grand, il n'aurait guère pu employer ces empressions : *Ecclesiam fundavimus,* s'il ne se fût agi de l'église du monastère, et que, d'ailleurs, par la puissance et la sévérité de ses formes principales, cette église participe encore du style roman, qui, à la fin du XII[e] siècle, était supplanté sans retour par le style ogival. Enfin, le nécrologe de l'abbaye dit explicitement de Raoul le Vieux : *Basilicam nostram et cætera hujus monasterii ædificia cum suis impensis extruxit* (1).

Quoique il en soit, l'église de Longpont, au dire même des écrivains locaux du XVIII[e] siècle, se faisait remarquer par une architecture hardie jointe à cette grande sobriété de style qui était le caractère dominant des églises de l'ordre de Cîteaux, et passait pour un des plus beaux vaisseaux du royaume. L'édifice n'avait pas moins de 328 pieds de long sur 98 de large et de 89 de haut en sous-œuvre ; les transepts mesuraient 150 pieds. Cabaret contredit ce calcul de Carlier en ne lui donnant que 308 pieds de longueur et 89 d'élévation (2). Aujourd'hui, en le mesurant dans ses ruines, on lui trouve 105 mètres de longueur et 28 à 30 mètres de hauteur aux voûtes. Autour de la grande nef régnaient des bas-côtés s'arrondissant autour de la couronne de l'abside, derrière laquelle rayonnaient sept chapelles. Bâtie pour l'usage des seuls religieux et dans une profonde solitude, cette basilique avait reçu au chœur et aux transepts un grand développement, aux dépens de la nef, qui était relativement peu allongée. Au-dessus des grandes arcades

(1) « Pridie idus octobris obiit Radulphus senior, comes Viromandiæ et dominus Valesiæ, Franciæ senescalcus, qui cum Alide uxore sua, basilicam nostram et cætera hujus monasterii ædificia, cum suis impensis construxit, et qui dedit nobis in omni dominatione sua libertatem a pedagio et ab omni exactione..... Item concessit nobis grangiam de Truncoy cum pertinentiis et grangiam de Helemvalle confirmavit .. » (*Necrol. Longip.*)

(2) Cabaret, *Mém. mss.* — Carlier, *Hist. du Valois*, t. I, p. 188.

il y avait une de ces galeries fermées ou *triforium* qui distinguent les grandes églises à la fin du XII[e] et au XIII[e] siècles. Les transepts et la nef, au portail, se terminaient par de vastes rosaces. Il n'y avait ni tours, ni grand portail proprement dit. Si les églises clunisiennes se faisaient remarquer par le luxe des tours, celles de Cîteaux se distinguaient par leur sobriété à cet égard. Une seule flèche, s'élançant du milieu de la croisée, suffisait aux besoins du monastère. Ainsi, ce que Cabaret regarde comme un défaut qui l'empêche d'être classée sans contredit « parmi les plus belles du royaume » avait sa raison d'être dans la sévérité même de la règle de l'ordre. Un *pignon* surmonté de la statue de la Vierge, percé de trois portes et d'une rosace, qui jetait une vive lumière dans la nef, tenait lieu de porche. Dans l'origine, les rosaces et les fenêtres latérales étaient garnies de grisailles en gros verre, enchâssées dans des cadres de bois, du genre de celles de Pontigny, d'Orbais, et des voûtes de la cathédrale de Soissons. Les « vitraux, très-bien peints et très-bien imagés » dont parle Carlier, ont dû remplacer les anciennes grisailles dans les fenêtres inférieures et les rosaces. En un mot, c'était une véritable église monacale où tout était simple, pur et grandiose. On a remarqué que les murs d'un si puissant édifice, bâtis sur un terrain marécageux, n'avaient presque pas de *fondations et ne reposaient* pas sur des pilotis, mais sans doute sur un banc de grève qu'on avait heureusement rencontré. Les autres édifices du monastère répondaient par leur magnificence à celle de l'église. Les lieux réguliers surtout étaient spacieux, bien dégagés, et passaient pour les plus beaux de l'ordre de Cîteaux. On y distinguait trois dortoirs et un vaste réfectoire voûté, soutenu par des colonnes légères, et pouvant contenir jusqu'à 300 convives. Le mur de clôture qui enveloppait l'enceinte de l'abbaye avait été commencé en 1219 (1).

Tel était Longpont lorsque le jeune Louis IX fut invité à la dédicace de son église, en sa qualité d'arrière petit fils, par sa mère, de Pétronille, ou Adèle, qui l'avait fondée,

(1) M. Truchy, architecte à Soissons, a fait revivre dans un magnifique dessin l'église de Longpont.

avec Raoul de Vermandois, quarante-six ans auparavant. Il y arriva accompagné de la reine Blanche et d'un brillant cortége. De son côté, Jacques de Bazoches s'y était rendu avec Gauthier, évêque de Chartres; Milon de Nanteuil, évêque de Beauvais; Pierre de Cuisy, évêque de Meaux; Jean, archevêque de Mytilène, qui devaient lui servir de coadjuteurs en cette cérémonie, et un grand nombre d'ecclésiastiques de distinction. La dédicace eut lieu le 9 des calendes de novembre (24 octobre) 1227 (1). Le grand autel fut consacré à la Sainte Vierge. On déposa sous cet autel et dans ceux des chapelles de nombreuses et précieuses reliques, les unes enchâssées dans l'or et l'argent, les autres contenues dans de petites *capses* ou *fiertes*, au nombre de cent trente-deux, sortes de « monuments précieux, dit l'historien Carlier, si la multiplicité était un titre pour donner à toutes le même caractère d'authenticité. » La plupart avaient été rapportées d'Orient par des seigneurs en qui les lumières n'égalaient pas toujours la piété et la bonne foi. On en jugera par leur seule énumération. Il y avait du bois de la vraie croix, du Saint-Sépulcre, de la pierre sur laquelle Jésus fut lavé lorsqu'on le descendit de la croix, de celle qui avait servi à la fermeture du tombeau; des vêtements de la Vierge, de son tombeau; des restes de saint Jean-Baptiste et de presque tous les apôtres; des saints martyrs Etienne, Laurent, Vincent, Gervais, Crépin et Crépinien, Sébastien, Maurice, Pantaléon, Ignace, Nicaise, Georges, Jean et Paul, Léger, Côme et Damiens; des saints confesseurs Grégoire, Ambroise, Benoît, Remy, Vaast, Arnoul, Fursy, Malachie, Bernard, Antoine, Faron, Jean Chrysostôme; des saintes vierges Catherine, Agnès, Agathe, Lucie, Barbe, Monique et autres saints dont les noms, dit

(1) « Anno Incarnationis Domini 1227, nono kalendas novembris dedicata est basilica ista et altare hoc consecratum in honore Beatæ et gloriosæ semperque Virginis Mariæ a Venerabili Patre nostro Jacobo Suessionensi episcopo et quibusdam coadjutoriis aliis, Joanne Mythilene civitatis archiepiscopo, Milone Belvacensi, Gerardo Carnotensi, Petro Meldensi, episcopis, pontificatus Gregorii papæ IX, anno primo regnante et presente cum matre sua Blancha, illustrissimo rege Francorum Ludovico, ætatis suæ 14, regni vero ejus anno primo, a prima fundatione domus istius anno XCVI, tempore Hugonis ejusdem domus abbatis, a constitutione vero ordinis CXXX. » (Inscription citée par Muldrac.)

le chroniqueur de Longpont, Muldrac, sont écrits dans le livre de vie. L'église de Longpont possédait encore dans des châsses une grande quantité d'autres reliques, la plupart rapportées aussi d'Orient, comme celles données par Nivelon et par Arthaud, chevalier du Temple, lequel se fit ensuite moine à Clairvaux, mais la plupart repoussent par leur seule dénomination tout caractère d'authenticité.

Après la consécration de la basilique, les religieux offrirent au roi et à toute sa cour un festin somptueux dans le réfectoire. Raoul, comte de Soissons, y remplit, selon la tradition, l'office de grand sénéchal, et « *trancha devant le roi,* » c'est-à-dire dépeça et coupa les viandes. On prétend qu'il se servit pour cela de deux grands couteaux à manches couverts d'or, ciselés et à lames d'acier le plus fin, damasquinées en plusieurs endroits. Ces lames, longues de 11 pouces et larges de 18 lignes et terminées en forme de croissant, portaient une inscription en caractères demeurés inconnus, mais qui paraissent appartenir à la langue anglo-saxonne. Ils étaient probablement de fabrique anglaise. Ces couteaux furent conservés dans l'abbaye jusqu'à la Révolution comme pièces commémoratives, mais dépouillés des ornements précieux de leurs manches, qui avaient été vendus dans des temps calamiteux (1). Le souvenir de cette grande cérémonie, présidée par un des nos rois les plus illustres, fut aussi transmis à la postérité par une inscription

(1) Un de ces couteaux a été retrouvé chez M. Mussot, propriétaire à Villers-Cotterêts. La forme de l'instrument a été altérée et le manche ancien a disparu. Il a été gravé pour le *Bulletin de la Société archéologique de Soissons*, t. IX. L'abbé Carlier, et après lui plusieurs autres critiques et antiquaires, ont essayé de reproduire et d'interpréter les caractères qui étaient gravés sur les lames, et dont celui qui a été retrouvé porte encore les traces, et ne paraissent pas y avoir réussi; c'est pourquoi on s'abstiendra de reproduire ici leurs versions. Il suffira de dire : que Melchior Regnault et Carlier pensent, sans doute d'après la tradition de l'abbaye, que les caractères sont anglo-saxons et signifient : *Couteaux précieux ornés de dorures dont l'abbé Guillaume a fait présent;* ce qui ferait croire qu'ils furent envoyés par un abbé Guillaume, Anglais, à l'abbé de Longpont. Henri Martin et Paul Lacroix sont d'avis, au contraire, qu'ils rappelaient, en langue étrangère, à quelle occasion le comte Raoul avait exercé l'office de *grand-écuyer tranchant.* — *Chronic.*, p. 234. — *Gall. christ.*, t. IX. — Dormay, t. II, p. 248. — Joinville, *Histor. de France*, t. XX. — Carlier, t. II, pp. 119 et 403. — *Hist. de Jean de Montmirail*, p. 414. — Regnault, *Hist. de Soiss.* — Henri Martin, *ib.*, t. II, p. 109.

gravée sur une table de marbre placée auprès du tombeau de Jean de Montmirail. C'est également en cette circonstance que Jacques de Bazoches bénit la chapelle de Saint-Etienne, destinée à servir d'église paroissiale aux gens de la maison et aux habitants du village, dont les religieux étaient seigneurs, et dont le curé était un moine nommé par eux. Cette église, que l'on venait sans doute aussi de rebâtir, représentait celle qui existait avant la fondation de l'abbaye et jouissait, comme celle-ci, du droit d'exemption de l'ordinaire.

La fonction de « trancher devant le roi » que remplit le comte de Soissons au grand dîner donné à Longpont, ne fut pas de pure circonstance, car il s'en acquitta encore en une autre occasion solennelle. Louis IX ayant offert un autre festin à sa cour sous les halles de Saumur, en 1241, « devant le roy, dit Joinville, sevoit du mangier le comte d'Artois, son frère; devant le roy tranchoit du coutel le bon comte Jehan de Soissons, » et « gardoient la table » Imbert de Beaujeu, depuis connétable de France, et Enguerrand de Coucy. Un autre trait du même historien fait figurer avantageusement le comte Jean à la cour du pieux roi. « Le bon comte de Soissons, dit encore Joinville, son cousin germain, et nous autres qui étions entour li, qui avions oïes nos messes, alions oïr les plez de la porte, qu'on appelle maintenant les riquestes, et quand il revenait du moustier, il nous envoioit querre et s'asseoit au pié de son lit et nous fesoit touz asseoir entour li.... » pour l'aider à expédier les affaires (1).

L'abbé Hugues vécut sept ans encore après la grande cérémonie de la consécration de l'église de Longpont, pendant lesquelles on le voit seulement paraître dans une charte de 1229, par laquelle Raoul, abbé de Clairvaux, assigne une vigne de Montrambeuf à l'usage du couvent, et en 1231, dans un accord ménagé entre Sauve-Majeure et Longpont, par Raoul, abbé de Saint-Corneille de Compiègne, et Drogon, abbé d'Ourscamp, au sujet des terres de Vaux *(de Vallibus)*. Il fut inhumé dans le chapitre, sous la cinquième tombe, près d'un monument en marbre qui couvrait les dépouilles mortelles de Robert II, abbé de Clairvaux, et de

(1) JOINVILLE, *Histor. de France*, t. XX.

Jean Ier, abbé de Longpont. Son successeur, Baudoin II, installé vers 1233, eut une grande lutte à soutenir contre l'évêché de Soissons. Les officiaux de l'évêque, ne pouvant frapper d'interdit et d'excommunication les religieux, en frappaient leurs serviteurs et ceux avec qui ils faisaient des affaires, et ainsi portaient indirectement atteinte aux lettres apostoliques qui les mettaient à l'abri de ces sortes de sentences, puisqu'ils ne pouvaient plus avoir de communication avec eux. Le pape Grégoire IX, auxquels ils furent dénoncés, adressa à l'évêque, au chapitre, aux archidiacres, doyens et prélats du diocèse des lettres sévères où, après leur avoir fait observer « que plus ils doivent être zélateurs de la justice, plus il leur a été inconvenant d'agir en fraude de la loi, surtout quand il en doit résulter de l'injure et du mépris pour le siége apostolique, » il leur déclare qu'il ne peut plus passer sous silence les plaintes nombreuses et réitérées qui lui arrivent à ce sujet ; leur ordonne de s'abstenir désormais de porter de pareilles sentences, parce que si de nouvelles plaintes lui arrivent encore, il châtiera avec une juste sévérité leurs promulgateurs (1). Grégoire IX prit encore la défense de Longpont en 1236, et lança une bulle où il met sous la protection du Saint-Siége la personne et les biens des religieux, et spécialement leur domaine de Courtablon, près de la Ferté-Gaucher, « l'Eglise romaine ayant coutume de chérir et de protéger, comme une tendre mère, ses humbles et religieux fils, de peur qu'ils ne soient agités par les molestations des hommes méchants. »

Les chanoines de Soissons, après avoir soulevé bien des difficultés sur plusieurs autres points, finirent par entrer loyalement en arrangement avec Longpont, par l'entremise de Guillaume de Langres, de l'Ordre des prédicateurs, qui lui-même avait pris conseil d'Etienne de Poitiers. Renonçant à toute juridiction sur les religieux et leurs convers, à raison de quelque délit que ce fût, ils permirent aux moines de faire paître de plein droit leurs troupeaux sur les terres vagues du chapitre, dans tout le diocèse, leur accordèrent le blé de la dîme de Chavonne, à condition qu'ils n'admettraient ni à la sépulture, ni aux sacrements ceux que le chapitre aurait

(1) *Bulla Gregorii.* (*Chronic.*, p. 247).

excommuniés. Bien plus, Guillaume statua que tout nouveau doyen promettrait, un mois après son installation, en plein chapitre, en son nom et en celui de ses collègues, à l'abbé de Longpont ou à son délégué, que ses religieux ne seraient pas appelés indûment devant le chapitre, et que celui-ci ne les vexerait pas sciemment, soit devant sa cour, soit devant tout autre tribunal. De son côté, l'abbé de Longpont jurerait aussi, dans le mois qui suivrait sa bénédiction ou sa nomination, de prendre le même engagement, dans le chapitre de Longpont, à l'égard des chanoines de Saint-Gervais. Jacques de Bazoches approuva cette convention en 1239. Robert, évêque de Langres, et Pierre, archevêque de Rouen, en ayant ménagé une autre sur divers droits de pâturages, il la ratifia en 1240, ainsi que Jacques, évêque de Préneste, légat du Saint-Siége. Enfin, Milon, trésorier de la cathédrale, permit aux religieux de mener leurs troupeaux sur tous les terrains vagues de la Trésorerie, permission que ratifia en décembre 1245 l'évêque Guy de Château-Porcien.

En 1242 finirent aussi de vieux débats au sujet de droits semblables que Longpont s'attribuait sur les terres des fermes de l'abbaye de Notre-Dame, à Saconin, Vaux-Mercin, Courmelles, Chaudun, Ressons, Chacrise. C'était au point que les religieuses faisaient chasser et même saisir et confisquer violemment ses troupeaux. Gimond, doyen de Meaux, délégué par le Saint-Siége pour examiner cette affaire, ayant trouvé que les religieux invoquaient avec raison une prescription de plus de cinquante ans, pendant lesquels ils les avaient exercés, condamna l'abbesse à les en laisser désormais jouir en paix et lui fit signifier sa sentence au mois de mai 1243, par Raoul, ou Robert, chanoine de Notre-Dame des Vignes, et B. de Sully. Des affaires du même genre continuèrent néanmoins d'agiter les religieux de Longpont, sous l'abbé Lami *(Amicus)*, successeur de Baudoin II, car le pape Alexandre IV, par une bulle de 1259 adressée aux abbés de Saint-Jean de Laon et de Saint-Barthélemy de Noyon, leur confirma des droits de pâturage à Soissons et dans le diocèse, que divers ecclésiastiques leur disputaient. Lami, après avoir gouverné l'abbaye depuis 1248, mourut en 1259, fut inhumé dans le chapitre, sous la quatrième

tombe, avec Adam Ier, et eut pour successeur Jean Ier.

IV. — De Longpont, Louis IX dut se rendre à Valsery, avec la reine Blanche, car ce fut aussi en 1227, en leur présence et devant une nombreuse assistance de prélats et de seigneurs, que Jacques de Bazoches fit la consécration de la grande église du monastère, édifice dont il ne reste plus de traces. Cette cérémonie eut lieu sous l'abbatiat d'Herbert II, qui avait succédé, en 1220, à Eustache de Lens, devenu abbé de Valchrétien. Il est vraisemblable que ce fut au moment de la dédicace de l'église que se fit, de Vivières à Valsery, la translation du chef et d'un bras de sainte Clotilde. La prétention qu'avait l'église de Viviers de posséder ce chef prouverait, indépendamment d'une charte de cet abbé, que Valsery n'en possédait qu'une partie qui lui venait peut-être d'Hugues le Blanc, son fondateur, lequel l'aurait obtenu de Sainte-Geneviève de Paris. L'église de Valsery possédait aussi un bras de saint Barthélemy, apôtre, et une partie d'un calice ayant appartenu à Saint-Thomas de Contorbéry. Les religieux créèrent une cure de Valsery, laquelle, selon l'usage de l'ordre, comprenait les habitants des environs de l'abbaye et s'ajouta à celles de Viviers, d'Oignies, de Silly, ancienne fille d'Oignies, et de Dampleux, qu'ils possédaient déjà.

L'église de Valsery reçut aux XIIIe et XIVe siècles les dépouilles mortelles de plusieurs princesses. Catherine de Valois, fille aînée de Marguerite de Sicile, femme de Charles de Valois, fils de Philippe le Hardi, morte à la fleur de l'âge, fut inhumée dans le sanctuaire, tandis que ses entrailles étaient transportées à Longpont, près de celles de sa mère, décédée en 1299 et enterrée aux Jacobins de Paris. Catherine de Courtenay, impératrice titulaire de Constantinople, seconde femme de Charles de Valois, étant morte à Paris, le 2 janvier 1307, son corps y fut inhumé et ses entrailles envoyées à Valsery. Le comte confirma, en cette occasion, aux religieux le droit de pacage pour 120 porcs, à la charge d'un obit pour le repos de l'âme de Marguerite et d'un anniversaire suivi d'un *trépas* pour *l'emperez* Catherine. Il y avait aussi à Valsery beaucoup de tombes seigneuriales rongées par le temps. On remarquait celle de « noble dame Jeanne de Hangest, femme de noble homme Raoul de

Soissons, seigneur de Moreuil et de Cœuvres, qui trépassa le 29 janvier 1378, » et celle de Béatrix, leur fille, décorée de son effigie gravée (1). Deux autres dalles funéraires portaient les noms de Guillaume de Bruy *(de Bruiettis)*, archidiacre de Soissons, trépassé en 1325, « amy de céans » et de Guyard ds Launoy, écuyer, fils du seigneur de Juvincourt et de Marie de Maucreux, trépassé en 1298.

Le domaine de Valsery ne paraît pas s'être beaucoup augmenté au XIII^e siècle. Vers la fin du XII^e, Agathe de Pierrefonds lui avait confirmé les biens que lui avaient donnés Jean le Turc, à Mortefontaine, et Raoul, son père, à Faverolles et *Ulties* (Vouties), Saint-Pierre Aigle et Coucy, pour le repos des âmes d'Alix, femme de Raoul, et de son fils Adam, dont les corps reposaient au cimetière de Sainte-Marie-Magdeleine de Javages, ferme occupée par les religieuses après leur départ de Viviers. Parmi ces dons, il y avait des rentes que payaient à Raoul Agnès et Havide, filles d'Eudes ou Odon Leroux, personnage mentionné lors de la dotation de l'abbaye. Les donations de Raoul le Turc étaient aussi approuvées par Jean, son fils, Mélesende, Nivelon et ses autres enfants ; et Agathe, dont ces biens étaient tenus en fiefs, se porta caution à l'égard de Valsery (1189). Cette dame donna à son tour à l'abbaye des pâturages à Hautefontaine et à Remin (Remy). Philippe de Dreux et de Braine, évêque de Beauvais, lui confirma, en 1214, la restitution faite par Guillaume le Turc, chanoine de sa cathédrale, d'une dîme à Liancourt, donnée autrefois par Raoul le Turc, son père. Le chevalier Robert de Dampleux, Thibauld, son fils, Robert et Pierre, ses beaux-frères, ayant fait un accord avec l'abbaye, sur des terres de Dampleux, Adam, chevalier, seigneur de Rée (Retz), de qui Robert les tenait, s'en rendit garant ; Liégarde, femme de Robert, Gérard et Jacques, ses fils, et Ida, sa fille, l'approuvèrent, et Philippe de Nanteuil le Haudouin, seigneur dominant *(superior dominus feudi)*, le confirma en 1225. L'année d'avant, un autre chevalier du pays, Pierre de Pisseleu, avait confirmé à Valsery la vente d'une rente de 36 esseins de

(1) Raoul de Cœuvres avait épousé en premières noces Agnès, reine de Chypre.

blé d'hiver sur la grange du couvent, à Dampleux, Jean de Morencèles, écuyer, avec l'agrément de Pierre de Collioles, écuyer, fils de feu Hugues de Collioles, qui la tenait en fief de Pierre de Pisseleu, en présence de Jean de Thoiry, de Jean de *Mantrues* (Maucreux), d'Adam de Montgobert, chevaliers, et d'André, prêtre de *Lauretines* (Laversine). Valsery fit encore quelques acquisitions à la fin du XIII^e^ siècle, car en 1293, il dut payer « sept vingts et quatorze livres parisis » (154 livres) pour « les nouveaux acquets » faits dans dans le Valois, à Charles de France, comte de Valois, d'Alençon, etc., moyennant quoi le prince les lui confirma, sauf les droits de haute et basse justice (1). On se rappelle qu'une enquête faite par ordre de Philippe-Auguste défendait aux religieux de transporter du bois auquel ils avaient droit dans la forêt de Retz, au-delà de la rivière d'Aisne. Se fondant sur cette disposition, le bailli de Vermandois s'opposa à ce qu'ils en transportassent, même de leurs propres forêts enclavées dans celle de Retz, pour réparer un de leurs manoirs en Beauvoisis; mais le parlement reconnut, par un arrêt de 1261, qu'il ne s'agissait dans cette enquête que du bois d'usage. Un autre arrêt de 1277 les maintint aussi dans leurs droits d'usage pour la grange de Pigmelles (2).

La translation du chef de sainte Clotilde à Valsery, le peu de religieux qu'on laissa à Viviers pour le desservice de l'église, l'établissement d'un marché à Villers-Cotterêts, en 1270, amenèrent bientôt le décroissement de cet ancien bourg. Les droits du marché de Viviers, qui étaient passés des clercs de la collégiale aux religieux prémontrés, diminuèrent sensiblement par la concurrence de celui de Villers, au point que ceux-ci portèrent plainte au parlement et demandèrent qu'on le supprimât ou qu'on leur accordât un dédommagement proportionné à la diminution qu'éprouvaient leurs revenus. Il fut seulement réglé, au parlement de la Pentecôte de 1273, que les jours des deux marchés ne coïncidant pas ensemble, celui de Villers subsisterait tant qu'il plairait au roi, et que Valsery n'avait aucun dédommagement à prétendre, puisqu'en réalité l'établissement

(1) *Chartes du Collége héraldique et historique de France* (Picardie).
(2) *Archiv. de l'Empire*, t. I, p. 161.

nouveau ne portait aucune atteinte à ses droits. L'abbé de Valsery, comme successeur des premiers abbés de Viviers, demeura seigneur principal de ce lieu, qualité qui lui donnait la préséance aux assises de Crépy, jusqu'à ce qu'au mois d'août 1564, cette seigneurie fut échangée pour d'autres biens avec Jean de Mazencourt, écuyer, garde-marteau de la forêt de Retz. Vers la fin du XIII[e] siècle, il y eut entre l'abbaye et Charles, comte de Valois, un différend touchant le patronage de l'église de Viviers et des redevances en grains sur la recette de Villers-Cotterêts. Non-seulement elle fut obligée de céder les redevances au prince, mais le pape Jean XXII ordonna aux religieux de lui abandonner aussi le patronage. L'abbé n'en resta pas moins présentateur à la cure. Le duc Charles de Valois ayant affranchi de la servitude, en 1311, les hommes de corps et mainmortables de son comté, nommément ceux de Morienval et de Valsery, déchargea ces abbayes des droits qu'elles devaient pour eux au domaine du Valois. Cet exemple fut imité par la plupart des seigneurs voisins et par Thierry de Missy, abbé de Valsery, qui aussitôt donna la liberté à tous les serfs que l'abbaye avait hors du Valois (1).

Les abbés de Valsery, au XIII[e] siècle, n'offrant dans leurs actes rien de remarquable, il suffira d'enregistrer ici leurs noms. Ce furent Robert I[er], qui reçut en 1200, de Gérard, abbé de Saint-Corneille de Compiègne, une terre à Canly, ménagea un accord entre Achard, abbé de Lieu-Restauré, et la léproserie de la Ferté-Milon, un autre du même genre confirmé par Gervais, abbé général de Prémontré, et remit, en 1213, à Pierre Tristan, chambellan de Philippe-Auguste, moyennant un cens, ce qu'il possédait à Aulnois ; Eustache de Lens, dont il sera question ailleurs ; Herbert II, qui acheta, en 1212, de Roger, chevalier de *Bervignes* (Bérognes), ses biens mouvants de Roger, chevalier, seigneur de Francières, et reçut, en 1223, d'Anselme de Fayet, 20 mines de terre au terroir de la Motte, près de Pigmelle ; Drogon, qui échangea des terres avec le chevalier Jean de Maucreux et mourut en 1274 ; Robert II de Cœuvres et Ro-

(1) *Valois royal*, p. 71. — CARLIER, t. II, pp. 164 et 198. — *Sacri et canon. ordin. Præmonst. annal.*, t. II, col. 1040.

bert III de Faverolles, qui donna sa démission en 1306 et mourut en 1315 (1).

Malgré l'ordonnance de Gaucher d'Oulchy, abbé général de Cîteaux, d'incorporer désormais à cet ordre aucun monastère de femmes, celui d'Argensolles y fut affilié quelques années après. Cette maison, située près de Vertus, mais du diocèse de Soissons, eut pour fondatrice Blanche de Champagne, comtesse palatine de Troyes, dernière fille de Sanche VI, roi de Navarre, veuve de Thibauld III, comte de Champagne, qu'elle avait épousé en 1195, et mère de Thibauld IV, comte de Champagne et roi de Navarre. Blanche et Thibauld ayant d'abord cédé à l'abbé de Hautvillers leur grurie des bois du monastère d'au-delà de la Marne et les terrages des défrichements que les hommes de la *ville neuve*, nommée *Biauvcoirs*, avaient faits ou feraient dans le domaine des religieux, ceux-ci à l'instigation de Guillaume, archevêque de Reims, et du consentement de l'évêque de Soissons, donnèrent à la princesse, en compensation, la grange d'Argensolles, avec son pourpris et ses dépendances, pour y établir un couvent. Ensuite, comme une partie du village avait été bâtie sur le fond de l'abbaye, celle-ci leur donna, de plus, tous ses droits dans le village, hormis une grange qu'elle y avait, les dîmes et le droit de patronage. C'est dans cette grange d'Argensolles que Blanche, après avoir obtenu l'autorisation des deux prélats, établit, sous l'invocation de Notre-Dame, une communauté composée de quatre-vingt-dix religieuses, de dix converses et de vingt religieux, tant clercs que frères laïs. Les religieuses y entrèrent le jour de l'Annonciation de la Sainte-Vierge de l'an 1222, et en 1224, dans un chapitre de Cîteaux, elles furent affiliées à l'ordre et soumises à l'abbé de Clairvaux. Une déclaration dressée à cet effet fut envoyée, au nom du chapitre général, à tous les abbés, prieurs et sous-prieurs cisterciens, par les abbés Conrad, de Cîteaux ; Odon, de la Ferté ; Pierre, de Pontigny ; Robert, de Clairvaux, et Guy, de Morimond. L'habit religieux à Argensolles fut celui de Cîteaux, consistant en un scapulaire et une cuculle sans capuce. Les convers, lorsqu'ils iraient dans une grange ou

(1) *Gall. christ.*, t. IX.

une abbaye de l'ordre, devaient être admis dans l'oratoire et le réfectoire des convers de la maison, mais au dernier rang ; et les clercs qui, sous l'habit des novices, observeraient la vie monastique, derrière le chœur, à l'église, et dans l'intérieur, en un lieu convenable et séparé des laïques. Ces clercs et convers devaient jurer fidélité à l'abbesse et au chapitre, et faire profession de la règle selon la forme accoutumée. Cet institut de filles, le premier de l'ordre de Cîteaux établi en France, et de la filiation immédiate de Clairvaux, fut approuvé avec sa dotation par le pape Honorius III et par Jacques de Bazoches.

Cette dotation, formée par la comtesse Blanche et donnée à la première abbesse, la dame Ida, comprenait surtout mille arpents de bois dans les environs du monastère, notamment le bois de Tancon, sur la commune de Mancy *(in communia de Manceio)*, une part dans la dîme de Faus, tenue par l'église d'Argensolles, moyennant 120 livres données à Pierre, chevalier de Mont-Félix ; les dîmes de Bélocères, de Germignon ; le tiers de celle de Trécon ; le sixième de celle de Cernon, 40 setiers de froment de première qualité sur le terrage et le moulin de Germinay, 24 sur le moulin de Soudron ; 13 fauchées de pré à *Choolli ;* les prés de Brançon sous Grava et de Braz, donnés aux religieuses par Adam, doyen de Vertus ; des revenus en vin, des vignes à Monserré *(in Monte serrato)* et en d'autres lieux ; à Provins 10 livres acquises du maréchal de Chartres ; 60 livres données par Marie de Conflans sur les vinage et roage d'Oger, pour l'anniversaire de Gérard de Saint-Aubert ; divers revenus en grains sur le moulin de la Pierre *(de Petra)* et diverses terres, avec la grange de *Scriata*, et 100 livres prov. Le pape Honorius, dans sa bulle de confirmation de 1225, réserva le règlement *(moderatio)* du concile général ; mais, jusqu'à sa tenue, il défendit d'exiger aucune dîme des religieuses (1).

La première abbesse d'Argensolles, Ida, fut une sainte

(1) *Gall. christ., Instrum.*, t. X, p. 130, et t. IX, col. — HÉBERT, *Mss. pour l'hist. de Château-Thierry*, t. I, p. 372. — Selon l'*Etat du Diocèse*, Argensolles aurait été fondé par Blanche de Castille, mère de saint Louis. C'est une erreur ; l'auteur n'avait pas vu la charte de fondation.

qui parvint aux plus hauts degrés de la vie mystique. Née à Liége, de parents sans fortune, mais qui l'élevèrent dans la piété, elle rechercha de bonne heure la solitude. Dès l'âge de trois ans, elle montra une inclination singulière pour le culte de la Sainte-Vierge. Son innocence lui attira l'aversion du démon, qui la tourmenta de diverses illusions, auxquelles elle sut résister par la prière. Entrée à cinq ans au monastère de Saint-Léonard de Liége, elle y eut pour maîtresse une religieuse remplie de sagesse et de piété qui lui apprit la discipline monastique ; mais bientôt Ida, enchérissant sur les prescriptions de la sainte règle, poussa la mortification jusqu'à lacérer son corps au point que le sang ruisselait, même au travers de ses vêtements. Elle exerçait cette pratique pendant la récitation du psautier en entier. Elle passait des nuits en prières dans l'église du monastère, les bras étendus, ou couchée sur le pavé, même pendant les plus grands froids. A certains jours de la semaine, surtout la veille des grandes fêtes, elle ne prenait que du pain et de l'eau, ce qui ne l'empêchait pas de se livrer à un travail excessif pour soulager ses sœurs, tellement qu'elle tomba deux fois gravement malade. Frappée d'une paralysie générale à l'âge de treize ans, elle se faisait porter à l'entrée de l'église. Un jour, la veille de la Toussaint, qu'elle était plongée dans la méditation des choses célestes, Jésus-Christ lui apparut, et, comme il voulait la guérir, elle pria ce divin maître de différer jusqu'à la fête de saint Léonard, patron de l'abbaye. Le jour de cette fête, elle prédit à ses sœurs qu'elle reviendrait seule et sans le secours d'un bras étranger de l'église à sa cellule, ce qui se vérifia. Elle obtint encore par l'entremise de saint Léonard, dont elle recevait souvent la visite mystérieuse, des grâces particulières. Désirant s'adonner toute entière aux choses divines, elle demanda au Seigneur d'être frappée d'une nouvelle maladie qui s'étendit sur tout son corps ; elle en fut encore délivrée par saint Léonard. Enfin, la règle de son couvent ne lui paraissant pas assez sévère, elle entra dans l'ordre de Cîteaux, où elle fit briller une sainteté si extraordinaire qu'elle fut choisie pour être la première abbesse d'Argensolles.

Ida se transporta dans le nouveau monastère avec une

colonie de trente-cinq religieuses, nombre qui s'augmenta bientôt selon les intentions libérales de la fondatrice. Dans cet autre cloître elle acquit des grâces singulières. Thomas de Cantimpré rapporte, comme témoin oculaire, que sans avoir aucune connaissance des éléments de la grammaire, elle avait expliqué avec une grande intelligence des livres de Théologie et le traité de la Trinité de saint Augustin. Elle savait lire dans les esprits et les consciences, et saisir les illusions du démon ; aussi engageait-elle les religieuses qui y étaient sujettes à veiller sur elles-mêmes avec soin. Eclairée des lumières divines, elle apprit que toutes avaient conservé leur virginité, hors une seule qu'elle remplit de stupeur en l'avertissant de sa faute. Elle avait une dévotion affectueuse au sacrement de l'Eucharistie, qu'elle recevait toujours avec un sentiment profond d'amour divin. Elle fut quelquefois ravie en extase et goûta le bonheur céleste ; elle vit les âmes du purgatoire, et, touchée de leur sort, demanda à Dieu leur délivrance. Elle était en commerce fréquent avec les esprits célestes, qu'elle voyait souvent parcourir le chœur pendant l'office divin et dont elle entendait les doux concerts. Pleine de zèle pour le salut des âmes, la sainte abbesse prévenait charitablement celles qu'elle savait, par intuition, être exposées aux attaques du démon, et exhortait à la pénitence celles dont les fautes n'étaient connues que d'elle seule. Elle rassurait les agonisants dans leurs doutes et fortifiait ceux qu'elle voyait chanceler. Quand elle parlait aux étrangers, elle paraissait converser, non avec des hommes, mais avec les anges, tant elle semblait ravie hors d'elle-même. Aussi sévère pour elle-même que douce pour les autres, Ida traitait son corps en ennemi. Elle l'affligeait de toutes les manières, portant un cilice et se frappant de verges. Sa méditation de la passion de Jésus-Christ la faisait fondre en larmes. Dieu, qui ne refusait aucune de ses demandes, lui accorda la componction du cœur pour un clerc en péril de salut et pour un noble enraciné dans le vice. Par ses prières, elle ramena dans leurs cloîtres plusieurs apostats. Hésitant dans le choix d'une prieure, elle s'adressa à Dieu, qui le fit tomber sur une religieuse que sa vie sainte fit élever dans la suite à l'abbatiat de Notre-Dame de Douai. Un jour qu'elle visitait

une religieuse à l'extrémité, elle prédit qu'elle ne mourrait pas de cette maladie. Un autre jour, elle connut par révélation l'état d'un citoyen de Liége. Elle avertit aussi une religieuse de prier pour l'âme de son père, qui était en purgatoire. Les fautes commises par ses filles lui étaient révélées, soit dans la Communion, soit dans le sacrement de Pénitence, afin qu'elle pût les reprendre, et, lorsque celles-ci avaient conversé ensemble, elle leur rapportait le sujet de leurs conversations. Elle découvrait les fausses extases et la fausse piété de plusieurs. Peu de temps avant sa mort, elle vit un ange, l'épée à la main, prêt à ôter la vie à la comtesse Blanche, fondatrice d'Argensolles ; elle obtint pour elle une prolongation d'existence en offrant sa vie pour la sienne. Ida tomba malade, reçut les sacrements, fit ses adieux à ses religieuses, et mourut doucement, au milieu de leurs larmes et de la joie des anges, le 13 janvier, la septième année de son gouvernement. Telle fut la vie merveilleuse de la bienheureuse Ida dans les cloîtres d'Argensolles. Elle fut écrite par des moines et des confesseurs de l'abbaye et resta manuscrite. Le lieu de sa sépulture demeura inconnu, soit par l'incurie de la postérité, soit par suite des guerres qui, en divers temps, bouleversèrent la Champagne, mais son nom est écrit en lettres d'or dans le ciel.

Une autre abbesse d'Argensolles, sainte Euphrosine, mourut, d'après le Nécrologe de Cîteaux, en odeur de sainteté. Après Ida et Euphrosine, la seule des abbesses dont le nom mérite d'être cité jusqu'au XVI^e^ siècle, est Adrienne Rose, qui restaura et réforma le monastère et en fit dédier la nouvelle église par Jean Milet, évêque de Soissons. Elle gouverna de 1475 à 1500. La reine Blanche fit déposer à Argensolles des châsses qui lui étaient venues des croisades et qui portaient des inscriptions en langue grecque, preuve évidente de leur provenance. Elle obtint pour l'abbesse le privilége singulier de siéger de droit aux chapitres généraux des abbés et des pères de l'ordre de Cîteaux (1).

Peu de temps après la consécration des églises de Long-

(1) *Gall. christ.*, t. IX, col. 478. — *Series sanctorum, Beatorum et Illustrium Ordin. Cisterc. Auct. Claudio Chamelot*, p. 24. — *Thomas Cantimp.*, lib. 2, *Apum.*, cap. 46 et 72.

pont et de Valsery, Jacques de Bazoches opéra une nouvelle réforme à Saint-Etienne de Soissons, où son grand-oncle, Nivelon de Chérisy, avait fait entrer des chanoines réguliers de Saint-Victor de Paris, avec la clause que si les revenus de la maison augmentaient, on ferait de ce prieuré une abbaye de cette congrégation. Mais après la mort du premier prieur, Arnoul, on eut lieu de craindre que la maison ne pût même conserver le titre modeste de prieuré, le nombre des chanoines s'y trouvant réduit à trois qui « convertissaient en usage illicite les aumônes des fidèles. » Voyant les pieuses intentions de son oncle aussi gravement compromises, Jacques remplaça ces chanoines par des religieuses augustines, qu'il tira du célèbre monastère de Prumi, au diocèse de Cambrai, et à la tête desquelles il mit Marie d'Aunay, belle-sœur d'Agnès, sœur du prélat, qui avait épousé en secondes noces, avant 1220, Erard d'Aunay, fils d'Oudard d'Aunay, maréchal de Champagne. La création d'une abbaye à la place du prieuré, qui servait en même temps d'église paroissiale aux habitants de Cuffies et de Leury, amena l'érection de ces villages en paroisses, avec une église et un curé en titre. Néanmoins, l'évêque leur permit de se faire enterrer à Saint-Etienne, auprès de leurs ancêtres, et d'y faire dire des messes de *Requiem* par le chapelain de l'abbaye. On ne sait rien de l'époque précise où furent construites les premières églises de Cuffies et de Leury, mais on a retrouvé sur deux pierres commémoratives les dates d'une double reconstruction de cette dernière (1).

Jacques de Bazoches eut à défendre sa nouvelle fondation contre sa puissante voisine, l'abbaye de Saint-Médard. Il paraît qu'en agrandissant la clôture de Saint-Etienne, peu de temps après l'installation des religieuses *(ubi de novo sunt positæ moniales)*, il avait empiété sur le chemin qui conduit à Saint-Médard, ce qui donna lieu à un long et dispendieux procès. L'évêque de Senlis parvint enfin à procurer, en 1231, un arrangement entre les parties qui en avaient appelé à son arbitrage (2). Marie d'Aunay gouverna

(1) On donnera dans la suite une description de ces pierres commémoratives.
(2) *Cartul. de S. Médard*, aux Archives départementales, *Charte* de 1231.

pendant sept ans la communauté de Saint-Etienne, devenue désormais la gardienne du corps de saint Ansery, premier fondateur de l'établissement, et des chefs de sainte Appoline et de saint Etienne, son patron. Après elle, dix-neuf abbesses s'y succédèrent jusqu'en 1560. Parmi ces dernières il faut distinguer Simone de Billy, qui tint la crosse abbatiale pendant quarante ans, et Isabelle qui, en 1287, reçut une donation du seigneur Henri d'Epagny, chapelain perpétuel de l'Eglise de Soissons. Ce clerc, « malade de corps, mais sain d'esprit, » et en possession de ses facultés, donna à perpétuité au couvent 33 esseins de terre qu'il possédait en propre au terroir de Juvigny, divisés en plusieurs pièces, dont l'une à la *Longue-Epine*, une vigne pour la fondation de trois messes par semaine, après son décès, et 40 sous parisis de rente qui seraient délivrés chaque année à sa nièce, religieuse à Saint-Etienne, « pour ses nécessités particulières (1). » Philippe le Bel confirma, en janvier 1292, à Saint-Germain en Laye, toutes les acquisitions faites par Saint-Etienne depuis quarante-six ans.

Tandis que Jacques de Bazoches réformait Saint-Etienne de Soissons, le comte Raoul, avec lequel il paraît avoir conservé de bons rapports et qu'on voyait souvent assister avec le prélat aux nombreux parlements tenus par le roi, favorisait l'entrée dans cette ville des religieux Cordeliers. Les austères enfants de saint François et de saint Dominique, protégés par les souverains pontifes qui leur accordaient de grands privilèges spirituels, par les rois Louis VIII et Louis IX et par la régente Blanche de Castille, s'étendirent bientôt sur la surface de l'Italie et de la France. On a lieu de supposer que ce fut cette pieuse et habile princesse qui disposa leur établissement à Soissons, vers le temps du sacre de son fils et de la dédicace de l'église de Longpont. Ils y arrivèrent certainement en 1228, deux ans seulement après la mort de leur fondateur.

Ils furent reçus avec empressement par le comte et par les bourgeois, et sans doute aussi par l'évêque ; mais il n'en fut pas de même du chapitre. Cette compagnie était alors

(1) *Charte* qui se trouve aux Archives de la Société historique de Soissons Cet acte a été passé devant Geoffroy Béry, clerc tabellion de la cour de l'official de Soissons.

en grand discord avec le prieur et les moines de Saint-Pierre à la Chaux, membre de Coincy, qui refusaient de se soumettre aux interdits lancés par lui, et de cesser l'office divin lorsqu'il cessait à la cathédrale. On avait obtenu pour juges, en cour de Rome, l'archidiacre, le doyen et un chanoine de Cambrai, lesquels, vu leur éloignement de Soissons, avaient délégué pour les remplacer Raoul, abbé de Saint-Jean ; mais les moines de Saint-Pierre, prévoyant sans doute que l'issue du procès ne leur serait pas favorable, se soumirent aux exigences de la *première* Eglise. Ce fut justement pendant ce démêlé que les Cordeliers se présentèrent au chapitre pour lui faire agréer leur admission. il y consentit, mais à condition que ces religieux se soumettraient de tout point aux ordres émanés de la cathédrale. Moyennant cette promesse, les Cordeliers purent se faire pardonner leur établissement à Soissons.

Ils se fixèrent d'abord au faubourg Saint-André, près de la *Fausse-Porte*, en un lieu qui appartenait, au XVII^e^ siècle, au chapitre, et avait été alors converti en jardin, dans une maison amortie en 1230, du consentement des religieux de Saint-Crépin le Grand. Ils y demeurèrent jusque sous le règne du roi Jean, où on les verra entrer dans l'intérieur de la ville.

Le couvent des Cordeliers ne ressemblait en rien aux opulentes maisons des Prémontrés et des Cisterciens, fondées au XII^e^ siècle. Il était pauvre comme ses religieux, qui ne vivaient que d'aumônes, marchaient pieds nus au milieu des froids les plus rigoureux et avaient une corde pour ceinture. Toutefois, les commencements des Cordeliers, qui étaient une protestation vivante contre l'opulence et le relâchement de certains monastères, furent difficiles à Soissons comme ailleurs. Attaqués vivement par de célèbres docteurs de l'Université de Paris soutenus eux-mêmes par quelques prélats qui se plaignaient que les mendiants, par leur priviléges, diminuaient l'autorité des évêques et les droits des curés, le pape Innocent IV dut céder à l'orage et leur défendit d'entendre les confessions sans la permission de ces derniers et de prêcher lorsque des sermons avaient lieu dans les paroisses. Un ancien règlement de Saint-Jean des Vignes, dont il sera question en son lieu, interdisait aux

religieux de cette abbaye de se confesser à eux. Mais les moines de saint *François* luttèrent avec persévérance contre ces obstacles, et, forts de leur bon droit, finirent par triompher. Alexandre IV fit taire les clameurs de l'Université ; saint Thomas d'Aquin et saint Bonaventure, ces grandes lumières de l'Eglise, qui appartenaient aux deux ordres, les défendirent avec toute la vigueur des plus beaux talents, et leur crédit s'en accrut auprès des princes et des peuples, qui se pressaient autour de leurs chaires. Milon de Bazoches, évêque de Soissons, leur accorda la permission de prêcher dans son diocèse et d'y remplir toutes les fonctions de missionnaires apostoliques (1).

V. — JACQUES de Bazoches, en même temps qu'il s'occupait de fondations religieuses, s'appliquait aussi à rétablir la paix entre le chapitre de la cathédrale et les Templiers de Mont Hussart, près de Courcelles, au sujet de la dîme de ce village et d'une rente sur leur jardin de Soissons (2). Lui-même eut alors un démêlé avec un membre de sa famille, Nicolas II, seigneur de Bazoches, parce que le père de celui-ci, Nicolas Ier, ayant soumis en fief à l'évêché son château de Bazoches *(domum suam fortem de Bazochiis)* moyennant 10 livrées de terre sur les revenus épiscopaux, l'assignation de cette rente avait toujours été différée et n'eut même lieu qu'en 1232 (3).

Le chapitre s'enrichit au XIIIe siècle de nombreuses acquisitions dues à la générosité de ses membres. Le prévôt Simon et le doyen Guy, qui avaient assoupi un différend sur la vigne de *Buinard,* à Vauxrot *(in valle Radulfi), cédèrent* à Notre-Dame, pour des redevances, et avec l'assentiment de leurs collègues, des maisons données au chapitre par les chanoines Dreux de Bucy et Eudes de Vailly, et par Gauthier de Vauxbuin et Alix, sa femme. L'archidiacre Garnier acheta des rentes à Cutry et à Laversine sur la *Maison de Saint-Denis* (la ferme de Pouy), de l'agrément de Jean de

(1) DORMAY, p. 214. — CABARET, *Mss.* — ROUSSEAU, *Mss.*, t. I, p. 174. — H. MARTIN, t. II, p. 113.

(2) Il sera question de ces démêlés avec les Templiers lors de la suppression de ceux-ci.

(3) *Cartul. Eccles. Suess.* D. MULEY. — *Cartæ Simonis præpos., anni* 1232, et *N. de Bazochiis et Magistri de Rupe, an.* 1229.

Margival, chevalier, et de sa femme Emmeline (1). Un autre archidiacre de Soissons, Nivelon de Bazoches, rendit en 1232 un jugement sur la dîme de Cutry, où paraît un autre chevalier, Bordon de Margival. Le chapitre présentait à cette cure, dont l'église, rebâtie au XV^e^ siècle, est digne d'attention. Il y eut encore, en 1235, un arrangement pardevant le chapitre, sur cette même dîme, entre Valsery, « la maison hospitalière de Soissons » et le prêtre de Soucy. M^e^ Hageis, écolâtre, acheta aussi à Cutry, en 1246, d'Enguerrand de Ressons et d'Aëlide, sa femme, « pour l'œuvre des luminaires des saints de la cathédrale, » une rente d'un essein d'avoine, mesure de Cutry, sur une vigne, et 1 denier de cens pour 20 sous, rue Roger. Deux ans après, Gilles, chambrier de Saint-Denis, donna à Anselme, chapelain de la cathédrale, et à ses successeurs 2 esseins de blé, mesure de Laversine, sur les dîmes de la *Maison de Saint-Denis,* et ordonna à ses *servants,* en présence de Renaud, curé du village, de les délivrer (2).

Mais le domaine du chapitre en ces quartiers s'étendait surtout au village d'Ambleny. Il y avait déjà des biens lorsqu'il reçut de Hugues de Champfleury une somme d'argent avec laquelle il acquit, en 1175, le *Fief du Majeur,* que les seigneurs de Pierrefonds avaient en ce village, et ne tarda pas à y devenir fort puissant. En 1160, Agathe de Pierrefonds avait révoqué certaines coutumes des hommes du chapitre et des siens à Ambleny, c'est-à-dire l'exemption des droits de main-morte et de for-mariage, en présence de Hugues, prévôt, de Guillaume, doyen du chapitre, de M^e^ Gauthier, de Philippe de Bérogne, de Gauthier *le Diable,* d'Anselme *le Pelletier,* etc. Louis IX confirma cette disposition, car ayant affranchi de ces droits, en 1255, ses hommes de la chatellenie de Pierrefonds, il excepta de cette faveur ceux d'Ambleny (3) ; et ce ne fut qu'en 1281 que Philippe le Hardi leur accorda ce privilége, moyennant 200 livres

(1) Ibid., *Carta Jacobi episc. et Godefridi offic., an.* 1223 et 1224.

(2) Ibid., *Carta an.* 1232 et 1248.

(3) *Cartul. de l'Eglise de Soiss.*, du XV^e^ siècle. — Ce manuscrit a été « copié sur les originaux étant en l'église de Soissons, » et est signé Lespaurlart et Loblet (Archives de l'Aisne).

parisis et à condition qu'ils ne prendraient de femmes *serves que parmi celles* du domaine royal et du chapitre. Celui-ci finit même par acquérir tout ce domaine royal. En effet, ayant représenté à Philippe le Bel que les *hommes*, les revenus et droits nombreux qu'il possédait en ce lieu et à Chelles l'exposaient à de fréquentes tracasseries de la part des officiers royaux, il lui en proposa l'achat, et le roi, voulant témoigner « la faveur qu'il portait à l'Eglise de Soissons, » le lui vendit en 1296 pour 4,250 livres tournois. Il consistait en 47 sous 55 deniers parisis de cens annuels, 66 esseins d'avoine et 47 poules de rente sur des hostises; en 7 livres parisis de taille sur les *hommes;* en 21 muids de vinage en argent, dont 5 revenant au chapelain du roi, à Ambleny, et 60 poules, payées par ceux qui devaient ce vinage; en 30 muids de vin d'avouerie *(de avoeria)* payés par les hôtes du chapitre; en deux moulins, en un droit de lever trois chevaux au choix, sur ceux-ci, pour tout service militaire, et encore en cas de mort de ces chevaux au service du roi, devaient-ils être payés 60 sous à leur maître. Il comprenait, en outre, la maison du roi, avec la forteresse et le pourpris qui en dépendaient *(Item domum nostram de Ambliniaco, cum fortalicio et proprisio ad eamdem domum pertinentibus)*, pour laquelle le roi payait une rente de 10 livres au chapitre. Charles, « fiuz du roy de France, cuens de Valois, Alençon, Anjoult, Chartres, » renonça, en 1297, à toute réclamation sur le domaine d'Ambleny. De son côté, le chapitre voulut bien y accorder au prince toute la chasse, et à ses hommes le droit de demeurer dans toute l'étendue du fief du chapitre, avec exemption de servitude.

Cette maison du roi était la forteresse dont il reste aujourd'hui des pans de murailles et les fossés, et qui était entrée dans le domaine royal sous Philippe-Auguste et saint Louis avec les terres de Pierrefonds et de Valois. C'était sans doute aussi comme successeurs des seigneurs de Pierrefonds, avoués du chapitre, qui l'avaient fait élever primitivement, qu'ils lui payaient cette rente de 10 livres. Le château, rebâti au XIII[e] siècle et compris, sous le nom de *Rondail* ou de *Fouace*, après celui de Pierrefonds, dans la liste des forteresses du royaume, dressée en 1214, était défendu par un puissant donjon composé de quatre tourelles

réunies par une courtine. Selon l'historien du Valois, « le fief de la Tour ou Donjon » paraîtrait avoir été donné au chapitre en 1297 par Gentian Tristan, seigneur d'Ambleny, sans l'agrément du roi ; mais il semble plus certain que les seigneurs de Pacy, qui avaient reçu le fief du donjon d'Ambleny dans la personne de Gervais Tristan, n'en étaient que les châtelains sous la dépendance des rois de France (1). L'église, dédiée à saint Martin, que l'on voit près des restes du château, quoique dépouillée à diverses reprises de ses riches revenus par les seigneurs de Pierrefonds et les comtes de Soissons, n'en devint pas moins l'un des plus beaux édifices religieux du pays par la coopération du chapitre, lequel, étant seigneur, décimateur et possesseur de la cure d'Ambleny, dut contribuer aux réédifications successives de ce bel édifice, qui se présente avec les caractères variés de l'architecture des XII^e^, XIII^e^ et XVI^e^ siècles.

Pendant le XIII^e^ siècle, le chapitre ne cessa d'augmenter son domaine d'Ambleny par des annexions partielles. Il acquit pour 45 livres, du chevalier Wautier de Vaux (Mercin) et de sa femme Asceline, une terre dont la vente fut approuvée en 1247 par les chevaliers Foucart de Berzy, Guy de Pernant et Jean, comte de Soissons (2). En 1256 et en 1264, Jean de Montgobert lui vendit des revenus sur les terrages et dîmes d'Ambleny, 4 muids de grains, mesure de la grange dîmeresse du lieu (3), une place près de cette grange, et sa part de dîmes, tenues de Jean de Berzy,

(1) Ce sentiment est confirmé par des chartes copiées par D. Muley, et où l'on voit que Philippe le Bel vendit, en 1297 ou 1298, sa terre d'Ambleny au chapitre. (*Chartes* de l'official de 1286 ou 1287, et de Charles de Valois, de 1297.) En 1302 un nommé Raoul de Festres, d'Ambleny, se disant libre et noble, réclama 200 liv. tourn. qu'il avait prêtées au chapitre de Soissons pour l'achat de cette terre, déclarant s'engager à rester homme de corps de l'Eglise. *Ibid.*

Ce donjon était distinct, il ne faut pas l'oublier, du *châtel* d'Ambleny situé sur la montagne. En 1280, le parlement rendit un arrêt déboutant Roger de Norman de la réclamation du droit de main-morte qu'il avait portée contre Guillaume, du *châtel* d'Ambleny (*de castello de Ambleniaco*), celui-ci ayant prouvé qu'il l'avait payé, à dix-sept ans de là, à Gilles Lebrun (*Ægidio Bruni*), alors seigneur (ou plutôt l'un des seigneurs) d'Ambleny. (*Actes du Parlement de Paris*, par BOUTARIC, t. I, p. 218.)

(2) Chartes de J. de Bazoches, de Foucart de Berzy (*Cartul. de l'Eglise de Soissons*).

(3) Charte de Jean de Paris, official. *Ibid.*

écuyer, pour 500 livres tournois. Ces dîmes devaient être transportées dans la grange dite du *Vicomte*, située devant l'église Saint-Martin, aussi bien que celles appartenant aux religieuses de Collinances, à la chapellenie de Saint-Nicolas, située devant les tours de l'église de Notre-Dame de Soissons *(ante turres Beatæ Mariæ Suessionis)*, au chapitre, à la chapellenie de Pernant, fondée par le chanoine Guy de Pernant, oncle de Jean de Montgobert (1). Le chapitre acquit aussi en 1286, de Pierre d'Aunay, de Montgobert, de Robert de Soucy, écuyer, de Colard de Salsogne et du chanoine Jean de Folloy, pour 8 livres tournois, la vicomté de Pernant, les *roages* d'Ambleny et de Ressons, produisant chacun 40 sous de rente ; la vicomté de Saint-Pierre Aigle *(de Aquila)*, un muid de blé et 13 sous nérets de revenu, la justice des chemins de Pernant, la recherche des délits par toute la terre de Saint-Crépin, en ce village. Or, le vicomte de Pernant pouvait ajourner pour toute sorte de méfaits, les hôtes du monastère, lesquels devaient se purger devant lui, sous peine d'être dégradés comme convaincus ; prendre sur le domaine les mesures, et même se faire apporter sur la voie celles des moulins pour les contrôler ; et, en cas de refus du meunier, enlever son cheval lorsqu'il le rencontrerait sur les chemins. Il avait, de plus, les épaves et exerçait la haute justice en deux endroits appelés *Warrechuel*.

Le chapitre put donc jusqu'au XVI^e^ siècle se regarder comme seigneur d'Ambleny, avec les droits de haute, moyenne et basse justice, de censives, roage, afforage, vinage, terrage et voirie. Aussi Jehan de Sempi, bailli de Senlis et du Valois, ordonna-t-il, en 1332, sur une plainte des chanoines, à Oudard Maréchal, sergent de la prévôtée de Pierrefonds, de donner main-levée d'une saisie opérée, à la requête de Guillaume Bécard, écuyer, sur certains fours construits à Ambleny, en la justice du chapitre. Voici, comme peinture de mœurs judiciaires au XIII^e^ siècle, deux autres traits qui ne sont pas sans intérêt. Un nommé Jean Bazin ayant injurié et blessé Thibauld de Septmonts, sous-prévôt, pendant qu'il rendait la justice à Ambleny, fut condamné par le parlement à 20 livres d'amende envers le roi,

(1) Charte de Jean de Thorote, official. *Ibid.*

20 envers le chapitre et 20 envers Thibauld (1). Un nommé Vincent, *bolangier*, homme du chapitre, lequel avait toujours vécu « comme loyaulx homs et sans estre entéchiés ne encoulpés d'aucun mauvais fait, » se trouvant un jour « surpris et embues de vin » déroba chez Jean Lecomte, de Soissons, une somme de florins sur une huche. Vincent, interrogé, eut honte d'avouer le fait et demeura dans la prison du chapitre. Cependant sa femme adressa une requête au roi pour qu'il lui plut « avoir pitié de luy, » d'elle et de deux petits enfants « en péril d'estre mis en pauvreté et exil. » Philippe de Valois, attendri, fit grâce au coupable, en « ottroyant au chapitre et à ses officiers de juridiction temporelle » de commuer la peine en une plus légère « en li sauvant la vie (2). »

C'est aussi en qualité de seigneur que le chapitre fut appelé, en 1523, à concourir à la rédaction des coutumes du Valois. Mais en 1525, il échangea les biens et la seigneurie d'Ambleny contre les moulins de Gonesse; et, en effet, une déclaration de 1526, pour les francs-fiefs et nouveaux acquêts, ne reconnaissait plus au chapitre, à Ambleny, que quelques droits de haute, moyenne et basse justice, et quelques rentes et héritages. Toutefois, il paraît certain qu'il recouvra cette seigneurie tout entière, puisqu'en 1789, il était encore reconnu pour seigneur d'Ambleny, à l'exception du fief de Montaigu, qui appartenait au seigneur de Cœuvres, avec toute la justice (3).

Le chapitre était, en outre, seigneur haut justicier de Chelles et de Bérognes, terres situées sur le rû de Vandy et près de la Chaussée Brunehaut de Soissons à Senlis, et qu'il possédait depuis longtemps. En 1221, il dut faire citer Marie de Chelles, veuve du chevalier Hervé, pardevant les abbés de Saint-Léger, de Saint-Crépin en Chaye et Me Lambert, chanoine de Sainte-Sophie de Saint-Médard, au sujet de droits de *servitude corporelle*, puis devant la justice laïque pour divers *forfaits*, dommages et amendes montant

(1) *Actes du Parlement*, par Boutain, t. II, p. 132.
(2) *Cartul. Eccl. Suess.*, par D. Mulet.
(3) Carlier, t. II, pp. 37 à 40. — *Etat du Diocèse.* La cure d'Ambleny, avant la Révolution, était à portion congrue, avec un vicariat et une chapelle. Tout le revenu appartenait au chapitre.

à 100 livres, après quoi elle lui concéda tout le *fief du Décannat,* à Chelles, avec les droits de justice, de roage, de forage, investitures, *pose de bornes ;* des prés, les terrages du maïeur, 4 oies, 2 chapons, 2 pains, 6 deniers de rente à Retheuil ; des rentes de deniers à Chelles, sur la manse de Vichel, des vinages à Estrées (1). Le chanoine Hugues Bonay acheta, en 1228, un muid de blé de revenu sur le four de Chelles, avec l'approbation de Guillaume de Martimont et d'Elma, sa femme, et le chapitre, pour 40 livres, la moitié du four lui-même, d'Agathe de Chelles, et l'autre moitié l'année suivante, pour 15 livres, de Colard de Vauxrezis et de Flandrine de Chelles, sa femme (2). « Damoiselle Lorence, fille jadis à monseigneur Estène de Bérognes, » vendit aussi, en 1262, « à monseigneur Enjorrant de Mairi, chanteur de l'Eglise de Soissons, » un terrage en ce village, avec l'agrément du chevalier Raoul de Montgier et d'Isabeau, sa femme. La justice de Chelles, que Philippe le Hardi avait d'abord disputée au chapitre, lui fut assurée par ce prince, en 1275. Celle des chemins d'Ambleny lui ayant été aussi contestée, en 1314, par Bernard de Morcuil et Jeanne de Varennes, sa femme, un arrêt fut rendu contre lui en la cour du roi du parlement, et les chanoines, « veillans avoir pais et concorde avec leurs amis et voisins, » y adhèrèrent après que ledit arrêt leur eût été lu en français et mot à mot (3).

Enguerrand de Mairi, devenu prévôt de Saint-Gervais, donna au chapitre une rente à *Chevrueil* (Chevreux), et lui acheta, en 1265, de Gervais de Montbécon, écuyer, et de *damoiselle* Agnès, sa femme, des biens à Cierges, consistant en hommes de corps, justices, *droictures,* domaines, fiefs, censives, plaid général, four banal, bois, terrages, prés, rentes d'avoine de mars, hormis celle d'avouerie, deniers sur le moulin Furmel, le tout ensemble pour 200 livres tournois, du consentement du chevalier Jean Sigaut, et en présence du chevalier Pierre de *Cranmoiselles,* dit de

(1) Charte de N..., abbé de Saint-Léger.

(2) *Cartul. Eccles. Suess.*, Chartes de J. de Bazoches. — *Valois royal*, p. 24.

(3) Charte de Bernard. Il y a encore à Ambleny le *chemin de Morcuil.* Ibid

Fresne, de Jeanne, sa femme, et de Robert Sigaut, son frère (1). De plus, le seigneur de Cramoiselles céda au chapitre, le 6 août 1250, sa seigneurie de Charcy à la Ferté-Milon, dont celui-ci prit possession le 30 novembre 1255 (2). Le chapitre acquit ou reçut bien des revenus du même genre que les précédents, et aussi variés, d'Agnès de Chavigny, veuve du chevalier Raoul de Chavigny, d'Isabeau de Rozières et de « Miles, son fiex (1291), » du chanoine, Me Thomas *li Keux* (Lequeux), notamment un cens près de la *Porte Lévêque,* à Soissons ; des rentes à Acy, Margival, Sorny, provenant de Raoul d'Ambleny et de Béatrix, sa femme, et achetés par Pierre, Jean et Marguerite Clarin, enfants de Raoul de Dommiers, écuyer; d'autres sur la collecte ou taille de Bazoches, d'Enguerrand, ancien trésorier de Beauvais et archidiacre de Soissons, et de l'évêque Milon de Bazoches ; des livrées de terres à Villemontoire et à Septmonts, du chanoine Tiégicourt, sur des biens donnés par ce prélat pour le repos de l'âme de Nivelon, son prédécesseur médiat (3).

Pour assurer à tous ces domaines leur valeur légale en même temps que pour augmenter les finances du roi, le chapitre dut verser 212 livres parisis, par l'entremise de Jean de Bucy et de Warin « de la prison » *(de carcere),* ses hommes de corps, entre les mains d'Evrard Porions, l'un de ses membres, et de Lysiard *li Jaune* (le jeune), citoyen de Laon, receveurs de Philippe le Bel, pour les droits d'amortissement des fiefs, arrière-fiefs, censives et alleux acquis par le clergé, les universités et les personnes non nobles *(ignobilibus personis)* dans le Vermandois (4).

Quoique moins riche dans les environs de Château-Thierry, le chapitre ne laissa pas que d'y obtenir certains avantages. Il acquit, en 1239, d'un écuyer nommé Henri, tous ses biens de Chéry, en 1247, du chevalier Hugues de Nesle, toute sa dîme de Chamainbaut et de Nesle ; l'année suivante, avec le monastère d'Essômes, celle de Guy de Chamainbaut, de l'agrément de Guy de Monthiers et de sa

(1) Charte de Bernard.
(2) Carlier, t. III, p. 36.
(3) *Cartul. Eccl. Suess.*
(4) *Vidimus* de 1295 (*Bulletin* de la Société historique de Soissons, 1867, janvier).

femme Aëlide, de celui du chevalier Jean de Breuil et d'Agnès, sa femme, de Pétronille, veuve du chevalier Lejay de Chamainbaut, d'Agnès, femme d'un autre Jean de Chamainbaut, écuyer, fils de Pétronille, et en présence de Jean, chanoine d'Essômes, curé de Nesle, de Renaud de Saponay, chanoine de Saint-Pierre au Parvis, de Pierre d'Etampes et du chevalier Arnoul de Pommesson. Ce dernier et le chapelain de Chamainbaut apaisèrent, en 1249, des difficultés qui avaient surgi, au sujet de ces dîmes, entre le chapitre et Essômes. D'autres avec Milon, curé de Nesle, s'arrangèrent également (1).

Si l'on revient vers Soissons, on verra que le chapitre n'était guère plus riche en ces quartiers. Il devint seigneur de l'église et de la maison presbytérale de Crouy, dont le curé, habitué-né de la cathédrale, était à sa nomination. Saint-Médard possédait en ce lieu le reste de la seigneurie et la riche ferme de la Perrière. En 1136, le chantre Thomas lui acheta deux vignes à Bucy, dont l'une sise près de la *Maison du Vicomte*. Raoul de l'Atre de Bucy *(de atrio,* du cimetière), lui en vendit une autre pour 60 livres et y ajouta un droit de roage qu'il tenait de l'église de Soissons sur le pressoir d'Abelay, du consentement de Gérard, vicomte de Bucy (2). Jean, comte de Soissons, lui confirma des droits de vinages que lui avaient donnés, dans le fief de son comté, Gilon de Cramailles, le chevalier Guy de Vauxaillon, son fils, avec l'approbation des chevaliers Simon d'*Epsances* et Jean de Cramailles, sur une terre provenant du chevalier Raoul de Saponay (3), pour le repos de l'âme de Jean de Cramailles, mort archidiacre de Tardenois. Après le décès de Guy de Vauxaillon, ses deux filles Mathilde et Harvide, et Jean, seigneur de Buzancy, écuyer, mari de cette dernière, approuvèrent aussi ces donations. Mais les plus curieuses en ce genre furent celles que fit, tant au chapitre qu'à d'autres établissements, Albéric ou Aubry, curé des Fonts dans la cathédrale.

(1) *Cartul Eccl. Suess. auctore* D. Muley; Chartes de Thomas Dumont, chan. offic.; de Guy de Reims, *id*, de 1248; de Hugues « li prévoz de Soissons et de Hue de Margival, chevaliers, » et deux autres de l'official, 1251.

(2) *Ibid.*, Chartes de 1250 et 1255.

(3) *Ibid.*, Chartes d'Albéric de Fontenoy, official.

Par son testament de l'an 1273, Albéric (après avoir ordonné avant tout de payer ses dettes), attribuait à Saint-Gervais 4 muids de vinage pour être distribués aux chanoines le jour de *son obit*; aux chapelains un champ au mont de Bucy; aux clercs du chœur 60 sous pour acheter des revenus; à la Fabrique, 40 sous; à l'Hôtel-Dieu de Saint-Gervais, ce qu'il tenait en fief de l'abbé de Saint-Crépin à *la Folie;* aux clercs du Collége Saint-Nicolas, 40 sous pour acheter une rente, et 20 sous pour pitance le jour de la Toussaint; à l'hospice de Notre-Dame *aux Nonnains;* aux Frères mineurs; aux *Filles Dieu* de Soissons (religieuses de l'Hôtel-Dieu), chacune 10 sous pour pitance; à l'hôpital de Saint-Vaast, 5 sous; à Saint-Etienne aux *Nonnains;* à l'église de la Joie, près de Berneuil sur Aisne, à celle de Troissy, chacune 40 sous; à celles de la Barre, à Château-Thierry, et de la Grâce, chacune 20 sous; aux Frères mineurs de Compiègne, 20 sous; aux pauvres de Soissons, 30 livres parisis; à l'hôpital de Braine, 40 sous; aux héritiers de Colard le *Hommier* (heaumier), de Compiègne, 10 livres; au chapelain Raoul, sa chappe et son petit breviaire; au clerc Gérard, sa meilleure robe et son glossaire de saint Matthieu *(librum suum qui vocatur Matthæus),* une chemise *(unam camisiam),* une paire de haut de chausses ou brayes *(unas brequas),* deux surplis *(duo superpellicia);* à son domestique, une tunique, une paire de bottines et ses souliers; à sa chapellenie, son bréviaire d'hiver, une grande coupe de cuivre, une petite et un trépied; à Gérard, son clerc, le reste de ses ustensiles de cuisine; à sa paroisse de Presle, son bréviaire d'été; à la léproserie de Presle, 20 sous; à un maréchal de Laon, dont il ignore le nom, ou à ses héritiers, pour un cheval mort, 20 sous. Le reste de ses meubles devait être divisé en trois parts, l'une pour les indigents, l'autre pour les religieux et autres lieux pauvres. Ses exécuteurs testamentaires étaient le chanoine Gérard de la Motte, le seigneur Nivelon et Laurentines, chapelains de Saint-Gervais. Selon une charte de 1291, Albéric de Bucy paraît avoir ajouté par codicile aux vinages donnés par lui à la cathédrale 2 autres muids sur un fief qu'il avait en ce village (1).

(1) *Cartul. Eccl. Suess.* On nomme dans cette pièce Nicolas de Faverolles,

Pour sauvegarder ses droits, le chapitre dut plusieurs fois employer d'autres armes que celles de la justice ordinaire. Il *obligea*, en 1238, par interdit, Adam de Montgobert et Eustache, sa femme, à lui payer la dîme de la laine des brebis de son manoir de Cuise, qui lui appartenait. Jean, chevalier de Cuise, avait été également interdit pour la même raison, avec toute sa famille, en vertu des priviléges apostoliques. Le prévôt Nivelon, auquel on s'en rapporta ensuite, condamna ce chevalier à payer cette dîme, nonobstant tout privilége militaire ou autre ; et, comme il parlait de son affection pour l'église de Soissons, où il pensait à se faire inhumer, on convint que lui et son fils aîné ne paieraient au chapitre que 5 sous parisis leur vie durant, et que leurs successeurs acquitteraient la dîme (1). Un an après, le chevalier Guy de Pernant ayant capturé, en sa qualité de vicomte, un nommé Robert *le Cirier*, homme de l'église de Soissons, pour fait de vol, le chapitre l'obligea, par une sentence d'excommunication, à entrer en arrangement sur les lieux mêmes, où se trouvèrent un grand nombre d'*hommes* de Saint-Gervais, de chanoines et les chevaliers Thomas de Montgobert, Robert de Vaux (Mercin), Gilon de Matz ; ensuite de quoi Guy de Pernant vint en plein chapitre se faire absoudre du crime d'avoir justicié les sujets de l'église et empiété sur ses droits et priviléges (2).

Ces coups de vigueur ne corrigeaient pas toujours les récalcitrants, témoin la noble dame Agnès de Balahan, dame de Charentigny. Celle-ci, malgré des arrangements ménagés entre elle et le chapitre, en 1237, par Nivelon de la Chaîne, bourgeois de Soissons, et consentis par Erard d'Aunay, son mari, se fit néanmoins excommunier plusieurs fois pour attentats contre les droits de ce corps, et notamment pour avoir *taillé* ses hôtes du cimetière de Charentigny, fait saisir leurs *catels* (meubles), nié ses droits sur une grange sise près de ce cimetière et en son domaine, défendu à ses hôtes de Charentigny d'aller de-

chanoine, et Simon Havé, *curé* de Soissons, et dans un accord de 1307 sur une terre de Bucy, Bernard, prévôt du chapitre, *ibid.*

(1) *Ibid.*, Chartes de Jacques, archid. de Soissons, 1238.

(2) *Ibid.*, Charte de Raoul de Vailly, official, et de Guy de Pernant, 1239.

meurer « ès hostises du chapitre » dans ce village, ce qui avait amené force procès dispendieux, tant à la cour métropolitaine de Reims que devant d'autres justices. Enfin, l'official Guy et le chevalier Hugues de Margival, que les parties prirent pour arbitres, amenèrent la dame de Charentigny à faire satisfaction au chapitre et décidèrent que le cimetière et ses hostises seraient libres, qu'elle ne pourrait plus *tailler* ses hôtes, à moins qu'ils ne fussent ses hommes de corps ; que les bornes du cimetière seraient déterminées par le prêtre de Villers (Hélon) et celui de Tigny, qu'elle ne pourrait plus retenir les *catels* des hôtes du chapitre dans le cimetière, même en dehors de la terre de ce dernier, à moins qu'il n'y ait négligence de la part du bailli ou du maire du chapitre ; qu'en cas de non paiement des cens, vinages ou terrages que lui devaient ces hôtes, elle pourrait saisir les fruits et non la terre. De plus, le chapitre remit à Agnès les amendes et dommages soufferts à cause d'elle par lui et par ses hôtes, lui abandonna la grange en litige et consentit que ses hôtes ne pussent passer dans les hostises du chapitre qu'en cas de mariage ou d'échange (1).

D'un autre côté, l'antagonisme continuait toujours entre la commune de Soissons, le chapitre et les autres maisons religieuses de la ville. Un mayeur ayant causé quelque dommage à l'abbaye de Saint-Crépin le Grand fut condamné à quelques peines par les arbitres choisis pour juger cette affaire, mais le roi Louis IX, qui homologua leur accord à Saint-Germain en Laye, ordonna que le mayeur irait faire la guerre, soit en Palestine, soit au pays des Albigeois, au choix de Jacques de Bazoches, évêque de Soissons, et de Raoul, abbé de Saint-Jean des Vignes, et qu'il emploierait le reste de ses jours à cette guerre, à moins qu'il n'ait obtenu de l'évêque et de l'abbé la permission de revenir (2).

Les gens de la commune ayant pris un homme dans une maison qui faisait autrefois partie du cloître des chanoines de Saint-Pierre au Parvis, l'affaire avait aussi été jugée en faveur du chapitre par un arrêt de Philippe-Auguste, de 1181. La querelle s'étant encore renouvelée sur le même sujet, on

(1) *Ibid.*, Chartes d'Agnès, 1241 et 1242.
(2) *Hist. de Saint-Jean.*, p. 76.

s'en remit au jugement de Guillaume de Champagne, cardinal légat du Saint-Siége, lequel, devant faire un voyage à Saint-Jacques, en Galice, donna aux abbés de Longpont et de Valsery commission d'en informer. Ce ne fut qu'à son retour qu'il vint à Soissons et maintint les chanoines dans l'étendue de leur justice (1).

Le chapitre de Saint-Gervais ne se tira pas aussi facilement d'une autre affaire avec la commune, à qui sa puissance faisait toujours ombrage. Pour mettre fin à ses empiétements et à ses violences contre la cathédrale, il avait été réglé par Hugues Sargus, archidiacre de Reims, et les chanoines Raoul et Gérard, commissaires du pape, que désormais, non-seulement le mayeur continuerait de faire le *serment de sûreté*, mais encore que deux jurés de la ville jureraient de ne jamais se saisir de la personne des chanoines et des clercs de la ville, ni d'attenter à leurs biens. Cette sentence n'empêcha pas les esprits de s'aigrir de part et d'autre en diverses rencontres; aussi cet état de choses ne pouvant durer, les deux partis, après quelques conférences, choisirent pour y remédier un personnage assez haut placé pour régler les droits réciproques et faire respecter sa décision. Ce fut Guérin, évêque de Senlis, chancelier de France; mais sa décision ayant traîné en longueur à cause de ses nombreuses occupations, dans l'intervalle, des gens inconnus menacèrent les chanoines et tirèrent pendant la nuit des flèches dans leurs maisons.

Ceux-ci, loin de s'épouvanter et de se relâcher de leurs prétentions, comme l'espéraient sans doute les conspirateurs, s'adressèrent directement au roi pour lui demander secours et protection contre ces furieux et déclarèrent que, faute de l'obtenir, ils seraient contraints de cesser l'office divin et d'abandonner leurs maisons et leur église. Louis VIII répondit qu'il soumettrait l'affaire à son conseil. Cette réponse ne satisfit nullement le chapitre qui, redoutant ces délais et peut-être la décision de ce tribunal pour ses droits, s'adressa au pape, lequel intervint pour eux auprès du roi et le pria de laisser vider ce différend par l'évêque de Senlis. Le chancelier étant resté saisi de l'affaire prononça son

(1) DORMAY, *Ex*-Archives de Saint-Pierre au Parvis, t. II, p. 209.

arrêt, sur l'ordre du roi, en présence de ce prince et de la cour, à Saint-Germain en Laye. Cet arrêt, de 1224, obligeait le majeur et et les jurés de Soissons de faire *serment de sûreté* le dimanche dans l'octave de saint Jean-Baptiste, et déclarait que les chanoines avaient droit de connaître en leur *destroit*, soit dans la ville, soit dans les faubourgs, de certains délits, comme la maltôte *(mulctam)*, le rapt, le *plaid* ou droit de rachat du *fond* ou fief *(placitum fundi)* (1), celui de *chatel (catallum)* (2), les fausses mesures, le duel, l'arrestation des vagabonds. Quant aux rixes qui troublent le repos public, il fixa les attributions de la commune et celles du chapitre. Ce dernier dut se trouver satisfait de l'issue que le chancelier Guérin, par sa vigueur, avait su donner à cette affaire, car il en consigna sa reconnaissance en ces termes dans l'obitier de Saint-Gervais : « *XIII*e *Kalendas Maii Obiit Guarinus sylvanectensis episc. Franciæ Cancellarius, qui multa fecit in curia regis pro Ecclesia nostra et pacificavit Nos et Communiam decenter* (3). »

Parmi les adversaires de ses prétentions, le chapitre pouvait compter encore les nobles et fières abbesses de Notre-Dame. Toutefois, Béatrix de Chérizy, sœur de la précédente abbesse et ancienne trésorière de l'abbaye, eût peut-être succombé dans la lutte qu'elle entreprit contre la cathédrale, sans l'appui que lui donnèrent Haymard de Provins et Jacques de Bazoches. Abusant de la bienveillance des évêques à son égard, le chapitre ne tendait à rien moins qu'à s'attribuer dans la ville et le diocèse une puissance presque égale à la leur ; mais, forte de ses prérogatives, l'abbaye de Notre-Dame refusa énergiquement d'observer les interdits qu'il lançait sur le diocèse. Les chanoines, pour punir cette résistance qu'ils attribuaient à Béatrix, refusèrent d'admettre son élection jusqu'à ce qu'elle se fût présentée en la salle capitulaire de Saint-Gervais pour la faire confirmer. Celle-ci aima mieux différer la cérémonie de sa bénédiction

(1) On appelait *placitum fundi* ou *feudi*, le droit de rachat ou de mutation dû au seigneur quand le fief de son vassal changeait de propriétaire.

(2) Droit qu'avait le seigneur de prendre dans la succession du vassal ou serf le meilleur meuble ou *chatel*, la meilleure tête de bétail.

(3) Dormay, t. II, p. 208. — H. Martin, t. II, p. 201. — Rousseau, *Mss.*, t. I, p. 168, 2e partie.

que se soumettre à une pareille injustice. On protesta de part et d'autre, et le conflit, commencé en 1216, dura jusqu'en 1228. Raoul de Coudun, chantre et archidiacre de Soissons, faisait sans doute allusion à ces débats lorsqu'en 1236, il prétextait les grandes affaires de l'Eglise de Soissons *(magnis et arduis Ecclesiæ nostræ negotiis impediti)* pour donner au doyen de Saint-Paul une délégation concernant l'approbation d'une vente de terres à Bétancourt faite à Saint-Médard par Guillaume, fils de Jean, châtelain de Thorote et de Noyon (1). Béatrix n'en exerça pas moins sa charge avec autant d'habileté que de zèle. Elle adressa, en 1217, une lettre-circulaire à toutes les supérieures et prieures des couvents unis de confraternité avec le sien, pour recommander à leurs prières la vénérable Helvide, « entrée dans le passage de toute chair que nous ne pouvons franchir sans douleur et sans gémissements, » et reçut, la même année, par l'entremise d'Haymard de Provins, la donation que fit de ses biens, à Notre-Dame, le chevalier Jean de Ploizy, et une terre que lui accorda au village de Bacevel le seigneur Jean Farmois.

Cependant Haymard, étant intervenu avec l'archevêque de Reims, obtint du chapitre qu'il laissât procéder à la bénédiction de Béatrix, sans préjudice de ses droits. La cérémonie fut faite par l'archevêque, et on continua avec activité l'instruction du procès; mais Haymard étant mort sur ces entrefaites, on choisit pour juges Jacques de Bazoches, son successeur, quoique Gervais, chanoine de Reims, et Serbert, chanoine de Noyon, eussent été adjoints à Haymard, à condition que si le prélat venait à mourir, les deux autres jugeraient définitivement l'affaire. L'élection de Jacques avait été un grand sujet de joie pour Béatrix, sa nièce, et elle n'avait pas été trompée dans ses espérances. Bientôt, en effet, il déclara, à l'exemple de Nivelon de Chérizy, que si, dans ses courses diocésaines, il recevait l'hospitalité dans les granges du monastère, c'était à titre de parent d'Helvide et non à titre d'évêque, et qu'il n'entendait pas porter par là aucune atteinte à l'exemption du droit de procuration

(1) *Cartul. S. Medardi, titul.* Bétancourt.

dont il jouissait (1). Quoique il eût, d'après le concile de Latran, établi une loi générale concernant toutes les novales de son diocèse, il permit aux religieuses de garder celles qu'elles avaient coutume de lever; et, dans un différend entre elles et le curé de Chouy touchant les novales de cette paroisse, il en fit le partage, à la satisfaction des deux parties.

Toutefois, il montra moins d'empressement pour Notre-Dame qu'on ne devait s'y attendre, dans son grand démêlé avec la cathédrale. L'un des juges étant venu à décéder en 1225, lorsqu'on était sur le point de prononcer la sentence au tribunal de l'évêque, celui-ci, qui aimait le chapitre aussi bien que l'abbaye, gagna du temps, dans l'espoir sans doute de trouver une occasion de rétablir la paix par un arrangement amiable. Le chapitre, qui ne croyait pas avoir beaucoup à espérer d'un parent de l'abbesse, s'impatienta et s'adressa, en 1228, au pape Grégoire IX. Ce pontife, qui avait déjà terminé cette année une foule de procès que les seigneurs suscitaient à l'abbaye au sujet des dîmes et novales des terres qu'Helvide avait fait défricher, voulut mettre fin à ces vieux débats et nomma de nouveaux juges, qui furent le sous-chantre et deux chanoines de Paris. Ceux-ci s'étant transportés à Soissons citèrent les deux parties à comparaître.

L'avocat des chanoines posa d'abord en thèse générale que l'évêque étant le chef et eux les membres, ils devaient avoir part à ses droits; puis il ajouta que, quant au point en litige, le chapitre était en possession de donner son approbation à l'élection de l'abbesse de Notre-Dame; que la dernière abbesse, Helvide, s'étant présentée dans le chœur de la cathédrale, l'évêque lui avait dit : *nos confirmamus*, et que le doyen avait ajouté : *et nos approbamus*. Des témoins attestèrent que les choses s'étaient pratiquées ainsi à l'égard des abbesses Marguerite et Julienne. Le défenseur du couvent nia et le droit et la coutume invoquée par la partie adverse. Pour le point de droit, il disait : que quand même l'abbaye ne serait pas exempte, l'évêque seul étant juge ordinaire dans son diocèse, le chapitre n'aurait d'autorité sur

(1) *Hist. de N.-D.* — *Carta anni* 1220. Preuves, p. 447.

elle que pendant la vacance du siége, et qu'il ne pouvait exercer aucune des fonctions attachées au caractère épiscopal, telle que celle en question ; que loin que le chapitre eût des priviléges qui lui donnassent aucun droit sur le monastère, les évêques eux-mêmes s'étaient dépouillés de leurs pouvoirs à son égard, ainsi que le prouvent la charte de saint Drausin et d'autres titres émanés de ses successeurs. Attaquant ensuite le point de fait, il démontra que la bénédiction d'Helvide n'ayant pas quarante ans de date, on ne pouvait invoquer la prescription pour prouver la coutume ; que d'ailleurs l'abbesse n'avait pas paru au chapitre, mais seulement au chœur de la cathédrale, devant l'évêque ; que si le doyen s'était avisé de prononcer quelques paroles à voix basse, ni elle, ni ses religieuses n'y avaient acquiescé. Celles-ci, en effet, soutinrent qu'Helvide s'étant avancée vers le prélat, elles lui avaient dit ces paroles en lui présentant l'abbesse: *Domine Episcope, nos præsentamus vobis Electam nostram,* mais qu'aucun chanoine n'avait dit mot et que l'évêque l'avait bénie sans lui imposer d'autre obligation. Il y eut des répliques de part et d'autre, mais le chapitre, qui ne lâchait pas prise facilement lorsqu'il s'agissait de faire admettre ses prétentions, eut gain de cause en celle-ci, et les abbesses furent condamnées, en 1232, par la commission apostolique, à se présenter devant lui après leur élection (1).

Au milieu de ces tracasseries sans cesse renaissantes, Béatrix de Chérizy s'appliquait à bien mériter du monastère, tant au spirituel qu'au temporel et à l'intérieur comme à l'extérieur. La plupart des vieux bâtiments et les murailles menaçant ruine, elle conçut le projet de les rebâtir. Jean, fils aîné du comte de Soissons, seigneur du Tour et de Chimay, et sa femme Marie, avec le consentement de Raoul, son père, et de sa femme Ade, et de leurs propres enfants, lui permirent de conduire par un aqueduc l'eau de la rivière dans l'abbaye, à la seule charge de remettre en bon état la voie publique sous laquelle ils passeraient, toutes les fois que l'aqueduc souterrain exigerait des réparations. Cette voie publique était la rue dite aujourd'hui de

(1) *Hist de Notre-Dame*, p. 179.

Notre-Dame, nouvellement ouverte sur le domaine abbatial en dehors de la clôture. Ensuite, Béatrix obtint du comte d'enclore dans le pourpris du monastère tout le vaste terrain qui s'étendait entre cette voie et les murs du monastère, par une puissante muraille et de fermer l'ancienne porte. Une nouvelle clôture longea donc cette voie ; elle était haute et surmontée d'une galerie crénelée. On pénétra désormais dans le couvent par une porte fortifiée, composée de deux entrées en ogive, l'une charretière et l'autre cavalière, s'engageant sous des voûtes. Elle était surmontée aussi d'une galerie crénelée, de deux échauguettes et de tourelles. Quelques fenêtres étroites percées sur la rue donnaient du jour à une salle haute pratiquée sur les voûtes. Cette porte existe encore avec son style sombre et sévère du XIII^e^ siècle, sauf les toitures en pierre qui couronnaient les échauguettes. La partie de la clôture qui s'étend de cette porte jusqu'à l'Arquebuse a été rebâtie au XVIII^e^ siècle.

Béatrix de Chérizy conçut aussi le dessein de construire une nouvelle *hôtellerie* dans un autre endroit. Elle acheta à cet effet, de Pierre de Saponay, pour 550 livres de monnaie forte, une place qui s'étendait devant la porte de l'abbaye, entre la nouvelle rue et la rivière. Ce fut sur ce terrain, plus commode, et plus spacieux et vis-à-vis la porte, qu'elle fit jeter les fondements de l'établissement charitable. Il se terminait par une chapelle du côté de l'Arquebuse, et avait une cour et un jardin. L'entrée de cette chapelle sur la rue correspondait à peu près à la porte cavalière de l'abbaye, et l'entrée de l'hospice à peu près à la porte cochère, mais dans de moindres dimensions. Plus tard, c'est-à-dire du XV^e^ siècle à la fin du XVIII^e^, une galerie de bois, couverte, jetée au-dessus de la rue servait de communication entre l'abbaye et la chapelle où elle devait aboutir à une sorte de tribune. Afin de garantir la nouvelle enceinte du monastère contre les prétentions que pourrait élever plus tard la commune, l'abbesse obtint, en 1231, du mayeur Raoul et des échevins une déclaration constatant qu'ils n'avaient aucun droit sur tout ce qui s'étendait depuis la vieille porte du monastère, le long du mur qui bordait le grand chemin, vers l'Aisne, jusqu'à la voie nouvellement ouverte

sur le domaine du monastère ; laquelle voie se dirigeait vers la chapelle de Sainte-Croix jusqu'au Parvis ;et que le monastère pouvait renfermer et fortifier tout ce qui était contenu dans ces limites (1). Quant à l'ancienne porte de l'abbaye, ces particularités indiquent assez clairement qu'elle devait s'ouvrir vers le chevet de l'église de Notre-Dame. En effet il est question, dans une charte de 1322, de maisons près de la *vieille hôtellerie* et de la rue de la *Fourberie* (du Pot-d'Etain) qui avaient appartenu à Pierre *le Cirier ;* or l'hôtellerie d'un monastère se trouvait toujours près de la porte de celui-ci.

Dès 1224, Béatrix avait placé à l'hôtellerie des frères et des sœurs converses, ayant à leur tête une *procuresse,* et dont le nombre fut fixé à vingt par Haymard de Provins, sur la demande des religieuses, preuve évidente du développement qu'avait pris cet établissement de bienfaisance. Celles-ci avaient le droit de mainmorte et de succession des malades qui y décédaient et qui leur fut en vain contesté en 1351 par l'évêque de Soissons d'alors, à l'occasion du décès d'un nommé Jean de Noyan, arrivé en ce lieu, et dont il réclamait l'argent (2). Malheureusement l'affluence des pèlerins et des malades qui venaient vénérer les reliques du monastère rendit ses revenus insuffisants. Henri de Braine, archevêque de Reims, vint à son secours en faisant, en 1233, un appel à la charité publique par un mandement fort pressant adressé aux abbés, prieurs, doyens et prêtres de la province. Il leur recommandait de permettre aux envoyés de Notre-Dame d'exposer leurs reliques dans leurs églises, même avant celles de l'Eglise de Reims, et faisait une concession d'indulgences à ceux qui donneraient des secours à cette maison hospitalière (3).

Sous l'abbesse Helvide, l'*hôtellerie* avait acheté de Galon de Courmelles, 10 esseins de terre *semeure* que celui-ci possédait au milieu des biens de l'établissement, près de la maison *dou Mant;* et comme Robert, chanoine de Saint-

(1) *Hist. de Notre-Dame,* Preuves, pp. 446 et 448, chartes de 1213. — *Cartul. de Notre-Dame* (Archiv. de l'Aisne).

(2) *Cartul. de N.-D.* (Archiv. de l'Aisne) *Sentence du bailli de Vermandois,* de 1351.

(3) Lettres de 1233, *Hist. de N.-D.,* p. 449, Preuv.

Pierre au Parvis, en avait la jouissance sa vie durant, Marie Touchet, alors « procuresse de ceste hostellerie et li frères et li sœurs » de cette maison octroyèrent à Robert la moitié des fruits (1). On ne sait si les lettres de l'archevêque eurent des résultats immédiats, mais on peut enregistrer quelques donations faites à l'hôtellerie dans la première moitié du XIII^e^ siècle. On remarque en premier lieu celle de Mathilde, vidamesse de Laon, qui, en 1213, avait donné à l'abbaye un domaine à Urcel. Cette noble dame fonda un revenu pour la lampe qui devait brûler la nuit auprès des malades. En 1250, les chevaliers, Jean, sire de *Cremmeilles* (Cramailles), et Pierre de Cervenay, ratifiaient des dons faits par Isabeau, sœur de Henri de *Jouvines* (Jouaignes?) « à l'hostellerie de Notre-Dame de Soissons, car icèle Isabiaus reçueue suers en lein de ces devandiz lieus les enporte aveuc soi ainsi comme ele les emportast à son mariage, » le premier comme seigneur du fief, et le second comme tenant ce fief du sire de Cramailles (2). On trouve au commencement du XIV^e^ siècle une donation de Marguerite, dame du Tour et de Dampierre, femme de Gaucher de Châtillon, seigneur du Tour, laquelle, en 1308, laissa par son testament 10 livres au curé de Troissy et « au poures de l'otellerie de Nostre Dame de Soissons vingt sous (3). »

L'abbesse Béatrix eut encore à se louer de l'archevêque Henri dans une circonstance importante. Jean de Braine, frère du prélat, homme dont la violence égalait le crédit, ne cessait de tourmenter les sujets de l'abbaye dont il usurpait audacieusement les revenus. Les armes spirituelles ayant sans doute été impuissantes contre un seigneur qui ne tenait guère de compte du pouvoir de l'Eglise, et qui d'ailleurs se voyait le frère de l'archevêque de la province, Béatrix s'adressa néanmoins à ce dernier et à leur frère commun, Robert II de Braine et de Dreux, qui parvinrent à faire entendre raison à Jean, moyennant l'octroi d'une somme d'argent. Mais comme l'abbesse connaissait l'humeur astucieuse et versatile de Jean de Braine, elle eut

(1) Lettres de 1233. p. 166 et suiv.
(2) *Archiv. du collége héraldique de France.* — Picardie, Soissons.
(3) *Hist. de Châtillon*, p. 361.

soin de faire confirmer leur décision par le pape Grégoire IX. Du reste, Robert II et Henri II, son fils, archevêque de Reims, se montraient en tout favorables à l'abbaye, notamment en ses possessions au village d'Acy. Gilon *de Rennes*, chevalier châtelain d'Acy, et son frère, Willard, ayant pris avec Notre-Dame, en 1222, un arrangement concernant l'avouerie du lieu et divers droits du domaine, Robert le fit constater en 1226, par-devant son bailli, Pierre de Couvai. De son côté, l'archevêque fit jurer devant lui, en 1230, par Jean, son frère, comte de Mâcon, qu'il se conformerait aux usages de ses prédécesseurs pour les domaines de Notre-Dame où il possédait des *avoueries*, et reconnaître que la maison et les fossés qu'il avait fait construire à Billy sur Aisne appartenaient à l'abbaye avec l'étang, en s'interdisant d'en bâtir d'autres sur ces domaines sans le consentement de l'abbesse (1).

En même temps qu'elle prenait la défense des sujets de l'abbaye, Béatrix étendait sur eux ses bienfaits. Elle fit ratifier par le roi et par Jacques de Bazoches, évêque de Soissons, des arrangements qu'elle avait procurés entre le monastère, le vicomte Robert de Vaux, son vassal, et Guy de Pernant, en faveur des habitants de Vaux, Mercin et Saconin. Elle fit contraindre l'abbé de Longpont de rétablir un ruisseau qu'il avait détourné au préjudice de ses vassaux. En 1227, Jean de Montmirail voulut bien concéder à l'abbaye les acquisitions faites par elle à Charly, avant que son frère en fût seigneur, et que pour celles faites depuis, elle donnât une maison pour satisfaire aux devoirs seigneuriaux.

Helvide de Chérizy avait fait des concessions aux habitants d'Aizy, Béatrix leur permit, en 1232, d'entrer dans la commune de Vailly, moyennant un cens de 44 liv. parisis, une redevance de 31 muids de vin, un essein d'avoine par habitant « vivant du sien, » 4 deniers, monnaie de Soissons, par arpent de jardinage, de bois, prés, aunaies, avec exemption de vinage, dîmes et terrages, au cas qu'ils fussent convertis en terres labourables. Ils restaient obligés, en outre, de moudre, cuire et faire leur vin, aux moulin, four

(1) *Archiv. du Collége héraldique de France.* — Picardie.

et pressoir de l'abbaye, sous peine de 7 sous et demi d'amende, à faire nommer le maire et les trois échevins par l'abbesse à qui ils feraient serment de fidélité. Si elle passait à Aizy, ils devaient lui fournir, pendant son séjour, les matelas et les oreillers nécessaires pour garnir son lit et ceux de sa suite. Cette charte fut confirmée par le roi qui se réserva toujours les droits d'*ost* et de *chevauchée* avec la connaissance des crimes de rapt, d'émeute et d'incendie. Béatrix accorda les mêmes franchises aux serfs de Nanteuil la Fosse. Elle acquit, en 1234, toutes les redevances de Coupru, moyennant sept muids et deux esseins de blé et d'avoine, une certaine quantité de pois et de fèves qu'elle donna au prieuré du Charme; elle laissa aussi des revenus sur Pernant et Villeneuve pour acheter à chaque religieuse six aunes de toile destinées à leur faire « des chemises blanches, » et mourut le 24 mars 1235.

Mais avant de mourir, elle vit se ranimer les semences de division avec le chapitre par une cause d'interdit que Jean, fils aîné du comte Raoul, provoqua en 1230. Ce seigneur avait épousé, du vivant de son père, Marie, fille de Roger, seigneur de Chimay, et d'Agnès, dame du Tour. Dès 1227 il avait fait hommage à l'évêque, du consentement de son père, de la moitié du *stellage* de la ville, sauf les droits féodaux et les aumônes qu'ils doivent payer, et, en 1230, il avait passé avec le roi une convention par laquelle ils s'engageaient à ne plus détenir les juifs l'un de l'autre (1). Voici quel fut le sujet de sa querelle avec le chapitre. Se livrant un jour au plaisir de la chasse avec plusieurs seigneurs de la province et une suite nombreuse, aux environs de Bucy le Long, il rencontra près de ce village un chanoine de Saint-Gervais qui lui chercha noise au sujet de la *Garenne de Soissons*. Des paroles on en vint aux effets, tant il y eut que le chanoine fut maltraité, emmené prisonnier et traîné en divers endroits. La nouvelle de cet attentat ne fut pas plutôt arrivée dans la ville que le chapitre, prenant fait et cause pour l'un de ses membres si indignement traité, et ayant inutilement élevé de grandes plaintes

(1) Titres de l'Evêché, M. Regnault, Preuv., p. 19. — Lettres de Jean, de 1230. — *Ampliss. collect.*, D. Martène, t. I, p. 1235.

pour amener une réparation, excommunia le fils du comte de Soissons avec tous ses fauteurs. Ce premier coup les ayant plutôt irrités qu'étonnés, et la satisfaction se faisant attendre, le chapitre lança une sentence d'interdit sur la ville, cessa ses offices et obligea les autres églises à l'imiter. Bien plus, il en référa au pape Grégoire IX pour le supplier de maintenir la sentence par son autorité apostolique et de ne pas souffrir que l'Eglise fut ainsi outragée impunément dans la personne d'un de ses membres. Le pape maintint l'excommunication par un bref du 18 janvier adressé au doyen et à l'archidiacre de Meaux et au chanoine Simon de Luzancy, avec ordre de la publier par toute la province de Reims.

Cette fois, l'abbaye de Notre-Dame eut grand'peine à se soustraire aux ordres de la cathédrale. Les religieuses ayant refusé de fermer, comme les autres, les portes de leur église, dans la crainte de laisser croire, surtout après ce qui s'était passé quatorze ans auparavant, que le chapitre eût quelque autorité sur le monastère, l'évêque, que l'outrage fait au chanoine avait fort irrité, leur donna ordre de célébrer les offices à huis-clos en leur déclarant expressément qu'il faisait en cela acte formel d'autorité épiscopale (1). Le chapitre, de son côté, envoya un monitoire à l'abbesse, lui demandant satisfaction pour avoir fait sonner à son église pendant l'interdit. Celle-ci en appela à qui de droit, mais quelques personnes s'étant interposées, le chapitre renonça à son «monitoire», et déclara même, en 1232, qu'il n'intenterait plus aucun procès à qui que ce fût de l'abbaye sur cette affaire, soit devant sa justice, soit devant aucun autre tribunal (2). Peu de mois après cette promesse, les chanoines voulurent lancer contre l'abbaye elle-même un autre interdit, parce que ses convers ou sergents s'étaient saisis d'un des sujets du chapitre; mais l'abbaye en ayant appelé à Reims comme d'abus, il lui fallut cette fois se désister.

Cependant les chanoines, craignant avec raison qu'on employât contre ses armes spirituelles d'autres armes plus

(1) Charte de 1230, *Hist. de N.-D.*, Preuv., p. 448.

(2) *Hist. de N. D.*, p. 448. — Charte de 1232.

violentes, eurent recours à la protection du roi, qui ordonna à ses baillis de leur prêter main forte. Alors une véritable guerre éclata dans le Soissonnais entre les baillis royaux et les gens du comte. Ceux-ci se saisirent des officiers du chapitre, prirent les chevaux des chanoines et ceux de leurs fermiers, se mirent à démolir leurs fermes et à porter la dévastation sur leurs terres. Des représailles s'en suivirent; mais enfin les deux partis, las de ces courses et de ces violences, et d'ailleurs le temps de Pâques étant arrivé, songèrent à s'entendre. Ils acceptèrent la médiation de Henri de Braine, archevêque de Reims, qui, en 1233, régla l'affaire à Soissons, en présence de Milon de Nanteuil, évêque de Beauvais, et de Jacques de Bazoches. L'accommodement portait que le jeune comte rendrait tout ce qu'il avait pris, hommes, biens, chevaux, qu'il renoncerait à la *Garenne de Soissons* ou de Bucy, qu'il laisserait en sécurité le chapitre et ses revenus, qu'il irait recevoir son absolution dans une procession publique, en la posture d'un pénitent, que les fauteurs de ces violences seraient aussi obligés de recevoir leur absolution à Soissons et dans les autres villes où la sentence d'excommunication avait été publiée, et notamment dans les villages et les fermes où le chanoine avait été emmené. Quant aux chanoines, ils devaient aussi rendre au seigneur de Chimay ses hommes et ses chevaux qu'ils avaient fait capturer, écrire au roi, aux évêques et aux chapitres de la province que satisfaction leur avait été faite, et lever l'interdit. L'accord fut signé des trois prélats et revêtu de leurs sceaux ainsi que de ceux de Jean, comte de Soissons, et de Raoul, son frère, vicomte de Cœuvres, pour lequel le vieux comte Raoul, leur père, avait érigé cette vicomté vers 1232. Les prélats paraissaient sur les sceaux en habits pontificaux et les deux princes à cheval et l'épée à la main (1).

C'était alors interdit sur interdit. L'Eglise de Soissons était à peine sortie de celui-ci qu'elle retomba dans un autre qui partit d'un diocèse voisin, mais frappa toute la province. Louis IX commençait à développer cette autorité

(1) Dormay, t. II; p. 218. *Ex* Trésor de la cathéd. — H. Martin, t. II, p. 118.

que Philippe-Auguste avait introduite dans la politique des rois de France, pour donner à la couronne toute sa prépondérance dans la hiérarchie féodale. L'élection d'un maire à Beauvais ayant donné lieu à de vives contestations, Louis, pour les terminer, nomma un autre maire. Ce coup de vigueur, loin de ramener le calme dans la cité, irrita les esprits, qui n'étaient pas accoutumés encore à cette intervention énergique du pouvoir royal, et le maire fut tué dans une émeute avec vingt autres personnes. A cette nouvelle, le roi accourut à Beauvais pour faire lui-même justice des coupables. L'évêque, Milon de Nantheuil, jaloux de conserver sa juridiction, demanda qu'ils comparussent devant son tribunal. Le prince, sans aucun égard pour ses représentation, jugea et châtia les meurtriers, et exigea de l'évêque 20 livres pour droit de gîte. Milon, hésitant, demanda du temps pour délibérer ; il fit saisir son temporel. Un concile fut indiqué à Noyon pour la première semaine de Carême.

La tenue des conciles provinciaux avait paru, en effet, à Henri de Braine le meilleur moyen pour s'opposer au mépris que faisaient les laïques des dignités et des priviléges ecclésiastiques. En 1231, l'archevêque en avait tenu un à Saint-Quentin, où avait été réglé l'ordre de préséance dans ces sortes d'assemblées et où on s'était déjà occupé de la défense de l'Eglise. L'archevêque prenait place au milieu du chœur, sur un trône *(cathedra)*, comme président du concile ; à sa droite siégeaient en demi-cercle les évêques de Soissons, de Beauvais, de Noyon, de Tournai, de Senlis ; à sa gauche étaient les évêques de Laon, de Châlons, d'Amiens, de Térouane, d'Arras. Celui de Cambrai se trouvait vis-à-vis l'archevêque. Cet ordre fut invariable.

Milon de Nantheuil ayant donc présenté sa plainte aux évêques de la province réunis à Noyon en 1232, on députa à Louis IX Jacques de Bazoches avec les évêques de Châlons et de Laon pour l'avertir qu'ils allaient procéder à une enquête sur les lieux même ; puis une autre assemblée fut indiquée à Laon, pour entendre leur rapport, qui fut, en effet, présenté le troisième dimanche de Carême. Il fut jugé que le roi avait porté atteinte aux droits de l'évêque de Beauvais, et on lui envoya trois nouveaux députés pour l'avertir de lever la saisie qu'il avait jetée sur l'évêché.

Louis IX ne tint compte de l'avertissement, et on réunit un nouveau concile à Senlis, vers l'Ascension. On y décida que, si le roi n'avait pas donnné satisfaction à l'évêque de Beauvais avant le temps des vendanges, toute la province serait mise en interdit, et tous les prélats se rendirent en corps auprès de lui pour l'instruire de cette résolution. Louis étant toujours inébranlable, on se rassembla encore à Saint-Quentin, dans l'octave de la Nativité de la Sainte-Vierge 1233, et on arrêta que l'interdit serait lancé dans l'octave de la Toussaint et que l'on enverrait à Rome, aux frais de tous, une ambassade solennelle pour y défendre les priviléges et libertés communes (1).

Avant d'en venir aux dernières extrémités, les évêques de Soissons, de Châlons, de Senlis et de Cambrai firent, avec l'archevêque de Reims, une nouvelle tentative auprès du roi. Elle demeura, comme toutes les autres, sans succès et les prélats fulminèrent l'interdit dans leurs diocèses, à l'exception de l'évêque de Noyon. Mais cet interdit fut loin de produire les effets qu'ils en devaient espérer, car les chapitres de la province, mécontents de n'avoir pas été consultés sur une affaire d'une si grande importance, refusèrent de le reconnaître; celui d'Amiens alla même jusqu'à prétendre qu'il était de nul valeur, parce que les chanoines étant obligés de prier pour leurs bienfaiteurs, ils ne pouvaient cesser l'office dans leurs églises que pour des causes générales et de la dernière gravité. Par suite de cette opposition, l'interdit fut mal observé, et dans bien des endroits on n'en tint aucun compte. Le peuple, privé de ses fêtes, murmurait; les curés, entravés dans leurs fonctions pastorales, se joignaient à lui pour exprimer leur mécontentement. Les prélats se réunirent encore une fois à Saint-Quentin, vers la fin de l'année 1233, et appelèrent les chapitres à siéger avec eux. L'avis de lever l'interdit l'emporta. L'évêque de Beauvais, l'un des opposants, en appela au Saint-Siége, mais malgré cet appel, Jacques de Bazoches, président du concile en l'absence de l'archevêque, leva, en effet, l'interdit, prononça la dissolution de l'assemblée, et chacun partit pour célébrer en son église les fêtes de Noël,

(1) Lettre de Jacques de Bazoches. MARLOT, t. II, p. 516.

qui approchaient. Le concile, toutefois, avait écrit au pape Grégoire IX pour lui exposer les diverses phases de cette affaire et le conjurer d'apporter un prompt remède aux maux de « l'Eglise désolée de Beauvais (1). »

Un troisième interdit vint encore frapper le diocèse de Soissons et toute la province de Reims, sur laquelle il ne pesa pas moins de deux années. Il fut lancé en 1234, à l'occasion des troubles excités à Reims par la commune contre l'archevêque et par ceux qui eurent lieu à Soissons vers le même temps. Les démêlés des prélats rémois avec Louis IX avaient soulevé les esprits contre l'autorité ecclésiastique et ses droits, auxquels ce prince avait porté une grave atteinte par un édit, rendu dans un parlement à Saint-Denis, sur les juridictions des tribunaux ecclésiastiques. Cet édit portait que les vassaux du roi ne seraient pas tenus de répondre en matière civile à aucun de ces tribunaux; que, si les juges ecclésiastiques les excommuniaient pour ce refus, ceux-ci seraient contraints par la saisie de leur temporel de lever l'excommunication ; et que tous les prélats ecclésiastiques et leurs vassaux seraient tenus en toutes causes de subir le jugement du roi et des seigneurs.

Les bourgeois de Reims s'autorisant mal à propos de cet édit et des divisions qu'il avait causées, s'émancipèrent au dernier point. Leur ressentiment tomba d'abord sur Thomas de Beaumetz, prévôt de la cathédrale, et cousin de Henri, à cause du zèle qu'il avait déployé dans la défense de l'autorité ecclésiastique en soutenant avec ardeur la cause de Milon de Nantheuil, évêque de Beauvais. Thomas ayant reçu l'ordre de quitter la ville, les bourgeois employèrent la violence pour le faire exécuter, et les chanoines, prenant fait et cause pour leur collègue, la quittèrent à leur tour.

D'un autre côté, les officiers de l'archevêque ayant exigé des bourgeois, avec beaucoup de dureté, une somme de 10,000 livres à laquelle ils avaient été taxés, la fureur de

(1) Vincent de Beauvais, *lib.* xiii, p. 137. — D. Martène, *Thesaur. anecdot.*, t. I, p. 975. — Labbe, t. X. — Marlot, t. II, p. 357-371. — *Gall. christ.*, t. IX. — Cardinal Gousset, *Actes de la province de Reims*, t. II, p. 357 à 371.

ceux-ci ne connut plus de bornes ; l'archevêque et le chapitre en furent les victimes, malgré la protection du pape Grégoire IX qu'ils avaient réclamée. Des barricades sont construites à l'aide des pavés des rues ; l'église des Frères mineurs est envahie et sert de forteresse aux émeutiers ; les deux maisons de campagne de l'archevêque à Pont-Faverger et à Cormicy sont dévastées ; le château de la Porte de Mars est assiégé et emporté, le maréchal de l'archevêque est massacré, et lui-même obligé de prendre la fuite. Il lance une sentence d'excommunication, mais elle demeure sans effet sur les séditieux, et il est forcé d'implorer de nouveau le secours du pape. Grégoire IX ne fit pas attendre sa réponse. Par lettres du 14 octobre 1233, il manda à Luc de Lodève, doyen de l'Eglise de Paris, et à Ferry, chanoine de Langres, docteur en théologie, de faire publier dans tout le diocèse de Reims la sentence d'excommunication lancée par l'archevêque et d'en poursuivre de toutes leurs forces l'exécution, en faisant saisir les biens des récalcitrants et en invoquant l'assistance du bras séculier pour les réduire. Comptant sur l'appui du roi, que semblait leur garantir l'édit de Saint-Denis, les rebelles, non contents de mépriser l'excommunication, se jouèrent même de l'autorité des deux commissaires du pape. Ce fut sans doute pendant l'absence de l'archevêque, et certainement de son autorité, que l'évêque de Soissons, Jacques de Bazoches, fit, le 23 octobre 1233, la translation du corps de saint Thierry, à Reims, en présence des évêques de Châlons, de Beauvais, de Cambrai, de Tournai et de Senlis, dans une nouvelle châsse d'argent.

Les troubles de Soissons, quoique moins graves que ceux de Reims, n'en eurent pas moins de retentissement. Le chapitre ayant décliné la juridiction royale en certaines causes, le bailli du roi avait reçu l'ordre de saisir son temporel ; et, de plus, le prince vint s'immiscer dans l'élection de l'abbesse de Notre-Dame, au-delà des bornes ordinaires. La trésorière de l'abbaye étant morte en même temps que l'abbesse, Béatrix de Chérizy, décédée le 24 mars 1236, la prieure, Agnès de Chérizy, à qui, en cette qualité, revenait le gouvernement pendant la vacance de la chaire abbatiale, ne put empêcher, avec toute sa fermeté, des cabales de se former.

Ce fut au point qu'il fallut recourir au souverain-pontife pour la provision de cet office, toujours jusque-là conféré par les abbesses. Le pape délégua comme juges dans cette cause, qui devint pour l'abbaye une source de dépenses, Guillaume, évêque de Paris, et Etienne, son archidiacre, qui décernèrent la trésorerie à Marie de Bazoches, nièce de la prieure, Agnès de Chérizy, soutenue par sa tante. Les adversaires de Marie, se voyant vaincues, tournèrent toute leur opposition contre l'élection d'Agnès à l'abbatiat, sous prétexte que la famille de Chérizy deviendrait assez puissante dans l'abbaye pour en accaparer toutes les charges qu'Agnès ne manquerait pas de lui donner, et pour les opprimer. Cette raison n'était pas sans valeur. Très-influente dans le pays, la maison de Chérizy avait déjà fourni plusieurs abbesses à Notre-Dame, et ses nobles filles, après y avoir pris le voile, étaient assurées de parvenir aux premières dignités claustrales. Elle avait donné au chapitre de Saint-Pierre deux chanoines, Gérard et Gobert de Chérizy. Celle qu'on proposait pour abbesse, Agnès, fille de Gobert de Chérizy et de Muret, frère d'Helvide de Chérizy, abbesse de Notre-Dame, laquelle en prenant le voile avait apporté en dot plusieurs muids de blé de rente sur le moulin de Muret, avait déployé, du reste, comme prieure, une fermeté qu'on redoutait peut-être. Mais enfin les raisons qu'on apportait pour combattre son élection furent sans doute les moyens qui la firent réussir, car elle réunit la pluralité des suffrages (1).

Toutes ces querelles furent assez graves pour que le roi crut devoir, non-seulement suspendre l'élection et en prendre connaissance, mais encore refuser la régale à la nouvelle élue quoique elle eût été confirmée par l'évêque. Il défendit au prélat de bénir Agnès, et au chapitre de la recevoir dans son église pour cette cérémonie; il fit même enlever par son bailli laïque les vases sacrés et les reliques du monastère pour les garder comme gage de l'exécution de ses ordres. Ensuite il nomma Anselme de Laon, Geoffroy, évêque élu de Châlons, et l'écolâtre de Soissons, pour travailler à la pacification du couvent. Les commissaires sur-

(1) *Hist. de N.-D.* — *Gallia christ.*, t. IX.

pris par les artifices du parti opposé à Agnès, cassèrent l'élection et mirent les religieuses en demeure de procéder à un nouveau scrutin ou d'accepter une abbesse du choix de Jacques de Bazoches. Sur le refus de ces filles, ils nommèrent abbesse Marie, la trésorière; puis, sur les remontrances des religieuses les plus sages, ils fixèrent leur choix sur Agnès. C'était là première fois qu'aux termes de la charte de Charles le Chauve, un roi de France intervenait dans l'élection débattue d'une abbesse de Notre-Dame de Soissons.

Tant de griefs que les prélats de la province de Reims avaient contre Louis IX, portèrent l'archevêque Henri de Braine à convoquer un concile à Saint-Quentin pour le 23 juillet 1235. Tous les évêques de la province s'y rendirent en personne ou s'y firent représenter ainsi que les chapitres. L'évêque de Soissons et les délégués de Saint-Gervais avaient trop d'intérêts à débattre dans cette assemblée pour ne pas y arriver des premiers. Les chapitres se plaignirent surtout qu'on les contraignît de plaider en cour séculière avec des excommuniés et qu'on les forçât à prouver par le duel que leurs gens appartinssent à leurs corps. On décida qu'une supplique serait adressée au roi sur tous les points où les droits de l'Eglise et les libertés de la province avaient été lésés. On lui demandait, en ce qui regardait Soissons, que le seigneur roi révoquât la saisie du temporel du chapitre de Saint-Gervais, celui-ci ne voulant pas plaider devant lui une cause déjà jugée par un tribunal ecclésiastique; qu'il accordât les régales à l'abbesse de Notre-Dame pour qu'on pût procéder à son élection; qu'il fît rendre au monastère ses reliques et ses vases sacrés; enfin, qu'il ne forçât plus de plaider avec des excommuniés. Ensuite on convint de se réunir encore à Compiègne le dimanche d'après la fête de saint Pierre aux Liens pour y attendre la réponse du prince, et on se rendit à Melun, près du roi, pour lui présenter la requête rédigée à Saint-Quentin. Louis IX remit sa réponse au lendemain de l'Assomption, mais dès le premier dimanche d'août tous les prélats s'étaient rendus à Compiègne (1).

(1) Marlot, t. II, p. 518. — Cardinal Goussет, t. II, p. 375. — Labbe, t. IX, col. 502. — Dormay, t. II, p. 279.

Prévoyant la réponse du roi, les évêques décidèrent, dans l'assemblée de Compiègne, que si elle n'était pas favorable, on procéderait selon la rigueur des canons. Une seconde monition fut faite par les prélats le samedi d'après la Nativité de la Sainte-Vierge, et une troisième le lundi d'après l'Exaltation de la Sainte-Croix, par les abbés de Saint-Crépin le Grand, de Saint-Remy de Reims et d'Essômes, qui se présentèrent au prince, en personne, d'après les ordres du concile, au château de Vincennes. Louis n'ayant pas répondu aux monitions, une troisième réunion des évêques eut lieu à Senlis, vers la Saint-Martin, à la suite de laquelle, sur la proposition des évêques de Soissons, de Châlons, de Cambrai et de Térouane, l'interdit fut jeté sur toute la province de Reims par l'archevêque, avec défense d'y administrer d'autres sacrements que ceux du baptême et du viatique, et excommunication contre les évêques qui ne le feraient pas observer dans leurs diocèses.

Cette hardiesse déplut souverainement au roi et surtout aux seigneurs qui, la même année, écrivirent au pape pour se plaindre des prélats de la province de Reims et surtout de l'évêque de Beauvais, lesquels osaient se soustraire à l'autorité royale. Jean, comte de Soissons, fut l'un des signataires de cette lettre. Grégoire IX n'osant décider la question, se contenta de prier le roi, par sa réponse du 15 février 1236, de supprimer son ordonnance de Saint-Denis, s'appuyant sur ce principe « que Dieu a donné au pape les droits de l'empire céleste et terrestre. » Louis IX ne paraît pas s'être beaucoup ému de ces exhortations. Défenseur des droits légitimes du clergé, il ne l'était pas moins de ceux de sa couronne. Jacques de Bazoches, l'un des évêques les plus réguliers et les plus estimables de son temps, désolé des suites fâcheuses de cet interdit, que pourtant il avait provoqué l'un des premiers, parvint, par sa prudence, à le faire lever, et le roi qui, au fond, n'y était pas moins sensible, se rendit aux demandes des prélats (1). Etant venu à Reims, il fit signer, le 7 février 1236, un acte d'accommo-

(1) DORMAY, t. II, p. 279. — CABARET, *mss.*, t. II, p. 568. — N. LELONG, *Hist. du diocèse de Laon*, p. 297.

dement ménagé par Clément, abbé de Saint-Denis, et par Pierre de Colmieu, prévôt de Saint-Omer, ses commissaires. Les bourgeois furent condamnés à envoyer soixante d'entre eux au-devant des chanoines à leur rentrée dans Reims, en chemise, les pieds et les bras nus, jusqu'au Mont des Arênes, et à payer une somme de 10,000 livres. La première condition fut, à ce qu'il paraît, supprimée, mais la seconde souleva une nouvelle sédition vers la fin de 1237.

Les officiers de Henri de Braine ayant levé avec trop de rigueur la somme que les bourgeois s'étaient engagés de payer, les scènes déplorables de 1235 se renouvelèrent. Son bailli fut outragé avec ses sergents, et toute satisfaction fut refusée. Henri, résolu de soutenir ses droits par la force, s'empare des portes de la ville à l'aide de plusieurs seigneurs et d'une troupe de gens d'armes, y entre à main armée et, exerçant les prérogatives de seigneur temporel et ecclésiastique, il fait saisir les membres de la commune et plusieurs des plus notables bourgeois, bannit les uns, emprisonne les autres, détruit leurs maisons, met les églises en interdit et lance contre la ville une sentence d'excommunication qui ne fut levée qu'après sa mort. Pour comble de malheur, le prévôt, Thomas de Beaumetz, qui était toujours le point de mire des séditieux, ayant dû rentrer à Reims après l'accommodement de l'année précédente, fut de nouveau, en 1239, on ne sait pour quel motif, saisi et incarcéré par les seigneurs de Rumigny, père et fils, et par celui de Girondel. Henri se portant fort pour le prévôt réunit un nouveau concile à Saint-Quentin, la même année, le 28 novembre, et l'on promulgua des peines terribles contre les coupables et leurs adhérents. Les évêques de Soissons et de Laon furent commis pour travailler à la délivrance du prévôt et à l'exécution des décrets, mais Thomas de Beaumetz ne put recouvrer la liberté qu'au moyen d'une composition. Louis IX parvint enfin, par son esprit de justice et de conciliation, à mettre fin à ces troubles, qui ressemblaient à de véritables révolutions (1).

L'archevêque Henri de Braine ne survécut que peu de

(1) *Ubi supra.*

temps au retour de la paix dans son diocèse. Après avoir ménagé, vers la même époque, un accommodement entre Garnier, de Laon, et la commune de cette ville, il mourut en son château de Courville, le 6 juillet 1240, et fut inhumé dans l'église abbatiale de Vaucelles, qu'il avait dédiée en 1235, et non dans sa cathédrale, comme quelques-uns le prétendent. Il avait fondé en celle-ci, au mois d'avril 1238, deux chapelles chargées d'une messe quotidienne pour ses père et mère et pour son oncle Philippe, évêque de Beauvais, moyennant une rente de 15 livres sur les péages de Nouvion, la Fère et Marcoussis, sans compter celle de 100 livres pour son anniversaire. Il était représenté en habits pontificaux sur l'une des verrières de la nef de la cathédrale de Reims.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre la mort de Henri et la nomination de Juhel de Monthefelon, son successeur, l'évêque de Soissons remplit à Reims les fonctions épiscopales, en sa qualité de premier suffragant. Il bénit Simon de Marmoutiers, abbé de Saint-Nicaise, et en 1242, le jour de saint Thomas de Cantorbéry, les abbés de Mouzon et de Saint-Basle, après, toutefois, qu'ils se furent présentés au chapitre de Reims. Thomas de Beaumetz, cousin de Henri de Braine, succéda à Juhel. Innocent IV étant à Lyon lui adressa, en 1250, une bulle où il l'avertit que l'évêque de Soissons, se trouvant à la croisade et ne pouvant faire sa consécration, il eût à s'adresser à l'évêque de Laon pour cette cérémonie (1).

Tout porte à croire que le chapitre de Saint-Gervais et Notre-Dame de Soissons reçurent, comme l'archevêque Henri de Reims, de pleines et justes satisfactions de leurs griefs. Quant à l'abbesse, Agnès de Chérizy, elle oublia généreusement les difficultés de son élection. Sa communauté, dont elle sut gagner l'affection, lui permit d'avoir son sceau particulier et de le joindre à celui de l'abbaye, qui portait l'image de la Sainte-Vierge. Après avoir mis fin à de nouvelles difficultés avec le couvent du Charme, au sujet des novales qu'elle consentit à partager par moitié, elle acquitta, en 1239, au mois d'octobre, 845 livres sur une

(1) *Ubi supra.*

somme de 2,224 livres, que Marie de Bazoches avait dépensées lors de son élection et qu'elle avait empruntées, à gros intérêts, à des marchands de Sienne durant les foires de saint Ayoul de Provins (1). Le reste de cette somme n'ayant pas encore été payé en 1240, à cause des dépenses considérables que faisait l'abbesse, ce fut une nouvelle occasion de troubles. Les créanciers qui n'avaient pas été remboursés aux termes convenus, enlevèrent de force le trésor afin de le vendre pour se payer. Exaspérées d'un pareil outrage, les religieuses éclatèrent en plaintes, et le pape ayant déclaré que la communauté n'était point passible de dettes contractées sans son ordre et dont on ne pouvait justifier l'emploi, l'abbesse prit la sage résolution de sacrifier une partie de ses propres économies et de faire accepter par le couvent l'extinction du reste de la dette sur les fonds du monastère, à la charge pour la trésorière de lui abandonner le revenu de 3 muids de blé qu'elle avait acquis pour son office.

Agnès de Chérizy, malgré la tendresse et la vénération que devait lui inspirer son neveu Jacques de Bazoches, n'en défendit pas moins contre lui les exemptions du monastère. Le prélat s'étant rendu à Aizy voulut loger dans la maison du couvent, où il prétendait avoir droit de *procuration*. L'abbesse fit défendre par ses gens de le lui accorder. Le prélat, après avoir consulté des prud'hommes, reconnut, en effet, l'exemption de la grange d'Aizy, et y séjourna à ses propres frais. Il déclara même, dans une charte de 1241, afin d'éviter le retour de nouvelles difficultés, que cette grange ne devait aucune procuration à l'évêque de Soissons. Du reste, l'abbesse travailla activement dans le même sens à la cour de Rome, auprès des papes Adrien et Alexan-

(1) Charte de Jacques de Bazoches, de 1239 (*Hist. de N.-D.*, Preuves). On sait qu'au moyen âge les foires de Champagne étaient surtout fréquentées par les Italiens, et que ces foires, alors extrêmement protégées par les comtes de Champagne et les rois de France, étaient les entrepôts des marchandises du Nord et du Levant. Les marchands Italiens y avaient des tables de change et ils prêtaient de l'argent aux seigneurs et aux établissements religieux. La rue des Lombards, à Soissons, a dû tirer son nom des banquiers et marchands lombards qui s'y étaient établis, sans doute à l'occasion des foires de Champagne et de Brie. Parmi les créanciers de N.-D. se trouvaient les riches familles marchandes des Aldobrandini et des Gondy.

dre IV. Celui-ci, par une bulle de 1254, où il loue l'affection du monastère pour l'Eglise romaine, renouvela ses immunités pour mettre fin à la « violence » et à « l'injure » que les prélats soissonnais avaient exercées pendant près de trente ans au sujet des droits de visite et de procuration (1).

Agnès affermit donc en toutes rencontres les droits de Notre-Dame, fit de nombreuses acquisitions et régla beaucoup d'affaires. On la voit, en 1214, confirmer à Archambault, abbé de Valsery, les biens qu'il avait acquis sur le domaine de l'abbaye, moyennant le paiement des droits seigneuriaux ; acquérir des biens à Charly, du chevalier Jean de la Ferté; à Coupru, du chevalier Nicolas de Bourêche; à Pierrefonds, des seigneurs de Cuise; 4 muids de blé de rente de la comtesse Agnès de Château-Porcien ; concéder, en 1226, à l'abbé de Bucilly un domaine à Cuirieux, pour 60 sous de rente, payables à Soissons et que confirma Conon, abbé général de Prémontré (2). Elle fit abolir, en 1241, par une bulle de Grégoire IX, une coutume déplorable selon laquelle les hommes de corps de l'abbaye, qui s'enfuyaient sur d'autres seigneuries, n'en pouvaient être retirés que par le duel, seul moyen qu'on admettait pour prouver leur origine (3). Après l'année 1251, elle parvint à conserver à Coulolsy des droits de dîmes qu'on lui disputait ; elle reçut des donations de Raoul de Château-Porcien, acheta des terres à Huard de Saconin, entra en accord avec le chapitre de Meaux, sur l'usage des pâtures de Jaignes, près de la Ferté sous Jouarre ; fit ratifier, en 1253, par Mathilde, nièce de Guillaume, châtelain de Saint-Omer, la rente de 2,000 harengs faite par son oncle à Notre-Dame, acquit de Renier de Morsain, qui se reconnut vassal de l'abbaye, de Pierre de Ressons le Long, de Renaud de Crécy, chevaliers, des terres et des fiefs montant à environ 454 arpents, pour le paiement desquels elle déboursa des sommes considérables.

(1) Bulle d'Alexandre. *Preuves*, p. 453, *ibid.*

(2) *Breve chronic. abbat. Buciliens.*, par Casimir Oudin, prémontré, et publié par A. de Marsy (*Bullet. de la Société académiq. de Laon*, t. XVIII, 1870).

(3) *Hist. de N.-D.*, p. 183 à 191.

Mais la plus grande dépense que fit Agnès s'appliqua à la reconstruction du monastère, commencée par Béatrix. Le cellier, le four, les dortoirs et la grande salle qui les supportait, la cuisine et de nombreux offices s'élevèrent successivement. Elle obtint des évêques de la province, en 1251, que les fidèles contribuassent à l'achèvement de l'hospice, auquel elle mit la dernière main. Tous ces édifices, d'une structure imposante, ont été rebâtis, à l'exception de la grande porte en ogive. Agnès mourut d'une fièvre maligne, le 28 juillet 1256, après avoir obtenu qu'on ferait une aumône générale le jour de son anniversaire (1).

Un différend qu'Agnès avait eu avec les chanoines de Saint-Pierre au Parvis, qui voulaient faire augmenter leurs rétributions ou être déchargés d'une partie de leurs services envers l'abbaye, lui avait fourni l'occasion d'obtenir un règlement de ces obligations. A la mort du doyen, arrivée en 1247, elle avait fait agréer aux chanoines l'arbitrage de Vermond, doyen de Saint-Quentin, personnage alors en grande estime dans le monde ecclésiastique, mais celui-ci ne put faire qu'une partie de cette rude besogne, laissant bien des points indécis ; c'est pourquoi on nomma une commission composée de G... de Juvigny, chantre de Saint-Gervais et chanoine de Saint-Pierre, de G..., chantre, et de B..., chanoine de Saint-Pierre, de la prieure et de la trésorière de Notre-Dame, et de Béatrix de Clacy, religieuse. Après plusieurs conférences, la commission arrêta un concordat où l'on réglait, dans les plus minutieux détails, les nombreux services que les chanoines devaient aux religieuses, les honneurs à rendre à l'abbesse, les encensements qu'il fallait lui faire, les chapes dont il fallait être revêtu, les chants qu'on devait fournir, soit dans le chœur des dames, soit dans le cloître ; les *collatéraux* qui accompagneraient les diacre et sons-diacre, selon les offices ; la bénédiction, et distribution des cendres dans le cloître, à l'hospice, après que les religieuses auraient été faire la confession générale à Saint-Pierre ; le nombre des messes quotidiennes, des solennités, des anniversaires ; la visite des frères rendus et des sœurs de la *congrégation*, l'admi-

(1) *Hist. de Notre-Dame*, p. 183 à 191.

nistration des derniers sacrements, et les sommes de sous et deniers nérets ou de flans *(flatones)*, que chaque chanoine recevrait après l'acquit de ces divers offices. Plusieurs détails de ce règlement prouvent, du reste, que la clôture n'était pas absolue alors à Notre-Dame. Ainsi, les religieuses allaient en maintes circonstances en procession à Saint-Pierre. Elles y allaient, le jour des Cendres, pour recevoir la bénédiction du doyen ou du semainier et on les encensait à l'entrée de l'église (1). Les chanoines, à certaines fêtes, venaient les prendre à Notre-Dame pour aller à Saint-Pierre et les ramenaient à l'église du monastère. Elles allaient en procession, non-seulement dans le cloître et à leur cimetière, mais elles sortaient même de l'enceinte avec eux, par la grand'rue (2). Le doyen était tenu de visiter au besoin les *confrères* et les *sœurs* dans les lieux où ils résidaient, aux frais du couvent; et si l'une d'elles venait à mourir au dehors, les chanoines devaient aller à la rencontre du corps, avec les religieuses, comme on le faisait à l'égard de ceux qui auraient choisi leur sépulture dans le monastère. Ils devaient en agir de même pour la réception des légats du seigneur pape, du roi, de la reine, de l'archevêque de Reims et de l'évêque de Soissons, et en général dans toutes les processions qu'elles faisaient au dedans ou au dehors du monastère (3).

Mais, outre ces rapports nécessaires entre les chanoines de Saint-Pierre et les religieuses de Notre-Dame, il y en eut encore d'autres accompagnés de coutumes et cérémonies fort bizarres dont la naïveté et la publicité garantissaient l'innocence. En voici quelques-unes tirées d'un ancien

(1) « ...Postea moniales simul cum canonicis ibunt ad ecclesiam S. Petr ad processionem, absolutionem a decano vel *hebdomedario recepturæ*. » — « (clerici) in simul ibunt cum monialibus in processionem in ecclesiam S. Petri... et redibunt cum eis in ecclesiam B. Mariæ.. »

(2) « ...Et redibunt (canonici) cum monialibus et ibunt ad processionem per claustrum post factam processionem per magnum vicum. »

(3) « *Decanus visitabit, cum opus fuerit*, confratres et sorores per loca ubi resident ad sumptus ecclesiæ B. Mariæ. *Item* si aliqua vel aliquis in monasterio B. Mariæ elegerit sepulturam, hebdomadarius ibit *cum monialibus* quæsitum corpus... *Item* in processionibus quas faciunt moniales pro legatis Domini papæ... Idem facient canonici processiones cum monialibus quas *ipsæ faciunt intus et extra*... » (*Hist. de N.-D.*, p. 453, *Preuves*.— Dormay, t. II, p. 447.)

Ordinaire de l'église de Saint-Pierre, appelé *Dangard* ou *Dagar*, rédigé en 1350, et que l'on conservait dans cette collégiale. Le jour de Pâques, les chanoines allaient prendre certains ébattements en l'abbaye; mais à la *Feste des Prez*, qui se célébrait sans doute au mois de mai, chanoines et nones allaient en procession à la croix des *Prez*, de Saint-Crépin le Grand, pour y honorer la mémoire des premiers martyrs soissonnais. Là, après avoir chanté les prières usitées, ils dansaient ensemble autour de la croix « le bransle de la Madeleine, » et revenaient processionnellement, chaque chanoine portant sur sa tête un grand quartier de lard pour imiter le voile des religieuses. Ces quartiers de lard que celles-ci avaient distribués au joyeux cortége, au moment où il se mettait en marche, était une rétribution que l'abbaye devait à la collégiale, selon l'usage du temps de presque tout payer en nature. Cette procession s'appelait « Procession au lard » (*Processio ad Lares*, par allusion aux dieux Lares). Selon le même Ordinaire, les religieuses allaient aussi en procession avec les chanoines le jour de saint Marc à Saint-Pierre, le premier jour des Rogations à Saint-Médard, et le troisième à la cathédrale. Au retour, les religieuses donnaient aux chanoines un flan d'une certaine dimension dont l'échantillon était empreint sur l'un des piliers de l'église Saint-Pierre, près de la chapelle de Saint-Maur. La veille de l'Assomption, les chanoines prenaient au réfectoire du vin et des gâteaux. Voici ce qu'on lisait encore au folio 74 du vieux codex : « Ung chanoine qui est en ordre de diacre, qui s'ira pour la première fois revestir à Nostre-Dame pour dire l'Espitre, il doibt une sainture à la dame qui tient la messe (c'est-à-dire le chœur à la messe), ladite sainture aprisagiée à deux ou trois frans, et lui doibt donner quand porte la paix en cœur, et la dame lui doibt donner un chappel. » De plus « toutte-fois que on met les escollières hors d'escolle à une feste, chacune escollière doibt au soubdyacre sepmainier, en ladite église Nostre Dame, une bourse de soye étoffée de belles clochettes d'argent, et quand le soubdiacre va encenser à vespres, l'escollière doibt donner la bourse au dict soubdyacre. » De même « quand la dite escollière faict office de tenir la messe, le dyacre, quand il va encenser

après l'Evangile, doibt avoir une bourse ; et pareillement quand le soubdiacre va porter la paix, elle lui doibt une bourse. » Lorsqu'un nouveau chanoine chantait pour la première fois la messe de Prime à Notre-Dame, il offrait aux deux plus jeunes professes deux *esteufs blancs* (balles de paume) pour aller jouer, à la Saint-Georges et à la Saint-Nicolas, « emmy le prez du cloistre et pareillement le dimanche cras ; » et les deux professes lui donnaient une bourse en échange. Ces anciens usages durèrent jusqu'en 1518 où ils furent réformés comme contraires à la clôture.

On faisait aussi à Saint-Pierre au Parvis, comme à la cathédrale, certaines cérémonies qui dramatisaient l'objet de la fête qu'on célébrait. Le jour de la Pentecôte, par exemple, on sonnait « l'eaue benoiste IX cos par trois fois à la mortuaire. » Ensuite les chanoines faisaient la procession, puis allaient assister à celle de Notre-Dame. De retour à Saint-Pierre on entonnait le *Veni Creator*, et aussitôt le maître des cérémonies venait remettre à chacun « ung chappel ou chief et aux aultres à qui il appartient. » Cependant on avait fait préparer « de l'erbe vert ou clochier qui convenra jetter en aval quand il mettoit les chappeaulx, » et qui était fournie par l'argentier du chapitre. Dès que les chapeaux étaient posés sur les « chiefs » des chanoines, quelqu'un qu'on avait apposté jetait cette herbe « de hault en bas, avec des nyeules, des estoupes et du feu tout ensemble, » pour représenter la descente de l'Esprit-Saint sur les Apôtres. Chaque chanoine présent à la messe avait droit à trois « nyeules. » (1).

(1) D. Grenier, *Introduction à l'Histoire de Picardie*, p. 376. — Cabaret, t. II, p. 318. — Binet, continuateur de Michel Bertin (*Hist. manus. de Soissons.* — L'abbé Lebeuf, *Description de la Fête des Fous.* — Dormay, t. II, p. 249. — Cet historien parle de ces usages comme de « coutumes innocentes » auxquelles il ne croit pas « qu'un historien se doive arrêter. »

H. Martin et P. Lacroix insistent avec autant de malice que de malveillance sur les rapports des religieuses et des chanoines de Saint-Pierre. Ils parlent de bombances scandaleuses, « dignes de la Fête des Ânes et des Fous, usitées dans toutes les églises de la chrétienté, etc.... d'allégories érotiques, » dans ces coutumes que nous ne pouvons certainement pas juger aujourd'hui avec connaissance de cause. Ils ajoutent en remarque : que c'était une croyance générale dans le peuple de Soissons, que, lors de la démolition de Notre-Dame, on découvrit des souterrains qui avaient servi de communications secrètes entre cette abbaye et la collégiale de Saint-Pierre. On ne saurait,

VII. — Mais si on venait de Notre-Dame et de Saint-Pierre au Parvis célébrer d'une manière aussi bizarre la *fête des Prez* à la *Croix des Prez* de Saint-Crépin le Grand, rien ne prouve que les moines de cette abbaye y prissent la moindre part. Elle était gouvernée au commencement du XIII^e siècle par un abbé de mérite qui sut y ramener l'ordre et la discipline après la déposition de son prédécesseur, Léon, l'usurpateur de la mense abbatiale. Il avait commencé dès 1207, par mettre fin à un grand différend avec l'abbé de Cuissy, lequel, profitant de la mésintelligence qui régnait entre Léon et ses religieux, avait tenté de reprendre la cense de Saint-Audebert vendue par Cuissy à Saint-Crépin. Après avoir gagné l'abbé dépossédé, les chanoines de Cuissy avaient cité la communauté devant l'évêque de Châlons, à qui Léon avait envoyé par Thibauld, moine de Saint-Crépin, des lettres où il assurait avoir reçu procuration de ratifier pour lui et pour le couvent ce que les juges auraient décidé à cet égard. Or, ces lettres n'ayant pas été scellées du sceau du couvent, mais seulement de celui de l'abbé, cela suffisait pour les entacher de fausseté. Fatigués de tant de procédures, les religieux en appelèrent à Innocent III, le justicier par excellence, qui nomma une commission composée des abbés de Longpont et d'Ourscamp, et de G... de Crécy, chanoine de Soissons, pour mettre fin à cette affaire. Elle n'était pas encore terminée lorsque Renaud prit l'administration de Saint-Crépin. Celui-ci la poussa vigoureusement et les juges lui donnant gain de cause condamnèrent les parties à 36 livres parisis de dépens, au mois de juin

disent-ils, accepter ni rejeter absolument le bruit de cette découverte, lequel s'était répandu pourtant dans toute la Picardie.

On ne saurait concevoir comment des hommes d'esprit peuvent se laisser aveugler au point de consigner dans des livres sérieux de pareilles accusations, sur des rumeurs populaires telles qu'il en a tant couru à une certaine époque à propos des couvents, et que le bon sens public a laissé tomber dans l'oubli. (*Hist. de Soissons*, par H. Martin, t. II, pp. 187 et 337. *ex* Mém. mss. de Louis Brayer, ancien curé constitutionnel de Vierzy). On pourra, du reste, revenir sur ces imputations calomnieuses lorsqu'il s'agira de la Révolution de 1789. Quant aux *bombances* auxquelles, selon ces Messieurs, se livraient les chanoines de Saint-Pierre et les religieuses de Notre-Dame, on a pu voir à quoi elles se réduisaient : prendre du vin et des gâteaux au réfectoire de celles-ci, recevoir quelques flans et des quartiers de lard. L'histoire vraie ne dit pas autre chose, le reste est du plus mauvais roman.

1207. Après de nouvelles poursuites, Cuissy finit par se désister, en 1210, en présence d'Haymard de Provins et des abbés de Saint-Jean des Vignes, de Saint-Yved, de R..., grand-archidiacre, et de Guy, doyen de Saint-Gervais.

Les moines de Saint-Crépin, pour prévenir le retour de si fâcheux débats entre eux et l'abbé, avaient obligé Renaud, avant son installation, de faire le serment solennel de ne rien aliéner des revenus des deux menses, de ne rien changer au spirituel et au temporel, de recouvrer les revenus aliénés ou dissipés, de ne recevoir aucun enfant en religion sans le consentement du couvent. Ils voulaient ainsi modérer l'autorité de l'abbé qui s'était accrue par la séparation des deux menses et l'indépendance qu'elle lui procurait. Renaud, fidèle à son serment, travailla avec une grande activité au développement de la prospérité de l'abbaye (1). Jamais il n'y eut autant d'affaires expédiées que par lui et sans qu'il s'attirât le moindre blâme. Les nombreuses donations qui furent faites de son temps à Saint-Crépin, et les nombreux différends dont il fut l'arbitre, prouvent surabondamment de quelle estime il jouissait.

En 1212, on confirme à Renaud une partie de la dime de Vaudesson et le *baise doigt*. En 1215, lui-même assigne des revenus à la communauté et il est délégué par le pape Honorius III, avec l'abbé de Longpont, pour exécuter une sentence rendue par ce pontife entre Gérard de Bazoches, évêque de Noyon, et le puissant chapitre de Saint-Quentin. En 1218, il entre en arrangement avec le prêtre d'Estrées et donne à la léproserie de Soissons le *Champ Saint-Crépin* où s'éleva depuis le couvent des Célestins. Renaud préférait toujours la conciliation aux chicanes dans les procès. Haymard de Provins avait expédié, en 1210, un acte de donation de 15 setiers de bois dans le bois de Belval *(in nemore de Bella-Valle)*, faite par Robert Cossez et consentie par Foucaud, son frère, par Jean, seigneur d'Arcy qui en avait la mouvance et la gruerie, par Albéric de Saint-Remy, qui avait renoncé, en 1215, à toute réclamation sur des terres situées dans ce bois et promis de ne jamais

(1) La formule de ce serment se trouve dans le *Recueil des choses mémorables sur Saint-Crépin le Grand*, p. 162.

servir de conseil ou de défenseur à la *commune* de Saint-Remy contre le couvent (1). Toutefois, en 1219, le seigneur d'Arcy ayant intenté un procès à l'abbé sur la gruerie du bois, comme la tenant en fief de Raoul, comte de Soissons, le pape avait envoyé des juges pour régler le différend et déjà les parties avaient comparu devant eux, mais l'abbé qui ne prisait guère les voies litigieuses, préféra s'en rapporter au jugement du comte, de Raoul, abbé de Saint-Jean, et de Guy, doyen de Saint-Gervais, qui se prononcèrent en sa faveur. Par dévotion pour les saints martyrs, saint Crépin et saint Crépinien, Raoul lui-même céda à l'abbaye, au mois de septembre de la même année, ses droits sur le bois, et Jean d'Arcy, sa femme Cécile, et Guy d'Arcy, son frère, ratifièrent la décision des arbitres devant Jacques de Bazoches, évêque élu de Soissons. Enfin, le comte concéda encore, en 1223, à Saint-Crépin, tous ses droits sur le moulin de Varennes, mouvants de son fief, pour 3 muids de froment que les héritiers de Gérard du Château recevaient annuellement du grenier de l'église (2).

A cette époque du XIIIe siècle, Saint-Crépin eut une telle quantité de bienfaiteurs que c'est à peine si on peut les énumérer. C'est d'abord Thierry, de Vailly, qui lui donne à sa mort la dîme d'Essenlis à Chavonnes, laquelle lui fut confirmée par Albéric, archevêque de Reims, un légat du Saint-Siége, et par l'évêque Haymard de Provins, en 1213, et Jacques de Bazoches en 1218. Celui-ci, dans sa charte, appelle ce Thierry *gallus*, en français *gaulois*, ce qui ferait juger qu'en ce temps-là les habitants du pays qui s'étend depuis Soissons jusqu'au-dessus de Vailly, d'où ce Thierry était originaire, et non de la Picardie, étaient appelés de ce nom, ainsi que cela se pratiquait encore au XVIIe siècle (3). C'est ensuite le chevalier Gruyer de Béthisy qui lui abandonna la dîme du *Champ Baudouin* en 1222 (4). C'est Ada, de Saint-Martin, qui lui donna deux maisons

(1) Bibl. impér., n° 1773, Collect. Cocheris.

(2) Regnault, *Abrégé de l'Hist. de Soissons*. Preuv. Ex *Cartul S.-Crispini*, fol. 16.

(3) D. Hélie a lui-même vérifié ce fait en interrogeant, touchant leur pays, des habitants des environs de Pontavert (*Hist. de Saint-Crépin*, art. *Bénéfices*).

(4) Collect. Cocheris.

en 1226. C'est messire Hugues du Boschet, chevalier, qui lui donna, en 1229, une vigne à Bucy, pour être inhumé à Saint-Crépin, où l'on voyait en effet sa tombe.

De simples bourgeois le disputent aux nobles en générosité. On voit, en effet, la femme de Lysiard le *Sextrier*, donner à St-Crépin des maisons à Soissons en 1234 ; un nommé Gauvier vendre à l'abbé pour 30 livres une maison qu'il avait achetée à l'abbaye ; un nommé Bécher de la Cour lui donner des revenus sur plusieurs maisons, rue de Crise, en deçà de la porte de la ville ; Hutin de Sartrin *(de Sartrino)* lui léguer une autre maison *in bruneria Suessionis* (en la buerie de Soissons) ; une femme, nommée Béatrix, lui en léguer une autre en 1243, rue du Bauton *(in vico de Booton)* ; Foucon de *Plaiostro*, lui laisser une rente de 10 s. nérets sur une autre maison, rue *du Four-l'Evêque (in vico ante furnum de Suessionensis Episcopi)*.

A ces noms obscurs il faut joindre ceux du chevalier Adam de Rhée et de Gilon de Jouaignes, qui se désistèrent, l'un en 1238, et l'autre en 1234, de leurs prétentions sur 6 esseins de blé légués à l'abbaye par Adam et Agnès de Vierzy ; du chevalier Robert de Billy, qui donna à Saint-Crépin cinq arpents de bois à Belval, de Guy du Chatel, de Gérard de Chérizy, de Wilard de Fère, de Renaud de Béthisy, et Jean son fils, de Jean Bunguez de Béthisy, d'Adèle de Billy sur Ourcq, d'Enguerrand du Plessier, de Robert de Courtemont, de Gilon de Remie, de Jean de Faverolles, d'Haymard, fils de Jean, seigneur de Septmonts, chevalier, et de Foucault, écuyer, fils de Ide de Lacroix, qui, tous, lui donnèrent une partie de leurs biens ; de Roger et Thierry de Vouties, qui lui cédèrent la dîme de Levignen, de Jacques de Largny, écuyer, de Raoul de Bonnemues, châtelain de la Ferté-Milon, et de Gilles du Chatel, tous vivants vers le milieu du XIIIe siècle.

Les rois de France et les évêques de Soissons ne restèrent pas en arrière de la bourgeoisie et de la noblesse du pays dans leur générosité pour St-Crépin. Saint Louis contribua à la réparation de son église, Philippe le Bel le prit « sous sa garde spéciale dans « son chef et dans ses membres » et Jacques de Bazoches, à la demande de l'abbé Renaud, confirma, outre les acquisitions nouvelles du monastère, les

priviléges de Joslein de Vierzy, de 1143, et de Nivelon de Chérizy, le prieuré de Vailly déjà confirmé par Haymard de Provins, la dîme d'Essenlis, tous ses autres exemptions et droits en général, et, en particulier, celui de prendre les dîmes des novales et des terres qui ne les avaient pas encore acquittées jusque-là (1).

Cette affluence de donations mit les religieux de Saint-Crépin en état de faire du bien à leur tour et d'augmenter le temporel par de nouveaux achats. Ils achetèrent en 1218 de Jean de Vierzy un muid de terre en ce village, des rentes de Henri de Belleu sur une maison du faubourg; ils donnèrent aux lépreux de *Couverlai*, en 1228, un champ dit de Saint-Crépin, une terre aux religieux de Saint-Pierre en Châstre (1). Quelques années auparavant, en 1220 et 1223, Saint-Crépin, pour accommoder les religieux de Longpont et d'Orbais fit avec leurs abbés des échanges de rentes et de justice à Méqueron, dans la paroisse de Saint-Germain, et de vignes à Taisy et Bonnemue. Le monastère fut en état de prêter, en 1222, avec celui de Notre-Dame, 130 livres de forts, sans intérêts, remboursables de huit ans en huit ans, le lendemain des âmes *(in crastino animarum)*, à Gilon, frère de Wilard de Remies, pour l'aider à racheter l'avouerie de la châtellenie d'Acy, que celui-ci avait vendu à Yolande, comtesse de Braine. Pour empêcher ce fief de sortir de cette famille, on stipula, devant Ansel, évêque de Laon, que celui de ses membres qui en hériterait jurerait, avant d'en prendre possession et en présence des religieux, de ne le vendre, ni aliéner, mais de le transmettre à son héritier. Cécile, femme de Gilon, son fils Adam, écuyer, s'obligèrent à observer cette convention, dont le chevalier Wilard, Dreux de Villers le Sec, écuyer, Gérard, seigneur de Clacy, vidame de Laon, Jean de Bretigny et leurs héritiers se rendirent *plèges* et cautions envers l'abbaye.

D'un autre côté, les nombreux domaines de Saint-Crépin, en provoquant la jalousie laïque, enfantèrent de nou-

(1) D. Hélie, *ibid.*

(2) *Ibid.* Acte de Garnier, archidiacre de Soissons, dont la sœur, Marie, avait reçu de l'abbaye, en 1225, une vigne *aux Grèves*, à Villeneuve.

veaux et nombreux procès dans lesquels l'abbé Renaud sut toujours porter une fermeté rare unie à un grand esprit de conciliation. Raoul de Cramailles, chanoine de Soissons, molesta les religieux au sujet de la construction d'un four et d'un pressoir en leur tréfond de Pernant ; mais ceux-ci ayant offert, en 1209, de s'en rapporter sur leurs droits à trois chanoines que le pape leur donnerait pour juges, Raoul fut si touché de ce procédé, qu'il renonça à ses poursuites et reconnut qu'on ne pouvait bâtir à Pernant ni four, ni pressoir, sans leur agrément. Le seigneur Hervé de Buzancy s'exécuta de même en 1221. Il était entré, malgré les défenses à lui faites, dans la maison du monastère, à Béthisy, près d'Acy, et en avait enlevé les mesures. Les religieux, outrés de cette injure, citèrent devant l'abbé de Saint-Corneille et le prieur de Saint-Pierre de Compiègne, délégués du Saint-Siége, le seigneur de Buzancy, qui leur fit satisfaction avant même qu'on eût éclairci le point de droit. Renaud poursuivit aussi vigoureusement devant l'official ceux de la *commune* de Condé, pour avoir fait du chaume sur les terres de Chimy et de Condé mais, persuadés de la droiture de l'abbé, ils le firent arbitre du différend avec Guillaume de Béthisy, religieux du monastère, et Simon, vicaire perpétuel du bourg Saint-Crépin, qui dressèrent un compromis en 1219, et deux ans après prononcèrent une sentence défavorable aux vilains. A la suite d'un compromis arrêté devant les délégués du Saint-Siége, à Compiègne, Renaud se vit adjuger, en 1222, par ce même Simon et Albumi, prévôt de Saint-Crépin, tous deux excellents religieux, les deux tiers de l'*autel* et des cens du cimetière de Pinon, que réclamait Gison, curé de cette paroisse. Il vit également décider en sa faveur d'autres contestations avec Bohéries et Saint-Crépin en Chaye, qui fut condamné à payer au monastère des vinages en bière et vin à Jouy, et des dîmes à Vaudesson et à Vaurain.

Mais, vers l'an 1230, Renaud eut de plus graves intérêts à défendre. Jean Dubourg, maïeur de la *commune* de Celles, avait fait au couvent et à l'abbé de Saint-Crépin une injure fort grave, si on en juge par le châtiment qui lui fut infligé, mais qui est restée inconnue. Les parties comparurent devant Louis IX, à Saint-Germain en Laye, ce qui prouve que

l'affaire avait fait du bruit. Dubourg fut condamné à renoncer à la mairie de Celles pour lui et ses héritiers, à aller à la guerre des Albigeois ou en Terre-Sainte, au choix de l'évêque de Soissons et de l'abbé de Saint-Jean des Vignes, à n'en revenir que de leur agrément, et à jurer, avec douze de ses meilleurs amis, accompagnés eux-mêmes de leurs amis particuliers, en présence de témoins nommés par le roi, de ne rien faire contre les biens et la personne des religieux. Le prince ratifia tous les articles de la convention et les parties, de retour à Soissons, la ratifièrent pardevant Jacques de Bazoches et Raoul, abbé de Saint-Jean, chargés d'en faire exécuter les clauses, en la maison de la *commune* de Cerny, où Jean fit son serment, en présence des témoins désignés, parmi lesquels étaient trois chevaliers, Raoul de Beaune, Philippe, son frère, Pierre de Longueval, Odon, bourgeois de Laon, désigné par le roi, le maïeur et les jurés de Cerny.

L'abbé Renaud eut encore recours à Louis IX dans une autre rencontre importante, pour lui recommander les interêts du monastère. Louis le Gros avait accordé aux habitants de Vailly, Condé, Chavonne, Pargny, Filain, de former entre eux une commune qui fut confirmée en 1187, par Philippe-Auguste (1). Les *hommes* et les *hôtes* de Jouy dépendant de la seigneurie et justice de Saint-Crépin, voulurent être *hommes* et *hôtes* de la *commune* de Vailly et vivre selon la charte de cette ville. L'abbé et le couvent de Saint-Crépin leur accordèrent leur demande, mais avec peine et à des conditions désavantageuses, puisqu'ils se réservèrent sur les *communiers* tous les droits qui n'étaient pas contraires à la charte et aux coutumes de Vailly. De plus, afin de les sauvegarder contre les envahissements probables de la nouvelle commune, ils écrivirent à saint Louis pour avoir son approbation royale, et à Renaud, seigneur de Bérogne, bailli du roi, pour lui demander son appui auprès du monarque, « car, disaient-ils, nous sommes assurés que, si cette affaire n'est pas conduite par vous ou par quelque homme de bien, nous perdrons en bref et les hommes et les droits que nous avons eus jusqu'à présent au village de

(1) *Spicileg.*, t. XIII, p. 323.

Jouy. » Le roi approuva cette concession qui devint, en effet, préjudiciable à l'abbaye, en donnant, dans la suite, aux archevêques de Reims, seigneurs de Vailly, l'occasion de s'emparer de la seigneurie de Jouy, sous prétexte que ce village ne pouvait être de leur commune sans être aussi de leur seigneurie, et aux hommes de Jouy celle de se soustraire à la domination de leur légitime seigneur pour se donner à un étranger. Des difficultés pour le paiement des rentes, que ceux-ci avaient promis de payer à l'abbaye, et d'autres affaires du genre de la précédente leur servirent de prétexte pour se jeter entre les bras de l'archévêque de Reims.

Deux hommes de Jouy, les nommés Pierre et Arnoul, ayant eu ensemble un différend et n'ayant pu s'arranger s'étaient donné réciproquement *des gages* pour se battre en duel, en présence du maire et des échevins de l'abbaye, à Jouy, qui avaient fixé le jour et lieu du combat à Soissons, en l'abbaye même de qui relevait le village. C'était un principe de droit que, les *gages* une fois donnés, on ne devait renoncer au duel que du consentement du seigneur, qui pouvait l'ordonner. Pierre et Arnoul ayant fait la paix sans le consentement préalable de l'abbé de Saint-Crépin, et ne s'étant pas trouvés au monastère, lieu du champ clos, cette double faute devait être punie d'une amende pécuniaire. Ils la payèrent, en effet, au mois de janvier 1234, à Soissons, en présence de l'official, qui en dressa l'acte, scellé de son sceau. Les gages de bataille furent proscrits par le concile de Saint-Quentin de cette même année.

Renaud, selon toute apparence, mourut peu de temps après cette affaire. Quoique il eût augmenté la mense conventuelle et légué en mourant de très-belle vaisselle d'argent aux religieux, ceux-ci, on ne sait pourquoi, n'inscrivirent pas son nom dans l'Obitier, livre des bienfaiteurs. Les religieux, après avoir obtenu l'autorisation du roi, procédèrent à l'élection, qui leur donna pour abbé Albuin, leur prévôt, lequel, dans la gestion de sa charge, avait acquis l'estime générale. Mis en possession par l'official de Soissons, il jouissait de l'abbatiat dès le mois d'octobre 1234, puisqu'à cette date, il accepta une donation de vignes faite à l'abbaye par Matthieu de Celles et Emeline, sa femme. Le

nouvel abbé fit les derniers efforts pour la reconstruction de la maison, et surtout de l'église : *Ad opus fabricæ ecclesiæ nostræ,* lisait-on au Cartulaire de Saint-Crépin. Comme les monastères portaient aussi le nom d'église, il s'agit peut-être ici de la reconstruction générale des édifices, ainsi que le ferait penser une charte de 1248, où l'on voit qu'Odon Baligânz, maïeur de Villeneuve, a pris à ferme pour vingt ans une terre appartenant, moitié « aux pitances » du couvent et moitié « à la fabrique du nouveau monastère » *(ad fabricam novi monasterii).* Il est donc probable qu'Albuin fit rebâtir à neuf les cloîtres et que le vieux corps de logis, qui subsistait encore au XVII^e^ siècle avec l'ancien réfectoire, était de cette époque. Rien, du reste, n'empêche de croire que l'église du monastère, commencée au X^e^ siècle, par l'abbé Terbold, ne fût remaniée alors et complètement terminée. Cette entreprise avança assez rapidement pour que, dès 1235, on songeât à couvrir l'édifice. Albuin s'adressa à Louis IX, qui lui accorda une coupe de huit arpents de bois de haute futaie dans la forêt de Cuise, à condition qu'il ne servirait qu'à la couverture.

Le sage et vertueux abbé, en même temps qu'il rehaussait l'éclat architectural du monastère, améliorait de tout son pouvoir le sort de ses moines. Ayant reconnu, en plein chapitre, l'insuffisance des revenus appliqués aux pitances journalières, il les augmenta et fixa la dépense de chacune à 5 sous nérets. Il donna, dans ce but, en 1236, à la mense conventuelle une maison située devant le portail de Saint-Crépin le Petit *(de Sancto Crispino parvo),* dans laquelle résida, au XVII^e^ siècle, la communauté des frères Cordonniers. Il statua aussi qu'à la saint Crépin, il serait fourni à chaque moine une pelice, une robe de peau et une tunique de *saie* alternativement. Albuin, après avoir fait régler des différends avec Hervé de Buzancy touchant les pâturages de Béthizy, près d'Acy, et avec Jean de Faverolles, écuyer, touchant la rente de blé léguée par Adam de Vierzy, père de sa femme, sur les terrages de cette seigneurie, ne songea plus qu'à se préparer à la mort. Craignant que sa vaisselle d'argent et celle de son prédécesseur, qu'il avait destinées à l'ornementation des châsses de saint Crépin, ne fussent détournées de cet emploi, il fit jurer à toute la com-

munauté réunie que ses intentions seraient remplies, et qu'en outre, on achèterait un fond de terre, au moyen de 160 livres parisis qu'il laissait. Albuin trépassa à la fin de 1239 ou au commencement de l'année suivante.

On élut à sa place Crépin, prieur du monastère depuis vingt ans. Selon un compromis fait entre lui, les religieux du prieuré de Beaulieu et le curé d'Escuvilly et de Beaulieu, il était installé au mois de juin 1240. Il débuta par un acte qui témoigne de sa fermeté à soutenir les intérêts de sa maison. Le seigneur Foucault de Berzy lui ayant fait quelque tort et ayant même manqué de respect à l'abbé, il fit saisir son fief; toutefois, celui-ci s'étant humilié, il l'accueillit favorablement et voulut bien que l'amende à laquelle il avait été condamné fut réglée par Gérard d'Ecuiry, Avril de Cuffies et Wermond de Septmonts, et il accepta pour « plèges » du paiement trois autres seigneurs des environs, Raoul du Château, Robin et Philippe de Billy ; quatre moines de l'abbaye, le prieur D. Simon, D. Pierre de Compiègne, D. Warnier de Glennes et D. Jean de Chavignon furent, avec le vicomte Renaud, les témoins de ses promesses (1240).

Toujours préoccupés de la crainte que l'abbé ne voulût détourner de leur destination et appliquer à d'autres usages, tels que l'achèvement du monastère, les donations des deux derniers abbés, le prieur et les religieux décidèrent, par un acte capitulaire de 1242, que « la vaissellete l'abbé Renoue, qui poise trente-huit marcs, vingt estellins moins, et la vaissellete l'abbé Albuin, qui poise soixante marcs et trois sols et 50 estellins au grand marc, ne sera mise, ne donnée, ne prestée, ne allouée, fors qu'à faire la fierte de saint Crespin et saint Baudrin quand on les pourra faire, ne en autre usage mise, et si on le faisoit, chacun le contredirait à bonne foi... » Toutefois, cette confection des fiertes n'eut pas lieu. Il fut réglé en même temps qu'avec les 160 livres parisis destinées aux pitances, on ferait *ardoir* trois cierges jour et nuit devant les reliques des saints martyrs ; qu'à certaines fêtes, la pitance, au réfectoire, serait de 10 sous, et le jour de la *fête des Prés*, de 30. De plus, pour limiter l'autorité abbatiale, ils décidèrent que l'abbé ne pourrait envoyer un religieux hors des dépendances de

l'abbaye que du consentement de la communauté et pour une faute qui lui eût mérité la privation de la subsistance ; qu'il ne recevrait aucun religieux qui ne fût issu « de loyal mariage ; » qu'il n'y aurait dans le monastère que huit convers et aucune converse ; qu'il y aurait un religieux prêtre dans toutes les maisons de l'abbaye où il y avait une chapelle ; que l'abbé aurait soin qu'on élevât dans le couvent des enfants de douze ans et au-dessus ; qu'il ferait rendre ses comptes deux fois l'an devant douze religieux du cloître ; enfin, tous s'engagèrent par serment à ne promettre désormais l'obéissance à tout nouvel abbé qu'autant qu'il aurait juré de garder ces dispositions (1).

L'abbé Crépin dût être médiocrement satisfait de cet acte vigoureux accompli en dehors de son autorité. Cependant, au mois d'août de la même année, il agissait de concert avec ses moines pour obliger ceux de Saint-Crépin en Chaye à verser dans le grenier de Saint-Crépin le Grand 4 muids de grains qu'ils devaient pour les dîmes et oblations de Ploisy qu'on leur avait abandonnées et qu'ils prétendaient ne devoir verser que dans la cour. La chose était de minime importance, néanmoins elle grandit assez pour que le pape dût s'en mêler et déléguer un juge pour prononcer. Mais le couvent de Saint-Crépin le Grand, afin d'éviter un jugement, se contenta de recevoir 6 deniers de rente que lui offrit celui de Saint-Crépin en Chaye, pour représenter les frais de transport du grain de la cour dans les greniers. Les religieux se firent aussi autoriser par le pape Innocent IV à porter des *chapeaux*. Mais il fallut que l'évêque Guy de Château-Porcien, à la réception de la bulle, se transportât au chapitre de Saint-Crépin, au mois de juin 1248, pour en accorder l'usage, si la nécessité l'exigeait. Ils eurent recours au même pape pour se débarrasser de prétendus créanciers qui les vexaient à propos de dettes fictives et non prouvées. Innocent IV les exempta du paiement de ces dettes jusqu'à ce que les créanciers eussent prouvé que l'argent avait été converti « au profit et utilité du monastère. » Enfin, il leur accorda de mettre du lard ou

(1) Voyez cet acte au *Recueil de choses mémorables sur Saint-Crépin*, p. 172.

de la graisse dans leur potage, excepté les vendredis et le Carême. Le lard ne passait pas alors pour une viande défendue les jours d'abstinence. La bulle qui leur accordait cette faveur était de 1250. Crépin mourut en 1251 et fut inhumé à l'entrée de la chapelle de la Vierge. Il fut représenté sur sa pierre sépulcrale en habits sacerdotaux, la crosse entre les bras, les mains croisées l'une sur l'autre. Lorsqu'on la leva, au XVIII^e^ siècle, on trouva son cadavre revêtu des mêmes habits, qui tombèrent en poussière, ayant au côté gauche une crosse, au côté droit un calice avec sa patène d'étain; la tête était appuyée sur un coussin de pierre. Vers la fin du XIII^e^ siècle, non-seulement les abbés, mais les titulaires des divers offices claustraux, en ayant les revenus à leur disposition, furent ainsi inhumés sous de larges dalles portant leur effigie avec des épitaphes (1).

VIII. — JACQUES DE BAZOCHES, au milieu des affaires qui agitaient la province de Reims, et auxquelles sa qualité de premier suffragant, jointe à son influence personnelle et à son crédit auprès du roi, lui faisait prendre une part active, ne négligeait aucun des détails de l'administration diocésaine. *On en jugera par ses actes.* Il mandait, en 1233, par l'autorité apostolique, à l'abbé de Saint-Martin de Troyes, de citer Simon de Château-Vilain à Soissons, pour répondre au comte de Champagne, et de terminer cette affaire dont son prédécesseur et lui-même avaient déjà eu à s'occuper. L'année d'après, le 23 octobre, il fit, du consentement de Henri de Dreux, archevêque de Reims, et en présence des évêques de Châlons, de Beauvais, de Cambrai, de Tournai, de Senlis, d'une multitude d'abbés, d'ecclésiastiques et autres personnes notables, la translation des reliques de saint Thierry de leur vieille fierte dans une châsse nouvelle en argent, que les religieux avaient fait faire, et accorda quarante jours d'indulgence à tous ceux qui, le jour anniversaire de cette translation, visiteraient le saint corps (2). Le pape Grégoire lui écrivit, en 1238, au sujet de l'union de certaines dîmes du diocèse d'Amiens à l'hôpital de Reims (3). D'un autre côté, il fit rentrer dans de justes

(1) D. HÉLIE, *Hist. de Saint-Crépin.* — *Gall. christ.*, etc.
(2) *Thes. anecdot.*, t. I, col. 987. — *Gal. christ*, t. IX, col. 368.
(3) MARLOT, t. I, p. 226.

bornes les prétentions toujours croissantes de ses archidiacres et il réprima, en 1235, leurs entreprises par des règlements et des accords (1). Veillant avec une sollicitude toute pastorale aux besoins spirituels des campagnes, ici, il établit des annexes pour le soulagement des curés et la commodité des paroissiens, là, il érigea des cures, comme celle de Branges, par exemple, auxquelles il affecta des dîmes pour dotation. Ailleurs, il favorisa l'établissement de monastères, auxquels il donna des succursales à desservir.

Issu du corps du chapitre, Jacques de Bazoches se montra envers lui d'une générosité extrême. Il lui donna, outre des ornements précieux, sa propre maison du cloître, des dîmes, des rentes, des fermes. On sait qu'ayant acheté, en 1223, 18 muids de froment et 17 muids d'avoine de rente de sa tante Mélisende de Chérizy, pour une somme de 1,460 livres parisis, il en donna la moitié à Longpont et l'autre moitié à la cathédrale, à condition qu'on ferait aux chanoines « douze semaines de pain et sept de vin. » Pour faciliter cette distribution et une autre qui devait se faire à la saint Eloi, il ajouta à sa première donation des terres en la mairie de Cuise, deux clos de vignes et quatre muids de grains sur les dîmes de Branges, qu'il avait achetées, en 1238, de la dame Joie du Bourg, veuve du chevalier Odon le Turc, à la louange de Robert, seigneur d'Arcy, de Foucault, son frère, et de Guy d'Arcy (2), et un droit qu'il avait acquis à la mense épiscopale, sur le moulin de Crise, la cure d'Anthenay, les *secours* qu'il recevait des paroisses du diocèse, toutes les dîmes sur lesquelles il y avait contestation. En 1239, il consentit, avec le chapitre, en sa qualité de seigneur supérieur, à l'échange que fit Robert de Bazoches de l'hommage que lui devait le chevalier Baudoin de Bailleux, son *homme,* pour un autre hommage que lui devait aussi Jean de Frisnon, chevalier, également son homme lige, pour une rente de blé sur la grange de

(1) *Archiv. du Séminaire* et *Gallia*, *ibid.*, col. 368. — CABARET, t. II, p. 139.

(2) *Cartul. Eccles. Suess. auct.* D. MULEY. Charte des quatre archidiacres : Jacques, Raoul de Coudun, Guy du Château, Jean de Cervenay et Raoul de Vailly, official.

Courtaut et son bois de Chasnoy, près de Bazoches. Ce Jean Frisnon doit être le même personnage que Jean de Verneuil, dit Fouisnon, qui se croisa en 1243 (1).

Jacques de Bazoches se montra favorable à l'établissement, sur plusieurs points de son diocèse, de maisons religieuses d'un ordre inférieur, telles que : Sainte-Claire à Berneuil, l'Amour-Dieu à Troissy et la Barre à Château-Thierry, lesquelles succédèrent à des hôpitaux, furent érigées vers la même année 1235 et placées sous le même régime. Ces trois couvents eurent l'honneur de mériter l'intérêt des rois, des reines de France et des personnes de qualité, prélats et seigneurs.

Quelques filles pieuses, animées du désir de vivre dans toute la ferveur de l'état monastique, vinrent donc en 1234, prier Jacques de Bazoches de leur désigner un lieu solitaire où elles pussent réaliser leur saint projet. L'évêque leur indiqua l'hôpital de Berneuil ou d'Aneth, à une demi-lieue de Rethondes. Cet hospice *(valetudinarium)*, fondé par des personnes charitables au XIII^e^ siècle, ne devait pourtant pas être supprimé, car en le leur donnant le prélat leur imposa pour condition de construire, près de Rethondes, une maladrerie où l'on recevrait les malheureux atteints de la lèpre éléphantine et de soigner elles-mêmes les malades et les pauvres passants avec les revenus de l'hôpital d'Aneth. Ces revenus, montant en dernier lieu à environ 150 livres, furent affectés plus tard à l'Hôtel-Dieu de Soissons, à la charge de recevoir les pauvres malades du lieu qui avaient également le droit d'être admis à la charité d'Attichy, fondée par M. de Marillac. La maison de Berneuil, placée dans un site admirable, sur les bords de l'Aisne et au pied de collines, boisées par la lisière de la forêt de Laigue, qui l'abritent au nord, reçut le nom de Notre-Dame de la Joie. *(Gaudium Beatæ Mariæ)*. Elle prit aussi celui de Sainte-Claire à cause des reliques de cette sainte vierge et martyre qu'on y honorait, et qui acquirent même une si grande célébrité par les miracles qu'elles y opéraient, surtout en faveur de ceux qui étaient atteints d'ophthalmie, que D. Jean,

(1) *Gallia christ.*, t. IX, col. 368. — Dormay, t. II, p. 280. — Cabaret, t. II, p. 139. — *Cartul. Eccl. Suess., carta Roberti.*

abbé de Cîteaux, fit faire des informations, en 1501, par les abbés de la Ferté et d'Ourscamp.

Louis IX la confirma sous ce titre, en mars 1240, par une charte datée de Pontoise et donna sur sa seigneurie des *Ruisseaux*, l'emplacement pour construire l'église et les bâtiments claustraux, ce qui lui acquit le titre de fondation royale. L'évêque de Soissons statua, dans le même temps, son annexion à l'ordre de Cîteaux, du consentement de son chapitre, de Drogon, prêtre de Berneuil, sur la paroisse duquel le couvent se trouvait, et de Guy, chapelain de la cathédrale, qui avait le patronat de l'église de Berneuil (1). L'incorporation eut lieu à la demande de la reine, adressée au chapitre général de l'ordre, et à la suite d'une enquête faite sur les lieux par les abbés d'Igny et de Longpont qui avaient émis un avis favorable. Ce ne fut toutefois qu'en 1451 que la maison fut érigée en prieuré titulaire. Jacques de Bazoches ayant autorisé les religieuses à recevoir des novices dès qu'elles auraient pu ajouter aux bâtiments de l'hôpital d'Aneth les édifices nécessaires pour observer la clôture et suivre les exercices religieux, celles-ci, secondées par les dons qui leur arrivèrent et animées du désir de prendre de l'extension, rebâtirent une partie de l'église et élevèrent des constructions conventuelles.

Louis IX et la reine, sa femme, furent donc les premiers bienfaiteurs de la Joie. Quelques années après la fondation, ce prince donna aux religieuses, par une charte datée de Crépy, en 1245, le droit de prendre quatre voitures de bois mort dans la forêt de Cuise, 18 arpents de terre à champart et à *tuilerie? (teuleria)*, 4 livres de surcens sur des maisons à Choisy, 37 autres arpents de terre et 6 arpents de vigne autour de l'abbaye et à *Ruisselle* (Ruisseaux) (2); en 1261, l'exemption de péage par terre et par eau sur les lieux où ce droit lui appartenait. Enfin, il ajouta à ces dons, en 1269, comme souvenir de son père et de la reine Blanche, sa mère, la maison de la Motte-Belin, dans la forêt de Cuise,

(1) La charte du prélat porte ces mots : « Gaudium B. Mariæ sitæ inter fines parochiæ de Bernolio ex parte Choisii. » (Choisy).

Cartulaire de la Joie ou *Sainte-Claire*, Bibl. impér., in-f° du XVII^e siècle. R. C. 5223. Cartul. 281, copie de M. Peigné-Delacour, 1860.

(2) « Actum apud Crispiacum, an. D. 1247, mense aprili. »

sur le rû de l'Ortille *(supra rivum Urticæ)*, avec un arpent de terre et le droit de mettre 20 vaches en pâture dans la forêt.

Le roi Philippe IV, après avoir confirmé ce don en 1309 « en mémoire du bienheureux confesseur du Christ, son aïeul, » voyant que les religieuses ne pouvaient avoir à la Motte-Belin les jardins et vergers nécessaires à ceux qui l'habitaient, à cause de l'exiguité du terrain qu'on leur avait donné, y ajouta 4 arpents de bois, dont il ne retint que la justice, pour le salut de son âme et de celle de « Jeanne, reine de France et de Navarre, d'illustre mémoire, autrefois sa femme très-chère. » (1). Philippe agrandit le domaine de la Motte-Belin en y ajoutant encore, en 1312, 6 arpents de bois et aunaies, au lieudit *Bierne (Bærna,* Berne), avec le droit de les enclore (2). Enfin, Philippe le Long, qui avait donné en 1318 au couvent de Notre-Dame de la Joie *(conventui B. Mariæ de Gaya)* 3 arpents de bois « ordinairement peu épais » touchant à la chaussée de Saint-Eloi *(calceiæ S. Eligii)* et à la rive de l'Aisne, lui donna encore 4 arpents de bois à Berne, près des jardins de la Motte-Belin, de la rivière, des bois royaux et du ponceau des juifs. De plus, Philippe le Bel, dès l'an 1300, par une charte datée de Pierrefonds, avait donné aux religieuses le droit d'avoir dans la forêt de Cuise 6 juments et 3 poulains de leur produit (3), en 1304, celui d'y avoir jusqu'à 40 porcs, excepté aux mois d'avril et de mai ; puis, voyant que les revenus leur fournissaient à peine de quoi vivre, il porta ce nombre à 50 par une charte donnée à Viviers (4). Enfin, l'année suivante, il ajouta, par une autre charte donnée à Ivort, 2 voitures de bois sec aux 4 données par saint Louis (5). Ces droits furent réduits en 1549 à 100 sommes de bois par an, à 12 vaches, 6 juments et 20 pourceaux. Louis le Hutin paya aussi son tribut à Sainte-Claire en lui donnant 5 arpents de son aunaie de la chaussée Saint-Eloi en 1315, et Philippe IV de Valois, en

(1) Charte donnée en l'abbaye de Froidmond, en novembre 1309.
(2) Charte donnée « *apud Forteiam* anno D 1312, mense novembri. »
(3) « Actum apud Petrifontem, anno Domini 1300, mense novembri. »
(4) « Actum apud Vivarium, anno Domini 1308, *mense novembri.* »
(5) « Actum apud Ivortium, anno Domini 1309, mense maii. »

amortissant en 1342, par une charte datée de Pierrefonds, ses fiefs, arrière-fiefs et alleux (1).

La liste des autres bienfaiteurs de la Joie offre assez d'intérêt pour qu'on la rapporte ici avec quelque détail. En première ligne, paraît Arnoul, *concierge* ou gouverneur du château de Compiègne, qui, en mars 1242, reconnaissait, en présence du roi Louis IX, le don fait au couvent par lui et défunte Geneviève, sa femme, de 8 livres paris. sur leurs maisons de la rue du Pont, à Compiègne, qu'ils avaient bâties sur un emplacement que leur avait donné le roi Philippe (Auguste) d'illustre mémoire, son aïeul; de 4 sous paris. sur une autre maison, sise rue du Puits-Emerin *(in vico Putei Emerini)*, entre l'hôpital et une maison d'Ermengarde de la Porte (2), à condition qu'il y aurait à la Joie un chapelain chargé de prier pour les âmes du roi Philippe, de Louis VIII, père du roi actuel, du concierge et de sa femme, ce que Louis IX approuva au château de Crépy (3), en présence de l'abbesse, sauf ses droits et censives.

Après Arnoul, viennent Guillaume Matifiaulx, seigneur de Berneuil, et sa femme Adéline qui, en 1242, donnèrent au couvent des terres, vignes, vinages, prés, cens, etc., au terroir de *Quissines*, au bois de *Tornal*, à *Foltourne*, à *Gondonval*, entre Berneuil et Lamotte, et entre l'Aisne et le monastère, près du *Pont des Fées*, à *Palêne*, à *Pérousal*, etc.; 2 esseins de blé sur le four de Berneuil, 4 de terre au-dessus de *la Maison des lépreux*, le *Pré des ayeux*, 3 sous sur le bac de Berneuil, 4 sous sur une terre au-dessous de la *Maison des lépreux* de Choisy, moyennant une rente de 4 muids de blé d'hiver cru sur la montagne, leur vie durant seulement.

On voit ensuite se présenter par rang de date, mais avec une générosité moindre, Jean et Robert de Coucy, sires de Pinon, qui achetèrent 12 livres de rentes à Béthisy, pour

(1) « Actum apud Petrifontem, anno Domini 1242, mense augusti. »

(2) Cette maison est sans doute celle désignée sous le nom de *Maison des Godes*, rue du Pont, vis-à-vis l'Hôtel-Dieu, à Compiègne, dont il est parlé dans un titre de 1507, et sur laquelle la Joie percevait 5 s. de rente. (*Ex* amortissements de Philippe le Bel et de Philippe de Valois, de 1304 et 1342.)

(3) « Actum Crispiaci, anno 1242. »

leurs deux filles entrées au couvent (1239); Jean Melvas, qui donne un muid de blé de rente au terroir de Berneuil, près d'un lieu appelé *Pierrefitte* (3); Philippe Trousseaux, seigneur de Jonquières, et Odon, son frère (1242); Guillaume, seigneur de Saint-Crépin (1245); les seigneurs d'Attichy, Jean et Aélide, sa femme, Pierre de Muile et Odeline, sa femme, Simon de Muile *(de Mivile)* et Nicole, sa femme, qui donnent 2 esseins de terre sur le mont de Berneuil, lieudit la *Cousturelle* (1253); Enguerrand de Coucy, chevalier, qui confirme à la Joie, comme seigneur dominant *(dominus capitalis feodi)*, le don d'un muid de blé fait au couvent par Renaud, châtelain de Coucy, seigneur de Maigny, à damoiselle Mabille, sa parente, fille de Jean de Maigny, chevalier, sur sa grange de Nancel, pour son entrée en religion (1253); « Jehans cuens » de Soissons, qui donne « aux dames de la Joie Nostre-Dame de lès Berneuil » le quart « dou bac de Pommiers, qui fut (à) Robert d'Atechi, chevalier, qui de son fief muet, sauf son cens et sa justice (1255) », et plus tard (1269), l'exemption du droit d'avalage et de péage pour le vin, le sel, l'huile, les harengs, jusqu'à concurrence de 20 sous parisis; Matthieu de Pons, seigneur d'Attichy, qui donne aux *nonneyens de la Joie* 40 sous parisis, sur la taille de ce bourg, ce que confirme son frère et héritier, Guy de Laval, seigneur d'Attichy, pour l'anniversaire dudit *Mahé*, en 1255; « Isabiaux, » dame d'Abbécourt, et Marie, sa fille, qui donnent un muid de blé de rente *en pitance* sur la grange d'Abbécourt; Jean de Genvery, qui donne un muid de blé sur les terrages de Béthancourt (1265); le chevalier Adam d'Attichy qui, selon des lettres de « Gauchiers, châtelain de Noyon et de Thorote, » et du chevalier Renaud, sire de Vignemont, « a octroyé por Dieu et por le salut de son âme, à la Joie, » 12 esseins de terre « à la haute borne desor Saint-Crépin (1268); » Enguerrand de Coucy, qui donne 40 sous de rente en pitance sur son vinage des *Chesniaux*, pour l'anniversaire de sa femme, Marguerite (1260); la femme de Gilbert Leclerc de Choisy, Emeline Dupont, qui, d'après

(3) « Litteræ magistri R. de Vaillant, canonici et Th. Dumont, officialis Suess. »

des lettres de « Dom Pierre de l'Echelle, vieil temps prieur de Choisy et juge ordinaire de toute la ville, » donne par son testament 3 muids de terre, à Choisy, lieudit *au Donay* (1270) ; Jean Leclerc de Compiègne, qui, pour l'âme de celui-ci, pour Dieu et en pure aumône, donne toute sa seigneurie et justice, depuis le *chastel* de Ruisseaux jusqu'au four de Ruisseaux, et de ce four au *Pont aux Fées,* le long du terroir de dame Marguerite (de France?), et au bois de Bandouval; la droiture en seigneurie sur 6 esseins de terre au *Boutonnier,* la grange de la *Malvoisine* avec tout le pourpris et des terres, avec remise de ce que l'abbaye lui devait sur cette ferme ; *Henrieux* (Henri) de Chérizy, sire de Muret, qui confirme, en 1282, la donation de 16 liv. tourn. de rente sur le *Fournel, les tailles* et cens de Camelin, tenus en fief de l'évêque de Soissons, faite en 1246 ; Marie Dupont qui, d'après des lettres de D. Pierre de Cuisy, prieur de Choizy, « aussi juge ordinaire de toute la ville » fait don de sa terre de *Montherbeuse,* tenant au chemin qui mène au bac de Clairoix (1286).

Les seules acquisitions que paraît avoir faites, au XIII[e] siècle, le couvent de la Joie sont les suivantes. Il acheta, en 1248, de Henri Desmoulins et d'Isabelle, sa femme, une terre à Berneuil, au *Puits Wibert;* un champ *en Gandouval,* au pertuis du monastère de Saint-Médard de Soissons, pour 10 liv. paris.; un autre à Jean de la Cour de Berneuil, lesquels furent échangés, en 1257, pour d'autres avec Marguerite des Ruisseaux, du consentement de Robert des Ruisseaux, *son fils; en* 1267, une terre en *Moreinval,* à Michel d'Ermencourt et à demoiselle Béatrix, sa femme, laquelle terre venait de Fontarète d'Ermencourt (1).

La Joie reçut en ce siècle de nombreuses bulles des papes. La première émanée d'Innocent IV, du 27 décembre 1246, le prémunit contre les envahisseurs de ses biens, les rapines; les violences dont trop souvent il est l'objet; la seconde, du 27 avril 1248, prend sous la protection du souverain-pontife le monastère, ses biens, priviléges, avec défense aux

(1) « Litt. magistri G. de Remis, offic. Suess 1248 et Johan de Torote, offic. Suess. 1267. »

religieuses de sortir du cloître et d'être reçues ailleurs sans lettres de l'abbesse, et confirme la jouissance du droit d'exemption accordé aux autres maisons de l'ordre de Cîteaux. De 1246 à 1254, Innocent IV leur accorda trois indults par lesquels il permettait aux religieuses d'hériter des biens de leurs parents, excepté des fiefs. Des bulles d'Alexandre IV, successeur d'Innocent, du 18 mars et du 17 avril 1254, les exemptaient d'être appelées hors du diocèse de Soissons pour les biens qu'elles y possèdent, même par lettres apostoliques, à moins que cette clause n'y soit expressément, et les autorisait à recevoir des legs et les biens mal acquis, quand on n'en trouverait pas le maître, jusqu'à concurrence de 200 liv. paris. Enfin Grégoire X et Jean XXII, en 1330, leur donnèrent aussi des bulles de confirmation.

Outre les diverses possessions que l'on vient d'énumérer, la Joie avait aussi près du couvent une ferme dite de la *Bassecour*, où le bailli du prieuré opérait, en 1725, la visite des pots, poids et mesures dont se servait le fermier pour débiter son vin et ceux des particuliers qui y venaient vendre marchandises ou denrées. De plus il avait une partie de la seigneurie de Berneuil. Ce village, coupé par deux petits ruisseaux qui le traversent aux deux extrémités, se trouvait ainsi divisé en trois parties, celle du milieu, celle de l'est et celle de l'ouest. La première, séparée des deux autres par des portes, dont les restes subsistèrent longtemps, relevait en partie de la seigneurie de Coucy; le côté de l'est, où est situé le château, appartenait au seigneur de Berneuil avec toute la justice. Du côté de l'occident était le fief des Ruisseaux sur lequel s'élevait le monastère, dans le domaine de saint Louis. Des bornes marquaient l'étendue de ces trois seigneuries. La justice de la partie du milieu et de celle de l'orient, dans les derniers temps, relevait du prévôt de l'*Exemption* de Compiègne, et, en cas d'appel, du présidial de Soissons; la justice du fief des Ruisseaux, du prévôt forain, et, en cas d'appel, du lieutenant général de Compiègne. L'abbaye de Saint-Médard, qui avait reçu autrefois la villa de Berneuil de Berthe, sœur de Louis le Pieux, avait toute la justice sur une partie de son territoire. Elle

l'avait même voulu réclamer en 1306 en tout le village, mais un arrangement eut lieu sur ce sujet à la suite d'un *discors* soulevé entre les deux maisons, parce que les religieuses avaient fait pâturer leurs animaux au bois de Baudoval et tirer des pierres en une carrière des religieux (1).

Lorsque Philippe de Valois fonda Royal-lieu, près de Compiègne, il lui donna des revenus sur la seigneurie des Ruisseaux avec la basse justice seulement, Jean LeClerc ayant concédé la moyenne à la Joie, ce qui lui donnait droit de recevoir ses censives au château des Ruisseaux et d'y faire tenir ses plaids. Cette justice étant ensuite passée aux seigneurs de Berneuil, cette usurpation ne leur donnait pas plus qu'aux moines de Royal-Lieu de droit sur les terres de la Joie qui ne relevaient que de la haute justice du roi, comme ayant été amortie par saint Louis et ses successeurs. Cependant depuis lors ces seigneurs s'arrogèrent le droit de tenir leurs plaids à la porte du prieuré, une fois l'an, le lendemain de la Pentecôte, sur tout le village, quoique différentes parties relevassent de plusieurs justices différentes.

Le couvent de la Joie eut successivement pour abbesses, Sara, Agnès, Marie de Ressons (1299), Marie Baconel, Jeanne Lepeintre et Alix de Neuilly (1402-1404). Marie de Ressons est surtout connue par une charte de 1299, donnée par elle, concernant une rente constituée à l'abbaye par Jehan de Coucy, chevalier, sire de Pinon, et son frère Robert, chevalier, et sire de Pinon après lui. Ces seigneurs, selon la charte, « meut de pitié et pour Dieu, avec l'inclination naturelle qu'ils avoient à leur deux filles nos nonains, c'est à savoir suer Marguerite, qui pour la poureté de nostre esglise, avoir besoingne et de défautes de leurs soustenances, » avaient acheté 12 livres de rentes à Béthisy au nom du couvent. Or, elle croit devoir attribuer cette somme à chacune des deux sœurs Marguerite, tour à tour, et ensuite à la survivante; mais après leur mort, elle décide qu'elle servira à acheter « des soudées de pitances, soit de *hérens*

(1) Lettres de *Hermerus* de Chérizy, sire de Muret, de 1306, et de Philippe, abbé de Saint-Médard, de 1317 (*Cartul. de la Joie*).

ou de poissons, ou d'autre chose, fors que du fromage, » notamment le jour de l'anniversaire des deux seigneurs. Cette pièce indique aussi que le couvent de la Joie se recrutait dans les plus nobles familles, telles que celle de Coucy. Dévasté en 1430, dans les guerres des Anglais, l'abbesse d'alors dut l'abandonner, ainsi qu'on le verra en son lieu, et se retirer avec ses religieuses au Parc aux Dames, pour faire place à une communauté d'hommes (1).

Le second couvent de cisterciennes, qui prit naissance en 1235, est celui de l'Amour-Dieu *(Troissiacus vel Amor Dei)*. Il remplaça une *Maison-Dieu*, située sur la paroisse de Troissy sur Marne, à côté du grand chemin de Dormans, et dont Hugues de Châtillon, sous l'inspiration de Philippe de Méringes, voulut faire une abbaye. Hugues accorda à ce chevalier tout ce qu'il pouvait avoir de droits en cet établissement hospitalier, fondé sans doute par ses ancêtres, afin qu'il pût y installer telle communauté qu'il lui plairait; et, en 1235, Philippe obtint de Jacques de Bazoches d'y faire venir des religieuses de Cîteaux, à condition que leur abbesse serait soumise à l'Eglise et à l'évêque de Soissons, et que tout y serait réglé comme à Argensoles quant aux droits diocésains. Enfin, Grégoire IX manda, en 1237, au chapitre général de Cîteaux d'annexer à l'ordre les filles de l'Amour-Dieu. Mais, comme par cette annexion les religieuses devaient se tenir comme entièrement soumises au chef d'ordre, la reine Blanche se chargea d'obtenir, en 1240, de l'évêque et du chapitre de Soissons, la confirmation de la fondation sous cette clause : que les abbesses promettraient obéissance, soumission et révérence à l'évêque et au chapitre, selon les statuts de Cîteaux. Après Hugues de Châtillon et Philippe de Méringes, les souverains pontifes, les rois de France, les comtes de Champagne, les seigneurs de Châtillon et d'Etoges, ceux de Dormans et autres personnages nobles du pays contribuèrent à l'accroissement de l'Amour-Dieu que leur générosité mit, au bout d'un siècle, en état d'entretenir cinquante religieuses. Malheureusement les guerres des XIV^e^ et XV^e^ siècles le conduisirent aussi à

(1) *Gall. christ.*, t. IX, col. 481, et t. X, *Instrum. Cartæ*, ann. 1232 et 1240. — Etat du Diocèse.

deux doigts d'une ruine totale et il ne se releva que pour tomber sous le régime de la commende (1).

Ce fut également en 1235 que Jacques de Bazoches érigea en abbaye l'hôpital de Notre-Dame de la Barre aux portes de Château-Thierry. Cet hôpital devait son origine et son nom à un chapelain de Saint-Thibauld, petite chapelle du château de cette ville, Guy de la Barre, lequel, en 1210, avait cédé une maison avec un pourpris de 6 arpents de terre qu'il avait auprès de la forteresse, à Blanche, reine de Navarre, veuve de Thibauld III, comte de Champagne et roi de Navarre, pour en faire une *Maison-Dieu*. Blanche, qui avait alors la tutèle de Thibauld IV, dit le *Chansonnier*, son fils, donna à l'établissement charitable une charrue de terre, lui fit bâtir, en 1213, une chapelle pour l'usage des pauvres et des frères servants, confirma le don de quelques biens provenant de Gauthier, chapelain de l'une des chapelles de Saint-Crépin de Château-Thierry, et peut-être curé de cette église, et lui donna elle-même, en cette année, un revenu de 4 muids de grains. De son côté, Dodon, abbé d'Essômes, renonça aux cens que son monastère percevait sur les maisons et terres qui devaient être comprises dans l'enceinte de l'hospice, lequel dès lors s'appela *Maison-Dieu de la Barre*. Celle-ci s'entretenait aussi d'aumônes, puisque en 1214 la comtesse accordait des lettres de sauve-garde à ses quêteurs.

L'existence de la Barre, comme hospice, fut de courte durée, car dès 1235, Thibauld IV permettait à Cécile d'Acy, sa supérieure, de la faire transformer en abbaye par l'évêque de Soissons, ce qui fut réalisé. Le nouvel établissement s'enrichit rapidement des bienfaits de ce prince, de ceux d'Isabelle, fille de Louis VIII, de Blanche de Castille, mère de Louis IX, de Marguerite de Provence, femme de ce saint roi, et de la reine Jeanne, femme de Philippe le Bel. Thibauld IV lui amortit, en 1236, une rente d'avoine et de poules constituée par Mahaud, fille de Matthieu de Romy, lui confirma 6 setiers de blé et 3 livres de deniers par chacun an, qu'il avait donnés à la *Maison-Dieu* sur le halage de Château-Thierry et 12 cordes de bois pour le chauffage

(1) *Gall. christ.*, t. IX. *Cartul. de la Joie.*

des pauvres dans la forêt de Ris au bois Barbillon. Thibauld V augmenta, en 1269, la fondation de ses aïeux de 3 muids de blé de revenu, d'une rente de 24 cordes de bois dans la même forêt; et, en 1271, de 20 livres sur la recette de la prévôtée de Château-Thierry (1). Jeanne de Châtillon, par son testament de 1291, légua « as nonains de la Barre lès Chateau-Tierry XX livres pour acheter une rente et c. f. pour pitance » (2). En sorte que le domaine de l'abbaye, depuis sa fondation en *Maison-Dieu*, l'an 1211, jusque vers 1269, avait atteint une valeur de 126,000 livres.

La première abbesse de la Barre, qui admit dans le nouveau cloître les religieuses cisterciennes, fut Gérardine de Reims, instituée par Jacques de Bazoches. C'est elle qui reçut de la reine Blanche de Navarre, pour sa maison, le corps de sainte Pétronille. La seconde abbesse fut Marie de Vignacourt, en 1239, et la troisième Isabelle, sous laquelle Jeanne, reine de Navarre, comtesse de Champagne, femme de Philippe le Bel, inscrivit son nom parmi ceux des bienfaiteurs, en donnant à la Barre, avec ce prince, en 1287, le bois de Saint-Mard, et en 1310, la dîme du pain et du vin qui seraient consommés dans leurs maisons de Château-Thierry et de Jaulgonne quand la cour y viendrait séjourner. Sous la sixième abbesse, Marie de Cailleux, la Barre éprouva aussi les effets de la munificence de Charles IV, roi de France, et de sa femme Jeanne d'Evreux (3).

Mais la princesse qui a laissé le nom le plus populaire dans la Champagne et à Château-Thierry, est Blanche d'Artois, reine de Navarre, comtesse de Champagne et de Brie, cousine germaine de Philippe le Hardi, fille de Robert d'Artois, frère de saint Louis, femme de Henri III, comte de Champagne et roi de Navarre, frère de Thibauld IV, mort sans enfants. Connue dans le pays sous le nom de la *Reine Blanche*, on l'a souvent confondue, soit avec Blanche de Castille, mère de Louis IX, soit avec Blanche de Navarre, femme de Thibauld II. Ayant perdu son mari, Blanche

(1) *Annales* de la Société historique de Château-Thierry, 1870 et 1871, p. 94.
(2) *Hist. de Châtillon*, par DUCHESNE, p. 78.
(3) *Gall. christ.*, t. IX, col. 130, et t. X, *Instrum.* — HÉBERT, mss., t. I, pp. 320 et 342.

d'Artois demeura régente de ses états, tutrice de sa fille Jeanne, le seul enfant qui lui restât, et usufruitière de la Champagne dont elle s'appliqua à développer la prospérité. L'antique église de Notre-Dame du château de Château-Thierry, où elle faisait de fréquents séjours, d'abord collégiale, puis abbatiale, et enfin paroissiale sous la dépendance de Valsecret, lui doit sa restauration. Aux célèbres reliques de saint Cénéric qui y reposaient était venue se joindre une relique notable de saint Blaise, martyr, évêque de Sébaste en Arménie, rapportée des croisades par quelque pieux chevalier. Blanche voulut que l'adjonction du patronage de saint Blaise à celui de la sainte Vierge et de saint Cénéric, sous l'invocation desquels l'église avait été placée de temps immémorial, fût signalée par une œuvre monumentale. Elle en rebâtit le chœur et fit construire au-dessous une crypte dans laquelle on avait accès par la nef, qui, n'ayant pas été reconstruite, se trouvait moins élevée de plusieurs degrés. Dans cette église souterraine qu'on nommait *Cave de Saint-Blaise*, il y avait deux autels dont l'un consacré au saint martyr était orné de sa châsse; on y disait la messe en son honneur et on l'invoquait surtout pour les maux de gorge. La crypte renferma longtemps aussi les autres reliquaires et servait de caveau sépulcral. Les trois léopards qu'on voyait sculptés sur les murs étaient sans doute les armes d'Edmond, comte de Lancastre, fils de Henri III, roi d'Angleterre, que Blanche avait épousé en secondes noces.

Cette église était primitivement celle des seigneurs de Château-Thierry, mais ils construisirent une autre chapelle seigneuriale dans leur hôtel même, sur la façade du corps de logis qui donnait, d'un côté sur la grande cour intérieure de la forteresse, et de l'autre sur la ville. Un clocher surmonté d'une flèche légère et « fort bien travaillée, » en même temps qu'elle servait d'ornement à la façade de l'hôtel, distinguait la chapelle du reste des bâtiments profanes. On l'appelait *Chapelle du Prince* ou *Chapelle du Roi*. Quant à l'église de Notre-Dame, dont la tour carrée surmontée aussi d'une flèche aiguë dominait encore, au XVI^e^ siècle, les édifices et les tourelles du château, son prieur, le P. Joseph, prémontré de Valsecret, obtint, en 1698, de Brulard de

Sillery, évêque de Soissons, de démolir une partie de la nef qui tombait en ruines faute de fonds pour la rebâtir, et fit interdire la crypte sans doute aussi à cause de son état de dégradation. Le reste de l'édifice, qui présentait dans les derniers temps un aspect triste et misérable, alla toujours en déclinant et il fallut, en 1770, sous le priorat du P. Sutil, réduire encore la nef. La révolution de 1789 fit tout disparaître (1).

C'est aussi à la reine Blanche d'Artois qu'on est convenu de rapporter l'origine du collége de Château-Thierry, quoiqu'on puisse l'attribuer également à la reine Blanche, femme de Thibauld III. La princesse voulut que l'abbé de Valsecret ajoutât au prieur et à son associé chargés du desservice de l'église de Notre-Dame du château, un troisième religieux prêtre qui serait à la fois son chapelain, lorsqu'elle viendrait à Château-Thierry, et le recteur du collége sous la surveillance de l'abbé. Elle affecta à l'établissement une maison située sur la descente de la montagne, entre le château et la ville, où maître et écoliers devaient venir chaque jour. Celui-là s'y rendait par un escalier pratiqué dans une tour carrée, nommée la *Tour-Rouge*, à cause de la couleur des briques dont elle était garnie à l'intérieur, et terminée par une porte donnant en dehors de l'enceinte crénelée. On y enseignait gratuitement la lecture, l'écriture, la grammaire et la religion. Le premier maître fut Jean Lecler, chanoine de Valsecret. Le nombre des écoliers ayant augmenté il fallut adjoindre un second religieux au premier qui prit alors le nom de *principal*, et fut chargé plus spécialement de l'enseignement de la langue latine.

Les religieux de Valsecret cessèrent de tenir le collége vers le XV^{e} siècle, mais ils conservèrent le droit d'en nommer les maîtres. Moyennant une redevance annuelle de 18 livres et d'un écu d'or tous les cinq ans, ils abandonnèrent à la ville la maison et les revenus qui étaient si modiques qu'il fallut prélever 40 sous par mois sur chaque

(1) HÉBERT, mss., t. I, p. 350. — Ordonnance de M. de Sillery, de 1698. Par des lettres de 1295, Philippe le Bel confirma les aumônes faites au chapitre de Saint-Médard, à Château-Thierry. Il doit être ici question du chapitre des religieux de Saint-Médard de Soissons, qui possédaient la prévôtée de Saint-Mard, à Essôme, et des maisons à Château-Thierry.

écolier. Toutefois, l'instruction redevint gratuite en ce collége lorsque la suppression des religieuses de la Barre permit de lui assigner 300 livres de rentes sur les biens de ce couvent. On l'appelait la *Grande Ecole* pour la distinguer des autres petites écoles qui s'étaient formées dans la ville, quoique l'instruction n'y fût pas très-étendue. Le maître qui enseignait le latin et qui ordinairement était prêtre, continua de prendre le titre de *principal* ou *régent* et habitait le collége; le maître laïque qui enseignait la lecture et l'écriture y venait tenir ses classes. Il s'éleva, en 1720, à l'occasion de la nomination de Henri Lorget, une vive discussion entre la ville et l'abbaye de Valsecret, sur le droit de nomination au principalat que l'un et l'autre revendiquait. La ville invoquait le droit naturel qu'ont les citoyens de choisir eux-mêmes les maîtres de leurs enfants, et l'abbé de Valsecret faisait valoir sa qualité de *Grand Ecolâtre* de Château-Thierry, que lui avait conférée la reine Blanche et qu'il avait exercée depuis l'origine des écoles de la ville. Le procès aboutit à une transaction, en 1721. Il fut réglé que la nomination et la présentation du principal appartiendrait aux gouverneurs-échevins, mais que celui-ci recevrait ses provisions de l'abbé de Valsecret; qu'il ne pourrait être destitué sans le consentement des deux parties; que l'abbé aurait le droit de surveillance sur le principal, sur les autres maîtres et sur l'instruction; que le principal visiterait de temps en temps les écoles de la ville sous l'autorité de l'abbé, auquel il rendrait compte du résultat de son inspection; qu'enfin les écoliers de la *Grande Ecole* continueraient, selon l'usage immémorial, de venir le jeudi d'avant le carême, le principal en tête, rendre hommage à l'abbé qui ferait délivrer à chaque écolier une miche du poids de trois livres (1).

Cet hommage que nous allons décrire, était précédé de

(1) On a conservé les noms de ces modestes régents du collége de Château-Thierry depuis le XVI^e^ siècle. Ce furent les sieurs Balhan, François Malezard, les deux frères Bruxelles, Claude Hérivaux, Henri Lorget, tous prêtres originaires de la ville, hormis Malezard, né à Falaise. Après l'accord de 1720, ce furent Antoine du Poncet, curé de Bézu les Fèves, originaire de Château-Thierry, le premier, nommé par la ville en 1725, que les échevins et l'abbé de Valsecret, Henri-Gabriel Lecler, ne parvinrent à destituer, pour

jeux bizarres, dont on attribuait l'institution à la reine Blanche, pour servir d'encouragement aux étudiants. L'un de ces jeux qui s'appelait l'*Engueule* ou la *Neude*, consistait à abattre de loin avec un bâton une sorte de cercle ou couronne ornée de rubans, suspendue par une corde et se présentant perpendiculairement et de côté, à l'extrémité d'une allée conduisant de la porte du collége au jardin. Celui qui remportait le prix s'appelait *roi de la Neude* ou *de l'Engueule*. Ce divertissement avait lieu le lundi d'avant les jours gras. Le lendemain se livrait dans la salle d'étude un combat de coqs. Chaque écolier se procurait un coq le plus fort qu'il pût trouver; après l'avoir fait jeûner, on lui donnait un peu de vin pour aiguiser son courage et, à l'heure dite, les écoliers se rendaient au collége et se rangeaient en cercle. Deux d'entre eux s'avançant au milieu, puis se tournant le dos, lâchent les coqs entre leurs jambes. Ces animaux ne sont pas plus tôt au milieu de l'arène, où l'on a jeté du grain, qu'ils se battent avec acharnement. Au vaincu, qu'on retire souvent ensanglanté, on en substitue un autre pour recommencer le combat, jusqu'à ce que tous y eussent pris part. Celui qui avait terrassé un plus grand nombre d'adversaires était déclaré vainqueur et son maître proclamé roi. Ce dernier était reconduit chez lui en triomphe, au son des instruments, portant avec orgueil le valeureux champion qui lui avait conquis les honneurs de ce tournoi d'un nouveau genre.

Enfin, arrive le jeudi gras, jour fixé pour aller rendre hommage à l'abbé de Valsecret. La troupe étudiante, à cheval, l'épée à la main, le chapeau orné d'une branche de houx aux feuilles dorées, le régent en tête et précédée de tambours et d'une oriflamme, s'achemine vers l'abbaye. Tous les regards se portent sur le roi en superbe costume, le sceptre à la main, la couronne en tête, et qu'environne le joyeux cortége. Arrivé à Valsecret, on met pied à terre,

son incapacité, qu'après un long et dispendieux procès; Lécart, curé d'Etampes et conseiller-clerc au bailliage, qui s'acquitta de ses fonctions avec succès; Fraizier, Verreux, prêtre; Verreux, avocat; Reinard Lépagneul, de la Ferté-Milon; Sauné, qui devint curé de Bézu après la Révolution; Henriet, Joli, Trois-Valets, lors de la Révolution. Ces régents, presque tous prêtres, furent vicaires de Saint-Crépin.

on se rend à l'église où l'on chante dévotement quelque antienne, et de là dans la salle capitulaire où tous les religieux sont réunis. Après un compliment débité par un écolier à l'abbé ou à son représentant, on sert à dîner à toute la troupe; le principal seul est admis à la table des religieux. Profitant de cette absence, les écoliers prennent leurs ébattements dans l'enceinte du monastère qu'ils récompensent souvent assez mal de son hospitalité. Enfin, on leur distribuait une miche et un pâté qu'ils emportaient au bout d'un bâton garni d'une pointe de fer qu'on appelait *bâton royal,* et qu'ils mangeaient dans le chemin. La miche était le plus souvent abandonnée aux conducteurs donnés par les parents à cette jeunesse folâtre et indisciplinée.

Dans tous ces divertissements, on n'oubliait pas la reine Blanche. Le roi de l'*Engueule*, qui avait déjà eu les honneurs du jeudi gras, allait le lendemain au château rendre une sorte d'hommage à la fondatrice du collége; il y portait, à la tête de la même troupe, une poule qu'il attachait à la seconde porte de la forteresse, proche de l'église de Notre-Dame, et qui devait être tuée à coups d'épée. Le roi avait l'honneur du premier coup, les autres écoliers achevaient la malheureuse volatile. Au milieu de tous ces joyeux ébats, le nom de la princesse retentissait dans les nues. Les enfants chantaient souvent ce couplet qui s'était transmis d'âge en âge :

Quand le roi fut couronné
A la Saint-Jean d'été,
Vive en France
La reine Blanche.

Ce roi, dont ils rappelaient le couronnement, ne peut être que Henri III de Navarre, premier mari de Blanche d'Artois, puisque Blanche de Castille, mère de Louis IX, avait fait couronner ce prince le 29 novembre, et que Louis VIII, son mari, l'avait été le 6 août. Le jeu de l'*Engueule* durait encore au milieu du XVII^e^ siècle, mais le combat des coqs et le supplice de la poule, qui avaient peut-être été importés d'Angleterre et introduits au collége de Château-Thierry par le duc de Lancastre, second mari de la reine Blanche d'Artois, durèrent jusqu'à la révolution de 1789.

Quoique l'existence du collége de Château-Thierry

ait été peu brillante, ses fondateurs, la reine Blanche et les abbés de Valsecret, n'en ont pas moins droit à la reconnaissance publique, car il en sortit des écoliers qui méritèrent d'obtenir des bourses fondées dans les colléges de l'Université de Paris pour les sujets du diocèse de Soissons et qui s'y firent remarquer par leurs succès. L'immortel la Fontaine, en qui l'on retrouve la naïveté des poëtes du moyen-âge portée à son plus haut degré de finesse, de grâce et d'abandon, devait faire ses premières études au collége de Château-Thierry, sa patrie (1).

Vers le milieu du XIII^e^ siècle, un autre enfant de Château-Thierry s'illustrait dans l'enseignement à Paris et montait ensuite sur le siége épiscopal de cette ville. Gauthier de Château-Thierry était parvenu par ses talents à la dignité de chancelier de l'Université et de l'Eglise de Paris. C'est à sa prière, selon Laboulaye, que le pape Innocent IV permit de bâtir une chapelle au collége des Bons-Enfants ou des Pauvres-Ecoliers *(Pauperum scholarium)*, établi près de la porte Saint-Victor, et dont il avait la garde, et d'y célébrer l'office, sauf le droit paroissial (2). Ce collége paraît avoir été réédifié vers 1257, car en cette année, Regnault de Corbeil donnait aux écoliers la faculté d'édifier un oratoire « dans la maison qu'ils commençaient à rebâtir » *(in domo quam de novo Parisius incœperunt)*. Saint Louis, par son testament, légua 50 livres aux Bons-Enfants.

Quant à Gauthier il était, selon le cartulaire de Port-Royal, élu évêque de Paris et confirmé comme tel, au mois de juin 1249. Il était sans doute aussi inauguré lorsqu'il fit serment d'obéissance à Gilon Cornut, archevêque de Sens, son métropolitain, et qu'il reçut à Saint-Victor, « le jour de la lune après la Nativité de la Vierge, » de l'an 1249, l'hommage du chevalier Ansel pour le château de Tournon (3), et celui de Jean, son frère, le mercredi dans l'octave de cette fête. Son épiscopat fut de très-courte durée; en effet, Guillaume, son prédécesseur, était mort vers Pâques de 1249, et Regnault, son successeur, fut ordonné

(1) Hébert, mss., t. I, p. 252 à 264.
(2) Cartul. de l'Eglise de Paris.
(3) Laboulaye, *Hist. de l'Univers. de Paris.*

le 10 juin 1250 (3). Il ne passa donc qu'un an sur ce siége illustre. Il est signalé en ces termes au martyrologe de Paris : *Nonis junii obiit Galterus episcopus.* Toutefois, il aurait été inhumé par l'archevêque de Rouen, le IX des calendes d'octobre, dans le chœur de sa cathédrale, aux pieds d'Odon, l'un de ses prédécesseurs. Son épitaphe, qui était ainsi conçue, renferme en peu de lignes un magnifique éloge :

Præsul Gualterius (de Château-Thierry) *jacet*
Hac sub imagine verus
Catholicæ fidei doctor, homo que Dei.
Omnibus imbutus virtutibus ipse solutus
Est pietate piam cum virginitate...
Parisius ploret et opem pastoris alius
Plorans imploret, qui sit ut ipse pius.

La reine Blanche ne s'était pas contentée de donner à l'abbé de Valsecret la surveillance du collége de Château-Thierry, elle fit aussi entrer le monastère, pour une large part, dans ses libéralités. Les religieux, il est vrai, devaient distribuer tous les ans, le jour du vendredi saint, une miche de deux livres à chaque habitant du hameau des Chênaux, près de Château-Thierry, où elle avait un château qu'on suppose avoir succédé à l'antique villa de Charles Martel, et dont l'emplacement fut donné, après sa ruine, par les seigneurs de la ville, à l'abbaye de la Barre, et passa, après la suppression de celle-ci, à Saint-Paul de Soissons, mais elle n'avait pas affecté, dit-on, moins de 100 arpents de terre pour l'acquit de cette fondation. Il est à croire que ces terres, comme celles données à Valsecret par les comtes de Champagne, et qui montaient, à ce qu'il paraît, à 300 arpents, étaient en friche, mais on sait quel parti les religieux savaient tirer des terrains sans valeur et comment ils parvenaient à les fertiliser.

Valsecret reçut sans doute encore d'autres biens aux Chênaux, soit de la reine Blanche, soit des seigneurs ses successeurs ; ils prétendaient, en effet, beaucoup de cen-

(3) *Histor. Eccles. Paris. auct.* Gérard Dubois, t. II, p. 414. — *Gall. christ.*, t. VII, col. 100 et suiv.

sives en ce hameau, et derrière l'hôpital de la Charité jusqu'à la *Croix militaire,* sur le bas village et sur le gravier près de la rivière et du pont de la ville. Ils partageaient même la rivière avec les seigneurs de Château-Thierry et le baron de Montmirail; ceux-ci avaient depuis Jaulgonne jusqu'au pont, et les religieux depuis le pont jusque vis-à-vis le clocher des Minimes; leur limite était une ligne fictive partant depuis ce clocher jusqu'à celui des Capucins; le reste, jusqu'à Essômes, était aux barons de Montmirail. Les religieux revendiquèrent même, dans la suite, la seigneurie des Chênaux, ou au moins de la partie où demeuraient ceux qui avaient droit à la distribution du vendredi saint. Il y avait dans la *cour* du Mont-Martel, dont on a fait venir le nom de la *villa* ou *curtis* de Charles-Martel, une vieille tour appelée *Tour du Parlement.* C'est là que les officiers de la justice de Valsecret venaient siéger. Les cens que les religieux avaient sur des maisons de ce lieu fournirent la matière à un procès entre eux et les ducs de Bouillon, seigneurs de Château-Thierry, mais la Révolution vint mettre d'accord les parties contendantes en enveloppant dans une ruine commune les biens de la noblesse et du clergé avec leurs priviléges et leurs prétentions (1).

Une assez curieuse aventure arrivée au monastère de Valsecret mérite de trouver place ici. Elle eut lieu vers 1227 et est racontée par le sire de Joinville. Louis IX ayant vaincu Pierre Mauclerc, duc de Bretagne, celui-ci tourna ses armes contre Thibauld IV, comte de Champagne, mais des pourparlers ayant eu lieu, il fut stipulé que Thibauld épouserait la fille de Pierre. Les barons de France, dont plusieurs étaient parents du duc, firent en conséquence amener « la damoiselle à Valsecret » pour y terminer le mariage projeté et en donnèrent avis au comte qui était à Château-Thierry. Pendant ce temps-là Geoffroy de la Chapelle, pannetier de France, « vint à lui de par le roy avec une lettre de « créance » ainsi conçue : « Sire, comte de Champaigne, le roy a entendu que avec convenance au comte Perron de Bretaingne, que vous preniez sa fille par mariage. Si vous mande le roy que se vous ne voulez

(1) Hébert, *ibid.*, t. I, p. 369, et t. II, p. 33. — *Gall. christ.*, t. IX.

perdre quanque vous avez ou royaume de France, que vous ne le faites; car vous savez que le comte de Bretaigne a pis fait au roy que nul homme qui vive. » En présence d'une pareille injonction et d'un langage si ferme, ceux de la suite du comte lui conseillèrent de retourner à Château-Thierry, ce qu'il se mit en devoir de faire. Aussitôt que Pierre de Bretagne et les barons qui l'attendaient à Valsecret eurent appris ce qui se passait « ils furent touz aussi comme dervez » (enragés), et envoyèrent sur-le-champ chercher la reine de Chypre, fille du fils aîné du comte de Champagne, avec l'intention de déshériter Thibauld, enfant de son deuxième fils. Dès qu'elle fut venue, ils réunirent tout ce qu'ils purent de gens d'armes, entrèrent en Champagne et en Brie du côté de la France, tandis que le duc de Bourgogne y entrait du côté de son duché et le roi, pour les combattre, dut mettre tout à feu et à sang (1).

C'est du reste tout ce que l'on sait de Valsecret en ce siècle où ses annales sont à peu près nulles. On a seulement recueilli un acte d'intervention en 1226, de Blanche de Champagne, de Robert de Courtemont (Varennes), chevalier; de Jacques de Torcy, aussi chevalier, et de Hugues Vilain? *(Vilenteus)*, prévôt de Château-Thierry, dans un procès sur des biens et un chemin, entre les habitants du village de Jaulgonne et les religieux, lequel fut porté devant Raoul Arundell, bailli du comte de Champagne. On voit ensuite l'abbé Jean affermer, en 1251, la dîme de Luzancy (2), et, en 1226, le parlement assigner, non au roi, mais au comte de Blois, la garde de la grange d'Esmenonville, dans la châtellenie de Guise, qui appartenait à l'abbaye (3).

IX. — L'ABBAYE de Coincy trouvait aussi, au XIIIe siècle, dans la maison de Champagne, de puissants et de généreux bienfaiteurs. Elle en trouvait également dans les seigneurs qui se rattachaient à cette maison par des droits de vasselage. Nicolas de Bazoches renonça, en 1205, à la prière de

(1) JOINVILLE, *Histor. de France.* t. XX, p. 203.
(2) *Archiv. du Collége héraldiq.* (Picardie, Soissons.)
(3) *Archiv. impér.*, par BOUTARIC, *Olim*, t. I, p. 99.

Jean, prieur de Coincy, à trois corvées que lui devaient chaque année « les hommes demeurant dans la maison seigneuriale de ce prieur à Paars (1) ». De plus, « pour comble d'indulgence » il accorda aux hommes de ce village, les « aisances et pâturages » de sa ville de Bazoches et le droit de s'y réfugier avec leurs effets comme d'en sortir, le danger passé, sans payer aucun tribut. Sa femme Agnès et ses frères Gauthier, Jean, trésorier de Soissons, Gérard et Nivelon approuvèrent cette concession en 1209 (2). Guillaume, doyen du Mont-Notre-Dame, et son chapitre concédèrent aussi, en 1221, pour 100 s. tous leurs droits à Paars, cens, forfaiture et justice. Le prieur Jean acquit encore par échange avec Julien, abbé d'Igny, les dîmes de Condé en Brie qui provenaient de l'aumône de Guelon de Passy sur Marne; et, en 1223, Gérard de Vieux-Moulin vendit aux religieux de Coincy et de Crépy toutes les dîmes de Chézy en Orceois, dont il avait hérité, et sur lesquelles renoncèrent à leurs droits respectifs la dame Ermengarde, femme de Renaud de Chézy, « noble et vertueux homme de guerre, » Adam Bécherel, « homme d'armes, » seigneur capital du fief, Euphémie, femme de Gérald, avec l'approbation de Jean de Chelles « homme de guerre », de Renaud et Simon de Condé en Brie, frères de Jean, et de Matthieu de Crépy (2).

Coincy vit, vers le même temps, s'étendre ses revenus dans les forêts voisines de Fère et de Riz. Il reçut, en 1215, de Jean de Chézy, « fidel et chevalier » de Blanche de Navarre, comtesse de Champagne, la grurie des bois des *Sormons* et de *Lifaux? (Sormonorum et Lidiforum)*, que le prieuré possédait, et qui s'étendaient entre Grisolles et Coincy, depuis le ruisseau de Beuvardes et de Grisolles jusqu'aux larris du comte Robert et aux bois de Jean, chevalier de Nanteuil, et de Raoul ou Renaud de Cramailles, avec tous les droits qu'il y tenait en fief de la comtesse; l'usage du bois, la garde de la chasse, mais avec la faculté pour lui et ses héritiers de poursuivre et prendre les bêtes poussées

(1) « In manso dominico villæ ejusdem prioris quæ Parte vocatur.

(2) *Recueil sur Coincy*. Chartes de Nicolas de Bazoches, de 1205; de Gauthier et Jean, de 1209; lettres de Guillaume de 1221; charte d'échange, de 1205.

par eux dans les bois de l'abbaye, et à l'exception de la grurie dans les larris de Luor et de Coincy la Poterie. Thibauld IV son fils, approuva, en 1223, cette donation, celle que fit Matthieu de Monthiers du bois tenant à la grange de Bufay ; et lui-même donna aux religieux une partie de la forêt de Riz, par un acte de cette année que signèrent Raoul de Cramaille, seigneur de la Tournelle, fief voisin de Coincy, et Jean de Nanteuil, ses vassaux, et qui ne laissait à ces derniers que le seul droit de prendre des bêtes fauves venant de leurs bois et des autres bois voisins (1). Le même prince approuva, en 1227, l'échange que Jean d'Arcy, en partant pour la Terre-Sainte, avait fait avec le prieuré de la gruerie des *Broces* ou Breuil de *Lua* ou *Luor* (*Brochus de Lua dicta*) pour une partie de ces bruyères. Ce Breuil de *Lua* était, comme les Tournelles, un bois formant un fief avec un château d'où relevaient des arrière-fiefs de Nanteuil Notre-Dame, le bois de Vendières, les *Patis de Lua* et le *Pas Saint-Georges*, lieu qui tire son nom d'un gros grès où l'on croyait distinguer l'empreinte du pied du saint. Le fief des *Broces* ou de *Breuil* entra dans la seigneurie d'Armentières. Aussi, Henriette de Conflans, vicomtesse d'Oulchy et marquise d'Armentières, s'appelait-elle en 1698 « Dame du *Pas Saint-Georges*. » Thibauld accorda encore, en 1247, au prieuré la grurie de 100 arpents du bois de Marlemont sur Beuvardes, dans la forêt de Riz, qu'il avait rachetés du sergent du comte Gallet de Juilly à qui il l'avait donnée ; mais en revanche les religieux accordèrent à Thibauld V, en 1257, la moitié des deniers de vente dans ce bois, dont la garde devait être faite par leurs sergents respectifs. Matthieu de Montmirail, seigneur d'Oisy, fils du B. Jean de Montmirail, permit aux religieux, en 1257, d'étendre sur trois ou quatre arpents de bois, dans la forêt de Riz, un vivier qu'ils avaient commencé à creuser à l'aide des largesses des fidèles, entre la Grange aux Bois et Brécy, dans leur tréfond et dans la grurie qu'il partageait avec le roi de Navarre (2).

(1) *Recueil de Coincy*, Chartes de Blanche, comtesse de Troyes, de 1215, et de Thibauld, de 1217 et 1223.

(2) *Ibid.* Chartes de Thibauld, roi de Navarre, de 1257, et de Matthieu, *id.*

Henri III, comte de Champagne et roi de Navarre après son frère Thibauld V, ne paraît pas avoir imité d'abord la générosité de ses ancêtres à l'égard du prieuré de Coincy, quoique il eût accordé, en 1272, à Enguerrand III, sire de Coucy, seigneur d'Oisy et de Montmirail, du chef de sa femme, Marie de Montmirail, l'amortissement d'une rente de 10 livres sur ses tailles de Montmirail. En effet, il s'éleva entre lui et le vicomte de *Roseel*, d'une part, et Gauderic, prieur de Coincy, de l'autre, un différend au sujet des rentes que leur devaient les terres couvertes par le nouvel étang creusé sans leur permission, sous la direction de Beaudoin, chambrier du couvent. Toutefois, on ne tarda pas à amener le comte à amortir aussi le vivier, avec exemption de toute rente ; ensuite de quoi Ives, prieur de Cluny, put le destiner, avec le moulin de Notre-Dame sous Chalet, à la pitance du couvent. Ce prieur ayant su alors du chambrier que l'ancien prieur de Coincy, Thierry, avait retenu les 10 livres qu'on lui destinait chaque année pour ses vêtements, quoique il en reçût sur l'office de la chambrerie, comme tous les religieux, régla que le chambrier donnerait, dans les années où l'on ne délivrerait pas de *pelices*, 20 livres au pitancier pour acheter des pitances, l'office de la chambrerie étant suffisamment doté pour ce service (1). Le prieur Lambert de Mesmont fit, en 1288, avec les habitants de Coincy un traité sur la pêche, la chasse et les pâturages qui comprenaient toutes les terres de *Lua*. L'année d'après, les chevaliers Nicolas d'Armentières et Robert de Gremers interposèrent leurs bons offices entre le prieur et le chevalier Etienne du Buisson, château proche de Coincy, au sujet d'un différend pour une rente de blé sur le moulin de Bosset et de 100 livres en cas de vente du moulin, pour le niveau et le curage du ruisseau sur lequel ce moulin et celui de l'abbaye étaient situés. Jean, sire de Château-Vilain, accorda, en 1289, aux religieux la justice « de meubles et châteux » de ses hommes de corps de Corrobert, Janvillers, la Morlière et des Fourneaux *banniers* à leur moulin, qu'il leur contestait, mais eux durent lui ac-

(1) *Recueil sur Coincy*, Chartes d'Enguerrand, de 1269 ; de Henri, roi de Navarre, donnée à Orbais en 1270 ; de Saint-Yves, *id.*

corder les mêmes droits sur ceux de la seigneurie de Braye et lui donner 600 livres de petits tournois (1).

Philippe le Bel ayant renouvelé, à l'occasion de son mariage avec Jeanne de Champagne, en 1284, les antiques franchises accordées par ses ancêtres à la châtellenie de Château-Thierry, moyennant une redevance annuelle, le prieuré de Coincy, qui en faisait partie, dut, en 1301, donner en garantie de sa quote-part dans la redevance, la maison des Tournelles, dont les dépendances consistaient en 402 arpents de *bochets* et 8 de près valant 200 livres de rente. C'est cette maison des Tournelles qui avait appartenu aux chevaliers Jean et Oudard de Cramailles, lesquels vivaient en 1275 et étaient fils de Renaud III de Cramailles. Détruite dans les guerres du XVI^e^ siècle, il en reste encore quelques ruines, notamment d'un bâtiment nommé *la Prison*. Ce fief passa dans la seigneurie d'Armentières, car, en 1550, Louis Juvenal des Ursins, seigneur de ce lieu, s'intitulait vicomte de la Tournelle, et mademoiselle d'Armentières, en 1696, dame de la Tournelle et de la *Nouais*. Le même prince approuva, en 1292, un amortissement des biens nouvellement acquis par le prieuré, opéré cette année à Vitry par le bailli royal, qui avait reçu à cet effet force finances, comme par exemple 120 livres pour le seul échange fait avec le sire de Château-Vilain, et 50 pour 12 arpents du bois de *Lua* mouvant de la justice royale (2).

Ces concessions lucratives et intéressées de Philippe furent compensées, en 1285, par la générosité d'Alix, femme de Raoul de Nanteuil Notre-Dame, qui donna par son testament au prieuré, où elle avait élu sa sépulture, 40 sous tournois de rente sur ses revenus et ses hommes de Gland, à l'église de Notre-Dame de Nanteuil, 20 sous au chapelain de cette église, dépendante du prieuré, 10 sous au clerc, 12 deniers et 5 sous à Notre-Dame de Coincy. Ce testament fut scellé des sceaux de Saint-Pierre de Coincy, de Notre-Dame de Nanteuil et de son chapelain, en présence du sous-prieur, qu'elle avait fait, ainsi que le pitancier, son exécuteur testamentaire ; d'Etienne le Doux de

(1) *Ibid.* Accord de 1289.
(2) Lettres du roi Philippe, 1292, *ibid.*

Nanteuil, écuyer, de Guillaume de Nanteuil et de « grant plante d'autres bonnes gens (1). » Coincy, qui percevait 10 livres tournois sur une cense détenu à la Poterie par deux bouchers et sur la halle où ils vendaient leur viande, reçut encore, l'an 1402, du chevalier Jehan de Saulx une maison à Coincy la Ville, dite la *Maison à l'avegne,* un chaufour et des terres à Coincy la Poterie pour une messe à perpétuité.

L'abbaye eut, au XIIIe siècle, plusieurs prieurs assez remarquables. Le premier, qu'il convient de citer, est Lambert ou Guy de Mermont (1288-1298), lequel fonda au Grand-Vivier et dota de rentes et d'ornements, en 1288, une chapelle de Saint-Georges, dans l'église de Notre-Dame de Châlet. Le moine qui avait le titre de chapelain devait y venir dire trois messes par semaine et partager les oblations avec le prieur. Le vivier alimentait le moulin de Notre-Dame sous Châlet (2). Ce moulin et la ferme de la Grange au Bois formaient, avec leurs dépendances, le hameau ou village de Châlet qui disparut dans les guerres qui ruinèrent le pays, de 1414 à 1456. Les religieux, au bout d'un demi-siècle, firent quelques efforts pour relever ce lieu en le mettant en culture; on reconstruisit quelques métairies avec les débris de l'église, on rétablit la Grange au Bois, on bâtit un moulin à l'huile à l'étang de l'Huilerie qui fut loué pour 99 ans, sauf la pêche; enfin, voulant exploiter le moulin par eux-mêmes, les moines rachetèrent à un pâtissier de Fère, nommé Nicolas Hatte, les restes du droit au bail et tous les ustensiles de l'usine, mais rien ne put ramener la population de ce côté. Un autre prieur de Coincy, Simon d'Armentières, parcourut une carrière digne de la noblesse de son nom. Il devint, en 1274, prieur de la Charité sur Loire et fut nommé, en 1294, par Célestin V, cardinal-prêtre du titre de Sainte-Balbine; assista, le 24 décembre de la même année, à l'élection de Boniface VIII; mourut à Rome, l'an 1296, et fut inhumé au milieu de la cour de Saint-Sylvestre. Un troisième, Ber-

(1) Testament d'Alix, *ibid.*

(2) « Molendinum quod appellatur Molendinum S. Mariæ subtus Chalet et stagnum novum quod est subtus Grangiam ad nemus.

trand de Coulommiers, fils de Bonnet de Coulommiers et de Marguerite de Châtillon, devint aussi prieur de la Charité après Simon d'Armentières, puis abbé de Cluny où ses cendres reposèrent (1).

Les prieurs de Coincy travaillèrent avec activité, on n'en peut douter, à la reconstruction de l'église conventuelle qui fut achevée en effet dans le cours du XIII[e] siècle. Cet édifice, dont il ne reste plus de traces, était comparé à la cathédrale de Soissons, l'église-mère et modèle du diocèse, qu'elle représentait, disait-on, dans des proportions moins grandes. La voûte avait soixante pieds d'élévation et était supportée par des colonnes à chapiteaux ornementés, en pierre dure tirée des carrières de Seringes, près de Fère. Une galerie ou *triforium* régnait dans tout son pourtour et une rosace décorée de vitraux coloriés, comme du reste les autres fenêtres, resplendissait au fond du sanctuaire. La nef s'étant écroulée dans les derniers temps, ne fut pas rebâtie et on ne voyait plus que le chœur. L'église paroissiale du bourg de Coincy fut achevée vers la même époque que celle du prieuré et remaniée comme elle dans plusieurs de ses parties. Il n'est fait mention de l'église de Notre-Dame dans les annales du prieuré qu'au XIII[e] siècle, quoique elle existât certainement depuis longtemps. C'est à l'occasion de la donation que faisait à la maison, en 1254, M[e] Thierry, recteur de cette église, « lequel avait été longtemps et honorablement sustenté par le prieur, » pour la fondation de son anniversaire et de celui de son oncle Imorand, prêtre de Châtillon, d'une terre au *Chainon*, vers la *Croix Rudelphe*, et d'une autre au *Chemin aux Anes* (2).

L'abbaye d'Essomes eut au XIII[e] siècle une existence aussi modeste et aussi effacée que le prieuré de Coincy. On sait seulement qu'elle possédait dès lors des biens nombreux à Blesmes, Bouresches, Bézu Saint-Germain, Bonnes, Château-Thierry, Etrépilly, Gandelu, Vaux, Monneaux, Montreuil aux Lions, Nesles, Ronchères, Sommelans, Vouton, Grimbrois, Azy, Bonneil, Brasles, Chézy, Nogent-l'Artaud, Licy lès Chanoines, Clignon, Oulchy, etc. Vers

(1) *Hist. littér.*, XIII[e] siècle. — *S. Medardi Chronicon.*

(2) *Recueil de pièces sur Coincy* et *Hist. de Coincy.*

1171, Guillaume de Champagne, archevêque de Reims, et André, archidiacre de Soissons, ménageaient un accord entre Bertrann, abbé de Saint-Médard, et Essômes, sur des dîmes que Marie, comtesse de Champagne, lui avait données à Bouresches (1). L'abbaye présentait aux cures de Bonnes et de Nesles et partageait les dîmes avec le prieur-curé de cette dernière. Elle présentait également à celle de Crouttes, près de Charly, mais le prieur-curé seul en avait les dîmes. De plus, celui-ci était encore, dans les derniers temps, seigneur sur les trois fiefs de *Crouttes*, de *Montmilon* et de *Montclair*, dont il faisait exercer par ses officiers particuliers sa justice haute, moyenne et basse, laquelle ressortissait au bailliage de Château-Thierry. Il avait même un château ou manoir seigneurial, un auditoire et des prisons; mais, chose singulière, le terrain où est l'église appartenait à un autre seigneur dont la justice ressortissait au bailliage de Crépy en Valois. L'abbaye possédait également la cure et une chapelle à Licy-Clignon ou Licy les Chanoines et nommait aux deux chapelles de la Grande-Magdelaine sur la paroisse de Saint-Martin de Château-Thierry avec la charge de deux messes par semaine, et de la Petite-Magdelaine sur celle de Saint-Crépin, à la charge d'une messe par mois avant leur réunion à l'hôpital de la ville. On se souvient enfin que les religieux d'Essômes possédaient depuis longtemps le prieuré de Saint-Remy de Neuilly Saint-Front.

On vient de voir que l'abbaye présentait au prieuré-cure de Notre-Dame de Nesles; les religieux fondèrent en outre dans ce village la chapelle de Chemainbault ou Chemibout *(ad campum Meibout vel Menbault)*, bénéfice simple et régulier dont l'abbé avait la collation. Le chapitre de Soissons avait acquis, en 1247, de Hugues de Nesles, la dîme de Nesles et de Chamainbault, et concurremment avec le monastère d'Essômes, celle de Guy de Chamainbault aux mêmes lieux, de l'agrément de Pétronille, veuve du chevalier Lejay de Chamainbault, et d'Agnès, femme de Jean de Chamainbault, fils de Pétronille, et en présence de Jean, chanoine d'Essômes et prieur-curé de Nesles. Ces dîmes

(1) *Collége héraldique* (Picardie, Soissonnais).

furent une source de difficultés entre le chapitre et l'abbaye d'une part, et Guy de Chamainbault d'autre part, mais elles furent apaisées en 1249 et 1251, par le chevalier Péron d'Etampes et le chapelain de Chamainbault. Celles qu'eut le chapitre avec Milon, chanoine d'Essômes, curé de Nesles et de Chamainbault, s'apaisèrent également (1). Dans la suite les trois quarts des dîmes revinrent à ce riche prieuré.

Mais ce qui assure au monastère d'Essômes une renommée que l'histoire ne lui peut donner et atteste sa piété et son opulence, c'est la construction de son église qui appartient à la belle période ogivale du XIII^e^ siècle et qu'on peut placer au même rang que celles de Braine, de Longpont, d'Orbais et du Mont Notre-Dame, au style si pur, si correct et si élégant. Servant à la fois d'abbatiale et d'église paroissiale, l'édifice se divisait en deux parties. Le chœur et les transepts étaient réservés aux chanoines, et la nef, moins élevée que le reste, servait aux habitants avec les bas-côtés. Malheureusement elle devait être détruite en 1765, à cause des lourdes charges que son entretien faisait peser à ces derniers. On conserva néanmoins la tour carrée du portail qui se trouva ainsi tristement isolée du reste du monument jusqu'en 1795 où elle fut vendue, pour être détruite, la somme de 577 livres.

Malgré cette déplorable mutilation, l'église abbatiale d'Essômes est toujours digne d'attirer les visiteurs. Elle mesure encore 40 mètres de long sur 30 de large aux transepts; la nef a 8 mètres de large et l'abside a 13 mètres de long sur 6 de large. La réduction de la nef nuit seule à l'aspect heureux qu'offre l'édifice. Une flèche légère, qui s'élançait de la croisée et fut renversée en 1812, a été remplacée par un simple clocheton comme on en savait faire à cette époque. Ainsi que les églises abbatiales qu'on vient de nommer, celle d'Essômes se distingue par une grande sobriété de style tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, mais une certaine légèreté dans les détails s'y marie admirablement à la solidité du fond et lui donne l'aspect le plus satisfaisant. On y remarque un tombeau qui paraît remonter au XIII^e^ siècle. C'est celui d'un abbé, peut-être le constructeur

(1) Voyez le chapitre de Soissons au XIII^e^ siècle, en ce volume.

principal de l'église, dont l'effigie en relief est couchée sur une pierre sépulcrale environnée d'emblêmes et d'ornements gothiques. On y trouve cette inscription assez peu lisible : *Virgo parens Christi solve de compede tristi procures isti quem devotum tibi scisti.* Cette lecture est d'autant plus plausible qu'au-dessus du tombeau, sur un vitrail, on voit un abbé à genoux devant la sainte Vierge. On ne doit pas oublier que Notre-Dame était la seule patronne primitive d'Essômes (1).

La fortune de l'abbaye de Chézy, voisine d'Essômes, ne fut pas plus brillante au XIII^e qu'au XII^e siècle. On croit même que dès la fin de ce dernier, des Prémontrés, à peine installés dans la vieille résidence, y furent remplacés par des moines de Cîteaux, venus de Trois-Fontaines, près de Troyes. Le premier abbé de cette filiation fut peut-être Renaud, que l'on délégua pour apaiser un procès, et le second, Robert II de Troyes, ancien prieur de Saint-Aigulf de Provins. Celui-ci s'occupa avec une grande activité de la réédification du monastère. Il releva les deux basiliques, celle de saint Pierre, qui était l'abbatiale, et celle de sainte Magdelaine, qui servait à la sépulture des morts, et rebâtit les édifices claustraux sur un plan plus vaste. Robert s'appliqua à racheter de riches et considérables fonds de terre perdus ou aliénés, afin de pouvoir subvenir à des dépenses aussi considérables. Il serait même parvenu à éteindre toutes les dettes dont était grevé le monastère s'il n'eût été surpris par la mort, en 1243, et si de nouvelles guerres n'étaient venu occasionner de nouvelles dépenses avec de plus lourdes charges.

Quoique il en soit, l'abbaye fit les acquisitions suivantes : Odon Chanel ayant fondé une chapellenie en l'église de Saint-Crépin de Château-Thierry, Nivelon, évêque de Soissons, l'attribua, en 1201, à l'abbé de Chézy, à condition que

(1) *Call. christ.* t. IX. — *Notice sur Essômes*, par l'abbé Poquet.

Le sceau de Simon, abbé d'Essômes, apposé, en 1296, sur une charte d'arrangement avec Chézy, représentait un abbé tenant une crosse en la main droite et un livre en la main gauche avec ces mots alentour : *Sigillum Simonis abbatis Sosmensis Ecclesiæ.* Sur un autre sceau on voyait une tour et un cavalier l'épée à la main et la tête nimbée, qui représentaient peut-être l'abbaye fortifiée d'Essômes et son protecteur et patron saint Ferréol, avec ces mots : *Sigillum capituli Ecclesiæ Sosmensis* (Cartul. de Chézy, par D. Muley).

le chapelain de ce bénéfice, présenté par lui à l'évêque, ferait serment à celui-ci de conserver les revenus de la fondation. En 1235 et 1243, le monastère acquit 6 deniers de cens à la Chapelle sur Chézy, sur la maison de *Jacom le Jugléor* (1), de Château-Thierry, d'autres revenus sur les deux paroisses de Chézy, à Nogentel, au val d'Essises, le pressoir de « monsignor » Guillaume de Chézy, à Azy, près du Redon, et un courtil près du monastère, par actes signés de l'abbé Robert, des chevaliers Guillaume de Chézy et Pierre du Luat, et approuvés par Matthieu de Montmirail et d'Oisy, par Thibauld, roi de Navarre et comte de Champagne, en 1259, à Château-Thierry, moyennant 10 livrées de terre à Pleieurre et 11 livres « de bons provinoisiens au paiement de la foire Saint-Ayoul de Provins. » Ces biens provenaient de Alard le Wandre, chevalier de Chézy, et de Jean le Wandre, clerc, tous deux fils de défunt Raoul le Wandre, chevalier de Chézy. Thibauld, « cuens palazins » (comte palatin), remit aussi au couvent, en 1246, une partie des cens qu'il lui devait pour ses hommes, en échange du bois de Barbillon, et approuva, en 1259, vers l'octave des Brandons, à Château-Thierry, une donation de grains que lui avait faite Eudes Oisons, chevalier de Chierry, sur le moulin de Choiselle, près de cette ville. Dix ans après, le comte de Champagne amortissait tout ce que « Saint Père » de Chézy avait acquis dans son comté, sauf la seigneurie (2).

L'abbé de Chézy, comme seigneur du lieu, y justiciait les vassaux de l'abbaye; et l'on voit par une transaction de 1341 autorisée par « madame la reine » Jeanne, veuve de Charles le Bel, dame de Château-Thierry, et par un procès de 1351 avec les chevaliers des Tournelles, qu'à ces dates, il avait conservé cette seigneurie, au moins en partie. Par une convention passée en 1279, avec Odon, abbé de Rebais, l'abbé de Chézy pouvait même justicier par « semonses » les hommes de Rebais résidents à Chézy, où ce monastère avait une mairie tenant ses plaids dans sa maison du bourg.

(1) *Jugléor* ou jongleur, poëte ambulant.

(2) *Cartul. de Chézy*. Chartes de Thibauld, de 1169, contenant une autre charte de 1259, de son prédécesseur. Celle-ci porte ces mots : « Fait à Château-Thierry par la main de Pierre de Rancevaux, notre amé vice-chancelier et aumônier. »

Chézy devait à l'abbaye l'existence de ses marchés du samedi et ses foires des deux fêtes de saint Pierre, qui étaient fréquentées par les marchands étrangers. Ceux-ci s'établissaient sous la halle à la viande. Comme les seigneurs temporels, les monastères avaient des hommes et des femmes de corps. Enguerrand de Coucy, seigneur de Montmirail, en rendait une de ce genre, en 1295, à l'abbaye de Chézy, d'une valeur de 110 livres de petits tournois (1).

Les choses n'en allaient pas mieux pour cela au monastère. Les dettes y étaient même si considérables, au milieu des perturbations qui compromettaient son existence, que les moines portèrent contre leur abbé, Robert III, une plainte en forme au tribunal de l'évêque de Soissons, qui avait confirmé son élection en 1293, et qu'ils obtinrent du pape Innocent IV, dont ils n'avaient pas reçu moins de cinq bulles, le privilége de ne pouvoir être forcés, même par lettres apostoliques, de donner leurs bénéfices à d'autres qu'à des sujets de l'abbaye, et l'autorisation de posséder les biens dont ceux-ci auraient hérité s'ils étaient restés dans le monde et qui leur arriveraient après leur entrée en religion. On voit par la bulle de confirmation de 1245 que Chézy était alors occupé par des Cisterciens, et par des titres de 1247 et de 1293, que l'élection de l'abbé dépendait en quelque sorte du comte de Champagne, dont on demandait l'autorisation avant d'y procéder. Les annales de Chézy, au XIIe siècle, se terminent par un arrangement entre l'abbaye et Simon, abbé d'Essômes, sur les dîmes d'Azy, appelées *li entressois (intersepia)*. Les deux monastères partageaient les dîmes de ce village et de Bonneil, dont les églises avaient l'abbé de Chézy pour présentateur (2).

Il n'est pas possible de quitter les abbayes de la Champagne sans reprendre l'histoire de celle d'Orbais, d'autant plus que la bonne harmonie qui paraît avoir régné entre l'évêque Jacques de Bazoches et Henri de Dreux et de Braine, son métropolitain, fut troublée à son sujet, par l'ingérence que les archevêques de Reims s'attribuaient dans l'élection

(1) *Ibid.*, chartes d'Odes, abbé de Chézy.
(2) *Ibid.* et *Gall. christ.*, t. IX.

de ses abbés, malgré l'opposition constante des prélats soissonnais. Orbais, qui avait repris une certaine vie au commencement de ce siècle, était gouverné depuis 1193 par un ancien religieux de Hautvillers nommé Gervais, lequel, au mois de janvier 1214, échangea avec Raoul Ier, abbé de Saint-Jean des Vignes, le droit de patronat qu'Orbais avait à Courboin et Morencelle, avec la grange, les dîmes, oblations et autres revenus, contre ce que Saint-Jean avait du même genre à Condé, Montigny, Verdon et Maregny, c'est-à-dire le patronage de ces trois églises, la grange de Verdon, les oblations de Montigny et les dîmes de ces lieux (1). En 1217, l'abbaye avait reçu de Simon Buchez, chevalier du château d'Epernay, une femme de corps nommée Feremburge, de Saint-Julien, avec sa « génération » c'est-à-dire sa fille, sœur d'Odon, alors prieur d'Orbais, moyennant 65 s. (2). Sous le successeur de Gervais, nommé Gilles, Renaud, abbé de Saint-Crépin le Grand, reconnut, en février 1220, que son monastère devait à Orbais une rente de 25 sous pour cession de droits sur des hostises du bourg Saint-Crépin et autres revenus dans les paroisses de Saint-Pierre le Vieil et de Saint-Germain. Gilles vendit, en 1223, à Saint-Médard de Soissons, 4 muids de vinage à Damery, et en 1234 des hommes de corps au prieuré de Coincy (3).

C'est sous ces deux abbés que dut commencer la reconstruction de l'église du monastère, qui produisit le remarquable édifice qu'on admire encore aujourd'hui, le rival de Saint-Yved de Braine, du Mont-Notre Dame et d'Essômes. L'honneur de cette reconstruction revient à Thibauld III, comte de Champagne, ou à Thibauld IV, son fils. Or Thibauld IV succéda en 1197 à son frère Henri et mourut en 1201. Si l'on en croit l'auteur des *Singularités d'Orbais*, il y aurait eu le 25 novembre 1609 « quatre cents ans que le corps de cette église avait été renouvelé par un comte Thibauld. » Or, ce comte Thibauld ne peut être que Thibauld III qui succéda en 1197 à Henri Ier son frère et mourut en 1201.

(1) Charte d'Haymard de Provins (*Mss.* d'Orbais).

(2) Charte de Thierry, abbé de Saint-Martin d'Epernay (*ibid.*).

(3) *Ex* mss. de Saint-Médard (*ibid.*).

Mais supposé que cette supputation ne soit pas exacte, il faudra toujours remonter à son fils Thibauld IV, dit le Posthume ou le Chansonnier, pour le commencement ou la continuation de l'édifice.

Quoique il en soit, il est indubitable que l'église d'Orbais a été bâtie sur les confins des XII^e^ et XIII^e^ siècles. On y a employé la pierre meulière, abondante dans le pays. A-t-elle été à demi-ruinée, où est-elle demeurée inachevée, c'est ce qu'il serait difficile de décider. Toujours est-il que depuis longtemps il n'est pas question de son portail, ni de ses tours, et que les parties qui nous restent, le chœur, le transept, le rond-point ou pourtour du sanctuaire, et les trois arcades de la nef font vivement regretter cette lacune. L'historien d'Orbais a remarqué lui-même une différence de style dans ce monument. Les fenêtres de la croisée, dit-il, sont différentes de celles du rond-point et de la nef, ce qui marque une interruption ou un changement de prince, d'architecte et d'ouvrier. Si l'on examine aujourd'hui le monument, au point de vue de l'archéologie, on verra, en effet, que toute l'église appartient au style ogival pur, par ses voûtes, ses colonnes, ses fenêtres géminées, son triforium, tandis qu'il se rapporte au style roman de transition, et par conséquent au XII^e^ siècle, par l'arcature à ogives peu prononcées de sa principale chapelle absidale, laquelle est surmontée en outre de fenêtres à plein cintre, et par les quatre autres chapelles qui l'accompagnent. En celles-ci le plein-cintre règne sans rival et le sculpteur a déposé sur des chapiteaux profondément fouillés les richesses de son ciseau. Cette particularité, jointe au récit de la translation de saint Rieul, en 1180, où l'on voit consacrer un autel dédié à la Vierge, celui de la chapelle absidale, et qui venait d'être construit à l'occasion de la « réédification du temple », indique assez qu'à Orbais, comme à Soissons, l'église, commencée dans le style de transition, a été presque entièrement bâtie ensuite dans le style ogival.

Il reste encore aux fenêtres hautes une partie des grisailles qui les décoraient; mais des belles vitres où étaient représentés des évêques en habits pontificaux et d'autres personnages de distinction avec leurs noms « en gros et

gothiques caractères » tracés au-dessous des figures, il ne reste presque plus rien. Dès le XVII[e] siècle, on n'en tenait plus guère de cas. « A mesure qu'elles se cassent, dit notre historien, on en met de blanches qui rendent l'église plus claire. »

Le mobilier répondait, dans cette basilique, à la beauté de l'architecture. Aux vieilles stalles, dit le même auteur, on en avait substitué de nouvelles au XVI[e] siècle « d'un dessin et d'un goût ancien et gothique. » Ce sont les mêmes qu'aujourd'hui. Elles sont au nombre de vingt-trois et ont été sculptées, vers 1520, sans doute sous Louis de Bourbon, premier abbé commendataire. On remarque, en effet, ses armes en relief aux dossiers de la première et de la dernière de la rangée de droite (1). Le jubé, qui n'existe plus, était du même style que les stalles. Ecrasé, en 1651, sous la chute de la voûte, il ne fut pas réparé. Il y avait dans les stalles de gauche une petite porte pour y monter. Le jeu d'orgue placé dans le transept de droite, au-dessous de la grande rose, fut démonté en 1669 par ordre de D. Mauljean, premier supérieur de la congrégation de Saint-Maur, pour y placer l'horloge. On démonta aussi, la même année, un grand rétable en bois sculpté, au milieu duquel était enclavé un Christ ressuscité, parce qu'il cachait le fond du rond-point et masquait la chapelle absidale du Saint-Esprit et celles de Saint-Jean et de la Magdelaine qui l'accompagnaient. Les piédestaux, les colonnes, les chapitaux, les corniches et l'un des frontons, c'est-à-dire les débris produits par cette destruction, furent appliqués aux basses stalles du côté de la nef, et le tableau posé contre la muraille de celle-ci (2).

Il devait aussi y avoir dans l'abbatiale d'Orbais de nombreuses pierres sépulcrales, mais ces monuments précieux y devinrent rares. Outre la tombe attribuée à saint Réol, il en reste encore quelques-unes d'abbés réguliers au milieu d'un pavage où l'on remarque beaucoup de carreaux émaillés. Ce sont celles de l'abbé Guillaume, qui vivait en 1180,

(1) Ces armes sont de France, à la bande ... chargée de trois lionceaux d'argent qui est Vendôme. L'écu est surmonté du chapeau de cardinal.
(2) *Manuscrit d'Orbais*, p. 91 à 95.

et des abbés Guy ou Guillaume de Trévezelay et Pierre de Chavigny. On voyait aussi, dans le même temps, la figure en relief d'un évêque, longue de cinq pieds, sous une arcade, au bas de la croisée méridionale. Elle était sans inscription et avait été changée plusieurs fois de place. Il ne restait qu'une portion de la pierre tombale de D. Jean Louveau, premier prieur claustral et vicaire général de Nicolas de la Croix, abbé commendataire. On montrait autrefois dans le logis abbatial un rétable d'autel décoré des armes de France et de celles de la métropole de Reims. De plus, on avait placé dans la grande arcade extérieure formant portail du côté de la place et de la halle du bourg, et au-dessus de la grande porte, la figure d'un archevêque en habits pontificaux et portant, comme anciennement, le *pallium* fort long. C'étaient autant d'attestations du pouvoir que les prélats rémois s'attribuaient à Orbais au détriment de ceux de Soissons.

Si l'on examine le portail latéral de gauche qui donnait accès du cloître dans l'église, on peut conjecturer que le grand portail devait répondre au reste de l'édifice et qu'il ne le devait pas céder à ceux des plus belles abbatiales. Cette porte, en effet, était jugée, même au XVII[e] siècle, « belle, noble, magnifique, élevée, bien voûtée, soutenue de belles colonnes d'une pierre extrêmement dure et polie (avec) cintres enrichis de sculptures. » On ignore à quelle époque on a converti le bas de la nef et le portail principal, ou au moins le lieu où on les devait bâtir, en habitation abbatiale, mais il est certain que ce fut après la réédification de l'église. C'était non sans raison que ce logis s'appelait le *Château*, car il ressemblait à une forteresse du moyen-âge avec ses tours, ses murailles élevées et crénelées, et il était destiné à servir de refuge aux religieux que leurs simples murs de clôture ne pouvaient protéger en cas de guerre. C'est sans doute aussi dans le même temps que le bourg se ferma de murailles. Le souvenir du vieux palais royal donné à saint Réol, pour la fondation du monastère d'Orbais, se conserva dans tout le moyen-âge sous le nom de *Salle de Saint-Michel*, laquelle faisait partie de ses bâtiments. Ceux-ci embrassaient, dit-on, outre l'emplacement de l'abbaye, celui du moulin de la halle et la place actuelle, et étaient

renfermés dans une enceinte fermée d'une muraille qui s'étendait le long du rû qui la séparait du bourg. Mais il est plus probable que cette muraille, dont il reste encore une vieille tour ronde, qu'on appelle vulgairement *Tour de Godescalque*, et où les reliques de saint Remy auraient été mises en sûreté par Hincmar, était celle de l'ancienne clôture de l'abbaye. Quoique il en soit de ces antiques traditions, il demeure acquis à l'histoire que *la Salle de Saint-Michel* subsista jusqu'aux guerres des Anglais qui la ruinèrent, qu'un de ses pignons était encore debout en 1547 et qu'on bâtit une maison à sa place, en 1573 (1).

Le bourg d'Orbais avait son église paroissiale dédiée à saint Prix et dépendante de l'abbaye qui y faisait primitivement exercer le ministère par ses religieux. Cette église, aujourd'hui ruinée, se trouvait en dehors de l'enceinte fortifiée d'Orbais, lequel s'étendait, dit-on, avant la construction de ses murailles, autour de Saint-Prix et jusqu'au hameau de Mondelin qui en dépendait. Saint-Prix était du même style que l'abbatiale de Saint-Pierre et en approchait par la beauté de sa construction. Au XVII[e] siècle, on n'en voyait plus que le chœur, les chapelles absidales et trois arcades de la nef fermée par un pignon. Sur la croisée s'élevait un clocher surmonté d'une flèche qui s'élançait à une grande hauteur. On y remarquait quatre vieilles cloches à inscriptions gothiques que la tradition disait avoir été enlevées à l'abbaye. Il est à croire que Saint-Prix, comme Saint-Pierre, n'a pas été achevé; on ne comprendrait guère que le portail de l'un et de l'autre, avec une portion de leur nef, eût été également détruit, tandis qu'on aurait conservé le reste.

Ce fut sans doute à l'occasion de ces grandes constructions que Thibauld IV se dessaisit, au mois de février 1228, de son domaine d'Orbais en faveur de l'abbaye, tant à cause

(1) D'après une déclaration de biens, de 1547, à la Chambre des Comptes, il restait encore, en cette année, un pignon du vieux palais. Nicolas Delacroix, abbé commendataire, permit, en 1573, à Claude Bloüin, lieutenant de la justice d'Orbais, de se servir de ses matériaux pour bâtir sur les ruines de la *salle Saint-Michel* une maison qu'on voyait, en 1701, sur la place, vis-à-vis la grande halle, vers l'orient. Les héritiers Bloüin en jouissaient encore en 1609, en la personne de Christophe Le Camus, ancien commissaire des guerres, époux de Louise Lanjelin, laquelle descendait de Bloüin.

de la vénération et de l'attachement que les abbés et les religieux avaient pour lui et sa famille, que pour le repos de l'âme de son père. Ce domaine comprenait des coutumes, des serfs, serves, trois corvées par an de ceux qui avaient des bêtes de trait, tant à Orbais qu'en la Ville sous Orbais, et en ses villes, villages et châteaux. Chaque habitant d'Orbais devait donc payer au couvent, à Noël, une poule et 1 sou tourn.; ceux de la Ville sous Orbais, 2 poules et 3 boisseaux d'avoine de coutume, à l'exception des nobles et des clercs, avec le droit, en cas de non paiement, de dépendre les *huis* des habitants et défense à eux de les remonter à peine de 3 liv. tourn. d'amende. Au bout de cent quarante ans, c'est-à-dire en 1368, un nommé Oudin de la Tresse ne s'avisa pas moins de se montrer récalcitrant à l'endroit de ces servitudes; mais ayant été cité aux assises de Château-Thierry, il fut condamné par Simon Frison, bailli de Jeanne, reine de Navarre, fille du roi Jean, et femme de Charles le Mauvais. Il fallut poursuivre pour la même cause, en 1536, les nommés Jean Lefêtre, Pierre Bonnet et autres vassaux qui se virent condamnés par le maire ou bailli d'Orbais. Mais à la faveur des troubles causés par la commende, les gens d'Orbais parvinrent peu à peu à se soustraire à ces droits que l'historien du monastère appelle « extrêmement seigneuriaux et onéreux et par conséquent tout à fait odieux aux habitants et vassaux qui y étaient obligés » (1). Thibauld V dit le Jeune, et II[e] du nom comme roi de Navarre, imitant ses aïeux, donna, en 1269, à l'abbaye, la seigneurie de Champ-Renaud, située dans les bois, au nord et à peu de distance de la Ville sous Orbais (2).

Cependant des dissensions graves éclatèrent dans l'abbaye en l'année 1238; en voici l'occasion. Gilles, qui la gouvernait au moins depuis 1220, avait été amené, on ne sait pour quelle raison, à donner sa démission d'abbé entre les mains de l'évêque de Soissons, Jacques de Bazoches, qui l'accepta en sa qualité d'évêque diocésain d'Orbais. L'archevêque de

(1) *Ms. d'Orbais*, p. 82-85.

(2) *Ibid.* Lettres vidimées par Renaud Barbelée, garde scel de la prévôté de Châtillon sur Marne.

Reims, Henri de Braine, renouvelant les anciennes prétentions d'Hincmar, soutint que, comme successeur du fondateur, saint Réol, et selon sa déclaration, qu'Orbais serait toujours soumis immédiatement aux archevêques de Reims, il avait seul juridiction sur l'abbaye et que seul il pouvait recevoir la démission de l'abbé. En conséquence, il tint pour nulle la démission de Gilles. Le désordre et la division se mirent dans la communauté et produisirent au-dehors un véritable scandale. Henri de Braine prit sous sa protection l'abbé démissionnaire et suspendit les moines qui refusèrent de lui obéir et de lui rendre les honneurs attachés à sa qualité. De son côté, Jacques de Bazoches suspendit et excommunia ceux qui le reconnaîtraient pour abbé et lui obéiraient comme tel, et ne craignit pas de communiquer avec Me Raoul, son official, que l'archevêque avait également excommunié, ainsi que Henri le lui reprochait; de sorte que les pauvres religieux, quelque parti qu'ils prissent, se trouvaient frappés des censures de l'Eglise. Dans ce déplorable état de choses, Gilles prit le parti le plus sage, celui de se démettre généreusement, innocent ou non, entre les mains de l'archevêque.

Cet acte de désintéressement indiquait aux deux prélats la conduite qu'ils devaient tenir pour mettre fin à un conflit qui pouvait se renouveler. Ils firent, au sujet de la juridiction immédiate sur l'abbaye, entre les mains du doyen et des deux archidiacres de Reims, un compromis définitif et sans appel qui frappait d'une amende de 1,000 marcs d'argent celui qui n'accepterait pas la décision des arbitres. Ce compromis amena, en 1239, la convention suivante: après la mort d'un abbé, les religieux demanderont à l'archevêque l'autorisation de procéder à l'élection de son successeur et ils lui présenteront ensuite le nouvel élu pour être examiné et confirmé; après quoi il le renverra à l'évêque de Soissons pour être béni et recevoir sa profession de foi. Jacques de Bazoches, qui avait admis le compromis, accepta aussi la transaction, quoique l'un et l'autre émanassent de la cour de Reims et qu'ils fussent à l'avantage de l'archevêque (1).

(1) *Ms. d'Orbais*, p. 172. — *Gall. christ.*, t. X, col. 136. — *Annal. Bened.*, t. I, col. 698.

Dans la suite, les archevêques de Reims eurent grand soin d'user des droits qui leur étaient attribués par la convention de 1239, à chaque mutation d'abbé à Orbais. Le successeur de Gilles, nommé Pierre, fut sans doute un homme de mérite, car, par une charte de 1240, il abandonna aux religieux, « en reconnaissance du respect et de l'estime qu'ils lui témoignaient, » entre autres biens, 34 liv. provin. sur la mairie d'Orbais, qui seraient versées entre les mains du pitancier, en compensation du peu de produit de leurs vignes de *Voussiennes*, Sézanne, Orbais, et Pierri surtout « dont le vin devint plus tard d'un très-grand prix », dit l'historien d'Orbais. Le maire de l'abbé, en entrant en charge, devait fournir caution du paiement de cette somme, et les vignes rentrèrent dans le domaine abbatial.

Un nouvel abbé, du nom de Thomas, gouvernait Orbais en 1243 ou 1244 (2). Comme on n'a plus d'autres noms entre celui-ci et Aymard, qui paraît en 1277, on ne sait quel est cet abbé d'Orbais qui demanda et obtint des adoucissements à la règle du pape Alexandre IV, lequel siégea de 1254 à 1261. Quoique il en soit, l'abbé fondait sa demande sur ce que « l'observance de son ordre était, depuis son institution même, très-rigide, difficile et onéreuse, et qu'elle avait été entourée de prescriptions rudes et de châtiments divers par Grégoire, son prédécesseur, et par les légats du Saint Siége, ce qui faisait que plusieurs succombaient sous le faix », et Alexandre, considérant « qu'il ne faut pas briser le roseau courbé, ni casser le vase en ôtant la rouille », lui permettait, ainsi qu'à ses successeurs, de dispenser ses religieux, en des points qui ne sont pas de la substance de la règle, excepté les cas où celle-ci défend de dispenser; et de dispenser, même sur ces cas, des peines et des irrégularités qui y auraient été ajoutés, d'absoudre ses moines, moyennant une pénitence salutaire, des interdits, suspenses et excommunications qu'ils auraient encourus pour violation des statuts, et même d'accorder ce pouvoir au sous-prieur, s'il le juge à propos, nonobstant ordonnance quelconque de l'archevêque de Reims, de ses

(2) *Ms. d'Orbais, ibid.* Ex *Cartul. S. Medardi Suess.*

suffragants ou des légats du Saint-Siége. Le monastère de Saint-Remy de Reims obtint une bulle semblable, probablement du même jour, qui était le XI[e] des calendes de février, de la première année du pontificat d'Alexandre IV (1254 ou 1255).

L'abbaye acquit en juillet 1265 de Thibauld, chevalier, seigneur de Moret, près de Fontainebleau, de noble dame Aveline sa femme, et de Guillaume leur fils, écuyer, ce qu'ils possédaient au moulin du pont du Breuil, pour 28 liv. tournois; en 1166, de Thibauld, seigneur de Montmaur, 8 setiers d'avoine sur le village de Mareuil, près de Suisy le Franc, pour 12 liv., monnaie de Provins.

La lacune qui se présente dans la liste des abbés d'Orbais, après 1244, est terminée en 1277, par l'abbé Aymard, ancien prieur du couvent, dont les moines notifièrent l'élection à l'archevêque de Reims, selon la convention de 1238. Viennent ensuite, en 1283, Robert, nommé au cartulaire de Saint-Médard, qui l'appelle en même temps abbé de Longpont; en 1300 Garnier, et en 1310 Gilles, connu par une transaction avec l'abbé de Valsecret, pour une redevance que ce monastère devait sur la dîme de Mareuil, près Corribert, cédée par Orbais à Valsecret. Elle porte que Valsecret donnera à Orbais 8 setiers de blé d'hiver et 8 d'avoine sur la grange de Rozoy, qui appartenait au premier (1).

Une tombe placée sous la lampe, au bas du sanctuaire de l'église, nous fait connaître le successeur probable de Gilles. Elle portait cette inscription: « *Cy gist messire Guyon Guillaume de Treveselay, jadis abbés d'Orbés, qui trépassa l'an de grâce* MCCCLII, *au mois de septembre. Priez pour l'âme de ly en disant Requiem æternam dona ei Domine...* » Il y était représenté les pieds tournés vers l'autel, en habits pontificaux, avec la mître, la crosse, l'anneau, les sandales. On ne sait quel abbé força par devant les officiers tenant les assises de Château-Thierry, le 8 janvier 1368, le nommé Oudin de la Tresse, à lui payer les droits, redevances, devoirs, corvées, servitudes, auxquels il était obligé par les anciennes donations des comtes de

(1) *Ms. d'Orbais*, pp. 173 à 181.

Champagne. Mais la grosse cloche de l'abbaye, fondue et nommée *Marie* en 1377, fait connaître l'administration de Pierre Morin « humble abbé » d'Orbais. Pierre ayant remis sa démission à Guy de Roye, archevêque de Reims, les moines élurent Pierre de Chavigny, religieux prêtre du monastère. Le prélat confirma cette élection par une lettre du 9 novembre 1402, donnée à Reims, au château de la Porte de Mars, et où il rappelle ses droits à cet égard en les appuyant sur « une coutume légitimement approuvée et prescrite. » Dans cette lettre, l'ombrageux prélat donne au nouvel élu la permission de se faire bénir à Noël par l'évêque de Soissons, à qui il délègue tout pouvoir à cet effet, se trouvant lui-même, disait-il, empêché par les affaires difficiles de son église, mais il défend à l'abbé de prêter et à l'évêque de Soissons de recevoir aucune espèce de serment, cette formalité ayant été remplie, vers le temps de l'élection, selon l'antique coutume dont il rappelle la teneur (1).

Pierre de Chavigny mourut le 14 août 1421, après une administration de dix-neuf ans. Il fut inhumé au fond de l'église, c'est-à-dire dans la chapelle absidale, au-dessous des gradins de l'autel. Sa pierre tombale, où il était représenté de la même manière que Guy de Treveselay, portait cette inscription : *Cy gist messire Pierre de Chavigny, jadis abbé d'Orbaiz, qui trépassa en l'an de grâce Notre-Seigneur* MCCCCXXI, *le septième jour du mois d'aoust. Priez Dieu pour l'âme de luy.* » Il paraît être issu d'une famille noble du pays, qui subsistait encore au XVII^e^ siècle, en la personne de Jean et Pierre de Chavigny, sieurs de Corrobert, habitant le village de Margny et de N...., de Chavigny, sieur de Courboin, tous trois sans fortune. Après Pierre de Chavigny se présentent sur la liste des abbés d'Orbais, Remy connu par une pièce du cartulaire de Saint-Médard, puis trois autres abbés du nom de Pierre indiqués par les titres de l'abbaye, mais qu'il faut sans doute confondre avec Pierre Gauthier, dont il va être question.

D'après ce qu'on vient de voir, les droits des évêques de

(1) *Ms. d'Orbais*, p. 186. — *Gall. christ.*, t. IX, col. 445. — *Thes. anecdot.*, t. I, col. 1266.

Soissons à Orbais devaient se réduire à fort peu de chose. Toutefois, il semble qu'ils protestèrent de temps à autre contre ceux que s'arrogeaient les archevêques de Reims. En effet, le vingt-quatrième abbé, Jean Ier, qui mourut en 1422, promit obéissance à Nicolas Graibert, alors évêque de Soissons. D'un autre côté, on voit aussi, à la fin du XVe siècle, l'archevêque de Reims imposer pour abbé aux moines d'Orbais Pierre Gauthier, religieux de Hautvillers, sous prétexte que l'élection avait été entachée d'irrégularité, et peut-être parce que l'évêque de Soissons y était intervenu. Cet abbé, le dernier de ce siècle, unit en 1473, le prieuré d'Oiselet à l'office de chambrier, fit une transaction en 1497 avec Nicolas d'Eguis ou Lesguisé, chevalier, seigneur de Bailly lès Verdon, donna à cens 30 arpents de terre à Pierre Brassenie en 1501, et enfin remit sa démission la même année au pape lui-même, en faveur de Denis Bongnier ou Bourgnier, dernier abbé régulier d'Orbais. Celui-ci se fit représenter par procureur à l'assemblée tenue à Vitry pour la réforme des coutumes.

Les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* citent avec éloge, comme un monument curieux, une lettre par laquelle les moines d'Orbais proposèrent à ceux de la Charité sur Loire, de s'unir à eux par une communauté de prières. L'occasion de cette pieuse et fraternelle alliance était la bonne réception faite, en 1294, à leur prieur Anselme à la Charité. *Caritas est re et nomine*, disaient les moines d'Orbais. L'association fut acceptée, comme le prouve un acte de l'abbé Anselme, qui répondit à ceux d'Orbais : *Gaudete, orantes pro nobis et nos pro vobis* (1).

X. — Cependant les affaires d'Orient continuaient de préoccuper vivement la chrétienté. Baudouin II, empereur de Constantinople, étant venu en France pour en obtenir des secours contre les Grecs, y apprit la mort de Jean de Brienne, arrivée le 23 mars 1237. Il se hâta de retourner en Orient avec les croisés qu'il avait pu intéresser au sort de l'empire latin. D'autres expéditions se préparèrent les

(1) *Hist. lit.*, t. XXI, p. 825. — *Thesaur. novus anecdot.* D. Martène, t. I, col. 1268. — *Gall. christ.*, t. IX.

années suivantes. On vit se croiser encore « moult vallanz homes et bonz chevaliez », Pierre Mauclerc, comte de Bretagne, Raoul, frère du comte de Soissons, Philippe de Nanteuil, Gilles d'Arcy et avec eux « presque tuit li bon chevalier de France et grant plantez des autrez chevaliez et del menu puesple. » (1). Pierre Mauclerc, fils de Robert II, comte de Dreux et de Braine, devait ce surnom soit à sa réputation de mauvais écolier, soit à son opposition constante à l'extension de la juridiction ecclésiastique. Il possédait en Soissonnais le château du Haut *(castrum de Excelso)* ou de la Folie, à Braine, les seigneuries de Fère et de Pontarcy, etc., des avoueries du côté de Mercin. Avant de partir pour ce premier voyage, il bailla au roi son château de la Folie, à condition que s'il ne revenait pas, il le remettrait à son fils, ou, à son défaut, à son plus proche héritier.

Raoul de Soissons, vicomte de Cœuvres, était le deuxième fils de Raoul de Nesle, comte de Soissons, mort en 1237, et frère de Jean II, successeur de celui-ci dans le comté de Soissons. Raoul se rendit célèbre dans les croisades par sa bravoure et par ses chansons qui sont restées au nombre de treize, compris le jeu-parti attribué indûment au roi de Navarre puisque il a été proposé par Raoul. Le titre de roi qu'il donne à son émule en prouesses, en galanterie et en poésie, Thibauld de Champagne, dans l'une de ses pièces, atteste qu'elle fut, ainsi que d'autres, composée après le mois de mai 1234, où le comte fut couronné roi de Navarre, et avant le 8 juillet 1253, date de sa mort. Raoul fut par ses vers, ses exploits en Terre-Sainte et ses aventures, le vrai type du chevalier croisé courant le monde pour l'amour de Dieu et de sa dame. « Devant partir pour Jérusalem, » Raoul « donna à Dieu et au monastère de Longpont, » suivant une charte datée du mois de juillet 1239, à Cavaillon, en pure et perpétuelle aumône, pour le remède de son âme, 3 muids d'avoine de rente sur ses terres de Villers-Hélon (2).

Gilles d'Arcy et Philippe de Nanteuil furent faits prison-

(1) Continuation de Guillaume de Tyr, dite du *Manuscrit de Rhotelin*, t. II des *Hist. orient. des Croisades*, p. 546.

(2) *Chronic. Longip.*

niers à Gaza par les Musulmans. Raoul de Cœuvres eut le même sort. Lorsqu'il fut délivré de ses fers, Thibauld de Navarre, qui n'avait pas été de ce voyage, s'empressa de lui adresser une pièce de vers qui se termine ainsi :

« Raoul, Turc, ne Arabi
« N'ont rien del votre saisi,
« Revenez, par tans, arrière.

Tandis que cette croisade se préparait, Jacques de Bazoches, malgré son grand âge, dut se rendre dans le comté de Champagne où l'appelait une affaire bien propre à impressionner péniblement un vieillard. Il s'agissait de juger des Bulgares ou Manichéens qui infestaient alors cette province de leurs erreurs et qui pouvaient à tout moment y allumer le feu de la guerre civile, comme les Albigeois, leurs frères, dans le Languedoc. Thibauld, roi de Navarre, avait donc convoqué une grande assemblée où se rendirent les barons de son comté de Champagne, des abbés, des princes, des doyens, dix-sept évêques, entre autres Henri de Braine, archevêque de Reims; Jacques, évêque de Soissons; Gauthier de Tournai; Gérard de Cambrai; Azon d'Arras; Pierre de Térouane; Nicolas de Noyon; Garnier de Laon; Adam de Senlis; Robert, évêque élu de Beauvais, et Geoffroy, évêque élu de Châlons. Elle se tint le 13 mai 1239 sur le Mont-Aimé, près de Vertus. On y examina de nouveau la doctrine des sectaires qui, des tribunaux ecclésiastiques, étaient passés au bras séculier. Cent quatre-vingt-cinq furent convaincus, persistèrent dans leurs erreurs et furent condamnés au feu. Pendant les débats, les évêques et les autres ecclésiastiques s'étant retirés successivement, n'assistèrent pas tous à l'exécution de la sentence.

Pendant la semaine où l'on avait procédé à l'examen des accusés, une foule immense composée de gens de tout âge, de tout sexe, de toute condition, et qu'Albéric porte jusqu'au nombre de 700,000, s'était agglomérée autour de l'assemblée pour jouir de la vue du supplice de ces hérétiques. Il eut lieu le même jour, qui était le vendredi de la semaine d'avant la Pentecôte, en présence du roi de Navarre, à Montcornet en Ardennes, appelé autrement le *Montwimer (Mons Widomari, Mons Wodemari)*. On avait allumé un im-

mense bûcher où tous ces malheureux furent précipités. Leur chef, qui s'intitulait archevêque de Moranis, les animait au supplice en leur disant qu'absous par lui ils seraient sauvés. Ils avaient donné à une vieille femme le nom de *sainte Eglise* ou de *Loi romaine;* et lorsqu'on leur demandait ce qu'ils croyaient, ils répondaient : ce que croit la Sainte Eglise, rapportant leur intention à la vieille femme.

Cette exécution terrible, prononcée par la justice séculière et qu'on ne peut expliquer que par la perversité des doctrines et l'immoralité des pratiques admises et professées avec une déplorable opiniâtreté par ces malheureux, est traitée par le chroniqueur Albéric « d'holocauste agréable à Dieu. » *(magnum holocaustum et placabile Domino).* Il est hors de doute que Jacques de Bazoches, chez qui tout dénote une âme pleine de douceur et d'humanité, ainsi que ses collègues, après avoir prononcé la sentence canonique, n'ont pas vu sans frémir décerner une peine aussi cruelle par le pouvoir séculier. Le dominicain Robert, ancien bulgare lui-même, qui exerçait sa charge d'inquisiteur avec cruauté, ayant été convaincu d'avoir confondu l'innocent avec le coupable, fut destitué et condamné pour ses crimes à une prison perpétuelle. Preuve évidente que l'Eglise, qui a horreur du sang, n'approuva jamais de semblables exécutions qu'autant qu'elles étaient d'une nécessité absolue pour sauver l'ordre social en péril (1).

Quoique il en soit, il est certain que des faits de cette nature furent un obstacle invincible à l'établissement durable de l'inquisition en France. Ce tribunal, qui avait été institué vers 1200 par le pape Innocent III, avait pour but de procéder contre les Juifs, les Albigeois, les Maures, les hé-

(1) Quoique il soit difficile d'infirmer la vérité d'un fait raconté avec des détails aussi précis et aussi circonstanciés, il est nécessaire cependant d'ajouter que les historiens ne le citent qu'avec défiance comme n'émanant que du seul récit d'Albéric, dont la Chronique ne présente pas à leurs yeux une assez grave autorité, et comme n'étant appuyée d'aucune preuve. Albéric, après avoir cité les évêques qui firent partie de l'assemblée de Vertus, tels que Jacques de Bazoches, évêque de Soissons ; Raoul de Torote, évêque de Verdun, et son frère, évêque de Langres, ajoute : « Non tamen isti interfuerunt combustioni ; sed in ipsa hebdomade cum fieret examinatio, advenientibus aliis, recedebant alii. » (*Histor. de France*, t. 21, p. 623.)

rétiques et les infidèles. Sans chercher à excuser ou à réfuter ici les erreurs, les cruautés, les exécutions sanguinaires reprochées à cette juridiction, c'est aujourd'hui un fait acquis à l'histoire vraie qu'elle ne s'implanta nulle part que du consentement ou de la volonté des princes, lesquels trop souvent abusèrent de la puissance d'un pareil tribunal, qu'ils avaient sous leur main, pour en faire un instrument de règne, d'arbitraire et de despotisme. L'inquisition, confiée aux Dominicains en 1233 par Grégoire IX, ne fut importée en France qu'en 1255 par Alexandre III, du consentement de saint Louis. Le gardien des Cordeliers de Paris et le provincial des Dominicains furent nommés *Grands inquisiteurs*. Ils devaient consulter les évêques dans leurs opérations judiciaires, mais sans dépendre d'eux, restriction qui portait une rude atteinte aux droits qu'avaient les prélats dans leurs diocèses respectifs de rechercher les hérétiques et de livrer les opiniâtres au magistrat civil. Aussi, le soulèvement qu'elle excita dans les esprits, tant du clergé que de la magistrature et des populations, l'annihilèrent bientôt, et les inquisiteurs n'eurent plus qu'un titre sans fonctions.

Il ne faut pas ignorer toutefois que l'on a retrouvé dans la province de Reims quelques faibles traces de l'exercice de cette juridiction, et encore ignore-t-on si l'inquisiteur particulier à cette province y avait une résidence fixe. On voit seulement dans les Chroniques de Monstrelet qu'en 1419, frère Pierre Floure, docteur en théologie, de l'ordre des Frères prêcheurs, était inquisiteur de la foi dans la province de Reims, et que prêchant à un service que Philippe de Bourgogne faisait célébrer pour le feu duc Jean sans Peur, il l'exhorta à ne tirer aucune vengeance de la mort de son père, mais seulement à demander aux tribunaux la réparation qu'il croirait lui être due. A cette indication s'en joint une autre concernant l'inquisition dans la province. Le trait suivant est rapporté par le continuateur de Nangis (1).

Un bourgeois de Verberie, appelé Etienne, est accusé d'hérésie, de blasphème contre la religion, et surtout con-

(1) *Spicil. Acherii*, t. III, p. 52. — CARLIER, t. II, p. 192.

tre l'Eucharistie, devant l'inquisiteur *(coram inquisitore)*. Il soutient qu'il ne s'est jamais rendu coupable d'hérésie et qu'il n'aurait pas cru qu'on pût tirer des propos qu'il avait tenus quelque chose qui fût contraire aux dogmes de la religion ; que les paroles qu'il avait proférées avaient un double sens dont celui qui lui était le plus favorable était le plus naturel et le plus simple. Quant aux blasphèmes, il prouva qu'il les avait proférés dans un état d'ivresse qui lui avait ôté la raison. Il s'en reconnaissait néanmoins coupable, puisqu'ils avaient eu leur source dans les excès du vin qui constituaient seuls un grand péché. Il ajouta qu'il se repentait du scandale qu'il avait donné et se soumettait à la pénitence que l'inquisiteur pourrait lui imposer. Cette franchise de l'accusé dans son interrogatoire fit une vive impression sur l'inquisiteur, qui se sentait porté à le renvoyer absous, après lui avoir imposé une pénitence ; mais, comme il y avait eu scandale public et que ce scandale avait eu un grand retentissement, il ne voulut pas agir de sa seule autorité et sans prendre l'avis des assesseurs qu'il avait l'habitude de consulter dans les cas graves. Ceux-ci émirent un avis conforme à celui de l'inquisiteur, c'est-à-dire inclinant vers la douceur. Il fut donc établi *(de consilio peritorum)* que, vu son état d'ivresse, Etienne n'avait pas encouru les peines portées contre les blasphémateurs, et on le soumit seulement à une pénitence proportionnée au scandale qu'il avait donné par suite d'un excès de boisson.

Jacques de Bazoches, que le poids des années avait sans doute fait retirer de la vie politique, surtout après la triste exécution des Bulgares de Champagne, continua de s'adonner obscurément aux affaires les plus indispensables de l'administration diocésaine. En 1241, il fut, avec le chevalier Jean de Torote et plusieurs abbés, exécuteur testamentaire de Jean, comte de Chartres, fils de Jean de Montmirail, et il assista, au mois d'octobre de cette année, à l'hommage rendu au comte de Champagne par Matthieu de Buzancy, son frère. L'année d'après, le siége de Reims étant vacant, il bénit à Soissons, le jour de Saint-Thomas, Simon de Marmoutier, nommé récemment abbé de Saint-Nicaise (2).

(2) MARLOT, t. III, p. 358, édit. franç.

Les historiens sont peu d'accord sur l'époque de sa mort, que Dormay place au 8 juillet 1243 et que le *Gallia christiana* reporte à l'an 1241, d'après une lettre écrite, cette année-là, au roi par le chapitre de Soissons, afin qu'il concédât les régales au nouvel évêque dont l'élection avait été confirmée par le pape. D. Michel Germain assure avoir vu deux chartes de Jacques de Bazoches, datées de 1244 et de 1246, mais comme il n'a pas inséré ces monuments aux preuves de son histoire de Notre-Dame, cet écrivain vient encore ajouter à l'obscurité de ce point historique. On ignore également le lieu de la sépulture du prélat. Son sceau le représente en habits pontificaux, avec ces mots : *Sigillum Jacobi episcopi suessionensis,* et son contre-sceau porte un évêque à genoux, les mains jointes et élevées, avec cette légende : *Deus meus salvum me fac;* c'est ce qu'on voit par une charte qu'il donna au sujet de la vente d'une maison à Belleu par les chanoines Bovon et Thibauld de Buzancy, où paraissent les chevaliers Hervé, Drogon et Matthieu de Buzancy, ses frères. Dans d'autres chartes, il est vrai, son sceau représente aussi un évêque, la main droite élevée, et deux doigts comme bénissant (1). Il avait été précédé dans la tombe par Raoul, comte de Soissons, mort en 1236 et inhumé à Longpont, ainsi que sa femme Ade (2).

Raoul de Coudun, successeur de Jacques de Bazoches, ne fit que passer sur le siége de Soissons, auquel il fut appelé dans un âge avancé. Il était fils de Raoul de Livales et de Béatrix, et il avait rempli avec distinction les dignités de chantre et d'archidiacre de la cathédrale. Son élection, d'après la lettre de 1241 écrite à Louis IX, avait été contestée sans qu'on en sache le motif. Il était certainement évêque en 1244, puisqu'il confirma, à cette date, des donations faites à Saint-Corneille de Compiègne. Le court espace de deux ou trois ans pendant lequel il tint la crosse ne fut pas sans utilité pour l'Eglise de Soissons. Il fonda un

(1) DORMAY, t. II, p. 279. — *Gall. christ.*, t. IX, col. 368. — D. GRENIER, *mss.*, p. 8, n° 1. — H. MARTIN, t. II, p. 134. — D. MULEY, *Cartul. Eccl. Suess.*

(2) *Chronic. Longip.* — DORMAY, t. II, p. 147. — ROUSSEAU, t. I, p. 193. — D. GRENIER, *ibid.*, p. 20, art. 6. — H. MARTIN, *ibid.*, p. 119.

prieuré en l'honneur de sainte Marguerite, à Elincourt, près de Coudun, au diocèse de Beauvais, d'où sa famille prenait son titre seigneurial (1).

L'abbé de Cluny était, dès le XI^e siècle, seigneur d'Elincourt. Raoul unit ce prieuré à celui de Lihons en Santerre, dont le prieur nommait à ce bénéfice. Il fut encore le bienfaiteur de sa cathédrale, à laquelle il laissa des ornements et des biens pour faire des distributions de pain et de vin aux chanoines. Roul mourut le 5 ou 6 décembre 1245 et fut inhumé en l'abbaye de Saint-Jean aux Bois, à laquelle il avait légué la plus grande partie de ses biens (2).

LIVRE QUATORZIÈME.

Treizième siècle.

(Troisième partie.)

DEPUIS LA PREMIÈRE CROISADE DE SAINT LOUIS, EN 1245, JUSQU'AU CONCILE DE COMPIÈGNE, DE 1291.

SOMMAIRE. — I. Première croisade de saint Louis. Guy de Château-Porcien, 62^e évêque. Croisés du Soissonnais; mort de Gaucher d'Autrêches; exploits du comte de Soissons; mort de Guy de *Château-Porcien*. Erection de la chapelle de Couvrelles. — II. Saint-Yved de Braine à la fin du XIII^e siècle. Sépultures de divers seigneurs de Braine à Saint-Yved. Prieuré de Frémicourt. Abbés et moines remarquables de Saint-Yved. — III. Nivelon II, 63^e évêque; sa lutte avec Saint-Médard. Suite de cette abbaye (2^e moitié du XIII^e siècle). Etat du temporel; relique du Pas de Dieu. Description de l'abbaye et de son château. Bénéfices de sa dépendance. Prieurés de Vénérolles et de Vigneux, de Donchery, de Damery, de Montgru, de Vic sur Aisne, de Rivière, de Laval-Cuisy. Prévôtés de Marizy et Essômes, de Chivres, de Rugny, de Cergy. — IV. Saint-Crepin le Grand (2^e moitié du XIII^e siècle). Ses revenus en ce siècle; administration de l'abbé Simon; démêlés avec les communes de Vailly et de Condé-Celles. Nouvelle châsse de Saint-Crépin. — V. Saint-Crépin en Chaye. Maison de Nampcel; biens de

(1) Un seigneur nommé Hugues de Coudun (*Hugo de Cosduno*) donna à Longpont, en 1229, une exemption de vinage et de transport dans ses terres. (*Chronic. Longip.*)

(2) *Gall. christ.*, t. IX. — Dormay, *Hist. de Soissons*. (*Ubi supra.*)

Chavigny et de Soissons. Bienfaiteurs au XIII^e siècle. — VI. Milon de Bazoches, 64^e évêque; son affection pour Longpont. Suite de l'abbaye. Tombeaux de Marie de Montmirail, d'Enguerrand IV de Coucy, des comtes de Soissons, etc. Personnel du couvent; maisons de Paris, de Soissons, de Gandelu. Fermes de Violaine et Louâtre, de Montrambeuf, de Luceron, de la Gorge, de Vaubéron, de Parcy, de Courtablon au XIII^e siècle; leur administration. Bois de la forêt de Retz; bois de Moloy, de Vierzy. Libertés commerciales. — VII. Milon de Bazoches, bienfaiteur du chapitre. Prévôts, doyens, chanoines remarquables et bienfaiteurs au XIII^e siècle. Simon de Bucy, évêque de Paris. — VIII. L'abbaye de Notre-Dame (2^e moitié du XIII^e siècle). Ses conflits avec le chapitre et Saint-Pierre au Parvis. Chapelles d'Epargemail et de Ressons. L'abbesse Odeline de Tracy. Opulence du couvent. Troubles pour une élection d'abbesse. Révolte de la commune d'Aisy. Nouveaux troubles. Election de Cécile de Péronne. — IX. Saint-Corneille au XIII^e siècle (2^e moitié). Fondation de l'Hôtel-Dieu de Compiègne par saint Louis; il y transporte et sert les malades; il l'incorpore à l'ordre des Trinitaires. Les moines de Saint-Corneille obligent ceux-ci à quitter. Fondation des Jacobins de Compiègne par le même prince. Rois de France bienfaiteurs de l'Hôtel-Dieu. Démêlés de Saint-Corneille avec la commune, le clergé de la ville et l'évêque de Soissons. Nomination d'un vicaire de l'évêque à Compiègne. — X. Deuxième croisade de saint Louis. Croisés du Soissonnais. Raoul de Cœuvres, son mariage avec la reine de Chypre; il se croise, vend son bois de Sec-Aunay. Mort de Louis IX, de Raoul et du comte de Soissons. Canonisation de Louis IX. Raoul du Val et M^e Odon de Soissons. — XI. Concile de Compiègne de 1270. Sacre de Philippe le Hardi par Milon de Bazoches. Procès pour le bois de Sec-Aunay. Milon préside le concile de Saint-Quentin de 1275. — XII. Morienval au XIII^e siècle. Restauration du temporel. Prérogatives du monastère. — XIII. Concile de Compiègne de 1278, au sujet des chapitres. Milon de Bazoches au concile de Reims de 1287. Règlement entre lui et l'archidiacre de Soissons. Il défend les droits de l'évêché contre la commune; sa mort. Concile de Compiègne de 1291. — XIV. Gérard de Montcornet, 65^e évêque. Fondation des Clarisses de Nogent l'Artaud; dotation de ce couvent. Cure de Nogent, donnée à Saint-Germain des Prés. La famille Artaud vexe les religieux de cette abbaye. Guillaume de Nogent est excommunié. Différend des Clarisses avec le curé de Nogent.

I. — Les tristes nouvelles qui arrivaient de la Palestine avaient jeté l'Europe chrétienne dans la consternation; la défaite de Gaza mit le comble à la terreur. Louis IX, dès lors, avait médité le projet d'une grande croisade. Sur ces entrefaites, une maladie grave vint le conduire aux portes de la mort, lorsque par une sorte de miracle, il reprit l'usage de ses sens, qu'il avait perdu. Il était lui-même si persuadé qu'il devait son retour à la vie à un effet particulier de la Providence de Dieu, que « il demanda soudain, dit Joinville, qu'on lui donnât la croix, et cela fit-on. » La reine Blanche ayant appris que la parole lui était revenue en conçut une extrême joie, mais quand elle sut qu'il était

croisé, « elle mena aussi grand deuil que si elle l'eût vu mort, » dans le pressentiment où elle était que ce qui devait faire la gloire de son fils pouvait en même temps causer sa perte.

Un an après le vœu fait par Louis IX de prendre la croix, c'est-à-dire en 1245, lorsqu'on s'occupait activement des préparatifs de l'expédition, la famille de Chérizy rentrait comme en possession du siége de Soissons dans la personne de Guy de Château-Porcien, qui devait périr si glorieusement à Massoure. Guy portait dans ses veines du noble sang de la race de Châtillon dont sa famille était un rameau qui s'était rapproché de celui de Bazoches, issu de la même tige. Ce rapprochement avait eu lieu par le mariage de Raoul de Château-Porcien avec Agnès, fille de Nicolas Ier, sire de Bazoches, et sœur de Jacques de Bazoches, dont Guy, leur fils, était par conséquent le neveu. Raoul avait un frère dans le chapitre de Saint-Gervais avant que son fils occupât la première dignité du diocèse. Bien des titres recommandaient Guy aux suffrages des chanoines, qui, en effet, lui donnèrent la succession de Raoul de Coudun. Sa haute naissance, le souvenir de son oncle, son mérite personnel et surtout son humilité profonde, ajoutèrent un nouveau prix à son courage chevaleresque. Nommé d'abord doyen de Laon, il refusa plus d'une année d'occuper cette dignité, et encore l'abdiqua-t-il après n'avoir consenti qu'avec peine à l'exercer (1). Guy de Triangle, archidiacre de Laon, fut élu dès 1234 pour le remplacer. Dans le siècle suivant, en 1395, le pape Benoit XIII nomma à ce décannat Jean de Choisy, attaché à la cour du duc de Bourgogne, en le dispensant pour cette raison de la résidence (2).

L'administration de Guy de Château-Porcien fut de courte durée. Nommé en 1245, il signa l'année d'après, avec Juhel, archevêque de Reims, et plusieurs de ses suffragants, un compromis intervenu entre eux à la suite de vives contestations au sujet des appels. Déjà, la même année, le pape

(1) *Gall. christ.*, t. IX, col. 369. — DORMAY, t. II, p. 28. — CARLIER, t. I, p. 501.

(2) D. L. D'ACHERY, *Ad opera ven. Guib. Novig. opera notæ.* — *Ex « Cartul. laudun. » Ibid.*

Innocent IV avait donné une bulle devenue la règle du droit en cette matière, mais comme elle consacrait une coutume dont les évêques de la province contestaient l'existence, la querelle n'avait pas été terminée. Par ce compromis, on convint de prendre pour arbitre Pierre, évêque d'Albano, légat du Saint-Siége, qui rendit le 28 janvier 1248 une sentence approuvée par les papes Innocent IV et Alexandre IV (3). La bulle décidait que la cour des évêques suffragants et celle de leurs officiaux, ne formant qu'un même consistoire, ceux-ci devaient appeler non aux évêques, puisque ce serait par là évoquer leur appel à eux-mêmes, mais au tribunal du métropolitain. Quant aux archidiacres et prélats inférieurs soumis aux évêques, ils devaient eux et leurs officiaux appeler aux évêques en première instance, à moins que l'usage ne fût autre dans l'Eglise de Reims (1).

Guy de Château-Porcien paraît s'être occupé en bon évêque de la position temporelle de son clergé, témoin un jugement qu'il rendit en 1247, contre l'archidiacre de Brie, concernant l'odieux droit de déport et qu'il adressa à tous les prêtres de cet archidiaconné. Ayant égard aux demandes réitérées de ces derniers et considérant « qu'on ne doit pas fermer la bouche du bœuf qui broie, et que l'ouvrier mérite sa nourriture », il décida donc qu'à l'avenir un prêtre qui mourrait après Pâques pourrait disposer licitement de ses bénéfices du mois d'août et des vendanges suivantes, comme à lui appartenant, malgré toute coutume contraire, sauf déduction pour le service convenable de l'église et l'honnête sustentation de son successeur ou du desservant pendant l'intérim, selon l'usage des lieux, et le règlement qui attribue à celui qui, desservant une église, serait mort avant Pâques, la portion congrue de ces fruits, le reste étant converti à l'usage de l'église ou au profit de son successeur. Ce règlement, dans lequel n'étaient pas compris les recteurs de Châtillon sur Marne, de Mézy et de Mesleroy, fut consenti par Nivelon, alors archidiacre de

(3) C. Gousset, *Actes de la Province*, t. II, p. 393, Ex *Archiv. administ. de Reims*, par Varin, t. I, p, p. 688.

(1) *Ubi supra.*

Brie, et approuvé par le chapitre avec cette restriction qu'il ne procurerait pas à l'évêque, à l'archidiacre et autres le droit de disposer jamais des fruits des bénéfices vacants, si ce n'est selon les canons (1).

Les autres actes épiscopaux de Guy de Château-Porcien paraissent s'être bornés à confirmer aux moines de Longpont l'usage de la pâture sur les terres vagues de la trésorerie de la cathédrale ; à réunir, en 1246 « la cour de l'official à la cour épiscopale » et à accorder, par délégation du Souverain Pontife, en juin 1248, aux moines de Saint-Crépin le Grand l'usage de porter des chapeaux. Mais on va voir par quels autres titres Guy illustra l'église de Soissons (2).

Les préparatifs de la nouvelle croisade remuaient encore une fois toute la France. Un noble enthousiasme avait saisi tout ce qu'il y avait alors de nobles cœurs, d'âmes chevaleresques et religieuses. Dans la foule des seigneurs qui prirent la croix, à l'exemple du vainqueur de Taillebourg, le diocèse de Soissons fournit un beau et large contingent à la guerre sainte. Jean II, comte de Soissons ; son frère Raoul de Soissons, vicomte de Cœuvres, que le chroniqueur Gilbert de Mons appelle *vir strenuus et famosus,* son cousin Jean III de Nesle, se croisèrent. Ces deux derniers devaient faire partie de la suite du roi pendant l'expédition, et Raoul s'était engagé à y mener quatorze chevaliers « qui mangeront à son hôtel » moyennant 4,000 livres tournois que lui pairait son seigneur. « Li cuens de Sessons » emmenait aussi avec lui les plus aventureux de ses chevaliers. Mais ce ne furent pas là les seuls qui représentèrent le Soissonnais à la guerre sainte. Parmi les plus braves on compte encore Gauthier de Choisy, fils de Guy, seigneur de Choisy, et selon le continuateur de Guillaume de Tyr, les chevaliers Jean et Nicolas de Choisy et Jérôme de *Coinssy*, abbé de Saint-Médard (3) ; Gauthier de Châtillon, le chevalier Jean de Verneuil dit Frisnon ou Fouinon, Raoul de Coucy ; les seigneurs de la maison de Dreux et de Braine, Pierre Mau-

(1) *Cartul. S. Joannis in Vineis,* avril 1247.

(2) D. Hélie, *Hist. de Saint-Crépin.* — *Gall. christ*, t. IX.

(3) *Histor. orient. de Croisades*, t. II, p. 630.

clerc, comte de Bretagne, et Jean de Dreux, Jacques du Port, chevalier de Compiègne, dont la veuve Aveline de Choisy, réclama plus tard du roi les gages dus à son mari pour avoir servi au pays d'outremer *(in partibus transmarinis* (1), et surtout Gauthier ou Gaucher Ier, d'Autrêches, avoué de Vic sur Aisne, qui devait succomber à la croisade en se couvrant de gloire.

Le clergé ne resta pas en arrière dans un si grand mouvement; il voulut s'associer aux périls inséparables de ces lointaines expéditions. L'archevêque de Reims, Juhel de Mathefelon, donna des premiers l'exemple dans sa province. Il fut imité par l'évêque de Laon et par celui de Soissons. Guy de Château-Porcien ne pouvait pas ne pas sentir bouillonner dans ses veines le sang généreux qu'il y portait, il en donna bientôt la preuve. Pierre, prévôt de la cathédrale et beaucoup de prêtres soissonnais se disputèrent l'honneur de l'accompagner à la suite du saint et valeureux Louis IX.

Tous ces croisés s'appliquèrent, selon l'usage, à sanctifier leur voyage par des œuvres pies. Le comte de Soissons, Jean II de Nesle, dans les années qui précédèrent son départ, fit de nombreuses donations à Longpont, à Saint-Médard, à Saint-Crépin le Grand, à Saint-Crépin en Chaye, à Saint-Vaast, à la cathédrale. Le chevalier Jean de Frisnon ayant pris la croix *(cruce signatus)* reconnut, devant le comte de Soissons, son seigneur féodal, avoir vendu au chapitre en 1243 « en faveur du vœu qu'il avait entrepris d'exécuter dans la terre de promission *(gratia voti sui quod in terra promissionis susceperat exequendi)*, 2 muids de blé sur ses terrages de Branges, conjointement avec Robert, chevalier de Domnepui, de l'approbation du comte et de Hugues Walers, chevalier de Jouaignes (2). Pierre Mauclerc enjoignit par son testament à son fils aîné, le comte Roux, « de conduire et amener son corps après sa mort en l'abbaye de Saint-Yved et de le mettre le plus

(1) *Archiv. impér.*, par Boutaric, t. I, p. 23, *Ex regist Olim.*

(2) *Cartul. Eccles. Suess.*, par D. Mulet. — Charte de 1243, de Thomas Dumont, official, dans laquelle Enguerrand du Plessier, chevalier, vicomte de Mont-Notre-Dame, reconnaît avoir reçu du chapitre les lettres du comte de Soissons concernant cette vente.

près possible de ses plus proches parents. » Son frère Jean IV fonda, en 1248, à Saint-Yved, une chapelle avec 6 muids de blé de rente sur la grange de la Roche, et la propriété d'une pièce de pré à Cerseuil, auxquels sa femme Alix ajouta une rente au principal de 100 livres paris. Mauclerc partit à la fin de cette année (1). Dans la prévision de ne pas non plus revenir de ce voyage, l'évêque de Soissons fit aussi son testament et légua au chapitre de Saint-Gervais 180 livres de rente, des ornements et une somme de 550 liv. de monnaie forte, à la charge de ses héritiers, pour son anniversaire.

La consécration de la Sainte-Chapelle à Paris fut faite le 26 avril 1248, et le départ général eut lieu au mois de juin suivant. Retenu dans l'île de Chypre, le roi y attendit le reste des croisés et s'occupa de réunir des vaisseaux de transport. Il envoya l'évêque de Soissons, le patriarche de Jérusalem et le connétable de France vers les Gênois, les Vénitiens et les Pisans pour leur louer des *nefs* et en faire construire. Cette flotte ne fut prête qu'à la mi-mai 1249, et après qu'une épidémie eût déjà éclairci les rangs des croisés. On arriva le 4 juin en vue de Damiette où l'on demeura près de cinq mois. Le roi s'était logé dans la ville et l'*ost* auprès des remparts.

C'est pendant ce long séjour que périt un des plus vaillants chevaliers de l'armée, Gauthier d'Autrêches, du diocèse de Soissons. Les Sarrasins venant sans cesse caracoler auprès du camp, le roi avait défendu de sortir des barrières. Gauthier ne pouvant souffrir cette insolence, se fait « armer à point et bailler son escu et sa lance, et saillit sur son cheval, fit lever le pan de son pavillon et se férit hors des lices sans que nul le suivit si ce n'est un de ses hommes nommé Catillon, et fégant des espérons vigoureusement, il courut sus aux Sarrazins qui estoient si approchés qu'il eut une grande bataille contre eux, et se maintint si bien messire Gauthier touz selz que il en occit iij et li autre s'en fouirent verz les batailles de Sarrazins rangiés qui estoient bien arriérez. Et ce regardoient, me ne se mouvoient. Mes sirez Gauthiers féri (son) cheval des espéronz aprez cex

(1) Carlier, t. II, p. 67.

qui s'en fuioient », mais l'animal s'étant abattu sur son cavalier, les Sarrazins dans leur fuite « virent mon seignor Gauthier cheu, ils retofermèrent isnellement verz lui et le cuidèrent occire » car « en passant et repassant par devant luy, luy donnent de grands coups de masses. » Lorsque le connétable Imbert de Beaujeu, s'étant aperçu de sa détresse « sailli isnellement sur un cheval, et un autre chevalier avec lui et férirent chevaux des espéronz » pour l'aller délivrer. Les Turcs les apercevant « n'orent mie loisir d'occire mon seigneur Gauthier ; aincois resaillirent isnellement sur leurs chevaux et s'enfouirent aus autrez Sarrazins. » Gauthier fu raportez à l'ost et fu morz dedans le tiez jour de cele quassure que il fist au cheoir de son cheval, et li Sarrazin s'en retornèrent arrièrez leurs batailles rangées, quant ils virent que li crestien ne se combatoient mie. »

Tel est le récit du continuateur de Guillaume de Tyr (1). Selon Joinville, Gauthier fut ramené en son pavillon tellement navré qu'il ne pouvait plus parler. Une saignée que les chirurgiens lui pratiquèrent mal à propos causa sa mort. Il aurait été renversé de cheval « pour ce que la plus part des Sarrazins estoient montez sur juments; pour

(1) JOINVILLE, *Histor. de France.*— Continuat. de Guill. de Tyr, t. II des *Histor. orient. des Croisades*, p. 595.

Gaucher était de la famille de Châtillon. Gaucher de Châtillon et Hélvide de Nanteuil la Fosse, sa femme, eurent pour fils Guy de Nanteuil, chevalier, qui eut la seigneurie d'Autrêches et fut châtelain de Bar le Duc (1197), et Gaucher Ier, seigneur de Nanteuil. Guy de Nanteuil eut deux fils, Gaucher Ier du nom, seigneur d'Autrêches et châtelain de Bar, et Guy d'Autrêches, chevalier, lequel épousa Elisabeth, fille de Martel ou Marcel, seigneur d'Abbécourt, avec laquelle il vendit à Saint-Pierre au Parvis, de Soissons, 4 muids de blé et 3 d'avoine, mesure d'Autrêches, qu'il tenait en fief de Gaucher de Châtillon, qui approuva cette vente en 1239. Gaucher Ier d'Autrêches est celui qui mourut d'une manière si héroïque à la croisade. Ce dernier eut de Fauque de Courlandon, fille de Jean Ier, seigneur de Courlandon, laquelle conserva le titre de dame d'Autrêches, André de Nanteuil et Gaucher II d'Autrêches, châtelain de Bar. André eut à son tour deux enfants, Gaucher III, chevalier, seigneur d'Autrêches, et un autre, André d'Autrêches, aussi chevalier. Il y eut encore d'autres seigneurs d'Autrêches de cette famille, mais d'une descendance obscure: Gaucher d'Autrêches, chevalier, avoué de Vic sur Aisne (1278); Jacques d'Autrêches, chevalier, châtelain de Bar, père de Jacques II, châtelain de Bar (1377), et Jean d'Autrêches. Jacques fut père de Jean d'Autrêches, châtelain de Bar, qui est peut-être le même que Jean, frère de Jacques. (*Hist. de Châtillon*, par DUCHESNE, p. 628.)

ceste cause le cheval ala vers eulx courir aux jumens », et il serait mort le jour même. Quoique il en soit, le sénéchal de Champagne et plusieurs chevaliers l'étant venu voir, « pour ce qu'il estoit homme de grand renom et vaillance, » ils le trouvèrent « gisant sur son couvertoire de menu vair dont il estait enveloppé » et le tirant de dessus sa figure le trouvèrent mort et furent « très dolens d'un si prud'homme avoir perdu. »

Le funeste combat de Massoure *(Mansourah)*, ville située entre Damiette et le Caire, vint bientôt anéantir les espérances de la croisade déjà fort compromise. Le comte de Soissons y déploya le plus grand courage avec le sire de Joinville, son cousin germain, en défendant un ponceau d'où dépendait le sort de l'armée. Joinville voyant venir à lui Pierre Mauclerc le visage couvert de sang, le comte de Soissons, qui n'était pas blessé, et Pierre de *Noaille*, seigneur du Vermandois, surnommé Cahier, s'écria, en s'adressant à Jean de Nesle : « Sire, je crois que vous feriez bien si vous demouriez à ce poncel garder ; car si nous le laissons, ces Turcs, que véez ci devant vous, se jetteront parmi ce poncel, et ainsi sera le roi assailli par derrière et par devant. » Le comte de Soissons n'hésita pas ; il tint ferme jusqu'à ce que le connétable eût amené du secours. Lui et Joinville luttèrent avec ardeur contre l'ennemi qui leur jetait des mottes de terre, du feu grégeois et des *piles* ou traits. Le sénéchal de Champagne, couvert de blessures, luttait vaillamment ; le comte Jean lui dit en plaisantant : « Sénéchal, laissons cette chiennaille, que par la *coiffe-Dieu* (ainsi comme il jurait) encore en parlerons-nous de cette journée ès chambres des dames ! » On parvint enfin à les dégager et ils échappèrent à la mort. Pierre Mauclerc fut moins heureux, il fut blessé et fait prisonnier (1).

Les prodiges de valeur que firent le roi et tant de courageux chevaliers ne purent sauver l'armée d'un désastre complet. La faim et les maladies obligèrent les croisés, après de rudes combats, à se retirer sur Damiette. Le roi fut pris et avec lui une foule de seigneurs. Parti avec la détermination de vaincre ou de périr, l'évêque de Soissons,

(1) Joinville, p. 84.

voyant le roi captif et lui-même forcé par le conseil de guerre de revenir à Damiette pour de là repasser en France, ne voulut pas survivre à la défaite. Il alla seul à Massoure pour s'y jeter au milieu des Sarrazins et fut tué par eux le mardi 5 avril 1250. Mais il faut laisser raconter le sire de Joinville. « Il y avoit, dit-il, un moult vaillant homme en notre ost qui avoit nom Guy de Chatel, évêque de Soissons, lequel, quand il vit que nos gens s'en revenoient vers Damiette, il qui avoit un grand désir d'aller à Dieu, ne s'en voult pas revenir en la terre où il estoit né; ainçois se hâta d'aller avec Dieu et férit des espérons et assembla aux Turcs tout seul qui à leurs épées l'occirent et le mirent en la compagnie Dieu au nombre des martyrs. » Le prévôt de Saint-Gervais fut aussi massacré par les Sarrazins. Guy avait été témoin avec Joinville au testament de Godefroy de Sarrebruk, seigneur d'Aspremont, fait auprès de Massoure (2).

La mort de Guy fut insérée en ces termes dans l'obitier de Saint-Gervais : *Nonis aprilis obiit apud Mansouriam civitatem Ægypti, cum S. Ludovico rege captus a Sarracenis et ab eisdem pro fide catholica capite truncatus D. Guido de Castro Portuensi, episcopus Suessionensis.*

De ces paroles, un historien de Soissons, Dormay, prend occasion de contester le récit pourtant si clair du sire de Joinville, témoin oculaire, et en relation à Massoure avec l'évêque de Soissons. Il ne s'aperçoit pas que le rédacteur de l'obitier, qui donne le titre de saint à Louis IX, a dû écrire après sa canonisation, c'est-à-dire après 1297. En avançant, d'ailleurs, qu'il n'a pu succomber que dans une occasion périlleuse et sans s'exposer au danger hors de propos, il méconnaît l'esprit chevaleresque du temps qui produisit tant d'actes de bravoure justifiés, sinon par la raison, du moins par le désir de se rendre agréable à Dieu en périssant pour sa gloire. Guy de Château-Porcien se jetant au milieu des infidèles croyait cueillir la palme du martyre (1).

(1) Joinville.

(2) Joinville, p. 51 à 84. — Dormay, t. II, p. 335 à 381 ? — *Gall. christ.*, t. IX. — Baluze, *Miscellanea.* — Carlier, t. II, p. 67. — H. Martin, t. II, p. 135 à 138.

Plus heureux que leur évêque, le comte de Soissons et Jean de Nesle, son cousin, revirent la France, grâce aux rançons qu'ils payèrent. On les mit dans des galères, avec Joinville, le connétable de France, et autres grands seigneurs. On leur fit descendre le Nil enfermés et liés à fond de cale, au milieu des menaces de mort, et courant les plus grands dangers. On les en tira malades, afin qu'ils pussent conférer de leur rançon et de celle du roi. Le comte de Soissons fut un « de ceux qui se porent aidier et y allèrent. » La remise de Damiette et 400,000 livres d'or furent le prix moyennant lequel on délivrerait « le corps du roi et les riches hommes qui avec li étaient. » Le comte Jean, les comtes de Flandre et de Bretagne et autres, délivrés « le samedi devant l'Ascencion, » vinrent faire leurs adieux au roi. Louis essaya de les retenir ; ils lui firent observer que « les galées » étaient toutes appareillées, et ils s'embarquèrent pour la France, où tous n'arrivèrent pas, notamment le duc de Bretagne, Pierre Mauclerc.

Le roi, malgré le départ de beaucoup de croisés, ne voulut pas cependant abandonner tout à fait son entreprise. Lorsqu'il eut été délivré de sa captivité, il se rendit en Palestine, dont il fortifia quelques places. « A l'entrée de Quaresme (1251), dit Joinville, li rois s'atira à tot ce qu'il ot de gens..... et messeignors Raols de Soissons, qui estoit demorés à Acre, malade, fut avec le roi fermer Sézaire (fortifier Cézarée). » Ainsi, Raoul s'était attaché à la fortune de Louis IX, dont il avait su par sa bravoure gagner les bonnes grâces. Il dut revenir au milieu de 1254 ou peut-être même en 1253, car au mois d'avril de l'une de ces années, il fit une donation à « l'hostellerie de Saint-Gervais. » Quant au roi, il arriva à Paris le 13 septembre 1254, emmenant avec lui une foule de Sarrazins qu'il avait convertis. C'est sans doute là l'origine des nombreuses familles de ce nom qui existaient en France et du *cimetière* dit des *Sarrazins* du village de Chelles, près de Pierrefonds, où plusieurs d'entre elles auront été enterrées. Si l'on en croit le continuateur de Guillaume de Tyr, Louis IX serait revenu de Palestine avec Henri de Navarre, comte de Champagne et de Brie, Thibauld, évêque de Soissons, Nivelon de Bazoches, abbé de Saint-Médard, *Jéroisme de Coinssi*, le

cuenz de Soissons Jehanz II de Nesle, mais il est plus sûr de s'en tenir au récit de Joinville, le premier contenant des erreurs qu'il est inutile de signaler. Quoique il en soit, le roi, après son retour du voyage d'outre-mer, passa à Soissons, où Joinville vint le rejoindre, « ce qui fist si grant joie » au bon sénéchal « que touz ceuz qui là estoient s'en merveillèrent. » Le roi, de son côté, lui témoigna « un grand amour. » Il y trouva aussi Jean, comte de Bretagne, ainsi que sa femme, fille de Thibauld de Navarre, laquelle « offrit ses mains au roy de telle droiture comme elle devoit avoir en Champaigne ; et le roy l'ajourna au parlement de Paris, et le roy Thibauld de Navarre, le second, qui là estoit, por oyr et pour droit fère aus parties, » c'est-à-dire que Louis reçut l'hommage du comte de Champagne et remit la régularisation des affaires de ce comté au prochain parlement (1).

Peu de temps après le retour du roi, Raoul de Cœuvres fut attaqué de si vives douleurs de goutte qu'il ne pouvait guère marcher qu'à l'aide d'un bâton ; mais le chevalier troubadour n'en resta pas moins fidèle au culte de la beauté. Il proposa même, en ces temps-là, au roi de Navarre, toujours son ami, un jeu-parti sur un sujet assez peu en rapport avec leur âge et leurs infirmités. Raoul était aussi lié d'amitié avec Charles d'Anjou, le conquérant du royaume de Naples, à qui il adressa deux chansons. Charles lui ayant reproché d'être un poëte banal et affectant une passion que d'autres ressentaient mieux que lui, il répondit que s'il avait chanté pour d'autres, c'est parce qu'il ne s'appartenait plus depuis longtemps et qu'il vivait sous le bon plaisir de sa dame. Il ajoutait que les plus hauts barons et loyaux chevaliers ne pouvaient prétendre à un vrai renom sans payer tribut à l'amour. Et il rappelait les souvenirs de la croisade :

« Bien m'ait amors esprové en Sulie
« Et en Egipte où je fui menés pris
« Qu'adès i fui paor de ma vie
« Et chascun jor cuidai bien être ocis
« Nonques pour ce mes cuers ne fut partis

(1) Continuation de Guill. de Tyr dite du *Manuscrit de Rothelin*, t. II des *Histor. orient. des Croisades*, p. 546.

« Ne désevrés de ma *douce* anemie ;
« Ne en France por ma grant maladie,
« Que je cuidai de ma goute mourir,
« Ne se pooit mes cuers de li partir.
« N'est mervoille se fins amans oblie
« Aucune fois amerous désir,
« Quant outre mer on vait sans compaignie,
« Deus ans ou trois ou plus sans revenir. »

Les autres chansons n'ayant rien d'historique, on ne s'y arrêtera pas davantage. Raoul fut choisi comme arbitre dans un jeu-parti qui avait pour auteur Adam, ou Adenès, dit le Roi, trouvère favori du duc de Brabant, Henri III, poëte lui-même, et qui était soutenu par Gilebert de Berneville. Il s'agissait de décider cette question très-importante : Les bontés extrêmes d'une dame ont-elles pour effet naturel d'accroître ou d'amortir la tendresse d'un amant? Gilebert était pour la première opinion et le duc de Brabant tenait pour la seconde. On convint de remettre la décision de la querelle à messire Raoul de Soissons, « au cuer loial, » et au « bon comte d'Anjou » (Charles), roi de Naples, son ami (1).

Toutefois le retour et le départ des croisés se marquait plutôt par des œuvres pies que par des poésies aussi légères. On en faisait surtout pour le repos de son âme, au cas qu'on ne revînt pas, pour le repos des âmes de ceux qui avaient péri dans le guerrier pèlerinage, ou enfin en souvenir et en actions de grâce d'une heureuse délivrance. L'un des chevaliers de la suite du comte de Soissons, Enguerrand, seigneur de Courcelles, près de Braine, dut aussi revenir avec lui de Terre-Sainte, car c'est à ce chevalier que la tradition attribue la construction, en l'année 1265 et sur le chemin de cette ville à Reims, d'une petite chapelle, en conséquence d'un vœu qu'il avait fait à la croisade. Cet édicule, où l'on venait en pèlerinage le Vendredi Saint et qui a été restauré récemment, fut élevé à 400 pas du village de Courcelles, distance qui sépare le Calvaire de Jérusalem. Selon un célèbre architecte, ce petit monument serait un de ces *reposoirs* qu'on édifiait au moyen-âge au bord des grandes routes pour offrir un asile, un lieu de prières, un

(1) *Hist. littér., ubi supra*, jusqu'à la page 706.

abri contre le mauvais temps, où l'on disait quelquefois la messe. Beaucoup modifié dans son architecture, celui de Courcelles renferme encore un autel et est entouré d'arbres séculaires. Ce sentiment, quelque ingénieux qu'il soit, ne paraît pas très-fondé en raison. La chapelle de Courcelles, fort petite et en somme peu éloignée du village, fut, avec toutes celles du même genre que l'on rencontrait alors dans les champs, dans les bois, sur le bord des chemins, un monument élevé par la piété en souvenir de quelque grâce obtenue, de quelque malheur détourné. D'ailleurs la tradition du pays sur le motif de son érection est assez formelle pour qu'on en doive tenir compte (1).

II.—Les seigneurs et les dames de Braine donnèrent, surtout à l'occasion des croisades, des marques d'une pieuse libéralité. Jean IV de Dreux et de Braine, sur le point de partir pour la croisade (*Jerusalem peregre profecturus*), avait accordé de nouveaux bienfaits aux religieux de Saint-Yved qui lui avaient permis de fonder, dans la chapelle de leur sacristie, une chapellenie d'une messe quotidienne de son vivant et après sa mort, avec un revenu de 3 muids de blé et de 20 setiers de vin (2). Le comte étant mort à Nicosie en Chypre, en 1248, sa veuve, Marie de Bourbon, dame de Fère, en fonda une autre dans l'église de ce château où il y avait autrefois, ainsi qu'à Oulchy, à Coincy et à Braine, etc., un chapitre de chanoines. Ce chapitre donna, en 1262, une charte pour la confirmation de cette fondation. Les collégiales de Braine, de Coincy, d'Oulchy s'étaient déjà changées en abbayes ou prieurés, il n'en fut pas ainsi de celle du château de Fère. Elle dégénéra en simple chapelle de Notre-Dame à laquelle présentaient les seigneurs de Fère. Depuis la destruction du château, en 1779, la fondation continua de s'acquitter dans l'église paroissiale de la ville. Elle consistait en une messe basse les dimanches et fêtes, avec instruction avant l'offertoire et catéchisme aux enfants à l'issue de cette messe. Une autre chapellenie de Sainte-Anne au château de Fère, indi-

(1) Carlier, t. II, p. 556. — Viollet Le Duc, *Diction. d'Archit.*, art. *Reposoir*.

(2) Le reste de la charte est effacé. *Bibl. nation.*, fonds latin, n° 5479, p. 25

quée par les Pouillés de Soissons, et dont il ne reste que ce souvenir, doit aussi, sans nul doute, sa fondation aux seigneurs de ce lieu (1).

Du reste, Marie de Bourbon avait fait revenir de Chypre le corps de son mari Jean de Braine pour le placer en l'église de Saint-Yved, qui avait toute l'affection de cette illustre famille. La comtesse mourut elle-même à Braine, le 23 août 1274, après vingt ans de veuvage. Son cœur fut transporté à Dreux et son corps déposé dans la chapelle de Saint-Etienne, à Saint-Yved, où l'on admirait son monument funèbre, non moins précieux pour la richesse des matières qui le composaient que pour la beauté de ses sculptures. Elle avait mérité son admission dans les caveaux de Saint-Yved et les prières qu'on y faisait pour elle le 23 août de chaque année, par la donation de 105 arpents de bois et la constitution d'une rente de 15 livres. Herbelin dit de ce monument que c'est « une moult belle sépulture eslevée, fort riche et bien ouvrée, dorée de fin or. A l'entrepied d'icelle, ajoute-t-il, y est escript son épitaphe » qui ne rappelait que le jour et l'année de sa mort. Elle avait eu trois enfants de son mari : Robert IV, comte de Dreux et de Braine, qui épousa la comtesse Béatrix de Montfort ; Jean, qui se fit templier, fonda un anniversaire à Saint-Yved et mourut en 1274, et Marie de Braine.

Robert, frère cadet de Jean IV, mourut aussi en Chypre, en 1248, dans la même croisade. Son corps, amené en France, gisait à Saint-Yved sous une tombe plate de cuivre, au milieu du chœur de l'église, et « y est, dit encore Herbelin, sa pourtraiture en icelle, et à sa coste d'armes y sont semées plusieurs croix démontrant la croisée dudit voyage »

(1) Etat du Diocèse, art. *Fère* et *Chapelles*. — L'auteur de l'*Histoire de Coincy* trouve étonnant que cette collégiale n'ait pas laissé de traces dans l'église paroissiale de Fère. Elle n'a pu, en effet, exister que dans la chapelle du château. Le consentement des chanoines était toujours requis pour toute fondation qui se faisait dans une collégiale. Nous ajouterons cette simple observation : que jamais Fère ne fut, comme il le dit, ni archidiaconné, ni chef-lieu d'archidiaconné. Il y avait bien l'archidiaconné de Tardenois, mais sans chef-lieu, son titulaire habitait toujours près de l'évêque et faisait partie du chapitre cathédral. Fère ne devint même chef lieu de doyenné qu'en 1671, époque où on dédoubla le doyenné de Bazoches. (*Hist. de Coincy*, pp. 277 et 316. — *Etat du Diocèse* et *Pouillé* de 1666.)

et justifiant le titre de preux chevalier *(miles fortis)* que lui donnait son épitaphe. Près de lui fut déposé le corps de sa femme, Clémence de Châteaudun, sur la tombe de laquelle une inscription latine disait son « noble parentage » et combien elle avait été « doulce, clémente » et favorisée de « foison de biens de fortune. »

Le frère des deux seigneurs précédents, Pierre Mauclerc, retourné en Terre-Sainte en 1248, avait ordonné, on l'a vu plus haut, au comte Roux, son fils aîné, au cas qu'il y mourût, de « conduire et ramener son corps... en l'abbaye de Braine et d'y estre mis au plus près de ses prouchains parents, dans la tombe qu'il s'était fait faire à droite de celle de Robert III, son aîné. » Elle était de bronze, comme celle de son père; il y était représenté en relief, couché, portant au bras gauche son écu aux armes de Dreux et de Bretagne; huit vers gravés sur ce monument rappelaient sa naissance, sa bravoure, ses vertus civiles et son voyage d'outre mer.

Robert IV, fils de Jean de Braine et de Marie de Bourbon, leur succéda dans les comtés de Dreux et de Braine. Il ne fut ni moins vaillant, ni moins généreux à l'égard de Saint-Yved que ses prédécesseurs. On le voit, en 1268, s'obliger, moyennant 1,400 livres, à suivre le comte de Champagne en Palestine, avec quarante chevaliers. Etant mort à Braine le 14 novembre 1282, il fut enterré dans la chapelle de Saint-Sébastien, à Saint-Yved, sous une tombe magnifique, relevée en bosse, dorée et émaillée, dont l'inscription faisait un grand éloge de sa piété, de sa droiture et de sa fermeté dans le péril. Au milieu du mausolée se dressait la statue du comte tenant d'une main un écu aux armes de Dreux et de l'autre une épée. Des personnages distribués autour du monument représentaient la généalogie de Robert. Le nécrologe de l'abbaye, où figurait aussi le nom de sa mère, mentionnait son zèle pour la religion (1). L'année même de sa mort, il avait donné à Saint-Yved le prieuré de son manoir de Frémicourt et fondé au même lieu un anniversaire.

Le prieuré de Frémicourt, ou Firmencourt, au diocèse de

(1) Carlier, t. I, p. 70.

Chartres, avait été érigé par Robert II et donné à Saint-Vincent de Nemours, à condition qu'on y placerait trois chanoines, dont l'un célébrerait chaque jour, à perpétuité, une messe pour lui, Yolende, sa femme, son frère Pierre, et ses ancêtres. Robert IV, « pour le remède de son âme et de sa très-chière compaigne et amie, » la comtesse Béatrix de Montfort, des âmes de son « chier seigneur Jehan, jadis conte de Dreues, » de sa « chière dame et mère Marie, jadis contesse de Dreues, » et de tous ses « ancesseurs, » renouvela cette fondation, en y établissant une chapelle ou église « en l'oneur de Dieu et des set joyes de la vénaire Vierge glorieuse Marie et monseigneur seint Jehan-Batiste, de tous les seins et seintes. » Il voulut que sept chanoines de Braine y fissent les offices solennellement et chantassent « les eures de Nostre-Dame à une petite note » seulement, selon la règle de Prémontré. Ces offices consistaient en trois messes par jour, du Saint-Esprit, de Notre-Dame et de la fête du jour, sauf de rares exceptions. Après la mort des fondateurs, la messe du Saint-Esprit serait changée en une messe de *Requiem*. A celle de Notre-Dame devaient brûler sept cierges d'une livre chacun ; et aux jours de ses fêtes, aux quatre fêtes annuelles et à la saint Jean-Baptiste neuf cierges. Pour remplir ces obligations, il donnait aux chanoines la chapellenie de Frémicourt, que tenait le prêtre Messire Symon, et qui serait portée à 15 livres tournois de rente. Et parce qu'il « est reson que qui à autel et à église sert, d'autel et de église doit vivre, » le comte ajouta 40 livres de rente sur la commune de Dreux; plus, deux moulins à Chérizy, avec l'eau et la pêche, les cens du village, sauf la haute justice et la vicomté, deux arpents de vigne, vingt muids de vin de rente, quatre arpents de pré à Sainte-Gemme, un courtil avec maisons en dehors de Frémicourt, deux cents arpents de bois en sa forêt de Crotois, et auprès des terres arables, pour arriver à parfaire 120 livres de rentes. A ces dons il joignit celui d'une maison devant le manoir, pour l'habitation des chanoines, « tous les fiens qui seront fes en ses mesons et estables de Fermecourt, » le droit d'acquérir 100 livres parisis de rente en la châtellenie de Dreux, l'usage « du bois sec à arder et du vert bois à mésoner et à édifier... et pour fère merrein à vin au vin

et au vinage » qu'il leur a donnés, « reparelher et tenir en bon point les molins de Chérisi, » le pâturage dans ses forêts pour quarante vaches, sauf dans les jeunes taillis ; dans ses prés pour quarante pourceaux et dix chevaux, le droit de garde et de prise dans leurs bois, avec celui de mettre les délinquants dans ses prisons et non ailleurs, et les deux tiers de la justice. Enfin, il stipula que si l'on voulait transférer la chapelle et contraindre les frères à desservir la fondation hors du manoir de Frémicourt, il faudrait d'abord leur payer 400 livres parisis pour édifier une autre chapelle (1). D'après le titre de cette fondation, on peut regarder le prieuré de Frémicourt comme une filiation de Saint-Yved de Braine et un témoignage de la piété de Robert IV.

C'est ainsi que cette famille de Dreux et de Braine enrichissait Saint-Yved à mesure que l'un de ses membres se disposait à venir reposer dans son église, sous quelque somptueux sarcophage. Le reste de l'histoire de l'abbaye, jusqu'à la fin de ce siècle, se borne à quelques autres donations sans dates précises, telles que celles que lui firent Léon, abbé de Saint-Crépin le Grand, et Adam, doyen de Saint Pierre au Parvis, à Couvrelles, et Gérard de Chérizy à Serches, et que confirma Nivelon, évêque de Soissons. Jacques de Bazoches, prédécesseur de ce prélat, avait également approuvé, en 1226, une acquisition de terres à Longueval et à Merval de Wautier de Merval, avec l'agrément de Jean de Bazoches ; à Braine et à Ciry, de Roger d'Oulchy et de Widela, sa femme (2).

Du reste, on a pu voir par tout ce qui précède que Saint-Yved était arrivé à l'apogée de sa prospérité. Non-seulement son église était l'une des plus resplendissantes de la contrée, mais ses cloîtres et tous ses édifices conventuaux étaient d'une rare magnificence. Ses biens étaient considérables ; ses religieux, gardiens des tombes royales, s'acquittaient fidèlement des devoirs de leur vocation et avaient souvent au milieu d'eux des hommes éminents par leur science

(1) *Bibl. nation.* fonds latin, n° 5479. p. 25, collect. PRIOUX, et *Cartul.* de Saint-Yved, par le même.

(2) *Cartul.* de Braine. — LABBE, *Nova Bibl. manusc.*, t. I, p. 227.

et leur piété. L'un de ces derniers, Pierre de Braine, composa des ouvrages sur l'Ecriture-Sainte restés manuscrits. Il était sans doute issu, sinon de la noble lignée des seigneurs de Braine, du moins de quelque chevalier de leurs vassaux, ainsi qu'Albéric et Raoul de Braine, abbés de Saint-Médard. Dans l'abbaye vivait aussi, en 1210, un chanoine nommé Jean d'Abbeville, qui laissa également seize volumes manuscrits sur les Pères et des commentaires sur l'Ecriture.

Parmi les abbés de cette époque, plusieurs méritent une mention d'honneur. L'abbé Gérard Ier fit, en 1246, transférer, par les évêques de Soissons et de Laon, le corps de saint Yved dans une châsse étincelante d'or et de pierreries, sur laquelle on grava des vers qui rappelaient la date de cette translation. Placée au-dessus du grand autel, sans doute sur une de ces arcades en pierre destinées au même objet, qu'on voyait dans les grandes églises, cette châsse était descendue chaque année, le dernier jour de la Pentecôte, et portée en procession autour des murs de la ville avec celles de sainte Florence et de sainte Verrine, vierges et martyres (1). Une nombreuse confrérie de Saint-Yved formait le cortége et rehaussait l'éclat de la cérémonie. En 1243, avec l'agrément de Jean de Dreux, sire de Braine, il éleva une clôture entre le four de *l'hôtel* du comte, à Braine, et la tannerie des religieux. Jean leur laissa tout *l'aisement* de l'eau qui passait devant cette clôture, avec la *pescherie* jusqu'à ses moulins. L'abbé Jean amena, en 1287, l'eau de la fontaine de Haute-Rive dans l'abbaye (2). Il faut encore citer parmi les abbés de Saint-Yved, au XIIIe siècle, Conon qui, de chanoine de Saint-Vincent de Laon, devint abbé de Thenailles, puis de Braine, et enfin de Prémontré, en 1241 ; Humbert, qui vivait en 1260 et dont l'épitaphe incrustée dans le mur de la sacristie le qualifiait de *Veritatis amator, sol patriæ, manus ecclesiæ, pacis mediator ;* Guillaume des Monts, qui mit au jour, vers 1327, un livre d'homélies sous le nom de Guillaume de Braine. C'est sans doute sous cet abbé que Pierre de Chambly, archidiacre de

(1) *Hist. littér.*, t. XXI, pp. 704 et 293.

(2) Carlier, t. II, p. 116, — *Gall. christ.*, t. IX.

Thérouane et sire de Courcelles, amortit, en 1329, des biens que l'abbaye lui avait achetés. L'exemption de droits de transport accordée à Saint-Yved par Gilles de Conflans, chevalier, seigneur de Merval et d'Ostel, dans ses terres d'Ostel, de Pargny et de Terny, est avec cet amortissement le seul acte à noter, pendant le XIVe siècle, dans ses annales (1). Les abbés, jusqu'à la commende, n'ont laissé que leurs noms dans les catalogues, et la monotonie des exercices religieux n'était guère troublée à Saint-Yved que par l'arrivée de la dépouille mortelle de quelque grand seigneur, de quelque noble dame sur laquelle on élevait à grands frais un magnifique monument que brisera plus tard le marteau impitoyable des révolutions.

III. — TANDIS que les seigneurs de Braine combattaient contre les infidèles, et que Guy de Château-Porcien, déposant la mître pour prendre le casque, périssait généreusement pour l'honneur du nom chrétien, Nivelon, archidiacre de Brie, parent du prélat, et qui devait être aussi son successeur, remplit, avec Raoul, archidiacre de Tardenois, les fonctions d'administrateur du diocèse. C'est ce qu'on voit par une chartre de 1248 émanée de l'official, Albéric de Fontenoy, au sujet de la dîme de Nesles, où ils sont appelés *vicaires et vice-gérents* de l'évêque (2). Guy était mort le 1er avril 1250, et, à la même époque, le pape Innocent IV consacrait d'une manière authentique les droits du siége de Soissons dans la province de Reims. Il s'agissait de sacrer Thomas de Beaumetz, élu au siége métropolitain, et c'était à l'évêque de Soissons à remplir cette cérémonie. En son absence, Innocent IV délégua l'évêque de Laon, Ilher de Mauny, pour le remplacer, par une bulle du mois d'avril 1250 adressée à *l'élu de Reims* et conçue en ces termes :

(1) *Bibl. nation.*, fonds latin, n° 5479, p. 25. (Collect. PRIOUX et *Cartul.* de Braine.) — *Archiv. nation.*, L. 1168, *ibid. Lettres* du prévôt de Braine. — Saint-Yved possédait, au XIIIe siècle, des serves, des hommes et femmes de corps, des hommes et femmes *capitaux* qu'il échangeait avec ceux d'autres monastères. Il avait acheté, en 1265, pour 100 liv., de Bonnard de Bucy, une maison sur le Vieux-Marché à Soissons. (Charte de Jean de Torote, official. — *Archiv. nation.* L. 1168, *ibid.*)

(2) *Cartul. Eccl. Sues. auct.* D. MULEY. « ....Vicarii et vices gerentes Reverendi Patris G. Dei gratia Suessionensis episcopi agentis in partibus transmarinis. »

« Comme notre vénérable frère l'évêque de Soissons, qui est le premier parmi les suffragants de Reims, est pour le moment ès parties d'outre-mer, et que notre vénérable frère l'évêque de Laon est le premier parmi les autres suffragants, voulant qu'on lui rende l'honneur qui lui est dû, nous mandons à votre discrétion par cet écrit apostolique que vous receviez du dit évêque de Laon votre consécration, nonobstant les lettres que vous croiriez avoir reçues à ce sujet (1). »

On voulut sans doute s'assurer d'une manière officielle de la mort de Guy de Château-Porcien avant de procéder à l'élection de son successeur, car le siége vaqua jusqu'en 1252. Pendant l'année 1250 et sans doute aussi en 1251, les régales furent saisies le jour de la fête de la Division des apôtres (2). Quoique il en soit, on n'alla pas chercher, pour le remplacer, en dehors du chapitre, ni de la maison de Bazoches, qui devait être jusqu'à son extinction comme en possession de la première dignité de l'Eglise de Soissons. Nivelon, deuxième fils de Nicolas II, seigneur de Bazoches, et d'Agnès, dont on ne connaît pas la famille, frère de Jacques de Bazoches, trésorier de Beauvais, de Gérard de Bazoches, archidiacre de Soissons, et lui-même archidiacre de Brie, élu par le chapitre le 18 janvier 1252, s'assit sur le siége épiscopal qu'avaient occupé son parent Guy de Château-Porcien, son oncle Jacques de Bazoches, et son grand-oncle Nivelon Ier de Chérizy. Il fut confirmé et sacré la même année par Thomas de Beaumetz, archevêque de Reims. Aussitôt qu'il eut pris possession, le chapitre écrivit à la reine Blanche, régente du royaume, pour lui obtenir la remise des régales (3).

Une lutte violente que Nivelon II eut avec Jérôme de Coucy, abbé de Saint-Médard, fut peut-être le seul événement important de son épiscopat. Jérôme de Coucy passa du grand-priorat du monastère à la chaire abbatiale en 1253, un an après l'intronisation de Nivelon. Tous deux étaient neufs aux combats, ce fut l'abbé qui l'emporta. L'évêque

(1) Marlot, t. II, p. 542. — Lelong, *Hist. du diocèse de Laon*, p. 299.
(2) Baluze, *Miscellanea*, p. 496. « In divisione Apostolorum sesita. »
(3) Dormay, t. II; p. 143. — Cabaret, t. II, p. 143.

osa donc attaquer les priviléges de l'abbaye en s'efforçant de la soumettre à sa juridiction, en excommuniant ses *hommes* auxquels il ferma les portes de la cathédrale, et en les citant devant sa justice. Jérôme de Coucy recourut au pape, défenseur naturel des exempts, et Innocent IV, par une bulle du 10 des calendes de mars 1254, manda à l'évêque d'Amiens et à l'abbé de Corbie de citer Nivelon à Rome pour y rendre compte de sa conduite envers Saint-Médard. Le prélat aima mieux abandonner ses prétentions que de faire le voyage. On le voit, en effet, assister, en 1255, à une assemblée de prélats convoquée par Louis IX au sujet de l'évêque de Châlons, et, l'année suivante, au concile de Paris composé des évêques des provinces de Reims et de Sens. L'archevêque de Reims étant venu à Soissons en 1259, les moines de Saint-Médard, instruits par une expérience assez récente, voulurent bien le recevoir, mais à condition qu'il n'entendrait porter par sa visite aucune atteinte à leurs priviléges.

Après la victoire remportée sur l'évêque de Soissons, Jérôme de Coucy parut s'occuper du temporel du monastère. Il appliqua, en 1256, au service des pitances du couvent, un muid de blé de la cense de *Tous-Vens*, pris sur la dîme commune donnée par le chevalier Jean de Tracy. Deux ans après, Richard de *Baalli* (Bailly) remit à Saint-Médard des revenus qu'il avait sur son domaine, entre Moulin *sous Tous-Vens* et Autrêches, et assigna à sa femme Isabelle pour sa dot des biens mouvants de lui au *Châtelet* et à *Ultrebrai*, terroir d'Autrêches, et la moitié de son manoir d'*Outrebrai* (1). L'abbé devint ainsi seigneur et décimateur de Moulin. Jérôme permuta, en 1257, contre 30 arpents de terre, le droit qu'avaient les chevaliers Raoul et Manassès d'Estrées, de prendre pour leurs besoins un chariot à quatre chevaux en la maison du monastère, près de Vez; et reçut de Béatrix, sœur du chanoine Simon de Juvigny, avec l'agrément de Gérard Piches, des biens tenus à terrage des écuyers de Vauxaillon, par Godard, maïeur de ce village (2). Il abolit, en 1259, « une coutume peu

(1) *Cartul. S. Medardi*, tit. *Tous-vens*.

(2) Chartes de Jean de Paris, de 1258, de Guy de Piles, archidiacre, de 1271, et de Me Gervais, official, de 1258.

honnête » qui s'était introduite dans l'abbaye. Tous les ans on y apportait à l'abbé et au couvent des pastilles, des flans, des gâteaux confectionnés par des séculiers de Soissons et aux frais de la maison. Il voulut que ces comestibles le fussent dorénavant avec le blé et la farine de l'abbé, à son four et à ses dépens. Les moines, dont cette mesure ne dérangeait en rien les menus-plaisirs, lui donnèrent sept muids de blé qu'ils avaient reçus de l'abbé Renaud, sur la grange de Crouy, en compensation de 300 livres qui devaient servir à l'acquit de certains anniversaires et qu'il avait employés à payer des biens acquis de Guy d'Autrêches, à Bitry. Faisant assaut de générosité, Jérôme, qui avait, en 1255, exempté des droits de vente tout ce que le couvent achèterait sur le domaine de l'église, approuva par avance tout ce qu'il pourrait acquérir sur celui de l'abbé.

Toutefois, il ne faudrait pas juger l'administration de Jérôme d'après ces quelques mesures utiles, puisque les moines élevèrent de si vives plaintes contre cet abbé, qu'ils accusaient d'avoir dissipé leurs biens, que Rodolphe, ou Raoul, évêque d'Albon, légat du Saint-Siége, dût venir, en 1269, pour réformer l'abbaye dans son chef et dans ses membres. Le légat la trouva, en effet, chargée de dettes et presque ruinée. Le couvent nomma trois religieux qui, à leur tour, en désignèrent dix autres pour examiner l'état des revenus. On ôta à l'abbé la gestion du temporel pour la confier à des commissaires, qui furent chargés de payer les dettes et de pourvoir aux besoins de l'abbé et des moines. Jérôme dût se contenter du spirituel et d'une pension de 10 livres parisis par mois. Son train de maison fut réduit à un chapelain, trois valets et cinq chevaux. Ces commissaires devaient rendre leurs comptes au chapitre quatre fois par an. Au gouvernement de cet abbé, qui mourut le 30 août, ou le 1er septembre, et qui fut inhumé aussi dans le chapitre, se termine la Chronique de Saint-Médard. Comme le nom de Jérôme de Coucy figure aux nécrologes de Corbie, de Collinances et de Notre-Dame de Soissons, il y a tout lieu de croire qu'il s'était montré généreux à l'égard de ces abbayes, peut-être au détriment de la sienne propre. Dans une charte de 1268, l'abbé de Saint-

Médard s'intitulait *Conservateur des priviléges de l'ordre de Cluni* (1).

Jusqu'à la fin du XIIIe siècle, la grande abbaye ne paraît pas offrir un grand intérêt historique. Robert, successeur de Jérôme de Coucy, adhéra, en 1272, à la déclaration de 1255, ce que n'avaient pas voulu faire plusieurs de ses prédécesseurs, « quoique l'abbé et le monastère ne doivent faire qu'un. » En conséquence il exempta de toute coutume la maison donnée au couvent par Simon de Juvigny. Robert fut appelé au concile de Lyon par Grégoire X et gouverna jusqu'en 1276, où les religieux demandèrent au roi l'autorisation de procéder à l'élection d'un nouvel abbé qui fut Gérard V. Malgré le partage des biens en deux menses, il arrivait une foule de débats entre l'abbé et ses moines sur certains points mal déterminés. Gérard s'efforça d'y mettre fin. Ainsi, il se fit attribuer pour 80 livres que le couvent prélevait sur les mairies de Cuisy et de Crouy, 5 s. de cens que celui-ci avait à *Tartiel* (Tartiers) et que percevait le mayeur de Cuisy, 38 s. 9 den. sur des terres, un essein d'avoine sur une maison d'Attencourt, le vinage de Villers la Fosse, 54 s. 4 den. du *tymon* (droit de timonage), 6 s. 8 den. de cens, sur une terre tenue par Robert Dupuits de Courtil, des revenus dans la *poëste* ou seigneurie de Cuisy et à Vauxrezis, les vinages de Crouy, le *tymon* en ce village, au château de Saint-Médard et au bourg d'Aisne, 8 s. sur le bac de Fontenoy, des vinages, dans l'enceinte des murs de Confrécourt et de Forest, fermes de l'abbaye, enfin tous les droits litigieux entre l'abbé et les moines (2).

Les religieux, à leur tour, se montrèrent empressés d'augmenter le domaine du monastère à Ciry depuis la donation qu'ils y avaient reçue en 1207 de Nicolas II, sire de Bazoches. Ils devinrent seigneurs de la partie de ce village où est située l'église, tandis que les moines de Saint-Jean, ceux de Coincy qui présentaient à la cure, ceux de Saint-Crépin le Grand l'étaient du reste avec d'autres laïques, et

(1) *Chronic. S. Medardi.* — *Privileg. S. Medardi propugnatum.* — *Gall. christ.*, t. IX. — *Monasticon Gallic.* (Bibl. nation. *mss.*) — D. Grenier, *Hist. ms. de Saint-Médard.* — H Martin, *Hist. de Soissons*, t. II. Extraits de D. Caffiaux.

(2) *Cartul. S. Medardi*; « carta Roberti. »

que le couvent du Charme y avait aussi une ferme. En 1267, Saint-Médard acheta pour 920 livres tout le domaine d'Ansold d'Offémont et de sa femme Marie, tant à Ciry qu'à Sermoise et à *Chalessaingue* (Salsogne) « en la comté de Champagne, » vignes, terrages, poules de rente, cens, hostises, « homes et fames de cors, bos et seignourie, » justice, provenant « de me sires Joifroiz, d'Arsy, » trésorier de l'église de Soissons, libres de tous droits féodaux, avec l'approbation d'Isabelle d'Aubécourt, de Geoffroy d'Arcy et de Robert de Bazoches, oncle de ce dernier. D'un autre côté, Simon de Vez, écuyer, fils du chevalier Ménessier de Vez, vendit aussi à Saint-Médard, en 1296, son domaine de Ciry tenu en fief du roi Philippe, et comprenant des maisons, des vinages, des terrages, 100 poules et 2 muids de blé de rente, des hostises, un pré au Breuil, deux fours banaux, un pressoir à Sermoise, une part dans le bois du Fay et dans la justice appartenant aux églises, un moulin à vent au-dessus de Ciry, le quart des ventes et exploits qui « issent » ou peuvent « isser » de toute justice et seigneuries; des cens, trois corvées par cheval et une d'homme par chaque « ostel, à pré et le pré à fener », des hommes et femmes du corps, des droits de main-morte et de for-mariage; ce qu'il devait avoir en « franc port » ou « au wiotrage » (droit de voiturage), coutume ou *roage*, toute la justice des fiefs et arrière-fiefs. Simon vendit encore à l'abbaye un autre fief tenu de lui par la dame de la Croix et de celle-ci par le chevalier Thomas de Braine et Gérard de Chacrise, écuyer, consistant en 19 muids de vin de vinage, en un quart de bois du Fay, deux pressoirs, l'un en la rue des Moines, et l'autre au Fay, des droits dans deux fours, 100 gélines, un pré au Breuil, des hostises et terrages, excepté la maison et son enclos de vignes que la dame de la Croix tenait du roi; le fief d'Adam *li Wagues*, de Ciry, écuyer; le fief de Jean de Billy sur Ourcq, chevalier, tenu d'Adam; le fief de Peras de Brécy, écuyer; enfin celui de *Mahauts*, de Sermoise, le tout à perpétuité, sans « décevance, sans fraude et sans barat, » pour 1,800 livres, avec engagement pour le vendeur de procurer l'amortissement du roi, ce qui fit monter la somme à 2,250 liv. tourn. payée par Saint-Médard « en bons deniers contans, » avec

l'assentiment de Jeanne de Richebourg, veuve du chevalier Raoul de Vez; de Marie, fille de Menessier, et femme du chevalier Guy de Morécourt; d'Isabeau de Vez, fille de Jeanne et veuve du seigneur Raoul; de Jean Menessier de Vez, écuyer, frère de Simon. Enfin Colard de Lacroix vendit en dernier lieu à Saint-Médard, l'an 1286, de l'agrément de son frère, écuyer, 6 muids de vin blanc et 2 setiers et demi de blé *d'ivernage* de rente à Ciry et Sermoise, pour les pitances du couvent, et Adam *li Wagues* 4 muids de vinages, en 1287 (1).

Après Gérard V, Philippe Ier obtint l'abbaye du pape Célestin V, fut agréé du roi en 1294 et confirmé par l'évêque de Soissons. Il assista, dit-on, à la translation des reliques de saint Eloi en 1306. Saint-Médard s'enrichit lui-même vers ce temps là d'une relique assez suspecte appelée le *Pas de Dieu*. C'était l'empreinte d'un pied figuré sur une pierre qu'on avait rapportée du Jardin des Oliviers, comme un monument précieux de la douloureuse passion de Jésus-Christ dans ce jardin. Il est vrai que c'était là la version populaire, car les moines attribuaient cette empreinte au pied de saint Médard leur patron. Quoique elle eût été effacée en 1567 par les calvinistes, la pierre qui l'avait portée fut placée sur une colonne de dix pieds de hauteur sous une grille de fer. On y parvenait par un escalier que les pieds des pèlerins avaient tout usé au XVIIIe siècle. A cette époque la colonne se trouvait près de la porte latérale conduisant à la chapelle de saint Sébastien. Malgré la multitude des visiteurs que n'avaient pas tardé d'attirer à Saint-Médard le *Pas de Dieu*, cet établissement n'eut plus au XIIIe siècle la splendeur historique de l'antique abbaye carlovingienne, témoin de tant d'assemblées, de fêtes retentissantes, de couronnements et de déchéances impériales; mais il restait encore le grand monastère, puissant en opulence, en priviléges, en possessions territoriales. Défendre ceux-ci en toute occurrence, tantôt contre la commune de

(1) *Cartul. S. Medardi*, chartes de N. de Bazoches, avril 1207; de Jean de Torotte, official, de 1264; d'Ansold, de Jean de Torotte, de Geoffroy d'Arcy et de Robert de Bazoches, de 1267. — Lettres de Jean de Corrobert, garde-scel de la prévôté de Château-Thierry, de 1296. — Charte de 1280. — Charte d'Adam *li Wague*, de 1287.

Soissons, tantôt contre les évêques jaloux de voir leur autorité expirer aux limites de ce territoire exempt, les faire confirmer et corroborer sans cesse par la cour de Rome; ajouter aux donations anciennes des donations nouvelles, augmenter les bénéfices ruraux et les défendre contre les envahissements des seigneurs laïques ou la négligence des abbés, percevoir les revenus d'un grand nombre de belles fermes qu'ils possédaient encore et qu'ils faisaient administrer par des clercs servants ou rendus, mitiger quelquefois la vieille observance bénédictine, comme par exemple en obtenant du pape, de même que ceux de Saint-Crépin, la permission de porter le bonnet à l'église, telles étaient avec les exercices religieux les occupations ordinaires des moines de Saint-Médard (1).

Par sa vaste enceinte fortifiée, flanquée d'un grand nombre de tourelles, baignée de profonds fossés pleins d'eau et ne donnant accès dans ses murs que par trois ponts-levis successifs, ce monastère ressemblait à l'extérieur plutôt à une ville de guerre du moyen âge bien défendue, bien hérissée de toutes parts, qu'à un établissement religieux. Mais au milieu de ces remparts nécessaires pour sa défense, on reconnaissait bientôt la cité monastique avec ses églises, ses chapelles surmontées de leurs clochers aux formes diverses, ses cours, ses bâtiments, ses jardins, ses eaux, son hospice, ses cloîtres immenses, les officines de tous genres dans lesquels circulaient des religieux, des chanoines, des prêtres, des clercs, des frères rendus, des pèlerins, de nobles visiteurs. Son grand cloître, ou cloître de Saint-Louis, surtout, construction du genre ogival pur, formait l'un des plus beaux ornements de l'abbaye et se distinguait par son élégance au milieu de tant d'édifices encore romans. C'était une galerie voûtée, affectant la forme d'un vaste parallélogramme, d'une longueur de

(1) *Chronic. S. Medardi.* — *Gall christ*, t. IX. — *Voyage littér.*, t. II. — D. Grenier, *mss.* Extraits de l'ancien Cartulaire de Saint-Médard, et fragments de l'histoire de cette abbaye, par D. Caffiaux (n° 1, p. 8).

Remarque. — On trouve dans le Cartulaire de Saint-Medard (Bibl. nation., titre *Soissons*) une charte de 1276, de Geoffroy, abbé de ce monastère, selon laquelle Raoul de Juvigny a donné une maison à Thierry cardinal, et celui-ci à Saint-Medard, pour un surcens de 15 s. 4 den. Serait ce un nouvel abbé qu'il faudrait ajouter à la liste du *Gallia christiana?*

23 toises sur une largeur de 21e et 5 pieds, que soutenaient des piliers remarquables par leur délicatesse et leurs chapitaux décorés de feuillage, et dont il reste encore une des extrémités transformée aujourd'hui en chapelle.

La partie occidentale du monastère défendue par une triple enceinte formait un château proprement dit habité par des vassaux de l'abbaye, des officiers de sa justice, des sergents, des hommes d'armes, des chevaliers. C'était comme la citadelle de la ville monacale. Des veilleurs de nuit y faisaient le guet sur le haut des tours. Guibert de Nogent raconte de l'un de ces veilleurs une légende qui avait cours de son temps et faisait partie des nombreuses merveilles qu'on racontait dans le pays. Cet homme ayant passé, selon l'usage, une partie de la nuit au-dessus de la porte de la tour, qui était du côté du vivier, en chantant et jouant du sistre ou du cornet, descendit pour se promener au bord de l'eau. Tout à coup il vit apparaître trois femmes dont l'une prononça ces mots qu'il entendit distinctement : « Entrons dans celui-ci. » — Mais « il est trop pauvre, répondit une de ses compagnes, il ne pourrait pas nous bien traiter. » — « Il y a ici, reprit la troisième, un certain Hugues, clerc gros et gras, et riche en toutes sortes de choses, qui nous nourrira bien. C'est à lui qu'il faut nous attaquer d'abord. » Alors, continue Guibert, ces fantômes ayant disparu, l'homme se recueillit en lui-même et comprit qu'il s'agissait là de trois sortes de fièvres les plus renommées; que celles-ci le dédaignaient à cause de sa pauvreté et voulaient entrer dans celui qu'on aurait beaucoup de peine à épuiser dans sa chair et dans sa fortune. Sans attendre le jour, il retourne sur ses pas, et abordant les premiers moines qu'il rencontre, il leur raconte ce qui vient de lui arriver, en les priant d'envoyer savoir comment le clerc Hugues se portait. On y alla et on le trouva en effet en proie aux ardeurs dévorantes de la fièvre. « D'après ce que nous venons de raconter, ajoute naïvement Guibert, on prétend que ces sortes de maladies sont, par un jugement de Dieu, données aux hommes par le démon. » (1).

La commune de Soissons, toujours entreprenante du côté

(1) Guib. novig. *De Vita sua*, lib. 2.

de Saint-Médard, essaya maintes tentatives pour étendre sa juridiction, non-seulement sur la rive droite de l'Aisne, mais encore jusqu'au château de l'abbaye qui surtout lui portait ombrage. Elle prétendit que la justice du sang dans le bourg d'Aisne lui appartenait, mais un jugement fut rendu contre elle par la justice de l'abbé. Les bourgeois ayant interjeté appel de ce jugement, et l'un des « jugeurs » ayant offert son gage, selon la coutume du pays, se déclarant prêt à prouver l'équité de la sentence, ils gardèrent le silence, car il paraît que les appels n'avaient pas encore lieu dans le Soissonnais (1). Quant au château, ils avaient été jusqu'à élever forteresse contre forteresse, mais Louis VII ordonna la destruction de la *ferté* de la commune. Celle-ci tenta sans doute de la relever, car en 1181, Philippe-Auguste, étant à Senlis, confirma l'ordre donné par son père, en déclarant que le château de Saint-Médard appartenant au roi, il ne souffrira pas qu'on relève son rival (2).

Il y avait dans l'intérieur du château de Saint-Médard, dont faisait partie la porte d'entrée actuelle, des habitations que les religieux achetaient ou louaient. Il est question, en 1236, d'une de ces maisons, « située dans le château, près de la porte du palais *(in castro S. Medardi prope portam palatii),* » expressions qui accusent encore l'existence, au XIII^e^ siècle, de la maison royale de Saint-Médard. Il est aussi fait mention, en 1259, d'une maison, à l'usage de *l'argenterie,* sise dans le faubourg de ce château *(in suburbio castri S. Medardi);* d'une autre, en 1273, également dans le château et appropriée aux usages du couvent, et sise devant la chapelle de Saint-Laurent; et d'une troisième, en 1273, occupée par un gardien de nuit. Les comtes de Soissons avaient acquis, on ne sait comment, des droits de *timon* ou de *timonage,* non-seulement à Crouy et à Braye, dépendances de l'abbaye, mais encore dans le château même de Saint-Médard. Jean, l'un d'eux, vendit, et Raoul, vicomte de Cœuvres, à son retour de Palestine, donna,

(1) *Archiv. impér.*, par BOUTARIC, t. I, p. 31.

(2) « ...Firmitatem, quam burgenses suessionenses deversus S. Medardum fecerunt ex adverso unum castrum S. Medardi quod nostrum est, extra firmitatem relinquebatur, quum videlicet genitor noster *fecimus*, deinceps fieri non sustinebimus... » (*Cartul. antiquum S. Medardi*, Archiv. de l'Aisne.)

en 1255, au monastère, ce droit qui ne rapportait au comte que 3 oboles par chariot, mais qui devait froisser vivement les moines (1). Le même Jean, après de vives discussions, leur reconnut, en 1263, l'exemption de tout avalage, *paiage* et vinage par terre et par eau et le droit d'avoir jusqu'à quinze « estaliers francs dou chatel de S. Maart » en son « marchié de Soissons »; de « vendre cire en détail au bourg d'Eaine » sans sa permission; d'élever le tonlieu de tout le bourg, même du vendredi à midi jusqu'au samedi soir, sur toutes les ventes et achats (2).

Le domaine de Saint-Médard s'étendant sur toute la plaine environnante, comprenait le faubourg qui entourait une partie de son enceinte, Crouy et le bourg d'Aisne où il possédait des maisons, rue de Raoul Fouchier, *(in vico Radulphi dicti Fouchier)* (1248); *au Gravier* ou rue *des Graviers* (1245); *aux Pois (ad Pisa*, marché aux pois); rue de l'*Estaple;* une que lui vendit, en 1269, le chevalier Jean Dupré, rue *Louisiard (in vico Louiardi);* une autre venant de Pierre aux Pois, en l'*Escorcherie sur l'Aisne*. Le monastère percevait aussi des droits sur une maison du *Champ Bouillant (de Campo Bulliente)*, située devant le chevet de l'église de Saint-Vaast, provenant de Me Pierre de *Champ-Bouillant;* d'autres à Soissons, provenant de l'abbé d'Igny (1214), et d'Oudard de Châtillon, dit le *Sommelier*, au-dessus du vivier, près de l'église Saint Laurent. En 1182, l'abbé Geoffroy avait vendu à Robert *Cheval*, la moitié d'une maison au carrefour, près de l'église Saint-Quentin *(in stapleo juxta S. Quintinum)*, laquelle avait été donnée à Saint-Médard, par Hugues de Cuisy (3). Enfin, Raoul de Trie, chambellan du roi de France, donna au monastère ce qu'il possédait au Mont *Revel* (Revers?) (4). Les revenus en vin provenaient surtout des nombreuses vignes et des vinages de Crouy dont plusieurs avaient été donnés par

(1) *Cartul. de Saint-Médard* (Bibl. nation., n° 106). On pourra, à l'aide de ces renseignements et de l'ancien tableau du Musée de Soissons, reconstruire par la pensée le monastère et le château de Saint-Médard.

(2) *Cartul. antiquum S. Medardi.* (Archiv de Laon.)

(3) *Ibid.* Charte de Geoffroy, de 1182.

(4) Il s'agit sans doute ici de maisons du quartier du *Mont-Revers* à Soissons. Charte de Barthélemy de Roye, de 1209.

Me Jean Latôme, de Crouy, et sa femme, Emmeline, de Bucy, qui avaient choisi leur sépulture à Saint-Médard (1).

Mais la source la plus féconde des revenus de ce monastère étaient autrefois les nombreux bénéfices de sa dépendance, tant au diocèse de Soissons que dans les diocèses étrangers. Ces bénéfices étaient les abbayes de *Saint-Ocren*, au pays de Troyes, de Saint-Rogatien, au pays nantais, de Malval, dans le Maine, de Notre-Dame, en Aquitaine; mais, au XIIIe siècle, il ne lui restait plus guère que les prieurés de Vénérolles et de Vigneux, dans le Laonnois, de Donchery, dans le Rémois, de Montgru, de Lacroix Saint-Ouen, de Rethondes, de Montigny-Lengrain, de Vic sur Aisne; les prévôtés de Rivière, de Laval-Cuisy, de Marizy Saint-Mard, de Chivres, de Rugny, de Cergy, de Favières, dans le Soissonnais, de Hausin, dans le Liégeois; les sept prébendes de Sainte-Sophie; quatre églises paroissiales exemptes : Saint-Laurent, « au château de Saint-Médard (2), » comprenant dans sa juridiction le faubourg de l'abbaye et à la collation de l'abbé qui la faisait desservir par un religieux ayant, comme curé, dans les derniers temps, la portion congrue; Notre-Dame de Rethondes, Saint-Sauveur de Choisy au Bac, Notre-Dame de Lacroix Saint-Ouen, conférées par l'abbé, sauf la dernière qui était à la collation du prieur du lieu; quatorze églises paroissiales non exemptes dans les diocèses de Reims, de Laon, de Liége et d'Arras, et une dans le diocèse de Soissons, celle de Damery. A ces bénéfices il faut ajouter des fermes superbes environnées, au XIIIe siècle, de remparts solides avec tours et portes monumentales, qui avaient chacune leur chapelle et étaient exploitées par des frères convers, ayant à leur tête un religieux prêtre, telles que la Perrière (3), Confrécourt, Forest, Puiseux, Moufflaye, Moulin sous Tous-Vents, le grand et le petit Saint-Médard à

(1) *Cartul.*

(2) Cette indication démontre clairement que le château de Saint-Médard comprenait les trois enceintes qui se trouvaient du côté de la porte actuelle et la petite place où s'élevait la chapelle Saint-Laurent.

(3) Dans deux chartes de 1254 et de 1265, on mentionne une terre achetée par Collard de Juvigny, maïeur de Soissons, à Colard, fils d'Etienne de Liecent de Crouy (*de Croyaco*), sise « ès tertres contigua culturæ nostræ de Petraria... in monte super Pereriam ubi dicitur en Chencole juxta culturam nostram. » Colard donnait cette terre à l'abbaye. (*Cartul. antiq.*, Archiv. de Laon.)

Pimprez, près de Noyon, etc. Plusieurs de ces bénéfices, prieurés et prévôtés, méritent une mention spéciale dont les cartulaires fourniront les éléments.

Le prieuré de Saint-Timothée de Vénérolles, près de Guise, l'un des plus anciens prieurés de Saint-Médard, paraît avoir donné le nom de *rue des Moines* à un hameau de ce village. Il reçut en 1207 de Huard, fils de Simon de Chiry et de Marguerite de Tupigny, sa femme, avec l'agrément du chevalier Gilon de Saint-Michel, des revenus sur plusieurs maisons du village où le monastère possédait déjà un moulin. Ce moulin, suivant une charte de 1243 de Renaud, chevalier de Vadencourt, servait une rente de 3 *fouaces*, de 3 chapons et d'un setier et demi de vin. La grange des religieux à Vénérolles, devait aux héritiers de Nicolas de Tupigny une rente pareille et 22 muids de grains que délivrait la *maison de Vénérolles;* mais ceux-ci leur donnèrent et vendirent en partie cette rente pour 306 livres, dont ils se « dévêtirent ès-mains du maïeur de Vénérolles en présence des échevins à ce appelés » en l'année 1247 (1). Il ne sera parlé ici que pour mémoire du prieuré de Sainte-Léocade de Vigneux, village dont la reconstruction était due au monastère et qui avait été placé sous la *loi de Vervins* au XII[e] siècle.

Saint-Médard eut la plus grande peine à conserver ces bénéfices éloignés, surtout le prieuré de Donchery sans cesse envahi par les seigneurs de Rethel, ses avoués. L'abbé Enguerrand, après avoir apaisé des procès en 1160 et 1162 entre l'un de ces derniers et Hugues d'Igny, dut porter au saint-siége de vives plaintes contre le comte de Rethel et ses neveux qui poussaient leurs vexations à l'égard des *hommes* du prieuré, jusqu'à les faire saisir et les forcer ensuite à payer rançon. Hugues, l'un d'eux, eut l'audace de s'emparer de la terre de Saint-Médard et de faire souffrir mille avanies aux religieux mêmes. Alexandre III « se croyant d'autant plus obligé de défendre les biens de ce monastère que l'on sait, écrivait-il à l'archevêque de Reims, qu'il appartient en droit et en propriété à Saint-Pierre, » manda à ce prélat de sommer le déprédateur de réparer ses

(1) *Cartul. de Saint-Médard.*

torts, sous peine de voir mettre son domaine en interdit, et lancer contre lui-même une sentence d'excommunication, et de déployer la même vigueur à l'égard du comte de Rethel, son oncle. Il n'est pas douteux qu'en présence d'une pareille menace, les coupables ne soient revenus à résipiscence. Les choses n'en allèrent pas mieux dans la suite puis qu'en 1210 le chevalier Baudoin de Donchery donna au prieuré une partie du moulin de Veringues, pour l'absolution des *forfaits* dont il s'était rendu coupable envers lui comme ses ancêtres, et qu'en 1257, Gaucher, comte de Rethel, « avait discors » avec Saint-Médard pour le droit de vinage qu'il réclamait non-seulement sur les gens de Donchery, mais encore sur la terre de l'abbaye. Le prieur avait ce droit à Soignon, consistant à lever par chariot y passant et repassant 2 sous 8 den. paris. et 16 den. par charrette (1).

En leur qualité d'avoués du prieuré de Saint-Médard, les seigneurs de Rethel faisaient hommage à l'abbé, et l'on vit, même en 1458, Charles de Bourgogne déclarer par une charte que « comme voué et à cause de la vouairie de Doncherie » il est « homme et tenant en fief » de l'église de Saint-Médard de Soissons, et pour cela en fait à l'abbé « au nom de ladite église, foy et hommage et autres devoirs tels qu'il appartient. » Aussi les comtes de Rethel étaient obligés d'assister avec les autres vassaux de Saint-Médard à la procession des *Pardons*, qui avait lieu en l'abbaye tous les cinquante ans, et d'y porter le dais sur la châsse de saint Sébastien. Dès le XVII^e^ siècle, il ne restait plus du prieuré de Donchery que des ruines qui, selon l'historien Marlot, excitaient la tristesse. L'église seule, encore debout, possédait toujours de beaux revenus et de nombreuses reliques dont les moines l'avaient enrichie. On y vénérait surtout une partie du corps de saint Onésime, évêque de Soissons, exposée sur l'autel dans une châsse couverte de lames d'or et d'argent, des os des saints Médard, Gildard et Sébastien, et d'autres précieux restes des serviteurs de Dieu (2).

(1) *Cartul. Doncheriaci.* LAURIÈRE, *in Glossario juris Gallici.*
(2) *Cartul. de Saint-Médard*, titre *Donchery*. — MARLOT, t. I, p. 508, édit. latine.

Indépendamment du prieuré de Saint-Georges, le bourg de Damery, situé sur la Marne, entre Châtillon et Epernay, et où il y avait eu, dit-on, des thermes et un hôtel des monnaies sous les Romains, ne possédait pas moins de trois chapelles et une église paroissiale; l'une de Saint Laurent au hameau d'Arty, à la collation de l'évêque, où l'on disait trois messes par semaine et une les dimanches et fêtes; l'autre, de Saint-Hubert, au faubourg, et la troisième au château. L'office de la cellérie de Saint-Médard tirait 400 livres provin. du prieuré de Damery qui avait été rendu au monastère au XII^e^ siècle. Henri, comte de Troyes, reconnut et confirma, en 1153, les priviléges d'exemption que prétendait Saint-Médard, non-seulement à Damery, mais encore à Sergy, Soilly, Augy, Saulchery, Marisy, Rugny, Rozet, Grisolles, *Olimchamps* et Montgru. Il décida même en sa cour de Troyes, l'an 1171, que si lui et ses sergents et chevaliers de Damery acquéraient ou tenaient des terres chargées de cens ou vinages appartenant à l'église dans les limites du manoir seigneurial, ils paieraient à celle ci, outre 8 sous de rente, « toutes les menues coutumes. » De plus, il lui reconnut toute la justice de ce manoir, la garde des bois et le droit d'appeler à ses plaids, pour prêter main-forte à son prévôt, les sergents de Châtillon qui devront conduire leurs prises « en la cour de Saint-Médard à Damery » sauf au prévôt à en attribuer la moitié aux officiers du comte.

Henri se montra toujours favorable au prieuré quand il dut plaider en sa cour de Troyes. Milon de Venteuil voulut exempter de la taille du monastère les hommes de Damery établis à Venteuil; il perdit sa cause, selon une chartre du comte donnée à Noyon, en 1171. La moitié du four banal de Damery ayant été assurée à St-Médard par l'abbé Enguerrand, et l'autre moitié donnée en fief à Guérin de Damery, ce fut matière à discorde pour la *mairie* du four. On prit cette décision bizarre, en présence du comte : Tout le four demeurait à Guérin et la mairie au monastère, mais au cas que les deux parties le donnassent à cens, elles le posséderaient ensemble, autrement elles l'auraient chacune leur semaine, avec partage du revenu. Que si quelqu'un, « le four cuisant, » allait faire cuire son pain ailleurs, il paie-

rait 2 sous d'amende ou se purgerait par serment *(nisi inde septima manu purgare voluerit)* et acquitterait le droit de four *(fornagium)*, qui serait partagé entre Guérin et l'abbaye. C'est encore là un exemple curieux de la manière dont se gouvernait alors un four banal (1).

Le prieuré de Damery prit une nouvelle extension au XIII^e^ siècle. L'archevêque Guillaume de Champagne renonça, en 1200 et 1202, pour lui et ses successeurs, à tout droit de gîte en cette maison, à laquelle Robert, ou Gobert de Chérizy et de Muret donnait alors les deux fiefs de Philippe, frère de Gervais, tous deux chevaliers de Damery, et de Pierre, chevalier de Vic sur Aisne, qu'il tenait de l'abbaye. Par un arrangement de 1202, entre le prévôt de Damery et Gauthier, abbé de Hautvillers, on voit que la prévôté avait sa cour de justice, ses coutumes propres et ses sergents aussi bien que cette abbaye. Ce chevalier Philippe de Damery acquittant mal les droits du prieuré, Blanche, comtesse de Champagne, voulut qu'il les payât comme un homme de *poeste*. Elle en agit de même et pour les mêmes causes à l'égard du chevalier Baudoin de Damery, fils de Gervais de Damery ; mais il ne fallut rien moins qu'une sentence d'excommunication lancée en 1217 contre Gérard, frère d'Hermand *le Chien*, et sa femme Hersende, et, en 1219, contre Guy, chevalier de Damery, pour leur faire acquitter certaines dimes au prieuré. Ce dernier reconnut son tort devant Gervais, archidiacre de Brie, et promit, lui, sa femme Mélissende et son frère, le chevalier Odon, de s'abstenir de toute molestation à l'égard de l'abbaye.

Malgré ces obstacles, Saint-Médard poursuivit le cours de ses acquisitions à Damery dans lesquelles figurent de nombreux seigneurs de ce lieu. Le prieuré acquit, en 1222, des vinages et cens du chevalier Milon de Troissy et d'Emmeline, sa femme, sur le manoir du bourg, en présence de l'archidiacre de Brie, Simon de la Tournelle ; des rentes à Fleury, Cumières, sur les oboles du tonlieu de Châtillon ; en 1223, des vinages à Damery, de Gilles, abbé d'Orbais ; en 1225 et en 1232, des cens de Guy de Montorgueil et de Marie, sa femme ; en 1230, des vinages de Baudoin de

(1) *Ibid. Cartæ ann.* 1152, 1153, 1154.

Fleury, fils de Gervais de Fleury, à Damery, où Simon de Montorgueil donna aussi des rentes sur des terres provenant de Guy, son frère, et où l'abbaye acheta, en 1232, de Pierre de Damery, « le tiers d'une obole » sur la justice et le tonlieu du bourg. Celle-ci, en outre, acheta de Baudoin et de Gilon, fils de Philippe de Damery, des rentes sur le moulin du village; en 1230 et en 1254, de ceux-ci et de Guillaume le Clerc, chevalier de Damery, et de sa femme Melissende, des maisons de la rue du Pont; en 1229, du chevalier Gilon de Cramoiselles, une vigne aux *Choiniaux*, à Damery; en 1250, de Vivien de la Waite et de Hundeburge, sa femme, des rentes pour « l'œuvre du couvent, » et en 1251, des rentes sur des hôtes, à Cumières, de Robert de Damery, écuyer, seigneur de Marne, et de « damoiselle » Félicie, sa femme, de Hermand et Craingnart, échevins de Damery, du chevalier Raoul Papillon, etc. Enfin, le chevalier Baudoin Brulard de Damery, pour réparer ses injustices et celles de sa famille envers Saint-Médard, lui vendit des rentes semblables, à Damery, qu'il remit aux mains de l'argentier du monastère, en présence du doyen de Viviers, du moine Tristan et autres (1). Malgré cette antique prospérité, le prieuré de Damery ne paraît pas avoir prolongé son existence jusqu'au XVIII[e] siècle, car si l'on voit, d'un côté, l'abbé de Saint-Médard présenter alors à la cure de Saint-Georges de Damery, c'est le prévôt de Favières qui en est le décimateur.

Il reste peu de souvenirs sur le prieuré de Montgru Saint-Hilaire, village situé près d'Oulchy le Château, au haut d'une colline baignée par l'Ourcq. L'abbé avait la collation de ce bénéfice chargé de 100 messes par an. Sa chapelle, dédiée à saint Sébastien, abandonnée après la Révolution, a été rendue au culte quoique elle se trouvât enclavée dans l'ancienne ferme du prieuré. L'église de la paroisse, du titre de Saint-Hilaire et à la nomination de l'évêque, étant tombée en ruines, cette chapelle, depuis 1750, servait d'église paroissiale. Des trois cloches qu'elle possédait alors, l'une était celle de la chapelle priorale, qui joignit à son titre de Saint-Sébastien celui de Saint-Hilaire.

(1) *Cartul. antiq.*, titre *Damery*.

A cette époque, les princes d'Orléans, comme ducs de Valois, étaient seigneurs de la partie de Montgru qui était en *franc-alleu ;* le prieur l'était du reste de la paroisse et avait tous les droits de justice. Celui-ci était, en outre, exempt de toute dîme sur ses terres formant au moins le quart du territoire. Le curé dîmait sur le reste pour sa portion congrue. Selon plusieurs chartres, l'abbaye de Notre-Dame de Soissons avait concédé à Saint-Médard, en 1187, tout ce qu'elle réclamait à Montgru et au hameau de Wadon. Le prieuré possédait, en 1227, des revenus en grains à Violaines (Maast), des vignes et des terres à Prigny en 1259 (1).

Le prieuré de Lacroix Saint-Ouen, qui avait succédé à l'abbaye de ce nom, ruinée par les Normands, et qu'on avait réunie à Saint-Médard, n'avait pas de chapelle particulière. Le même édifice, qui paraît double, renfermait l'église du prieuré, à la charge du prieur, et l'église paroissiale. Cet état de choses engendra des discussions entre les deux bénéficiers, sur certains droits paroissiaux, et il fallut que l'évêque de Senlis accordât à ce sujet, en 1202, le prieur et le curé de Lacroix, nommé Aloud. Il attribua à celui-ci la visite des malades, la confession de ceux-ci et des « sains, » la purification des femmes, la sépulture. Quant aux messes des défunts, l'un chanterait la première et l'autre la seconde, avec partage des bénéfices. Le roi Louis IX permit à Saint-Médard de défricher le bois appelé *li Hasois* de Saint-Ouen, situé entre ce village et l'Oise, et dont il avait la grurie, pour les grands avantages qu'en pourraient retirer l'abbaye et les villages environnants. L'espace défriché en commun était de 252 arpents et fut partagé entre elle et le roi. Les hommes de Lacroix et de *Mareschières* reçurent 80 arpents en compensation des pâturages qu'ils avaient dans le bois défriché, à la charge d'une rente de 2 deniers envers Saint-Médard, qui n'en pourrait réclamer que la dîme seule et en aurait la justice, sauf la haute, laquelle serait partagée avec le roi (2).

(1) *Ibid.* Chartes de Marguerite, abbesse de N.-D., de 1187 ; de Raoul, abbé de Saint Médard. de 1227, et une de 1259. — *Etat du Diocèse.*

(2) *Cartul. S. Medardi ;* charte de Louis IX, donnée à Paris.

Les prieurés de Saint-Etienne de Choisy au Bac et de Saint-Pierre de Rethondes avaient succédé aussi à d'anciennes abbayes. Saint-Pierre dégénéra en prieuré conventuel, puis en bénéfice simple conféré par l'abbé de Saint-Médard. La maison et l'église priorales existent toujours ; il ne reste plus que des ruines de celles de Choisy (1). Quant au prieuré de Saint-Sébastien de Montigny-Lengrain, on n'en connaît guère que le nom ; il faut observer toutefois que le culte de saint Sébastien était de temps immémorial en grand honneur à Montigny, et qu'aujourd'hui encore cette paroisse est le siége d'une importante confrérie de ce saint, l'un des patrons de l'abbaye de Saint-Médard.

Un des plus beaux domaines de cette abbaye était toujours la terre et le château de Vic sur Aisne avec le prieuré de Sainte-Léocade, ainsi qu'on l'a vu à propos du poëte Gauthier de Coincy. Vic sur Aisne formait avec Buzancy, Cœuvres et Ostel les quatre vicomtés de Soissons. La vicomté de Vic, ou de Fromentel, ainsi appelée d'un lieudit et d'une fontaine où elle commençait près de Soissons, s'était formée du domaine de Vic usurpé par Guy de Vermandois, comte de Soissons, sur l'abbaye de Saint-Médard. Elle passa, avec le comté, à son fils Renaud, ce qui aurait donné lieu à ce proverbe « qu'un bon homme et un méchant cheval n'en deviennent pas meilleurs pour aller à Rome. » Vic ayant été rendu à Saint-Médard après la mort de Jean II et de Marie de Chimay, qui ne laissaient pas d'héritiers, la vicomté de Fromentel fut réunie à ce château, avec le droit de grand avalage et de travers sur les eaux de la vicomté, c'est-à-dire depuis Vic jusqu'au confluent de l'Aisne et de l'Oise, à Choisy. Avant la réunion, la vicomté de Fromentel finissait au pont de Vic, où l'on percevait le droit de parcours en passant devant et à travers le château, et comprenait dans son ressort les villages et les enclos, à l'exception de quelques maisons de Saint-Christophe qui ressortissaient de la châtellenie de Vic.

Quant à l'avouerie de ce lieu, elle était passée, au XII[e] siècle, des anciens chevaliers du château, avec l'auto-

(1) Voyez au t. I[er] de ces *Annales*, pp. 196 et 199.

risation de l'abbé, aux seigneurs de Pierrefonds, qui la cédèrent à des chevaliers de la maison de Nanteuil la Fosse, unie à celle de Châtillon. Gaucher Ier de Châtillon, seigneur de Nanteuil, la transmit, en 1177, de l'aveu des abbés de Saint-Médard et des sires de Pierrefonds, à son quatrième fils, Guillaume de Vic, lequel vivait encore en 1218. Après sa mort, le fief de l'Avouerie passa aux enfants de Guy, son frère, puis à Gaucher Ier d'Autrèches, celui qui mourut si glorieusement en Palestine, à la suite de Louis IX, et enfin aux enfants de Gaucher, son second fils. Pendant l'absence de Gaucher Ier et pendant la minorité de son fils, elle fut tenue par un écuyer, nommé Matthieu (1), sans doute parent de Gaucher II, qui prenait le titre d'avoué de Vic et de châtelain de Bar (2). Son fils, Gaucher III de Vic sur Aisne, chevalier, qui existait encore en 1335, jura sur les saints Evangiles et sur les saints autels, d'entretenir de bonnes relations avec Longpont et de rendre aux religieux tous les services qui dépendraient de lui (3). Depuis ce Gaucher, on perd la trace des titulaires de l'Avouerie de Vic, qui dut naturellement être supprimée par l'incorporation de cette terre, au XIVe siècle, dans la juridiction de l'Exemption de Pierrefonds. Le roi avait conservé au château de Vic, qui était de l'ancien domaine royal, un droit de gîte, lequel, de 100 livres, fut porté, en 1257, à 111 livres 3 sous 8 deniers, et, en 1259, à 118 (4).

Les acquisitions de Saint-Médard à Vic et aux environs furent nombreuses aux XIIe et XIIIe siècles. En 1150, Hugues de Rivière lui donne 16 esseins de blé de rente sur le moulin du château de Vic, devant Gaucher de Ressons, Bérard de Vic, Payen le Turc, Bérard de Nouvron et Odon, doyen de Berny. En 1172, l'abbé Enguerrand permit aux hommes de Vic et d'Autrêches d'habiter près de Pontfar *(Pontem Buffardi)*, moyennant une redevance de 3 sous par maison. Le chevalier Gobert de Muret et sa femme Helvide rendent à l'abbaye, en 1235, deux fiefs qu'ils

(1) *Chronic. Longip.*, p. 279.

(2) Charte de l'abbaye de Saint-Denis, de 1278.

(3) *Chronic. Longip.*, p. 332.

(4) Carlier, *Hist. du Valois*, t. II, p 24. — Rousseau, *mss.*, t. II, p. 20.

tenaient d'elle à Vic et à Damery, en reportant sur un autre fief de Baudoin d'Ecuiry les droits qu'Helvide pouvait réclamer, à raison de sa dot. Eudes de Rivière lui vendit, en 1226, un vinage à *Mausenges* sous Confrécourt *(subtus Gonfroucourt)*; Jean de Vic, dit d'Autrêches, des rentes sur le moulin de Vic et les rouages de ce bourg et de Fontenoy, avec la caution de Matthieu de Vic, maieur de Cuisy, et de Pierre, bailli de Vic. Hugues, clerc de Saint-Gervais de Soissons, lequel devait un cens de 2 deniers nérets au lieudit *Gaverel*, à Vic, près de la maison des chevaliers Matthieu et Pierre, donna à l'abbé Jérôme des droits d'avouerie. Gilles de Courbesans vendit à Saint-Médard, en 1259, pour 24 livres 50 sous, tout ce qu'il possédait au château de Vic et aux environs, c'est-à-dire 15 hostises avec leurs hôtes, justice, rentes de poules et chapons, champarts, terres, trois hommages *pleins* devant chevauchée à Simon d'Attichy et à Viard de Moulin, et se reconnut homme-lige de l'abbé pour le fief de Berny, village où le prieur de Sainte-Léocade dîmait avec ce dernier et l'évêque.

On voit se signaler à cette époque, comme bienfaitrice de Sait-Médard, une famille nommée Piches, ou Pichet. En 1259, Jean Piches, maïeur de Vic, vendit un fief de 16 esseins de blé à l'abbé Jérôme, sur le moulin de Saint-Médard; mais le chevalier Roger Piches et sa femme Marguerite donnèrent à l'abbaye, en 1272, des terres et des vignes devant la maison des lépreux de Berzy le Sec, sur les domaines de Saint-Gervais, de Notre-Dame, de Saint-Médard et d'Ade de Courmelles, veuve du chevalier Raoul du Château, et du chevalier Bouchard de Berzy, avec l'approbation de Godescald, clerc de Saint-Médard et de Julienne, enfants de Marguerite, et de Colard *li Hiaumiers*, mari de celle-ci. Le même Roger ajouta encore à cette donation des rentes sur le moulin de *Kaigny* et deux essaims d'abeilles sur les hôtes de Moulin sous Tous Vents (1). Enfin, Roger paraît sous le titre de chevalier de Saint-Médard, avec Guy, chevalier de Chouy, dans une chartre de Béatrix, abbesse

(1) Chartes de 1272 et 1275 de l'official de Robert de Vailly, etc., etc. — Charte de Béatrix au vieux Cartul. de Saint-Médard.

de Notre-Dame, de 1221, concernant la chaussée du moulin de Marizy.

Saint-Médard perdit, en 1277, un procès au parlement, au sujet d'un pâturage que lui disputaient les hommes de Vic (1), quoique Jean de Ronquerolles, bailli de Vermandois, le lui eût accordé ; mais en 1316, il fut maintenu par cette cour dans un droit de saisine qu'il percevait le long de la rivière, sur le territoire de Vic, et que le bailli de Senlis revendiquait pour le roi, comme étant perçu sur des lieux relevant de son baillage et du ressort de la chatellenie de Pierrefonds (2).

Vic sur Aisne était le centre des possessions de Saint-Médard en ces quartiers-là. Le monastère acquit, en 1270, des droits sur le moulin *Quokerille,* à Attichy, et reçut de Geoffroy, prêtre de Saint-Pierre à la Chaux, de Soissons, et du chapelain Geoffroy, son vicaire, 100 livres qui servirent à fonder leur anniversaire, sur des cens de Crouy et d'Attichy, que le maïeur de Crouy et le chapelain de Vic devraient percevoir. De sa terre de Bitry, où Herceline, femme de Pierre de Vic, lui avait donné un alleu, en 1238, Saint-Médard n'avait conservé que la châtellenie relevant de l'abbaye. L'église, dédiée à saint Sulpice, était dans l'enceinte même de la forteresse, dont il reste quelques murailles crénelées, et l'on voit encore dans son transept la chapelle seigneuriale avec une cheminée, en style du XVI^e^ siècle, et une porte donnant dans le château (3). Divers échanges de terres qui avaient eu lieu auprès des fermes de Tous-Vents, de Puiseux, de Saint-Léger, dans la vallée de Kennevières (1139 — 1167), avec l'abbaye d'Ourscamp, amenèrent dans la suite divers conflits entre les deux maisons, Aussi le célèbre Pierre de Latilly, alors chanoine

(1) M. Boutaric traduit ces mots *de Vico super Axonam*, par « des habitants de Vez sur Autonne » *ce qui est une erreur évidente.*

(2) CARLIER, t. II, p. 23.

(3) Au XVII^e^ siècle, une dame de Bitry, de la famille Hotteman, fonda un vicaire à Saint-Pierre lès Bitry, où il avait trois fiefs dits du *Chapitre*, de *Notre-Dame* et de *Saint-Pierre* de Soissons. Le prieur de Sainte-Léocade partagea les dîmes des deux villages avec leurs curés respectifs, et à Bitry avec les minimes de la Bonne-Maison, transférés à Beaumont, jusqu'en 1779 où, à la suite d'un procès, elles furent attribuées en totalité à ces derniers. (Etat du Diocèse.)

de Soissons et clerc du roi, dut-il se rendre, en 1304, à Puiseux et y rédiger, en présence des abbés des deux monastères, un long règlement pour fixer leurs droits réciproques (1).

Quant au village de Berny-Rivière, ancien fisc de donation royale, il paraît avoir eu au XII[e] siècle un titre de prévôté, qui dut s'éteindre dans la suite. En effet, dans une chartre de 1171, par laquelle Enguerrand, abbé de Saint-Médard, signale l'échange fait entre lui et Yves, comte de Soissons, d'une femme de corps, sont cités comme témoins, entre autres, Gervais, *prévôt* de Rivière, Odon de Vic, chapelain de Vic, Drogon, chevalier de Vic, et Simon de *Noverunt* (Nouvron). C'est ce même Gervais, moine de Saint-Médard et prévôt de Rivière, qui devint abbé du monastère, en cette même année (2). Il y avait à Berny une chapelle de Saint-Nicolas, dont on voyait encore des débris à la Révolution et dont les terres appartenaient à Saint-Vaast d'Arras (3). Il y eut des débats d'une grande violence entre Renaud, abbé de Saint-Médard, et Gaucher d'Autrêches, avoué de Vic, au sujet du droit *d'entrecours* à Autrêches et Vassens. Ce droit consistait dans la poursuite des hommages de ceux qui passaient d'une seigneurie dans une autre. Gaucher finit par y renoncer, ainsi que son frère Guy, lesquels, d'accord avec leurs femmes Falche et Elisabeth, lui vendirent même en 1237, pour 300 livres, tous leurs biens de Bitry et d'*Ausoumers*, en présence de nobles hommes, Hugues de Blois et Gaucher de Nanteuil. Guy et Elisabeth renoncèrent également, la même année, à tout droit de justice et de garenne sur des vignes et marais « de *Maisiaus*, » auprès du « courtil des lépreux d'Autrêches. » Conon, comte de Soissons, avait déjà transigé, en 1180, avec Saint-Médard, sur le droit *d'entrecours*. Malgré la vente de 1237, le parlement dut, par un arrêté de 1284, interdire ce droit entre les hommes de Rivière et les tenan-

(1) *Cartul. antiq. S. Medardi.* Charte du roi Louis, signée de Raoul de Vermandois, sénéchal du roi ; de Guillaume, bouteiller, et de Matthieu, connétable, etc. — Celle de 3o4 porte : fait en la maison de Puiseux, en présence des abbés des deux monastères.

(2) *Cartul. de Saint-Léger*, f° 3o, v° (Voyez t. II de ces *Annales*, p. 4o5).

(3) *Etat du Diocèse.*

ciers de Saint-Médard. D'un autre côté, les hommes de ce village *(de Riparia Axonæ)* soutinrent un long procès contre le sire de Coucy et l'abbaye elle-même, à propos d'autres droits. Le parlement, où *ils* firent défendre leur cause par procureur, déclarait valable, en 1279, une procuration donnée par eux et passée sous le sceau de la prévôté de Pierrefonds, en ordonnant de la renouveler pour la prochaine réunion de la cour ; et, en 1290, permettait à ces justiciables de Saint-Médard de s'en servir dans leur procès jusqu'à la fin du parlement, mais à condition d'en présenter désormais une nouvelle scellée de leurs seigneurs et contenant les noms de ceux qui l'auront consentie. Ces formalités feraient présumer que les habitants de Rivière jouissaient, au XII^e^ siècle, de certaines franchises communales qui leur permettaient de lutter judiciairement contre leurs puissants suzerains, Saint-Médard et les sires de Coucy. Quoique il en soit, *ils* devaient payer, en temps de guerre, aux *sergens* de l'abbaye, des gages qui furent fixés par arrêt du parlement à 12 deniers par jour, par sergent, le nombre de ceux-ci étant de 300, et acquitter les frais de 4 charriots pour porter leurs armes (1). Il paraît résulter d'une chartre de 1152 qu'un château avait succédé à la villa royale de Berny-Rivière. Par ce document, en effet, Hugues de Rivière, châtelain de ce lieu, donnait à Saint-Médard une rente de blé « sur le moulin Notre-Dame du château de Rivière, » à la condition d'être exempté de la main-morte, lui, sa femme et ses enfants, et qu'en cas de destruction du moulin par guerre ou incendie, les dommages seraient partagés (2). Ce qui fortifie cette opinion, c'est qu'on y nomme Odon, doyen de Berny, suivant l'usage de donner ce titre à l'ecclésiastique chargé du soin des âmes dans les lieux royaux.

Au domaine de Vic se rattachait encore la Poëste, ou Potée de Cuisy en Almont, sorte de juridiction féodale dont les officiers résidaient à Vic et qui devait son origine à l'ancien fisc et maison royale de *Cusiacum*, donné à l'abbaye par la reine Brunehault. Le nom de *poëste, potée*, il est

(1) *Archiv. de l'Empire*, par Boutaric. t. I, pp. 205, 239 et 264.
(2) *Cartul. antiquum S. Medardi* (Archiv. de l'Aisne).

bon de le rappeler, vient de *potestas*, (pouvoir, domination, seigneurie). Les hommes de *poëste (homines potestatis)* étaient ceux qui étaient soumis à la puissance d'un seigneur. La justice de la *Potée* de Cuisy comprenait dans son ressort les gens de Cuisy, Tartiers, Osly-Courtil, Villers la Fosse, et de Fouquerolles, toutes localités conservées de l'ancien fisc. Les officiers qui l'exerçaient venaient siéger un jour par semaine dans une maison de Cuisy appelée la *Prévôté*, située vis-à-vis le portail de l'église, et qui conserve encore dans sa clôture des marques de féodalité. Cette justice fut réunie, en 1746, à celle que Saint-Médard exerçait à Soissons « pour le franc quarré de la ville, » le bourg Saint-Vaast, Crouy, la Perrière, avec les justices de Violaines, Vasseny, ferme de l'Assiége, Ciry, Sermoise, Salsogne, Mairie, Savars, Haute-Braye, Fontenoy et leurs dépendances. Il est question, dans les chartres du temps, de la Poëste de Cuisy, qui conserva sa mesure particulière, dite *Potée de Cuisy*. Jean III, comte de Soissons, sire de Chimay, vendit à Saint-Médard, sous l'abbé Robert, « la droiture du tymon » qu'il tenait de lui à Cuisy et « dans toute la poëste de Cuisy, » pour un « bon prix et loyal » de 40 livres « à plein et bone monnaie comtée et nombrée, » et la garantit à Robert pour 40 sous de rente (1). L'abbaye avait aussi acquis des vignes à Fontenoy, dont l'une était détenue, en 1255, par Guillaume de Port, divers biens et droits à Tartiers, à Courtil, et le four banal de Villers la Fosse. Le domaine de Cuisy ayant le titre de franc-alleu, on ne recommandait pas de seigneur laïque au prône de la messe paroissiale (2).

L'abbé de Saint-Médard partageait la seigneurie de Cuisy avec le prévôt de Saint Barthélemy de Laval, hameau de ce lieu. Cette prévôté, aujourd'hui convertie en ferme, subsiste encore avec sa chapelle. Membre de Saint-Médard, elle était à la collation de l'abbé et exempte de la visite de l'ordinaire. Devenue bénéfice simple et en commende, dont le revenu était de 1,164 livres avant la Révolution, elle

(1) Une charte de l'abbé Ingrann parle d'une querelle avec Payen de Port (Fontenoy) au sujet du vivier du moulin de Fouquerolles.

(2) *Etat du Diocèse.*

n'avait plus alors d'autre charge que celle d'une messe par semaine dans la chapelle. A son manoir étaient attachés des vignes et des terres qu'Emmeline, veuve de Raoul de Nesle, écuyer, lui avait données. Le prévôt de Laval était aussi seigneur de la partie du terroir d'Autrêches en deçà du rû d'Osier, et l'abbé de Saint-Médard seigneur de Haute-Braye, hameau de ce village.

L'ancienne terre de Morsain, le *Murocinctum* des diplômes, avait également pour seigneur principal l'abbé de Saint-Médard; le sire de Coucy n'y possédant que la seigneurie des hameaux d'Eury, de Commelancourt et de Berlinval. L'abbaye y avait reçu, en 1216 et en 1249, des dîmes et des biens considérables, du chevalier Matthieu d'Hirson et de sa femme Béatrix, avec l'agrément de Renaud, châtelain de Coucy; acquis, en 1221, de Jean de Noyon, la dîme d'Enguerrand *li fieus* (le fils) de Morsain, des cens du chevalier Pierre de Trugny; une rente de blé d'hiver sur la grange d'*Apony* (Vez à Ponin), près du monastère, c'est-à-dire du presbytère; d'Helvide de Courblaincourt (Commelancourt), un fief en ce lieu, mouvant de l'abbaye; de Gilon Noyons de *Morceing*, le quart du four banal du village; enfin, d'Emmeline, belle-fille de Renaud de Crécy au Mont, une terre, en présence de Jean, *damoisel* de Coucy (1).

La prévôté de Saint-Laurent de Marisy Saint-Mard, à laquelle se rattachait celle d'Essômes, fut toujours un des plus riches bénéfices de Saint-Médard, qui y entretint jusqu'au XV^e^ siècle une petite communauté dirigée par le prévôt. Les abbés de Saint-Médard et les comtes de Champagne en furent les protecteurs. En 1166, l'abbé Ingrann et Geoffroy, abbé d'Essômes, s'entendaient sur la liberté des bois de la prévôté d'Essômes, en présence d'Ansel de Triangle (2), de Gauthier, frère de celui-ci, de Pierre Tristan et de Vulgrin de Charly; Henri de Troyes procurait un autre arrangement entre André, chevalier et seigneur de la Ferté-Gaucher, et Gauthier, moine de Saint-Médard, prévôt d'Essômes, sur la grurie des bois de la pré-

(1) *Cartul. S. Medardi*, « Carta Joannis et Roberti. » — *Etat du Diocèse.*
(2) Ferme de Triangle (*de Triangulo*), près d'Essômes.

vôté, et, en 1173, accordait à celle-ci, pour être essarté, le bois qui s'étendait entre Cointicourt et Marisy Saint-Mard, depuis la forêt de Saint-Mard jusqu'au bois de Neuilly Saint-Front, « excepté la *haie* qui s'étendait de la grande forêt de Saint-Médard au grand bois de Neuilly, » en présence d'Ansel de Triangle et de Barthélemy d'Oulchy (1); et enfin, constata la vente qu'Hescelin de Villers fit à Saint-Médard, de Frédeburge de Cointicourt, avec sa famille. Un nouvel accord intervint, en 1181, entre Godefroy, abbé d'Essômes, et Geoffroy, abbé de Saint-Médard, sur un moulin situé « à la porte d'Essômes, » dans le chapitre même de Saint-Médard, devant Léon, abbé de Saint-Crépin le Grand, Etienne de Tournai, abbé de Sainte-Geneviève de Paris, résidant sans doute alors à Marizy, et Hugues, abbé de Saint-Jean des Vignes. Saint-Médard acquit même, en 1188, le moulin d'Aulnai, du chevalier Godefroy d'Essômes, que celui-ci tenait en fief du couvent, et on constitua *plèges* de la vente, qui fut approuvée par Guillaume de Champagne, archevêque de Reims, Raoul de Chouy, Ancoul de Cramailles et Gérard de Chérisy (2). La comtese Blanche de Troyes donna, en 1217, à Saint-Médard 24 arpents de bois sur la *haie* de Marisy, et Thibauld de Navarre, en 1249, accorda à la maison d'Essômes le plein usage dans tout le bois de Saint-Médard, en la forêt de Riz, dans le Tardenois (3). Enfin, le chevalier Guillaume de Barres et Isabeau, sa femme, fille de Perron de Pacy, conclurent, en 1275, un arrangement avec le prévôt de Marisy, qu'ils appellent leur « ami dam Pierre de Coucy (3). »

On ne sait à quelle époque la prévôté de Saint-Mard d'Essômes fut unie à celle de Marizy Saint-Mard, mais elles paraissent avoir eu le même titulaire dès le XIII[e] siècle. La première consistait en un vieil édifice donnant sur la Marne, avec une chapelle au fond d'une vaste cour appelée *Cour de Saint-Mard*. La chapelle, devenue bénéfice

(1) *Cartul. antiq. S. Medardi.* — HÉBERT, *mss.*, t. I, p. 38; et t. II, p. 54 à 61. — *Etat du Diocèse.*

(2) *Cartul. antiq.*

(3) *Ibid.*

simple et unie avec la prévôté à celle de Marisy, ne rapportait pas moins de 4,000 livres de rentes sans charges. On en voit aujourd'hui les restes dans la maison qui porte le nom de *Maison de Saint-Mard*. Le prévôt de Marisy jouissait de grands revenus et des plus beaux droits féodaux. Il s'intitulait *vicomte d'Essômes* et partageait la seigneurie avec l'abbé d'Essômes. Dans les derniers temps, il avait le tiers des dîmes de la paroisse et était aussi seigneur pour les deux tiers quant aux cens, lotz et ventes, avec une poule de rente par chaque habitant. Les deux seigneurs faisaient exercer leur justice haute, moyenne et basse, alternativement par leurs officiers respectifs. La fête du village, qui tombait en juillet, se tenait aussi alternativement sur la place de l'église de l'abbaye et dans la *Cour de Saint-Mard*. A ses titres de vicomte et seigneur d'Essômes, le prévôt de Marisy joignait ceux de seigneur de Marisy Saint-Mard, du Moulin Saint-Mard, aliéné au XVII[e] siècle à Antoine de Saveuse, seigneur de Pringy (1), de Montron Saint-Sulpice, l'une des plus anciennes églises du diocèse, dont le curé desservait la chapelle de Macogny, hameau de ce village; de la ferme de l'Essart, de Montoury, hameau de Dammard *(Domni Medardi)*, de Cointicourt, dont l'église, autrefois dépendante de Marisy, eut une confrérie que confirma Foucauld de Bonneval, évêque de Soissons; du moulin Drully, d'Epieds, avec titre de vicomte et droits de dîmes que Jacques de Bazoches lui avait donnés en 1227, en présence de deux Philippe de Nanteuil, père et fils. Il avait en ces lieux toute la justice qu'exerçait en son nom un bailli et des officiers. Outre leurs revenus et ceux d'Essômes, le prévôt en tirait encore de fort considérables de Bézu Saint-Germain, mais tous éprouvèrent de grandes diminutions dans les guerres civiles.

Ce bénéfice fut assez opulent pour avoir des prévôts de mérite qui devinrent de hauts dignitaires de l'Eglise. Il suffit de citer Pierre d'Essômes, abbé de Saint-Médard, prévôt de Marisy de 1393 à 1402; « vénérable homme et sage maître, » Raoul Lefèvre, doyen de Pontoise en 1506,

(1) Château situé sur l'Ourcq, entre Neuilly-Saint-Front et Rozet-Saint-Albin.

et le cardinal Philippe de Lenoncourt, dit le marquis de Marigny, fils du prince de Guéménée de la maison de Montbazon, prévôt commendataire en 1551. Lenoncourt fit du chef-lieu de la prévôté une belle demeure. Il conserva des anciennes constructions le donjon du XIII^e^ siècle composé de quatre tourelles accolées par des courtines et renfermant les prisons de la justice de la prévôtée, mais il abattit l'ancienne chapelle, beaucoup plus vaste que la nouvelle qu'il fit commencer, et qui était surmontée d'un élégant clocher. Il est juste de dire que le cardinal en avait projeté une autre plus en rapport avec le reste des édifices, mais dont la mort l'empêcha de réaliser les plans. Une large cour, de grands jardins complétaient l'ensemble de cette habitation seigneuriale et ecclésiastique. Aujourd'hui encore, on voit s'élever au milieu de bâtiments d'exploitation agricole le donjon et le principal corps de logis. La prévôté de Marizy était, en 1650, un bénéfice de 7 à 8,000 et, en 1789, de 7,444 livres de revenu. Il demeura longtemps régulier et à la collation de l'abbé de Saint-Médard, mais il fut ensuite possédé en commende par dispense du pape (1). On voyait alors dans ses divers appartements

(1) On donnera ici, d'après un manuscrit sans nom d'auteur, rédigé en 1650, et qui a fourni la plupart de ces détails historiques, une liste des prévôts de Marizy qu'on ne retrouverait pas ailleurs. (*Collect.* D. GRENIER, t. XX.)

PRÉVOTS de Marizy-Saint-Mard : Gauthier, 1150 ; — Gilbert, 1157 ; — Gaucher ou Gauthier II, 1163 à 1166 ; — Guy, 1170 ; Remy, 1172 ; — Gauthier III, 1181 à 1188 ; — Roger Faucillons, qui devint abbé de Saint-Médard, 1184 à 1199 ; — Gauthier IV, 1214 ; — Pierre de Coincy, inhumé dans la chapelle du Sépulcre, sous la cloche de saint Sébastien à Saint-Médard ; il était aussi aumônier, 1175 et 1276 ; — Gérard de Vez, cellérier de Saint-Médard, 1305 ; — Pierre II d'Essonnes (ou Essômes), depuis abbé de N.-D. de Mouzon, conseiller du roi Charles VI, mort en 1381 ; — D. Jacques Lesur, 1484, Alexandre Bertin, 1487 ; — Regnault ou Raoul Lefèvre, doyen de Pontoise, 1488 à 1494 ; — D. Damas de Remilly, 1506 ; — D. Jean d'Arlier, 1514 à 1517 ; — D. Etienne Olivier, frère de Jean Olivier, abbé de Nivelle, mort en 1522 ; — François de Rohan, 1533 et 1535 ; — Jean Lamy, bachelier en théologie, 1536 ; — Philippe de Lenoncourt, abbé d'Essômes, 1561 ; — Jean Canny, archidiacre et chanoine de Soissons, 1562 ; — Alexandre II de Rochant, 1608 ; — Louis de la Couture, mort en 1637 ; — D. Sébastien Le Contat, 1637 ; il résigna à — Gaspard Martine ; — Victor Le Bouthillier, archidiacre de Tours, 1640 ; — Louis de La Couture, 1644 ; il résigna à — Manneville, son neveu, qui résigna à — N. de Boussac, curé près de Dormans, qui résigna à — Louis Descoustures, prieur de Saint-Ouen (diocèse de Meaux), en la paroisse d'Estavigny, — N., évêque de Boulogne, puis archevêque de Tours en 1663, neveu du précédent.....

des écussons qui portaient les armes de la maison de Lenoncourt. La cure de Marisy, donnée à la cathédrale par Bernard, doyen de Soissons, ne peut être que celle de Saint-Mard, indépendante de la prévôté, et qui était encore à la présentation du chapitre en 1789. Sa petite église, tristement isolée, se fait remarquer par son portail du XIII^e^ siècle et surtout par son chœur aux colonnes et aux chapiteaux historiés d'où se détachent des animaux fantastiques, dus à l'imagination et au ciseau d'un artiste du XII^e^.

La prévôté de Saint-Thomas de Cantorbery de Chivres, située près de Missy Sainte-Radegonde, s'enrichit au XIII^e^ siècle. Noble homme Gobert de Chérizy et Havide, sa femme, approuvèrent, au mois de mai 1228, les droits que Saint-Médard avait reçus de deux de leurs *hommes*, Baudoin et Philippe, sur le moulin de Presles et dans toute la *poëste* de Chivres. En 1230, Thierry Rigaux de Missy lui vendit tout son fief aux terroirs de Missy, Charreu ou Quarreu, hameau de ce village, et Condé, avec l'approbation de Jean, comte de Braine, et la caution des chevaliers Guy de Branges, Jean de Maast, Gobert de Breuil, Guillaume de Craonnelle; et Adam Périer, chevalier de Missy, un cens en échange duquel Périer, écuyer de Quarreu, donna à Saint-Médard un autre revenu. Gérard Menton de Missy et sa femme, « pleins d'amitié et de reconnaissance pour le monastère, » lui donnèrent, en 1255, les biens qu'ils tenaient de Lysiard de Missy, et Thomas, pour le même motif, deux ans après, des terres à Vez, en présence de Bertrand, prêtre de Saint-Pierre le Vieil de Soissons, de Richer, prêtre de Moulins, de Jacques, clerc de Sainte-Sophie, à Saint-Médard. La prévôté acquit, en 1260, de Renaud, chevalier de la Chapelle, la moitié du four banal de Missy, pour 24 livres de forts, et pour 100 livres la moitié des revenus du bac de Missy, de Périer de Quarreu, que ce seigneur tenait de l'abbaye, en présence des hommes féodaux du monastère, Jean de Margival, chevalier, Jean de Riveron, écuyer, Gilon de Saint-Médard; d'Herbert de Sarcy, prévôt de Chivres, d'Odon de Cergy, prévôt de Crouy, de Philippe Tristan, moine de Saint-Médard, etc.; et, en 1265, de Raoul Bourguignon, fils d'Er-

nulf, chevalier de Mercin, la moitié de ses droits sur le même bac pour 60 livres parisis (1).

La prévôté possédait à Chivres des vignes au-dessus du monastère et plusieurs maisons qu'elle avait reçues de Jacques de Chivres, clerc, fils de Guyard de l'atre ou cimetière de Chivres *(de atrio de Chivres)*, en reconnaissance des bienfaits qu'il avait reçus de Saint-Médard depuis sa jeunesse. Ses vinages de Chivres provenaient, soit par dons, soit par achats, d'Odon de Nanteuil la Fosse, en 1216; de l'abbesse de Notre-Dame, en 1221; de Jean Filâtre, chevalier de Bucy, et de Goslin, son frère; de Roger Piches; de Goslin, fils de Thierry, chevalier de Bucy, en 1260; de Jean Gronnes, chevalier de Leuilly, en 1290; de Raoul, chevalier de Mareuil, et de Théophanie, sa femme, qui voulaient avoir part « aux prières continuelles des frères, » la même année, et sous la caution de Jean Filâtre, de Pierre Leroux, son frère, d'Obert, chevalier de Margival, de Vermond de Septmonts, encore simple écuyer, de Guy, chevalier, et de Goslin, aussi alors écuyer et frère de Jean Filâtre, « s'il arrive qu'ils reviennent d'outremer. » Les hommes de Chivres, tenanciers de Saint-Médard, s'étant rendus coupables de violences à main armée sur la terre du comte de Soissons, se virent condamnés à l'amende envers lui. Le bailli de Vermandois prétendit qu'ils en devaient payer une autre pour violation d'une ordonnance royale qui défendait le port des armes, mais il fut débouté de sa demande par arrêt du parlement, de 1265 (2). L'abbé de Saint-Médard avait la collation de la prévôté de Chivres, laquelle, devenue bénéfice simple, n'avait d'autre charge que l'acquit de deux messes par semaine en sa chapelle. On voit encore à Chivres le vaste enclos de la prévôté, quelques-uns de ses bâtiments et sa porte accompagnée d'une forte muraille fortifiée de tourelles. Elle acquit de la célébrité au XVIII[e] siècle par le séjour qu'y fit le janséniste Ravechet, de Guise.

La prévôté de Saint-Laurent de Rugny, ou Brugny, située sur la paroisse d'Arcy Sainte-Restitute, est connue dès le XIII[e] siècle par des acquisitions, notamment par l'au-

(1) *Cartul. de Saint-Médard.* — *Etat du Diocèse.*
(2) *Archiv. impér*, par BOUTARIC, t. I, p. 92.

mône que lui fit, en 1217, Pierre de *Cortmin* (Coutremin), près du Plessier-Huleu, de 8 esseins de grains, de 10 deniers de cens, de 2 hôtes, 2 poules, 7 brebis de rente, et de tout son bien de *Forfery* (Foufry), dont il déposa le titre sur l'autel de Saint-Médard, à la louange de Gauthier, fils de Jean Balène, alors écuyer, et de son frère Wilard, chevalier, d'Aélide, femme de Pierre, laquelle reçut en compensation de dot une terre à la ferme du Chêne *(ad Quercum)*. Saint-Médard acquit encore, en 1247, sur le moulin de Foufry, du chevalier Garnier de Villers, près Charly, de sa femme Hodierne et de leurs enfants, Odon et Marguerite, des rentes de blé, à la mesure de ce village, une part de corvée *(servitii)*, un *past*, ou repas, etc., et en 1251, du chevalier Pierre de Seringes, un fief qu'il tenait de l'abbaye, consistant en 4 esseins de blé de mouture sur ce moulin, en cens, poules, blé et avoine de coutume, lods, ventes et justices, en un gîte par an dû à Pierre, à son écuyer, un domestique, *2 lorrins* et 2 chevaux ; en une corvée ; en 4 gâteaux, un pichet de blé, mesure de Cergy, un setier de vin, 6 chapons et *8 tartes*. Des acquisitions faites en 1247 par le chanoine Simon de Juvigny sur la prévôté de Rugny font connaître aussi plusieurs chevaliers du pays, tels que les frères Pierre et Guy de Branges; Milon de Branges, dit de Vaux, et Renaud de Branges, leurs oncles ; Gobert, seigneur de Foufry, habitant Couvrelles, et Ade de Saponay. A ces noms nobles se joignent des noms roturiers qualifiés par leurs professions : Huard *le Forgeron* de Branges, Simon *Poissars* de Soissons, Milon *le Herbier* de Vasseny, Gauthier, *tavernier* de Branges, Robert *Watebois*, ou *Gatebois*, Terric *le Pelé*, citoyen de Soissons, qui vendirent des biens à Simon sur le mont de Branges, à Rugny, à la *Glaüe*, *en Oste la Vache*, *à Vouio*, sur les domaines de Saint-Médard. L'abbaye avait à Rugny un maïeur préposé à la justice temporelle de la prévôté. L'abbé conférait ce bénéfice chargé de trois messes par semaine dans la chapelle qui participait à l'exemption de Saint-Médard ; son revenu, en 1789, était de 1,432 livres. Ce n'est plus qu'une ferme isolée, près d'un bois, où l'on conserve l'ancienne cloche de la chapelle (1).

(1) *Cartul. de Saint-Médard.*

Située sur la paroisse de Cergy, près de Fère en Tardenois, dans un lieu isolé, sur la lisière d'une forêt, la prévôté de Notre-Dame de Favières avait ce village dans sa dépendance et y levait des dîmes. Elle avait été favorisée par Guillaume de Champagne, archevêque de Reims, et Raoul, abbé de Saint-Jean des Vignes, lui avait concédé, moyennant des rentes sur la grange de Soilly, ce que son monastère possédait dans cette paroisse, hors *l'autel*, la justice de chrétienté et les menues dîmes (1). Quant au village de Cergy, il dut avoir au XII^e^ siècle quelque importance, car, en 1169, Henri, comte de Troyes, y établit, à la prière de l'abbé Ingrann et « des hommes de ce lieu, » par une charte datée de Château-Thierry, un marché le samedi, se réservant la moitié du tonlieu et de la justice de ceux qui le fréquenteraient et qui seraient sous sa sauvegarde, tant sur la place même qu'en y allant ou en revenant. En cette année, Ponce, abbé de Clairvaux, Hugues Cassel, abbé de Longpont, et Gaucher de Montmirail, travaillèrent au rétablissement de la paix entre Igny et Saint-Médard au sujet de leurs possessions respectives à Cergy, en présence des abbés et de plusieurs religieux des deux monastères assemblés « au nom du Seigneur, » d'Ingrann, prieur de Saint-Médard, de Geoffroy, prévôt de Rivière, de Gauthier, prévôt d'Essômes, de Gervais, prévôt de Cergy, de Philippe de Nouvron, de Bertrand de Choisy, de Jérôme, prévôt de Braine (2). Il fallut, en 1172, défendre Cergy contre les tentatives d'un baron redoutable, Nicolas I^er^ de Bazoches, qui fit irruption sur le village et le pilla. Pour réparer de pareilles voies de fait, Nicolas donna à Saint-Médard ce qu'il y possédait : la gruerie des bois, le *cornage* ou droit sur les bêtes à cornes *(cornagium animalium)*, un denier de rente par maison en dehors du cimetière, la gruerie de Foufry *(Furferi)*, celle de Cugny *(Cuniaci vel Tuniaci)*. La paix fut encore troublée entre le sire de Bazoches et Saint-Médard, Nicolas ne voulant pas permettre aux hommes du village *d'essarter* dans les bois de Saint-Quentin et de Saint-Brice de Cergy; mais à la suite de plusieurs conférences

(1) *Cartul. de Saint-Médard*, titre *Soilly*.
(2) *Ibid. Cartæ Henrici trecens, 1169, et Bertranni abbatis.*

tenues entre lui, l'abbé et les officiers de la comtesse de Champagne, le bois, le terroir et l'*autel* du village furent assurés au monastère par une charte de 1188, émanée de lui, de sa femme Agnès, de Nicolas son fils, et signée de Thomas de Fismes, de Milon de Bazoches, de Gauthier, prévôt d'Essômes, de Guy, prévôt de Damery, et de Guy, prêtre de Cergy (1). Pour améliorer le sort des *hommes* de Cergy, il ne restait plus qu'à les délivrer de trois plaids par an auxquels ils étaient tenus d'assister, ce qui constituait pour eux une lourde charge; l'abbé Bertrann, sur leur demande, les changea en une rente de 40 livres levée sur tous les hommes demeurant dans l'enceinte du village, et consentit à nommer un *doyen* (maïeur) et deux échevins, lesquels s'adjoindraient quatre personnes capables pour tenir les plaids. La charte donnée à cet effet dans le chapitre de Saint-Médard eut pour témoins Guy Leroux, prévôt de Cergy, Guy de Rugny, Jean, prieur de Cergy, Jean Loches, doyen de Saint-Gervais, Robert de Cergy, Gérard, chevalier de Château-Thierry, Thierry de Saint-Médard, Grimaud du Tour, alors doyen, Jean de Cuisy que l'abbé nomme son vassal ou *fieffé*.

Nicolas II de Bazoches, imitant la conduite de son père, Nicolas Ier, en réparant les molestations qu'il fit endurer parfois à Saint-Médard dans sa prévôté de Favières, lui concéda, en 1202, une terre en litige, avec Robert, chevalier de Villers (sur Fère), Baudoin de Tréloup, Pierre de Milly pour « témoins, pléges et hostages, » et confirma, à la prière de son oncle Milon, abbé de Saint-Martin de Tournai, l'anniversaire fondé par son aïeule à Saint-Médard avec réfection prise sur les vinages de Vauxceré (*Wallis serenæ*). Son frère, Jean de Bazoches, seigneur de Loupeigne, et sa femme, Marguerite, ayant fait une fondation semblable sur les revenus de ce village, toute la famille loua cette aumône dont la charte, ayant pour *pléges* Bonvallet, prêtre, et Pierre, chapelain de Loupeigne, Renaud de Nanteuil, prévôt de Rugny, Jean, chevalier de Margival, fut déposée, en 1214, sur le grand autel de Saint-Médard. On y remarque que Jean de Loupeigne n'ayant pas de sceau, emprunta en

(1) *Ibid. Cartæ Bertranni abbatis*, 1172 et 1188.

cette occurrence ceux de l'archidiacre Gervais, du trésorier Jacques et de Nicolas de Bazoches. C'est sans doute ce même Jean de Villesavoye, seigneur de Loupeigne, qui, après avoir refusé d'acquitter la rente de la fondation, selon la mesure de Braine, ainsi que le portait la charte, reconnut son erreur dès qu'on la lui eut mise devant les yeux (1).

Une autre contestation qu'eut la prévôté de Favières avec Albéric, chevalier de Chouy, et sa femme Hodiarde, tourna aussi à son avantage, puisqu'elle lui donna lieu d'acquérir une rente qu'elle leur devait sur la grange *du Pont* en ce village. Toute la famille du chevalier, ses fils Raoul et Gervais; les trois sœurs d'Hodiarde, Pétronille de Courmelles et ses enfants, Renaud, écuyer, et Jacques, clerc; Basilie d'Aconin, Guyard son mari et Jacques son fils, Béatrix de Rougemont et Robert, écuyer, frère d'Hodiarde, de qui Albéric tenait cette rente en fief, approuvèrent cette résolution. Vint le tour du prieur de Saint-Thibauld de Bazoches qui, vers le même temps, contesta à l'abbé de Saint-Médard le droit de *reportage*, consistant à prendre la moitié de la dîme des terres cultivées par des vassaux sur un autre territoire que celui de leur seigneur, et que l'abbé prétendait tirer des hommes de Cierges travaillant sur les terroirs de Coulonges, Villery, Villaumez, Charmi et Moncel. D'après une décision de Hugues, abbé de Marmoutiers, dont saint Thibauld était membre, l'abbé de Saint-Médard abandonna ce droit à condition que le prieur y renoncerait aussi sur les hommes de ces villages travaillant sur le terroir de Cergy, et que la maison de Favières ferait une rente de 4 setiers de blé d'hivernage au prieuré. Après les contestations arrivèrent les donations. Le chanoine Bernard, chapelain de l'évêque de Soissons; Albéric, écuyer, fils de Robert de Saint-Remy, et Robert de Cohan cédèrent à la prévôté, en 1249, des rentes sur le moulin du Pont à Cergy, tenu en fief par Robert, fils de Gilon de Chacrise, et provenant en partie de Jean, chevalier, seigneur de Rocourt. D. Gauthier, moine de Saint-Médard et prévôt de Favières, ayant fait creuser vers ce temps-là un étang

(1) *Cartul. de Saint-Médard*, titre *Louppigne*.

entre la léproserie de Cierges et celle de Fère et de Seringes, régla avec le chevalier Jacques Sauvage et sa femme Eremburge tout ce qui concernait le point d'eau et la pêche du vivier qui était près du leur (1). La prévôté de Favières, de bénéfice régulier devint bénéfice séculier à la collation de l'abbé commendataire de Saint-Médard et finit par n'être plus qu'une ferme dont la chapelle était interdite et dont les charges, réduites à deux messes par semaine, s'acquittaient dans l'église de Cergy, quoiqu'il rapportât encore en 1789, à son titulaire, 8,000 livres de rente (2).

IV. — APRÈS avoir repris l'histoire du monastère de Saint-Médard de Soissons pendant la seconde moitié du XIII^e siècle, il importe d'en agir de même à l'égard de celui de Saint-Crépin le Grand. Le successeur de Crépin dans l'abbatiat, Jean I^er, n'est connu que par une sentence rendue au mois de mars de l'an 1257, entre ses moines et Robert de Vailly, archidiacre de Tardenois, lequel avait intenté à ces derniers un double procès par devant des juges apostoliques, et voici à quel sujet. Robert réclamait 100 marcs d'argent pour le voyage et le séjour qu'il avait faits en cour de Rome afin d'y faire agréer l'élection de cet abbé « d'heureuse mémoire, » 200 autres marcs « au poids de Troyes, » pour ses peines et salaires, dont celui-ci avait promis de lui tenir compte ; une pension de 40 livres que Jean lui avait aussi stipulée pour les affaires qu'il avait sollicitées en la même cour, tant en son nom qu'en celui des religieux ; 40 marcs enfin pour l'indemniser des pertes et dépens éprouvés par lui en cette occurence. Les religieux ne pouvant satisfaire à toutes ces demandes, avaient été forcés de céder à l'archidiacre, sa vie durant, la cense de Saint-Audebert, ce qui donna matière à un second procès par les réclamations qu'il éleva au sujet de certains hommes de corps avec droits de mainmorte, de for-mariage et de chef de cens qu'il soutenait dépendre de Saint-Audebert. Néanmoins, ce doit être ce même Robert de Vailly, en faveur duquel l'abbé Simon, pour reconnaître « des services qu'il avait rendus gratuitement » au monas-

(1) *Ibid.*
(2) *Etat du Diocèse.*

tère, renonça, en 1272, aux droits que celui-ci possédait sur une maison occupée par ce chanoine, rue des Frères mineurs.

En l'année où fut rendue cette sentence, cet abbé Simon avait succédé à Jean Ier, car, au mois de mars 1257, on le voit augmenter les revenus attribués aux pitances et à l'entretien des moines, au moyen des dîmes et rentes de Parcy et d'Aconin. Au mois de septembre suivant, Louis IX étant à Creil, la veille de la Nativité, défendit de faire paître des troupeaux dans les bois de Chastre, appartenant à Saint-Crépin, en la forêt de Cuise, et bientôt après, l'abbé obtint du pape Alexandre IV les novales dans les paroisses où l'abbaye avait déjà des dîmes. Ces faveurs royales et papales affermissaient l'autorité de Simon et lui permettaient de soutenir avec avantage les droits de sa maison. Les gens de Pernant avaient la faculté d'élire un garde pour eux et pour Saint-Crépin, mais une fois que celui-ci avait prêté serment à l'abbé, il n'était plus révocable que de son consentement. Or, en 1264, ils voulurent passer outre, mais ils furent déboutés de leurs prétentions par Enguerrand de Méry, prévôt, et Gauthier de Bourquenay, chanoine de la cathédrale, qui avaient été pris pour arbitres. L'année suivante, le monastère donna à surcens à Guillaume de l'*Escartes*, dit *Caoursin*, bourgeois de Soissons, une maison rue de l'*Estaple*, près de la ruelle qui mène au Beffroy *(sitam in vico de Stapula..... inter viculum quo itur ad Berfridum.....)* avec exemption de droits de rouage, afforage et strelage seulement. En 1266, il remit au *maître* et aux frères de Saint-Lazare ses droits seigneuriaux et sa dîme sur 8 arpents de vignes que cette léproserie possédait en sa censive, au lieudit *Sainte-Foy*, moyennant une rente de 40 sous et 4 deniers nérets et d'une pièce de vin blanc. Un nommé Albéric Lecointe prit aussi à surcens une maison de l'abbaye, au bourg Saint-Crépin, devant à celle ci la corvée et le plaid.

Ce fut en 1269, et les années suivantes, une foule de transactions et d'arrangements, soit avec des communautés, soit avec des particuliers, par exemple avec Amaury, abbé de Bohéries, près de Guise, pour la ferme ou *Maison de Bohéries*, que cette abbaye possédait à Jouy,

et où l'on permit, en 1270, à Jacques, successeur d'Amaury, de célébrer les saints mystères ; avec Gertrude, abbesse de *Saint-Etienne aux moniales*, au faubourg de Soissons ; avec le chapitre de Saint-Pierre au Parvis, le curé de Parcy et l'abbé de Longpont, au sujet de dîmes à Parcy ; avec Geoffroy de Mortemer, écuyer, vicomte d'Acy, et sa femme Hersende, qui empêchaient les religieux de faire des réparations à leur moulin de *Mont-Jar*, ou *Amont-Jar*, sur la seigneurie de la vicomté (1269) ; avec Dreux, ou Drogon, abbé de Valsery, pour changer une redevance de 6 muids de vin que cette abbaye devait à Saint-Crépin sur la maison du *Châtel*, à Ambleny, en celle de 6 livres tournois, ce qui cotait le vin à 20 sous le muid ; avec les habitants de Celles, près Condé sur Aisne, qui furent déboutés par l'official Baudouin de leurs prétentions sur la propriété de carrières et terres appartenant à l'abbaye ; une seconde fois avec Saint-Pierre au Parvis, auquel celle-ci abandonna sa part dans le moulin de *Bregodes* sur la Crise, pour une rente de 5 muids et demi de grains (1272). Cette rente n'ayant pas été acquittée par les chanoines de Saint-Pierre sous le prétexte qu'on ne l'avait pas garantie des droits de vicomté que réclamait le vicomte de Cœuvres, l'official Jean de Thorote la réduisit, en présence de l'évêque, à 5 muids qui seraient déposés en la cour du monastère.

On peut juger de la richesse de Saint-Crépin le Grand au XIII[e] siècle par l'estimation des revenus des exempts du diocèse de Soissons faite vers 1270, lors de la levée de la dîme pour le secours de la Terre-Sainte, par Guillaume de Poitiers, chanoine de Nevers, et Pierre Tronchin, délégués à cet effet par Simon, cardinal de Sainte-Cécile. Ces commissaires, malgré l'opposition des religieux, fixèrent ceux de Saint-Crépin à 3,200 liv. tourn. de rente, somme alors très-considérable. Six ans après, un nouveau décime ayant été imposé par Grégoire X, dans le même but, les religieux firent des observations au cardinal et on réduisit la première appréciation à 2,800 livres. Mais en 1288, les collecteurs du décime imposé au clergé de France pour le secours des royaumes de Valence et d'Aragon, qui gémissaient sous l'oppression des Sarrazins, exigèrent de l'abbaye une somme plus considérable que la première fois. Les reli-

gieux eurent recours au légat Jean, cardinal de Sainte-Cécile, qui donna ordre aux collecteurs de se rendre à Saint-Crépin, de vérifier l'estimation et la fixer de manière à servir de base définitive à ces impositions.

Malgré ces taxes réitérées, l'abbé Simon n'en parvint pas moins, par son économie, à faire de nouvelles acquisitions. Le chevalier Gérard d'Yvort lui vendit, en 1275, pour 30 liv. tourn. le vinage d'Acy, tenu à foi et hommage de l'abbé de Saint-Crépin, dont l'importance venait des fiefs qui en dépendaient et dont les détenteurs tels que Enguerrand, bouteiller de l'évêque de Soissons, Isabeau, femme de Foucart de Lacroix, Guillaume de Linde, écuyer, et la femme de Gérard *le Picard* étaient tenus à leur tour aux mêmes obligations à l'égard de l'abbé. Dix ans après Simon acquit encore, à Acy, moyennant 12 livres de rentes viagères, de Raoul Dupuis, bourgeois de Soissons, le fief de la seigneurie de la Salle tenu de l'abbaye pour deux cierges d'une livre de redevance et consistant en 2 muids de vinage, en hostises, cens, terrage, afforage, rouage, plaids, poules, gants, ventes, justices dans le village. Enfin, au mois de juin de la même année, Gérard de Chazelles, écuyer, et damoiselle Isabeau de Villeblain, sa femme, cédèrent au prix de 32 livres des terres à Coutremin, près du Plessier-Huleu.

Cette activité et le bon ordre qu'il établit dans les affaires de sa maison rendirent Simon recommandable dans le pays ; aussi la noblesse des environs lui confia-t-elle d'importants arbitrages. Il arrangea, avec François Lescot et Jean de Rougery, écuyer, un différend sur l'avouerie de Vénizel, entre Colard de Pernant et Crépin de Courmelles, écuyer, et un autre entre les abbés d'Homblières et de Nogent. Entre autres bulles, il en obtint une de Nicolas III, en 1278, qui autorisait l'abbaye à posséder les biens qui échoieraient aux religieux, comme s'ils fussent restés dans le siècle, à l'exception des fiefs. Soigneux de conserver les droits abbatiaux, il poursuivit devant le bailli de Vermandois le chevalier Jean de Buzancy qui lui contestait le droit d'avoir des fourches patibulaires en un lieu de la seigneurie du bourg Saint-Crépin où l'on avait exécuté un nommé Simon Niau. Le chevalier Nivelon de Vouties et Jean de

Litence, ancien prévôt de Pierrefonds, furent chargés de faire une enquête qui fut envoyée close à M^e^ Gauthier de Bouclenay et à l'official Jean de Torote, chanoines de Saint-Gervais. Ceux-ci se rendirent, le lendemain de la Nativité de la Sainte-Vierge, 1276, accompagnés de personnes notables, en l'église cathédrale et y proclamèrent les droits de l'abbé en présence de Hugues du Croutoy, sergent royal représentant le bailli, de Colard Blocnel, clerc ou secrétaire de Simon, et de Guillaume, son écuyer.

L'abbé Simon, occupé de ces affaires temporelles, ne négligeait cependant pas le spirituel alors très-florissant à Saint-Crépin. Il fut nommé, dans l'assemblée des abbés bénédictins de la province de Reims de 1279, visiteur pour un an des monastères du diocèse de Châlons. Le visiteur, comme on sait, faisait donner avis de son arrivée à l'abbé un jour à l'avance, afin qu'il convoquât tous ses religieux le lendemain en la salle du chapitre. Après la lecture des statuts de Grégoire IX, il s'enquérait avec soin de leur exacte observation et en punissait rigoureusement les violateurs. Il devait prendre garde qu'on n'outrepassât pas les prescriptions de la règle de saint Benoît à l'égard des viandes; s'informer si le silence était sévèrement gardé au cloître, à l'église, au réfectoire, au dortoir; si les moines n'avaient rien en propre; s'ils allaient à cheval sans leurs habits religieux, la coule et la cape; s'ils jouaient aux dez ou à d'autres jeux indécents; s'ils portaient du linge hors le cas d'infirmité évidente. C'était donc rendre hommage à la vertu d'un abbé que de le choisir pour visiteur, parce qu'on ne pouvait supposer que toutes ces choses soumises à son enquête ne fussent pas observées dans son propre monastère.

Au retour de son inspection, en 1280, l'abbé Simon régla un différend survenu entre son couvent, Notre-Dame de Soissons et Guyot de Châtillon, seigneur de Pontarcy, sur les limites de leurs terres respectives avec la seigneurie d'Avorni à Billy sur Aisne, appartenant à Saint-Crépin. Ce furent Foucart l'Escot et Raoul de Sains, chevalier de Saint-Vaast, que l'on choisit pour poser les bornes. Ce Foucart l'Escot, qui en toute rencontre se montrait l'ami zélé du couvent, termina aussi, en 1285, une autre affaire avec

Jean, abbé de Braine, pour une redevance due par Saint-Yved à Saint-Crépin, sur un pré à Couvrelles. En octobre 1288, celui-ci fut maintenu, aux assises de Laon, par Jean de Montigny, bailli de Vermandois, dans son privilége de faire vendre ses grains à Vailly par des religieux ou des convers sans payer de droits de vicomté auxquels le maire et les échevins de cette ville voulaient les assujettir. En 1290, Simon fit avec Gérard d'Aconin, écuyer, l'échange d'un fief de la seigneurie de Saint-Crépin à Acy, contre un autre fief que ce seigneur tiendrait également du monastère à Noyant et Aconin. Simon approchait de la fin de sa carrière, mais il dut être cet abbé qui échangea encore avec les frères de la maison du Temple du Mont de Soissons un droit de terrage.

De 1291 à 1303, aucun acte ne porte le nom propre d'un abbé de Saint-Crépin. Un seul de cette dernière année donne celui de Wermond. C'est donc à cet abbé qu'il faut attribuer, du moins provisoirement, ce qui se passa depuis la mort de Simon, puisque il en est qui le supposent élu en 1303, par suite de la démission que son prédécesseur avait faite de sa charge entre les mains de l'évêque de Soissons. Quoique il en soit, Wermond voulut bien, pour une somme de 50 livres, que le prévôt d'Estrées ne demeurât son vassal que pour une portion de ce qu'il tenait de lui à Estrées. Il dut déployer beaucoup de patience et de fermeté dans plusieurs démêlés qu'eut l'abbaye, en 1292, et dans les années suivantes. Ce fut d'abord avec Saint-Médard qu'il fallut batailler pendant sept ans pour forcer les religieux à apporter, selon la coutume, deux cierges de 3 livres, de l'huile et de l'encens en l'église de Saint-Crépin, à l'une des heures de l'office, la veille de la fête des Saints-Martyrs. Ce furent ensuite avec la commune de Vailly des pointilleries continuelles sur la seigneurie et justice abbatiale de Jouy. L'abbé obtint contre elle, en la cour du roi Philippe le Bel, trois arrêts qui maintenaient les vieux droits que Saint-Crépin faisait exercer en sa maison de ce village. Il acheta, en 1297, de Gérard et de demoiselle Isabeau d'Aconin, la vicomté de Vénizel pour 200 livres, par un acte signé de Colard de Berzy, et de Jean de Buzancy, écuyers, et de Gile, femme de ce dernier, de qui la vicomté relevait.

Jean V, « damoiseau, *cuens* de Soissons, sire de Cimay, » comme seigneur suzerain, approuva cette vente « pour Dieu, par pitié et pour le remède de nos âmes et de nos devanciers, » disait-il dans sa charte que son frère Hugues confirma quelques années après en réglant l'étendue de la vicomté (1).

D'autres communes n'avaient pas tardé à suivre l'exemple de celle de Vailly à l'égard de Saint-Crépin. Vers 1300, la commune de Soissons ayant troublé son maïeur dans l'exercice de sa charge au bourg Saint-Crépin, Wermond, après s'être opposé vigoureusement à cette nouveauté, entra en arrangement avec elle en 1301. Deux ans après, c'était une autre affaire avec la commune de Condé et Celles au sujet de la justice. L'abbé Wermond, D. Wautier de Bouclenay, chambrier, et D. Arnould de *Kesne* (Caisne), prévôt de l'abbaye, durent s'entendre avec les arbitres nommés par les maïeur et jurés de Condé pour définir les cas dont la connaissance appartiendrait à ces derniers, et ceux qui ressortiraient du maïeur des religieux à Celles. Il fut stipulé que la *Maison* ou *Court au bois,* appartenant à Saint-Crépin, serait exempte de la taille et juridiction de la commune. Dans le même temps un accord vint régler les prétentions réciproques qu'élevaient le monastère et celui de Saint-Médard, sur les prises dans la rivière d'Aisne, vis-à-vis la maison de *Kanivet.* Elles venaient de ce que Saint-Crépin avait la seigneurie de Pernant qui s'étendait jusqu'à l'autre rive, du côté du hameau de Courtil, appartenant à celle de Saint-Médard (2).

On attribue à l'abbé Wermond une anecdote que plusieurs ont révoquée en doute, mais qu'il importe néanmoins de rapporter ici. L'antique reliquaire d'or, en forme de pyramide, attribué à saint Eloi, et où l'on avait renfermé le chef de saint Crépin, se trouvant *rompu,* demandait à être remplacé. Wermond, à la persuasion d'un orfèvre de ses amis et d'un *maître maçon* (architecte), eut la malencontreuse idée d'en commander un autre moins riche, mais de plus belle apparence, audit orfèvre. Il était en cuivre doré,

(1) D. Elie et Regnault, *Preuves*, f° 5.
(2) *Bibl. nation.*, carton n° 773, collect. Cocheris.

artistement émaillé et orné de figurines en vermeil; c'était le même qu'on voyait encore aux XVII^e et XVIII^e siècles. Autour de la base on grava ces mots ; *Hic loci sacratum in vase ad Domini decus hoc caput locatum Vuermonte abbate.* Avec l'ancien vaisseau, qui pesait dix marcs, on eut de quoi payer le nouveau, et l'orfèvre put encore confectionner pour Wermond une magnifique crosse abbatiale (1).

Celui-ci, homme vertueux, mais poussant l'économie à l'excès, s'applaudissait d'une œuvre où le bon marché ne nuisait pas à la beauté de l'exécution. Il fit même chanter une messe de la Sainte-Vierge, à la suite de laquelle il se proposait de transférer la relique. S'étant mis en devoir de tirer le chef de l'ancienne châsse pour le placer dans la nouvelle, ce fut envain qu'il essaya de l'y introduire, l'entrée se trouvant trop étroite. Honteux d'avoir si mal pris ses mesures, l'orfèvre osa frapper la relique qui se divisa en trois pièces et entra ainsi aisément dans la fierte. La punition suivit de près cette espèce de sacrilége, le malheureux devint perclus de ses membres, mourut intestat, et Wermond lui-même aurait peu à peu perdu la raison. Sentant sa tête s'affaiblir, et reconnaissant dans ce malheur un châtiment du ciel, il rassembla ses religieux et des chanoines de la ville en la salle capitulaire, avoua sa faute en leur présence, se reconnut indigne du rang qu'il occupait, incapable de continuer son administration, les conjura avec larmes d'accepter sa démission et de le remplacer par un religieux qui pût réparer des errements qu'il déplorerait le reste de sa vie. On élut, en effet, l'an 1303, avec l'agrément du roi, Wautier ou Gauthier de Bouclenay, qui avait occupé les offices de prévôt et de camérier dans le monastère. Quant à Wermond on l'envoya au prieuré de Beaulieu en Vermandois où il fit une pénitence exemplaire que Dieu accepta sans doute puisque il lui rendit la santé. Gauthier le voyant en état de rendre encore des services, le nomma

(1) Dormay attribue cette anecdote à Wermond, parce qu'un abbé de ce nom tenait l'abbaye en 1303, quoique il ait pu y en avoir un autre du même nom, attendu qu'on n'a pu former une liste exacte de tous les abbés de Saint-Crépin le Grand (t. II, p. 295). — D. Hélie la révoque en doute dans son histoire de cette abbaye. — D. Lépaulart l'admet, sans toutefois en indiquer la source. Il en est de même de l'auteur du *Recueil sur Saint-Crépin.* Quant à la translation, elle ne peut faire l'objet d'aucun doute.

prieur de ce bénéfice où il vécut avec beaucoup de piété et d'édification. Telles furent les circonstances qui accompagnèrent la dernière translation du chef de saint Crépin dont le fond paraît indubitable. Quant au chef de saint Crépinien, il aurait été transporté au pays de Flandre, mais on n'a pu découvrir de renseignements qui en indiquassent l'époque, ou les personnes qui en auraient été les témoins (1).

V. — Si de Saint-Crépin le Grand on passe à Saint-Crépin en Chaye, l'on verra le temporel de cette abbaye s'augmenter également, quoique dans des proportions moindres, soit du fait des évêques et du chapitre de Soissons, soit de celui des seigneurs du voisinage. C'est surtout à Nampcel, à Chavigny et à Soissons que les biens abondèrent au XIIIe siècle. Roger, chevalier de Nampcel, qui avait pour curé, en 1179, Drogon, chanoine de Saint-Crépin, selon une charte de Guy, châtelain de Coucy (2), abandonna, en 1200, pour 27 livres, tous ses droits sur la grange des religieux en ce village, de l'agrément de sa femme Eremburge, d'Adam, de Jean et de Sabine, ses enfants, et du chevalier Pierre, son frère, lequel renonça également aux siens sur la grange dîmeresse où il y avait un gardien pour la conservation des grains, dont chacun venait lever sa part (3). Gérard de Nampcel, prêtre de Vauxrezis, donna à l'abbaye 6 esseins de blé sur la dîme du village, et Guy, châtelain de Coucy, après avoir loué une donation de Renaud, chevalier de Leuilly, à Vaudesson et à Pinon, la gratifia, en 1202, d'une terre à Nampcel, où Saint-Crépin possédait déjà les dîmes du *Champ de l'Autel* (4).

Des contestations qu'eut celui-ci avec Prémontré à Vaurain, et avec Ourscamp à Nampcel, au sujet des dîmes que les deux abbayes avaient en ces lieux, font connaître le régime qui gouvernait les granges dîmeresses. D'après l'avis de l'évêque Nivelon et du chapitre, il fut convenu avec Baudouin, abbé d'Ourscamp, quant à celle de Nampcel, que les chanoines de Saint-Crépin en Chaye, curés, religieux,

(1) *Recueil sur Saint-Crépin.*, p. 24. — *Gall. christ.*, t. IX.
(2) D. Grenier, t. VII.
(3) *Cartul. S. Crispini in Cavea.* « Carta Nivelonis, anni 1200. » (*Bibl. nation.*)
(4) « Carta Guydonis. » *ibid.*

ou leurs frères servants, clercs ou laïques et les batteurs, avant d'y entrer pour battre le grain des dîmes, feraient le serment de fidélité à Ourscamp; qu'il y aurait deux clefs de la grange, l'une entre les mains des moines d'Ourscamp, l'autre entre celles des chanoines de Saint-Crépin. Ceux-ci, tandis que leur abbé, Hugues I^er, cédait une vigne à Ourscamp, acquirent, en 1227, du chevalier Pierre Bucel de Carlepont *(de Karoli-Ponte)*, les rentes de blé et de fourrages qu'il avait sur la grange avec l'agrément de Laurence, veuve du chevalier Renaud, prévôt de Nampcel, et en présence d'Haymard de Provins (1). Ce prélat se porta de lui-même à déclarer, en 1234 : que si Robert, abbé de Saint-Crépin, et les ecclésiastiques de Nampcel l'y avaient souvent reçu dans leur maison et traité avec bienveillance, il n'y avait pas plus de droit de procuration que dans les églises séculières du diocèse. Raoul ou Renaud, châtelain de Coucy, toujours généreux envers l'abbaye, lui concéda, avec sa femme Mabille, une vigne à Nampcel, donnée autrefois par Gérard, curé de Vauxrezis, et une terre près de la cour ou ferme des religieux dans ce village; et, en 1247, lorsqu'il transporta sur la montagne la grange qu'il avait dans la vallée, près du cimetière, il leur en donna la place, les murailles et tout ce qui la séparait de l'église et de la maison neuve que l'abbé Robert avait fait construire la même année, entre cet édifice et la grange supprimée (2). Ce bienfaiteur de Saint-Crépin en Chaye, Renaud, serait le châtelain de Coucy, si célèbre par ses amours avec la dame de Fayel, plutôt que Guy, autre châtelain de Coucy, ainsi que le prétend un critique (3). Quoique il en soit, on voit par ces monuments écrits que Saint-Crépin en Chaye possédait à Nampcel une maison assez considérable pour y entretenir plusieurs religieux et frères servants, que le curé était alors un chanoine de l'abbaye, et que le vaste enclos du presbytère actuel renfermant l'église a été formé dès le XIII^e siècle.

Les biens que Saint-Crépin en Chaye possédait dans la paroisse de Chavigny le Sort, d'où sortait son 14^e abbé,

(1) *Ibid.* « Carta Haymardi, ann. 1211, etc. »
(2) *Ibid.* « Carta Radulfi. »
(3) M. PEIGNÉ-DELACOUR.

Jean de Chavigny, s'augmentèrent d'abord de l'aumône du chevalier Simon de Chavigny. Ce seigneur ayant pris la croix contre les Albigeois *(cruce signatus, in terram Albigensium profecturus)*, lui concéda, en 1210, du vin et du blé de rente pour la réfection des frères, le jour de son anniversaire, dont 4 esseins sur la grange de Chavigny « pour faire les hosties, » et il augmentait cette rente « au cas qu'il mourût en ce pèlerinage. » Il en revint, car au mois de septembre 1248, il donnait encore à Saint-Crépin 18 esseins de terre, sur le Mont de Chavigny, près du *Champ des Lépreux*. En 1265, Geoffroy de Mortemer, écuyer, et sa femme Hersende, fille d'Hervé de Buzancy et sœur de Jean de Buzancy, lui vendirent des terres à Chavigny, à Vaux sous Chavigny et à Milencourt, de l'agrément de « Jehan, sire de Buzancy, » et de sa femme Havide, du chevalier Raoul, « sire dou Bos, » et de sa femme Ade, fille aussi du même Hervé, et de Jean, comte de Soissons. Le seigneur de Walardon de Chavigny, en 1249, et le chevalier Colard de Vauxrezis, en 1251, avec l'approbation de Flandrine, sa femme, et d'Isabelle, sa fille, lui vendirent également à Chavigny des vinages et des terres à cens (1).

Dans la banlieue et aux environs de Soissons, le domaine de Saint-Crépin en Chaye reçut d'abord, en 1203, des vignes près de *Pont-Vert*, et en 1207, des vinages, des poules de rente, des cens, des terres à Belleu, à Soissons, à *Boweton* (Beauton) (2), de Geoffroy, chevalier, vicomte de Bucy, à la louange de Raoul de Bucy, son frère. Ce dernier lui donna aussi du bien au bac de *Pont-Vert* et sur l'héritage qui lui devait échoir à la mort d'Hodierne d'Ancienville, ce qui fut approuvé en 1210 par le chevalier Yves de Nauroy *(de Noerio)*, à son lit de mort, en présence d'Haymard de Provins, de Lambert, abbé de Saint-Léger, de Renaud, doyen de Saint-Vaast, de Guillaume, chanoine

(1) *Cartul. S. Crispini in Cavea*. Chartes de 1210, de Simon et de N., évêque de Soissons; — de 1246, de Geoffroy, de Jean de Buzancy, de Jean de Soissons, de Jean de Thorotte, official, et de Guy de Bonnes, official.

(2) *Ibid.* Chartes de 1203, de Raoul, prévôt et archidiacre de Soissons, où sont nommés Pierre, 5e abbé de Saint-Crépin en Chaye, Fulbert, abbé de Saint-Léger, et Renaud, doyen de Saint-Vaast. — Charte de 1207, de Nivelon, évêque.

de Saint-Jean et prieur-curé de Saint-Etienne de Montmirail. La même année, le chevalier Foulques de Blois céda à l'abbaye son quart sur le bac, consistant en 20 sous de rente. En 1211, elle acheta du chevalier Henri de Missy, pour 100 livres de forts, une maison qu'il avait dans ses champs près de l'abbaye, et fit divers arrangements approuvés par les chevaliers Hugues d'Ambleny, Raoul de *Fenir* (Fénix, ou Fénieux), Ernoul de Mercin, Guy Buignons, Hugues Borchers et autres (1). Guy, septième abbé, céda aussi, en 1214, à Odon, maïeur, et à la commune de Soissons une maison « dans le nouveau quartier contiguë au bosquet qui avait appartenu autrefois au roi Hugues.» L'évêque Jacques de Bazoches donna, en 1219, plusieurs chartres concernant la dîme de *Bingnier* (Bagneux) donnée à Saint-Crépin, en 1214, par le chevalier Foucon *li Bègues*, et le bac de Pont-Vert, et déclara, vers le même temps, que s'il avait été appelé par les religieux pour assister à l'élection de l'abbé, c'était comme personne privée et sans gêner en rien la liberté des suffrages (2). Enguerrand de Coucy approuva, en 1220, tout ce que l'abbaye avait acquis sur ses domaines depuis le mort de son père, et Jean, fils aîné du comte de Soissons, lui confirma, en 1231 et 1232, des vignes et des terres à Billy, Mercin et Pommiers, depuis le chemin conduisant du bac de Pont-Vert, à Vauxrezis, jusqu'au bac de Pommiers, avec promesse de renouveler cet acte à son avénement au comté. De plus, lorsqu'en 1250, étant devenu comte de Soissons, il fonda son anniversaire à Saint-Crépin, il permit aux chanoines de « monstrer et vendre chascun an » au marché de Soissons jusqu'à 50 muids de grains sans payer aucun droit de tonlieu et de sextrelage, et cela en présence de Raoul, son frère, d'Hervé de Buzancy, de Jean de Betencourt, de Baudoin de Bailler, de *Dréon* de Buzancy, de Guyon de Pernant, de Wandon de Rozières, de Jean de Bazoches, tous ses hommes et chevaliers. Enfin, les religieux purent acheter, en 1254, des biens à la *Folie-Escot*, vers le bac de Pont-Vert (3).

(1) Chartes d'Haymard.
(2) Chartes de 1219, de Jacques de Bazoches.
(3) Chartes de Jean de Paris, official.

Saint-Crépin en Chaye eut encore de nombreux bienfaiteurs dans la noblesse du Soissonnais. Ce furent surtout le chevalier Jacques de Bézu le Guerri, en 1206; Agnès de Billy; Baudoin, fils de Robert, chevalier de Cuisy, en 1215; Gobert, chevalier de Chérizy et de Muret, oncle de l'évêque Jacques de Bazoches, et sa femme Havide, en 1219. Le chevalier Briques de Loire (Troly), fils de Gilbert de Troly, et sa femme Eremburge, en 1243; Jean, chevalier d'Ancienvielle, en 1245, et sa veuve Mathilde de Brécy; le chevalier Avril, seigneur de Cuffies, et Marie, sa femme, qui donnèrent un jardin à Braye sous le Mont Notre-Dame, en 1249; Raoul, chevalier de Crouy, au sujet d'une maison « vers la porte de Crise, à Soissons, » en 1255; D. Gervais, prêtre de Belleu, en 1259; Gérard de Juvigny, chantre de Saint-Gervais. A ces noms déjà connus on ajoutera ceux du chevalier Jean de Brétigny, en 1310; de *Hues,* sire de Bazoches, vidame de Châlons, à Ecuiry, en 1311, et de Robert, dit *Paillars,* sire de Nampcel (1).

Une seule affaire paraît avoir troublé quelque peu, au XIII[e] siècle, l'existence paisible de la communauté de Saint-Crépin en Chaye. Il s'agissait d'une question de dîmes à Vauxbuin, près de Maupas (*super Malum passum*), sur les terres de l'évêché de Senlis. Cette affaire alla jusqu'au pape, qui délégua pour la terminer le doyen et le chantre de cette même église. Les religieux appelèrent de leur sentence, qu'ils taxaient d'injuste, à la cour de Rome, et en obtinrent pour juge le doyen de Saint-Pierre au Parvis. Mais après maintes altercations sur la cause de l'appel, on eut recours à un simple arbitrage.

Uniquement occupé de son diocèse, Nivelon II se mêla peu aux affaires générales du royaume, pendant ses dix années d'épiscopat. En 1253, il écrivit au pape en faveur du chapitre de Noyon, au sujet des reliques de saint Eloi (2). Deux ans après, il certifia la défense faite par Louis IX d'inquiéter en quoique ce fût Pierre de Hans, évêque de Châlons sur Marne; et en conséquence d'une bulle du

(1) *Cart.*, Chartes d'Haymard de Provins, de Jacques de Bazoches, de Jacques, archidiacre; — de Jean de Torotte, de Th. Dumont et d'Albéric de Fontenoy, officiaux (1249).

(2) MARLOT, t. I, p. 227.

pape Alexandre IV du 22 novembre 1257, il requit, par lettres du mois d'avril 1259, tous les abbés, prieurs, doyens, prêtres, chapelains et autres clercs de son diocèse d'engager les fidèles soumis à leur juridiction d'assister, le dimanche d'avant la fête de saint Jean-Baptiste, à la solennité des corps saints de l'église de Saint-Frambart de Senlis et d'y porter des offrandes, accordant quarante jours d'indulgences à ceux qui répondraient à son appel (1). Nivelon souscrivit aux plaintes adressées au souverain pontife par les évêques de France contre les frères prêcheurs et figura parmi les prélats qui, pour tranquiliser la conscience de Louis IX à l'égard des torts inconnus dont il pouvait s'être rendu coupable, lui répondirent qu'à défaut de connaître ceux envers qui il serait sujet à restitution, il pouvait mettre fin à ses incertitudes par des œuvres charitables. Il dut recevoir le pieux monarque à Soissons, au mois d'octobre 1254. On connaît son passage en cette ville par l'expédition d'une charte pour la fondation d'une chapellenie dans la collégiale de Saint-Quentin. Louis approuva une fondation semblable dans l'église de Saint-Aignan-en Brie, au mois de mars 1266 (2). Il est à croire que Nivelon assista au concile de Saint-Quentin de 1256 et à celui de 1257, lequel n'est connu que par une lettre de l'archevêque de Reims et de l'évêque d'Arras au sujet de l'abbaye d'Arrouaise (3). Il autorisa, le dimanche d'avant l'Ascension de 1260, Thibauld, comte de Champagne et roi de Navarre, à faire faire la dédicace de la chapelle de Saint-Quentin d'Igny le Jard, doyenné de Dormans, par tel évêque qu'il jugerait à propos, et accorda cent jours d'indulgence à ceux qui y assisteraient. Ce prieuré dépendait des Augustins d'Epernay. Avant sa mort, arrivée le 10 février 1302, Nivelon légua au chapitre de Saint-Gervais un muid de blé *hivernal* et 12 setiers de vignes à Bucy pour faire quelques distributions aux chanoines et aux chapelains de la cathédrale. Cette fondation fut augmentée de 2 autres muids et de 16 esseins d'avoine, par Milon de Bazoches,

(1) D. Grenier, *ex* Archiv. de S. Frambart.

(2) *Ibid.* Comté de Soissons.

(3) *Gall. christ.*, Instrum., t. III, col. 88.

son neveu et son successeur. Nivelon fut inhumé dans le chœur de Saint-Gervais, au pied du grand autel (1).

VI. — MILON de Bazoches, élevé sous les yeux de son oncle, qui l'avait fait chanoine et archidiacre de Brie, était fils de Robert de Bazoches, seigneur de Coulonges et de Vaux-Ceré, et de Brémonde, dame de Vaux-Ceré, ou, selon un acte du mois de septembre 1241, d'Adèle, dame de Wiége et de la Ferté. Il dut peut-être son élection à la recommandation du prélat défunt. Arrivé à l'épiscopat le 18 janvier 1262, il fut sacré au mois de mai de l'année suivante. Le siége métropolitain s'étant trouvé vacant par la mort de Thomas de Beaumetz, arrivée le 17 février de la même année, il reçut sa confirmation du chapitre de Reims qui avait attiré à lui cette prérogative en pareil cas, et les chanoines de Saint-Gervais purent obtenir de Louis IX, en 1262, la remise des régales. Celles-ci montèrent, cette année, à 170 livres provenant des droits de vinages et autres que les officiers royaux avaient perçus pendant la vacance du siége (2). Il avait été réglé par un arrêt du parlement de 1263, entre les exécuteurs testamentaires du prédécesseur de Milon et les gardes de la régale, que les bois coupés et les vinages perçus avant sa mort, arrivée *après les vendanges*, et les *mairies* échues de son vivant appartiendraient à la succession et seraient remis aux premiers et que les *mairies* échues pendant la régale appartiendraient au roi (3).

Zélé protecteur des maisons religieuses, Milon ne fut pas plutôt assis sur le siége épiscopal qu'il témoigna à celle de Longpont, alors en si grand renom, et dont l'église, dédiée à Notre-Dame, était un des lieux de pèlerinage les plus fréquentés au XIIIe siècle, une vive et singulière affection. Il faisait souvent des retraites en ce monastère, dont la régularité et la profonde solitude lui plaisaient. Fuyant ainsi l'éclat et les séductions du monde, il venait s'y retremper dans la sévérité des vertus épiscopales. Dans la crainte de

(1) *Ibid.*, t. IX, col. 370. — DORMAY, t. II, p. 24.

(2) DORMAY, t. II, p. 283. — *Gall. christ.*, t. IX, col. 370.

(3) Arrêt pour les régales du diocèse de Soissons (*Mém. du Clergé*, t. II, p. 913 à 915. — *Archiv. impér.* par BOUTARIC, t. I, p. 172.

troubler par sa présence les exercices du cloître, il faisait sa demeure habituelle au *Château de la Comtesse*, qui était proche de l'abbaye et dans son enceinte. C'était le même hôtel où se retirèrent aussi Ade de Grandpré, comtesse de Soissons, et Eléonore, comtesse de Vermandois. De là il allait en l'abbaye visiter les religieux, célébrer la messe et exercer dans leur superbe basilique les fonctiens épiscopales. Ces témoignages d'affection n'empêchèrent pas les moines de veiller toujours sur l'intégrité de leur privilége d'exemption et de prévenir des empiétements qui auraient pu à la longue y porter atteinte. Milon, pour mettre fin à ces appréhensions, prévint leurs désirs en déclarant dans une charte du mois de mai 1268, qu'il donna aux religieux, « lesquels il aimait en Jésus-Christ avec une sincère charité de religion, » et qu'il renouvela en 1280, « que la libre concession à lui faite par l'abbé d'exercer quelquefois à Longpont les fonctions épiscopales, telles que la consécration du saint chrême et de l'huile sainte, et d'habiter, quand il lui plairait, le *Château de la Comtesse*, ne tirait pas à conséquence, et qu'il ne prétendait ni pour lui, ni pour ses successeurs, le droit d'exercer aucune juridiction sur les religieux, sur leur église abbatiale et sur le château ; qu'il entendait, au contraire, défendre les priviléges et immunités du monastère et les conserver intacts. » Gérard de Montcornet, successeur de Milon, qui, lui aussi, « aima la maison de Longpont de l'intime affection de son cœur, » et plus tard, Simon de Bucy firent de semblables déclarations dans des chartes qu'ils donnèrent à l'occasion de la consécration des saintes huiles, le Jeudi-Saint, le premier en 1294 et le second en 1361.

Les bons rapports qui existaient entre les évêques de Soissons et les moines de Longpont se traduisirent d'un côté par un redoublement d'estime et de l'autre par un accroissement de bienveillance. Ils eurent alors pour abbés Jean II de Provins, successeur de Jean I^er^, inhumé dans le chapitre, sous la même tombe que Robert II, abbé de Clairvaux ; Robert I^er^, qui succéda à Jean de Provins, en 1280, lequel fut inhumé sous la cinquième tombe, du côté du parloir, et Adam II. Milon de Bazoches, d'ailleurs, ne se contentait pas d'approuver les nombreuses acquisitions

que Longpont continuait de faire ; il ne cessait de lui donner aussi des terres et des rentes en argent et en nature. En 1268, l'abbaye recevait de lui 10 livres tournois sur la taille de Bazoches, se voyait confirmer tout ce qu'elle avait acquis sur le domaine de l'évêché, avec tenure, à titre de mainmorte. Deux ans auparavant, le chevalier Nivelon de Vouties lui avait légué pour l'âme de sa mère Mahaut, enterrée dans le cloître, 10 sous de rente sur la commune de Corcy *(communitate)* (1).

A mesure que le chœur et les édifices conventuels de Longpont s'achevaient, on travaillait aux magnifiques mausolées des hauts personnages ecclésiastiques et laïques qui étaient venus reposer au milieu de cet asile de la prière et du silence. Celui de Joslein de Vierzy, évêque de Soissons, dont les restes avaient été transportés à Longpont dans une petite tombe de plomb lorsque, dit Muldrac, l'église « fut assez advencé, » était élevé et creusé dans le mur du Sanctuaire, entre deux colonnes, du côté de l'Epître. C'est sous la voûte de cet édicule, soutenu par des colonnettes et surmonté d'un dais au pignon, qu'on voyait la statue couchée du prélat, au-dessus de laquelle paraissait une figurine de son âme, toujours sous la forme d'un évêque, portée au ciel dans une draperie soutenue à ses extrémités par deux anges. Tout le monument, délicatement sculpté, était peint en couleur rouge, verte et azur. Celui d'Ancoul de Pierrefonds, successeur de Joslein, placé du côté de l'Evangile, était du même style et aussi à demi engagé dans le mur. Le prélat était en habits pontificaux et son âme paraissait également enlevée au ciel. L'un de leurs successeurs, Milon de Bazoches, devait être inhumé au milieu du sanctuaire même, sous une tombe de cuivre. Dans le pourtour du chœur et toujours en dehors du sanctuaire *(in procinctu presbyterii)* était encore le monument de Grégoire de Plaisance, du même genre que les précédents. Il s'élevait « contre le mur de son sépulchre. » Le bienheureux reposait en habits religieux sur le soubassement ; dans le haut, une petite figure de moine montant au ciel. Cette sépulture était vide depuis que les reliques en avaient été dé-

(1) *Chronic. Longip.*, par MULDRAC.

posées dans une châsse de plomb. En continuant le tour du chœur, on apercevait dans la chapelle de saint Bernard deux sépultures insignes, dont les épitaphes furent effacées et les lames de cuivre enlevées par les Huguenots, et qu'on attribuait à Alix, ou Pétronille, femme de Raoul le Vieux, comte de Vermandois, et à Elisabeth, sa fille aînée. Plus bas et près de la chapelle de Notre-Dame était le tombeau du comte lui-même, principal fondateur de l'abbaye, dont les restes y avaient été rapportés de l'église de Saint-Arnoul de Crépy. Près de ce monument devait s'élever plus tard celui de Jacques, bâtard de Vendôme, chambellan du roi et gouverneur de Compiègne, qui mourut en 1524 (1).

Marie de Montmirail, fille du bienheureux Jean, ne pouvait mieux choisir sa sépulture que dans l'église de Longpont où celui-ci reposait, et où son tombeau attirait une si grande foule de pèlerins. Elle vint donc au monastère, au mois de juin de l'an 1271, et sollicita comme une faveur d'y être enterrée. Elle obtint sa demande et donna à ce sujet la charte suivante, monument de sa piété :

« Je, dame de la Fère et de Saint-Gobain, à ceux qui ces présentes verront : Salut en nostre Signor. Com par le salu et la seurta de m'âme, et par amor et la noble recordance dou bon Jehan, mon saint père, de cui li cors gist honorablement dedans le moustier de Longpont, l'eux aye requis dévotement et humblement à l'abé et au couvent de Longpont ma sepoulture en leure maison, sachent tuit que li abé et li couvent esgardant la bonne volenté que j'ay envers eus et envers leure église par les raisons devant dites, debonnairement, liement et doucement m'ont octroié ma sepoulture (leur très-grand merci) en leur église, présent chapitre, le couvent, le jor que je leur requis ma sépoulture en propre personne... »

Un an après, Marie de Montmirail donna à l'abbaye pour son anniversaire 200 liv. tourn. devant produire 10 liv. de rente, et 15 liv. sur le tonlieu de Condé en Brie, dont 13 liv. seraient employées à fournir un cierge « qui ardra nuit et

(1) Muldrac, *Valois-Royal*, p. 98 et suiv. — D. Martène, *Voyage littér. — Collect. Gaignières*, à Oxford. On y voit quinze dessins de tombeaux. Dans un manuscrit de Longpont, aujourd'hui à la Bibliothèque nationale, on a reproduit quarante-huit dalles funéraires.

jour devant le grand autel à Longpont. » Enguerrand IV, sire de Coucy, confirma, en 1277, cette donation de « madame Marie, sa mère, » et les biens donnés à Longpont par son oncle Matthieu de Montmirail et par ses ancêtres. Marie mourut l'an 1272, en grande renommée de sainteté et en digne fille de Jean de Montmirail. Le monument de ce dernier était placé au-dessus de celui d'Ancoul de Pierrefonds, mais entre deux colonnes du sanctuaire même; le monument de Marie fut élevé à la suite de celui de Jean, entre les deux colonnes suivantes. Ce superbe mausolée, aux armes de Montmirail et de Coucy, resplendissait d'or et d'azur. On y voyait la noble dame représentée en costume du temps, une levrette à ses pieds, et on y lisait ces mots en lettres d'or :

Hic jacet nobilis Maria, domina
De Fara, quæ cum sanctissime
Viveret, fuit in eleemosynis larga,
Bonis operibus plena, in oratione devota,
Filia hujus probatissimi militis et devotissimi monachi
Fratris Joannis quondam domini de Montemirabili,
Mater Ingranni de Coucy.

Enguerrand IV, sire de Coucy, qui mourut en 1311, fut inhumé sous un tombeau construit en 1315 à la suite de celui de sa mère et entre les deux colonnes suivantes, en remontant. Il était du même genre et de la même magnificence que les précédents et entouré d'une grille de fer. Il se faisait néanmoins remarquer par une ornementation moins pure et plus brillante annonçant le seuil du XIV^e^ siècle. Le chevalier y paraissait couché et armé de toutes pièces. Il fut élevé par Jeanne de Flandre sa femme, « pour marque de son amour et de sa piété. » Cette princesse se retira, vers 1317, au monastère cistercien du Sauvoir, près de Laon, qu'elle gouverna en qualité d'abbesse jusqu'en 1331. On attacha à la grille du mausolée d'Enguerrand une tablette sur laquelle était détaillée la généalogie de la noble dame. L'inscription était ainsi conçue : *Cy gist Monseigneur Eniourran de Coucy, sire de Marle, la Fère, Montmirel, Tresmes, Condé en Brie, et viconte de Meaux, qui trépassa l'an de grâce mil trois cens unze, le vin-*

tième iour du mois de mars. Proiez Dieu pour s'ame (1).

Non-seulement l'église à Longpont, mais encore le chapitre, les cloîtres, le cimetière étaient remplis de sépultures de la noblesse des environs ; ce n'étaient partout que dalles et inscriptions funéraires rappelant le souvenir et l'image de la mort. Si l'on sortait de l'église pour aller au chapitre, on rencontrait l'ancien sépulcre de Pierre le Chantre, auprès duquel Jean de Cramailles avait demandé à être enterré en donnant aux religieux 4 muids de blé de rente à Dommiers. Ce chevalier était représenté sur sa tombe, revêtu de ses armes, avec ces mots :

Chist gist li chevalier de Cramailles;
Pour li priez qu'en paradis soient hébergiés.

Jean III, comte de Soissons, non content de confirmer à Longpont, en 1269, une rente de 9 liv. 12 sous que Pierre de Laon, chambellan de Louis IX, lui avait donnée sur les métiers et artisans de Soissons *(super misteria et opifices)*, y avait acquis sa sépulture par un legs de 60 s. paris. de rente. Treize comtes et une comtesse de Soissons vinrent reposer sous quatre tombes, à l'entrée du chapitre, mais elles étaient dépourvues d'épitaphes. Sur celle de Raoul, père de Jean, mort en 1236 et placée à gauche, on lisait ces lignes :

Hic Radulphe jaces, comes inclyte laus que tuorum.
Te genus et probitas, te laudet gratia morum,
Te Deus assumat, decus atque corona suorum.
Hic erit et requies et vita beata piorum.

Sur la pierre de la comtesse Ade, troisième femme de Raoul, étaient gravées celles-ci :

A. comitissa pia de Soissons quæ jacet ici !
Regno felici tecum sit Virgo Maria.
Mater egenorum, multorum plena laborum
Heu ! laus tantorum cibus es modo vermiculorum.

Ade de Grandpré avait donné au monastère, en 1231, pour son anniversaire, tous les revenus qu'elle avait acquis

(1) *Chronic Longip.*, p. 172.

à Parcy avec le comte. Jean III avait aussi fait déposer près des portes du chapitre, dans le cloître, les corps de deux illustres chevaliers qu'on voyait sur leur tombe armés de toutes pièces. On y lisait ces mots à demi-effacés : *Cy gisent Liomos... et Monseigneur Jehan son frère ki furent occis en Audigeois* (Albigeois) *pour la foi Jesu-Christ lesquels li cuens Jehan de Soissons, a..... céans, l'an Nostre-Seigneur Mil et CC et L. VIII* (1). Le comte avait assigné, par son testament de 1294, au monastère, une rente de 15 s. sur son comté en vue de sa propre sépulture. Quant aux reliques des deux chevaliers « fresches et suaves pour leur grand honneur et décence, elles ont esté, dit Muldrac, élevées et déposées avec celles du B. Grégoire et de Pierre le Chantre. » Il y avait aussi dans le chapitre un grand nombre de tombes d'abbés auxquelles vinrent se joindre celles de plusieurs seigneurs de Roye.

En sortant du chapitre pour retourner au cloître de la collation ou de la lecture, près de l'église, les religieux rencontraient les tombes des seigneurs de Montmirail ; de Raoul le Jeune et d'Eléonore de Vermandois, de chanoines de Soissons et de seigneurs, vers la porte dite *des abbés*. La maison de Dreux et de Braine avait aussi envoyé son contingent de morts à Longpont, surtout en la personne de Guillaume de Braine qui y fut inhumé, selon une charte de son père Robert II, en 1208 (2). On citera encore entre autres sépultures de Longpont celles de Pierre et de Milon de Vic sur Aisne, morts avant 1178 (3) ; de Marie de Coucy, femme de Renaud, chatelain de Coucy ; puis de Jean de Bretigny, inhumé en 1189, dans le cimetière des religieux ; de Jean Matifar de Bucy, père de Simon Matifar, évêque de Paris ; de M^e^ Giras de Parme, chanoine de Soissons, mort au mois de septembre de l'an 1200 ; de Nicolas Legros, mort chanoine de Saint-Pierre au Parvis vers 1214; d'Enguerrand de Ruis, chanoine de Laon, et de ses deux

(1) Muldrac, *Valois Royal*, p. 93-95.

(2) « Notum fecimus quod cum filius noster Willelmus viam universæ carnis ingressus in domo Longipontis habeat sepulturam. » (Muldrac, *Chronic.*, p. 120, et Cartul. de Saint-Yved.)

(3) Muldrac, *Chronic.*, p. 480. — Charte de 1178 : « Ubi Petrus et Milo sepulti jacent. »

neveux, l'un, Me Pierre de Rosoy, chanoine de Soissons, mort en 1247, et l'autre doyen du chapitre de la Fère ; de Me Martin de Parme, chanoine du chapitre de *Campell* (Champeaux) en Brie, mort en 1287 ; de Thomas et Guillaume Tristan, chanoine de Soissons, sans doute de la famille de Pacy en Valois et Ambleny ; de Huard Soibers de Laon, chatelain de Viviers, lequel avait donné au couvent, en 1270, des revenus à Pinon ; de Simon de Châvres, près de la porte de l'ancienne bibliothèque, sur la tombe duquel on lisait : *Ci gist Simons de Chaavres fiux jadis Monseigneur Guidon de Meigny qui donna les terres de Chaavres, Saint-Germain, Boullant, à l'église de Longpont. Priez pour lui. L'an de grâce 1281 ;* d'Adam Bourdons et de sa femme Helvide Cocherel, inhumés dans le cloître du chapitre ou grand cloître, vers la porte de la sacristie ; du chevalier Jean de Faverolles, mort en 1280, et de sa femme Marie, morte en 1316 ; de Gérard d'Aconin, chevalier, et de Jeanne sa femme, morte en 1286 ; de Guillaume de Malegeneste « jadis vénérez de nostre seigneur le roy de France, mort en 1301 (1) ; de Jean de Vez, curé de Faverolles, sur la pierre funèbre duquel on lisait : *Priez pour s'âme que Diex mercy ly fasse.*

La cérémonie de la dédicace de l'église de Longpont, en présence de Louis IX et de toute sa cour, avait mis le comble à la renommée de cette abbaye. Depuis cet événement, c'était un empressement général, dans toutes les conditions de la société, pour y prendre l'habit de moine. On n'y comptait pas moins alors de deux cents religieux divisés en quatre classes ou catégories : celle des prêtres, la moins nombreuse, celle des clercs, ou religieux de chœur ayant reçu quelqu'un des ordres inférieurs, ou étant *in via*, c'est-à-dire « en voie d'en recevoir, » celle des frères *convers, lais,* ou *servans,* nommés aussi *rendus ;* enfin, celle des religieux *ad succurrendum,* ou *in articulo mortis.* C'est sous l'habit de moine *à secourir* que Gérard II et Agnès de Chérizy avaient passé leurs derniers jours à Longpont.

Les dignitaires après l'abbé étaient le prieur, le sous-prieur, le cellerier, le maître écrivain *(magister scriptor),*

(1) Machaut, *Hist. de Jean de Montmirail,* p. 480.

le maître des convers, le chantre, le sacristain et le portier (1). Il y avait devant la porte de l'église une infirmerie qui n'existait plus au XVII^e^ siècle et où un frère convers recevait les pauvres malades du dehors. La charge de portier du monastère était importante, à cause des revenus qui *lui étaient attribués pour les aumônes*. La bibliothèque, commencée dès l'origine de l'établissement, fort riche en manuscrits précieux, ne cessa de s'augmenter jusque dans les derniers siècles de livres rares. L'opulence était grande à Longpont, mais la ferveur y était solide, et la charité sans bornes qu'on y pratiquait ne laissait rien dissiper des revenus, qui étaient toujours regardés comme le patrimoine des pauvres. L'abbé et le prieur se firent exempter par le pape Honorius III de l'honneur de recevoir les *commissions du Saint-Siége, parce que, disaient-ils*, ils n'avaient aucune connaissance du droit et que « le bruit des jugements nuisait au calme de la sainte contemplation (2). » Tous les samedis avait lieu à Longpont la cérémonie du lavement des pieds dans le cloître et l'on montrait encore, au siècle dernier, deux vases de pierres taillés dans l'épaisseur du mur, entre deux piliers, et qui étaient destinés à recevoir, l'un l'eau chaude et l'autre l'eau froide pour cet usage (3).

Outre leur magnifique *monastère, les religieux possédaient* des maisons dans divers bourgs et villes, à Oulchy, à Soissons, à Paris. Celle de Paris, rue des Thermes, fut acquise en 1234 d'un bourgeois nommé Jean Barbette. Comme elle était près de l'église Saint-Gervais, dans la censive du roi, lorsque, dix ans après, on voulut bâtir un clocher à cette église, qui en devait gêner l'entrée, Jean Desmaisons, fondé de pouvoir du couvent, fit à ce sujet des remontrances qui aboutirent à une transaction par laquelle le curé de Saint-Gervais et *ses paroissiens s'engagèrent* à n'élever aucun bâtiment qui portât ombrage à la maison des religieux. Celle-ci prit le nom d'*Hôtel de Longpont* et

(1) *Carta anni* 1177, où l'abbé de Saint-Denis *confirme les donations de* Vaubéron par Suger et Odon ses prédécesseurs.

(2) *Bulle* donnée à Latran. *Chronic.*, p. 232.

(3) *Chronic.* et CARLIER, t. II, p. 245.

imposa même le nom de l'abbaye à la rue des Thermes, qui s'appela dès lors *rue de Longpont* (1).

Il a déjà été question de la maison de Longpont à Soissons, laquelle donna aussi ce nom à la rue où elle était située. En 1239, Jean, comte de Soissons et sire de Chimay, concéda aux religieux un terrain, devant cette maison et sur la place du marché, entre le degré de la vieille maison et le puits de la nouvelle (preuve qu'elle venait d'être rebâtie), avec le droit d'élever un mur de séparation entre ce terrain et la place, moyennant un cens de 6 deniers. Le comte leur assura aussi, en 1269, la rente de 12 sous sur les métiers de la ville, que leur avait faite Pierre de Laon, chambellan du roi, avant qu'il ne fût chevalier, pour leur donner à chacun deux harengs les jours de carême ; et une autre sur son comté « pour estre en leurs prières et pour fère et célébrer chacun an des ores en avant le service de Notre-Seigneur pour son âme et celles de ses amis. » Longpont avait une autre maison à Soissons « devant l'église Saint-Gervais » provenant d'une donation de Thomas de Septmonts, reconnue en 1196 par son fils Benoît.

Le domaine de cette abbaye à Gandelu consistait aussi en maisons, avec leurs biens et rentes dans cette châtellenie, dont une partie lui avait été vendue en 1210 par Guillaume de Courbetost, ou donnée, en 1236, par Pavon du Triport. Jean II de Montmirail lui permit, en 1218, d'en acquérir une hors des murs de *Wandeluz* et une autre à Villers le Roast, ou le Vaast, pour y déposer les dîmes, mais à condition qu'il n'en aurait pas la justice, qu'il n'y pourrait vendre ni blé, ni vin, et n'y aurait qu'un seul serviteur non marié, nourri aux frais du couvent et exempt de toute taille, corvée, ou exaction. Quant à la maison que son père était venu lui-même réparer et qui était située près des murs du château et de la ville, jusque sur les fossés, elle avait continué d'être un sujet de litige entre lui et les religieux, ainsi que des droits d'étal et autres dans l'enceinte de la forteresse. Pour y mettre un terme, ceux-ci lui abandonnèrent le tout, sauf la dîme d'Odon le Pot et 5 arpents de pré à Gandelu pour 12 muids de blé « sain et louable » de

(1) *Chronic.* et CARLIER, t. II, p. 193.

rente sur la grange de *Géhègues* en Brie, de laquelle rien ne serait enlevé avant qu'ils ne fussent livrés, sous peine de voir mettre en interdit par l'évêque de Meaux et jusqu'à pleine satisfaction, la terre du seigneur de Montmirail et son *ménage* de Gandelu. Simon Olivier, prévôt de Gandelu, ayant donné aux moines une maison qu'il possédait entre celle de Longpont et les murailles de la ville, Gaucher de Châtillon, connétable de France, la leur confirma en 1310 et leur permit même, « pour Dieu et pour perpétuelle aumône..... d'édifier et mésonner sur la porte qui claut, comme il s'exprimait dans sa charte, nostre marchié de Gandelu, teignant d'une part à leur méson, et de faire faire sur cette porte tel édifice qu'il leur plairoit. » Les deux maisons que Longpont avaient près de la porte du château de Crépy en Valois lui avaient été données par Gaucher Bourguignon et sa femme Félicie, avec 7 arpents de prés à Marolles ; un autre Gaucher, clerc, probablement leur fils, lui laissa par testament, en 1298, leur manoir même qui était situé près de ces maisons, avec 20 livres de rente.

Longpont possédait également une maison à Ham, en Vermandois, rue du Marché, qu'il avait reçue de Matthieu de Saint-Simon, et celui-ci d'Oger de Saint-Simon, son père. Clémence de Fayel, mère de Jean de Saint-Simon, vicomte de Ham, et son cousin, le chevalier Jean de Faillouël, y attachèrent, en 1231, le droit de pêche au filet et à la nasse près du moulin de Chavigny, sur la Somme ; Jarremont de Saint-Simon, ou de Rouvroy, fils de Matthieu, et sa femme Eliénor de Magny, leur en vendirent une autre contiguë à celle-ci pour l'agrandir, en 1274. Cette maison avait une certaine importance, car en 1333, les moines durent porter plainte au chevalier Jacques de Saint-Simon, vicomte de Ham, et à sa femme de ce que « leurs gens foisoient poié à eux, leurs genz et valez les droits de vinage, piage, kauchie, roage et kotumes qui leur appartenaient sur chiaux qui passent en la ville de Ham, et ke les dis Longpont, avont moult à souffrir, s'ils étoient tenus à tous droix kan iaux, leux genz et varlex vont et vient à leur maison de Ham et de Hellinvœl. » Jacques les exempta de ces droits dans la vicomté

de Ham, à Saint-Simon, Pont, Arteni, Aven, Clâtres, Montescourt, Lizerolles, Kame, Flavy, Anoi, Ollesi, Sommette, Estovillé, « eux, leux gen, varlex, jumenx passans, allans et venans. » Jean de Saint-Simon et sa femme, héritiers de Jacques, confirmèrent cette exemption par acte passé devant l'official de Noyon, en 1347 (1).

Bien plus, pour faciliter aux abbés de Longpont le voyage qu'ils devaient faire tous les ans pour se rendre au chapitre général de Cîteaux, l'abbé de Long-vé leur accorda dans son monastère un lieu pour écrire *(scriptorium)*, une chambre, et une écurie pour quatre chevaux, et l'abbé de la Charmoie sa maison de Vertus pour eux et leur suite. C'est en 1299 que Henri, abbé de Cîteaux, avait permis à l'abbé de Longpont, d'après les écrits laissés par son prédécesseur Rufin, de venir en ce monastère, soit au temps du chapitre général, soit en d'autres temps, avec quatre chevaux, un pour lui, un pour un moine, un pour un convers, ou domestique, et un pour porter les bagages.

Mais ce qui faisait surtout la richesse de Longpont, c'étaient ses bois, ses pâturages, ses vignes, ses grandes exploitations agricoles. Ses fermes parvinrent, au XIII[e] siècle, à ce degré de perfection que l'on a déjà signalé dans ces Annales. Etablies sur les plus riches plateaux du Soissonnais, elles formaient des centres où l'on trouvait du travail et du pain. Leurs troupeaux paissaient sur toutes les collines, dans toutes les vallées environnantes, dans les clairières de la forêt de Retz. Une partie de leurs produits se consommaient sur place, le reste refluait sur l'abbaye. Elles sont encore debout aujourd'hui, et la plupart ayant conservé leur caractère antique, méritent d'attirer l'attention de ceux qui ne pensent pas que le moyen âge fut une époque d'ignorance et d'obscurité. Si l'on a perdu le souvenir des fermes d'Héronval et du Tronquoi, dont Longpont fut dépossédé au XVI[e] siècle, qui ne connaît aujourd'hui celles de Montrambeuf, de Mortefontaine, de Vaubéron et tant d'autres! et ne serait pas d'avis de rendre mille actions de grâces à ces moines qui, à force de transactions, d'acquisitions, de donations et surtout à

(1) Carlier, t. III, *Pièces justif.*, p. 181 et suiv.

force de patience et de labeurs, sont parvenus à les former telles que nous les voyons ?

Les fermes les plus rapprochées de l'abbaye étaient celles de la Grange au Vivier, de Montrambeuf, de Luceron, de Violaine, de la Bove, des Vertes-Feuilles et de Beaurepaire. Ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer, la Grange était comme le grenier de Longpont. Elle recevait les grains des plaines voisines avant la création de Beaurepaire et des Vertes-Feuilles, au XIII^e^ siècle, qui lui fit subir une diminution. C'est derrière le mur de clôture de la Grange et le long de la chaussée qui conduisait à l'abbaye que l'abbé Gaucher d'Oulchy fit planter, au moyen d'une somme de 90 liv. donnée par Raoul, archidiacre de Soissons, et d'une autre de 10 liv. provenant de Nicolas Legros, chanoine de Saint-Pierre au Parvis, une vigne dont les produits avaient une destination particulière. Il les affecta, en 1213, en présence d'Haymard de Provins, à l'usage du couvent et des hôtes honorables « que la crainte, la révérence ou la charité veulent que l'on honore, et non des hôtes ordinaires, mais de ceux qui sont tout à fait honorables, pour la conservation de la paix des frères et l'éloignement du scandale ; sans qu'il fût permis à l'abbé, au cellerier ou à tout autre de le vendre, même pour refaire la vigne, ou autre nécessité quelconque. » L'abbé Baudoin II assigna aussi 4 muids de blé de rente sur la Grange au Vivier provenant de Raoul, chantre de Soissons, au portier et à l'infirmier des pauvres.

Au-dessus du monastère était la ferme de Violaine *(grangia Villianorum)*, hameau de Louâtre, et les biens de Villers-Hélon. Elle eut son origine dans les donations faites en ce lieu, en 1132, par les frères Mathieu et Renaud de Louâtre, et en 1199, par Gobert de Chérizy, tant en terres qu'en larris, depuis le *Sart* de Saint-Jean des Vignes dans la vallée jusqu'au terroir de Villers-Hélon. Après ces donations vinrent, en 1200, celle d'une terre et d'une part du vivier, près de la Loge, par Gauthier Balène ; en 1218 celle d'un cens à *Loistres*, par Agnès de Château-Porcien, destiné à fournir une pitance aux religieux, à la Saint-Augustin, jour anniversaire de son « seigneur et maître Raoul ; » en 1275, celle d'une terre à Villers-Hélon *(in territorio de Vil-*

laribus domini Helonis), par Colard de Dommiers, écuyer, et damoiselle Bourrée, sa femme; en 1299, celle de 3 muids d'avoine de rente au même lieu, par le chevalier Raoul de Cœuvres, frère de Jean II, comte de Soissons, avant son départ pour la croisade, laquelle fut *vidimée* en 1317 par Bernard de Moreuil, son petit-fils, ratifiée en 1499 par Jean de Villers, seigneur de Dampleux et de Cœuvres, vicomte de Soissons, et accompagnée de la remise de ce que l'abbaye lui devait en ce village pour l'avouerie de *Chacon*. De plus celle-ci acheta, en 1200, de Marie de Tigny, pour 22 livres, 30 esseins de terres à Louâtre, où Thibauld, comte de Champagne, lui avait aussi fait une donation l'année précédente; et en 1220, de Hubert de Villers, 8 autres esseins. Enfin, en 1316, un pré situé à Villers, au clos de la Huterie appartenant à l'abbaye, et proche de celui de Jeanne de Trye le Port, veuve de Raoul de Villers, écuyer, fut vendu aux religieux par Gobert de Courcelles, écuyer, « fiux jadis à monseigneur Nichole de Courcelles, chevalier, et damoiselle Sébille de Bruil, fille de monseigneur Gobert du Bruil, » son aïeul, et Marie de Villers, « fille jadis » de Huart de Villers, écuyer, « qui fut fiux » d'Adam de Villers-Hélon, son aïeul. La charte de vente fut rédigée en présence de Pierre d'Armentières, sire de Breuil, écuyer, et de Marguerite de Confavreux, et reçut la confirmation de Philippe d'Armentières, sire de Breuil, écuyer, fils de Henri d'Armentières, et de damoiselle Alix de Breuil, sa femme, fille elle-même de Jehan de Breuil, écuyer, son aïeule; et de damoiselle Marie de Confavreux, femme de Philippe, « pour dévocion » qu'ils portaient à l'abbé et au couvent de Longpont, et « pour les courtoisies » qu'ils en avaient reçues. En 1274, Roger de Violaine, écuyer, fils de Jean Pescères, et sa femme Marie de Villers, échangèrent avec Longpont une femme de corps contre Asceline *la Coulonne*, de Violaine, femme d'Arnoul *le Charpentier*, homme et femme de corps de l'abbaye « por un *Ave.* » Jean, fils de Jean d'Ostel, de *Loières*, écuyer, approuva cet échange en 1282, parce que les religieux tenaient Asceline en fief de lui, et reçut en compensation un autre homme de corps nommé Widron Moret.

Longpont eut, en 1280, des démêlés assez vifs avec Saint-Jean des Vignes, à propos de droits que cette abbaye attri-

buait à ses hôtes de Violaine sur la rive du vivier, et en 1290 au sujet d'un chemin qu'elle lui refusait le long de ses murs de clôture. Le premier fut terminé par Me Aubert, de Marle, chanoine de Laon, et le second par Gérard, cardinal de Sainte-Sabine, en la *Maison hospitalière de Saint-Jean de Jérusalem* à Paris, en présence de Matthieu de Cuisy, alors prieur de Montmirail et depuis abbé de Saint-Jean, et de Nicholas, prieur d'Oulchy, procureurs de Saint-Jean, de deux moines de Longpont et de Me Jean, dit le *Circulaire (circularius)*, chanoine de Soissons (1).

La grande ferme de Montrambeuf avait commencé à la naissance de l'abbaye de Longpont par le don fait, en 1132, par l'évêque Joslein de Vierzy, de deux charrues de terre en ce lieu, avec les eaux, les côtes et pâturages qui l'avoisinent, et par la remise de la dîme de ses cultures à Vierzy, moyennant une rente de grains sur la grange au curé de Vierzy. Elle s'était accru, en 1146 et 1148, d'autres terres jusqu'au bois de ce village et de l'usage du même bois que lui accordait Éléonore de Vermandois; de 2 muids de terre que Nicolas d'Aconin, en retour d'un bienfait qu'il avait reçu du monastère, lui avait concédé, avec l'agrément de Conon de Pierrefonds, comte de Soissons; du terrage de 2 muids de terre sur le terroir de la ferme, et de 20 esseins aux *Fourches*, que Baudoin, fils de Lambert de *Villamont* (Villemontoire), avait vendu à Longpont, en 1168, du consentement de ses frères, de son beau-père Girolde, de Gérard de Muret, d'Emmeline d'Aconin et de Nicolas son fils; de celui de Conon de Soissons, donné en présence de Raoul Audent, de Lysiard de la Porte et de Bérard son fils, de Raoul de Carentines, de Wiard de Parcy, de Gauthier de Vierzy et d'Ébole son neveu (2). La ferme se développa encore au XIIIe siècle, par une suite d'annexions successives. En 1207, Thibauld, prêtre d'Ivors, acheta pour elle, au prix de 100 livres parisis, de Raoul et Marie de Tigny,

(1) Lettres d'Aubert, de 1220; — de Robert, abbé de Longpont, *id.*; — d'Adam, abbé de Longpont, de 1290; — du cardinal Gérard. (*Cartul. S. Joan* et *Chronic. Longip. passim.*)

(2) *Manuscrits sur* Longpont (Bibl. nation.).—*Longpont*, par l'abbé Poquet.

2 muids, 8 esseins de terre, et le terrage de 5 esseins, mesure d'Oulchy, moyennant une rente de 2 muids de blé (1). Baudoin de Lobes et Cécile d'Oulchy lui donnèrent, en 1212, 7 setiers d'avoine de rente qu'ils y avaient. En 1216, Albéric de Dampleux lui vendit quelques terres, et en 1220, Milon de Breuil lui en donna 20 esseins sur la montagne. Elle acquit une vigne, en 1229; en 1251, un muid de blé de rente qu'elle payait à Simon, écuyer, fils du chevalier Pierre Dubois; en 1298, deux autres muids sur cette grange auxquels renoncèrent le chevalier Gilles du Sart en Hainaut et sa femme Marguerite de Verchin, pour des grâces qu'ils avaient reçues de l'abbé et du couvent; ils avaient été achetés de messire Jehan de Soupir et de Hermengarde de Clairfontaine, jadis chanoinesse de Mons. Les acquisitions et donations paraissaient se ralentir au XIV^e^ siècle. Le portier de l'abbaye recevait d'antiquité, sur la grange de Montrambeuf, 5 muids de blé pour 68 esseins de terre que son office y possédait. L'abbé Baudoin augmenta cette rente de 2 muids et demi, du consentement des celleriers, et porta à 7 muids la distribution de blé faite en pains à la porte de Longpont, sur la ferme de Montrambeuf.

La grange de Luceron ou Luisseron, près de l'étang de ce nom, n'était pas éloignée de Vierzy, de qui dépend encore Montrambeuf. Cette terre, bois et plaine venait d'Evrard de Muret, frère de Nivelon de Chérizy, évêque de Soissons, qui l'avait donnnée à Longpont, en 1160, et de ce que sa mère y avait ajouté de la provenance de Henri de Puiseux, en s'y faisant converse, en 1166. Elle s'augmenta, en 1226, de la vente que lui fit Gérard de Laversine, de tout le terrage qu'il avait sur les *trios* ou triages du seigneur Gobert de Chérizy; en 1232, d'une vente de 18 esseins de terre à Berzy qui lui fut faite avec approbation de Jean, comte de Soissons et seigneur de Chimay; en 1243, d'une autre vente de 7 esseins, sur le *Mont de Berzy*, que lui fit Jean de Berzy, lequel, en 1258, approuva aussi une donation de terrage à la grange de Luceron, par testament de son frère Foucard. Robert, seigneur de Montgobert, chevalier, lui donna, en 1255, 18 esseins de terre provenant de la succession de son

(1) *Charte* de Gaucher d'Oulchy, abbé de Longpont, de 1207.

oncle, Robert de Mercin, après son mariage avec la dame Ozilia. Un autre membre de cette famille, Adam de Montgobert, chevalier, confirma, comme « premiers sires, » le don « que ses chières frères d'Oysni, chevaliers, a fait à l'église de Longpont de tout l'héritage qu'il soloit prendre en 18 esseins autour de Lusseron, » lesquels « lui estoit écheus di la mur monseigneur Robert de Muercin, chevalier, son oncle, qui la tenoit de lui en fief. » Enfin, Jean le Petit de Ressons, et Gilles, sa femme, fille de Jacques Mammelard d'Acy, abandonna à Luceron, en 1275, des terrages dépendants de son fief de Laversine.

Trois autres fermes de Longpont, situées au nord de l'abbaye, entre la forêt de Retz et la vallée de l'Aisne, prirent aussi une partie de leur extension au XIII[e] siècle. C'étaient la Gorge, Vaubéron et Mortefontaine. A la Gorge, près de Montigny-Lengrain, peuvent se rattacher ce que Longpont possédait aux hameaux de Banru, Taisy et Tannières. En 1178, il échangea avec Verric de Montigny la terre de *Bonnemue* contre le *Champ Fellard*. Dès 1168, Pierre de Vic sur Aisne lui avait donné ses terres et vignes de Bauten et de Taisy, tant en aumône que pour celles que les religieux avaient à Tannières, avec un pressoir et un cellier, mais à condition qu'eux seuls pourraient y presser leur propre vin sans sa permission; il lui avait aussi abandonné des coutumes sur des biens que Robert Tassel son *homme*, convers de l'abbaye, lui avait aumônés, moyennant 20 setiers de vinages que son père Milon et lui avait donnés au couvent pour l'âme de sa mère; le roage du cellier de la Gorge, ses terres cultes et incultes sur le mont de Hautcourt *(de Alta curte)*, ses droits en ces lieux, pour un cens de 20 den. et moyennant les terrages, vinages et cens des terres, prés et vignes qu'il y pourrait acquérir et qui en seraient grevés. La famille de Pierre, Marguerite sa femme, ses fils Milon et Pierre, Jean et Drogon, ses filles Angélina, Marie et Helvide, sa sœur Asceline et son mari Guillaume, approuvèrent ces concessions dont furent témoins Landric, beau-père de Pierre, Hugues son fils, Guillaume de *Sai*, etc. En 1199, Henri *li Brebichon* de Montigny ajouta une vigne à celles données par Pierre de Vic. Ce n'est plus ensuite qu'en 1259 qu'il est question de cette maison de Taisi à

propos d'une convention conclue devant l'official Jean de Laon, pour une masure de Vuidèle de Taisi, sise près de ses murs, et de l'abandon que fit à Longpont Ada de Tannières, sœur de celle-ci, de ses droits sur la maison, son enclos et pourpris (1). Un an après, Louis IX qui, en 1255, avait renoncé à une redevance de 4 muids de vin sur des vignes de la Gorge, pour la célébration de messes, échangea avec les religieux, en 1260, son moulin de *Bourboul*, à Montigny le Châtelet, contre 13 muids de blé de rente sur ses moulins de Crépy et de Largny, que leur avait donnés autrefois la comtesse Eléonore de Valois, et loua à Paris, en 1294, un achat de revenus à Montigny et à Banru, appartenant à Jeanne et Ade de Banru, filles de Renaud de Vouties, et sœurs de Jean de Banru. D'un autre côté, Drouart de Courtieux, écuyer, et Mathieu de Vic, confirmèrent au couvent, en 1269, ses possessions de Montigny-Lengrain, de Montigny le Châtelet et Courtieux. Enfin, l'an 1270, Longpont entrait en arrangement avec l'abbaye d'Ourscamp au sujet d'une maison que celle-ci avait fait construire à Montigny, dite la *Ferme d'Ourscamp*, et de propriétés qu'elle y avait acquise au préjudice de celui-là par l'intermédiaire de Pierre, abbé de Vauclair, de Pierre, abbé de Valroi, délégués du chapitre de Cîteaux, et sur l'avis de Pierre, abbé d'Igny. Sous l'abbé Lami, qui gouverna Longpont, de 1248 à 1249, le monastère eut à lutter encore contre les *hommes* de Montigny-Lengrain *(Montigniaci Algrini)*, qui lui avaient déjà donné bien du tracas par leur turbulence. Ils réclamaient la possession de la fontaine *Robelet*, à la ferme de la Gorge; mais Philippe de Canatre, bailli de la reine de France, la confirma à Longpont avec les clôtures de cette ferme.

La ferme de Mortefontaine, mentionnée dans la bulle de confirmation d'Eugène III, de 1148, avec la vigne des Champeaux, s'était augmentée, en 1163, d'une terre donnée par Simon de Pierrefonds, sur la montagne, de 3 muids de terre donnés par Roger Sauvage, en 1189, de 41 esseins donnés par Nivelon de Pierrefonds, des deux prés de *Mahérival* et de *Burbul* (ou Bourboul), confirmés à Long-

(1) *Charte* de Jean de Laon, chanoine official.

pont par le pape Lucius III, d'une terre et d'une *presle* (petite prairie) données par Agathe de Pierrefonds et confirmées, en 1223, par le roi Louis à Compiègne. Vaubéron, située sur le terroir de Mortefontaine et voisine de la ferme de *Pois* (ou Pouy) qui appartenait à Saint-Denis, paraît avoir été établie avant 1150, puisqu'à cette date l'abbé Suger cède « à la nouvelle grange que les religieux ont bâtie, disait-il, au lieu appelé Valleberon *(Vallis-Beronis)* et voisine du terroir de Saint-Denis, sur la montagne de Pois, » 6 muids de terre pour en augmenter les dépendances, et auxquels Odon, son successeur, ajouta encore une autre terre, en 1153. En 1158, Enguerrand, abbé de Saint-Médard, cède aussi à Longpont une marnière et une carrière devant la porte de Vaubéron, et, en 1158, Geoffroy, doyen de Saint-Pierre au Parvis, le *champ* dit de *Thibault d'Arthèse,* tandis que Conon et Agathe de Pierrefonds lui assurent, en 1171, le droit d'avoir en cette ferme et en celle de la Gorge, 2,000 brebis que l'on pourra placer en divers lieux, 20 vaches, avec les vivres des porcs et des animaux de labour. Ils ajoutent à ce bienfait, en 1175, le don de trois champs, tant à Vaubéron qu'à la Gorge. Hervé, fils de Hugues de Pierrefonds, confirme à Longpont ce qu'il possède à Banru et à Vaubéron, et lui donne le droit d'acquérir des biens jusqu'aux rives de l'Aisne. Vers 1189, Hugues Sauvage fit une aumône de 8 esseins de terre à Vaubéron et de 41 à Mortefontaine, et enfin les religieux eux-mêmes achètent de Nivelon le Turc des terres à Banru et à Vaubéron destinées à fournir des vêtements et des souliers aux pauvres. La reine Blanche approuva cet achat, en 1242. Il y avait à Vaubéron, 11 setiers de vignes données par Drogon, chevalier de Courtieux.

Entre Soissons et Longpont, le monastère possédait la grange du Mesnil à Parcy, désignée sous la dénomination de *Mesnilia,* dans les chartes et dans la bulle de 1148. Elle remonte donc à la fondation. En 1163, Evrard de Muret commença à l'arrondir en y ajoutant 4 esseins de terre. Trois ans après, les religieux y ajoutèrent aussi une terre que Gérard de Chérisy et de Muret leur avait vendue avec l'approbation de Henri, comte de Troyes. Le même Gérard la dégréva en 1168 d'une rente de 8 muids et 16 esseins de

blé et avoine pour 240 liv. qu'il donna à Nicolas, fils de Gérard de Bazoches, mari d'Agnès, sa fille, après en avoir fait préalablement la remise au comte de Vermandois dont il la tenait en fief. Le chevalier Albéric d'Oulchy, sa femme, son fils Barthélemy et ses autres enfants renoncèrent, en 1153, aux droits de terrage qu'ils avaient sur les biens des religieux à Parcy, avec l'approbation d'Ancoul de Pierrefond, évêque de Soissons, et les frères Renaud et Vermond de Louâtre, chevaliers, leur concédèrent en 1156 la plus grande partie des terres qu'ils revendiquaient à Parcy (1). En 1174, Yves de Nesles, comte de Soissons, approuva des donations faites à la ferme du Mesnil par Vermond de Trécoc, et en 1196 Ancoul de Parcy lui abandonna 20 esseins de terre avec le droit d'y nourrir 300 brebis. Enfin, elle s'enrichit, en 1197, d'une masure que lui donna Elisabeth de Guny; en 1199, de terres que lui donnèrent Gobert de Chérizy et Raoul, prévôt du chapitre de Soissons, le premier avec l'agrément de Thibauld, comte de Champagne.

La grange du Mesnil reçut diverses augmentations au XIII^e^ siècle. En 1204, c'est Hugues de Guny qui cède à Longpont, en aumône, la femme et les enfants d'Uleic de Parcy, ses hommes de corps, et en 1206, c'est Guy de Guny qui lui vend 4 muids de terre et des pâtures au même village, et y donne, en 1229, 8 esseins de terre. La même année, c'est Marie de Tigny qui lui en vend 8 autres esseins pour 40 liv. 9 s. tourn., tandis que ses enfants Nivelon, Enguerrand, Barthélemy et Cécile, femme de Hugues de Vauxbuin, Hersende et Raoul de Tigny lui en vendent 2 muids à Parcy pour 56 liv. En 1224, c'est Jacques de Bazoches approuvant une donation de terre par Jean de Vierzy à Parcy, et celle de 2 muids de blé sur la grange de Chacrise donnée par Barthélemy, seigneur de Droisy (2), et l'année d'après Evrard d'Aunay, seigneur du Chatel *(de Castello)*, approuvant une vente faite aux religieux pour 62 liv. de ses terres de Parcy, sur lesquelles Enguerrand de Tigny et Jean de Villers-Hélon abandonnent leurs

(1) *Chartes* d'Ancoul, de 1153 et 1156.

(2) *Chronic. Longip. ann.* 1224.

droits. Enfin, c'est en 1231, Ade de Grand-Pré, troisième femme de Raoul, comte de Soissons, qui leur abandonna le quart d'une acquisition de terrage, vinage, rente d'avoine et de poules, cens, qu'elle avait faite à Parcy avec son mari. Au siècle suivant, on voit, en 1305, Hugues, comte de Soissons, approuver toutes les acquisitions de la ferme de Parcy, et, en 1320, Bernard, comte de Moreuil, chevalier, et Léa de Vendeuil, sa femme, vendre les trois quarts des dîmes, sur les terres de Parcy, aux religieux de Longpont pour terminer un débat au sujet de ces dîmes qu'il prétendait avoir le droit de relever sur tout Parcy.

Longpont avait des biens non-seulement auprès de la forêt de Retz, mais dans la forêt même. La grange de la Bove, où se trouvait la chapelle de Saint-Bandry, était destinée à recevoir les produits des champs *Mentard* ou *Dementard* qui formaient une clairière entre Longpont et Montgobert, au-dessus de Chavigny. En 1222, les frères Roger et Jacques Sauvage, chevaliers, confirmèrent à l'abbaye, sur les terrages de Dommiers, village situé dans ces quartiers-là, une rente de blé donnée par Roger, leur père, et en 1266 Thibauld, comte de Champagne, lui confirmait aussi un don de 2 muids de blé de rente au même lieu fait par Jean, chevalier, sire de Cramailles. Raoul, fils de ce dernier, en considération de ce que ses « chières père, messire Jehan, jadis sires de Cramailles, gésit ou lit de la maladie dont il fu mort » avait donné à Longpont « où ses corps gist » en aumône et du consentement de sa mère et du sien, 2 muids de blé de rente en la grange de Dommiers et promit « en bone foi comme chevalier » de ne jamais revenir sur cet « octroi. »

Dans la banlieue de Soissons même, Longpont ne possédait pas moins de trois fermes, Thoisy, le Cellier de Pasly et Presles. Raoul de Montchâlons, châtelain de Mézières, écuyer, vendit en 1319 à l'abbaye, pour 300 liv., la maison de Thoisy, située sur la Crise, non loin de Presles. Elle avait déjà à *Montoisy* des vinages qu'elle avait achetés, en 1259, de Raoul de Vauxbuin, des vignes qu'elle avait acquises au même endroit, en 1286, de Jean de Vauxbuin; de Barthélemy, seigneur de Soupir, et de Renaud, chevalier de Bazoches *(Basodii)* et de *Waregues*.

Le domaine de Presles lès Soissons, voisin de la commanderie de Maupas, comprenait dans son ensemble des terres, des prés, des vignes, des aunais. Il est, en effet, désigné ainsi dans la bulle d'Eugène III, de 1148 : *Pratella, curtem et cellam vinariam, cum vineis et appenditiis suis.* C'était à la fois une ferme et un cellier. La principale donation en vignes fut celle du chanoine Renaud qui, au XII[e] siècle, en avait acheté diverses pièces qu'il réunit sous le nom de *Grande-Vigne,* sans compter les autres, appelées dans les chartes *Sementis*, *Brita*, *Berardi* et *Malgarant,* à condition que le produit de la première serait pour l'usage des moines, des pauvres et des hôtes. Renaud avait aussi fait construire un cellier avec des caves sur le penchant de la montagne, pour l'habitation des frères qui les cultiveraient ; il l'avait pourvu de cuves et de tonnes, et y avait joint une aunaie arrosée d'eau pour en faire un jardin. En 1156, Roger de Vauxbuin avait abandonné son avouerie sur Presles, les religieux, leurs serviteurs et convers qui l'habitaient, leur laissant tous les chemins libres. Yves de Nesle, comte de Soissons, confirma à Longpont, en 1162, le domaine de Presles, et les évêques de Senlis, Amalric, Thibauld et Robert, dont l'église possédait une ferme à Ecuiry, finirent par lui vendre et donner tous leurs biens de Presles. Un bourgeois de Soissons, Colard de Nanteuil, convers de Longpont, lui abandonna des vignes, en 1249 (1) ; un autre, Pierre de Coincy et Elinde, sa sœur, fille d'Algrin de la Porte, lui vendirent, en 1254, leurs biens sur la montagne, au-dessus de la grange. Et si l'abbé, Jean de Provins, aliéna quelques vignes à Presles, en 1277 et 1279, ce fut pour acheter d'autres propriétés. Nicolas, l'un de ses successeurs, en racheta même pour une somme de 300 livres qu'il avait reçues de Renaud de Deuillet (Servais). Il y avait à Presles des carrières importantes d'où les chanoines de Saint-Jean, avec la permission du couvent de Longpont, purent extraire des pierres « pour l'œuvre de leur église et la réparation de leurs murailles. »

Sur la rive droite de la rivière d'Aisne, et presque vis-à-

(1) *Charte* d'Albéric de Fontenoy, de 1249.

de Presles était la grange et cellier de Pasly, auquel se rattachaient des vignes à Pommiers, et qu'on appelle encore aujourd'hui le *Petit Longpont*. En 1199, Gerric de Choisi, moine de Longpont, avait donné à son abbaye 2 muids de vin de rente à Pommiers ; et, en 1190, avant son départ pour la Terre-Sainte, Raoul, comte de Soissons, la vigne Péteuse *(Petrosa, Pétreusen, Pétreuse)*, à condition que l'on assignerait trois muids de vin au sacristain de l'abbaye pour les messes. Cette donation reçut, en 1232, la confirmation de Jean de Chimay, comte de Soissons. Longpont reçut encore, en 1210, de Nicolas de la Place, la vigne *Argilière*, à Rochemont, et, en 1213, Roger Sauvage lui donna une maison, avec un pressoir et des pâturages à Pasly et à Villers la Fosse, à laquelle Jean Filâtre, chevalier de Bucy, ajouta, en 1216, *l'aisance* pour ses troupeaux dans le domaine qu'il avait en ces lieux sur les montagnes et dans les vallées. C'est cette maison qui forma le vendangeoir de Longpont, dans lequel Colard de Pasly, écuyer, voulut en vain s'attribuer les droits de justice et de mesurage du vin, prétention dont il fut débouté, en 1258, par Gilles, prieur de Saint-Pierre à la Chaux, et Gaucher de Fresne, choisis pour arbitres en cette affaire. Haymard de Provins, évêque de Soissons, confirma à Longpont tous ses droits à Pasly et à Villers, et, en 1222, Roger Sauvage et son frère Jacques, une donation de terrage à Dommiers faite par leur père.

A ces vignobles et vendangeoirs il faut joindre d'autres vignes éparses aux environs de Soissons et ailleurs ; la vigne Tristan, dans le faubourg même de cette ville, à la porte Bérard ; une autre au bourg de Crise, avec une maison, donnée par Renaud Quinquenelle, en 1195 ; deux à Sepmonts, appelées *Rugosa* et *Montmoilon*, données par Renaud de Septmonts et confirmées par Benoît, son fils, en 1196 ; une à Villeneuve et *Monteleu*, donnée en 1204 par le chevalier Guy de Vauxbuin ; la vigne *Taillepied*, entre Crouy et Vauxrot, confirmée à l'abbaye par Roger, abbé de Saint-Médard ; trois à Billy sur Aisne et le clos *Berleu*, reçus en 1208 de Renaud, prévôt de la cathédrale ; une à la *Baetz*, donnée par Renaud de la porte Saint-Pierre (1)

(1) Cette porte Saint-Pierre était-elle du côté de Saint-Pierre au Parvis ou du côté de Saint-Pierre à la Chaux? Nous l'ignorons entièrement.

lors d'une visite que lui fit Haymard de Provins dans sa maladie; deux à Vénizel, données en 1872 par Colard de Soissons, bourgeois de Compiègne, sans parler de redevances en vin à Ecuiry, données par Flamens, chevalier d'Ecuiry.

Les autres biens de Longpont dans le Soissonnais, quoique moins importants aussi que les précédents, ne doivent pourtant pas être oubliés. Huard Soibers de Laon, châtelain de Viviers, lui avait attribué des revenus à Pinon, et Philippe Cosset d'Abécourt, par testament passé en présence de son curé, sa châteigneraie de Vauxaillon, appelée la *Broce Cosset*, ou la *Brulle Cosset* (le Breuil Cosset), dans un acte de l'abbé Gilles, de 1221 (1). Les religieux bâtirent, en 1222, la maison de *Beaumoir*, ou Beaumanoir, avec la permission des chapitres généraux de Prémontré et de Cîteaux, à l'encontre de Valchrétien, qui s'y opposait. Indépendamment de plusieurs maisons, ils possédaient à Oulchy des terres dont les chevaliers Barthélemy et Thibauld d'Oulchy approuvaient, en 1200, la donation faite par leurs père et mère; un pré « au pont Bernard sur l'Ourcq » que leur vendit, en 1217, le chevalier Savary d'Oulchy; et, en 1278, le chevalier Jean « de la Grange, près d'Oulchy, » leur donnait un serf pour le remède de son âme et à cause des services qu'il avait reçus de l'abbaye.

Dans les environs de Crépy en Valois, aux confins de la forêt de Retz, Longpont se forma un domaine à Châvres, Bouillant et Saint-Germain. Il acquit d'abord, en 1277, des abbesses de Maubuisson, Agnès et Blanche, un manoir avec ses dépendances en terres et terrages, rentes d'avoine, de 3 sous nérets et 2 poules au prix de 800 livres. Simon de Châvres, écuyer, fils de Guy de Meigny, ajouta à ce fond important son bien de Châvres, Saint-Germain et Bouillant, tenu en fief du roi Philippe et qui se composait aussi de terres, droits de champart produisant 13 muids de grains de rente, etc., et du manoir où il demeurait, à Châvres. L'abbé Robert Ier consacra, en 1282, sur l'avis des anciens, les revenus de Châvres et de Bouillant « à la porte et au portier du monastère » pour la distribution des aumônes.

(1) Ces expressions *broce* et *brulle* se rapprochent de celle de breuil, petit bois, et de bronssailles.

Situées dans la Brie, près de la Ferté sous Jouarre, les granges de Longpont à Courtablon, Mollien et Avesnes ne devaient former qu'un seul domaine. Les bois, terres, prés, vignes et une carrière donnés à l'abbaye, vers 1226, par Adam Bordou et sa femme Héloïse, à Ussy sur Marne, avec l'agrément de Matthieu de Montmorency, et une rente de 20 livres à Avesnes paraissent en avoir été le noyau. Adam ayant eu le malheur de tuer, près de Grand-Champ, Pierre de Torchant, une guerre acharnée s'éleva entre lui et Raoul de Triport et Thibauld de Tresme, parents et amis du défunt. On fit néanmoins la paix, à condition qu'Adam fonderait à Avesne, pour le repos de l'âme de Pierre, un chapelain et une chapelle, laquelle, toutefois, du consentement de Jean, fils de ce dernier, et de Thibauld, fut construite à Courtablon et desservie par un prêtre séculier (1). Jean II et Matthieu de Montmirail, seigneur de la Ferté-Gaucher, approuvèrent, en 1236, une donation à Longpont de 20 livrées de terre sur des biens et une maison à Avesne, sur des bois entre ce lieu et Courchamps et sur des prés à la Ferté-Gaucher. Matthieu donna, en 1241, au monastère 16 livres parisis sur le péage de cette ville pour faire *pitance* au couvent le jour de l'Annonciation. Quant à Courtablon, cette ferme provenait des aïeux maternels du Bienheureux Jean. Grégoire IX, prenant sous la protection du Saint-Siége le domaine de Longpont, cite Courtablon *(Curia Albonis)*, avec ses bois, prés, terres, pâturages et manses. Les frères Pérot de Cocherel vendirent à l'abbaye, en 1178, pour 18 livres leur pêche près de la ferme, 2 arpents de terre, au chemin de Courtablon à Fay, provenant de leur oncle Robert. Jean, évêque de Meaux, lui confirma, en 1296, tous ses biens et rentes dans la châtellenie de la Ferté-Gaucher et près de Courtablon, et ceux qu'Enguerrand de Coucy lui avait donnés au terroir de Mollien (2). Guillaume, prieur de Reuil, donna d'abord aux religieux le droit de pâturage pour 25 animaux de Courtablon, vaches, veaux, juments, chevaux, dans les bois de Rongelle, puis, en 1306, celui d'y prendre deux

(1) *Charte* de l'évêque de Meaux, de 1235.

(2) *Chronic*, p. 250.

chariots de bois vif ou mort, qui fut porté à douze en 1486. Mollien, ou Moilien est une ferme du hameau de ce nom, à Ussi, ou *Vuici* sur Marne, non loin de Courtablon. Possédée par Longpont dès 1237, elle s'accrut, en 1275, de 11 arpents de terre, d'une maison, de cens donnés par Enguerrand de Coucy, de 12 autres qu'y ajouta Jean Duplessis et d'une carrière à Ussi pour extraire des pierres.

Dans toutes ces fermes il y avait un *maître*, qui était un religieux, des frères convers et tout un personnel de labour que ceux-ci dirigeaient. Ce genre d'exploitation par les propriétaires eux-mêmes avait d'inappréciables avantages pour la bonne culture et surtout pour les pauvres gens qui y étaient employés et pour les indigents et les infirmes qui trouvaient là tous les secours spirituels et temporels dont ils avaient besoin. Le pape Innocent IV étant à Lyon, fuyant la fureur de l'empereur Frédéric, accorda aux religieux, en 1244, d'avoir des chapelles dans toutes ces maisons et d'y célébrer les offices, et en 1245 l'exemption générale de tout péage ou impôt sur la vente du blé, du vin et autres denrées. Ces chapelles étaient desservies par un prêtre du monastère. L'étranger arrivant dans une grange de Longpont y pouvait demeurer comme dans un asile. Les moines s'attribuaient même au XII[e] siècle le droit de protection sur les *aubains* (étrangers), serviteurs du monastère, mercenaires, hommes de corps à leur service dans ses granges « en la vie et en la mort *(in vita et in morte tueri vellent et defendere)* par cela seul qu'ils vivaient et mouraient à leur service. Ils voulaient qu'ils fussent exempts de toute exaction ou contrainte, hormis les affaires d'homicide, effusion de sang et vols prouvés, et qu'en cas de poursuites elles eussent lieu par devant l'abbé. Cette question soulevée en 1195 par Raoul, comte de Soissons, et sa femme Adélaïde, à propos de la main-morte de Wiard de Chaudun, qui était litigieuse entre eux et Longpont, se termina en faveur de l'abbaye. De plus le comte et la comtesse, pour leur bien spirituel, pour ne pas enfreindre la liberté de l'ordre, et dans une vue de paix, consentirent que tous ces gens et leurs effets lui appartinssent à la vie et à la mort s'ils meurent dans ses maisons, soit au comté, soit en dehors du comté de Sois-

sons, mais le tiers seulement de ceux qu'ils auraient reçus en aumône et laissés en dehors des granges, avec promesse d'aider les religieux à recouvrer ce tiers, et que si on les accusait devant le comte d'avoir pris davantage, la simple parole du confesseur ou du prieur suffirait pour l'estimation de la quantité de ce tiers.

Les bois entraient aussi pour une large part dans le domaine de Longpont. Sa proximité de la belle forêt de Retz lui en fit attribuer de vastes portions par les rois, les princes et les seigneurs, telles que les bois de Mentard, de Langueroie, de la Croix le Frison, de Fautoie, du Caisnay ou du Chêne, de l'Aumône, de Fond Guignard, de Saint-Aubin, de Chavigny, du Clos, de Puiseux, etc., dont plusieurs furent acquis ou augmentés au XIII[e] siècle. Le bois de Saint-Aubin était un don fait par Hélon de Fleury en 1207; celui de Chavigny était possédé par l'abbaye depuis 1209 et s'étendait entre le marais de la Savière et le vivier de Chavigny; celui de Fond Guignard s'appelait aussi bois de *Gerelme* parce qu'il avait été donné à Longpont en 1207 par *Gerelme* ou Gérome de Saint-Pierre Aile; celui du Clos ou Grand-Clos, compris dans la clôture, s'étendait devant la porte même de l'abbaye, du côté de Violaine. Les moines avaient reçu la grurie de ce bois, dit aussi *du Marais* et *du Larris (de Maresco et Larritio)* avec le droit de l'entourer de murs, de palissades et de fossés, de Jean, chevalier d'Arcy, homme de Raoul, comte de Soissons, qui avait approuvé cette concession en 1118 et 1132. Toutefois le roi et ses gens pouvaient y entrer pour chasser, à l'exclusion de tous les autres seigneurs. Le chevalier Jean de Buzancy reconnaissait, en effet, en 1267, qu'il n'avait aucun « droit de chacerie ou bos de Longpont » à côté de Violaine et dans les murs du couvent, et que s'il y avait chassé « ce a esté à la souffrance » de l'abbé et du prieur. Néanmoins le chevalier Raoul de Clermont ayant forcé les haies et clôtures du bois du Clos que les religieux prétendaient posséder sans réserve avec la paisson pour leurs porcs et autres bêtes, ce fut l'objet d'un procès qui dura jusqu'après la mort de Raoul. Sa veuve, Jeanne de Chambly, dame de Montgobert, l'abandonna en 1343 à condition qu'elle pourrait entrer dans le Clos pour y chasser aux chiens et aux

filets (1). Le bois de Puiseux fut donné au monastère par Agathe de Pierrefonds sous la dénomination de petite forêt (*forestellam*). Les autres portions de bois qu'il possédait dans la forêt de Retz ont été assez souvent mentionnées dans ces récits pour qu'il soit nécessaire d'en reparler.

Indépendamment de la propriété de ces bois, Longpont avait dans toute cette contrée forestière le droit et usage du bois vif et mort pour les besoins de l'abbaye et de ses maisons de Vauberon, de la Gorge, des Vertes-Feuilles, de Beaurepaire, de Luceron, de Montrambeuf, de la Bove, de Presles, dans un rayon de plusieurs lieues ; celui du pâturage provenant de Raoul le Vieux, de Raoul le Jeune, comtes de Valois (1163), de Conon et Agathe de Pierrefonds (1172 et 1163), de Raoul le Turc, de Matthieu de Beaumont et de sa femme Eléonore de Valois (1211), de Pierre de Braine. Ce libre usage s'exerçait surtout dans les bois de Mentard, du Fond Guignard, du Clos « qui fermait l'abbaye du côté de la forêt. » Le roi conservait dans tous ces bois la justice entière, le pasnage et la garenne, mais les gardes n'y pouvaient faire de vente sans l'autorisation des religieux qui, de leur côté, ne pouvaient vendre, ni essarter, ni donner les bois de Longueroie, de la Croix le Frison et de la Fautoie, quoique ils fussent de leur tréfond, pas même les arbres, tandis que le roi et ses officiers y pouvaient faire des ventes à volonté en donnant le tiers du prix aux religieux. Il en était de même des bois de l'Aumône et de Saint Aubin, seulement ceux-ci y prenaient par livrées fixées par les officiers le bois vif ou mort. Le sergent particulier de Longpont pour la garde des bois de Mentard et du Clos prêtait serment entre les mains de ceux-ci qui les gardaient aussi, martelaient et délivraient les bois en temps utile. Ces dispositions résultaient d'un acte de 1236, renouvelé en 1521. Louis IX fixa également des droits de pasnage qu'il accorda à l'abbaye en 1236, à Senlis, sur les

(1) C'est sans doute pour ce motif que la dame de Muret fit aussi rompre la clôture de l'abbaye du côté de la Grange au Vivier, vers 1242. — En 1266, un arrêt du parlement attribuait au roi, qui les possédait depuis plus de 60 ans, les bois de Mortiers? (*de Mortariis*, sans doute pour *de Mentariis*, de Mentards), à l'encontre du chevalier Adam de Montgobert et de l'abbaye qui les réclamait (*Actes du Parlement*, par Boutaric, t. I, p. 98.)

246 arpents du bois du Clos, autour de la maison et de chaque côté du chemin. Charles de Valois porta, en 1301, à 200 le nombre de porcs qu'elle pourrait conduire en forêt durant la paisson, c'est-à-dire de la Saint-Remy jusqu'à Pâques closes, et accorda, en 1303, la faculté de remplacer ceux qui seraient morts sans violence et sans fraude au commencement de la paisson. Ce prince, dans une visite qu'il fit à Longpont, étendit même ces droits aux bêtes *aumailles*, vaches et veaux de la Grange au Vivier, des Vertes-Feuilles et de Luceron, du terroir de la Grange. Les troupeaux de Longpont se répandaient aussi sur les terrains vagues de Mercin, Saconin, Breuil que leur avait donnés Jean de Braine en 1200, et sur ceux de Courmelles, Chaudun, Chacrise, Ressons, Montigny et autres localités appartenant pour la plupart à Notre-Dame de Soissons, à Saint-Jean des Vignes, aux seigneurs de Muret et au chapitre de Soissons.

Autour de la forêt de Retz se trouvaient d'anciens démembrements détachés depuis des siècles du groupe principal. Plusieurs de ces bois isolés désormais, appartinrent à Longpont. C'étaient ceux de la Loge ou de Blanzy, de Vierzy et de Moloy. Le bois de la Loge *(nemus ad Logiam)* porta aussi le nom de *Bois Jacob*, dès 1261; il est situé entre Blanzy et Adon, près de la ferme de la Loge, et relevait, en 1289, du chevalier Robert. Longpont acquit ce bois, en 1203, des frères Barthélemy et Guy d'Ancienville, du consentement d'Hodierne, leur mère, de Sara, leur sœur, d'Yves, mari de celle-ci, de leurs cousins Gervais et Thibauld de Chouy, d'Helvide, mère de ces derniers, de Jean de Vierzy, d'Hermentrude de Vierzy dont les fils, quand ils seraient en âge, posséderaient le fief duquel relevaient ces biens vendus, et enfin d'Elisabeth, femme de Barthélemy. Mais comme Guy d'Ancienville, qui n'était pas encore chevalier, n'avait pas l'âge nécessaire pour contracter, celui-ci s'engagea à le dédommager, au cas qu'il réclamât plus tard quelque portion du bois vendu. Robert Cosset le jeune, Yves de Vauxbuin, Gervais de Chouy et son cousin Jean de Vierzy se constituèrent plèges et cautions de la vente (1). En 1232, Hodierne, dame d'Ancienville, et son

(1) *Archiv. du Collége héraldiq.* (Picardie).

fils Barthélemy renoncèrent en faveur de Longpont à une redevance sur un muid de bois à Adon, Jean d'Arcy à son droit de grurie sur le bois de Blanzy et de la Loge, et Albéric de Saint-Remy lui confirma, en 1224, des usages et pâturages en quelques bois entre Blanzy et Adon, c'est-à-dire au bois de la Loge. Le bois de Moloy, situé entre Saint-Remy et Villers-Hélon, d'après les cartes de Cassini, est pourtant fort éloigné de Moloy, hameau de la Ferté-Milon, dont il semble avoir pris le nom. Il fut acquis par portions avec des terres labourables. L'une fut donnée au monastère, en 1181, par Joslein de Villers-Hélon, avec l'agrément de Nicolas de Bazoches; une autre, en 1193, par Milon Balène et sa femme Adélaïde, fille de Joslein. En 1266, les moines achetèrent de Gilles Corrette de Lafaux et d'Agnès sa femme, 36 arpents pour 106 liv.; en 1279, de Jean de Trugny, 18 autres arpents de ce bois *(in sylva vel nemore qui dicitur Moloy)* pour 180 liv. tourn., avec la confirmation de Raoul de Vierzy; en 1282, de Jean de Villers-Hélon, écuyer, ses terres entre Moloy et le moulin de Contres; de Jean de Monthiers *(de Monasterio)*, les cens, bois, terres dits *des Vicomtes*, entre Moloy et Villers-Hélon, de l'approbation de Jean Bécard d'Ancienville, de son cousin Renaud, fils de Guyard d'Ancienville; de Marie de Connigis, veuve du chevalier Gilles de Ripelongue, pour 218 liv., 50 arpents sur lesquels Dumoutier, seigneur dominant de Villers, Jean de Guni second et Hervé de Chérizy troisième seigneur de Villers, abandonnèrent leurs droits respectifs; de Robert de Faverolles, en 1287, 16 arpents pour 120 liv. tourn. Ainsi, avec le temps, Longpont finit par devenir seul propriétaire du bois de Moloy, d'une étendue de 150 arpents; il compléta ce domaine, en 1288, par l'achat de tout ce que Pierre du Mail de Dampleux, écuyer, et sa femme Marie possédaient à Moloy.

Le bois de Vierzy, situé entre ce village et Montrambeuf, fut acquis par Longpont de la même manière que celui de Moloy; néanmoins, il en avait acheté la meilleure partie en 1264, et 10 arpents en 1265, de Guyart ou Wiart d'Ecuiry, dit Peschoux, écuyer, et de Joie sa femme. Aubert ou Aubry de Vierzy, écuyer, fils du seigneur Gérard de Vierzy, lui vendit, en 1266, « la dépouille de son bos de

Raoulin de Vierzy, » pour 40 liv. de sous et 4 den. et lui en donna le tréfonds en cas qu'il mourut « ou voyage de la terre de Pouille porsquoi, disait-il, je suis croisièz, » à condition de « rendre por ce bos » 40 liv. aux chevaliers Simon de *Tarvegni*, Guillaume de Violaine et Colard de Courcelles, ses exécuteurs testamentaires. Ce seigneur fit ces dispositions avant son départ et mourut en effet « ou voiage de Puelle. » Pierre de Saintines vint aussitôt réclamer cette part du bois comme héritage, attendu, disait-il, que Aubry, son cousin germain, « avoit fait plus grant lais qu'il ne avoit, ne povoit par droit, » et ce ne fut qu'en offrant une somme de 100 s. tourn. que l'abbé fit agréer au réclamant une charte d'arrangement, en 1272, à laquelle messire Raoul de Vierzy, son cousin germain, et Marie sa femme, attachèrent leur sceau avec le sien. La même année, Milon de Bazoches, évêque de Soissons, approuvait la concession d'un bois en ce lieu par le chevalier Albéric de Berzy, et, en 1288, Jacques de Vierzy, écuyer, « fius jadis monseigneur Radel de Vierzy, chevalier, » notifiait la vente par Pernelle de Noyant, sœur de feu Henri, chevalier du château de Neuilly Saint-Front, de 4 arpents de bois, au prix de 6 liv. l'arpent, provenant de Joie d'Ecuiry, sa sœur.

On ne parlera ici que pour mémoire des autres bois que possédait Longpont auprès de ses granges de la Brie et du Vermandois, comme ceux d'Avesne, de *Belwada* ou Belval, donné avec la ferme d'Héronval, en 1144, par Raoul de Vermandois, du Tronquoy, de Montremont et autres. L'abbé de Saint-Crépin le Grand lui confirmait, en 1202, une terre qu'il avait acquise dans le bois de Belval, où, en 1240, Robert de Billy lui en vendait encore un muid et Elisabeth de Guny et son fils Hugues, 14 muids de terre et bois, sans compter une rente de 2 muids d'avoine et moitié du terrage.

Après avoir énuméré et décrit les sources des revenus de Longpont, il faut parler de ses exemptions et priviléges. Les premières lui furent confirmées, de 1261 à 1342, par les évêques de Soissons Nivelon, Gérard et Pierre, et par Evrard, abbé de Clairvaux. De 1195 à 1304, se succédèrent les amortissements accordés aussi par les prélats soisson-

nais, Jacques, Milon et Guy, par Raoul et Guy de Saint-Remy; de 1221 à 1522, ceux des rois de France. Longpont avait aussi acquis, aux XII[e] et XIII[e] siècles, les libertés commerciales les plus étendues; de Robert de Béthune, avoué d'Arras, en 1209; de Renaud d'Amiens, seigneur de Vinocourt, en 1220; de Philippe-Auguste, en 1221; du chevalier Baudoin de Beaurevoir, en 1225; de Hugues de Coudun, en 1229; de Nicolas d'Aubrichecourt, etc., qui lui accordèrent, sur leurs comtés, terres, domaines, des exemptions de péage sur terre et par eau, de tonlieu, de rouage, etc. Pour maintenir ces priviléges, les religieux employaient les recours au Saint-Siége. Le pape Innocent affranchit de tous droits, en 1245, les ventes de blé et de vin, même celles de dîmes sur les récoltes destinées à la nourriture de leurs bestiaux. Enfin Grégoire X confirma en globe au monastère toutes les libertés, immunités accordées sous forme d'indulgence ou de priviléges accordées par ses prédécesseurs, toutes les libertés et exemptions séculières octroyées raisonnablement par les rois, les princes et les fidèles.

VII. — MILON DE BAZOCHES ne se montra pas moins généreux envers le chapitre de sa cathédrale qu'envers l'abbaye de Longpont. Il lui fit présent d'ornements et de vases précieux, surtout d'un ciboire d'or et d'une aube de drap d'or. Il se déclara même son défenseur dans de nouveaux conflits qui s'étaient élevés entre la cathédrale et les autres églises de la ville, à l'occasion d'un interdit général lancé par lui et auquel celles-ci ne voulaient pas se soumettre. Du reste, le chapitre avait fini par sortir victorieux de ses luttes avec le pouvoir épiscopal et par jouir assez paisiblement de ses priviléges; les prélats sortis presque tous de son sein se montraient d'ailleurs ses bienfaiteurs et ses amis plutôt que ses adversaires; il continuait à se recruter parmi les maisons les plus influentes du pays, et, il faut le dire, il n'avait pas dévié de sa régularité première. On faisait toujours à la cathédrale l'office de la nuit consistant dans le chant des *Nocturnes* et de *Laudes*, qu'on appelait dès lors *Matines*, parce qu'elles commençaient au point du jour. Le chapitre poussa même la sévérité en ce point jusqu'à vouloir contraindre l'abbé de Saint-Jean à s'y

rendre pendant sa semaine, et il fallut que le légat du Saint-Siége arrangeât lui-même cette affaire en 1245, en présence de Guy de Château-Porcien (1).

Les prébendes de Saint-Gervais étaient occupées au XIII^e, comme au XII^e siècle, par des hommes de science et de vertu, et ses dignitaires portaient souvent des noms d'une haute distinction. La prévôté appartint, de 1198 à 1208, à Raoul d'Oulchy, qui fut aussi grand archidiacre. Il était frère d'Aveline de Cramailles et cousin de Nivelon I^er. Il fut le fondateur de la chapelle Saint-André et Saint-Cyprien, et bienfaiteur du chapitre. Cette dignité échut de 1210 à 1232 à Simon d'Epinay *(de Spinosis)*, lequel, avec le doyen Guillaume, accorda à Blanche de Champagne un obit pour son mari Thibauld et un anniversaire pour elle-même, donna sa maison et d'autres biens au chapitre, et fut le bienfaiteur de l'Hôtel-Dieu et du Collége Saint-Nicolas, qu'il pourvut de matelas et d'autres meubles nécessaires à un établissement naissant. Ce fut aussi comme représentants du chapitre que Simon et le doyen Thibauld concédèrent, en 1231, à Valsecret son domaine et sa grange de Blesmes, avec l'approbation de Conrard, abbé de Prémontré, de Jacques de Bazoches, et du chantre Raoul de Cramailles. Le sceau du chapitre apposé à la charte donnée à cet effet représentait la Vierge couronnée, assise devant une grille et tenant dans ses bras l'Enfant Jésus, qui étend les siens sur saint Gervais et saint Protais à genoux à ses côtés et dont les noms étaient écrits en abrégé sur leur tête. Autour on lisait ces mots : *Sigillum magnum Beatæ Mariæ Suessionensis Ecclesiæ.* Le sceau de Raoul représentait un chantre en surplis et en chape, le bâton cantoral à la main droite et un livre à la gauche, la tête nue, avec ces mots : *S. Radolfi de Cramel cantoris Suessionensis* (2).

Après ces deux prévôts vinrent Nicolas, ou Nivelon II, de 1238-1239, et Hugues, lequel, avec le doyen B....., autorisa, le mardi de la Purification de l'an 1241, trois de ses collègues à terminer un procès pendant devant la reine

(1) Dormay, t. I, p. 309 et 522.

(2) D. Muley, *Cartul. Eccles. Suess.*, chartes de ces divers personnages, de 1231.

pour les prébendes vacantes entre la mort de Guy de Château-Porcien et l'élection de Nivelon II, son successeur. Ce prévôt, dont la mère, Emmeline, donna du vin de rente au chapitre sur les vignes de son autre fils, Guérin, à Billy sur Aisne, est nommé dans le testament de Richard de Meaux. Enguerrand de Méry, ou de Mézy, qui vint après Hugues, donna une vigne au chapitre, à condition que tous ceux qui rempliraient quelque office à la saint Gervais porteraient des chapeaux de fleurs, comme à la Pentecôte, deux maisons, 500 livres, une autre somme à l'Hôtel-Dieu, fonda au Collége de Saint-Nicolas une chambre pour six écoliers, et mourut le 21 mars 1271 (1). Pierre II, prévôt et archidiacre, est celui qui périt à la croisade et avait donné à la chapellenie de Saint-Pierre et Saint-Paul le tiers des autels de Torotte et de Saint-Crépin au Bois (2). Le prévôt Eudes de Saulchery, successeur de Pierre, mourut le 28 septembre 1294.

Le décanat du chapitre de Saint-Gervais fut surtout illustré au XIIIe siècle par Guy de Chézy en Orxois, ou de Ripelongue, frère de Raoul, abbé de Saint-Jean, et doyen dès 1207. Le pape Innocent III le délégua pour mettre d'accord les abbés de Lévy et de Chaye, près de Meaux, et le nomma aussi commissaire, avec l'écolâtre de Soissons et l'abbé de Saint-Jean, pour terminer de violents et longs débats qui divisaient l'évêque de Meaux et l'abbé de Rebais au sujet de l'exemption de cette abbaye et de la juridiction exorbitante qu'elle revendiquait. Plus heureux que les commissaires nommés avant eux par le Saint-Siége, Guy et ses collègues amenèrent une transaction entre les deux parties

(1) Le prévôt « monseignor Enjorrand de Mézy » avait acheté en 1265, de Pierre de Cramoiselles et de Jeanne sa femme, leur maison de Charcy à la Ferté-Milon, avec ses dépendances, comprenant 30 arpents de pré, 60 de marais, 48 de terre, 3 de bois, 4 liv. tourn. de rente sur les ventes et vêtures, 21 setiers de terrage de blé sur la maladrerie de la Ferté, une carrière d'un rapport de 20 s. de rente, le tout affranchi de tout hommage et fief, mais grevé de 7 muids de blé de rente, sans compter celle de 15 setiers envers les *nonains* de Longpré, de 25 s. paris. et de 2 den. tourn

(2) « IV kalend. maii. obiit Petrus præpositus et archidiaconus qui Hierusalem profectus a Saracenis est interfectus, pro quo habemus unum hospitem in circulo S. Joannis..... concessit etiam capellaniæ BB apostolorum Petri et Pauli tertiam partem altarium de Torota et de S. Crispini in nemore. » *Obitier* de la Cathédrale, *apud* Dormay.

au mois de janvier 1212 (1). Il fut, en 1221, arbitre entre le doyen de Saint-Nicolas et le prieur de Saint-Julien de Sézanne, et délégué par le Saint-Siége dans un procès entre les habitants de Cambrai et l'église du Saint-Sépulcre, au sujet du pré de Montreuil, qu'il adjugea à cette dernière. Guy de Chézy avait, comme doyen, déclaré, en 1218, Simon de Château-Vilain absous de l'excommunication fulminée contre lui. C'est à lui qu'on devait la fondation de la chapelle de saint Jean-Baptiste, derrière le chœur, dans la cathédrale. Il en fit faire le vitrail, la pourvut d'ornements et donna deux maisons au chapelain. Il acquit au chapitre la paroisse de Grisolles, lui laissa 100 francs de monnaie forte, sa maison du Puits-Herlin, à Soissons, connue par le martyre de saint Gaudin, et des dîmes à Berzy, fit du bien à l'Hôtel-Dieu et au Collége de Saint-Nicolas, et mourut 1228, avec la réputation d'un homme de bien. En cette année, l'abbé de Saint-Jean, son frère, fit confirmer à l'Eglise de Soissons, par le comte de Champagne, une terre *à essarter* dans le bois de Saint-Michel de Brécy que leur mère avait donnée à Guy et celui-ci à la cathédrale. Son obit était placé le 28 juin au Nécrologe de Saint-Gervais et le 27 à l'Obituaire de Saint-Jean des Vignes. Un de leurs parents, le chanoine Renaud de Chézy, ou de Ripelongue, fonda par son testament, en 1270, une chapelle du Sépulcre. Baudouin de Hesdin, successeur de Guy, laissa entre autres dons au chapitre 15 muids de vignes avec droits de justice à Pasly et contribua à la construction de l'Hôtel-Dieu, auquel il légua son lit.

Quoique les autres doyens ne présentent guère de particularités connues, il ne sera peut-être pas inutile d'enregistrer les noms de ces hauts dignitaires de l'église de Soissons. Ce furent successivement, après Baudouin de Hesdin : Thomas, de 1231 à 1232 ; Jean de Vailly, en 1238 et 1239 ; Michel de Fère, en 1268 et 1269, lequel fonda une chapelle à Saint-Gervais ; Guillaume III de la Motte, en 1274 et 1276; Evrard de Margival, mort vers 1281, lequel laissa quelques sommes d'argent à l'hôtel-Dieu et à l'*hôpital*

(1) *Histoire de Meaux*, par D. T. Duplessis, t. I, p. 200, et t. II, p. 94, *Preuves*.

des Pauvres clercs; Jean d'Oulchy ou de Barres qui occupa cette dignité jusqu'en 1288, légua au chapitre 400 liv. paris. et d'autres sommes aux chapelains, à l'hôtel-Dieu et au collége de Saint-Nicolas.

A ces noms nous joindrons ceux de plusieurs chanoines qui se firent remarquer par leurs pieuses libéralités ou par les positions éminentes auxquelles ils furent appelés. En première ligne, paraît l'archidiacre Gérard de Bazoches, frère de l'évêque Jacques de Bazoches, auquel il succéda dans la dignité de trésorier. Jacques étant dans cette charge donna à Saint-Gervais, en 1215, un calice d'or de 4 marcs et 30 sterlins, deux burettes d'or de 3 marcs et demi et 7 sterlins, et deux bassins d'or de 7 marcs et 40 sterlins, des sommes d'argent pour les anniversaires de deux évêques de Soissons et des comtes de Blois et de Saint-Paul, ses parents. Lorsqu'il devint évêque de Noyon, la trésorerie passa à Gervais de Bazoches et de celui-ci à Milon de Bazoches. En seconde ligne, paraît Raoul de Cramailles, chantre; celui-ci donna 60 s. nérets pour acheter des revenus aux prêtres cardinaux, à condition qu'ils assisteraient en habits sacerdotaux près du célébrant à la grand'-messe des fêtes de saint Thomas, des Reliques, de la Nativité de saint Jean-Baptiste, de saint Etienne et de l'Invention des reliques du même saint (1). Ayant racheté, en 1217, de Gobert de Nesles, près de Château-Thierry, toutes les dîmes que lui, son frère Milon et son oncle Guy avaient à Mont Saint-Père *(ad Montem Sancti Petri)*, et celles que Robert et Milon avaient à Blesmes, avec l'approbation d'Haymard de Provins, il les attribua à la cathédrale ou à l'hôpital. Les *plèges* du rachat avaient été Etienne, chevalier de Sablonnières sur Marne, le chevalier Thibault Corée, le chevalier Baucent de la Grange, Odon, écuyer, fils du seigneur Guy de Chierry. Il racheta également, la même année, du chevalier Drogon Bristaut et d'Adélaïde sa femme, les dîmes et terrages de Blesmes et de Mont Saint-Père, du consentement de Gilbert de Hautevesne, et Haymard de Provins consentit qu'il en fît don aux mêmes établissements. Il y joignit une grange que lui avait vendue à Blesmes

(1) DORMAY, t. II, p. 290.

Guillaume de *l'Angle*, et que lui concédèrent Drogon et Robert (1). Raoul fit encore d'autres donations aux pauvres de Cramailles et de Cervenay, et mourut le 7 mars 1232. Son neveu, le chevalier Jean, seigneur de Cramailles, donna, en 1238, à la cathédrale, un muid de blé sur les terrages de Branges pour l'âme de son oncle (2).

On ne terminera pas cette honorable liste sans citer les noms de quelques autres bienfaiteurs du chapitre, tels que l'archidiacre et official Jean de Torote, fondateur du chapitre de ce village; Hugues, chanoine, qui laissa de l'argent à ses confrères, à condition qu'ils donneraient 20 setiers de vin aux cardinaux et à quatre chapelains qui assisteraient en habits sacerdotaux à la messe de l'Assomption de la sainte Vierge; Raoul de Vailly, archidiacre de Tardenois (1262), et le chantre Henri Legris, qui léguèrent au chapitre chacun 500 liv.; Nicolas de Faverolles, qui lui laissa sa terre d'Acy; M[e] Thibaut de Buzancy, qui, selon l'Obitier, fonda, au mois de mars 1220, un anniversaire à la cathédrale pour Vermond de Buzancy et Hersende, ses père et mère, de l'agrément des chevaliers Matthieu et Drogon de Buzancy; Raoul de Cilly, qui mourut en 1289 après avoir donné aux chanoines sa maison de la porte Saint-Remy (3). Vers la même époque, un chevalier nommé Guy, qui fut tué, avait aussi donné à Saint-Gervais un alleu à la porte Royale ou de Bouillant *(alodium ad Portam Regalem)*. Une veuve, peut-être celle de Guy, nommée Elizabeth, lui donna également une partie d'un autre alleu au même lieu *(partem alodii ad Portam Regalem* (4). Il serait injuste de ne pas citer enfin le chanoine Chollet, frère de l'abbé de Saint-Lucien de Beauvais de ce nom, et du cardinal Jean Chollet, mort le 2 août 1292, qui fut le fondateur de la *Maison des Pauvres écoliers ou des Picards*, près de Sainte Geneviève, à Paris, dite depuis *Collége des Chollets*, et d'une école de

(1) *Cartul. Eccles Suession. auctore* D. Mulet. — *Cartæ Haymardi*, 1217.

(2) *Ibid. Carta* « Jacobi de Bazochiis, episcopi Suession. »

(3) En 1289, « 3 kalendas septembris obiit Radulphus de Cilly qui dedit nobis domum suam ad Portam S. Remigii. » (*Obit. S. Gervasii*, cité par Dormay, t. I, Preuves du plan ancien de Soissons.)

(4) *Ibid.*

théologie, près de Saint-Etienne des Grès. C'est, en effet, par l'intermédiaire du chanoine que le cardinal comprit dans une foule de maisons d'instructions et de couvents qu'il dota, plusieurs établissements du diocèse de Soissons. Ces trois personnages étaient fils du chevalier Oudard Chollet, seigneur de Nogentel en Beauvaisis (1).

Mais aucun de ces chanoines ne conquit l'illustration de Simon de Matifar *(Mattifax, Mattifard, Mattiford)* ou de Bucy, qui devint évêque de Paris. Simon, issu de la famille de Bucy le Long, près de Soissons, naquit au château de ce village on ne sait pas bien en quelle année. Il eut pour père Jean de Matifar de Bucy, dont les savants bénédictins D. Martène et D. Durand copièrent l'épitaphe à Longpont où il fut enterré (2). Après de brillantes études, il devint docteur dans la faculté des décrets, professeur de lois et lecteur en droit canonique, prévôt de l'échiquier de Rouen, chanoine de Soissons, puis archidiacre de Reims, dignité qu'il céda à un certain M^e^ Rufin avec l'agrément de Nicolas IV, selon une lettre de ce pape du 2 septembre 1289. C'est en sa qualité d'official de Reims qu'il reçut en 1287 avec Philippe de Bretigny, son collègue au chapitre de cette métropole, le testament de Sibille, femme de Jean de la Panse, riche citoyen de Reims, où paraît frère Odon d'Orbais de l'ordre des Prédicateurs, de Reims (3). On croit même qu'il fut chanoine et peut-être chancelier de l'église de Paris, mais cela est très-douteux, car il ne figure pas dans la liste des chanceliers de cette église recueillie par Claude Héméré. On trouve bien dans les premières années du XIV^e^ siècle un chancelier de l'église de Paris du nom de Simon, mais il figure dans une charte émanée de Simon de Matifar où celui ci l'appelle son conseiller et son coadjuteur (4).

Simon de Matifar succéda, en 1289, sur le siége de Paris

(1) *Hist. littér.*, t. XX, p. 113. — Moréri, *Diction.*

(2) *Voyage littéraire*, t. II, p. 11.

(3) Marlot, t. III, p. 828, Preuv. « . . . Simon Matifardi, professor legum et rector in decretis, natus de Buissi, juxta Suessiones, ex archidiacono Remensi et canonico Parisiensi factus episcopus Parisiensis 1289. » (*Memoriale historicum Johannis a S. Victore. Histor. de France*, t. 21, p. 633.)

(4) *Cartul. de N.-D.*, t. III, p. 199.

à Ranulfe de Homblonières ou Homblières, mort l'année précédente. Adénulphe d'Anagni avait été nommé avant lui pour succéder à Ranulfe, mais il avait refusé cet honneur et s'était retiré en l'abbaye de Saint-Victor où il mourut peu de temps après. Selon l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique de Paris*, il avait accepté, mais il était mort avant sa consécration (1). L'institution de Ruffin par le pape comme archidiacre de Reims à la place de Simon étant du 2 septembre 1289, celui-ci n'était donc encore qu'évêque élu de Paris, mais le 26 du même mois il était consacré puisque c'est à l'évêque de Paris *(episcopo parisiensi)* que Nicolas IV écrivit à cette date pour lui recommander de venir en aide aux chanoines de Saint-Benoît qui s'excusaient à lui de quitter leur église faute de revenus suffisants pour vivre. Le 30 de ce même mois, le pape écrivit encore à l'évêque de Paris pour l'inviter à confirmer l'élection de Catherine de Barres comme abbesse du Paraclet contre les prétentions d'Agnès de Mesgrigny.

Selon une découverte récente, le pape Nicolas IV avait été élevé comme lui dans le cloître de la cathédrale de Soissons, et il y avait reçu les témoignages d'une vive et sainte affection qu'il paya d'une tendre réciprocité. D'abord religieux de l'ordre de Saint-François, Nicolas, né à Ascolie, dans la Marche d'Ancône, se nommait Saint-Jérôme. Il fut élu le 22 février 1288 et mourut le 4 avril 1292. Or, écrivant le 5 février 1289 au légat Jean Cholet, cardinal de Sainte-Cécile, au sujet d'un canonicat vacant dans le chapitre de Saint-Gervais, voici avec quel attendrissement il exprimait sa reconnaissance pour une Eglise qu'il considérait comme sa mère :

« Nous nous rappelons avec un souvenir plein de gratitude, dans l'intimité de notre cœur, que l'Eglise de Soissons nous a, dès notre jeune âge, offert son sein plein de douceur, nous a allaité comme un fils et nous a traité comme une mère, et qu'enfin, lorsque nous fûmes cardinal de la sainte Eglise romaine, notre affection ne fit qu'augmenter les fruits de la charité reverdissant de part et d'autre (2). »

(1) *Hist. eccl. de Paris*, par Dubois, t. II, p. 513.

(2) « Infra claustrum nostri pectoris grata commemoratione revolvimus

Quoique il en soit, Simon de Matifar, appelé par ses talents et sa vertu sur le siége de Paris, sut en toute rencontre défendre les droits de son Eglise, même au préjudice de ses intérêts propres. Ainsi, invité par la Nation de France de la faculté des arts à célébrer la messe de Saint-Guillaume, archevêque de Bourges, patron de cette compagnie, dans l'église de Saint-Etienne, il y reçut des offrandes, mais ayant appris que cette église appartenait au chapitre, il les lui fit restituer et reconnut par lettres du 20 février 1290 qu'elle était entièrement soumise à la juridiction de ce corps. Un juif de la rue des Jardins ou des Billettes, ayant été convaincu par ses propres aveux d'avoir percé de coups une hostie consacrée d'où le sang avait jailli, il fit arrêter ce malheureux avec toute sa famille, et comme il persista dans son endurcissement, il fut livré au bras séculier et condamné à subir le supplice du feu. Simon voulut baptiser de sa main sa femme et ses enfants que ce terrible exemple, aussi bien que le miracle de l'hostie et les exhortations du prélat, avaient convertis au christianisme. Rainier Flaming, bourgeois de Paris, fit bâtir en 1295 une chapelle expiatoire sur l'emplacement de la maison du condamné. Par une lettre du 17 juillet 1295, Boniface VIII engagea Simon à seconder le pieux dessein de Flaming en lui accordant et à ses héritiers tous les droits réservés d'ordinaire aux fondateurs. Toutefois, cette chapelle fut concédée par le roi en 1299 aux frères de la Charité de Notre-Dame du diocèse de Châlons, surnommés les *Billettes*, sans doute de la rue où elle était située, et par ceux-ci, en 1631, à des religieux carmes de la province de Tours, connus depuis sous le même surnom que leurs devanciers. L'église, rebâtie en 1754, est devenue le temple des protestants de la confession d'Augsbourg ou Luthériens à Paris. Selon des lettres du vendredi d'après les Cendres (5 mars 1294), Simon donna pour un cens annuel de 20 liv. paris. à

quod Suessionensis Ecclesia nobis, a nostris quasi primordiis, dulcedinis ubera propinavit, nos lactavit ut filium, et veluti mater propitiatur, allexit, ac tandem in nobis tunc sacrosancte Romane Ecclesie cardinali, dilectionis incrementa suscepit, *virescentibus* hinc et inde fructibus caritatis. »

Cette pièce a été copiée à Anagni par l'abbé Barbier de Montault dans les archives de cette église. (*Revue des Sociétés savantes*, t II, 3e série, novembre 1863, p. 436.

Robert de Béthune, comte de Nevers, fils de Guy, comte de Flandre, un manoir avec ses dépendances, situé en dehors des murs de Paris, près de la porte Montmartre, que les frères ermites de Saint-Augustin, à qui il était accensé, avaient abandonné, se réservant pour lui et ses successeurs la juridiction et le droit seigneurial, condition acceptée par le comte le même jour (1).

Tout ce qu'on peut dire ici de l'administration de Simon de Matifar, c'est qu'elle fut toujours dominée par la piété et un véritable esprit de justice et de mansuétude, et qu'il joignit à un grand zèle pour les prérogatives et les avantages spirituels et temporels de son église, un grand amour du bien public. On croit qu'il fit le premier célébrer dans le diocèse de Paris l'office de la Conception de la Sainte-Vierge fondé par son prédécesseur Raoul d'Homblières. Par son testament, il établit au collége naissant du cardinal Jean Lemoine, six bourses, trois de théologiens et trois d'artiens ou philosophes, en faveur de deux rémois, deux soissonnais et deux parisiens, en souvenir des charges qu'il avait exercées dans ces trois diocèses. Cette clause, qui ne reçut son exécution qu'en 1310, n'est pas indiquée dans le testament tel qu'il a été conservé dans l'Histoire ecclésiastique de Paris et dans le Cartulaire de Notre-Dame où sont énumérés plusieurs legs en faveur de celle ci, de l'Hôtel-Dieu, de son clergé, de divers particuliers, avec les nombreuses acquisitions qu'il avait faites pendant son épiscopat pour augmenter les ressources de son Eglise et dont il laissait la jouissance à ses successeurs (2). Il n'oublia pas le cloître où il avait passé sa jeunesse et reçu son éducation cléricale, car il légua au chapitre de Soissons 200 liv. et une vigne à Bucy, son pays natal (3).

Simon fit construire en 1296 au chevet de Notre-Dame les trois chapelles formant, par leur réunion, ce qu'on

(1) *Hist. de Paris*, t. III, p. 205. — *Hist. eccl. de Paris*, t. II, p. 514. — *Cartul. de N.-D.*, t. III, p. 5.

(2) Dubois, *Hist. eccl. de Paris*, t. II, p. 531. — *Cartul. de N.-D.*, t. IV, p. 91.

(3) Dormay, t. II, p. 287. — *Gall. christ.*, t. IX, col. 383. — Cabaret, t. I, p. 583, et t. II, p. 284.

appelle aujourd'hui le Petit Chœur des chanoines; bientôt s'élevèrent aussi les autres qui, avec les premières, sont placées comme une admirable couronne autour de l'abside de cet incomparable et majestueux édifice. Il avait fondé dans l'une des premières une chapellenie de Saint Rigobert, archevêque de Reims, avec une dotation de 3 s. 6 den. de rente par semaine au chapelain. Etant mort à Gentilly le 22 juin 1303, il fut enterré dans cette chapelle où il avait élu sa sépulture. On lui éleva un tombeau en marbre, sur lequel il était représenté couché, et qui portait cette épitaphe latine : *Hic jacet bone memorie Simon de Matifas de Bucy suessionensis diœcesis* (1). Dans la partie antérieure de la chapelle était une autre effigie du prélat placée sur une colonne avec cette inscription en français : *Ci est le ymage de bonne mémoire Simon de Matifas de Buci de le esvechié de Soissons, jadis esvesques de Paris par qui furent fondées premièrement les trois chapelles où il gist, en l'an de grâce 1296, et puis l'on fist toutes les autres environ le ceur de ceste esglise. Priez por lui.* La figure qui surmontait cette inscription a été détruite. Le monument élevé sur la sépulture a été aussi démoli, mais la statue, autrefois couchée, subsiste encore. On l'a retirée le 20 mai 1842 d'une cave où elle était restée enfouie pendant cinquante ans et replacée provisoirement dans une des chapelles voisines du Petit Chœur (2).

Il n'est pas surprenant qu'un corps formé d'hommes aussi éminents aspirât à la suprématie dans l'Eglise de Soissons après l'évêque diocésain, et qu'il se trouvât en guerre continuelle avec tout ce qui pouvait lui porter quelque ombrage, surtout avec la commune toujours hargneuse, avec les abbayes toujours récalcitrantes, et même avec les officiers royaux. Un de ses hommes de corps s'étant pendu au Ménil, il réclama ses biens meubles, mais

(1) *Gall. christ.*, ibid. — Le continuateur de Nangis, 1303, *Histor. de France*, t. XXI, p. 642. — Duboulay, *Hist. univers. paris*, t. II, p. 531. — *Cartul. de N.-D.*, t. IV, p. 116.

(2) Cette statue a été reproduite dans la 16e livrais. de la *Statistique monumentale de Paris*, par M. Albert Lenoir (*Bulletin archéologique du Comité des arts*, t. XI, pp. 328 et 340. — *Hist. littér.*, t. XXV, p. 209, pour tout ce qui regarde Simon de Matifar.

le bailli de Vermandois les obtint en 1260, au nom du roi, qui avait la justice du meurtre en ce lieu, assimilant le suicide au meurtre. Au contraire, un homme d'Ambleny ayant été accusé d'homicide, le parlement donna un arrêt ordonnant au bailli de le remettre au chapitre comme seigneur justicier de ce village (1). Selon un traité intervenu en 1263, les gens de la commune de Soissons pouvaient arrêter un homme qui en aurait tué ou blessé un autre dans une querelle sur la terre du chapitre, pourvu qu'ils le rendissent, sur leur réquisition, aux officiers du chapitre; ceux-ci, d'autre part, pouvaient arrêter larrons et brigands dans leur quartier. Les jurés ne pouvaient prohiber la vente du vin d'Auxerre sur le terroir de la cathédrale, ni lever sur ceux qui y demeuraient d'autres tailles que celles permises par les ordonnances de Louis VI, de Louis VII et de Philippe-Auguste. Si l'on arrêtait sur le quartier du chapitre un étranger à la commune, les jurés devaient le rendre aux officiers de celui-ci pour qu'ils levassent leur amende avant que les jurés prissent la leur pour contravention aux lois de la ville. Un des articles les plus importants à régler était celui de la visite du petit pain; on le soumit à quatre arbitres, deux chanoines et deux jurés, et l'on décida qu'en cas de partage des voix on en nommerait un cinquième et qu'ils s'efforceraient de rétablir la paix entre le corps municipal et le corps capitulaire avant la fête de Noël, après quoi on oublierait le passé et il n'y aurait plus de plaintes, chaque partie conservant ses anciens droits.

Ce traité ne procura toutefois qu'une paix momentanée, car au bout de trois ans il était rompu. L'appariteur de l'archidiacre, lequel avait la juridiction contentieuse sur les clercs, fut battu en pleine rue, sans doute dans l'exercice de ses fonctions. Or les gens de la commune qui, suivant les règlements de la ville, étaient obligés de saisir ceux qui auraient frappé quelqu'un ou excité quelque rixe en un lieu public, de crier : *Hay ! hay !* par les rues pour empêcher le coupable de se sauver, ou faire cesser la mêlée, de sonner la cloche du beffroi afin de rassembler leurs sergents et le

(1) Boutaric, *Archiv. impér.*, t. I, pp. 54 et 78.

peuple qui, à ce signal, devait prêter main-forte à ses magistrats, n'en ayant rien fait, un grand procès s'en suivit et ne fut terminé qu'en 1271, par le parlement. Celui-ci rendit un arrêt condamnant le mayeur et les jurés à 40 liv. d'amende. Il fut aussi décidé, par un autre arrêt du parlement de la même année, que l'évêque et le chapitre ne pouvaient empêcher le mayeur et les jurés de saisir le mauvais pain et de punir les boulangers qui en vendent dans leur quartier (1).

Dans l'intervalle de ces démêlés, les abbayes de la ville et de la banlieue ne s'unirent pas moins avec la commune, en 1265, pour contribuer de leurs deniers à une dépense d'intérêt général, la reconstruction du pont de l'Aisne dont les six arches en ogives, sauf une rétablie en cintre surbaissé après les événements de 1814, subsistent encore. Le pont était alors commandé par la tour dite du Beffroi, située au coin de la maison de ville et qui correspondait d'un côté à la tour de Saint-Pierre à la Chaux, et de l'autre à la vieille tour du Diable.

Vint ensuite le tour du comte de Soissons et de ses officiers. Gérard de Courville son bailli, Thierry Plakiers son prévôt, et Simon dit Lore, préposé au sextrelage et vicomte de la ville, avaient enlevé de leur autorité le corps d'un noyé trouvé sur la terre et justice du chapitre, étaient entrés de force dans une maison de l'hôpital de Saint-Nicolas de Soissons, de la même juridiction, et en avaient enlevé du mobilier, avaient opéré une saisie chez le boulanger Hardice, homme et hôte du chapitre, lequel, selon la teneur des priviléges, des droits et coutumes de l'Eglise de Soissons, étendait sa juridiction sur tous les malfaiteurs de son domaine, tant dans la ville que dans le diocèse. Pour toutes ces voies de fait, les officiers du comte, après les monitions ordinaires, furent excommuniés et leurs familles soumises à l'interdit. Les coupables ayant persisté dans leur endurcissement, le chapitre, au bout d'un an, ordonna par lettres de 1274, émanées du prévôt Odon et du doyen Gérard, en vertu de l'obéissance et sous peine de suspense, à Me Renaud

(1) Dormay, t. II, p. 251, *ex* Louvet, *Hist. de Beauvais*,, liv. 1, chap. 7. — H. Martin, t. II, p. 147.— Melchior Regnault, p. 32, et Cabaret, mss.

de Damery et à D. Pierre Laburge, chapelains perpétuels de la cathédrale, au doyen de la chrétienté de Soissons, aux curés de Bucy, de Saint-Pierre Aigle et de Neuville, et à tous les prêtres de la ville et du diocèse de les dénoncer comme excommuniés chaque dimanche et fêtes, partout où ils célébreraient, cierges allumés et au son des cloches, et de défendre d'avoir avec eux, jusqu'à récipiscence, aucun rapport « en nourriture, boisson, four, moulin, vente, achat, eau, feu, colloque, prière, secours, conseil ou autre consolation d'humanité. » Chaque prêtre devait avertir le chapitre sur ce qui se serait passé à cet égard dans sa paroisse et agir sans attendre l'initiative de ses confrères. Nul doute qu'un pareil déploiement de vigueur n'ait amené les coupables à merci (1).

VIII. — Mais si le chapitre rencontrait dans les chartes communales et dans les réglements qui en découlaient, aussi bien que dans la puissance des comtes, une vive opposition à l'extension de ses priviléges, il trouvait en même temps dans les grands monastères le rempart de l'exemption toujours très-difficile à franchir. L'abbaye de Notre-Dame surtout, qui avait à sa tête des abbesses et des prieures non moins nobles et non moins fières que ses prévôts, ses doyens et ses trésoriers, était comme en possession de braver ses menaces et, disons-le, ses violences. L'illustre maison de Tracy sur Marne lui donnait alors pour supérieure une dame d'une incomparable vertu, qui avait reçu la crosse, en 1257, et qui sut s'en servir. Complétant les travaux de reconstruction et d'embellissement du monastère entrepris par Béatrix et Agnès de Chérizy, elle avait fait creuser le puits de l'hospice, ouvrage plein de hardiesse, construire des prisons pour les sujets de l'abbaye avec salles au-dessus pour y tenir les plaids de sa justice. Par ses soins intelligents, une fontaine s'éleva dans le cloître pour l'agrément et l'utilité des religieuses, qui y venaient faire les ablutions des mains. Près de cette fontaine elle avait fait bâtir plusieurs arcades du cloître « d'une structure fort délicate, » dit l'historien de Notre-Dame, c'est-à-dire dans le beau style du XIIIe siècle. Enfin elle rétablit la plupart

(1) Melleville, *Diction. de l'Aisne*, 1re édit., p. 114.

des fermes et des granges de l'abbaye que de violentes tempêtes avaient fort endommagées.

Odeline savait faire face à tout et même déployer un talent supérieur. En dépit des déclarations d'exemption émanées des papes et des évêques de Soissons, elle vit se renouveler mille tentatives d'empiétements sur les priviléges et immunités du monastère. D'abord ce fut le grand archidiacre qui voulut la soumettre à sa juridiction ; elle lui résista vigoureusement, et Milon de Bazoches défendit à ce dignitaire de rien entreprendre dorénavant sur la maison. Puis revint le tour du chapitre, malgré les échecs dont ses attaques avaient déjà été payées. Abusant toujours du droit qu'il avait obtenu du souverain pontife de faire cesser l'office divin dans tout le diocèse lorsqu'il le cessait lui-même, ce qui arrivait toutes les fois qu'il se croyait lésé dans ses droits vrais ou imaginaires, ou que quelqu'un de ses membres avait reçu un affront. Les curés réclamaient, les peuples murmuraient, il demeurait inflexible. Les religieuses de Notre-Dame seules luttaient avec quelque avantage contre ces abus de pouvoir, et les abbés de Saint-Jean et de Saint-Crépin le Grand finirent par se joindre à elles et au doyen de Saint-Pierre dans une occasion de ce genre, mais cette fois il fallut céder encore, et Saint-Crépin en particulier fit sa soumission en 1269.

L'année suivante, Milon de Bazoches, dans le désir de rétablir enfin la paix, fit décider que quand le chapitre jetterait un interdit, selon ses priviléges apostoliques, par suite d'une injure de la part de qui que ce fût, à l'exception de l'évêque, ces abbayes en feraient autant le lendemain sur le mandement des chanoines ; que quand il cesserait l'office à l'encontre de l'évêque, elles le cesseraient également; seulement, si la chose était portée par devant le prélat, ses officiaux, ou le lieutenant de l'official, en cas d'absence de l'un ou de l'autre, et que ceux-ci leur défendissent de cesser l'office, alors le chapitre ne pourrait les y contraindre, ni procéder contre elles, à moins que le Saint Siége n'en décidât autrement. Cette demi-mesure, on le verra bientôt, fut loin de clore la série des querelles capitulaires et monastiques (1).

(1) *Cartul. de N.-D.* (Archives de l'Aisne), charte de 1264. — *Cartul.*

Après s'être déclaré en faveur de Notre-Dame, contre Saint-Gervais, dans l'affaire des interdits, le chapitre de Saint-Pierre au Parvis, que le règlement de 1247 n'avait pas rendu plus modéré, se tourna contre elle. Sous prétexte que les religieuses leur refusaient les rétributions de leurs offices, que du reste ils cherchaient tous les jours à augmenter, les chanoines, s'autorisant du règlement de Nivelon, se dispensaient des messes et charges qui leur incombaient envers le monastère. Pour mettre fin à ce scandale, Milon de Bazoches et l'abbé de Prémontré cassèrent cette ordonnance, firent défense aux chanoines de cesser l'office à Notre-Dame, sous quelque prétexte que ce fût, à moins d'une permission écrite de l'évêque, rétablirent les rétributions canoniales sur le pied où elles étaient du temps d'Agnès de Chérizy, et décidèrent qu'en cas qu'il s'élevât de nouvelles difficultés les parties devraient se soumettre au jugement de l'évêque, ou en son absence à celui de l'official, qui les arrangerait par voie de conciliation. Après ce coup de vigueur, qui dut consoler un peu l'abbesse du dessous qu'elle avait eu dans le dernier conflit avec Saint-Gervais, mais qui donnait à l'autorité épiscopale un pied dans le monastère au détriment de l'exemption, un accord eut lieu avec Milon lui-même touchant la cure de Sommelans, que l'évêque et l'abbesse devaient conférer alternativement.

Aprés la conclusion de la paix entre le chapitre de Saint-Pierre au Parvis et Notre-Dame, les chanoines ayant fait frapper dans leur cour un homme du roi, malgré la défense du bailli et d'un sergent royal, et en présence de ceux-ci, furent cités en cour de parlement et condamnés, par arrêt de 1260, à amender cette faute publiquement devant ces officiers. La même année, ils en obtinrent un à leur tour contre Raoul de Soissons, qui avait fait creuser un fossé à *Kenne* (Caisne), dans le tréfond du chantre, puis un autre qui empêchait le comte d'étendre sa haute justice sur une

S. Joannis in Vineis. « Litteræ Milonis episc an. 1270. » — « Litteræ J. præpositi, M. decani et capituli Suession., *id.* » — *Chronic. S. Joannis*, p. 137. — Dormay, t. II, p. 258. — *Hist. de N.-D.*, p. 187, et Preuv. — *Hist. de Saint-Crépin le Grand*, par D. Hélie. — Marlot, t. II, p. 589. — Rousseau, t. II, part. 3, p. 2.

maison de leur cloître provenant du chanoine Raoul Postel. En revanche, la commune fut maintenue, en 1269, en possession de refaire la chaussée située aussi dans leur cloître, celle sans doute du Mont-Revers, et, en 1287, dans le droit pour ceux de la ville de vendre de la marchandise au parvis de leur église (1).

L'abbesse Odeline consacrait tout le temps que lui laissaient ces interminables tracasseries à la prospérité temporelle de l'abbaye. Il fallait qu'il se trouvât bien de la fermeté dans ces têtes d'abbesses du moyen-âge pour faire face aux embarras de l'intérieur et aux difficultés du dehors dans de si nombreux domaines, demander justice, faire des réclamations incessantes, entamer et soutenir des procès sans cesse renaissants. Odeline sut déployer sous ces divers rapports un véritable courage. Elle fit bâtir la chapelle des religieuses du prieuré que l'abbaye possédait à Epargemail, près de Saint-Quentin. En l'année 1258 et les trois suivantes, elle échangeait des femmes de corps avec le chapitre de Paris (2), elle achetait à Ressons le Long du chevalier Pierre de Dommiers, des terres considérables qui constituèrent dans ce village un domaine important. L'abbesse y partageait la justice avec le trésorier de Saint-Gervais de Soissons, et prenait le titre de dame et vicomtesse de Ressons, tandis que le trésorier s'intitulait seigneur du fief de la *Trésorerie*. Il dîmait avec l'abbesse et le curé et nommait à la cure. Les religieuses avaient seules le droit du *cri* de Saint-Georges, c'est-à-dire de faire publier et garder la fête de ce saint, patron de la paroisse. L'abbaye de Bourgfontaine voulut le leur disputer, mais elles y furent maintenues par sentence du bailli de Vermandois de l'an 1335. On voit encore dans la ferme principale de Ressons qui domine le village et la vallée de l'Aisne une grange à arcades intérieures ogivales et les restes d'un édifice du XIII[e] siècle où il y avait naguère encore une chapelle qui fut peut-être bâtie par Odeline. C'est dans cette chapelle que Guillaume de Bouclenay, chevalier, époux de Marie de Ressons, fille de Jean, chevalier de Ressons, fonda en 1323

(1) *Archiv. impér.*, par Boutaric, t. I. pp. 36, 44, 65, 118 et 403.
(2) *Cartul. de N.-D.* (Archiv. de l'Aisne).

une chapellerie de 4 messes au château de Ressons, dotée de 25 esseins de blé, 15 de seigle, 20 d'avoine, 3 de pois sur la maison des Prémontrés, dite *Maison de Vaux*, de 7 arpents et demi de pré et de 33 setiers de vigne, au terroir de Ressons. Guy de Château-Porcien, alors évêque de Soissons, consentit qu'elle fut pour la première fois à la nomination du fondateur et qu'elle eut pour titulaire Pierre de Bonneuil, sur la présentation d'Emmeline, veuve du chevalier Jean Froment. A son tour, Marie de Ressons étant devenue veuve de Guillaume de Bouclenay, l'un des seigneurs de Ressons, fit de nombreuses donations à Notre-Dame surtout au-dessus de la chapelle de Saint-Pierre (1).

Cette même abbesse fit faire un *aveu* important à Guy de Monthiers qui abandonna ses prétentions sur l'avouerie de Coupru. Elle obligea Raoul de Soissons, vicomte de Cœuvres, à se désister également de ses revendications de droits de vicomté sur le chemin de Mercin à Maupas, et reçut de Raoul, vidame de Laon, par l'entremise de sa sœur Agnès, religieuse de l'abbaye, plusieurs terres à Urcel. Afin de dégager le monastère de toutes difficultés ultérieures, elle fit des arrangements avec les curés de divers lieux de son domaine, avec les religieux de Saint-Jean pour Charly, avec les seigneurs de Branges à Ressons, avec ceux d'Attichy, de Cuise et de Voutiers à Trosly-Breuil. Après l'an 1264, Odeline fit des acquisitions à Chaudun de Hervé, seigneur de la Croix, et du chevalier Michel de Trugny; à Charly, du seigneur d'Outin, et à Jaigne des seigneurs de Bauciaux et de Chivres. Elle acquit le bois de Sec-Aunay de Raoul de Cœuvres. Le 27 mai 1268, elle avait dû se trouver au parlement de Paris pour entendre un arrêt lui ordonnant « de vider sa main » de ce qu'elle avait acquis dans le fief du sire de Nesle, Simon de Clermont, mais en 1270, elle fit amortir par ce seigneur les

(1) Outre les seigneuries de N.-D. et de la Trésorerie, il y avait encore à Ressons, au XVIII[e] siècle, les fiefs de *Poulandon*, de la *Douye*, de *Mainville* et du *Montois*. Ces deux derniers avaient chacun un manoir avec jardins dressés sur les dessins de le Nôtre. Celui de la *Douye* s'étendait sur un seul arpent de terre où jaillissait d'un rocher une belle source qui allait former trois jets d'eau dans les jardins de Mainville. Ces trois fiefs avaient droit de justice haute, moyenne et basse. (*Etat du Diocèse*, p. 339.)

terres dont l'abbaye s'était enrichie à Pargny et Morchain en Vermandois (1). Albert, comte de Vermandois, ayant rendu à Notre-Dame les églises de Pontarchy, Morchain et Freniche, engagées par l'abbesse Cunégonde, les évêques de Noyon s'étaient constamment montrés favorables au monastère en ces lieux qui faisaient partie de leur diocèse. Simon, l'un d'eux, lui avait donné en 1138 la nomination aux cures de Pargny et Morchain à la seule charge de donner au titulaire la *procuration* pour se rendre au synode. En 1191, Etienne, un autre évêque de Noyon, permit aux religieuses d'avoir des fonts baptismaux en la chapelle de Bérencourt qui deviendrait succursale de Pargny, avec la dîme de Rouy, et 5 muids de blé sur celle de Douchy, dont il la dota lui-même, tandis que le fondateur de la chapelle, nommé Simon, s'engageait à faire la maison presbytérale. L'abbesse reçut, en 1304, de André le Moine, évêque de Noyon, la permission de fonder une chapelle de Saint-Louis à Goussencourt, dans l'église de ce village, avec le droit d'y présenter comme à la cure. Elle présentait également aux chapelles de Freniches et à la cure d'Epenecourt démembrée de celle de Pargny. L'archevêque de Reims lui-même avait exempté en 1301 l'église de Pargny du droit de procuration (2). Odeline recourut de son côté, en 1269, au parlement contre des habitants de Château-Thierry. Ceux-ci avaient maltraité et emprisonné des gens de Notre-Dame en criant *hahay!* Les officiers du roi de Navarre, comte de Champagne, reçurent l'ordre de les faire *amender*. Mais ce fut en vain qu'en 1272 elle réclama, en la même cour, comme propriétaire *treffoncier*, le tiers denier du produit des ventes de bois faites par le roi dans la forêt de Retz, au lieudit le Fay Gauthier *(Fagus Galteri)* (3). Enfin, se voyant accablée par l'âge et les infirmités, Odeline fit venir les *notaires publics*, réunit ses religieuses au chapitre, et, en leur présence, donna sa démission d'abbesse en 1273. Elle vécut encore plusieurs années sous le joug de l'obéissance claustrale en simple religieuse.

(1) *Archiv. de l'Empire*, par BOUTARIC, t. I, p. 386, *ex* Registre *Olim*.
(2) *Cartul. de N.-D.* (Archiv. de l'Aisne).
(3) *Archiv. de l'Empire*, par BOUTARIC, *ubi supra*.

Le temporel de Notre-Dame, sous cette abbesse, avait atteint un haut degré de prespérité. Il s'étendait sur Pargny, Epenencourt et Morchain, en Vermandois, sur Molinchard, Vaudesson, Chavignon et la Malmaison, Laffaux et le bois de Parfonderme, Aizy, Nanteuil la Fosse ; Arion et Acy en Beauvaisis, Vénizelles, Chaudun, Charcy, à la Ferté-Milon, sur Chacrise, Ambrief et Villeblain, sur Billy sur Aisne, Courmelles et Vignolles, Saconin, Mercin, Ressons le Long, Trosly et Couloisy, Charly, etc. Les domaines de ces villages étaient à titre de mairies ou de seigneuries. On ne compte pas ici les bois, les fiefs, les maisons, les revenus particuliers des divers offices, comme ceux de revestiaire, de l'hospice et autres. Les maisons de l'abbaye dans la ville de Soissons recevront ici une mention spéciale, à cause des renseignements que leurs titres contiennent sur la topographie de la ville au XIII[e] siècle. Il y en avait deux à la Porte-Bérard, entre des pressoirs, dont l'un appartenait au chapitre ; elles avaient été données par Asseline, veuve de Thibaud *Froissebos,* en 1214 et 1233 ; deux au *Champ-Boulant,* données en 1229, par Marie la Grosse ; une, rue *Girondin* (1269) ; une près de la rue du Pont, sur la *Cornerie* (1260) ; une à l'*Image de Saint-Nicolas* joignant l'*Hôtel du Dieu d'Amour ;* une au *Port Seigneux,* lequel joignait l'*hôtellerie* de Notre-Dame ; elle était chargée d'une rente d'un cens et d'une livre de cire envers l'abbaye, qui la recheta en 1277. A l'occasion de ces maisons, les chartes citent de vieilles rues de la cité, telles que les rues de la *Friperie,* où habitait Richard le *moutardier* (1284), la rue *des Bretons* (1265), la rue Boëton et Boton (1266 et 1282), et d'autres lieux, comme l'*Etape,* près du *Four* Notre-Dame, ou *Four de l'Etape* (1248 et 1283). On voit, en 1281, un nommé Robert de Saint-Crépin abandonner ses droits sur les murs et pignons de l'église Saint-André, rue de la *Linguerie,* devant le puits de la *Chaîne,* non loin de celui de Saint-Adrien, près de la Porte-Neuve (1374) (3).

Du reste, le monastère possédait à Soissons tout le quar-

(3) Par une charte de 1241 de l'archidiacre Jacques, on voit qu'un citoyen de Soissons, nommé Albéric de la *Chaisne,* tenait de Saint-Médard une maison *ante puteum ad cathenam* (*Cartul. antiq. S. Medardi* (Laon).

tier qui l'environnait, sous le nom de *Quartier* ou *Mairie Notre-Dame,* où elle avait toute la justice, sauf sur la voirie publique, avec droits de rouages, forages, amendes, les mainmortes et for-mariage produisant 300 livres de rente annuelle ; des maisons et rentes rapportant 40 livres à l'*Hôtellerie* et 23 livres à la *Trésorerie.* Il était circonscrit par une ligne qui partirait depuis le Pont d'Aisne et de là, vers le *Port Seigneux,* irait au pied du parvis, jusqu'au portail de l'église Notre-Dame ; de là au coin de l'enclos du monastère, sur la *Grand'Rue,* près de la Porte de Berzy ; depuis ce coin à la Porte-Neuve, jusqu'à l'enseigne du *Porcelet,* ou il y avait une borne de pierre dure posée à plat dans la *relaisse,* passerait en travers de l'hôtel des *Porcelets* jusqu'à l'allée de murs, vers la Porte-Neuve, le long des murs de la ville, en tournant par devant la *Tour Lardier* jusqu'à l'*airesse* du pont (1). C'est à ce titre de grande propriétaire de la ville que le monastère fut, en la personne de l'abbesse, taxée à fournir une somme de 100 livres pour la bâtisse du pont de Soissons, et dont elle reçut une quittance en 1265 (2).

L'exemple d'humilité donné par Odeline de Tracy n'empêcha pas que l'élection d'une nouvelle abbesse ne devînt le signal d'une guerre intestine parmi les nobles filles de la communauté de Notre-Dame. Deux religieuses se disputèrent la crosse lorsqu'on eut obtenu du roi la faculté d'y procéder, Ade, ou Adée de Bazoches, fille du sire de Bazoches, vidame de Châlons, et sœur de l'évêque de Soissons, et Marguerite de Commenchon, trésorière. Cette dernière était une religieuse de grand mérite qui, avec Alix fille de Jean, comte de Soissons, et plusieurs autres dames de haute lignée, faisaient l'ornement du monastère. Sur soixante-six religieuses ayant droit de suffrage, trente-deux votèrent pour Marguerite. Celles qui s'étaient rangées du côté d'Ade avaient moins songé à son mérite qu'à l'appui que l'abbaye trouverait naturellement dans l'évêque Milon, son frère ; les autres, au contraire, l'avaient surtout repoussée dans la crainte que, par la faveur de l'évêque,

(1) *Amortissement* sans date. *Cartul. de N.-D.* (Archiv. de l'Aisne.)
(2) *Ibid.* Charte de 1265.

elle ne devint trop puissante au détriment du couvent. Quoique il soit, l'élection de Marguerite, tout en ayant réuni la majorité des suffrages, donna lieu à un procès qui dura quatre ans, au bout desquels le pape Grégoire l'annula, fit proclamer Ade de Bazoches et pria le roi de lui abandonner les régales.

L'administration d'Ade n'en fut pas moins utile au monastère. Elle fit établir dans les vastes bâtiments élevés par les dernières abbesses des greniers et des chambres avec une véritable magnificence ; elle augmenta aussi les revenus en acquérant, en 1274, des vignes que l'abbé de Saint-Crépin en Chaye avait achetées du seigneur de Cuffies sur le tréfond de Notre-Dame, divers biens du seigneur de Margival, dans sa terre de Chaudun, en 1280 et 1282, des biens à Charly, et surtout par la succession de Jean de Montdidier, chanoine de Noyon, qui avait fait le monastère son principal héritier. Le seigneur de Villechose lui abandonna ses prétentions sur Epargemail, et Enguerrand de Coucy la moitié de la seigneurie de Jaigne. Ade, loin de justifier les craintes que les adversaires de son élection avaient conçues, sut maintenir les exemptions de l'abbaye contre son propre frère, l'évêque Milon. Dans la crainte que ses fréquentes visites ne fussent prises par ses successeurs comme des actes de juridiction épiscopale, elle lui fit signer une déclaration analogue à celles obtenues de ses prédécesseurs à l'endroit des priviléges. Telle fut même sa sagesse que les habitants de Ressons, ne pouvant s'entendre avec les maire et avoué du village touchant les droits des *communes,* la choisirent, en 1277, pour arbitre, toute femme qu'elle était, et qu'elle sut aplanir toutes les difficultés.

Ade de Bazoches fut moins heureuse avec les habitants d'Aizy, dont le monastère avait pourtant favorisé l'érection en commune et son annexion à celle de Vailly. Ils se mirent en pleine insurrection contre les religieuses en 1279, la même année où un jugement du parlement maintenait l'abbaye contre le puissant comte de Champagne en saisine de lever les mainmortes et for-mariage dans les comtés de Champagne et de Brie. Les hommes d'Aizy ayant refusé d'acquitter les vinages qu'ils devaient au couvent, le bailli de Notre-Dame avait fait saisir des gages sur le terri-

toire du village, mais voilà qu'ils vont reprendre de force ces gages en criant : *Commune ! commune !* le vieux signal de la révolution municipale du XII[e] siècle. Le mayeur et les échevins des religieuses à Aizy étaient présents ; le bailli les somme d'apaiser le désordre et de lui prêter main-forte pour l'aider à reprendre les gages des débiteurs de vinages, mais ceux-ci s'y refusent, quoique le délit eût été commis en leur présence. Traduits au conseil du roi, ils se virent condamnés à une amende. Toutefois, le mayeur et les jurés de Vailly, qui avaient été cités en cette affaire, représentèrent au roi que, selon les priviléges accordés à leur commune par ses prédécesseurs, c'était à eux qu'il appartenait d'abord de connaître des faits passés à Aizy, puisque ce village était de leur commune, qu'on avait donc eu tort de négliger leur juridiction, et ils demandèrent l'annulation de la procédure. A ces raisons, le procureur des religieuses répliqua que le monastère était sous la garde du roi et que ces priviléges n'avaient été accordés que sauf les droits des églises. Il paraît avoir eu gain de cause (1).

Non moins attentive à sauvegarder la discipline régulière que le temporel de l'abbaye, Ade de Bazoches fit dans ce but des règlements pour ses religieuses. Fidèle observatrice du droit ecclésiastique, qui défend que les biens acquis par les clercs du revenu de leurs bénéfices retournent à leurs héritiers, elle n'approuva l'achat d'une vigne fait en 1280, par Simon de Crancé, curé de Saint-Germain lès Soissons, sur le fond de l'abbaye, qu'autant qu'il aurait fait la déclaration expresse que l'argent qu'il y employait provenait de son patrimoine. Sur la fin de sa vie elle ordonna d'ajouter 7 sous nérets aux 3 que les religieuses recevaient pour leurs étrennes, que les huit converses qui étaient dans la clôture reçussent 2 sous parisis et celles du dehors 12 deniers qu'on distribuerait la veille de la fête, de peur d'en troubler la solennité de la Circoncision.

La mort d'Ade, arrivée le 11 septembre 1283, amena de

(1) *Archiv. de l'Empire*, par BOUTARIC, t. I, p. 356.
Un arrêt du Parlement, de 1267, décide que les maires et jurés de Condé et de Vailly devaient se consulter réciproquement pour tout ce qui regardait leur commune et acquitter proportionnellement les dépenses faites dans un intérêt commun. (*Ibid.*, t. I, p. 102.)

nouveaux troubles dans l'abbaye, en dépit de toutes les précautions qu'on avait prises pour les éviter, et l'évêque Milon de Bazoches se trouva dans la nécessité d'intervenir dans l'élection d'une autre abbesse. La communauté réunie au chapitre avait décidé que, pour couper court aux longueurs et aux difficultés, on adopterait la voie de compromis. On choisit à cet effet pour arbitres quatre ecclésiastiques de distinction et parents des religieuses qui paraissaient les plus intéressés à l'élection. C'étaient Thomas, abbé de Hautvillers ; Thomas de Saint-Marcel, archidiacre de Soissons ; Simon de Matifar, alors archidiacre de Reims et depuis évêque de Paris, et Jean de Commenchon, chanoine de Noyon. Ceux-ci, ayant reçu les scrutins secrets des religieuses et une chandelle allumée avec laquelle devait expirer le temps de leur compromis, s'enfermèrent dans une chambre voisine. Avant que le flambeau ne se fut éteint, ils étaient d'accord sur l'élection de Cécile de Péronne qui avait réuni la majorité des suffrages. Rentrés dans la salle capitulaire et ayant fait de nouveau promettre aux religieuses d'accepter pour abbesse celle qu'ils nommeraient, ils proclamèrent le nom de Cécile, la déclarant élue canoniquement ; après quoi, ils les invitèrent à la regarder comme leur supérieure légitime.

La plupart des religieuses se soumirent, mais il y en eut qui s'opposèrent à l'installation de Cécile avec assez de bruit pour que leur opposition éclatât au dehors. Elles protestaient qu'on n'avait pu procéder légalement à l'élection sans l'autorisation du roi, alors parti pour la seconde croisade ; mais, outre que l'ancien usage de l'abbaye de se passer de cette autorisation prouvait le contraire, on avait eu soin néanmoins, pour prévenir cette difficulté, de l'obtenir de Thomas, évêque de Dôle, de Matthieu de Vendôme, abbé de Saint-Denis, et de Simon de Clermont, sire de Nesle, régents du royaume. Aussi l'évêque de Soissons, voyant le bon droit du côté de Cécile, prit-il sa défense et lui conseilla-t-il de poursuivre ses droits par devant ces ministres. Cécile suivit l'avis du prélat, et, au commencement de 1283, elle donna sa procuration à deux chanoines pour traiter cette affaire et toutes celles concernant le temporel de l'abbaye. Convaincus de la justice de sa cause,

ceux-ci l'appuyèrent de leur crédit et de leur autorité ; ils firent défense expresse de la troubler dans la possession de sa dignité et donnèrent ordre à toutes les religieuses de lui obéir. Les commisssaires de Cécile firent également mettre à la raison par l'autorité des régents le prévôt de Pierrefonds qui, voulant soumettre la justice de Ressons à sa juridiction, avait profité des troubles claustraux pour exercer des violences contre les habitants de ce village dépendant de l'abbaye. Il s'était même présenté à Ressons pour forcer ceux-ci à reconnaître son autorité. Cécile produisit ses titres, les ministres lui donnèrent gain de cause, et le roi désavoua son prévôt. Cécile de Péronne mourut peu de mois après l'arrêt définitif qui la confirmait dans le gouvernement de Notre-Dame (1).

IX. — Louis IX continuait d'accorder la plus grande faveur à un autre monastère du diocèse de Soissons encore plus jaloux de ses immunités que celui de Notre-Dame, à Saint-Corneille de Compiègne, témoin sous son règne de plusieurs fêtes royales. Ce prince, qui y avait fait célébrer, le 14 juillet 1233, le mariage de son fils Robert avec Mathilde de Boulogne, fille du duc de Brabant, voulut qu'on y armât chevalier, en 1237, son frère Robert d'Artois, mort depuis à Mansourah, en Egypte, avec cent quarante-neuf jeunes seigneurs des plus nobles familles du royaume. A cette occasion, dit la Chronique d'Albéric, « ceux qu'on appelle jongleurs firent beaucoup de tours d'adresse et de folies. Ainsi, l'un chevaucha sur une corde tendue en l'air ; d'autres, montés sur deux bœufs vêtus d'écarlate, donnaient du cornet à chaque plat qu'on apportait à la table du roi (2). »

Jean de Méricourt gouvernait toujours l'abbaye avec

(1) *Hist. de N.-D.*, p. 191 à 203. — CARLIER, t. II, p. 46. Selon cet historien, le prévôt de Pierrefonds était tenu d'acquitter diverses redevances au nom du roi pour sa seigneurie de Pierrefonds : à Notre-Dame, 10 liv. ; à Saint-Gervais, 10 s., et 34 s. 4 den. pour un cierge ; aux religieux du Charme, 1 liv. ; à celles de Saint-Jean aux Bois, 5 liv. (*Ibid.*, t. II, p. 48.)

(2) « ...Ministelli in spectaculo vanitates multas ibi fecerunt, sicut ille qui in equo super cordam in aere equitavit ; et sicut illi qui duos boves de scarlata vestitos equitabant, cornicantes ad singula fercula quæ apponebantur regi in mensa. » (*Chronic. Alberici monachi Trium fontium.* — *Histor. de France*, t. XXI, p. 619.)

une grande sagesse. Il mettait toute sa gloire à décorer magnifiquement l'église du monastère et à enrichir le trésor de reliques. Il fit restaurer, en 1252, le texte des Evangiles donné par Charles le Chauve. Ayant représenté au pape Urbain IV que certains religieux, à qui leurs constitutions ne permettaient pas de parler à table, ne pouvaient s'arrêter à Saint-Corneille, ce pontife lui avait accordé pour eux, en 1243, la permission de rompre le silence au réfectoire et même dans le couvent tout le temps qu'ils y demeureraient, quelque fussent leurs constitutions à cet égard, pourvu qu'ils s'entretinssent de choses pieuses et honnêtes (1). Il reçut, en 1253, en son abbaye, Gille, archevêque de Tyr, légat du Saint-Siége. Il avait permis aux Capucins, en 1245, de s'établir à Compiègne, il accorda la même autorisation aux Franciscains, en 1254; aussi peut-il être regardé comme le premier fondateur de leurs couvents en cette ville. Après avoir reçu, en 1255, de Mathilde, comtesse de Boulogne, femme du prince Robert, l'abandon de droits qu'elle prétendait avoir à Attigny et fait une composition, en 1257, avec Jérôme, abbé de Saint-Médard, une affaire fort grave lui arriva en 1259. Pierre de Verberie l'assigna au parlement pour lui faire interdire tout droit de justice au bois des Ajeux. D'abord il ne comparut pas; puis, ayant fourni ses défenses, il fut confirmé dans son droit par cette cour suprême. Saint-Corneille avait dans ce domaine un sénéchal, successeur du sénéchal royal, pour y exercer la justice et y gérer ses autres affaires. La maison des Ajeux était comme la maison de plaisance des religieux; ils s'y rendaient de Compiègne en bateau par le canal de la *Conque*. Incendiée et détruite sous Charles IV, avec son église dédiée à saint Roch, cette maison ne fut pas relevée et devint un hameau dépendant de la paroisse du Crucifix établie dans l'église de Saint-Corneille. Le bois fut plus tard réuni à la mense abbatiale et annexé avec celle-ci au Val de Grâce de Paris, en 1668. Un fait assez singulier et dont on a cependant vu déjà des exemples eut aussi lieu sous Jean de Méricourt. Un duel avait été indiqué, en 1248, sur la terre de l'église

(1) *Gall. christ.*, t. X, *Instrum.*, col. 138.

de Saint-Clément, qui avait juridiction en cette matière, mais le chapitre de cette collégiale n'ayant pas de lieu propre pour ce genre de combat, Jean lui prêta la cour de Saint-Corneille.

Une fondation qui intéressait au plus haut point et le noble monastère et la ville de Compiègne eut lieu vers ce temps-là, celle de l'Hôtel-Dieu *(Domus hospitalis)* de Saint-Nicolas au Pont. Elle eut pour auteur le pieux Louis IX, le prince charitable et bienfaisant par excellence (1). Cet hospice succéda à une antique *Maison-Dieu*, qui fut sans doute bâtie près du palais primitif de Compiègne et dont la première origine peut être attribuée à Dagobert. Il est encore plus vraisemblable qu'elle n'était qu'une transformation de l'hospice, qui était l'annexe obligé de toute collégiale et de tout établissement religieux important, et qu'elle aurait été fondée par Charles le Chauve, avec la collégiale de Saint-Corneille. Aussi cet établissement a toujours appartenu à Saint-Corneille, dans la censive duquel il était bâti, malgré les débats considérables élevés à ce sujet. Le premier monument qui en fasse mention est une bulle d'Adrien IV adressée, en 1154, à Guillaume, deuxième abbé de Saint-Corneille, mais ce n'est qu'en 1189 qu'apparaissent les premières donations faites à cet établissement, comme celle du roi Philippe-Auguste, datée de Béthisy, consistant en deux muids de froment, et celle d'Agathe de Pierrefonds faite chez les religieuses de Cuise (Saint-Jean au Bois), en présence de l'abbesse, du vicomte de Pierrefonds, de Jean, prêtre de Verberie, et du chapelain Simon, consistant dans le jardin qui était près de ses maisons. Innocent III confirmant, en 1198, les droits de Saint Corneille, y comprenait la *chapelle du Pont*. Les donations continuèrent dans le cours du XIII^e^ siècle. Ainsi voit-on le chevalier Jean, seigneur de Coudun, lui confirmer la vente d'un muid de blé de rente sur la grange de Saint-Amand, par Elie de Saint-Germain; Regnault de Gournay, chevalier, lui donner,

(1) « . . Insuper domos hospitales pauperum apud Pontisaram Compendium et Vernonem, magnis et sumptuosis ædificiis construxit et magnos redditus assignavit. » (*Vita S. Ludovici auctore Gaufrido de Belliloco.*, Histor. de France, f. XX.)

en 1230, 20 sous parisis de revenu sur les cens de Gournay, pour son anniversaire ; Jean de Ramerus, bourgeois de Compiègne, lui donner, en 1258, des terres, cens et rentes avec l'agrément de Louis IX. Aux donations se joignirent les acquisitions. En 1240, Jean de Floin vend une vigne *aux maîtres et frères* de Saint-Nicolas, et le maire Adam et sa femme Richardel vendent également à la Maison-Dieu (*Mensæ-Dei*) de Compiègne, « volontairement et sans y être contraints aucunement, » 10 sous de cens sur leur maison et jardin sis à Saint-Germain, pour 100 livres parisis qu'ils ont reçues « en argent comptant, » ainsi qu'il est constaté par une charte de Nicolas, doyen de la chrétienté de Verberie, munie du sceau de ce dignitaire. On voit d'après ces particularités que la *Maison-Dieu de Saint-Nicolas au Pont* avait déjà une existence propre, quoique toujours sous la dépendance de Saint-Corneille. Bien plus, il fallait que sa dotation fût déjà fort considérable, puisque telle y était l'affluence des frères et des sœurs que Grégoire IX, en 1239, fit défense d'augmenter le nombre des premiers sans l'autorisation de l'abbé de Saint-Corneille et réduisit à 80 celui des religieuses.

Cette espèce de désordre ne fut peut-être pas sans influence sur le projet que forma Louis IX de réformer Saint-Nicolas au Pont, pour faire un hospice exclusivement consacré aux malades, d'une *Maison-Dieu* dégénérée en couvent, contre sa destination primitive. Ce charitable monarque, qui aimait tant à visiter les malades et à les servir dans les hôpitaux, ne pouvait manquer de prendre en affection ceux de sa bonne ville de Compiègne qu'il venait si souvent habiter. Il commença son œuvre par l'introduction à Saint-Nicolas d'un nouvel ordre religieux. La Maison-Dieu avait été régie d'abord par des Bénédictins, ensuite par des religieux et des religieuses de l'ordre de Saint-Augustin ; il y appela des Trinitaires ou Mathurins au nombre de sept, cinq prêtres et deux clercs qu'il tira de la ministrerie de Verberie, lesquels devaient desservir la chapelle qu'y avait construite Louis le Jeune avant 1169, en l'honneur de Notre-Dame, de Saint-Saturnin et de Saint-Thomas de Cantorbéry.

Il fallut ensuite s'occuper de former à l'établissement une dotation qui répondit à son importance. Louis IX s'en occupa en prince pieux et libéral. Il commença par exempter la maison de tout droit de péage, tonlieu, pontage, passage, roage et autres si multipliés au moyen âge. Un an après il en augmenta les biens avec cette sage profusion et cette largeur de vue qui le distinguait dans tous ses actes. Il lui attribua pour l'âme de la reine Blanche, celles de son père et de ses aïeux, 160 liv. paris. de revenu sur son minage de Compiègne, tous ses prés situés entre ceux de la ville et le village de Venette, trois pièces de terre de 58 mines de semence, l'une entre l'église de Saint-Germain et le moulin de Venette, de 34 muids, et l'autre près de Neuville aux Bois de 4 mines, avec les corvées dues à ces terres par les *gens de Venette* pour la culture; 45 muids, 17 setiers et demi de vin, mesure de Paris, sur les vignes de Rencourt, de Margny, de Jaux (Jox) et des *Nouvelles Plantes* entre Compiègne et la forêt, et sur les vignes du prieur de Rencourt, avec les droits de vente, investiture, et autres, sur ces propriétés, à l'exception de la justice; et au cas que ces vignes vinssent à être détruites, la maison en aurait le champart *(campi-partem)* au lieu du vinage, comme l'aurait le roi lui-même. Louis IX donna de plus à l'hospice 30 muids de mouture sur ses moulins de Verberie avec le droit d'y avoir un serviteur pour garder la mouture et une clef de l'arche du moulin; 20 liv. paris. sur le péage de Choisy, l'usage dans la forêt de Cuise en faveur de ses maisons, granges, courtils, moulins, pressoirs, pour le feu, les constructions, les vignes, et le droit d'y faire paître 140 porcs en toute saison, ainsi que chevaux, bœufs, brebis, en tel nombre que ce soit, avec exemption de droit de pacage (1). A tous ces dons il ajouta, en 1268, 23 arpents de terre.

Louis IX ne pouvait se contenter pour ses pauvres malades des bâtiments ruineux de l'ancienne *Maison-Dieu.* Il la fit réédifier en entier pour la rendre digne des membres de Jésus-Christ. Il avait abandonné à cet effet, dès 1257,

(1) D. GILSON, *mss.*, t. II, p. 42, verso, liv. v, chap. 4. — COCHERIS, t. I, *ex* Archiv. impér., sect. historiq. J. 365, n° 6.

une partie du terrain du palais bâti par Charles le Chauve lorsqu'il quitta l'ancienne villa pour la donner à saint Corneille. Il permit aux Trinitaires d'y bâtir un prieuré et une église qui fut dédiée à Saint-Nicolas. Les voûtes gothiques des vastes celliers de l'Hôtel-Dieu actuel et les beaux vestiges des constructions du XIII^e^ siècle qu'on retrouve encore dans la rue du Vieux-Pont, peuvent faire juger dans quelles larges et belles proportions furent bâtis ces édifices qui presque tous ont disparu sous des constructions nouvelles. L'église de Saint-Nicolas a été remplacée notamment par une élégante chapelle du style Louis XIII, dont l'autel et les boiseries si admirablement sculptées qu'elles soient n'empêcheront pas de faire regretter l'édifice élevé par celui dont elle porte les emblèmes.

Ayant donc fait rebâtir « la meson Dieu de Compiègne et accroistre mout durement; laquel œvre costa douze mille livres de parisis, » Louis la dota richement « et donna liz et autres choses nécessaires pour les poures et pour les malades » (1). Il voulut en faire l'inauguration en personne. Donc « li sainz roi d'une part, raconte Joinville, et monseigneur Thiébaut, jadis roy de Navarre, son gendre, qui li aydoit, d'autre part, sur un drap de soye portèrent et mistrent le premier pouvre malade qui oncques fust mis en la meson Dieu nouvelement fete et le mistrent en un lit nouvelement apareillé et lessièrent a donc sur lui le drap de soie en quoi ils le portèrent. Et en cel jour méemes, Monseigneur Loys, adoncques ainzné fils, Monseigneur Saint Loys et Monseigneur Phélippe, qui fust après lui noble roy de France, portèrent et mistrent ausi l'autre malade en ladite meson Dieu et le mistrent en l'autre lit; ausi firent aucuns autres barons qui ilecques estoient avecques lui (2). »

« Li benoiz rois, » dit encore le même historien de sa vie, servait les malades souvent dans les maisons Dieu de Paris, de Compiègne et autres villes, donnant aux malades de l'argent, de la viande, diverses nourritures, pansant même les plus hideux au point que « ses privez sergenz.... en

(1) *Vie de saint Louis*, ibid., p. 94 du t. XX.
(2) JOINVILLE, *ibid.*, t. XX, p. 98.

estoient abominables (en avaient horreur). » Un jour de vendredi il servit de sa personne trente-quatre pauvres de l'Hôtel-Dieu de Compiègne « mettant devant touz une escuele de potage à chascun et avecques ce deux mes de poissons et autres choses, si com il convenait as malades, lesqueles viandes il avoit fet apareillier. Et comme il semblait que il fust lassé de si grand servise faire, un dist qui ilecques estoit, que len deist au benoiet roi que il se reposast dore en avant. » Le roi ayant entendu ces paroles, regarda autour de lui et aperçut un malheureux atteint du mal « que len apela le mal Saint-Éloy en deus lieus au visage. » Aussitôt il « s'assist seur le lit de cel malade et lui para une poire et li metoit les morsiax à ses propres mains à la bouche ; et tandis que il fesoit ce, la porreture ou l'ordure qui couroit des plaies dudit malade, qui estoient de chacune parties du nés, couloit sur la main du benoit roi, pour quoi il convint que li benoiez rois lavasst deux fois sa main dont il le pressoit, ainçois que li diz malades eust toute mengiée la poire. Encores quant il aloit visiter les malades, il fesoit avecques soi porter yeaue rose et arrousoit de ses propres mains les visages des malades (1). »

D'autres traits feront encore connaître la vive charité du pieux monarque, le modèle des rois catholiques. Un malade étant trépassé en la maison Dieu, Louis le sut par la prieure et par une des sœurs ; « il manda que eles apareillassent li cors à ensevelir, més que eles ne lensevelissent pas sanz lui ; car il voloit estre à fere le service pour cel mort. Et comme la meson n'eust pas cymentire, quand la messe fu dite pour le mort en la présence de lui et de ses fiuz, » Louis son aîné, et Philippe son successeur, il « commanda que li cors devant diz fust porté loing a enterrer et dit que cil qui le verraient par la vile diroient leur paternostre pour l'âme de lui, et ainsi l'âme du mort... ne gaaigneroit pas pou. » Un autre jour, le vendredi saint, étant encore au chastel de Compiègne « il ala en pélérinage nuz pied par les églises, par les voies communes » et ses sergents le suivaient portant de l'argent destiné aux indigents « et li be-

(1) Joinville, *ibid.* — Bulle de canonisation de 1297. — D. Gilson, *ubi supra*, p. 51.

noiez rois prenoit souvent ces deniers des devants diz sergants et les donnoit pour Dieu as poures en donnant *plus ou moins à aucuns*, selon ce que il estoient plus ou moins besoigneus à son avis. » Allant ainsi dans une rue « un mésel qui estoit de l'autre part de la voie, qui a poines pooit parler, sonna mout forment son flavel » (instrument sonore). Le roi, à cet avertissement, apercut « ce mesel et il passa à li et mist son pié en liaue boueuse et froide qui estoit emmi la rue; car il ne pooit pas passer autrement en bonne manière, et ala audit mesel et li donna l'aumosne et besa sa main. » Comme il y avait là une grande foule de peuple, tous ceux « qui estoient entour le benoict roy se signoient du signe de la sainte croix et disoient l'un à l'autre : regardez que li rois a fat, qui a besié la main du mesel (1). »

Louis voulut consommer la fondation de l'Hôtel-Dieu de Compiègne, en le faisant incorporer à l'ordre de la Trinité. Cet acte dut avoir lieu en 1265, car en cette année il confirmait la donation que Emmeline, veuve du chevalier de la Croix Saint-Ouen, et son fils, avaient faite à Saint-Nicolas au Pont, de tous leurs biens de la Croix, d'Azincourt, d'Humières et de Jaux, en vignes, vinages, prés, cens, chapons, vin, pains, deniers, blé, avoine, avec tout ce qu'ils tenaient en fief du roi, à condition qu'elle et son fils seraient nourris par la maison, soit qu'*ils* y prissent l'*habit religieux*, soit qu'ils vécussent en séculiers. Il obtint du pape Clément IV une bulle du 18 septembre 1266 sur l'organisation de la maison et deux autres du 5 février suivant par lesquelles le Souverain-Pontife permet aux frères d'avoir un cimetière près de leur chapelle et ordonne à l'évêque de Soissons de les bénir et consacrer l'un et l'autre, enfin une quatrième du 20 février qui soumettait l'Hôtel-Dieu à l'ordre de la Trinité (2). Les religieux trinitaires avaient pour charge d'y servir Dieu et les malades, de prier spécialement pour le roi à l'intention duquel ils devaient dire chaque jour jusqu'à sa mort une messe du Saint-Esprit ou de la Sainte-Vierge, et

(1) JOINVILLE. *Ubi supra*, pp. 101 et 102. — Ce même trait est raconté dans la Vie latine de saint Louis, par Geoffroy de Beaulieu. (*Vita S. Ludovici, etc, Histor. de France*, t. XX, p. 5[illegible].)

(2) COCHERIS, t. I, p. 490, *ex* Bibl. impér., cabinet des Chartes, cc. 197.

après sa mort une messe de *Requiem*, excepté les jours des fêtes où l'on ne peut célébrer sous ce rit. Tous les revenus devaient être employés exclusivement à l'usage des pauvres, des frères et des sœurs, et de crainte que la maison ne pût être grevée en quoique ce fût, les visiteur ou correcteur et ministre général n'en devaient faire la visite qu'une ou deux fois l'an et n'y pouvaient vivre plus de deux jours à ses dépens.

Les religieux de Saint-Corneille ne soupçonnant pas que les Mathurins pussent se soustraire à leur juridiction, leur avaient laissé bâtir en paix leur chapelle et leur prieuré. Mais lorsqu'il se fut agi de les placer définitivement dans cette maison, des doutes leur vinrent et ils déclarèrent à ceux-ci qu'ils verraient avec satisfaction un ordre aussi utile s'établir sur leur censive, mais qu'avant tout ils y mettraient pour condition qu'ils s'engageraient à remplir les charges et devoirs dont l'ancienne Maison-Dieu était tenue envers Saint-Corneille. Un refus formel accueillit cette proposition ; les Mathurins déclarèrent qu'ils ne voulaient dépendre que de leur supérieur. Les religieux les attaquèrent devant l'official de Noyon, les Mathurins furent condamnés et en appelèrent au conseil privé du roi, leur protecteur. Comme le débat avait lieu entre personnes ecclésiastiques, un arrêt du parlement vint déclarer aux parties qu'elles devaient *litigier* où bon leur semblerait, mais non en la cour du roi, et que les dépenses du procès ne seraient pas à la charge de la Maison-Dieu, qu'enfin le roi la ferait administrer « pour la sustentation des pauvres, des frères et des sœurs » par des personnes d'une probité reconnue, jusqu'à ce que le procès fût terminé (1). Louis IX étant parti sur ces entrefaites pour la croisade, où il mourut, son fils renvoya l'affaire devant l'archidiacre de Bruges, qui donna encore gain de cause aux Bénédictins. Ainsi harcelés par toutes ces tracasseries, les pauvres Trinitaires, qui ne voulaient rien céder à leurs puissants adversaires, finirent de guerre lasse par abandonner l'Hôtel-Dieu et se retirèrent, les uns à Verberie, d'où ils étaient sortis, les

(1) *Archiv. impér.*, par BOUTARIC, t. I, pp. 327 et 129.

autres à Cerfroid, leur chef d'ordre. Ils avaient seulement mis pour condition de leur départ l'abandon, comme dédommagement, de 90 muids de blé sur les trois moulins de Verberie, y compris les 30 donnés par saint Louis (1). L'abbaye de Saint-Corneille fit venir pour les remplacer des religieux et des religieuses de Saint-Augustin, qui eurent des dortoirs séparés. Le prieur et la prieure étaient électifs, mais l'abbé reprit ses droits de correction, d'institution et de destitution sur ces communautés, lesquelles, après avoir épuisé force règlementations et procès, demeurèrent ses sujets au spirituel et ceux du roi et de ses officiers au temporel. Ces derniers et l'abbé, ou son grand vicaire, faisaient chaque année une visite dans toutes les formes à l'Hôtel-Dieu, avec un examen sérieux de toutes choses. En 1270, Ramerus, bourgeois de Compiègne, légua à l'établissement des biens considérables, à la charge d'instituer une chapellenie dans son église. Jeanne de Châtillon, par son testament de 1291, lui donna « pour bureaux (bures) et dras as malade XL livres. *Item* as nonans de Saint-Jehan de Compingne XX livres pour acheter rente » pour faire son anniversaire et être « mise en pitance ce jour-là (2). »

L'enclos du palais de Compiègne avait subi un premier morcellement par la concession faite par Louis IX en faveur de Saint-Nicolas au Pont ; il en subit un second dans le même temps par celle que le même prince y opéra pour la fondation d'un couvent de Dominicains, ou de Jacobins, dont une vie du saint parle en ces termes : « ...Il fonda l'église et meson des frères prêcheurs de Compiègne pour lequel lieu et pour les édifices, sanz les muebles, li benoiez rois despendi bien quatorze mile et soixante livres de parisis ; et non pourquant après tout ce, furent festes ilec mout duevres par le commandement du benoist roi, qui moult costèrent, et fist encore li benoiez rois à ses propres dépenz consacrer la dite église des frères devant diz (3). » Par lettres patentes de 1258, il

(1) Carlier, t. II, p. 247. — *Hist. de Châtillon*, Preuv., p. 78.
(2) *Gall. christ.*, t. IX.
(3) *Vie de S. Louis*, par le confesseur de la reine Marguerite. — *Histor. de France*, t. XX, p. 76.

accorda à ces religieux les droits de seigneurie sur le tréfond et domaine de la terre où l'on bâtit la maison, et qu'il avait acquise de Saint-Clément par un échange de 5 livrées de terre qui devaient acquitter le champart d'une autre terre de dix muids et demi de contenance qu'il avait entre Saint-Germain et l'Oise. Lorsqu'ils y entrèrent, « li benoiez rois leur donna en aumosne cent livres de parisis pour vivre (1). » Les religieux de Saint-Corneille permirent aux frères mineurs d'habiter l'intérieur de la ville, mais à condition qu'ils cesseraient leurs offices à voix haute quand, sur l'ordre de l'abbé, ils cesseraient dans toute la ville; qu'ils n'admettraient personne à la sépulture qu'après l'acquit du droit paroissial à Saint-Antoine; qu'ils ne recevraient pas les gens excommuniés par l'abbé; qu'ils paieraient 2 sous pour toute maison qui serait démolie pour la construction de l'église et du couvent; seulement, ils ne seraient pas forcés d'assister aux processions en dehors de leurs maisons, si ce n'est par ceux de qui ils dépendaient en cette matière. Telle fut l'affection de Louis IX pour les frères prêcheurs que « quant li benoiez rois venoit à Compiègne, plusieurs fois avint que il entroit en la cuisine... et demandoit que l'on fesoit à mengier por le covent; et après, il entroit au réfrectoier endementières que les frères menjoient, et fesoit porter de sa cuisine viandes soufisanz, poissons et autres choses et leur fesoit aministrer lui tout présent.... » « Et aucune foiz (tant il aimait la parole de Dieu), il ooit la leçon ès écoles (des mêmes frères); et quant èle étoit finée, il commandoit que l'en feist illecques un sermon pour les lais qui illecques estoient venus avecques lui (2). »

Afin de prévenir, s'il était possible, toutes les difficultés qui pourraient troubler le repos des frères prêcheurs surtout de la part du puissant et tracassier monastère de Saint-Corneille, le saint roi s'appliqua à désintéresser en tout ce dernier par le conseil « d'hommes justes qu'il avoit mout volentiers avecques lui. » Ayant pris pour édifier leur couvent beaucoup de maisons sur la paroisse

(1) D. Gilson, *mss.*, t. II, pp. 23 et 29.
(2) *Vie de saint Louis*, ibid., pp. 73, 93 et 94.

de Saint-Antoine, dont la collégiale de Saint-Clément avait la justice temporelle et l'église de Saint-Antoine le droit paroissial, « pour ce que ces églises ne fussent en aucune chose blécies, » il fit donner à ces églises et à l'abbaye de Saint-Corneille, qui en était le patron, 100 livres parisis de dédommagement (1). De ces constructions de l'Hôtel-Dieu d'un côté et du couvent des Dominicains de l'autre, il arriva que la vieille résidence royale, qui portait le nom de *Château de Beau-Regard*, vit resserrer son étendue. Il ne restait même plus au prince qu'un corps de logis, entre les Dominicains, la seigneurie de Saint-Clément et la rue du Vieux-Pont, qui conserva longtemps le nom d'*Hôtel du Roi* et qui a disparu, sauf quelques restes de murailles qu'on voit encore dans la rue des Tanneurs, aussi bien que quelques formes des croisées du couvent. Louis pouvait ainsi, lorsqu'il résidait en son château de Compiègne, partager entre l'Hôtel-Dieu et les Dominicains les exercices de sa vie religieuse et charitable. Par son testament, il distribua sa bibliothèque de la Sainte-Chapelle de Paris, composée surtout d'ouvrages des Pères et la première bibliothèque *publique* qu'on eût vu jusqu'alors en France, peut-être même en Europe, entre l'abbaye de Royaumont, les Cordeliers et les Jacobins de Compiègne, et il assigna 60 livres à la Maison-Dieu de Saint-Nicolas au Pont (2).

Malgré cet abandon que Louis IX avait fait aux deux maisons religieuses d'une partie de son palais, Compiègne n'en demeura pas moins l'une des résidences toujours préférées des rois de France. Les débris du vieux palais de Charles le Chauve et des restaurations successives qu'il avait subies furent abandonnées par eux et n'ont laissé de traces qu'une antique tour en ruine appelée tour de Charles le Chauve ou de Saint-Louis. Sur son emplacement passa entre cette tour, les Jacobins et l'Hôtel-Dieu, la rue du Vieux-Pont, terminée en cet endroit par une porte du même nom, qui était un monument ogival orné d'élégantes tourelles à la tête du pont du côté de la ville. Mais ils en rebâtirent un autre,

(1) Joinville. *Ubi suprà*, p. 119.
(2) Duchesne, *Recueil des histor.*, t. V, p. 438.

peut-être sur l'emplacement de l'ancienne villa appelée le *Breuil de Compiègne*, à l'endroit où l'on voit aujourd'hui la magnifique résidence royale qui lui a succédé après avoir, elle aussi, subi bien des transformations dans le cours du moyen-âge et au temps de la Renaissance du XVI^e^ siècle.

En quittant leur ancien palais, les princes n'oublièrent pas l'Hôtel-Dieu de Saint-Nicolas. Philippe le Bel, après lui avoir confirmé une aumône de 20 mines de terre que lui avait faite Herbert l'*Ecrivain*, y ajouta lui-même, en 1294, des portions du domaine royal. Son fils Louis X les ayant permutées contre d'autres biens en 1315, donna à l'Hôtel-Dieu 13 arpents et demi de bruyères et de marais près d'une maison que l'établissement possédait dans la forêt de Cuise, à la *Beurière* (la Brévière), et 6 autres arpents et demi de fondrières au-dessous de la maison de Saint-Jean au Bois, non loin de la Brévière, enfin 6 arpents de terres et prés, au pont de la Brévière (1). Philippe de Valois lui remit en 1334 des finances dues au trésor pour achat de rentes, et Charles V lui laissa par testament, en 1388, 500 florins d'or qui servirent à acheter un fief de Simon Marcel, huissier du roi, dont les rentes devaient servir à l'acquit de douze messes par an pour l'âme de ce prince. Charles VI accorda à ses religieux le droit de vendre les denrées provenant du domaine du couvent sans rien payer au fisc, et Charles VIII les protégea contre ses propres officiers qui, en 1444, les inquiétaient à ce sujet et les maintint dans la possession des 27 arpents de bois de la Brévière. Enfin le pape Urbain IV dans une bulle adressée au roi, sans doute à sa demande, et pour augmenter le temporel de cette maison de charité, octroya une indulgence à tous ceux qui visiteraient sa chapelle les jours de fête de Notre-Dame, ou lui feraient quelque aumône. Telle est, jusqu'au XVI^e^ siècle, l'histoire de l'Hôtel-Dieu de Compiègne, l'une des nombreuses fondations charitables de Louis IX, l'ami des pauvres et de l'humanité souffrante (2).

(1) D. Gilson. — Cocheris, t. I, p. 494.

(2) D. Gilson, *mss.*, t. II, chap. 17, pp. 42, 44, 46, 49, 51 ; et ch. 33, liv. 3, p. 55, etc. — Cocheris, *ex* cabinet des Chartes, Bibl. nation. cc. 183 et 197, t. I, p. 489.

Tandis que ce prince donnait à Compiègne de si généreuses marques de sa charité, l'antagonisme de Saint-Corneille et de la commune y reproduisait les scènes que l'on a vu se passer à Soissons. Le mayeur et les jurés arrêtaient les clercs et les incarcéraient, au mépris et grand préjudice de la juridiction abbatiale, et malgré la défense faite aux laïques par les saints canons de s'arroger aucun pouvoir sur les ecclésiastiques. On eut recours au Saint-Siége et Alexandre IV, par un bref du 18 octobre 1259, donnant suite aux plaintes de l'abbé et des religieux, manda à l'abbé de Saint-Médard, qui devait être par position fort versé dans les matières d'exemption, d'enjoindre aux mayeur et jurés de Compiègne de renoncer à leurs injustes prétentions et de les forcer à se renfermer dans les limites de leur pouvoir. Il y mettait toutefois cette clause, qui était comme un blâme de l'extension exorbitante qu'on donnait alors aux excommunications, que s'il y avait lieu de jeter l'interdit, il n'y comprendrait pas la ville entière sans un mandat spécial de Sa Sainteté. La même année s'était aussi élevé une contestation d'un genre différent entre les bourgeois et les curés de Compiègne au sujet des honoraires que ceux-ci exigeaient pour les mariages, les relevailles et les baptêmes. Cette fois, la chose fut jugée par un tribunal diocésain composé des archidiacres de Brie et de Tardenois, vicaires de l'église de Soissons, qui rendirent une sentence arbitrale par laquelle ils statuaient qu'on ne pourrait rien exiger avant la cérémonie, mais qu'après qu'elle serait terminée les plus riches paieraient aux curés ou à leurs vicaires 5 sous tourn. pour un mariage, 6 pour chaque relevaille; que quant au baptême on ne pourrait rien demander ni avant, ni après son administration.

Pierre II de Braine, qui succéda dans l'abbatiat à Jean de Mérincourt en 1265, après avoir été prieur, se vit confirmer, en 1267, par Louis IX, dans un parlement tenu à la Malmaison ou Villers-Cotterêts, la veille de la Saint-Luc, l'exercice de la justice des francs hommes de Sachy le Petit que lui contestait le bailli de Senlis. Bien plus, l'évêque de Senlis y ayant été accusé d'avoir fait briser un bac qui lui appartenait, le bailli de Vermandois reçut l'ordre de lui

faire rendre justice (1). Pierre de Braine dut présider une cérémonie qui eut lieu, dans son église, le jour de la Saint-Bathélemy de la même année, en présence de Louis IX, de son fils Philippe le Hardi, de Charles de France, son frère, roi de Sicile; de Robert, comte d'Alençon; d'une foule de prélats, de barons, de chevaliers et de l'évêque de Noyon, la translation des corps des rois de France inhumés à Saint-Corneille, du milieu du chœur de la basilique au côté droit du grand autel. C'étaient ceux de Louis II, dit le *Bègue*, de Louis V, le dernier des Carlovingiens; de Hugues, fils du roi Robert, dont Louis IX fit publiquement l'éloge. Il dit de Hugues qu'il était « la fleur de la chevalerie et l'ornement de la jeunesse de son temps. » A ces dépouilles mortelles vinrent se joindre dans la suite celles de Jean de France, quatrième fils de Charles VI, mort à Compiègne à l'âge de dix-neuf ans, et de Henri III, qui ne furent transportées à Saint-Denis qu'en 1610. On voyait dans l'église de Saint-Corneille les statues en bois doré de ces princes et celles de Charles le Chauve, de Charles le Simple et de Frédérune, sa femme (2).

L'abbé Pierre de Braine assista au concile de Compiègne de 1276 et mourut l'année suivante. Son successeur fut Pierre III, Dubois, dit d'*Estrées*, frère de Raoul d'Estrées, maréchal de France, dont la maison devint si célèbre dans le Soissonnais et dans tout le royaume. Les religieux avaient dû se faire autoriser pour procéder à l'élection, laquelle fut ensuite approuvée par le légat du pape Nicolas III, Simon, cardinal de Sainte-Sabine. Pierre Dubois avait rempli à Saint-Corneille les charges de trésorier et de prévôt quoique il ne fût pas encore prêtre. Il vit se renouveler les querelles de la commune avec l'abbaye, auxquelles ni les interdits, ni les arrangements ne pouvaient mettre fin. Le roi, son conseil, le parlement, étaient obligés d'interve-

(1) *Archiv. impér.*, par Boutaric, t. II, p. 159.

(2) Ces statues furent brûlées en 1793 sur le marché de Compiègne; les tombes furent fouillées en 1794, et le plomb qui en provenait porté au district — D. Gillesson, *ibid.*, chap. 39, p. 99. — Carlier, t. I, p. 173. — On remarqua avec surprise que le corps de Jean de France n'était pas totalement décharné. (Note du *Répertoire sur Compiègne.* — *Compiègne et ses environs.* (Bibl. du Palais.)

nir dans ces conflits sans cesse renaissants et donnaient gain de cause tantôt à l'un tantôt à l'autre. Le mayeur et les échevins ayant encore, au mépris du bref de 1259, jeté des clercs en prison, il les excommunia en 1281, et Philippe le Hardi porta un arrêt qui leur ordonnait de remettre les clercs entre les mains de l'abbé. Saint-Corneille ayant reçu de ce prince la perception pendant une année d'une *coutume* de la commune pour la reconstruction d'un pont, la commune obtint de rentrer dans sa *coutume*, mais le roi l'obligea en 1283 à rendre à l'abbaye une somme équivalante pour la même destination, ne voulant pas que cette concession lui portât aucun préjudice. Au mois de juillet 1285 intervint un arrêt du conseil du roi prononcé par Matthieu, abbé de Saint-Denis, et Simon de Nesle, au sujet d'un différend entre elle et la commune sur un terrain situé entre les *Piliers* et son église, et, en 1292, un autre arrêt sur le prix des valeurs et objets volés, sur la taille que les religieux levaient dans la ville et le droit qu'ils avaient d'enlever portes et fenêtres sur les rues en cas de non paiement de cette taille, sur les acquisitions faites sur le tréfond de l'abbaye. On voit par là jusqu'où s'étendait sa puissance dans la ville et combien la commune en devait être jalouse, d'autant plus que le pouvoir semblait toujours pencher de son côté. Si le roi accorde des concessions à la commune, s'il met, par exemple, un impôt sur le vin, il a soin de déclarer que c'est sans préjudice des franchises de Saint-Corneille ; s'il accorde aux habitants de faire entrer en franchise et de vendre leurs marchandises, à l'exception du vin, aux foires de la ville en payant le loyer, il faut qu'ils s'entendent avec les religieux. Le parlement lui-même, à la suite d'un conflit, défend aux jurés, par arrêt de 1309, de saisir les biens des hôtes de Saint Corneille avant d'avoir présenté une requête à l'abbé, et, sur son refus, au bailli de Senlis, tant était grand alors le respect des droits acquis, même lorsque, par la suite des temps, ils n'étaient plus en rapport avec les nouvelles habitudes (1).

(1) Arrêts de janvier 1283, de juillet 1285 et de 1292 ; de mars 1309 ; du 23 juillet 1345, *apud* COCHERIS, p 495.—*Gallia christ.*, t. IX. — DE GAYA.

Les chanoines de Saint-Clément n'étaient pas plus heureux avec la commune de Compiègne que les religieux de Saint-Corneille, qui leur avaient cédé certains droits, dont celle-ci prenait ombrage, tels que le *dialège,* ou *dealage* (droit de hallage) sur le sel et le poisson de mer. Un voleur ayant été pris dans un lieu appelé l'*Isle,* ce fut l'objet d'un vif débat entre Saint-Clément et les jurés, qui en revendiquaient également la justice. En 1240, nouvelle difficulté pour le droit de *fouage (de fumagio),* qui finit par un accommodement selon lequel les chanoines de Saint-Clément accordaient aux jurés, moyennant une rente de 16 livres parisis, divers revenus en argent, bois et avoine, et 20 poules qu'ils levaient tant à Compiègne qu'à Margny pour ce droit de *fouage* sur les poules et les sarments de la ville.

Si la commune de Compiègne venait se heurter sans cesse contre le pouvoir temporel de Saint-Corneille, les prélats soissonnais voyaient aussi d'un œil jaloux et inquiet les grandes prérogatives de ses abbés, leurs inférieurs dans l'ordre hiérarchique, aussi essayaient-ils souvent d'y faire brèche, malgré les échecs qu'ils avaient déjà subis. Le roi lui-même se trouvait quelquefois dans l'obligation de faire défendre contre eux ses propres droits en cour de parlement. Son bailli ayant fait arrêter un bourgeois payant sa taille, l'abbé le réclama, comme l'ayant tonsuré, et un arrêt de 1262 vint décider qu'il n'avait pas de juridiction sur lui. La même année, l'abbé dut aussi abandonner au roi le tiers des biens de l'un de ses serfs qu'il avait reçu convers en son couvent sans l'autorisation du prince, parce qu'il eût eu le tiers de la mainmorte de cet homme s'il fût resté dans le monde. En conformité avec un accord selon lequel les clercs arrêtés à Compiègne seraient en la garde du roi jusqu'à leur jugement en cour d'église, un arrêt de 1275 maintint la capture faite par le bailli de Vermandois d'un clerc arrêté à Senlis et que réclamaient à la fois l'abbé et l'évêque de Soissons (1). Si, deux ans après, un arrêt maintint au contraire l'abbé, à l'encontre du prélat, dans la justice de Compiè-

(1) *Archiv. impér.*, par BOUTARIC, t. I, p. 58.

gne (1), Milon de Bazoches, voulant attirer toutes les causes des clercs à son tribunal, n'en défendit pas moins aux jurés, contrairement à l'ancien usage, de remettre ceux de Compiègne à l'abbé de Saint-Corneille, comme étant soumis à sa seule juridiction épiscopale.

A cette nouvelle, tout prend feu dans l'abbaye. L'abbé Pierre Dubois lance, le 5 juin 1283, une lettre-circulaire adressée aux prieur et sous-prieur de Saint-Médard de Soissons, au prieur de Saint-Pierre à la Chaux, auxquels il enjoint, en vertu de la soumission immédiate de l'Eglise de Compiègne au Saint-Siége, de sommer l'évêque de retirer sa défense, faute de quoi ledit évêque sera par lui abbé suspendu de ses fonctions et même excommunié s'il persiste en sa résolution. De son côté, Milon de Bazoches lance une sentence d'interdit contre le mayeur et les jurés qui, redoutant la puissance de l'abbé plus que celle de l'évêque, avaient sans doute préféré obtempérer aux ordres du premier. Toutefois, un arbitrage vint mettre fin à un pareil scandale. Les arbitres agréés des deux parties furent Guillaume de Mâcon, évêque d'Amiens, Simon de Matifar, archidiacre de Reims, Pierre de Pompoing, religieux de Saint-Corneille, et autres.

Il est certain que les droits de l'abbé n'étaient pas dénués de fondement, car le jugement que rendit l'évêque d'Amiens le 30 décembre 1284 fut au préjudice de l'ordinaire, malgré la forme modérée qu'il affectait. En voici la teneur. L'évêque de Soissons et l'abbé de Saint-Corneille, et, pendant la vacance du siége épiscopal ou de la chaire abbatiale, le chapitre de la cathédrale et le couvent, nommeront tous les ans et alternativement un vicaire commun ayant pouvoir de juger toutes les causes spirituelles et même civiles des clercs de Compiègne, dont les appels iront immédiatement au Saint-Siége. L'évêque ne pourra nommer vicaire un clerc de Compiègne sans le consentement de l'abbé, ni l'abbé un moine sans le consentement de l'évêque. La réputation de sagesse de l'évêque d'Amiens, qui entra peu de temps après au conseil de Philippe le Hardi et fut chargé des affaires les plus importantes, sont un sûr garant de

(1) *Archiv. impér.*, par BOUTARIC, p. 184.

l'équité de ce jugement où l'on voit un abbé traité en matière de justice ecclésiastique d'égal à égal avec l'évêque diocésain (1). Le parlement n'en continua pas moins à juger en appel certaines clauses cléricales. En 1184, il avait mitigé une sentence arbitrale condamnant Herbert l'*Ecrivain* et ses enfants à faire le pèlerinage de Saint-Jacques, en Galice, pour avoir *vilainé* Gérard le *Boucher* de Compiègne (2); et, en 1285, il rendit un arrêt qui autorisait le mayeur à arrêter les clercs malfaiteurs ou à les laisser arrêter par le vicaire commun à l'évêque et à l'abbé. Enfin, l'année suivante il interdisait aux officiers nommés tour à tour par ceux-ci pour exercer la juridiction spirituelle, d'empiéter sur la juridiction séculière et défendait aux laïques de comparaître devant eux. Il est même certain que la cour se montrait peu favorable, en général, à l'évêque de Soissons dans ces affaires. Pendant le conflit entre lui et Saint-Corneille, après avoir pris des informations auprès de Simon, cardinal de Sainte-Cécile, légat du Saint-Siége, le conseil du roi avait décidé que les jurés rendraient aux religieux les clercs pris et à prendre « tant que durerait la cause agitée entre eux et l'évêque de Soissons sur ce point » *(durante causa super hoc inter episcopum suessionensem et dictos religiosos)*, et qu'ils s'engageraient à les défendre contre tous et à leurs frais, et surtout contre l'évêque et tout juge ecclésiastique ou séculier qui les molesterait à ce sujet (3).

Dubois d'Estrées n'était pas un homme sans mérite. Il sut en toute circonstance montrer de la fermeté pour protéger son abbaye et garantir ses priviléges. Ce fut encore lui surtout qui parvint à force d'obsessions à expulser les Mathurins de l'Hôtel-Dieu. Il assista aux états généraux tenus aux Louvre le 21 juin 1296. Conseiller de Philippe le Bel, il adhéra à l'appel de ce prince, qui lui promit secours et protection, et mourut le 4 avril 1304. Philippe donna,

(1) Cocheris, t. I, p. 495. — Pierre, abbé de Corbie, avait adressé des lettres au prieur de Saint-Médard sur la sentence prononcée par l'évêque contre les jurés. (D. Grenier, p. 20, n° 4. — Rousseau, *mss.*, t. II, p. 11.)

(2) *Archiv. impér.*, par Boutaric, t. I, p. 380, *ex* Archiv. de Saint-Corneille.

(3) *Ibid.*

en 1297, l'ordre de chevalerie à cent vingt jeunes seigneurs, au comte d'Evreux, son frère, et à Louis, fils aîné de Robert de France, son cousin germain, dans la Cour du roi à Saint-Corneille, dont l'église fut incendiée sous l'abbatiat de d'Estrées (1).

X. — CEPENDANT, malgré les affaires qui occupaient l'Eglise et tous les Etats de l'Europe, on ne perdait pas de vue celles d'Orient qui s'embrouillaient de plus en plus, surtout par les intrigues des Grecs et la division qui régnait parmi les princes chrétiens. Louis IX tournait encore toutes ses vues vers une suprême expédition contre les infidèles. Elle fut résolue dans un grand parlement tenu à Paris, le 25 mai 1267. Il prit la croix et la fit prendre à ses fils, à ses frères et à tous les seigneurs présents. Le comte de Soissons Jean II, son fils Raoul, le vicomte de Cœuvres, son frère, le sire Jean de Nesles, Hervé de Buzancy, Baudouin et Raoul de Wandières, Mathieu de Roye, Ansau d'Offémont, Baudouin et Aubert de Longueval, et une foule d'autres barons les imitèrent. Les préparatifs de la croisade durèrent deux ans, pendant lesquels on leva un décime sur les biens ecclésiastiques pour couvrir les frais de l'expédition. Les collecteurs de cet impôt furent pour le diocèse de Soissons, Guillaume de Poitiers, chanoine de Nevers, et Pierre de Trochin, « députés de l'autorité du légat. » Chaque seigneur dut en outre pourvoir à son équipement et à sa nourriture, à moins qu'il ne fût attaché à la suite du roi ou de quelque prince, avec des appointements et les frais d'entretien. Sur la liste de ces derniers figuraient *Mahy de Roie* avec sept chevaliers qui « mangeront à la court et aura 2,000 liv. et 200 liv. de don privé. » — Raoul de Nesle avec quatorze chevaliers, une somme de 4,000 liv. et « mangeront à son hôtel. » — *Ansout* d'Offémont avec neuf chevaliers, 2,600 liv. tourn. et « mangeront à l'hôtel le roi. » — Baudouin de Longueval avec trois chevaliers, XII liv. « et mangeront à l'hostel du roy. » — Aubert de Longueval avec quatre chevaliers, 1,100 liv. tourn., passage et retour de chevaux compris, « mangera à la cour, » selon conventions faites avec le roi. Firent aussi parti de l'hôtel du roi : Jean

(1) *Gall. christ.*, t. IX.

de Nesles, le comte de Soissons, Baudouin et Raoul de Wandières (1).

Avant de partir pour ces lointains voyages, il fallait non-seulement mettre ordre à ses affaires spirituelles et temporelles, mais encore se procurer de l'argent. Aussi étaient-ils précédés de transactions et de ventes. Raoul, fils du comte de Soissons, sire du Tour, « appareillant pour aller en la sainte terre d'outre-mer, » ordonna par son testament « fait en son bon sens... pardevant bonnes gens » de payer toutes ses dettes, de réparer tous ses torts, et fit des donations à la ville du Tour et surtout aux abbayes de Signy, de Vauclair et de Valroi (2). Son oncle, Raoul de Soissons, vicomte de Cœuvres, toujours aventureux, entreprit ce nouveau voyage, quoique il eût déjà fait une seconde *croisière*, en 1259, avec Thibauld de Champagne, roi de Navarre, où il avait couru de véritables aventures. Arrivés à Acre, ils y avaient trouvé Aélis ou Alix, tante de ce dernier, reine douairière de Chypre, et fille de Henri de Champagne, roi de Jérusalem. Cette princesse venait réclamer le titre de reine de Jérusalem. Thibauld engagea Raoul à accepter sa main, quoique elle fût bien plus âgée que lui et qu'elle eût déjà épousé successivement, outre Henri de Champagne, Hugues de Lusignan et Rochemont, prince d'Antioche, dont elle se sépara pour prendre encore Raoul de Cœuvres. C'est ainsi, disent les *Chroniques d'outre-mer*, que tandis que « li pélerin estoient à Acre, » Aélis, mère du roi de Chypre, « esposa un haut home de France, » frère du comte de Soissons.

Cette élévation subite du vicomte de Cœuvres ne fut pas longtemps prospère. Les barons, en consentant à ce mariage, eurent soin de réserver les droits de Conrad, fils de l'empereur Frédéric II, et n'accordèrent à Raoul que « la garde de la seignorie du royaume de Jérusalem, voyant en Conrad le plus proche héritier du roi Amaury, son aïeul, et de l'impératrice Isabelle en l'absence d'un autre fils de celle-ci, alors dans la Pouille. Raoul tint assez foiblement la seignorie, car cil par cui il i avoit été mis estoient li

(1) *Histor. de France*, t. XX, à la suite de Joinville.

(2) D. Martène, *Thes. anecdot. nov.*, col. 1129, et *Miscellanea, Epist. et Diplom. ex cartul. Vallis Regiæ*.

parens de sa fame et avoient plus de pooïr et de commandement que il n'avoit, si que il ni fust fors ainsi come une ombre; dont il advint que dou despit de l'engueigne que il *en ot, guerpi tot* et laissa sa fame et sen ala en son pays. » Ce départ du reste avait été précipité par un refus qu'on lui avait opposé, lorsqu'il était venu à Acre avec Alix pour réclamer la ville de Sûr dont on lui avait caché la prise et qu'il regardait comme partie intégrante des états confiés à sa garde. Six ans après son retour en France, Raoul apprit la mort d'Alix et fut plus heureux dans un autre mariage qu'il contracta avec une demoiselle de la maison de Hangest dont il eut une fille (1).

Le vicomte de Cœuvres, malgré son grand âge et ses infirmités, n'hésita donc pas *plus que son* aîné, Jean II, comte de Soissons, à répondre au nouvel appel du roi. Oubliant les amers souvenirs qu'il avait remportés d'Orient, il fit aussi ses dispositions. Dès 1261, Raoul, que ses exploits et ses chansons n'avaient pas enrichi, avait, « pour une grave et urgente nécessité, » c'est-à-dire « pour plusieurs dettes considérables dont il était tenu envers ses créanciers, » vendu au chapitre de Saint-Gervais 100 livres parisis de rente sur l'avalage de Soissons, et, en octobre 1266, à Saint-Jean des Vignes 8 autres livres sur les 36 qu'il avait encore, pour 200 livres *tournois* « qu'il avait converties déjà en totalité pour son besoin et utilité immense » et celle de la comtesse, sa femme. Celle-ci avait approuvé la vente en présence de son mari, de Pierre de Margival, chevalier de Saint-Léger, de maître Nicolas, médecin *(physicus)*, de *Matthieu*, tabellion de la cour de Soissons. Le comte Jean « comme sires » confirma ledit « vendage, » l'amortit à Saint-Jean, libre de toute « seignourie et autres droictures, fors la joustice, » et s'engagea, lui et son « hoir » à faire « paiier cèle rente. » L'évêque de Soissons, Milon, approuva aussi cette vente, l'avalage mouvant de l'évêché, et le roi Louis IX la confirma par lettres données à Anet, en octobre 1266 (2).

(1) *Histor. orient. des Croisades*, t. II, p. 420. — *Chroniq. d'outre-mer.*

(2) *Cartul. S. Johan.* Lettre de 1266 de Raoul, de Guy de Piles, offic., de *Jehens cuens* de Soissons, de Milon de Bazoches et de Louis IX. — REGNAULT, *Hist. de Soiss.*, Preuv.

Lorsqu'il se fut agi de passer une fois encore en Terre-Sainte, Raoul, toujours pressé d'argent, dut opérer de nouvelles brèches dans son domaine. En effet, pour ce voyage, « où il se proposait à aler prochainement au servîce de Notre-Seigneur, » il fut obligé de vendre « par loïal vendage, pour sa nécessité et pour son profit, son bos de Sec-Aunay, » ou du Quesnoy, à Saint-Jean des Vignes et à Notre-Dame « as nonains » par moitié, au mois d'avril 1269. C'est de là que ce bois prit le nom de *Bois des Eglises*. Il était d'une contenance de 360 arpents, touchait au bois du roi (la forêt de Retz), à celui du chevalier Robert de Missy, et au savart du chapitre de Saint-Gervais. Il fut vendu 4,000 livres tournois en toute franchise à l'égard « de tous seigneurs et envers toutes gens, de tout fié et de tout hommage et de tout service, de toute seignorie, de toutes rentes et de tout usage, de tout pasturage, d'erbage, de grurie, d'avarie (avouerie), de garde, de toutes coutumes, de toutes redevances, de toutes charches (chasse)... » Raoul promit en outre de le faire amortir par son seigneur, le comte de Soissons, de qui il le tenait immédiatement, et du roi de France, de qui « li di quens » le tenait à son tour. Cette vente montre à la fois de quelles charges pouvait être grevée une propriété, et de quelles formalités étaient entourées les ventes et donations faites aux églises. Celle-ci fut encore suivie de plusieurs confirmations ; celles de la comtesse, femme de Raoul, qui approuva « ledit vendage sans force nulle et sans contraingnement ; » de Jean de Thorote, official de Soissons, lorsque les vendeurs eurent reconnu la vente devant son mandataire, Robert de Neuville, clerc et tabellion de la cour de l'évêque de Soissons ; celles de Raoul de Soissons, sire du Tour, fils du noble homme qui, « à la requeste de ses chières oncles, Messire Raous de Soissons, octroi et veil ledit vendage ; » de Jean, sire de Chimay, autre fils du comte ; du roi de France, Louis IX. De plus, le comte de Soissons garantit la vente au mois de février 1271, moyennant 1,000 livres tournois qu'il reçut en bonne monnaie contée et nombrée ; et, comme il voulait faire apposer « le scel de la baillie de Vermandois sur ses lettres de garantie, et le bailly du roy en cette baillie ne pouvant se rendre à Soissons, » il fit

remplir cette formalité par Jean Dupont, lieutenant du bailli Gauthier Bardins, que celui-ci avait commis « pour recevoir les quittances, reconnaissances et obligations du comte et de sa fille, damoiselle Marie, » en présence du chevalier Messire Nivelon de Vouties, de Robert de Martimont, de Philippe de Chelles, écuyer, de Me Gauthier de Chambly, clerc du roi, archidiacre de Meaux, de Robert de Neuville, de Messire Jean de Valence, de Me Gervais, clerc et avocat de Soissons, de Messires Nicolas de Boussu, de Giles de Margival, chevalier, et autres clers et laïques (1).

Le frère du vicomte de Cœuvres ne vendit rien de son riche patrimoine et avait su tirer 1,000 livres tournois bien comptées des abbayes de Notre-Dame et de Saint-Jean. Les aumônes même qu'il fit avant son départ pour le saint saint voyage furent assez légères. Le 2 avril de la même année, il dressa son testament par lequel il fait « à savoir » que, partant « en Terre-Sainte au service de Notre-Seigneur, » il élit sa sépulture dans l'abbaye de Longpont, en laquelle il veut « gésir à sa mort, » et lui lègue 60 sous de revenu. Il fit encore d'autres legs aux églises et aux pauvres de certaines paroisses, et nomma pour exécuteurs de ses dernières volontés et administrateurs de ses biens les abbés de Saint-Crépin en Chaye et de Saint-Jean des Vignes, et Jean de Coucy, seigneur de Pinon, son cousin (2).

Les événements vinrent malheureusement justifier les précautions qu'avaient prises le comte de Soissons et son frère, le vicomte de Cœuvres. L'embarquement des croisés eut lieu à Aigues-Mortes, le 1er juillet 1270. Jean et Raoul, une foule de noblesse et le roi lui-même furent moissonnés par la guerre et les maladies en 1271 (3). Lorsque Phi-

(1) *Cartul.* de Saint-Jean. Lettres de Raoul, de 1270 (avril): de Me Jean de Thorotte, official, *id.*; — de Jean, comte de Soissons, *id.*; — de Raoul de Soiss., *id.*; — de Jean, sire de Chimay, *id.*; — de Jean, comte de Soiss., février 1271; — de Gauthier Bardins, bailli de Vermandois, fév., *id.*; — du même, janvier; — de Marie de Soissons, février, *id.*; — de l'évêque de Soissons, *id*; — de Jean, comte de Soiss., *id.*; — du roi Louis IX, mai 1270. — Dormay, t. II. — Regnault, *Preuv*, p. 16, *ex* Trésor de la cathédrale, charte datée de Compiègne 1261, et p. 17, *ex* Cartul. de N.-D. — *Hist. de N.-D.*, liv. 2, p. 195.

(2) *Chronic. Longip.* — D. Grenier, p. 20, art. 6.

(3) On ne sait, disent les auteurs de l'*Histoire littér.* (t. XXIII, p. 698), si Raoul de Cœuvres partit ou s'il revint de ce funeste voyage de Tunis.

lippe III, dit le Hardi, rapporta d'Afrique, dans l'abbaye de Saint-Denis, le corps embaumé de son père, les restes du comte de Soissons furent aussi transportés à Notre-Dame de Longpont et inhumés à côté de celles du comte Raoul sous une tombe de marbre qui lui avait été préparée, selon ses volontés testamentaires, dans la salle du chapitre. Hervé de Buzancy revint de la croisade, mourut en son château de Buzancy, en 1289, et fut enterré dans l'église de ce village, où l'on voyait son tombeau (1).

La sainteté que Louis IX avait fait éclater pendant sa vie n'ayant pas tardé à se traduire après sa mort par de signalés miracles, on s'occupa du procès de sa canonisation, qui se prolongea jusqu'en 1283. Parmi les six Dominicains et les nombreux témoins qui parurent à l'enquête sur ces miracles, il y eut Simon Du Val, né vers 1226, dans le diocèse de Soissons, et qui s'était fait religieux chez les Frères prêcheurs de Troyes, où il avait acquis une réputation méritée de science et de sagesse (2). L'auteur d'une Vie de saint Louis, confesseur de la reine Marguerite, parle de lui comme témoin en ces termes : « L'un est frère Simon Du Val, prestre du dyocèse de Soissons, prieur des Frères prêcheurs de Provins, de cinquante-six ans et plus, » puis cet historien rapporte son témoignage. On y voit qu'il avait fort connu Louis IX, puisqu'il y affirme qu'ayant « esté pluseurs foiz avecques le benoict roy et en lons parlement (entretien)... onques en sa vie ne li oy dire parole de lecherie, ne oiseuse, ne de détraction en male part et que onques ne vit homme de si grant révérence en parole et en regard ; » et que, quoique il eût parlé plusieurs fois à d'autres princes séculiers, prélats et per-

(1) Carlier, t. II, p. 378.

(2) Des autres témoins jurés de la vie de Louis IX, on citera ici Gile de la Rue de la Court, du diocèse de Noyon, sous-prieur des Frères prêcheurs de Compiègne, 50 ans ; Jehan de Roschet du diocèse de Beauvais ; Jehan Leclerc, de Compiègne, 40 ans ; Raoul de Vernoi, du diocèse de Reims, 60 ans, tous religieux de la même maison de Compiègne ; Denis le Plastrier, « home meuer d'âge et de sonfisanz richèces, » 68 ans ; Me Jehan de Croy, maçon, 50 ans, tous deux bourgeois de Compiègne ; Ade, sœur de la Maison-Dieu de Compiègne, « de mout meur d'aage, » 50 ans ; Me Jehan de Béthisy, « cyrurgen nostre seigneur le roy de France, » 48 ans, etc. (*Histor. de France*, t. XX, *Vie de S. Louis*, par le confesseur de la reine Marguerite, p. 62.)

sonnes élevées, et qu'il fût même familier avec le saint roi, « il ne venoit onques en sa présence sanz grant révérence et sanz une manière de paour ausi comme se il alast à un saint... » Il déclarait aussi que Louis « fu un des plus sainz hommes que onques il vist... » car il remarqua que « il estoit moult dur à soi-meemes en viande et en boivres et moult humble en robes et en appareil de son cors ; et de moult de végiles et services de Dieu et de moult de jeunes ; et fu de moult grant miséricorde as autres et fu un des hommes que onques veist qui plus volontiers oy les paroles Dieu, et qui plus diligenment les escoutoit, » et que, quoique il eût reçu « mout de vilennies et de domages outremer, non porquant il aloit tozjours de bien en miex et estoit plus dévot et plus permanant en la foy de Jésu-Christ et plus parfit aparait... ; » qu'il le vit dépenser tout son temps « en bonnes oevres, c'est à savoir de justise, de foy crestienne, de pitié et de dévocion à Notre-Seigneur et à ses sainz, et glorieusement au service de Dieu, où il estoit avec ses fiuz, les quex il abandonna à mort, de tant com lui su la terre des anemis de la croix et de la foy crestienne là où il trépassa de cest siècle à Notre-Seigneur et trop greigneurs sainctes oevres que l'en ne porroit dire et que l'en ne porroit recorder furent en lui par les queles l'en croit que il est saint. »

Ce témoignage n'atteste pas seulement la sainteté de Louis IX, mais il prouve aussi la piété de Du Val, qu'il daignait admettre dans sa confidence. Le vertueux Dominicain fut l'un des exécuteurs testamentaires de Pierre d'Alençon, fils du saint roi et frère de Philippe le Hardi. Outre la dignité de prieur de Provins, il exerça aussi l'office d'inquisiteur à Caen, à Orléans, à Evreux, à Saint-Quentin, en 1277 et 1278. Par l'une des sentences qu'il prononça en cette qualité, il ordonnait aux Frères prêcheurs et mineurs de citer à son tribunal, dans les murs de Saint-Quentin, les chanoines Siger, de Brabant, et Bernard de Nivelle, qu'il disait être *véhémentement* soupçonnés du crime d'hérésie. C'étaient deux docteurs en théologie, auteurs de quelques écrits alors estimés et reconnus pour orthodoxes. Associés à la Sorbonne, ils lui léguèrent leurs livres et moururent dans la communion de l'Eglise.

On ignore donc ce qui avait pu exciter les soupçons de Du Val, homme aussi savant que zélé en ce qui concernait la pureté de la foi. Il n'est plus parlé de lui en 1285, mais on ne sait si cette année fut celle de sa mort. On ne cite de lui que deux sermons insérés dans un Recueil manuscrit de la Bibliothèque de Saint-Victor de Paris, l'un prêché le 21 décembre 1281, jour de saint Thomas, qui était le IVe dimanche de l'Avent de cette année-là, et l'autre le dimanche de la Quasimodo, 5 avril 1282 (1).

C'est peut-être vers cette époque que vivait aussi Me Odon de Soissons, historien du XIIe ou XIIIe siècle. Les auteurs sont partagés sur son identité avec Odon, chancelier de l'Eglise de Paris, religieux de Cîteaux, abbé d'Ourscamp et cardinal. Quoique il en soit, on attribue au personnage appelé Odon de Soissons un commentaire sur Jérémie et un livre de théologie intitulé : *Magistri Odonis Suessionensis quæstiones theologicæ et morales*, manuscrit du XIIIe siècle (2), et deux grands volumes de sermons (3).

Enfin, Jean Norman, fils de Jean III, comte de Soissons, mérite d'être signalé ici comme doyen de la métropole de Reims et comme « chapelain du seigneur pape, » titre qu'il portait dans le Cartulaire de l'hôpital de cette ville et en une charte de l'abbaye de Saint-Symphorien, en 1224. Son nom paraît aussi dans une charte de l'archevêque Juelle de Mouthefelon, de 1248, et dans un accord entre le chapitre et Thomas de Beaumetz (4).

XI. — PENDANT les préparatifs qui se faisaient pour la croisade, les esprits, parmi le clergé, n'étaient pas tellement absorbés, par la pensée de la guerre sainte, qu'on oubliât les intérêts de l'Eglise. Les entreprises des laïques sur ses droits et sur ses biens les plus légitimement acquis étaient tels dans la province de Reims que l'archevêque Jean de Courthenay convoqua pour les arrêter un concile à

(1) *Hist. littér.*, t. XIX, p. 385. — *Scriptores ordin. prædicat.*, t. I, p. 394. — La déposition de Duval se trouve à la suite de Joinville, édit. de 1761, p. 370, et au t. XX du recueil des *Historiens de France*, p. 109.

(2) Bibliothèque du Roi, ci-devant Mazarin.

(3) *Bibliotheca cisterc.*, pp. 244, 258. — *De scriptoribus ecclesiast.*, t. II, p. 174.

(4) MARLOT, t. I, p. 658.

Compiègne, auquel assistèrent Milon de Bazoches, Guillaume de Laon, Warmond de Noyon, Renaud de Beauvais, Bernard d'Amiens, Jean de Tournay, Robert de Senlis, les procureurs des autres évêques et les députés des églises. Bien résolus de refréner l'audace des méchants, les Pères furent d'avis qu'il fallait frapper d'anathèmes les prévôts et autres laïques qui saisissaient arbitrairement les hommes et les animaux appartenant aux prélats, aux églises ou à leurs hommes, soit par eux-mêmes, soit par leurs officiers, et qui, loin de les restituer quand ils en étaient requis, ajoutaient le dommage à l'injustice en les gardant ou en exigeant pour les rendre des sommes d'argent, sous prétexte que il leur avait fallu faire des dépenses pour leur garde et leur entretien; qui, quelquefois, les mettent, soit en les détériorant, soit en multipliant les frais de garde et de saisine, dans un état tel qu'on ne les recouvre plus à titre de restitution, mais bien de rachat; qui, enfin, font exercer ces voies de fait par des hommes étrangers au diocèse, ou les exercent eux-mêmes dans des diocèses qui ne sont pas ceux de leur résidence pour échapper ainsi à la juridiction et aux censures de l'évêque diocésain. En conséquence, les Pères du concile de Compiègne décrétèrent que l'Ordinaire des lieux, après les avertissements préalables, procédera contre eux et leurs fauteurs, pourvu que le vol ou l'invasion soit notoires par sentence d'excommunication et cessation de l'office divin dans les lieux où les biens de l'Eglise seront retenus et là où seront les ravisseurs, et recoureront, si besoin est, à l'évêque du diocèse où ils se seraient retirés afin qu'il procède contre eux. Ils décidèrent même qu'on aurait recours à l'interdit général de la province si la gravité du crime ou l'opiniâtreté des contumaces l'exigeaient (1).

L'archevêque de Reims qui avait provoqué ces mesures énergiques, mourut peu de temps après le concile de Compiègne, au commencement d'août 1271. Cette mort donna lieu à l'évêque de Soissons de soutenir les prérogatives de son siége. Philippe le Hardi n'avait pas plus tôt été de

(1) MARLOT, t. II, p. 564. — Cardinal GOUSSET, *Actes de la Province*, t. II, p. 408. — LABBE, t. XI, col. 918, etc., etc. — *Gallia christ.*, t. IX, col. 370.

retour en France, après la mort de Louis IX au camp de Tunis, qu'il s'était occupé de la cérémonie de son sacre. Le siége de Reims étant vacant, l'honneur de donner l'onction royale fut dévolue de droit à l'évêque de Soissons comme doyen de la province; néanmoins, Milon de Bazoches se le vit disputer d'abord par les prélats de la cour qui jouissaient de l'amitié du prince et qui s'efforcèrent d'en extorquer chacun pour eux-mêmes la prérogative; puis par le chapitre de Reims qui alla jusqu'à prétendre que pendant la vacance du siége métropolitain, c'était à lui seul, comme ayant toute la juridiction, de désigner par un mandat spécial le prélat consécrateur. Milon eut à défendre son droit jusqu'à la veille même du couronnement qui eut lieu, selon les uns, le jour de l'Assomption, 15 août; selon Gérard d'Auvergne, le lendemain, et, selon d'autres, le 29; et ce qu'il y a de positif, c'est qu'il ne l'emporta que par une transaction que lui arracha sans doute la nécessité. En effet, le prélat fut obligé de déclarer, par une lettre donnée à Reims, le dimanche du lendemain de la Décollation de saint Jean-Baptiste, qu'il sacrerait le roi cette fois, mais sans porter atteinte aux droits réciproques que lui et le chapitre réclamaient, sans qu'ils en fussent diminués ou augmentés, les choses restant telles que s'il n'avait pas fait cette cérémonie. Il paraît que la nomination du diacre et du sous-diacre qui devaient l'assister fut faite par le chapitre de Reims; mais Milon, en sacrant Philippe, n'en consacra pas moins par un nouveau fait, sinon le droit strict, du moins l'antique coutume qui attribuait le sacre des rois de France, pendant la vacance du siége de Reims, aux évêques de Soissons (1). La Chronique attribuée à Baudouin d'Avesne, dit simplement : « A la mi aoust... fu li rois Phelepes couronnés à Rains dou vesque de Soissons pour chou que il ni avoit point de archesque. » (2). Ce fut encore le même prélat qui élut en 1272, par délégation du Saint-Siége, Arnoul de Loss, évêque de Châlons sur Marne.

(1) Cardinal Gousset, *Actes de la Province*, t. II, p. 411. — *Ex* Varin, *Archiv. de Reims*, t. I, p. 917. — Marlot, t. II, p. 565. — Rousseau, t. II, 3e part., p. 2. — H. Martin, t. II, p. 157. — Dormay, *Gallia christ.*, etc

(2) Chronique attribuée à Baudouin d'Avesne. (*Histor. de France*, t. XXI, p. 178.)

On a vu de quelle ceinture de garanties avait été entourée la vente du bois de Sec-Aunay à Notre-Dame et à Saint-Jean; néanmoins, leurs droits furent attaqués par Philippe, le nouveau roi, et par Marie, fille aînée de Jean de Nesle, comte de Soissons, à l'instigation de celui-ci, en dépit des chartes de confirmation qu'ils avaient données. Jean III, homme cupide et processif à l'excès, ayant hérité, avec les domaines de son père, d'une partie des biens de son oncle, le vicomte de Cœuvres, se hâta donc de poursuivre le retrait du bois en question, mais comme il en avait ratifié la vente, il fit valoir les droits de Marie. En conséquence, celle-ci, en 1271, réclama le retrait, offrant toutefois de rembourser le prix de vente, par raison de *proimète (primogeniti)*, comme étant hors de « maimbourdie de père et de mère, » c'est-à-dire émancipée. Un « plais fust meus » à Pierrefonds pardevant le bailli de Vermandois entre elle et les deux monastères « qui lui contredisaient la retraite dudit bos. »

Après « mout de débas, pais fust faite » avec l'assentiment du seigneur son père. Marie concéda le bois, moyennant une indemnité pécuniaire, et renonça à tous les droits qu'elle y prétendait, tels que « toutes chaces à grant beste et à petite, toute poursuite de toutes bestes d'où quelles soient meues, toutes manières de tentes à oiseaux, toutes manières de garde de varenne, de grurie; » promettant « loïaument » et par la foi de son corps de n'y jamais réclamer « droiture de proimète, ne retraite, ne autre droiture, » tant pour elle que pour ses hoirs, y engageant tous ses biens, « muebles et non muebles, présens et non présens. » Marie fit sceller ses lettres d'abandon du bois de Sec-Aunay du mois de février 1271, de son propre scel « témoigné de monseigneur l'evesque de Soissons devant cui, » elle l'avait reconnu pour être son dit « scel. » En effet, le prélat donna lui-même des lettres attestant que Marie avait déclaré devant lui et le comte son père que le sceau appendu à ses lettres « parlantes » était bien son propre et vrai sceau dont elle entendait désormais se servir; après quoi l'évêque, à sa demande et à celle de son père, y avait apposé « le seing pontifical. »

Nivelon et le comte Jean, qui avait réclamé la « chace et poursuite de beste meue de dehors, » approuvèrent cet accord

et toutes les lettres données à ce sujet, lesquelles furent scellées « du scel de la baillie de Vermandois par Jean Dupont, prévôt de Pierrefonds délégué par le bailli Gauthier Bourdins, en présence des témoins de la vente déjà cités et de Etienne de Cuffies, bailli de l'évêque, de messire Jean de Haidin, maïeur de Vailly, de Gérard de Courville, bailli du comte de Soissons, etc. » Les gens du roi, après avoir prétendu que le vicomte de Cœuvres en vendant le bois y avait retenu la grande chasse, se départirent de leurs réclamations lorsqu'on leur eut prouvé qu'il avait transmis aux abbayes, avec la propriété du bois, le droit « d'y chasser toutes sortes de gibier » dont il était lui-même possesseur, et le roi Philippe joignit, en 1283, son approbation à toutes celles que l'on vient de voir (1).

Le comte Jean III laissait percer en toutes choses son mauvais vouloir ou sa parcimonie. Il modifia, au mois de février 1272, du consentement de l'évêque, des lettres de franchises par lesquelles Jean II, son père, avait accordé aux habitants des *bourgeoisies* de Bucy, Freny, Margival, Crouy, Cuffies, Pommiers, Villeneuve, Aile, villages de son comté, le droit de for-mariage et régla qu'ils ne pourraient se marier que dans leur étendue ou *mairies* sous peine de perdre un tiers de leurs biens acquis sur son domaine. Et s'il amortit, au mois d'avril suivant, une acquisition faite par St-Crépin en Chaye entre les bacs de Pommiers et de Pontver et abandonna à Saint-Jean ses droits sur un bois que le monastère avait à Monampteuil, sauf la garenne, il se fit condamner, en 1184, par arrêt du parlement, à payer à celui de Notre-Dame la rente de six besans d'or que lui avait faite son aïeul Raoul de Nesles, tant que les juifs habiteraient Soissons, preuve évidente qu'ils n'étaient pas encore sortis de la ville. L'arrêt fixait à 12 s. la valeur du besan et ordonnait au bailli d'en faire payer les arrérages depuis la mort du comte (2). Néanmoins il acquit, en donnant à Longpont 15 liv. de revenus sur le comté, le droit d'y aller reposer

(1) *Cartul.* de Saint-Jean. — Lettres de Marie de Soissons, 1271, etc.; — de l'évêque de Soissons, *id.*; — de Jean, comte de Soissons, *id.*; — de Gauthier Bardins, *id.*; — du roi Philippe, Paris, 1283, REGNAULT et DORMAY.

(2) Il y avait à cette époque, à Soissons, un collecteur des droits de main morte et de for mariage des hommes du roi et de ceux des églises et

après sa mort, auprès de ses ancêtres. Sa femme Marguerite de Montfort, dame d'Ostel, après avoir légué, en 1284, un muid de blé de rente à l'église de ce village pour son anniversaire, alla ensevelir son veuvage à Notre-Dame de Soissons, sous l'habit de religieuse *ad succurrendum*. Hugues, son petit-fils, amortit aux religieux de Saint-Jean la fondation d'Ostel (1). Un autre chevalier du voisinage, contemporain du comte, Pierre d'Allemant, donnait un tout autre exemple de générosité. Après avoir fait, par son testament de 1279, force legs aux pauvres et à l'église de ce village, à Prémontré et aux églises et *hostelleries* de Soissons, il attribuait « à un sien ami ou à un autre souffischant vint livres de tournois por aler outremer. Adins de Sinceni, ajoutait-il, fera cest voyage se il veut et de ce il a quinze jours de conseil. » Ensuite il partageait ses biens entre ses fils Renaud et Jean, et nommait pour exécuteurs testamentaires « ses chers amis monseigneur Jehan Friant d'Espaigni et monseigneur Gillon de Beanru, » chevaliers (2).

Le siége de Reims n'ayant été rempli qu'en 1273, par Pierre Barbette, Milon de Bazoches dut encore maintenir, dans cet intervalle, d'autres droits réservés au siége de Soissons, tel que celui de procéder à l'élection et au sacre des évêques et d'assembler et présider les conciles de la province. Il procéda, en 1272, par délégation du pape avec d'autres prélats, à l'élection d'Arnoulf, évêque de Châlons (3), indiqua un synode à Saint-Quentin, malgré la vive opposition du chapitre de Reims qui voulut mettre obstacle à sa publication et défendit même aux comprovinciaux d'y assister sans son autorisation. Milon leva cette opposition et passa outre. Il présida l'assemblée qui se tint dans l'église du couvent des Frères prêcheurs, et y fit dresser des statuts utiles à l'Eglise et au clergé. Il y fit aussi

monastères, qui était, en 1291 et 1292, Laurent Filleul. Il y en eut aussi un autre à La Ferté-Milon, pour lever les mêmes droits dans les diocèses de Meaux, Senlis et Soissons. (*Archiv. du Collége héraldiq.*, Picardie.)

(1) *Archiv. impér.*, par BOUTARIC, t. I, p. 230.

(2) D. GRENIER, t. XX, art. 6. p. 37. — CABARET, t. II, p. 133.

(3) *Archiv. du Collége hérald.* (Picardie).

écrire par les Pères une lettre au pape Adrien pour solliciter la canonisation de Louis IX, ce qui ne l'empêcha pas d'en écrire une autre toute personnelle, en 1275, à Grégoire IX pour le même objet comme le reste du clergé de France. Cette même année, il s'adressait aussi au roi pour lui demander d'accorder les régales à l'abbesse de Morienval dont il venait de confirmer l'élection (1).

Le monastère de Morienval jouissait, au XIII^e siècle, d'une réputation de régularité qui lui attirait un grand concours de sujets. Le nombre des religieuses y devint même tellement exubérant que la maison accablée de dettes était poussée vers une ruine certaine. Aussi l'abbesse Imberte résolut, dès son installation, de ne plus recevoir de novices avant la réduction de la communauté par les décès successifs des anciennes. Ce parti était sage, mais il rencontra bien des difficultés dans son exécution, et on voulut la violenter pour l'obliger à donner l'habit à des sujets qui se présentaient. Imberte, loin de se déconcerter, en vint aux grandes mesures. Elle alla jusqu'à défendre, en 1204, sous peine d'excommunication, de se présenter au couvent pour y être reçu novice, n'exceptant que les femmes qui, à l'article de la mort, voudraient par dévotion se faire recevoir religieuses *ad succurrendum*, et elle fit fixer par Nivelon, évêque de Soissons, le nombre des *nonains* à 60. Ces mesures n'ayant pas eu tout le succès qu'elle en pouvait espérer, et voulant couper court aux importunités et aux vexations indomptables des postulantes, elle s'appuya du bras séculier en faisant rendre une ordonnance semblable à celle du prélat par la comtesse Eléonore, de qui le monastère relevait avec son terroir, son enclos et sa justice, comme dame du Valois, même relativement à la nomination des abbesses (2).

Morienval dut sans doute un revirement de prospérité à cette réduction du nombre des religieuses, car le monastère fit de bonnes acquisitions dans le cours des XIII^e et XIV^e siècles. Dès 1204, Guillaume, évêque d'Amiens, as-

(1) MARLOT, t. II, p. 566.

(2) *Cartul.* de Morienval, Copie, Bibl. nation., n° 21 des Cartulaires, chartes de Nivelon et d'Eléonore, de 1204 et 1206.

surait à l'abbesse la collation de la cure de Parviler, dans son diocèse, donnée par Guérin et confirmée, en 1111, par Enguerrand, ses prédécesseurs, à l'abbesse Mathilde ; et l'année d'après, Imberte céda à Elinand, abbé de Lieu-Restauré, ce que Morienval avait à Feigneux jusqu'à Hordrival, pour la dîme de Fresnoy, à condition que les religieux verseraient 12 setiers de blé ordinaire *(mediocris annonæ)* et 6 setiers d'avoine, mesure du grenier du monastère, à Hordrival, et ce en présence d'Adrien, chevalier de Béthizy (1). En 1213, le chevalier Florent de Hangest lui avait donné une terre pour bâtir une grange dîmeresse à Fransart (en Amiénois) et, sur le point de partir pour Jérusalem, il lui céda son droit d'imposer des batteurs pour cette dîme et d'enlever le son qui restait (2). Selon des lettres de Jacques de Bazoches, l'abbaye acheta, en 1222, d'Odon Valet, chevalier de Pierrefonds, et d'Eremburge, sa femme, la maison de *Cabaret* et une terre à Pierrefonds (3) ; en 1247, du chevalier Odon, son fils, et de sa femme Anastasie, une autre terre près de la grange des *Essarts*, contiguë à cette maison et appartenant au monastère, en présence de Gervais, chanoine de Morienval, de Corby, clerc de l'abbesse (4) ; en 1223, des biens aux *Essarts de Retz*, entre Pierrefonds et Morienval, sous la caution de Geoffroy, doyen de la Chrétienté de Pierrefonds, de Jean de Cuise, d'Odon de Pierrefonds, de Robert de Bérogne, de Pierre de Palesne, chevaliers ; de Guy de Bérogne et de Raoul de Braine ; de Pierre, clerc et chapelain du roi à Pierrefonds, de Richard, chapelain de la léproserie de ce lieu ; d'Elin de Bétencourt, maïeur de l'église de Morienval ; d'Adam, archer du roi, et des frères du monastère. Il y eut ensuite un accord sur ces biens par Guy du Plessier, sa femme et Jean, son fils, en présence des chevaliers Robert de Bérogne et Robert d'Ivors (5). En 1247, un autre chevalier, Pierre de Parviler, fonda dans l'église abbatiale, à l'autel

(1) *Ibid.* Chartes de Guillaume d'Amiens, 1204 et 1205.
(2) Charte de Florent de Hangest, 1213.
(3) Lettres de Jacques de Bazoches, de 1222. (*Cartul.*)
(4) *Idem.* de Th. Damont, official, *ibid.*
(5) Chartes de 1223, *ibid.*

du Saint-Sauveur, une chapellenie qu'il dota de 6 bonniers de terres et d'un demi-arpent de vignes (1).

Les princes de la maison royale furent aussi généreux à l'égard du monastère de Morienval. Louis VIII lui avait donné la permission de prendre dans la forêt de Cuise un chariot de bois mort tombé, et Louis IX, étant à Compiègne au mois de septembre 1226 et au mois de mars 1258, le bois à bâtir dans la même forêt et sur les montagnes de Béthisy, à condition que les religieuses n'y enverraient leur voiture que trois fois par an et pendant un jour. Ce même monarque, dans un séjour qu'il fit au Parc aux Dames en 1235, ordonna par une charte à ses officiers de laisser paître leurs animaux dans la forêt, et par une autre, datée de Compiègne au mois de mars 1257, leur céda 30 livres parisis et du blé de rente qu'elles lui devaient sur le pré du Breuil et un clos, pour les âmes de ses ancêtres, la sienne, celles de son père et de la reine Blanche de France, et à condition qu'on en ferait une pitance le jour de l'anniversaire de cette princesse, fondé à Morienval (2). Philippe le Bel ajouta, en 1308, aux droits de l'abbaye dans la forêt, celui d'y mettre 30 pourceaux en paisson, et, en 1312, celui d'y prendre tout le bois sec tombé et non tombé, et même le bois vert pour brûler et bâtir. Philippe le Long se trouvant à Royal-Lieu en 1319, au mois d'août, lui donna, en dédommagement des dégâts que causaient les bêtes sauvages dans ses terres voisines des bois, la faculté d'avoir dans la haute-forêt poulains, juments, bœufs, vaches et veaux. Un an après, les religieuses, qui avaient versé au trésor, en 1314, la somme de 60 livres parisis pour l'amortissement de leurs nouvelles acquisitions, n'en virent pas moins saisir au nom de ce prince, par le bailli de Vermandois, celles qui dataient de cinquante à soixante ans; mais une enquête vint prouver qu'elles avaient satisfait aux ordonnances.

Ce ne fut pas la seule affaire désagréable qu'eut à soutenir alors le monastère de Morienval. Il lui en vint une autre de la part d'un chevalier nommé Jean Helvin, Hélin,

(1) Charte de Pierre de Parviler, *ibid.*

(2) Charte de Louis IX, *ibid.*

ou Elin, né, dit-on, à Bétancourt, village proche de Morienval, et qui avait été élevé au château de Crépy. Les religieuses lui avaient donné la mairie de ce village avec un *hôtel pour résidence* et dont il fit un château autour duquel des habitants vinrent se grouper et formèrent le hameau d'Elincourt. Cette forteresse féodale s'appela longtemps les *Voûtes d'Elin*, à cause des souterrains voûtés qu'il y avait fait pratiquer. Philippe d'Alsace, de qui relevaient les religieuses, à cause de son comté de Valois, s'attacha Elin, et ayant obtenu d'elles qu'il passât à son service, il le fit gouverneur de Crépy et sénéchal de Flandre. Ce brave chelier lui rendit de grands services, par son activité et son adresse, dans ses guerres avec Philippe-Auguste. Elin eut, en 1245, des difficultés avec l'abbaye au sujet d'une somme d'argent et d'une masure de Bétancourt appelée aussi *Voûte d'Elin*, qu'il réclamait comme héritage, mais il lui céda le tout pour un muid de blé de rente sur la grange située au-dessous de la chapelle de Saint-Annobert, et 3 muids de vin blanc sur la vigne des Coffins, par un arrangement où est mentionné le prêtre de Saint-Denis de Morienval. Il y eut aussi un accord avec les chevaliers Nivelon, sire de Chaule, et Renaud, son fils, au sujet de terres à Fouches, où les religieuses avaient deux manoirs, avec le droit d'y construire des fours et toute la justice qu'elles faisaient exercer par des sergents (1). Les descendants d'Elin continuèrent d'habiter le fief d'Elincout. L'un d'eux, Jean Elin, chanoine de Saint-Denis de Morienval, donna au monastère, en 1250, un *aire* et une vigne au *Courtil*, et remit au chapitre le droit d'avouerie qu'il avait hérité de Jean Elin (2). Deux ans après, la dame Anor, veuve du chevalier Pierre de Vic, reconnut le don que celui-ci avait fait au monastère d'une rente de deux muids de blé sur sa grange de Plessy-Châtel à l'occasion de l'entrée en religion de ses deux filles Mathilde et Gilète (3).

L'abbesse de Morienval, après Imberte, fut Adélina, ou Adelaya, sous le gouvernement de laquelle, d'après un

(1) *Cartul.* de Morienval. Lettres de l'official, de 1245; de Nivelon, de 1248; accord avec Jehan Hélin, de 1245.

(2) *Ibid.* Charte d'Albéric de Fontenoy, official, de 1250.

(3) *Ibid.* Charte de Pierre de *Vic* et de Mᵉ Jean, official, de 1252.

vieux manuscrit des Evangiles, une dame riche nommée Ingelberge, qui s'y était faite religieuse, racheta l'*autel* de Bétancourt, qu'on avait engagé pour une somme d'argent, à condition que l'on donnerait tous les lundis aux religieuses du poisson, des œufs « ou autre chose de bon. » L'abbesse suivante, Jeanne de Corbie, eut à combattre les prétentions de Raoul du Châtel, archidiacre de la Rivière, qui réclamait le droit de *déport*, c'est-à-dire, outre les biens des hommes de corps de l'abbaye qui mouraient *mésels* (lépreux), les fruits des chapelles de son archidiaconné, lesquelles, n'étant pas à charge d'âme, restaient sous son patronage jusqu'à ce que leurs titulaires eussent été promus au sacerdoce (1). En même temps, il refusait à l'abbesse, qui les réclamait, les fors-mariages et mainmortes des clercs mariés issus de serves du monastère. Néanmoins, Raoul étant revenu à plus de modération, l'on convint que les parties jouiraient leur vie durant de leurs prétentions réciproques, mais sans conséquence pour l'avenir. En 1257 finit aussi un ancien procès avec Longpont, concernant le droit de prendre sur la grange dîmeresse des religieuses à Fransart, le tiers des fruits et des grosses dîmes du village, que celle-ci, depuis sept ans, avait empêché son collecteur de lever, au su et vu de défunt Albert de Hangest et de ceux qui avaient des terres à Fransart, ce qui n'avait pas empêché le couvent de vouloir obliger Longpont à contribuer aux réparations de la grange. Ces griefs et autres furent agités devant le doyen de Saint-Pierre, au bourg de Laon *(B. Petri in foro)*, Hugues d'Estrépilly, chanoine de *Saint-Saintin* de Meaux, le doyen de Notre-Dame des Vignes de Soissons et l'abbé de Saint-Léger, et l'on finit par s'entendre en présence de Gérard de Margival, chevalier, et de Raoul, son fils, écuyer (2).

Après Jeanne de Corbie, Marie de Dampleux tint la crosse à Morienval. Un seul acte paraît se rattacher à son abbatiat, la vente que fit au couvent Bouvart de Morienval, curé de Rozet (au diocèse de Soissons), en 1271, pour 11 livres parisis, d'une rente d'un muid de blé sur la

(1) *Ibid.* Charte de Raoul du Château, de 1253.

(2) Charte de Jean, abbé de Longpont, 1257, *ibid.*

grange de l'abbesse à Bétancourt, qu'il avait héritée à raison d'une *certaine sergenterie féodale (cujusdam sergentario feodato)* tenue du monastère, et sur laquelle Milon de Bazoches donna son approbation en 1273 (1). Ce prélat demanda, en 1275, au roi Philippe le Hardi, en sa qualité de seigneur du Valois par la réunion de ce comté à la couronne, la confirmation de Marie de Chelles, qui succéda à Marie de Dampleux, et en même temps la remise pour elle du droit de relief et de chambellage qu'elle lui devait. Après la mort de Marie de Chelles, en 1279, la prieure demanda au même prince l'autorisation d'élire une abbesse, qui fut sans doute Guiburge de Bazoches, nommée au Nécrologe de Notre-Dame de Soissons, et sous laquelle on paya 79 livres parisis au duc de Valois pour l'amortissement des nouvelles acquisitions. En 1295 se produisit encore une demande d'élection. Le nom de Marguerite dut *sortir* de l'urne, car on la voit abbesse en 1300. A la mort de l'abbesse Ertry, en 1323, les religieuses députèrent au roi Charles IV, Pierre de Taillefontaine et Pierre de Martroy, clerc de Fresnoy, pour faire autoriser le couvent à élire une abbesse, et la prieure Jeanne Dumont adressait la même demande au comte de Valois. Enfin, en 1471, au mois de septembre, les religieuses de Morienval reconnurent expressément, par acte capitulaire, qu'elles ne pouvaient élire une abbesse sans le *congé* du duc de Valois et qu'à chaque mutation elles lui devaient 25 livres parisis comme droit d'hommage et de chambellage.

L'abbaye voyait compenser cette sujétion au pouvoir par l'honneur qu'elle avait dès lors de porter pour armes la bannière de France semée de fleurs de lis sans nombre et supportée par deux lions, attestation authentique de son origine royale et de son droit à la protection spéciale des princes. D'ailleurs, elle avait celui d'envoyer un de ses commissaires siéger aux assises de Crépy, capitale du Valois, parmi les pairs du comté. Il était fondé sur la possession du fief de la *Grande-Maison,* ou de *Chastres* qui, avec ceux des *Vieilles-Tuileries* et du *Moulin d'Ancien-Pont,* for-

(1) Charte de Jean de Essenlis, official, 1271; de Milon, évêque de Soissons, de 1273.

mait les principaux fiefs de Morienval. Celui de la *Grande-Maison* appartenait, en 1400, à Me Pierre d'Ailly de Compiègne, évêque de Cambrai ; un autre était possédé par Thibaut de Morienval. Le moulin banal d'*Ancien-Pont* étendait sa banalité ou ressort sur Morienval et sur sept autres villages. L'abbaye tirait de grands revenus du travail des familles serves de sa dépendance, aussi la charte de commune donnée à Crépy contenait-elle, touchant l'abolition de la servitude, des exemptions en sa faveur, etc., lorsqu'en 1311, le duc Charles de Valois affranchit les serfs, hommes de corps et mainmortables du comté, et notamment ceux de Valsery et de Morienval, il déchargea ces abbayes des droits qu'elles devaient pour eux au domaine du Valois. Néanmoins, on voit par un vieux compte que l'abbesse devait encore, en 1465, à ce domaine 108 livres de taille à cause de ses hommes de corps de Bétancourt. Il est juste de dire que si la plupart des seigneurs voisins imitèrent l'exemple du duc de Valois, en donnant à leurs vassaux la permission de se racheter, et notamment l'abbé de Valsery; les abbesses de Morienval, avant l'émission de cette charte d'affranchissement, avaient déjà mis en liberté plusieurs de leurs serfs malgré le dommage matériel qu'en devait éprouver le couvent. En effet, en 1300, l'abbesse Marguerite affranchissait publiquement et avec une sorte d'appareil, le jour de la Saint-Martin, une serve du monastère. En 1316, un arrêt du parlement vint distraire, mais pour un temps seulement, le couvent de Morienval de la juridiction du Valois (1). Il eut encore pour abbesses jusqu'à la commende, Pétronille, sœur de Jean de Cugnières, fameux ministre du roi, nommée en 1354; Marie d'Harcourt, fille de Gérard d'Harcourt, en 1449; Isabelle Gousse, et enfin Jeanne d'Arson, religieuse de Notre-Dame de Soissons, nommée par le roi, comme on le verra en son lieu (2).

XIII. — S'il était urgent de procéder par voie d'excommunication contre les officiers royaux et seigneuriaux dont les violences n'avaient plus de bornes, il n'était pas moins

(1) Cocheris, t. I, p. 679, *ex* Trésor des Chartes.

(2) *Hist. du Valois*, t. II, p. 116 à 118, p. 198 et pp. 209, 245.

utile de mettre un terme aux débats scandaleux que des abus de juridiction faisaient naître trop souvent entre les évêques et les chapitres cathédraux. Dans le XIII[e] siècle surtout ce n'était à tout propos que cessation d'offices, qu'interdits jetés par ces corps puissants pour la défense de leurs priviléges, libertés et immunités. Leurs prétentions allaient même jusqu'à ne point permettre que les évêques publiassent d'interdits généraux sans leur consentement. Milon de Bazoches avait eu récemment avec son chapitre une querelle de ce genre apaisée en 1270, après bien des pourparlers et bien des négociations. On a fait remarquer quels inconvénients il en résultait pour les peuples par ce qui s'était passé dans la province de Reims et dans le diocèse de Soissons. Les évêques n'ayant pu individuellement faire cesser ces censures abusives, espérèrent y arriver plus facilement par des efforts collectifs.

Ils tinrent donc encore sous la présidence de Pierre Barbette, archevêque de Reims, un concile à Compiègne, le 8 avril, sans y appeler les chapitres. Milon de Bazoches, Renaud de Beauvais, Guy de Noyon, Remy de Châlons, Enguerrand de Cambrai, Philippe de Tournai, Henri de Térouane et Robert, ou Gauthier de Senlis s'y étaient rendus. L'exposé des motifs dont les pères firent précéder leur décret contre les chapitres montre toute la gravité du mal qu'ils voulaient réprimer. « Considérant, disaient-ils, que les chapitres et les chanoines des églises cathédrales de la province de Reims, poussés par nous ne savons quel esprit, nous le disons avec douleur, ont exercé contre nous qui sommes leurs chefs, quoique indignes, des droits spirituels qu'ils ont damnablement usurpés, tantôt de leur propre autorité, tantôt par des procès qu'ils ne craignent pas d'entreprendre contre nous ; quelquefois même, par la cessation de l'office divin, suspendant leurs orgues, selon leur bon plaisir.... nous avons résolu d'apporter, autant qu'il est possible, un remède efficace à ce désordre et de prévenir les dangers qui en pourraient résulter pour nous et pour nos successeurs. » En conséquence, il fut décidé par les évêques du concile que lorsqu'il s'élèverait quelque discorde entre quelqu'un d'entre eux et le chapitre de sa cathédrale, ils se porteraient assis-

tance mutuelle et à frais communs pour le rétablissement de la paix ; que pour procéder en tout avec autorité et exclure tout soupçon d'animosité de leur part contre les chapitres, on se réunirait tous les ans à Paris, dans les quinze jours d'après la Pentecôte, pour délibérer avec sagesse et maturité, tant sur les affaires particulières que sur celles de la province (1).

Ces mesures ayant encore échoué contre l'omnipotence et la tenacité des chapitres, l'archevêque Pierre Barbette, réunit de nouveau ses suffragants à Reims, le 1er octobre 1287, et, de concert avec eux, il adressa au pape Boniface VII une lettre où, retraçant encore les maux causés par l'esprit d'indépendance de ces corps, l'extension abusive qu'ils donnaient à leurs priviléges, les énormités *(enormia)* qu'ils commettaient, leur impunité et les scandales qui en résultaient, il lui en demandait la répression. Milon de Bazoches assista au concile de Reims et en signa les actes, qu'il fit promulguer et exécuter dans son diocèse. En ce concile on résolut aussi de poursuivre en cour de Rome les religieux mendiants qui s'ingéraient d'entendre les confessions sans la permission des supérieurs et des curés.

Milon gouverna l'Église de Soissons avec moins d'éclat peut-être, mais avec non moins de sagesse et de fermeté que ses prédécesseurs. Il avait fait respecter ses droits au dehors, il sut aussi les maintenir au dedans ; et il veillait d'autant plus soigneusement à la conservation de ceux de son évêché qu'il voyait chaque jour une tendance nouvelle et de plus en plus prononcée de les diminuer, soit de la part de la commune, soit de la part du chapitre et des monastères, et même de ses propres archidiacres dont la puissance en plusieurs points égalait la sienne. On en jugera par un compromis ménagé en 1277 entre lui et Thomas, archidiacre de Soissons, par le prévôt D...., le doyen Guillaume et le chanoine Aubert d'Aulnay, qu'ils avaient pris pour arbitres de leurs anciens différends.

L'official de l'archidiacre, dit cette pièce, prendra dans

(1) Marlot, t. II, p. 571. — Cardinal Gousset, t. II, p. 416. — Labbe, *Conciles*, t. XI, col. 103. — Cabaret, t. II, p. 569. — Dormay, t. II, p. 258. — Labbe place ce concile en 1277, faute de n'avoir pas distingué l'ancienne et la nouvelle manière de compter en France.

les lettres qu'il expédiera le titre d'official de la cour archidiaconale. Dorénavant, l'évêque et l'archidiacre connaîtront par eux ou leurs officiaux, ou l'un d'eux solidairement, des causes matrimoniales et autres, tant civiles qu'ecclésiastiques, dans la cité et l'archidiaconné de Soissons et pourront l'un et l'autre citer, avertir, *définir*, porter toute espèce de censure et faire tout ce que la coutume attribue au juge ecclésiastique. — Les clercs et laïques de la cité et de l'archidiaconné pourront porter leurs causes devant l'évêque ou l'archidiacre à leur choix, ou devant leurs officiaux respectifs. Ces derniers en entrant en charge, ainsi que les autres officiers des deux cours, chanceliers, *(sigelleri)*, greffiers *(registrarii)*, notaires *(notarii)*, jureront de ne point entraver à cet égard leur liberté. — On ne pourra cependant porter devant l'un des deux tribunaux, une cause commencée devant l'autre. — L'archidiacre ne s'immiscera pas dans la déposition et élection des abbés et des recteurs des églises. — L'évêque et l'archidiacre pourront visiter, corriger les maisons-Dieu et les léproseries, mais l'institution et la destitution des maîtres, proviseurs, frères et sœurs de ces établissements, appartiendra à l'évêque seul. — L'appariteur de l'évêque et celui de l'archidiacre pourront, sur réquisition, conduire ceux qu'on soupçonnera atteints de la lèpre à l'examinateur des lépreux dans l'archidiaconné. Les chapellenies de ces maisons à Braine, Housse, Bourbon, Connecloy, seront à la présentation de l'archidiacre, qui présentera aussi à celle d'Ambrief, mais alternativement avec l'évêque. — Les quêteurs ne pourront parcourir l'archidiaconné que munis de lettres de l'évêque seul (1).

Le maire et les jurés de Soissons s'attribuaient le droit de visite du pain dans la ville et les faubourgs, chez tous les boulangers, et les évêques soutenaient que cette visite ne devait pas s'étendre dans le quartier de leur juridiction puisqu'ils y avaient des officiers pour rendre la justice. Milon de Bazoches tint ferme et un procès eut lieu en la cour du Parlement qui rendit un arrêt constatant que les

(1) Archives du Séminaire de Soissons. *Vidimus* du prévôt D...., etc.; de 1277, du compromis de la même année.

jurés étaient en jouissance. Mais il restait à savoir si cette jouissance n'était pas le fruit de l'injustice et de la violence. Dans la crainte de soulever de nouvelles chicanes on choisit pour arbitre Gauthier Bardins, bailli de Vermandois. Ce haut magistrat décida que l'évêque et la commune enverraient chacun un mandataire pour faire la visite ensemble dans le quartier soumis à la juridiction épiscopale, juger du poids et de la qualité du pain et confisquer au profit des pauvres celui qui n'aurait ni la qualité, ni le poids requis, et que, en cas de dissentiment, ils ajouteraient conjointement un troisième commissaire aux premiers. Ce traité fut signé par les parties le 15 septembre 1275, et approuvé par le chapitre. On y avait déclaré, afin d'assurer sa durée, qu'il avait été fait pour l'utilité de l'Eglise et suivant les saints canons. Les brouilleries ne continuèrent pas moins d'aller leur train, sous les plus frivoles prétextes. Cette tenacité de la commune de Soissons, et peut-être aussi le respect que nos prélats avaient pour ses priviléges légitimes, contribuèrent à prolonger son existence, tandis que la plupart des autres communes voisines étaient fort menacées dans la leur (1). C'est en cette même année 1275, que Milon se joignit aux prélats qui, au mois de juin, sollicitèrent le pape Grégoire X de faire procéder à la canonisation de Louis IX.

A partir de cette époque, la vie de Milon de Bazoches se passa obscurément, mais dans l'exercice du bien. Il affranchit, au mois de décembre 1277, la femme de son clerc et sergent, nommée Emmeline de Vauxceré, pour reconnaître les services de son mari, ainsi que ses enfants nés et à naître, et les tint quittes de tout *hommage de corps*, de toute *servitude*, de tout *chevage* et de « quanques il avoit et povoit avoir, fust en présent, fust en temps à venir, en leurs corps et biens terriens pour raison d'omage de corps,» ce que confirma Robert, comte de Dreux et de Braine, qui avait la mouvance de Vauxceré (2). Milon donna, en 1286, à Longpont, 10 liv. tourn. de revenu sur la taille de Bazo-

(1) DORMAY, t. II, p. 459.— ROUSSEAU, *mss.*,, t. II. p. 6.—H. MARTIN, t. II, p. 158.

(2) *Hist. de Châtillon*, par DUCHESNE, p. 692.

ches pour faire des pitances la veille de Pâques. Enfin, après un gouvernement de vingt-huit ans, Milon laissa l'Eglise de Soissons dans le veuvage en mourant le 24 septembre 1290. Son amour pour la retraite lui avait fait passer une partie de sa vie dans la solitude de Longpont, qu'il favorisa d'une manière si particulière durant son épiscopat, et à laquelle il légua son corps et une partie de ses biens (1). Toutefois, il fut inhumé d'abord dans sa cathédrale à laquelle il avait donné des ornements en drap d'or de toutes couleurs, un ciboire d'or et même une aube de drap d'or, genre de tissu assez commun en ce temps-là, où l'art déployait toutes ses richesses sur les ornements sacrés. Six ans après (le 5 octobre 1296), son corps fut, selon ses intentions, porté à Longpont et mis au milieu du sanctuaire sous une tombe de cuivre, devant le grand autel. On y avait gravé la figure du prélat en habits pontificaux, avec les armes de la maison de Châtillon et une épitaphe latine où on lui donnait les titres glorieux d'homme prudent, pieux et libéral. Elle était ainsi conçue :

« *Anno Domini 1290, Octobris VIII Kalend. obiit vir prudens, pius et liberalis Milo de Bazoche, quondam Suessionensis episcopus, et tunc fuit corpus ejus sepultum in Ecclesia Suessionensi ubi nunc Gerardus episcopus nepos ejus, et anno 1200 Incarnationis, ejusdem 69, tertio Nonas octobris hic fuit demum corpus translatum, pro ut dum viveret ordinavit, dextro brachio Suessioni remanenti ! Orate pro eo.* »

Pendant la vacance du siége de Soissons, Pierre Barbette réunit un concile provincial à Compiègne, le 20 janvier 1292, en conséquence des ordres du pape Nicolas IV, à l'effet d'aviser au moyen de secourir la Terre Sainte et d'en relever les affaires. Déjà, au concile de Saltzbourg de 1291, on s'était plaint que la prise d'Acre avait jeté la division dans les ordres religieux-militaires, et le pape adressait, la même année, une bulle à l'archevêque pour lui enjoindre de faire délibérer le concile provincial sur la réunion des Templiers et des Hospitaliers de Saint-Jean. On fut d'avis à

(1) Dormay, t. II. p. 283.—*Gall. christiana*, t. IX, col. 271.—*Chronic. Longip.* — Rousseau, t. II, p. 15, 3e part.

Compiègne qu'il fallait ordonner des prières publiques dans toute la chrétienté pour attirer les bénédictions du ciel sur la Palestine, rétablir la concorde entre les princes et les peuples, faire élire le plus tôt possible un roi des Romains pour succéder à Rodolphe de Hapsbourg qui venait de mourir, engager le roi de France à se mettre à la tête d'une nouvelle expédition, ou du moins un prince de sa famille dont l'exemple entraînerait les autres nations, prêcher partout la croisade, imposer des subsides même sur le clergé, réunir les deux ordres militaires dont les rivalités avaient contribué aux malheurs de la Terre-Sainte, et après la conquête occuper le pays avec des forces suffisantes pour le mettre à l'abri des attaques des infidèles (1).

XIV. — GÉRARD DE MONTCORNET qui, on vient de le voir, avait exécuté les dernières volontés de son oncle, Milon de Bazoches, concernant le lieu de sa sépulture, était parvenu au siége de Soissons après une vacance d'un an. En effet, Matthieu de Cuisy, trésorier de Saint-Jean des Vignes, ayant été élu abbé de ce monastère, le lundi d'après la saint Luc, en remplacement de Richard, décédé au mois d'octobre 1291, le dimanche d'avant la saint Denis, son élection avait été confirmée par le chapitre de Saint-Gervais, le siége étant vacant. De plus, au même mois de la même année, l'official de Soissons donna, pendant la vacance, une charte concernant la donation à cette abbaye d'une terre au *Clos Challi*, contiguë à celle d'Helvide le *Fournier*, veuve de Colard du *Four de la Porte-l'Évêque*, par Adée de la *Case* du Mont Saint-Jean des Vignes. Fils de la sœur de Milon de Bazoches, qui avait épousé le seigneur de Montcornet en Thiérache, Gérard avait déjà hérité de son oncle l'archidiaconné de Brie avant d'hériter de son évêché. Son élection eut lieu en 1292, quatorze mois après le décès de ce dernier (2). Il ne signala par aucun acte important les quatre années qu'il occupa le siége épiscopal. Il n'assista pas même au concile de Reims de 1292, où il se contenta d'envoyer ses députés. Ce concile, assemblé par

(1) MARLOT, t. III, p. 654, édit. franç., *ex* « Joannis de Thielrode monachi S. Bavonis. »

(2) En 1291, un arrêt du parlement ordonnait à l'héritier de feu Milon, prédécesseur de Gérard, de prêter hommage à l'évêché de qui dépendaient

l'archevêque Pierre Barbette, avec l'agrément de la cour de Rome, avait encore pour objet d'arrêter les effets des priviléges accordés aux ordres mendiants, ceux surtout d'assembler le peuple des paroisses, d'absoudre des cas réservés, etc., et la nécessité de ne leur laisser que les pouvoirs accordés aux simples prêtres. Pierre, abbé de Saint-Corneille, ayant voulu empêcher le vicaire épiscopal établi à Compiègne, en conséquence du réglement de 1284, de venir lui rendre compte de sa conduite, il intima à cet abbé, par lettres de 1294, l'ordre de ne pas mettre obstacle à une prétention aussi légitime de sa part.

Grand ami du monastère de Longpont, où sans doute il avait bien des fois accompagné son oncle, Gérard de Montcornet ratifia tout ce que celui-ci lui avait accordé et amorti. C'était assez la coutume que nos évêques y allassent résider dans la semaine sainte et l'on voit que Gérard y consacrait, le jeudi saint de l'an 1294, le saint-chrême et y remplissait d'autres fonctions de son ordre, par une lettre datée de ce jour, où il rassurait les moines, ainsi que l'avait pratiqué Milon, au sujet de leurs droits d'exemption. Du reste il tint dans la province le rang que lui assignait la coutume et les prérogatives de son siége. Une émeute ayant eu lieu à Laon, en cette même année, à la suite d'une querelle entre deux chevaliers et un bourgeois, et ayant provoqué un interdit parce que les *communiers*, après avoir forcé les portes de la cathédrale, y avaient frappé jusqu'au sang les deux chevaliers qui s'y étaient réfugiés, l'évêque de Soissons et l'archevêque de Reims reçurent du pape une bulle qui leur enjoignait d'agir avec fermeté dans cette affaire, laquelle ne fut apaisée que par une punition exemplaire des deux coupables (1).

Voilà tout ce qu'on sait de Gérard de Montcornet et de sa courte administration; tout fait présumer qu'il était

les fiefs patrimoniaux du défunt, et de *désintéresser ses créanciers*, faute de quoi l'évêque ferait vendre ces fiefs pour les satisfaire. « Istud arrestum, est-il dit, non placuit *omnibus de consilio*; immo expresse dictum fuit quod hoc erat contra dominos qui, propter defectum hominis, faciunt fructus suos.» (*Archiv. impér.*, t. I, p. 271, *ex* Registre *Olim*, f° 92, v°.)

(1) Rousseau, *mss.*, t. II, p. 15, 3e part. — Lelong, *Hist. du diocèse de Laon*, p. 308. — Devismes, *Hist. de Laon*, etc

d'une constitution chancelante et maladive. Profitant d'une trêve qui avait été ménagée entre la France et l'Angleterre et du passage en Italie d'un grand nombre de Français qui allaient au secours de Charles II roi de Sicile, il fit un voyage à Bari, dans la Pouille, pour y vénérer les reliques de saint Nicolas, et mourut, au retour de ce pèlerinage, à Riéti, le 1er septembre, jour de la saint Leu et saint Gilles, de l'année 1296, où commencèrent les régales qui se prolongèrent jusqu'à la Pentecôte de l'année suivante. Son corps fut rapporté à Soissons, sur la fin de ce mois, et déposé dans le tombeau d'où l'on venait de tirer le cercueil de son prédécesseur pour le transporter à Longpont. Il paraît même qu'on profita de cette translation des restes de Milon de Bazoches pour faire le même jour les obsèques de Gérard en une seule cérémonie, mais ce fait serait en désaccord avec l'épitaphe de Milon qui attribue expressément à l'épiscopat de Gérard le transport de son corps à Longpont (1).

Aussitôt que la nouvelle certaine de la mort de Gérard de Montcornet fut parvenue à Soisssons, on s'occupa de le remplacer; mais, cette fois, l'évêché sortit de la maison de Bazoches pour n'y plus rentrer. Guy de la Charité fut élu, très-probablement, par l'influence de la cour où il était fort considéré, le 25 décembre 1296, et prit possession le 12 avril de l'année suivante, jour où on lui fit remise de la régale. Philippe le Bel employa l'évêque de Soissons dans les plus importantes affaires. Non-seulement il fut du nombre des prélats qui, en 1298, assistèrent à la signature de la trêve conclue le 15 janvier, à Montreuil sur Mer, entre ce prince et le roi d'Angleterre, mais, un an après, Philippe le nomma ambassadeur près de Jacques II, roi de Majorque, pour entamer avec ce prince des négociations importantes, et lui fit en conséquence délivrer par les trésoriers du Louvre 300 liv. pour ses frais de voyage à Montpellier dont Jacques était seigneur.

Le crédit de Guy de la Charité augmentant avec ses services, le roi l'envoya à Rome, en 1299, année où le comte de Soissons, Hugues, déclarait tenir de l'évêché ce qu'il

(1) Dormay, t. II, p. 284. — Cabaret, t. II, p. 147. — Rousseau, t. II, p. 18. — *Gallia christ.*, t. IX. — H. Martin, t. II, p. 160.

avait dans Soissons, afin de déterminer le pape Boniface VIII à retirer la bulle *Clericis laïcos*, portant défense aux bénéficiers du royaume de payer aucune dîme ou autre contribution ecclésiastique sans l'autorisation du Saint-Siége. Cette constitution avait pour but de mettre fin aux impositions que les rois de France et d'Angleterre et l'empereur Adolphe mettaient sur le clergé et sur le peuple pour fournir aux frais de leurs guerres. Elle regardait surtout, quoique générale en apparence, le roi d'Angleterre qui faisait lever ces taxes par toutes sortes de violences; mais Philippe le Bel tenant ce pape comme favorable aux princes ses ennemis, et toujours pressé d'argent, s'était regardé comme particulièrement offensé par la bulle. Il défendit donc, de son côté, toute exportation de valeurs ou de munitions de guerre hors du royaume, sans une autorisation royale. Des négociations eurent lieu, auxquelles prit part l'évêque de Soissons et à la suite desquelles on se relâcha des deux côtés, ce qui amena pour lors une paix momentanée entre Boniface et Philippe.

C'est pendant le voyage de Guy à Rome, la dernière année du XIIIe siècle, qu'une communauté de filles s'établit à Nogent-l'Artaud, par la piété de la reine Blanche de Champagne, veuve de Henri de Navarre et de Edmond, comte de Lancastre. Cette princesse, depuis son premier veuvage, avait fondé le collége de Château-Thierry, le prieuré du château, les abbayes de la Barre et d'Argensolles. Elle voulut signaler les dernières années de sa vie par la fondation du prieuré de Nogent, pour le remède de son âme, de celles de ses prédécesseurs, du roi Henri « de bonne mémoire, » et du comte de Lancastre, ses deux époux. Elle en fit élever les édifices dans ses jardins du bourg et y introduisit des mineures ou cordelières urbanistes de Sainte-Claire « en l'honneur de Dieu et de monseigneur saint Louis. » Ses lettres de fondation données à Paris, le 25 juin 1299, à Saint-Marcel, furent confirmées aussitôt par Philippe le Bel et par la reine Jeanne de France, fille de Blanche, ensuite par Louis le Hutin, par Louis, roi de Navarre, en 1310, par son fils Jean, en 1322, et par Henri de Lancastre, son autre fils, en 1324.

Les premiers fonds du prieuré royal de Nogent ne mon-

tèrent qu'à 400 liv. de rente environ, mais si l'on observe qu'à cette époque l'arpent de pré ne se louait guère que 6 s. et l'arpent de vigne que 4 s., et ainsi du reste à proportion, on verra que cette première dotation de Blanche était assez importante. Elle se composait de revenus sur les minage, tonlieu, marchés, foires et étalages de Nogent (1), sur l'extraction des *molières* (pierres meulières) en la terre de Nogent, sur le *pressouer* de Nogent, sur les cens dus à la comtesse à la saint Denis, sur le *murage* (minage) ou mesurage de Pavant, sur la taille des hommes de Nogent et des hôtes forains de la saint Remy, sur la mairie de Saulchery, les *avcinnes* et les feux de la paroisse de Nogent; sur les bois du Larris, de Lannoy, de la Noé, de la Brosce-Trousselle, de Broces de la Verrine, de la Houssière, de Bruisselles, avec la garenne de tous ces bois; sur les noyers et noix en dehors des jardins de Nogent; sur des prés au-dessus de la *Querrière* (carrière) de Pavant, à la *Haulte Bonne* (Haute-Borne), au-dessous de Romeny, à Presles, etc., etc.; sur des vignes aux *Saulx*, sur des saulçois et prairies de la Marne, près du pont de Nogent, hors ceux de sa grange de Brie sur diverses terres, etc. De plus, la reine avait donné au prieuré la grange située au-dessus du château de Nogent, la cave, les portes et appartenances jusqu'aux murs du *chastel;* 4 arpents et demi de terre dans ses jardins pour le siége du couvent avec les *cloisons*, les murs à créneaux et les fossés qui en fermaient la clôture. Elle ne retint sur tous ces biens que la haute justice et obtint du roi que les religieuses pussent acquérir sous son règne jusqu'à 100 liv. de rentes nouvelles (2). La princesse mourut très-peu de temps après cette fondation, vers 1300. Selon les uns, sa dépouille mortelle fut inhumée à Valsecret, dans l'ancienne église de ce monastère; selon les autres, à

(1) Un arrêt du conseil d'Etat, du 23 février 1777, maintient le prieuré dans ces droits de mesurage, hallage, etc., à l'exclusion de toute autre mesure que les siennes, sur le pied de 12 den. par setiers de grains vendus les jours de marché à la halle de Nogent, et les autres jours par les blâtiers et marchands. Les moines de Saint-Germain étaient seuls exemptés de ces droits pour leurs propres grains et se servaient de leurs mesures. (Feuille in-4°, collect. PRIOUX.)

(2) *Gall. christ.*, t. IX, col. 139.

Essômes où sa pierre sépulcrale aurait été brisée à la Révolution (1).

La première abbesse de Nogent fut Adélina qui ne tarda pas à avoir d'assez vives difficultés avec « discret homme D. Ferric, » curé de la paroisse. Cette cure avait été donnée au XI[e] siècle à l'abbaye de Saint-Germain des Prés, par Hugues de Pierrefonds, évêque de Soissons. Nivelon, de Chérizy en avait augmenté le patronage, en 1181, par le don qu'il avait fait à Hugues, abbé de Saint-Germain, de la moitié des offrandes provenant des sépultures, des *trentaines* pour les morts, des messes et autres œuvres de piété, n'exceptant en faveur du curé que les baptêmes, mariages, relevailles, et ne touchant en rien aux oblations de Noël, Pâques et de la Toussaint, que l'abbaye percevait de temps immémorial. Cette concession faite à la prière de Guillaume, archevêque de Reims et légat du Saint-Siége, avait été confirmée par les papes Lucien III, Clément III et Innocent III.

D. Ferric n'avait donc pas vu sans ombrage s'élever dans sa paroisse une autre église près de la sienne, et il n'avait donné son consentement à la fondation du prieuré qu'à la condition que la cure ne perdrait aucun de ses droits. Après beaucoup de temps passé en pourparlers, en altercations, l'abbé de Saint-Germain, patron de cette cure, où n'habitaient plus de religieux, intervint, et en présence de Renaud, prieur de Verdelot, de Jean, doyen de Verdelot, de Jean et Simon, chapelains perpétuels de l'église de Nogent, du chapelain de la chapelle du château, de Pierre Turin de Chézy, d'Etienne, maïeur de Nogent, d'Adam Marchant de Saulchery, il fut arrêté que le curé de Nogent renoncerait à tout droit paroissial sur les religieuses dans leur clôture et dans ses limites, telles que l'évêque de Soissons les avait bénies, sur les oblations qui seraient faites au couvent pour sépultures ou pour des miracles qui, par « la faveur de Dieu, » pourraient s'y opérer, moyennant la cession à la cure de 2 arpents de pré dans la prairie de Nogent. Le curé Ferric et Etienne, maïeur de Nogent, se rendirent près de l'abbé

(1) *Gall. christ.*, t. IX, col. 139. — Hénebt, *mss.*, t. I, p. 373 à 375. — *État du Diocèse.*

de Saint-Germain et lui firent approuver cet arrangement la veille de la Trinité de l'an 1303 (1).

Non-seulement les moines de Saint-Germain n'habitèrent plus Nogent comme autrefois, mais ils cédèrent même, le 6 février 1645, le patronage et la présentation de la cure aux seigneurs de la Vieuville, barons de Nogent, dont la seigneurie relevait de la Tour du Louvre. Cette dernière se partageait entre eux, les religieuses et Saint-Germain des Prés; ils en prélevaient les dîmes, sauf sur une portion du terroir dite *Portion du curé*, lequel devait entretenir un vicaire. Quant aux abbesses de Nogent elles n'eurent d'autres rapports avec Saint-Germain des Prés que ceux créés par des nécessités réciproques. Ainsi Ade de la Porte traita, en 1425 et 1426, avec le chambrier de l'abbaye au sujet des mesures; Magdelaine de Brie, en 1538, sur des dîmes que les religieuses refusaient de lui payer. Au lieu de s'engager dans des procès, on fit toujours ainsi des accords dont les religieuses furent si reconnaissantes envers Saint-Germain qu'elles établirent chez elles des suffrages et des prières pour chaque religieux qui viendrait à décéder (2).

Saint-Germain des Prés ne fut pas exempt de vexations de la part d'une famille seigneuriale de ce bourg qu'il importe de faire connaître, au moins dans la personne d'Artaud, qui lui donna son nom, et dans sa descendance. Artaud était un seigneur fort riche qui fit élever à Nogent un opulent château, suivait la cour des comtes de Champagne et était fort considéré de l'un d'eux, le comte Henri, roi de Navarre, dont la veuve, on vient de le voir, fonda les Clarisses de Nogent. « Henri, dit Joinville, qu'il faut laisser parler, fut large à Dieu et au siècle; large à Dieu si comme il appiert à l'esglise de Saint-Estienne de Troies et aus autres églises que il fonda en Champaingne; large au siècle, si comme il apparut ou fait de Ertaut de Nongent et en moult d'autres liex que je vous conteroie bien, si je ne doutoie à empeschier ma matière. Ertaut de Nogent fut le bourgeois du monde que le conte créoit plus, et fu si riche que il fist le chastel de Nogent-l'Ertaut de ses

(1) *Gall. christ*, t. IX, col. 504. — HÉBERT, *mss.* p. 373.
(2) *Ibid.*, t. IX, col. 514, *Hist. de Saint-Germain*, p. 183.

deniers. Or, avint chose que le conte Henri descendi de ses sales de Troies pour aller oir messe à Saint-Estienne le jour d'une Pentecouste ; aus piez des degrez s'aginoilla un poure chevalier, et li dit ainsi : Sire, je vous prie pour Dieu que me donnés du vostre, porquoi je puisse marier mes deux filles que vous véez ci. Ertaut, qui aloit darière li, dict au poure chevalier : Vous ne faites pas *que courtois* (vous n'agissez pas courtoisement) de demander à monseigneur ; car il a tan donné que il n'a mez que donner. Le large conte se tourna devers Ertaut et li dist : Sire vilain, vous ne dites mie voir, de ce que vous dites que je nais mez que donner ; si ai vous meismes : Et tenez, sire chevalier, car je vous le donne, et si vous le garantirai. Le chevalier *ne fut pas esbahi, ainçois* le prist par la chape et li dist que ne le lairoit jusques à tant que il auroit finé à li et avant que il li eschapast, ot Ertaut ai de v. c. livres (il eut d'Artaud un secours de 500 livres) (1). »

Artaud avait épousé Hodierne et en eut plusieurs enfants. L'un d'eux, nommé aussi Artaud, fut trésorier de Saint-Etienne de Troyes et laissa à Nogent par sa piété et ses largesses un souvenir qui a traversé les siècles. Il fut inhumé dans l'église de Nogent. Il était représenté en pierre et couché sur son tombeau, revêtu de ses habits ecclésiastiques, la tête rasée, longue robe, la main droite tenant un livre sur la poitrine, à la gauche une clef, symbole de sa dignité, et les pieds appuyés sur un dragon. L'inscription portait ces mots : *Hic jacet Arthaldus quondam thesaurarius Beati Stephani trecensi, filius bonæ Hodiernæ dominæ de Nogento, cujus anima requiescat in pace.* C'était à Nogent l'usage que les nouveaux époux vinssent le jour de leurs noces se mettre à genoux aux pieds de la tombe d'Artaud, et le lendemain embrasser sa figure. Cet usage ayant dégénéré en scandales, on le fit cesser l'an 1688 en retournant la statue la face contre terre. On la remit en place en 1756, mais l'ancien usage ayant voulu reprendre, on la fit enterrer de nouveau. Aujourd'hui elle est dressée contre la muraille, près de la porte principale de l'église.

La femme d'Artaud et son autre fils, Guillaume, susci-

(1) *Histor. de France*, t. XX, p. 204, JOINVILLE.

tèrent, en 1211, par leurs violences de gros procès aux religieux de Saint-Germain des Prés au sujet de la seigneurie de Nogent, qu'ils partageaient, et de plusieurs droits onéreux qu'elle exigeait injustement des habitants. Hodierne et son fils avaient usurpé des prés, des vignes de l'abbaye, fait incarcérer plusieurs de ses hommes qui refusaient de payer ces droits, maltraité même les religieux qui demeuraient à Nogent, au point de faire investir leur maison et de les en chasser après les y avoir retenus prisonniers. Ces voies de fait méritaient une répression sévère. Jean de Vernon, abbé de Saint-Germain, porta ses plaintes au pape, qui nomma aussitôt des commissaires pour informer et juger les coupables. Hodierne se soumit, mais son fils Guillaume, chercha à éluder l'exécution de leur sentence. Il fut excommunié, lui et ses gens par les commissaires. Il en appela au pape, mais le pape maintint l'excommunication et défendit à ses délégués de la lever avant une réparation suffisante. Guillaume fut amené avec beaucoup de peine par des personnes pieuses à entrer en accommodement. Il fit hommage à l'abbaye pour les biens qui relevaient d'elle et on dressa un état de ceux de la communauté ; ensuite de quoi les commissaires levèrent l'excommunication dans le chapitre, scellèrent l'acte de leur sceau et le firent confirmer par Philippe-Auguste et par Blanche, comtesse de Troyes, suzeraine de Guillaume de Nogent.

Un autre vieux différend pendant entre Gérard de Moret, abbé de St-Germain des Prés, et Guillaume, sire d'Oulchy, alors seigneur en partie de Nogent, au sujet de la justice et autres droits de corvée, de taille, etc., que Guillaume exigeait, à l'exemple de son prédécesseur, des vassaux du monastère, fut aussi assoupi au mois d'août 1266. Eudes de Saulchery, chanoine de Soissons, et Guillaume de Moret, aumônier de Saint-Germain, furent d'abord choisis pour arbitres, mais le cardinal-légat nomma en leur place les seigneurs André de Chaville et Milon du Mail, qui ne purent s'entendre sur l'estimation des choses en litige, ce qui obligea le cardinal à leur adjoindre Guillaume de Lemigny, archidiacre de Poissy. Celui-ci, plus heureux, se transporta à Nogent, amena les parties à une transac-

tion qu'il fit ratifier à Montereau par Thibauld V, roi de Navarre, comte de Champagne. C'est à ce Guillaume et à sa femme Anachilde, que le comte accorda, après ce procès, c'est-à-dire en 1267, « aux seigneurs du dit château après eux » d'établir trois jours de foire au lieu qu'il leur conviendra dans la paroisse du château *(infra parochiam dicti castri)*, les mercredi, jeudi et vendredi d'après Pâques (1).

(1) *Hist. de Saint-Germain des Prés*, par D. Jacq. Bouillard, pp. 100, 113 et 135.



TABLE
DES MATIÈRES.

PÉRIODE FÉODALE.

LIVRE CINQUIÈME.

Treizième siècle.

(Première partie.)

DEPUIS LA PRÉDICATION DE LA CROISADE PAR FOULQUES DE NEUILLY, EN 1199-1200, JUSQU'A L'ÉPISCOPAT DE JACQUES DE BAZOCHES, EN 1218.

Pages.

AVERTISSEMENT SUR LE TOME TROISIÈME. 1

I. Coup d'œil sur le XIII^e^ siècle : poésie, beaux-arts, établissements religieux, siècle de saint Louis. — II. Pierre le Chantre et Foulques de Neuilly. Prédication de la Croisade par Foulques. — Suite du divorce de Philippe-Auguste. Le royaume mis en interdit. Miracle arrivé à des chanoines de Saint-Jean des Vignes. L'évêque Nivelon ménage la soumission du roi. Concile ou assemblée tenue à cet effet à Notre-Dame de Soissons en 1201. Philippe quitte l'assemblée, emmenant Ingelburge. — III. Notre-Dame au commencement du XIII^e^ siècle. Démêlés avec la commune de Soissons. Assemblée des croisés à Soissons, à Compiègne et à Notre-Dame de Soissons en 1202. Nivelon se prépare à la Croisade, ses donations à ce monastère. — IV. Départ des croisés. Prise de Constantinople. Exploits des croisés soissonnais. Anecdote sur le tombeau de saint Drausin. Baudouin, comte de Flandre, proclamé empereur par Nivelon, en 1204. Lettre de Nivelon au chapitre de Soissons. Reliques envoyées par lui à Soissons, sa mission auprès du pape et distribution de ces reliques. Il établit une fête à cette occasion. Il fait de nouveaux dons à Notre-Dame. Vraies et fausses reliques — V. Nivelon assiste à une assemblée tenue à Viviers. Philippe-Auguste se rend en ce château et y préside une nouvelle assemblée. Collégiales de Saint-Jacques et de Saint-Sulpice de Pierrefonds, au XIII^e^ siècle. Guillaume de Bérogne, évêque de Senlis. — VI. Mort de Nivelon en 1207, à Bari en Italie. Assemblée de prélats à Compiègne. La mémoire de Nivelon à Notre-Dame. L'abbesse Helvide affranchit Aisy ; sa mort. Concours de sujets à Notre-Dame. — VII. Haymard de

Pages.

Provins, 60e évêque. Saint-Léger de Soissons, au XIIIe siècle. Don de la collégiale de Saint-Prince à l'abbaye ; réforme de cette collégiale ; règlement pour la nourriture à Saint-Léger. Exemption des droits de gîte dans ses fermes. — VIII. Mouvement architectural aux XIIe et XIIIe siècles. L'art ogival. Cathédrale de Soissons selon les données archéologiques et historiques. Intérieur et extérieur ; croisillon de droite ; vitraux. Architectes soissonnais. Dispositions intérieures et dépendances extérieures de la cathédrale. Autels, chapelles et chapellenies. Chapelles de S. Gervais, des Fonts, du Sépulchre, et de Notre-Dame du Beau Pignon. Chapelains et clercs du chœur. Collégiale de Thorote. — IX. Etablissements hospitaliers. Fondation de l'Hôtel-Dieu Saint-Gervais, son administration, ses revenus ; bâtiments, bienfaiteurs. Maladreries ; leurs biens. La lèpre. Séquestration des lépreux ; adoucissement au cérémonial de cette séquestration. Malgré les défenses, ils se répandent au dehors. Disparition de la lèpre. Maladreries du diocèse, leur annexion aux hospices. Maladreries de Lhuys, de Château-Thierry, de Compiègne, de Soissons ; celles de l'évêque, du chapitre, de Saint-Jean.— X. Fermeté d'Haymard de Provins. Les écoles au XIIIe siècle. Collége de Saint-Nicolas ou « hôpital des pauvres clercs ; » ses revenus, son administration. Violences d'Enguerrand III, sire de Coucy, envers le chapitre de Laon. Lettre de consolation d'Haymard. Enguerrand converti bâtit la chapelle du Collége. — XI. Philippe-Auguste tient un parlement à Soissons. Bataille de Bouvines ; Milon de Bazoches, abbé de Saint-Médard, s'y trouve avec ses vassaux. Saint-Médard au commencement du XIIIe siècle. Réforme du monastère ; ses bienfaiteurs de la maison de Bazoches. Mort de l'abbé Milon. Constitutions de Raoul de Braine et de Regnault, abbés de Saint-Médard. — XII. La poésie au XIIIe siècle. Poëtes soissonnais ; Gauthier et Aymar de Châtillon, Hugues de Berzy ou Brecy, Gauthier de Coincy. Gauthier étudie à Saint-Médard ; il est nommé prieur de Sainte-Léocade de Vic sur Aisne ; il y compose ses poëmes de Notre-Dame et de sainte Léocade. Les reliques de cette sainte perdues et retrouvées. Gauthier offre son livre à plusieurs personnages. Jugements sur ses poëmes ; leurs divers manuscrits. La Chronique du monastère de Saint-Médard. — XIII. Saint-Yved de Braine. Hérétiques exécutés à Braine. Fin de Philippe de Dreux, évêque de Beauvais. Hôtel-Dieu de Braine. Le monastère au XIIIe siècle. Procès divers ; dons de Robert II de Dreux. Achèvement et consécration de l'église de Saint-Yved. Description de l'édifice, vitraux. Mort d'Agnès, comtesse de Braine, son tombeau. Robert II et Robert III, bienfaiteurs du monastère, leur mort, leurs tombeaux. — XIV. Haymard de Provins lève un interdit. Ses derniers actes. Sa retraite à Saint-Jean des Vignes, sa vie édifiante, sa mort. L'abbé Raoul construit le chœur de l'église ; son administration. Différends avec Raoul de Soissons et Thibauld, comte de Champagne. Priviléges des papes. Affection de l'évêque Jacques de Bazoches, successeur d'Haymard, pour Saint-Jean. — XV. Saint-Corneille de Compiègne au commencement du XIIIe siècle. Confirmation de ses priviléges et exemptions. Hommes de corps et affranchissements. Eglises et édifices de Saint-Corneille ; trésor et objets précieux. Puissance spirituelle et temporelle de l'abbaye. Fiefs. Les huit barons et les huit fiefs de la Verge. Cure du Crucifix. La Trésorerie et la Contrerie x

LIVRE SIXIÈME.

Treizième siècle.

(Deuxième partie.)

DEPUIS L'ÉPISCOPAT DE JACQUES DE BAZOCHES ET LA CROISADE DE 1248 JUSQU'A LA PREMIÈRE CROISADE DE SAINT LOUIS, EN 1245.

Pages.

I. Jacques de Bazoches, 60e évêque, son sacre. Croisade de 1218; croisés du Soissonnais. — II. Longpont dans la première moitié du XIIIe siècle; reliques données par Nivelon. Chef de saint Denis l'Aréopagite, son authenticité. Dons divers; sagesse de l'abbé Gaucher d'Oulchy. Jean de Montmirail, moine de Longpont; sa famille, sa jeunesse, son mariage, ses enfants. Jean change de vie; il fonde l'hermitage de Beaumont; on croit qu'il fut connétable de France. Sa confiance en Dieu; il sauve un supplicié par ses prières, miracle contesté. Il fonde le Mont-Dieu à Montmirail; description de cette abbaye. Hôtel-Dieu de la même ville, son église; Helvide, femme de Jean, le favorise; le pape confirme ses biens. Autres bienfaiteurs. Jean y sert les malades, sa charité héroïque; il secourt les lépreux; il visite une recluse à Notre-Dame de Soissons; il se prépare à la croisade contre les Albigeois, et songe à quitter le monde. Il consulte les docteurs de Paris et se retire à Longpont. Fondation de Cerfroi; ministrerie des Trinitaires de Verberie. Réception de Jean à Longpont; ses vertus dans le cloître, sa mortification, son humilité; ingratitude de sa famille. Mort de Jean de Montmirail. Première translation de ses reliques; miracles à son tombeau. Deuxième translation; magnificence de son mausolée. Troisième et quatrième translations. On songe à sa canonisation; témoignage de l'abbé Gaucher d'Oulchy sur sa canonisation. On brûle des cierges devant son tombeau; culte qu'on lui rend, titres qu'on lui donne, invocations qu'on lui adresse. Historiens de Jean de Montmirail. — III. Mort d'Eléonore de Valois; elle est inhumée à Longpont. Mort de Gaucher d'Oulchy. Jacques de Bazoches, bienfaiteur de Longpont. Philippe-Auguste et Louis VIII le protégent. Mort de Philippe. Honneurs dévolus à Jacques de Bazoches; il soutient la prééminence de son siége et sacre Louis IX; Louis vient à Septmonts. Gérard de Bazoches, évêque de Noyon. Henri de Dreux et de Braine, archevêque de Reims, est sacré par Jacques. Achèvement de l'église de Longpont, sa dédicace en présence de Louis IX; festin donné à la cour. Le pape défend le monastère contre l'official. Réconciliation de Longpont avec le chapitre de Saint-Gervais. — Consécration de l'église de Valsery en présence du roi. Acquisitions du monastère au XIIIe siècle. Le marché de Viviers. Fondation de Notre-Dame d'Argensolles, sa dotation. Yda, première abbesse, sa vie sainte. Sainte Euphrosine, autre abbesse. Saint-Etienne (Saint-Paul) de Soissons reçoit des Augustines. Etablissement des Cordeliers à Soissons; Jacques de Bazoches les favorise. — V. Domaine du chapitre, au XIIIe siècle,

Pages.

à Ambleny ; château et église de ce lieu. Le chapitre possède la vicomté de Pernant, les seigneuries d'Ambleny, de Chelles, Bérogne; son domaine à Château-Thierry, Crouy, Bucy. Testament d'Albéric, curé des Fonts. Le chapitre lance des excommunications ; ses démêlés avec la commune de Soissons ; violences de celle-ci ; arrêt du roi contre elle.— VI. Notre-Dame au XIII^e^ siècle (première moitié). Jugement en sa faveur. Reconstruction du monastère et de l'hôtellerie. L'archevêque de Reims le protége. Charte de commune accordée à Aisy. Interdit lancé par le chapitre ; il est bravé par Notre-Dame. Violences pendant sa durée ; troubles à Beauvais et à Reims. Conciles provinciaux de Saint-Quentin, en 1231, et de Noyon. La province mise en interdit, troubles à Reims et à Soissons Nouvel interdit. Election d'une abbesse à Notre-Dame ; le roi y intervient. Conciles de Saint-Quentin et de Compiègne, de 1235. Levée de l'interdit ; nouveaux troubles à Reims. Jacques de Bazoches remplit les fonctions de premier suffragant. L'abbesse Agnès de Chérisy résiste à l'évêque. Achèvement de la reconstruction du monastère. Concordat entre Notre-Dame et Saint-Pierre au Parvis. Usages bizarres à Notre-Dame et à Saint-Pierre. — VII. Saint-Crépin le Grand au XIII^e^ siècle (1^re^ moitié). Activité de l'abbé Renaud. Nouveaux bienfaiteurs ; augmentation du temporel. Renaud défend ses droits. Il traduit devant lui le maïeur de Celles. Annexion de Jouy à la commune de Vailly. Le duel judiciaire en usage à Saint-Crépin. Augmentation de la mense conventuelle par l'abbé Albuin. L'autorité de l'abbé est limitée. Faveurs d'Innocent IV. — VIII. Administration de Jacques de Bazoches ; ses bienfaits envers le chapitre. Fondation de la Joie ou Sainte-Claire à Berneuil. Louis IX et Philippe IV ses bienfaiteurs Ses acquisitions ; bulles en sa faveur, sa seigneurie à Berneuil. Fondation de l'Amour-Dieu à Troissy. Fondation de la Barre à Château-Thierry. Reconstruction de l'église Notre-Dame du Château par Blanche de Navarre. Elle fonde le collége de Château-Thierry et le soumet à Valsecret. Jeux bizarres en ce collége ; hommages des écoliers à l'abbé de Valsecret. Souvenirs de la reine Blanche à Château-Thierry ; elle est bienfaitrice de Valsecret. Aventure arrivée en ce monastère. — IX. Prieuré de Coincy au XIII^e^ siècle. Augmentation des bois ; arrangements divers et amortissement par Philippe le Bel. Libéralités d'Alix de Nanteuil. Prieurs remarquables. Reconstruction de l'église. L'abbaye d'Essomes au XIII^e^ siècle. Description de son église. L'abbaye de Chézy au XIII^e^ siècle. Acquisition de la seigneurie de ce bourg. Orbais au XIII^e^ siècle. Reconstruction de son église. Description de cette église et de son mobilier. Le château abbatial. L'église paroissiale d'Orbais. Thibault IV, comte de Champagne, bienfaiteur d'Orbais. Troubles pour la démission de l'abbé Gilles, et convention pour la nomination de l'abbé. La régle est mitigée. Divers abbés d'Orbais. Droits des évêques de Soissons à Orbais. Société de prières avec la Charité sur Loire.— X. Fin de l'archevêque Henri de Braine. Croisade de 1238. Raoul de Soissons, vicomte de Cœuvres, prend la croix. Assemblée de Vertus ; supplice des Bulgares de la Champagne. L'inquisition dans le diocèse de Soissons. Fin de Jacques de Bazoches. Raoul de Coudun, 61^e^ évêque. Sa mort 196

LIVRE SEPTIÈME.

Treizième siècle.

(Troisième partie.)

DEPUIS LA PREMIÈRE CROISADE DE SAINT LOUIS, EN 1245, JUSQU'AU CONCILE DE COMPIÈGNE, DE 1291.

Pages.

I. Première croisade de saint Louis. Guy de Château-Porcien, 62e évêque. Croisés du Soissonnais; mort de Gaucher d'Autrêches; exploits du comte de Soissons; mort de Guy de Château-Porcien. Erection de la chapelle de Couvrelles. — II. Saint-Yved de Braine à la fin du XIIIe siècle. Sépultures de divers seigneurs de Braine à Saint-Yved. Prieuré de Frémicourt. Abbés et moines remarquables de Saint-Yved. — III. Nivelon II, 63e évêque; sa lutte avec Saint-Médard. Suite de cette abbaye (2e moitié du XIIIe siècle). Etat du temporel; relique du Pas de Dieu. Description de l'abbaye et de son château. Bénéfices de sa dépendance. Prieurés de Vénérolles et de Vigneux, de Donchery, de Damery, de Montgru, de Vic sur Aisne, de Rivière, de Laval-Cuisy. Prévôtés de Marizy et Essômes, de Chivres, de Rugny, de Cergy. — IV. Saint-Crépin le Grand (2e moitié du XIIIe siècle). Ses revenus en ce siècle; administration de l'abbé Simon; démêlés avec les communes de Vailly et de Condé-Cel es. Nouvelle châsse de Saint-Crépin. —V. Saint-Crépin en Chaye. Maison de Nampcel; biens de Chavigny et de Soissons. Bienfaiteurs au XIIIe siècle. — VI. Milon de Bazoches, 64e évêque; son affection pour Longpont. Suite de l'abbaye. Tombeaux de Marie de Montmirail, d'Enguerrand IV de Coucy, des comtes de Soissons, etc. Personnel du couvent; maisons de Paris, de Soissons, de Gandelu. Fermes de Violaine et Louâtre, de Montrambeuf, de Luceron, de la Gorge, de Vaubéron, de Parcy, de Courtablon au XIIIe siècle; leur administration. Bois de la forêt de Retz; bois de Moloy, de Vierzy. Libertés commerciales. — VII. Milon de Bazoches, bienfaiteur du chapitre. Prévôts, doyens, chanoines remarquables et bienfaiteurs au XIIIe siècle. Simon de Bucy, évêque de Paris. — VIII. L'abbaye de Notre-Dame (2e moitié du XIIIe siècle). Ses conflits avec le chapitre et Saint-Pierre au Parvis. Chapelles d'Epargemail et de Ressons. L'abbesse Odeline de Tracy. Opulence du couvent. Troubles pour une élection d'abbesse. Révolte de la commune d'Aisy. Nouveaux troubles. Election de Cécile de Péronne. — IX. Saint-Corneille au XIIIe siècle (2e moitié). Fondation de l'Hôtel-Dieu de Compiègne par saint Louis; il y transporte et sert les malades; il l'incorpore à l'ordre des Trinitaires. Les moines de Saint-Corneille obligent ceux-ci à quitter. Fondation des Jacobins de Compiègne par le même prince. Rois de France bienfaiteurs de l'Hôtel-Dieu. Démêlés de Saint-Corneille avec la commune, le clergé de la ville et l'évêque de Soissons. Nomination d'un vicaire de l'évêque à Compiègne. — X. Deuxième croisade de saint Louis.

Pages.

Croisés du Soissonnais. Raoul de Cœuvres, son mariage avec la reine de Chypre; il se croise, vend son bois de Sec-Aunay. Mort de Louis IX, de Raoul et du comte de Soissons. Canonisation de Louis IX. Raoul du Val et Me Odon de Soissons. — XI. Concile de Compiègne de 1270. Sacre de Philippe le Hardi par Milon de Bazoches. Procès pour le bois de Sec-Aunay. Milon préside le concile de Saint-Quentin de 1275.— XII. Morienval au XIIIe siècle. Restauration du temporel. Prérogatives du monastère. — XIII. Concile de Compiègne de 1278, au sujet des chapitres. Milon de Bazoches au concile de Reims de 1287. Règlement entre lui et l'archidiacre de Soissons. Il défend les droits de l'évêché contre la commune; sa mort. Concile de Compiègne de 1291. — XIV. Gérard de Montcornet, 65e évêque. Fondation des Clarisses de Nogent l'Artaud; dotation de ce couvent. Cure de Nogent, donnée à Saint-Germain des Prés. La famille Artaud vexe les religieux de cette abbaye. Guillaume de Nogent est excommunié. Différend des Clarisses avec le curé de Nogent 391

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME TROISIÈME.

SOISSONS. — IMPRIMERIE FOSSÉ D'ARCOSSE PÈRE ET FILS,
RUE SAINT-ANTOINE, 15.

